## ANNEXE N° 393

(Session ord. — Séance du 29 novembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat, par M. Milliard, sénateur (1).

Messieurs, le Sénat est saisi par M. Pierre Lenoir d'une demande en autorisation de poursuivre un de ses membres, M. Charles Humbert.

M. Pierre Lenoir, usant du droit que donne à « toute personne » l'article 63 du code d'instruction criminelle, a déposé entre les mains du doyen des juges d'instruction du tribunal de la Seine une plainte contre MM. Charles Humbert, Leymarie et Ladoux « pour chantage, escroquerie et tentatives dans les termes des articles 400 et 405 du code pénal ». Il a déposé entre les mains du même juge doyen une seconde plainte contre M. Charles Humbert « et tous autres » pour « commerce avec l'ennemi dans les termes de la loi du 4 avril 1915 ». Il s'est constitué partie civile avec l'assistance de son conseil judiciaire.

Saisi par cette plainte, le juge d'instruction a rendu une ordonnance de soit communiqué au procureur de la République, conformément à l'article 70 du code d'instruction criminelle.

M. le procureur général, usant du droit que lui confère l'article 135 du même code, a formé opposition à cette ordonnance et a requis la chambre des mises en accusation de l'annuler, M. Charles Humbert étant sénateur, le Sénat en session, et le plaignant ne justifiant pas d'une autorisation de le poursuivre.

La chambre des mises en accusation n'a pas partagé l'avis de M. le procureur général ; elle a déclaré son opposition mal fondée et confirmé l'ordonnance du juge. Elle en donne la raison dans ce considérant de son arrêt :

« Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède, que le dépôt d'une plainte, de quelque déclaration que cette plainte soit accompagnée, n'est pas un acte de poursuite, mais seulement un acte préparatoire de la poursuite qui ne porte en soi aucune atteinte à l'immunité parlementaire ; qu'on ne saurait donc dans l'état actuel de la procédure, en prononcer la nullité ; qu'à plus forte raison n'y a-t-il pas lieu d'annuler l'ordonnance de soit communiqué, simple mesure d'ordre prise en exécution de l'article 70 précité, et qui aurait eu pour premier résultat, si elle avait été suivie d'effet, de mettre le procureur de la République en mesure d'opposer à la poursuite demandée la fin de non-recevoir dictée par la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875. »

Tout en déclarant, dans la première partie de son arrêt, « incontestable et incontesté », le principe de l'immunité parlementaire invoqué par M. le procureur général à l'appui de son opposition, la cour a pensé et jugé qu'il s'était trop pressé de l'invoquer. Elle décide que la plainte et l'ordonnance de soit communiqué ne constituent pas des actes de poursuite, mais des actes préparatoires de la poursuite « qui ne portent aucune atteinte à l'immunité parlementaire ». Mais elle indique en même temps que les actes qui suivront, seront des actes de poursuite et lui porteront atteinte.

Il y a donc là un obstacle auquel, d'après l'arrêt, se heurtera demain certainement le plaignant, et dont il a, dès maintenant, le droit de demander la levée.

Votre commission vous propose d'accueillir sa demande.

Elle se présente dans des conditions à peu près semblables à celles de la première demande que vous avez accueillie. La situation du demandeur d'aujourd'hui est la même que celle du demandeur d'alors. Les faits relevés dans la plainte se rattachent aux mêmes actes, aux multiples tractations opérées pour mettre la main sur le *Journal*, qui ont justement ému l'opinion publique impatiente d'être éclairée, et sur lesquelles la justice aura bientôt à se prononcer d'après les déclarations faites à votre commission par M. le garde des sceaux qu'elle a cru devoir entendre. Il n'y a de différence que dans la qualification des délits et dans cet autre fait que la plainte actuelle est dirigée contre M. Charles Humbert et deux autres personnes, M. Leymarie et Ladoux.

Votre commission estime que la levée de l'immunité parlementaire s'impose. C'est aussi l'avis de M. Charles Humbert.

En conséquence, votre commission vous propose de suspendre l'immunité parlementaire pour l'action à diriger contre M. Charles Humbert à raison des délits et tentatives relevés contre lui dans les deux plaintes de M. Pierre Lenoir des 31 octobre et 10 novembre 1917, et d'adopter la résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

Vu la demande adressée le 10 novembre 1917 par M. Pierre Lenoir,

Prononce, pour les cas qui y sont prévus, la suspension de l'immunité parlementaire, en ce qui concerne M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse.

(1) Voir le n° 377, Sénat, année 1917.

## ANNEXE N° 394

(Session ord. — Séance du 29 novembre 1919.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre, par M. Guillier, sénateur (1).

Messieurs, la proposition de loi votée par la Chambre des députés, dans sa séance du 19 juillet 1917, est relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre.

Son auteur, l'honorable M. Failliot, frappé de ce que, pour certains de ces contrats, l'exécution en était rendue tellement onéreuse par suite de la guerre, qu'elle était pour ainsi dire irréalisable, a voulu permettre aux intéressés, par trop victimes d'événements défiant toutes les prévisions, d'obtenir la résolution ou la suspension de ces conventions.

Il est certain, en effet, qu'avant la mobilisation, nombre d'industriels, de commerçants et de propriétaires ont conclu des marchés à terme comportant des livraisons différées ou successives. A titre d'exemples, l'exposé des motifs cite le fabricant de soieries qui a acheté en vue de sa fabrication annuelle les filés qui lui sont nécessaires, le négociant en alcool ou en produits chimiques qui s'est couvert de toutes les ventes qu'il a faites pour différentes périodes, le fournisseur des administrations publiques ou privées qui a obtenu l'adjudication d'un marché de fournitures, le minotier qui a acheté le blé nécessaire à sa production de farine, l'entrepreneur qui s'est engagé à construire des immeubles, le propriétaire d'un terrain qui a traité avec divers entrepreneurs en vue de l'édification d'une maison de rapport.

A cette énumération qu'il serait facile d'allonger, nous nous contenterons d'ajouter, parce qu'ils sont très nombreux, les propriétaires récoltants qui, dans certaines régions viticoles, ont vendu, par abonnements portant sur une période assez longue, généralement de dix années, leur récolte de vin, à un prix et à des conditions forfaitaires.

Pour quelques-uns, la charge est aggravée par l'obligation de fournir le logement, pour d'autres moins nombreux, par celle de la mise en bouteilles. Tous ces négociants, industriels ou producteurs, avaient en prévision de leurs besoins normaux, pris les uns envers les autres des engagements qui devaient être réalisés dans un laps de temps plus ou moins long.

La guerre est survenue, apportant dans la vie économique de la nation une perturbation de jour en jour plus accentuée.

Pour la plupart, les affaires ont été tout d'abord paralysées, et pour beaucoup, elles ont été bientôt complètement arrêtées.

Les ouvriers manquent aux usines, les matières premières font défaut, les transports par terre sont pour certaines denrées impossibles, ceux par mer sont entravés par les prohibitions, l'insuffisance de la flotte, les réquisitions des navires et l'augmentation du fret.

Les crises du charbon, de la main-d'œuvre, du change, du fret, de la production agricole, pour ne rappeler que les principales, ont déterminé sur toutes les denrées et marchandises une hausse formidable.

Des gens obligés d'exécuter certains marchés conclus en temps de paix ont subi et vont encore subir un préjudice énorme qui peut entraîner leur ruine.

Du fait de la guerre, il ne subsiste plus aucun rapport entre les prestations promises au moment où le contrat fut passé et celles qui peuvent être actuellement demandées.

Des vendeurs sont tenus de livrer, à des prix incroyables de bon marché, des produits qui ont bénéficié d'une hausse fantastique. Ils doivent, pour se libérer de leurs engagements, se procurer à des prix inabordables des objets qui n'entraient dans les prévisions communes, au moment de la convention, que pour une valeur minime.

La conséquence inéluctable de cette perturbation effroyable dans toutes les transactions est la ruine de l'un et l'enrichissement exagéré de l'autre des contractants.

L'exécution brutale de la plupart des contrats d'avant-guerre se traduit d'un côté par des désastres, de l'autre par des bénéfices aussi peu justifiés les uns que les autres.

Dès que cette situation s'est révélée, elle a engendré de multiples procès.

Les victimes se sont adressées aux tribunaux pour obtenir la résiliation des conventions qui ne pouvaient plus être exécutées dans les conditions où elles avaient été conclues.

Elles ont fait valoir les faits trop connus qui ont si profondément bouleversé l'état du marché de toutes les denrées et de tous les produits, et elles ont invoqué le cas de force majeure résultant de la guerre effroyable dans laquelle le pays avait été entraîné.

Leurs efforts ont été stériles.

Les juridictions civiles et commerciales sont restées inflexibles et elles ont maintenu une jurisprudence affirmée à la suite des événements de 1870 qui proclame que la guerre ne suffit pas par elle-même à constituer la force majeure et que celle-ci n'existe que lorsqu'il y a, de la part de l'un des contractants, impossibilité matérielle et absolue d'exécuter. Dès lors que l'exécution n'est que rendue extrêmement difficile et fut-elle même fatalement ruineuse, elle doit cependant se faire du moment qu'elle n'est pas matériellement impossible.

Les tribunaux se sont refusés à appliquer à ces conflits les dispositions de l'article 1150 C. civ. aux termes desquelles on doit, en matière de conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties.

Si cependant on se place en face de la réalité des faits, on ne peut s'empêcher de reconnaître que les intéressés sont loin d'être dans la situation qu'ils avaient pu envisager en contractant. Les événements ont dépassé toutes les prévisions, aussi bien celles des particuliers que celles du législateur.

Jamais, à aucune époque, on n'avait pu entrevoir par la pensée l'éventualité d'un conflit mondial comme celui qui désole l'humanité.

La théorie qui a prévalu après 1870 pouvait se défendre, mais aucune assimilation n'est possible entre les événements de cette époque et ceux de nos jours. En 1870 la mobilisation n'avait pas été générale, elle n'avait atteint que les célibataires relativement peu avancés en âge, alors que celle de 1914 a englobé sans distinction tous les hommes valides jusqu'à l'approche de la cinquantaine. La guerre n'avait duré que six mois alors qu'elle se prolonge depuis plus de trois ans. Les réquisitions et les prohibitions avaient été exceptionnelles, le commerce avec l'étranger n'avait pas été interrompu. Le conflit armé était restreint à la France et à l'Allemagne, il s'étend aujourd'hui à presque toutes les nations du monde.

Toutes ces circonstances de fait auraient pu être considérées, dans la majorité des espèces soumises aux tribunaux, comme constituant une entrave absolue et forcée aux opérations normales du commerce et comme constituant des cas de force majeure. Ils auraient pu, à cet égard, user d'un pouvoir souverain d'appréciation qui leur est propre et qui échappe au contrôle de la cour suprême, et appliquer dans un large esprit d'équité la faculté qui leur est laissée de rechercher la commune intention des contractants.

Pour cela, il n'était point besoin d'une législation spéciale. Le code civil offrait aux magistrats le moyen de donner à tous les conflits nés de la guerre une solution conforme au droit et à l'équité.

Mais la jurisprudence s'étant orientée dans le sens de l'application inflexible d'une formule

(1) Voir les n°s 272, Sénat, année 1917, et 1834-1971, et annexe 2139, 2215-2918, et in-8° n° 756. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

trop étroite, il a paru nécessaire, pour remédier à cette crise déplorable, d'édicter des dispositions exceptionnelles qui se justifient par des évènements exceptionnels.

Tel est, messieurs, l'objet de la proposition de loi dont votre commission aropose l'adoption, sous la réserve d'une légère modification.

## EXAMEN DES ARTICLES

### Article 1er.

L'article 1er de la proposition définit les conventions qui seront soumises aux dispositions de la nouvelle loi.

Celle-ci s'appliquera à tous les marchés ou contrats ayant un caractère commercial pour les parties ou pour l'une d'entre elles, conclus avant le 1er août 1914, et qui comportent soit des livraisons de marchandises ou de denrées, soit d'autres prestations successives ou seulement différées.

Ces marchés comprennent, ainsi que le précise le rapport de l'honorable M. Failliot : « non seulement la vente de marchandises, mais toutes sortes de contrats faisant naître des obligations dont l'exécution devait se faire d'une façon successive (prestations successives) ou devait avoir lieu à terme (prestations différées). Pour éviter toute ambiguïté à cet égard, le titre même de la proposition a été élargi. Le texte ne remet pas seulement en question le sort des contrats qui sont commerciaux pour les deux parties, il s'applique également aux marchés et contrats ayant un caractère commercial pour l'une seulement des deux parties.

« Par là, il embrasse implicitement les contrats d'entreprise, de construction de bâtiments, de machines, les contrats de louage de services conclus pour une durée déterminée ou en vue de certaines études à fournir, etc. Il s'applique aux clauses, même accessoires, d'un contrat : telle la garantie d'un minimum d'affaires ou d'un minimum de bénéfices, qui peuvent accompagner un contrat de vente, de location, de concession ou de gérance. Ces garanties peuvent être également examinées par le juge. Le mot prestations qui accompagne les mots : livraisons de marchandises est pris dans son acception la plus large. »

Il y a lieu de noter toutefois que l'article 7, voté par la Chambre, met en dehors de la loi les contrats de louage d'ouvrage, ce qui englobe les contrats de louage de services dont il est question dans le rapport précité.

Tous les marchés ou contrats visés dans la loi devront n'avoir pas été réalisés entièrement avant la promulgation de ladite loi.

### Article 2.

Sans aller jusqu'à proclamer que, par elle-même, la guerre, d'une façon générale, constitue un cas de force majeure, on admet que les juges auxquels s'adresseront les parties pourront prononcer la résolution avec ou sans indemnité des contrats conclus avant la mobilisation, qui rentrent dans les termes de l'article premier.

La résolution n'aura pas lieu de plein droit. Si, ce qui est peu probable, il se trouve des industriels ou des commerçants dont les opérations n'auraient pas été troublées et désorganisées par la guerre, ceux-ci devront tenir les engagements qu'ils auront contractés. Mais les tribunaux auront la possibilité de prononcer la rupture de tous les contrats dont l'exécution est devenue particulièrement onéreuse et qui entraîneraient à l'égard de l'obligé des charges hors de proportion avec celles qui ont pu être, à l'origine, raisonnablement envisagées.

Ce sera une question d'espèce avec, pour le juge, le droit d'allouer ou de refuser des dommages et intérêts. Ces derniers, du reste, ne devront être accordés que dans la mesure correspondant au préjudice qu'eût pu apporter au créancier l'inexécution, si les circonstances fussent restées normales. Il ne devra pas être tenu compte d'un préjudice qui a dépassé notablement celui que les parties pouvaient prévoir, pour le cas d'inexécution, à l'époque du contrat.

Les tribunaux pouvant prolonger les délais d'exécution du contrat pourront manifestement renouveler, s'il devient nécessaire, cette prorogation.

### Article 3.

La proposition de loi défère aux tribunaux civils et commerciaux la connaissance des instances engagées à l'occasion des marchés auxquels elle s'applique.

Elle impose une tentative sérieuse de conciliation dont elle réglemente le fonctionnement.

Le texte porte qu'aucune demande ne sera reçue si elle n'a subi ce préliminaire. Il va de soi qu'il vise uniquement les demandes en justice fondées sur l'article précédent.

### Article 4.

Les dispositions de cet article n'avaient trouvé place ni dans le projet primitif, ni dans le texte proposé à la Chambre des députés par sa commission spéciale.

Elles ont été introduites, au cours de la discussion, par un amendement de l'honorable M. Balitrand.

Elles ont pour but de permettre aux Français, aux protégés français, aux nationaux des pays alliés ou neutres, et aux bénéficiaires d'un permis de séjour, de provoquer devant les juridictions françaises la résiliation des contrats passés par eux avec les ressortissants des pays ennemis, antérieurement au début de l'état de guerre.

Bien qu'elles n'aient pas un rapport très étroit avec ce qui fait l'objet même de la proposition de loi, la Chambre a voté leur incorporation dans cette proposition, et ce, afin de permettre à des commerçants, dont le crédit peut être affecté par ces contrats, de se libérer le plus rapidement possible des engagements qu'ils ont pris envers des ressortissants des pays ennemis.

Le texte adopté n'est, au surplus, que la reproduction de l'article 2 d'un projet de loi non encore discuté à la Chambre qui interdit les relations commerciales économiques avec l'ennemi.

Quelques-uns de nos collègues ont hésité à ouvrir les portes de nos prétoires aux étrangers de nationalité ennemie, bénéficiant simplement d'un permis de séjour, alors même qu'il ne s'agirait pour eux que de demander la résiliation de contrats passés avec d'autres étrangers comme eux de nationalité ennemie.

L'article 4 met, en effet, à cet égard, sur la même ligne les Français, les alliés ou neutres et les étrangers bénéficiaires d'un permis de séjour.

On peut regretter que le texte ne précise pas, comme le font le décret du 27 octobre 1914 sur la prolongation des baux à loyer et la circulaire ministérielle du 18 novembre 1914, que la faveur concédée aux bénéficiaires de ces permis ne s'étend pas à tous ceux qui les possèdent, mais est limitée srrictement à ceux qui les ont obtenus au titre d'Alsaciens-Lorrains, de Polonais ou de Tchèques.

Quoi qu'il en soit, comme ces affaires engagées par des bénéficiaires de permis de séjour seront très rares, si même il s'en produit, qu'elles n'intéresseront que des ennemis, et que les décisions rendues, si elles lésent des droits, ne pourront léser que ceux d'ennemis au profit d'autres ennemis, votre commission tenant compte avant tout des considérations qui ont inspiré l'amendement, est d'avis de maintenir purement et simplement l'article voté, qui aurait cependant été mieux à sa place dans la loi spéciale pour laquelle il avait été rédigé.

### Articles 5 et 6.

Le premier édicte que les contestations portées devant le tribunal civil seront instruites et jugées comme en matière sommaire.

Aux termes du second, au cas où des décisions de justice passées en force de chose jugée sont intervenues, à propos des contrats visés à la présente loi, les dispositions de celles-ci restent applicables, mais seulement pour celles des obligations qui n'auront pas encore été exécutées.

La loi respecte le principe de la chose jugée en ce qu'elle s'applique au passé et aux obligations entièrement exécutées. Quant à celles non encore exécutées, elles pourront donner lieu à une action en résiliation ou en prorogation de délai.

### Article 7.

Dans le premier paragraphe il est dit qu'une loi spéciale déterminera les règles applicables aux contrats passés avec l'État, les départements et les communes.

Il ne paraît pas possible à votre commission d'insérer dans une loi l'obligation pour le Parlement de voter ultérieurement une loi portant sur un objet déterminé. Un pareil engagement législatif étant dépourvu de sanction, il est préférable de ne pas le prendre.

D'autre part, si on comprend que les contrats en général passés avec l'État, ainsi que les contrats de concessions de services publics passés avec les départements et les communes, doivent rester en dehors du cadre de la présente proposition de loi, et ce, en raison de l'intérêt public qui est engagé à ce que ces services soient avant tout assurés, et si on conçoit la nécessité de soumettre à des règles spéciales les conventions de cette nature, on ne saisit pas pourquoi les marchés de fourniture conclus avec les départements et les communes ne donneraient pas à ceux qui les ont contractés avant la guerre les mêmes droits que s'ils les avaient contractés avec des particuliers ou des commerçants.

Des marchés de fournitures ont été passés antérieurement à la mobilisation avec les départements, les communes et les établissements publics. Ils ont porté sur des objets très variés (vêtements des agents, imprimés, fournitures de bureau, chauffage, objets d'alimentation, etc.). Ces fournisseurs ont subi la hausse qui s'est produite sur toutes choses. Serait-il juste de les traiter moins équitablement que s'ils avaient contracté avec d'autres commerçants ? Le préjudice qu'ils subissent et qui peut les conduire à la ruine, n'a-t-il pas uniquement pour cause les événements de la guerre ? Ces marchés étant soumis en cas de contestation aux tribunaux de droit commun, ceux-ci leur appliqueront les principes formulés dans la nouvelle loi en faveur de ceux qui ont traité des affaires commerciales ordinaires.

La situation des uns et des autres étant la même, le dommage éprouvé ayant la même cause, la solution des conflits nés de l'extrême difficulté d'exécution des contrats doit être la même dans tous les cas.

Il serait trop rigoureux de contraindre ces fournisseurs à exécuter strictement leurs marchés, tandis que ceux auxquels ils se sont adressés pour se couvrir pourront invoquer contre eux la situation exceptionnelle que leur crée la guerre.

Votre commission estime, en conséquence, que le paragraphe 1er de l'article 7 doit être remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente loi est applicable aux marchés de fournitures passés avec les départements, les communes et les établissements publics. »

Le second paragraphe est maintenu. Il met en dehors de la présente loi les opérations effectuées dans les bourses de valeurs, lesquelles restent soumises aux lois, décrets et règlements qui les concernent, ainsi que les contrats de louage d'ouvrage, les baux à loyer ou à ferme.

A l'occasion de ces derniers, l'attention de votre commission s'est portée sur des opérations très fréquentes dans l'industrie et qui consistent dans la fourniture de force motrice (vapeur ou électricité) par des particuliers qui, ayant loué leur immeuble industriel, fournissent en même temps à leur locataire la force motrice.

On s'est demandé si ces fournitures de force motrice rentrent ou non dans le cadre de la nouvelle loi. Les motifs qui justifient la proposition s'appliquent à ces contrats comme à tous les engagements successifs. Les conditions contractuelles qui lient les fournisseurs d'énergie à leurs locataires peuvent se trouver extraordinairement aggravées par suite de l'élévation du prix du combustible et de toutes les matières nécessaires à la conduite et à l'entretien des machines ; il est de toute justice de leur permettre de provoquer la résiliation d'un contrat devenu pour eux onéreux au delà de toute précision. Or, on ne saurait *a priori* leur opposer qu'il s'agit d'un bail à loyer soumis comme telle à une législation spéciale.

Dans le contrat qui est envisagé, la location de l'immeuble peut n'être que l'accessoire, le principal restant la fourniture d'énergie. C'est cette prestation qui peut dominer la convention et justifier le prix stipulé.

A cet égard, les tribunaux auront à apprécier la nature et le caractère de la convention. Ils auront à déterminer ce qui en elle est l'essentiel. Ils diront ce qui est le principal et ce qui est l'accessoire. Quand ils estimeront qu'en l'espèce qui leur sera soumise, il s'agit moins d'un bail à loyer que d'un marché de force motrice, ils appliqueront la loi nouvelle ; quand ils considéreront qu'avant tout, les parties ont eu en vue la location de l'immeuble, ils laisseront les intéressés sous l'empire de la législation spéciales aux baux à loyer.

Il est impossible, à ce sujet, de formuler une

règle précise. La question de fait entraînera la solution juridique.

Article 8.

La loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

Nous croyons, messieurs, avoir suffisamment tracé les grandes lignes de la proposition de loi votée par la Chambre des députés. Les solutions qu'elle consacre ont été ratifiées par le comité consultatif de législation civile au ministère de la justice, par la chancellerie, le ministère du commerce, et par d'importants groupements commerciaux.

Elle a paru à votre commission digne d'être sanctionnée par le Sénat. Elle aura pour effet de sauvegarder le sort de contractants qui n'ont pas pu prévoir le cataclysme dont le passé n'offrait pas d'exemple, et qui n'en seraient pas moins, si la jurisprudence implacable actuelle subsistait, injustement et exagérément frappés.

Elle répond à un sentiment de profonde équité ; c'est pourquoi nous espérons que le Sénat n'hésitera pas à la voter.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Pendant la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la cessation des hostilités, les dispositions exceptionnelles suivantes sont applicables aux marchés et contrats ayant un caractère commercial pour les parties ou pour l'une d'elles seulement, qui ont été conclus avant le 1er août 1914 et qui comportent soit des livraisons de marchandises ou de denrées, soit d'autres prestations, successives ou seulement différées.

Art. 2. — Indépendamment des causes de résolution résultant du droit commun ou des conventions, les marchés et contrats visés dans l'article précédent peuvent être résolus sur la demande de l'une quelconque des parties, s'il est établi qu'à raison de l'état de guerre l'exécution des obligations de l'un des contractants entraînera des charges ou lui causera un préjudice dont l'importance dépasserait de beaucoup les prévisions qui pouvaient être raisonnablement faites à l'époque de la convention.

La résolution est prononcée, selon les circonstances, avec ou sans dommages-intérêts.

Le juge, lorsqu'il accorde des dommages-intérêts, doit en réduire le montant s'il constate que, par suite de l'état de guerre, le préjudice a dépassé notablement celui que les contractants pouvaient prévoir.

Si, conformément aux conditions et usages du commerce, l'acheteur s'est procuré, aux frais et risques du vendeur, les marchandises qui ne lui ont pas été livrées, le montant des dommages-intérêts doit être réduit sous les conditions déterminées par le paragraphe 3 ci-dessus.

Le juge peut aussi, sur la demande de l'une des parties, prononcer la suspension de l'exécution du contrat pendant un délai qu'il détermine.

Art. 3. — Aucune demande ne sera reçue devant les tribunaux civils ou de commerce, si le défendeur n'a été préalablement appelé en conciliation devant le président du tribunal.

Celui-ci appellera les parties au moyen d'un avertissement sur papier non timbré, rédigé et délivré en son nom par le greffier.

Cet avertissement sera expédié par la poste comme lettre recommandée avec avis de réception. Le greffier recevra, pour chaque avertissement, une rétribution de cinquante centimes, indépendamment du remboursement du droit de poste.

Les parties comparaîtront en personne ou, en cas d'empêchement, par un mandataire. Elles pourront être assistées d'un avocat.

Le procès-verbal dressé par le greffier fera, en cas de conciliation, mention des conditions de l'arrangement ; dans le cas contraire, il indiquera sommairement que les parties n'ont pu s'accorder.

L'avertissement relatif à la comparution des parties devant le président du tribunal produira les effets attachés à la citation en conciliation par l'article 57 du code de procédure civile, pourvu que la demande soit formée dans le mois de la non-comparution ou de la non-conciliation.

Art. 4. — La résiliation des contrats passés avec les ressortissants des pays ennemis, antérieurement au début de l'état de guerre, pourra être demandée par tous Français, protégés français et nationaux des pays alliés ou neutres, ou bénéficiaires d'un permis de séjour.

Si la partie ennemie a ses biens placés sous séquestre en territoire français, la résiliation est prononcée, à moins d'un intérêt reconnu légitime, par le président du tribunal civil statuant en la forme des référés, sur assignation donnée à l'administrateur-séquestre, représentant les intérêts en cause et dûment habilité à cet effet.

A défaut d'administrateur-séquestre, la résiliation est prononcée, s'il y a lieu, par ordonnance rendue sur simple requête par le président du tribunal civil du domicile du requérant. En cas de refus, ce dernier pourra se pourvoir dans un délai de quinzaine par la voie de l'appel. Il pourra être fait opposition à ladite ordonnance par tous les intéressés, à l'exception des sujets ressortissants des puissances ennemies. Néanmoins, l'opposition à l'ordonnance ne sera plus recevable à l'expiration d'un délai de deux mois, à dater de sa publication, effectuée aux frais et à la requête de l'intéressé dans un journal d'annonces légales. En ce cas, la décision rendue deviendra définitive.

Art. 5. — Quand une contestation est portée devant le tribunal civil, l'affaire est instruite et jugée comme en matière sommaire.

Art. 6. — Au cas où des décisions de justice, passées en force de chose jugée, sont intervenues, à propos des contrats visés à la présente loi, les dispositions ci-dessus restent applicables, mais seulement pour celles des obligations qui n'auront pas encore été exécutées.

Art. 7. — La présente loi est applicable aux marchés de fournitures passés avec les départements, les communes et les établissements publics.

La présente loi n'est pas applicable aux opérations effectuées dans les bourses de valeurs, lesquelles restent soumises aux lois, décrets et règlements qui les concernent, non plus qu'aux contrats de louage d'ouvrage, aux baux à loyer ou à ferme.

Art. 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

## ANNEXE N° 396

(Session ord. — Séance du 29 novembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1917 et du 1er janvier 1918, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer, transmise par M. le Président de la Chambre des députés à M. le Président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 397

(Session ord. — Séance du 29 novembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation sur l'exercice 1916 de crédits concernant les services de la guerre et de la marine, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.) (Urgence déclarée.)

## ANNEXE N° 398

(Session ord. — Séance du 29 novembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation sur l'exercice 1916 de crédits concernant les services de la guerre et de la marine, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la loi du 25 janvier 1889, dans son article 4, a fixé au 30 juin de la deuxième année de l'exercice le délai accordé « pour l'autorisation et la régularisation, par des crédits supplémentaires, de dépenses afférentes aux charges publiques rendues obligatoires par la loi de finances et dont le montant ne peut être définitivement connu qu'après l'exécution des services ».

Les lois des 29 mars et 29 décembre 1915 ont prolongé ce délai au 30 novembre pour les exercices 1914 et 1915 en ce qui concerne les services de la guerre et de la marine. L'article 33 de la loi du 30 décembre 1916 l'a prolongé à son tour de la même façon pour l'exercice 1916 et pour les mêmes services.

C'est par application de cette dernière disposition que, par un projet de loi déposé le 20 novembre courant à la Chambre, le Gouvernement a présenté des demandes d'ouvertures de crédits au titre des départements de la guerre et de la marine.

Un seul crédit a été sollicité par le département de la guerre : il s'élève à 43,710,515 fr. et a pour objet la régularisation du supplément de dépense résultant des cessions de blé que ce département a continué de faire, en 1916, par prélèvement sur ses approvisionnements, à la meunerie civile du camp retranché de Paris.

Les crédits applicables au ministère de la marine atteignent 8,350,000 fr. ; il s'expliquent jusqu'à concurrence de 2,850,000 fr., par une ventilation de dépenses de salaires et d'achats de matières premières entre les divers services de fabrication. Il s'agit principalement, pour le surplus, du remboursement de cessions effectuées par le ministère de la guerre ou d'avances faites en vue de certains achats par la trésorerie.

Le Gouvernement a, en outre, proposé quelques annulations : celles qui s'appliquent au département de la guerre atteignent 263.190 francs 84, dont 147.949 fr. 84 correspondent à des crédits gagés par des ressources spéciales ; celles qui concernent le ministère de la marine sont la conséquence de la ventilation précitée de dépenses de salaires et d'achats de matières premières entre les divers services de fabrication.

La Chambre a ratifié ces diverses ouvertures et annulations de crédits. Elle a voté également l'unique « disposition spéciale » du projet de loi déposé par le Gouvernement, qui avait pour objet d'augmenter les crédits-matières du ministère de la marine d'une somme de 19 millions en vue de couvrir les dépassements qui se sont produits, au cours de 1916, dans les délivrances faites par les magasins de la marine aux bâtiments de la flotte et aux services des travaux.

Votre commission des finances vous propose d'adopter sans modification le projet de loi qui vous a été transmis. Les propositions d'ouverture et d'annulation de crédits présentées par le Gouvernement ne paraissent pas, en effet, soulever d'objections.

Vous trouverez ci-après, chapitre par chapitre, des explications sur chacune de ces propositions.

I. — OUVERTURE DE CRÉDITS

Ministère de la guerre,

1re SECTION. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 31 *sexies*. — Ravitaillement de la population civile du camp retranché de Paris.

Crédit demandé par le Gouvernement, 43 millions 710,515 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 43,710,515 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir le supplément de dépenses résultant de la mise à la charge du budget de la guerre de la différence entre le prix de revient et le prix de cession des quantités de blé qui ont été cédées

(1) Voir les nos 3937-3955 et in-8° n° 829. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir le n° 3957-3973 et in-8° n° 830. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 397, Sénat, année 1917, et 3957-3973 et in-8° n° 830 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

par l'administration militaire, pour les besoins de la population civile du camp retranché de Paris, du 1er janvier au 15 septembre 1916. A partir de cette dernière date, en effet, le service du ravitaillement civil s'est substitué à l'administration militaire pour la fourniture dont il s'agit et les dépenses en résultant ont été depuis lors imputées au compte spécial créé par la loi du 16 octobre 1915.

Les quantités de blé qui ont été cédées par le service de l'intendance à la meunerie civile du C. R. P. et à l'assistance publique, dans la période précitée, ont été de 3,707,582 quintaux, dont 2 millions 576,273 quintaux, 57 de blés exotiques et 1,133,303 quintaux 28 de blés indigènes.

Ces blés ont été achetés à des prix moyens s'élevant, pour les blés exotiques, à 39 fr. 78 et 39 fr. 17 le quintal, suivant qu'il s'agit de blés reçus aux magasins généraux ou directement des ports dans les moulins, et, pour les blés indigènes, à 32 fr. 86 et 32 fr. 25, suivant qu'il s'agit de blés reçus aux magasins généraux ou directement des commissions de ravitaillement. La dépense d'achat qui en est résultée se monte (y compris les droits de douane à raison de 7 fr. par quintal de blé exotique) à la somme totale de..... 157.228.748

Les blés achetés dans ces conditions ont été cédés à des prix variant de 30 fr. à 32 fr. 25. Par suite, les sommes remboursées ou à rembourser pour les cessions faites à ces prix s'élèvent seulement à..... 113.518.233

La dépense d'achat dépasse donc le produit des cessions d'une somme de..... 43.710.515

dont il y a lieu de couvrir le département de la guerre par l'ouverture d'un crédit égal.

### Ministère de la marine.

CHAPITRE 25. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement 4 millions 500 000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,500,000 fr.

Le dépassement que le crédit supplémentaire demandé a pour objet de couvrir provient de deux causes :

D'une part, les dépenses du transport ont considérablement augmenté à raison de l'importance des opérations effectuées au cours de 1916.

D'autre part, le ministère de la guerre a effectué fin 1916 des livraisons de matières premières particulièrement importantes, en vue de fabrications par le département de la marine, et comme la valeur des fabrications correspondantes ne sera remboursée qu'au titre de l'exercice 1917, la régularisation de la situation du chapitre pour l'exercice 1916 nécessite l'ouverture d'un supplément de crédit.

CHAPITRE 27. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2 millions de francs.

Sur ce crédit de 2 millions de francs, une somme de 1 million de francs représente la valeur de cessions de bois faites par le département de la guerre et dont on avait prévu le payement sur l'exercice 1917. Les expéditions ayant eu lieu avant le 31 décembre 1916, le ministère de la guerre demande le remboursement sur 1916.

Une autre somme de 1 million de francs est destinée à permettre l'imputation, sur les crédits budgétaires, du prix de diverses fournitures achetées en Amérique, dont le payement a été avancé par le Trésor. Le crédit nécessaire pour rembourser cette avance avait été réservé sur le chapitre 44. Mais en raison de leur emploi aux réparations, les fournitures ont été prises en charge au titre du chapitre 27, qui doit donc supporter la dépense. Une annulation correspondante est proposée plus loin sur le chapitre 44.

CHAPITRE 31. — Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement 1 million 480,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 1,480,000 fr.

CHAPITRE 48. — Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 370,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 370,000 fr.

Ces demandes sont nécessitées par une ventilation de crédits entre le chapitre 29, le chapitre 31 et le chapitre 48, affectés aux salaires du service de l'artillerie navale ; elles sont compensées par une annulation de 1,850,000 fr. proposée, d'autre part, sur le chapitre 29.

L'administration fait connaître qu'au moment de l'établissement des prévisions elle est dans l'impossibilité de répartir d'une façon exacte les crédits entre les trois chapitres de salaires du service dont il s'agit. Ce n'est qu'après exécution de la dépense que les imputations régulières peuvent être faites.

## II. — ANNULATIONS DE CRÉDITS

### Ministère de la guerre.

1re SECTION. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Inscrit.

CHAPITRE 23 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires d'Orléans.

Annulation demandée par le Gouvernement, 115,241 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 115,241 fr.

CHAPITRE 41 *bis*. — Dérasement partiel des fortifications de Bayonne.

Annulation demandée par le Gouvernement, 67,989 fr. 15.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 67,989 fr. 15.

### Algérie et Tunisie.

CHAPITRE 81 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires en Algérie.

Annulation demandée par le Gouvernement, 39,440 fr. 11 centimes.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances. 39,440 fr. 11 centimes.

CHAPITRE 81 *ter*. — Dérasement partiel des fortifications d'Alger.

Annulation demandée par le Gouvernemont, 40,518 fr. 58 centimes.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 40,518 fr. 58 centimes.

Il s'agit de crédits restés inemployés sur l'exercice 1916 et dont on propose l'annulation en vue de leur report ultérieur à l'exercice 1917.

Ceux qui sont afférents aux chapitres 41 *bis*, 81 *bis* et 81 *ter* sont gagés par des ressources correspondantes.

### Ministère de la marine.

CHAPITRE 29. — Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1,850,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1,850,000 fr.

Cette annulation est la contre-partie des ouvertures de crédits demandées au titre des chapitres 31 et 48.

CHAPITRE 44. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1 million de francs.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1 million de francs.

Cette annulation compense une demande de crédit d'égale somme présentée sur le chapitre 27.

Les crédits-matières dont l'ouverture est proposée concernent les chapitres suivants :

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Service des subsistances. — Matières..... | 3.500.000 |
| Chap. 2. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières..... | 1.000.000 |
| Chap. 3. — Service des approvisionnements de la flotte. — Matières..... | 11.000.000 |
| *Chap. 6. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières.* | 3.000.000 |
| Chap. 7. — Constructions navales. Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières..... | 500.000 |
| Total..... | 19.000.000 |

Ces augmentations de dépenses ont toutes été déterminées par l'état de guerre.

En conséquence des explications qui précèdent, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### TITRE 1er

#### BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits alloués par la loi du 7 décembre 1916 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 52,060,515 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1916.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1916, par la loi du 7 décembre 1916 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général une somme de 2,965,241 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 41 *bis* de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1916 (Dérasement partiel des fortifications de Bayonne), une somme de 67,989 fr. 15 est et demeure annulée.

Art. 4. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 *bis* de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1916 (Réorganisation des établissements militaires en Algérie), une somme de 39,440 fr. 11 est et demeure annulée.

Art. 5. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 *ter* de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1916 (Dérasement partiel des fortifications d'Alger), une somme de 40,518 fr. 58 est et demeure annulée.

### TITRE II

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES

**Art. 6.** — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine en 1916 (Crédits-matières) est augmentée d'une somme totale de 19 millions de francs, ainsi répartie :

| | |
|---|---|
| Chap. 1. — Service des subsistances. — Matières..... | 3.500.000 |
| Chap. II. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières. | 1.000.000 |
| Chap. III. — Service des approvisionnements de la flotte. — Matières. | 11.000.000 |

| | |
|---|---|
| Chap. VI. — Constructions navales.— Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières.... | 3.000.000 |
| Chap. VII. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières..... | 500.000 |
| Total égal..... | 19.000.000 |

## ANNEXE N° 400

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à compenser, en faveur des agents du département des affaires étrangères, les pertes au change subies hors de France pendant la guerre, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 401

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

DEMANDE en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. — (Renvoyée à la commission, nommée le 9 novembre 1917, chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat.)

Paris, le 5 décembre 1917.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre la requête ci-jointe de M. le procureur général de Paris, tendant à ce que des poursuites soient autorisées pendant le cours de la présente session parlementaire contre M. Charles Humbert, sénateur.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
Signé LOUIS NAIL.

*Monsieur le président du Sénat.*

Paris, le 5 décembre 1917.

*A M. le président et à MM. les membres du Sénat.*

Le procureur général près la cour d'appel de Paris a l'honneur d'exposer que des renseignements recueillis à l'occasion d'une inculpation actuellement dirigée contre Pierre Lenoir et Guillaume Desouches, du chef de commerce avec l'ennemi, ressortent, dès maintenant, des présomptions de culpabilité à raison du rôle joué par M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, dans les faits qui sont l'objet même de cette affaire.

Dans les premiers jours du mois d'octobre dernier, l'attention du parquet a été appelée sur des versements de fonds faits, dans le courant du mois de juillet 1915, à l'agence U du Comptoir d'escompte de Paris, par Desouches, alors avoué près le tribunal civil de la Seine : il avait versé à cette agence, le 15 juillet 1915, 3,850,000 fr.; le 23 juillet, 4,888,500 fr.; le 26 juillet, 261,500 fr. Tous ces versements avaient été effectués en billets de banque comprenant une assez forte proportion de petites coupures.

La somme de 9 millions ainsi versée avait été retirée par 4 chèques : le premier de 150,000 francs, et le second de 7 millions, à l'ordre de M. Ch. Humbert; le troisième de 1,065,000 fr., à l'ordre de Me Courcier, notaire; le quatrième de 785,000 fr., à l'ordre de M. Ch. Humbert. Les deux premiers retraits de fonds avaient été effectués le 30 et le 31 juillet; les deux derniers, le 18 et le 19 août.

Le 29 juillet, M. Ch. Humbert avait acquis de M. Letellier la propriété du *Journal*, au prix de 20 millions, payables 7 millions comptant et le surplus par payements échelonnés dans un délai maximum de quatorze ans, et les 7 millions qu'il versa comptant à M. Letellier n'étaient autres que ceux qui avaient été mis à sa disposition par Desouches.

Interrogé sur l'origine des 9 millions déposés par lui au Comptoir d'escompte, Desouches a exposé qu'en avril 1915 Pierre Lenoir lui avait manifesté l'intention d'acheter le *Journal* au moyen de capitaux dont disposait son père; il ajouta que Lenoir père lui avait confirmé, dans le courant de juin, qu'il disposait effectivement de 10 millions et donnait son assentiment au projet d'achat. Lenoir père, déjà malade à ce moment, est mort le 3 août 1915. Sur ces assurances, Desouches, étant entré dans la combinaison, avait pris une part active aux négociations relatives à l'achat du *Journal* et les 9 millions en billets de banque avaient été portés chez lui, en deux fois, par un intermédiaire qui s'était présenté de la part de M. Lenoir, sans préciser s'il s'agissait du père ou du fils, et qui n'avait pas donné son nom.

Pierre Lenoir, de son côté, a déclaré qu'au printemps de 1915, Schœller, industriel suisse, était venu trouver son père, qu'il connaissait depuis un certain temps, et lui avait fait part de son intention de mettre des fonds dans un grand quotidien. Lenoir père, alors désireux d'assurer à son fils une situation dans le journalisme, avait conseillé à Schœller d'orienter ses projets vers le *Journal*, et le résultat de ces ouvertures avait été la conclusion entre Schœller et Pierre Lenoir d'un traité en date du 7 juin 1915, aux termes duquel le premier s'engageait à verser au second une somme de 10 millions. Pierre Lenoir s'engageait, par contre, à se rendre propriétaire de fait du *Journal* et à soutenir la politique économique et financière que lui dicterait Schœller jusqu'à complet remboursement des 10 millions. Cet acte, en apparence signé à Zurich, a, en réalité, été passé à Berne.

Il devait paraître de toute invraisemblance que Schœller se fût résolu, dans les circonstances présentes, à immobiliser un capital de 10 millions, dans le seul but, comme l'insinuait Pierre Lenoir, d'assurer, après la guerre, la défense de certains intérêts commerciaux. Les renseignements recueillis sur la personnalité de Schœller et tout un ensemble de présomptions concordantes imposent cette conviction que Schœller n'agissait point pour son compte, qu'il n'était qu'un intermédiaire et que l'argent remis à M. Ch. Humbert pour l'acquisition du *Journal* était de l'argent allemand.

Les faits constatés permettent-ils d'affirmer que M. Ch. Humbert n'a été qu'abusé et qu'il a ignoré l'origine des fonds, ou relève-t-on des circonstances de nature à faire suspecter la sincérité de son attitude ?

C'est le 20 juillet 1915 que M. Ch. Humbert, d'après ses déclarations, a connu, pour la première fois, le projet de vente du *Journal*. Les personnalités des acquéreurs éventuels, qui paraissaient dissimuler un groupe désireux de garder l'anonymat le plus longtemps possible, lui parurent inquiétantes, à tel point qu'après avoir reçu de M. Letellier la confirmation du projet de vente, il s'empressa de donner l'alarme à M. Jean Dupuy, président du syndicat de la presse parisienne. Ensuite, ayant appris que l'opération projetée comportait une intervention de la banque de l'Indo-Chine, il vit M. Simon, directeur de cet établissement et lui notifia, déclare-t-il, son intention de s'adresser au ministre des colonies au besoin par voie d'interpellation, pour faire interdire à la banque d'Indo-Chine toute intervention. M. Simon avait reçu déjà la visite de Pierre Lenoir, à qui il avait, assure-t-il, refusé tout concours; il affirme que M. Ch. Hmbert n'eut à exercer sur lui aucune pression pour le déterminer à ne pas accorder un concours déjà refusé.

M. Ch. Humbert ne tarda pas à se trouver en relations directes avec les personnalités qui par la seule éventualité de leur introduction au *Journal* l'avaient si vivement inquiété. Le 21 juillet, il reçut la visite de Desouches qui lui fut présenté par M. Baumann, président du conseil d'administration des grands moulins réunis. Desouches venait lui demander de continuer au *Journal* sa collaboration. M. Humbert répondit qu'il ne voulait même pas examiner cette offre et qu'il la tenait pour désobligeante, puis il se rendit chez M. Letellier et le mit en demeure de rompre ses pourparlers en vue de la vente du *Journal*, en le menaçant d'écrire une lettre qui exprimerait ses sentiments de révolte et de la faire placarder sur tous les murs de Paris.

D'après M. Letellier, M. Humbert aurait été moins virulent, et s'il parla de capitaux qu'il considérait comme suspects, ce fut sous une forme amicale, non menaçante. Il n'en résulte pas moins des déclarations de M. Humbert, que celui-ci avait, dès lors, de tels soupçons que l'acquisition du *Journal*, dans les conditions qu'il prévoyait, lui apparaissait comme un danger et comme un scandale qu'il fallait conjurer à tout prix. Il paraît avoir tenu à Desouches lui-même un langage exprimant plus énergiquement encore son indignation. En effet, M. Jacques Dhur déclare que Desouches, l'ayant rencontré dans la rue royale, lui raconta, sous l'empire d'une vive surexcitation, une entrevue qu'il venait d'avoir avec M. Humbert. Celui-ci lui avait fait une scène terrible, clamant que son argent était de l'argent boche, qu'il le ferait fusiller ainsi que Letellier; il lui avait montré une lettre qu'il se proposait d'adresser à ce dernier, dans laquelle il affirmait qu'il y avait dans les apports des acquéreurs du *Journal* de l'argent boche pour trois millions au moins, ainsi que son enquête le lui avait révélé; il avait réitéré, d'ailleurs, sa menace de faire placarder cette lettre. M. Jacques Dhur a ajouté que plus tard, M. Humbert lui avait donné connaissance de cette même lettre en prétendant avoir écarté les millions allemands et les avoir remplacés de ses deniers propres et de ceux de sa femme.

On peut être à bon droit surpris que M. Humbert, éprouvant des suspicions qu'il traduisait aussi énergiquement, paraissant même admettre comme une certitude l'existence tout au moins d'une certaine proportion d'argent allemand dans l'apport de Lenoir et de Desouches, ait accepté de signer avec eux, le 26 juillet, un traité en vue de l'acquisition du *Journal*, posant en principe l'exploitation à trois : Charles Humbert devant être président du conseil d'administration et directeur de la rédaction, Desouches, administrateur délégué, et Pierre Lenoir, directeur de la partie économique et financière.

Il était convenu, par ce traité, que Lenoir et Desouches rompraient les pourparlers entamés par eux avec M. Letellier et que M. Humbert ferait auprès de celui-ci les démarches nécessaires pour obtenir la cession du *Journal*. Dès la signature de l'acte contenant l'engagement définitif de Letellier, il serait créé une société anonyme au capital de 10 millions.

Le 29 juillet, M. Humbert traitait avec M. Letellier, devenait acquéreur du *Journal* et payait avec ce même argent dont la provenance suspecte avait provoqué ses anxiétés et ses indignations.

Le 6 août, par acte sous-seing privé déposé en l'étude de Me Courcier, notaire, la société anonyme pour l'exploitation du *Journal* était constituée au capital de 10 millions, divisé en 2,000 actions. Aux termes de cet acte, M. Humbert paraissait souscrire pour 703 actions, mais, en réalité, pour 698 de ces actions, il n'était que le prête-nom de Pierre Lenoir, à qui il remit une contre-lettre.

Ainsi, M. Humbert, après avoir considéré la seule éventualité de l'achat du *Journal* par P. Lenoir et Desouches comme présentant, au point de vue national, les plus graves dangers, adoptait pourtant le principe d'une administration à trois, acceptait les fonds dont il incriminait l'origine et servait de prête-nom pour permettre à P. Lenoir de ne pas paraître dans l'acte de société.

Pour se disculper, M. Humbert déclare que ses soupçons ont été dissipés par l'assurance à lui donnée que les millions avaient été procurés par Lenoir père, qu'il savait riche et disposant de relations étendues dans le monde financier; l'intervention de M. Bourgarel, collaborateur de Lenoir père, qui accepta de prendre place dans le conseil d'administration, fortifia plus tard cette illusion.

Le traité du 26 juillet n'eut, d'ailleurs, qu'une durée éphémère, car M. Humbert, désireux de continuer avec une entière liberté d'action sa campagne patriotique, exigea bientôt qu'on lui fît au *Journal* une situation prépondérante : il élimina tout d'abord Desouches, à qui il envoya, le 4 septembre, une lettre très dure et qui résigna, le 8 septembre, ses fonctions d'administrateur; vis-à-vis de Pierre Lenoir, ses soupçons, assoupis au moment de la remise des 7 millions et de l'entente pour l'acquisition du *Journal*, se réveillèrent à la suite d'incidents divers, si bien qu'il ne consentit pas à délivrer à P. Lenoir et à Desouches les actions leur appartenant, et fit prendre, le 4 décembre, par le conseil d'administration, une délibéra-

(1) Voir les nos 3858-3881 et in-8s no 832. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

tion refusant la livraison de ces titres si les intéressés ne révélaient pas les noms des véritables souscripteurs.

Les dissentiments de Ch. Humbert et de Pierre Lenoir furent suivis de négociations qui aboutirent à une convention du 28 décembre 1915, dans laquelle Pierre Lenoir ne paraissait pas. Sa mère, qui figurait seule à l'acte, cédait à M. Humbert 1,100 actions du *Journal*, au prix de 5,000 fr. l'une et devait recevoir un million comptant. Il était entendu que P. Lenoir resterait au *Journal* comme directeur des services littéraires, aux appointements de 60,000 fr. par an. Enfin, M. Humbert remit à Mme Lenoir une sorte de contre-lettre, aux termes de laquelle il promettait qu'au lendemain de la levée du conseil judiciaire de son fils tout serait rétabli au nom de ce dernier.

A la suite de cette cession d'actions, les anxiétés de M. Humbert parurent s'apaiser de nouveau : il consentit à faire décerner par le conseil d'administration à Lenoir et à Desouches une attestation de loyalisme et de correction dont il atténua seulement les termes. Dans la séance du 30 décembre, il rappela au conseil la communication du 4 septembre relative à certains bruits dont il s'était alarmé, mais le procès-verbal constata « que l'enquête ouverte à cet égard sur les instructions du président avait démontré que ces rumeurs de source tendancieuse semblaient sans fondement et que la correspondance adressée à ce sujet par M. Humbert à Desouches était inutile ».

M. Humbert disposait désormais de la majorité des actions, mais, redoutant une demande en nullité de la convention du 28 décembre 1915, il accepta, le 30 janvier 1916, les propositions de Paul Bolo, qui devaient lui permettre d'envisager sans craintes les revendications ultérieures de Pierre Lenoir. En effet, en mai 1916, Me Brunet, avoué au tribunal de la Seine, conseil judiciaire de P. Lenoir, voulut faire rentrer dans le patrimoine de son pupille les 1,100 actions, formant l'objet de la convention du 28 décembre, mais grâce à l'argent apporté par Bolo, M. Humbert put réaliser une transaction le rendant définitivement propriétaire de ces titres.

M. Humbert prétend expliquer ses contradictions d'attitude vis-à-vis de P. Lenoir par une série de circonstances qui auraient tour à tour écarté puis ramené ses soupçons. Il insiste notamment sur le fait que P. Lenoir aurait donné à Munir Pacha, chargé par le *Journal* de procéder à une enquête dans les empires centraux, des instructions qui auraient entièrement dénaturé l'esprit de cette mission. Il signale aussi les efforts faits par P. Lenoir pour faire insérer dans le *Journal* des articles à tendances suspectes. On ne peut toutefois s'empêcher de remarquer que l'attitude de M. Humbert rappelant l'origine des fonds et certains agissements de P. Lenoir coïncide avec des capitulations successives qu'il obtenait de son associé.

Lenoir affirme que, dès le début des négociations, il a révélé à M. Charles Humbert que les fonds venaient de Suisse, sans toutefois nommer Schœller. D'après lui, M. Ch. Humbert aurait exigé qu'il fût dit que l'argent « provenait de Lenoir père ou d'une autre source quelconque, car il n'était pas nécessaire d'avoir avec le public la même franchise qu'avec lui-même ».

Les propos tenus par M. Ch. Humbert à la veille du jour où il a accepté les fonds, son attitude, ses protestations contre la cession du *Journal* à un groupe qu'il estimait suspect, ne lui permettent guère de soutenir qu'au moment où il a reçu l'argent, il avait pu, en quelques jours et sur les simples allégations des intéressés, être entièrement rassuré. S'il invoque certaines circonstances comme ayant été, suivant lui, de nature à le tranquilliser, d'autres, par contre, devaient aggraver ses défiances. Le fait que P. Lenoir et Desouches touchaient une commission impliquait qu'ils étaient des intermédiaires et que les fonds ne provenaient pas de Lenoir père.

Et si l'origine de ces fonds était honnête, était-il vraisemblable que P. Lenoir et Desouches aient pu se faire attribuer une commission atteignant 1 million, qui, en évidente disproportion avec leurs services apparents, ne pouvait être que la rémunération de complaisances et de risques inavouables ? M. Ch. Humbert objecte qu'il a refusé dans les premiers jours de faire partie du conseil d'administration, ne voulant pas ratifier par sa présence certains arrangements financiers, et qu'ainsi il n'a pas voté la commission de 1 million qui fut attribuée à P. Lenoir, puis partagée entre ce dernier et Desouches. M. Humbert n'en a pas moins connu l'existence de cette commission. On s'explique mal, d'autre part, qu'il ait passé des actes aussi importants avec un cocontractant, pourvu d'un conseil judiciaire, en dehors de toute intervention de ce conseil. Dans son propre intérêt, si l'opération proposée lui paraissait correcte et entièrement avouable, il devait se mettre en relations avec Me Brunet, conseil judiciaire de P. Lenoir, et son abstention est au moins équivoque.

Les faits résultant ainsi de l'affaire en cours semblent suffisamment caractérisés pour que M. Charles Humbert soit désormais entendu non plus comme témoin, mais comme inculpé de complicité de commerce avec l'ennemi.

Mais aux termes de l'article 14 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, aucune poursuite ne peut être exercée contre M. Humbert, sénateur, sans l'autorisation de la Chambre dont il fait partie.

Il convient, d'ailleurs, d'observer que *si M. Ch. Humbert est retenu dans la poursuite actuellement dirigée contre P. Lenoir et Desouches*, la justice militaire aura de son côté à rechercher s'il n'a pas eu également connaissance de l'origine des fonds touchés par lui des mains de Bolo. Une évidente analogie existe, en effet, entre l'affaire Lenoir-Desouches et l'affaire Bolo; elles apparaissent comme les phases successives de manœuvres tendant au même but : la mainmise par l'Allemagne sur un grand journal français.

En conséquence, le soussigné a l'honneur de solliciter du Sénat l'autorisation nécessaire pour poursuivre M. Charles Humbert sous l'inculpation du délit ci-dessus spécifié, lequel est prévu et puni par la loi du 4 avril 1915.

*Le procureur général,*
Signé : HERBAUX.

## ANNEXE N° 402

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances. (1)

## ANNEXE N° 403

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 en vue de nouvelles installations rendues nécessaires par l'extension des services du ministère des finances, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.

## ANNEXE N° 404

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à réglementer la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice (3).

(1) Voir les nos 3789-3924, et in-8° n° 833. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 3848-3929 et in-8° n° 837 — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 3607-3842 et in-8° n° 818 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 405

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, complétant et modifiant la loi du 19 août 1915 qui a étendu aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. Georges Clemenceau, président du conseil, ministre de la guerre; par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice; par M. Stéphen Pichon, ministre des affaires étrangères; par M. Georges Leygues, ministre de la marine; par M. J. Pams, ministre de l'intérieur, et par M. Henry Simon, ministre des colonies (1). — (Renvoyé à la commission, nommée le 7 juin 1906, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage.)

## ANNEXE N° 406

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie, pour l'exercice 1918, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Jules Pams, ministre de l'intérieur, et par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 407

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer des droits d'entrée, par M. Jean Morel, sénateur (3).

Messieurs, les minerais de plomb renfermant plus de 30 p. 100 de métal, d'origine et de provenance tunisienne, sont assujettis, à leur entrée en France, aux droits inscrits à notre tarif minimum des douanes. Il en est de même pour les plombs non argentifères en masses brutes, saumons, barres ou plaques.

Le droit pour les minerais est fixé à 1 fr. 25 par 100 kilogr. Celui qui est applicable au métal s'élève à 3 fr. 50 par quintal.

Mais, par décret rendu à la date du 21 avril 1917, ces droits ont été abaissés à 13 centimes par 100 kilogr. pour les minerais, sans limitation de quantités, et à 35 centimes pour le plomb en masses, en saumons, en barres ou en plaques, jusqu'à concurrence d'un contingent trimestriel provisoire de 80,000 quintaux pouvant être modifié, par décret, pour chaque période successive de trois mois.

C'est une réduction générale des neuf dixièmes des taxes douanières perçues en régime normal.

La mesure prise par le Gouvernement mérite notre entière approbation. Les statistiques nous apprennent, en effet, que les minerais et les plombs fondus de la régence prennent plus facilement la route de l'étranger que le chemin de la métropole. Le tableau suivant résume à grands traits le mouvement de ces

(1) Voir les nos 3674-3802 rectifié et in-8° n° 823. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 3688-3852, et in-8° n° 828. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 366, Sénat, année 1917, et 3430-3514, et in-8° n° 759. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

exportations spéciales au cours des dernières années :

**I. — Minerai de plomb.**

| Années. | Exportations totales. (en quintaux). | Part de la France. (en quintaux.) |
|---|---|---|
| Moyenne 1910-1913 | 422.712 | 52.882 |
| 1914 | 326.430 | 7.387 |
| 1915 | 155.765 | 68.800 |
| 1916 | 301.629 | 57.322 |

**II. — Plomb en masses, saumons, barres ou plaques.**

| Années. | Exportations totales. (en quintaux). | Part de la France. (en quintaux.) |
|---|---|---|
| Moyenne 1910-1912 | 26.452 | 21.837 |
| 1914 | 4.612 | 4 |
| 1915 | 69.066 | 16.571 |
| 1916 | 150.031 | 43.320 |

Nous constatons une légère progression en faveur de la France, mais cet accroissement est insuffisant.

Pourquoi les exportations de la régence suivent-elles ce courant fâcheux, contraire à nos intérêts nationaux ? Pour deux raisons. D'abord parce que le droit d'entrée, malgré sa modération relative, est un premier obstacle au développement de ce commerce spécial. En second lieu, les minerais et le métal en provenance du protectorat sont astreints aux mêmes taxes que ceux d'origine étrangère, mais ces derniers peuvent voyager sous n'importe quel pavillon tandis que les produits de la régence sont contraints, pour jouir du bénéfice du tarif minimum, de se présenter sous le pavillon français. Les frais de transport, dans ces conditions, sont ordinairement plus onéreux. Il en résulte, pour ces articles, une situation d'infériorité sur le marché métropolitain.

Le décret du 21 avril favorisera heureusement les importations tunisiennes. Il complétera celui du 11 décembre 1915 qui a autorisé, pendant la durée des hostilités, l'admission exceptionnelle au bénéfice de leur origine des produits de la régence importés en France et en Algérie par navires alliés ou neutres.

Souhaitons vivement que ce régime de bienveillance attire de plus en plus sur nos ports maritimes et pour l'usage de notre industrie nationale ces précieuses matières métallifères. Si nous n'y prenions garde elles risqueraient, dans un avenir prochain, d'être attirées ailleurs au profit de pays étrangers que nous n'avons aucun motif de ravitailler ou d'approvisionner.

Un second décret, portant la date du 24 avril 1917, a considérablement augmenté les droits de douane, à l'importation de l'étranger en Algérie, sur les allumettes chimiques ainsi que sur les bois employés à leur fabrication et sur les boîtes destinées à les renfermer.

Le tarif antérieur était le suivant :

Allumettes chimiques et bois préparés pour allumettes :

En bois, 12 fr. par 100 kilogr. net.

Autres, 20 fr. par 100 kilogr. net.

Le tarif édicté par le décret du 24 avril se présente comme suit :

Allumettes chimiques, y compris les bois préparés pour allumettes, 72 fr. les 100 kilogr. net.

Boîtes et parties de boîtes assemblées ou non :

Entièrement en bois commun, 80 fr. les 100 kilogr. net.

En commun et papier, carte ou carton, 96 fr. les 100 kilogr. net.

La majoration est importante. Elle peut néanmoins être admise en raison des ressources financières qu'elle est susceptible de procurer à l'Algérie et de la barrière plus solide qu'elle opposera aux importations étrangères.

Le décret du 21 avril a été pris en vertu des dispositions inscrites à l'article 34, paragraphe 2, de la loi du 17 décembre 1814 donnant au Gouvernement le pouvoir de « diminuer les droits de douane sur les matières premières nécessaires aux manufactures. »

Celui do 24 avril a été rendu en conformité de l'article 1er, paragraphe 1er, de la loi du 6 mai 1916 autorisant le Gouvernement, pendant la durée des hostilités « à prohiber les marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane. »

Toutes les règles légales ont été respectées et suivies.

La Chambre des députés a voté sans discussion, dans sa séance du 23 juillet 1917, le projet de loi portant ratification de ces deux décrets.

Votre commission des douanes vous demande de leur accorder à votre tour l'approbation du Sénat.

PROJET DE LOI

*Article unique* —. Sont ratifiés et convertis en lois :

Le décret du 21 avril 1917 portant réduction des droits d'entrée sur le plomb (minerais, mattes et scories de toutes sortes, contenant plus de 30 p. 100 de métal, sans limitation de quantités : plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques, non argentifère, jusqu'à concurrence d'un contingent trimestriel pouvant être modifié par décret), originaire et provenant de Tunisie, importé dans les conditions prévues par les articles 5 (§§ A, B, C et E) de la loi du 19 juillet 1890 et 3 de la loi du 25 novembre 1915, et sans préjudice de l'application du régime provisoire établi par le décret du 11 décembre 1915.

Le décret du 24 avril 1917 portant augmentation des droits de douane, à l'importation de l'étranger en Algérie, par mer et par terre, sur les allumettes chimiques, y compris les bois préparés pour les allumettes, et sur les boîtes renfermant ou destinées à renfermer ces produits.

## ANNEXE N° 403

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Messieurs, le droit à la réparation des dommages de guerre, qui n'était pas reconnu dans notre droit public, a été affirmé par la loi de finances du 26 décembre 1914 dans son article 12. Le premier paragraphe de cet article dispose, en effet, qu' « une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles s'exercera le droit à la réparation des dommages matériels résultant des faits de guerre ». Le principe du droit à réparation ayant été ainsi affirmé, son application fit immédiatement l'objet, dans le même article, d'une disposition spéciale aux termes de laquelle fut ouvert au ministre de l'intérieur un premier crédit de 300 millions « pour les besoins les plus urgents ». Dans un troisième et dernier paragraphe, le même article a disposé « qu'un décret pris en conseil d'Etat fixera la procédure de la constatation des dommages et le fonctionnement des commissions d'évaluation ».

Enfin le principe du droit à indemnité, pour les victimes des dommages de guerre, a reçu de récentes applications dans les lois des 3 et 6 août 1917 sur la reconstitution agricole et industrielle des départements victimes de l'invasion.

Le Sénat se souvient que ces lois ont chargé les ministres de l'agriculture et du commerce d'opérer des achats de matériels, d'outillage, de matières premières, etc., en vue de céder ultérieurement ces marchandises aux sinistrés pour leur permettre de remettre en marche leurs exploitations agricoles ou industrielles. Ces deux lois ont disposé que ces cessions seraient « effectuées soit au comptant, soit sur délégation par le cessionnaire d'une fraction de l'indemnité susceptible de lui être allouée pour dommage de guerre égale au prix de la cession augmentée des frais accessoires ».

C'est ainsi qu'à plusieurs reprises le Parlement a affirmé et consacré le principe du droit à indemnité, en sorte qu'aujourd'hui le projet de loi, sur lequel votre commission des finances est appelée à donner son avis, n'a d'autre objet que d'en déterminer l'étendue et les conditions d'exercice.

(1) Voir les nos 20 et 315, Sénat 1917, et 50-578-641-719-878-904-1290-2095-2345 et annexes, et in-8° n° 614 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Bien que nous n'ayons pas à nous prononcer sur les bases qui ont été le fondement de ce droit, rappelons, en nous inclinant devant les sentiments élevés d'où il procède, la formule qu'après la Chambre des députés votre commission spéciale a tenu à inscrire au frontispice du projet de loi :

« La République proclame l'égalité et la solidarité des Français devant les charges de la guerre. »

Le projet de loi déposé par le Gouvernement le 11 mai 1915, en exécution de l'article 12 de la loi du 26 décembre 1914, ne comportait que cinq articles. Il se bornait à poser des principes.

La commission que la Chambre avait chargée de ce court projet de loi y a substitué, après une laborieuse étude poursuivie pendant de longs mois, un projet très complet, comprenant quarante articles répartis en cinq titres. La Chambre n'a guère apporté que des modifications de détail aux propositions de sa commission. Le projet dont elle a terminé la discussion le 26 janvier dernier comportait cinquante-six articles répartis entre les mêmes titres :

Titre Ier. — Dispositions générales.
Titre II. — De l'indemnité.
Titre III. — De la juridiction.
Titre IV. — Du payement.
Titre V. — Dispositions diverses.

Cette division ayant été adoptée par la commission spéciale du Sénat, nous en empruntons l'analyse au rapport de son éminent rapporteur, notre collègue M. Raynald :

« Le premier titre contient l'affirmation du principe de solidarité dont la loi tout entière n'est que le développement. Il précise ensuite la nature des dommages ouvrant le droit à la réparation et la qualité des personnes admises à faire valoir ce droit.

« Le titre II traite de l'indemnité ; il en établit les bases et en détermine les modalités, en tenant compte et de la nature des biens sur lesquels a porté le dommage et de l'affectation donnée par le sinistré aux sommes qui lui sont allouées.

« Le titre III s'occupe de la juridiction ; il institue les commissions d'évaluation et les tribunaux spéciaux chargés de régler les litiges qui peuvent s'élever entre les sinistrés et l'État sur la réalité ou l'importance des dommages. Il fixe la composition de ces commissions et tribunaux, assure leur fonctionnement par des moyens de procédure appropriés avec indication des voies de recours dont il peut être fait usage jusqu'à solution définitive.

« Dans le titre IV sont groupées les prescriptions relatives au payement des indemnités suivant divers modes correspondant aux différents cas prévus dans les titres précédents.

« Enfin, le titre V renferme des dispositions détachées, destinées à parfaire le cadre de la loi et à préciser des détails d'application. »

La commission spéciale à laquelle le Sénat a renvoyé le projet de loi, tout en conservant le cadre adopté par l'autre Assemblée et en se ralliant sur bien des points à ses décisions, a cependant apporté d'importantes modifications au texte venu de la Chambre. Les principales concernent surtout le titre II (suppression de l'obligation du remploi, changements dans les bases d'évaluation des indemnités, admission à réparation des dommages causés aux offices ministériels et aux fonds de commerce); le titre III (modification dans la composition des commissions cantonales d'évaluation et des tribunaux des dommages de guerre ; suppression des commissions départementales et de la commission supérieure) et le titre IV (modification des conditions de payement des indemnités).

### Examen rapide du projet de loi.

*Nature des dommages donnant droit à réparation. — Fixation des indemnités.* — Sur la nature des dommages qui ouvrent le droit à réparation, la commission spéciale du Sénat et la Chambre sont entièrement d'accord. Les dommages ouvrant le droit à réparation sont, d'une façon générale, tous ceux qui sont « causés en France aux biens immobiliers ou mobiliers par les faits de la guerre », quels qu'en soient les auteurs, pourvu que ces dommages soient « certains, matériels et directs » (art. 2). Ces dernières restrictions, qui sont conformes à notre droit, s'imposent; car autrement l'ap-

plication de la loi se heurterait à de réelles impossibilités matérielles, quant à l'appréciation des dommages et aux moyens financiers de leur réparation.

Toutefois, comme nous le verrons plus loin, votre commission spéciale a cru devoir, contrairement à la Chambre, admettre également à réparation les dommages causés aux offices ministériels et aux fonds de commerce dont la cession est constatée par un acte ayant acquis date certaine avant la guerre (art. 12).

Nous signalons encore qu'elle s'est à bon droit prononcée d'une façon différente de l'autre Assemblée en ce qui concerne les zoniers. Sur un amendement de M. Laval, la Chambre leur avait reconnu des droits égaux à ceux des propriétaires libres de toute charge et les avait dégagés des obligations que font peser sur eux les décrets des 10 août 1853 et 15 juillet 1901. C'était là une faveur injustifiée et contraire aux droits du Trésor.

Votre commission spéciale, tout en admettant la recevabilité des demandes des zoniers, a prescrit que les commissions d'évaluation auront à tenir compte des décrets réglant les servitudes.

D'accord avec la Chambre sur la nature des dommages ouvrant le droit à réparation, votre commission spéciale l'est également sur les personnes admises à l'exercice de ce droit.

Elle se sépare par contre de l'autre Assemblée sur les conditions dans lesquelles sera accordée l'indemnité et parfois sur son évaluation. Le système adopté par votre commission spéciale diffère surtout de celui de la Chambre par la substitution du remploi facultatif au remploi obligatoire et par le libéralisme des conditions fixées pour le remploi. En raison des conséquences financières différentes des deux systèmes, il nous a paru nécessaire d'en donner un résumé comparatif.

La Chambre, suivant en cela l'inspiration du Gouvernement, a cru devoir subordonner, dans la plupart des cas, l'octroi de l'indemnité à la condition d'en effectuer le remploi par la reconstitution sur place des biens détruits ou endommagés. Au sentiment du Gouvernement et de la Chambre, la réparation des dommages de guerre étant fondée sur l'égalité et la solidarité des Français devant les charges de la guerre, devrait s'opérer non pas seulement dans l'intérêt des personnes victimes des dommages, mais encore et surtout dans l'intérêt de la collectivité par la reconstitution en l'état antérieur des régions envahies.

Il a paru, en outre, dans l'autre Assemblée qu'il y avait lieu d'obvier à ce que les indemnités fussent capricieusement employées en dépenses improductives, voire en achats de valeurs étrangères, ce qui, au point de vue du relèvement économique, eût fait perdre à la nation tout l'avantage du sacrifice considérable consenti.

Tels sont, en substance, les motifs qui ont poussé la Chambre à exiger le remploi « en identique ou en similaire », dans la commune du dommage ou les communes limitrophes, en matière immobilière et pour certaines catégories de meubles, savoir : 1° outillage agricole ou industriel ; 2° choses servant à l'exploitation agricole, qu'elles appartiennent au propriétaire du fonds ou au fermier ; 3° matières premières indispensables à l'exploitation industrielle dans la mesure des quantités normalement nécessaires à la remise en marche et à la fabrication pendant un délai maximum de trois mois ; 4° choses constituant l'outillage servant à l'exploitation du fonds de commerce ou à l'exercice de la profession et locaux mobiliers d'habitation. Pour les autres catégories de meubles, il n'a pas paru utile de prescrire un remploi qui ne présenterait pas d'intérêt et serait même parfois peu désirable.

Si d'ailleurs la Chambre a exigé le remploi en principe, elle a toutefois prévu des exceptions. Elle l'a interdit, s'il est reconnu irréalisable ou contraire à l'intérêt économique ou à la santé publique. Elle en a admis la dispense totale ou partielle, pour les mêmes motifs, ou encore en raison de la situation des personnes, de la nature ou de l'emplacement des biens, ou si le remploi est onéreux pour l'attributaire, ou si l'indemnité doit être affectée en tout ou en partie à la fondation ou au développement d'œuvres régionales d'assistance ou de solidarité, spécialement autorisées à cet effet par arrêté ministériel. Interdiction et dispense seraient prononcée ou accordée par le tribunal des dommages de guerre.

Aux divers cas où le remploi serait exigé, l'indemnité comprendrait tous les éléments nécessaires à la reconstitution de la chose détruite ou endommagée, déduction faite seulement de la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté à la veille de la mobilisation, pour ne pas faire bénéficier le sinistré d'un enrichissement indû. Comme cette déduction pourrait empêcher toutefois l'allocataire d'obtenir la reconstitution intégrale, il pourrait demander à l'Etat des avances égales à cette défalcation, remboursables en vingt-cinq ans pour les immeubles, en dix ans pour les meubles et productives d'un intérêt réduit de 3 p. 100.

En cas d'interdiction ou de dispense de remploi, le montant seul de la perte subie serait attribué.

Les dommages causés aux meubles, pour lesquels le remploi ne serait pas exigé, seraient réparés dans la mesure de la perte subie, pour ceux ayant une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique et dans la mesure de la moitié seulement de la perte subie pour les autres. Un régime de faveur serait fait aux meubles meublants, linge et effets personnels, pour lesquels l'indemnité correspondrait à la remise en état ou le remplacement dans les limites d'une somme de 5,000 fr. si l'attributaire est célibataire, et de 10,000 fr. s'il est marié, avec une augmentation de 2,000 fr. par enfant ou par personne vivant habituellement à son foyer.

Nous signalons enfin les avantages faits aux allocataires au point de vue du payement dans les cas de remplois.

Au cas de remploi obligatoire, les versements seraient faits au fur et à mesure de la reconstitution de la chose ; en cas d'interdiction ou de dispense de remploi, le payement serait fait par la remise de titres nominatifs sur l'Etat ne pouvant être aliénés pendant dix ans que sur autorisation motivée du tribunal civil.

Pour les indemnités en matière mobilière, non soumises à remploi, le payement serait fait également en titres nominatifs sur l'Etat, mais un régime de faveur serait institué au profit des emplois utiles, savoir : remplacement du mobilier, reprise de l'exploitation ou de la profession, opérations industrielles, commerciales ou agricoles. Dans ces divers cas il y aurait lieu à versement en espèces.

Tel est rapidement résumé le système d'indemnités adopté par la Chambre.

Votre commission spéciale a été d'accord avec le Gouvernement et avec la Chambre pour juger le remploi désirable, bien qu'il soit plus onereux pour les finances publiques, puisqu'il oblige à verser au sinistré non pas simplement le montant de la perte subie, mais la somme, qui peut être bien plus considérable, nécessaire pour lui permettre de reconstituer la chose détruite ou endommagée. Mais votre commission spéciale n'a pas cru devoir rendre le remploi obligatoire.

Elle a tout d'abord considéré que cette obligation portait en elle la négation du droit individuel de propriété ; elle a surtout estimé qu'elle constituait une erreur économique et allait à l'encontre du but visé.

« On veut restaurer les pays envahis, leur restituer la force et la vigueur, expose l'honorable M. Reynald dans son rapport ; nous le voulons aussi. Mais nous avons l'intime persuasion que seul un régime de liberté permettra et favorisera cette renaissance. Il faut seconder les bonnes volontés, non les violenter; il faut exciter les initiatives, non les assujettir et les contraindre. Si la thèse de l'obligation était fondée, il faudrait en déduire que la richesse et la prospérité peuvent se décréter et s'établir par des lois. Les lois réelles et efficaces sont ici les lois économiques, et elles sont réfractaires aux empiètements législatifs. Ou bien les raisons qui expliquent et motivent la prospérité des régions envahies subsistent, et il faut se fier à elles du retour à la richesse antérieure ; ou bien elles ont disparu, et tout l'effort du Parlement ne saurait les remplacer. C'est la liberté, c'est le libre jeu des intérêts et des énergies qui avaient créé ces foyers industriels, développé ces cités puissantes et laborieuses, multiplié les ateliers et les usines, amélioré la culture et produit cette intensité de vie. Laissons agir ces conditions favorables et, pour que notre intervention soit efficace, n'en faisons pas une entrave à des lois supérieures dont nous pouvons suivre et faciliter le développement, mais dont nous sommes impuissants à contrarier les directions. »

Ce n'est pas le moment, fait encore observer le rapporteur, où chacun se hâte vers le progrès, que toute amélioration doit être interdite aux contrées de France les mieux douées pour le réaliser.

« On referait tout, non seulement le bon, mais le mauvais et le médiocre : il serait défendu de tenter des voies nouvelles, et l'état payerait à chers deniers des reconstructions sans valeur réelle destinées à abriter des industries sans avenir ou édifiées dans l'unique espoir de les céder à bas prix sitôt qu'elles seraient relevées.

« Pourquoi aggraver ainsi les dépenses de la nation et lui demander des sacrifices infructueux ? L'obligation du remploi ne pèse pas que sur le sinistré, elle pèse également sur les finances publiques. En proposant aux propriétaires de biens détruits la formule impérative; tout ou rien, elle les entraîne tous à remployer. Qu'importe si la tentative est vouée par avance à l'insuccès : on n'a pas le choix, et plutôt que de tout perdre on relèvera aux frais de l'état des immeubles mal situés, des usines délaissées par les grandes artères de communication et toutes entreprises anémiées et condamnées à dépérir. C'est là une déperdition d'argent et de force et toute reconstitution est à écarter que la confiance ne soutient pas. »

L'honorable rapporteur estime au surplus que « la tendance à procéder par réparations partielles, à refaire et à replacer les pièces détruites et à redonner au tout sa physionomie antérieure » pouvait se justifier au début, quand on n'avait qu'une idée inexacte de l'importance de la reconstitution à accomplir. Mais aujourd'hui il lui paraît qu'on ne peut redonner la vie aux régions entièrement dévastées qu'« en faisant largement crédit aux bonnes volontés, en allant hardiment vers la solution vraie, en laissant tomber ce qui meurt, en s'inspirant plutôt de l'avenir que du passé ».

Il est d'ailleurs de nombreux cas où le remploi n'est pas souhaitable et où on ne peut l'attendre des sinistrés. La Chambre, elle-même, l'avait reconnu et c'est pourquoi elle avait institué un système de dérogations et de dispenses, le tribunal des dommages de guerre devant être juge des motifs invoqués et devant les apprécier souverainement.

Mais sur quoi devra porter l'opinion du tribunal? Comment pourra-t-il apprécier justement la situation des personnes? Au surplus, il ne suffit pas que celui qui veut entreprendre ait de fermes intentions et que sa volonté soit forte : il faut encore que l'entreprise soit viable et contienne des éléments de succès. Est-il admissible d'enlever à nos industriels le droit de se diriger eux-mêmes et de remettre leur sort et celui de leurs entreprises entre les mains des juges ?

Pour toutes ces raisons, la commission spéciale estime que le remploi doit être libre, non seulement dans ses principes, mais dans ses modalités. Seulement, comme il est désirable, elle le fait bénéficier d'une prime telle, que pour s'en abstenir il faudrait y être conduit par des raisons graves.

Ainsi, dans le système de votre commission spéciale, le sinistré sera toujours indemnisé, qu'il fasse ou non remploi. Les conditions imposées pour participer aux avantages attachés au remploi sont en outre moins étroites dans le projet qui vous est soumis que celles fixées par la Chambre. Le remploi, tout d'abord, n'est pas restreint à la commune même où s'est produit le dommage; il peut être valablement effectué dans le département et les départements limitrophes (art. 5, § 9). Il n'est pas indispensable d'autre part, pour que soient accordés les avantages attachés au remploi, qu'il soit fait en « identique » : il suffit que l'immeuble reconstitué soit affecté à une destination industrielle, commerciale ou agricole (même article, même paragraphe).

Enfin, la reconstitution peut n'être pas complète et dès que l'attributaire aura dépensé dans l'objet la totalité de l'indemnité allouée en toute propriété (1), la condition de remploi sera considérée comme étant réalisée (art. 5, § 10).

Quant au montant de l'indemnité en matière immobilière, il comprend tout d'abord, et dans tous les cas, la somme correspondant à la perte subie (art. 4, § 1er). Cette perte est évaluée, pour les immeubles bâtis et les immeubles par destination, en prenant pour base le

(1) C'est-à-dire l'indemnité correspondant à la perte subie et aux dépenses supplémentaires, abstraction faite de toute avance.

coût de construction et d'installation à la veille de la mobilisation, sous déduction de la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté (art. 5, § 2) ; pour les immeubles non bâtis, en tenant compte de la détérioration du sol, de la détérioration ou de la destruction des clôtures, des arbres de toutes sortes, des vignes, des plants, du taillis et de la futaie (art. 5, § 11).

Au cas de remploi, quand il s'agit d'immeubles bâtis ou d'immeubles par destination, le sinistré reçoit, en plus du montant de la perte subie, le montant des dépenses supplémentaires nécessitées par la reconstitution des immeubles endommagés ou détruits, après justification de l'affectation de la somme représentant la perte subie à la reconstitution des immeubles ou à la reprise de l'exploitation (art. 4, § 2). Ces dépenses supplémentaires sont égales à la différence entre ce qu'aurait été le coût de construction et d'installation à la veille de la mobilisation et celui de reconstitution d'immeubles identiques au jour de l'évaluation (art. 5, § 4). Le sinistré peut en outre, sur sa demande, obtenir de l'Etat, jusqu'à concurrence de la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté dont il a été parlé plus haut, des avances remboursables en vingt-cinq ans et productives au profit de l'Etat d'un intérêt à 3 p. 100 (art. 5, § 5). Il convient de signaler que cette dépréciation, en raison de la vétusté, ne peut, au cas de remploi, être évaluée à plus de 30 p. 100 du coût de construction et d'installation à la veille de la mobilisation (art. 5, § 6).

Pour les immeubles non bâtis, en cas de reprise d'exploitation, l'attributaire, en outre du montant de la perte subie, a droit au montant des dépenses supplémentaires nécessitées : par la remise de la terre dans son état de culture antérieur, par le rétablissement des clôtures, l'enlèvement des souches, les plantations nouvelles ou le repeuplement des bois et forêts (art. 5, § 11).

Il faut reconnaître, avec la commission spéciale, que les avantages accordés au remploi sont de nature à peser d'un très grand poids sur la décision des sinistrés ; d'autant plus qu'au point de vue du payement le remployant est beaucoup plus favorisé que le non-remployant (titre II). Il peut en effet, au fur et à mesure qu'il effectue le remploi, réclamer les sommes nécessaires à la reconstitution, alors que le non-remployant ne reçoit qu'un titre payable en dix annuités et qui n'est pas commercialement négociable.

Il faut ajouter qu'il existe encore dans la loi d'autres dispositions de nature à favoriser le remploi. C'est ainsi que cette mesure peut être réclamée par l'usufruitier, à défaut de son propriétaire ou inversement (art. 7, § 2) ; qu'au cas de démembrement de la propriété, la majorité des copropriétaires peut l'imposer aux autres indivisaires et que les créanciers peuvent être substitués pour le même objet aux droits de leur débiteur (art. 7, §§ 1er et 6) ; qu'enfin les attributairss ont la faculté de fusionner leurs droits à l'indemnité ou d'en faire apport à une société pour une reconstitution collective et peuvent même céder leurs droits éventuels sous la garantie d'une autorisation accordée par le tribunal (art. 5, § 12, et 46).

En ce qui concerne les dommages mobiliers, la commission spéciale, d'accord avec la Chambre des députés, s'en est tenue en règle générale à la réparation pure et simple de la perte subie (article 10, § 1er et art. 11, § 1er), la question du remploi étant écartée. Il a paru toutefois utile, pour faciliter le retour de la vie économique, d'évaluer l'indemnité au prix de remplacement des objets, lorsqu'il s'agit d'assurer aux sinistrés le minimum de ressources et d'approvisionnements nécessaires à la remise en marche d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale (art. 10, § 3, et art. 13).

Pour l'agriculture, ce minimum a été basé sur les besoins de l'exploitation jusqu'à la prochaine récolte et, pour l'industrie et le commerce, pour une période maxima de trois mois (mêmes dispositions). Sont aussi admis à réparation à concurrence du prix de remplacement, sous condition de la reprise de l'exploitation, les produits en cours de fabrication et les objets servant à l'exercice d'une profession.

D'accord avec la Chambre, la commission spéciale a admis également au droit à réparation, pour leur valeur de remplacement dans des limites déterminées, les meubles meublants, le linge, les effets personnels ; mais elle a élevé le maximum dans lequel pouvait jouer cette faveur en le fixant au chiffre de 10,000 fr., augmenté de 2,000 fr. par enfant et par personne non salariée vivant habituellement au foyer de l'attributaire avant la mobilisation (art. 11, § 2). Elle n'a pas, par contre, admis le régime défavorable fait par la Chambre aux meubles n'ayant pas d'utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle, et elle a décidé que les dommages qui y sont causés devaient être réparés pour la totalité de la perte subie et non à concurrence de 50 p. 100 seulement de cette perte (art, 11, § 1er).

Elle a estimé en effet que le système de la Chambre rompait avec les principes du droit à réparation basé sur l'égalité et la solidarité, d'où procède le projet de loi, pour retomber à l'idée imparfaite du secours, limité au gré d'un Etat plus ou moins généreux. Elle a donc admis qu'il n'y avait pas lieu de refuser aux habitants des régions envahies le remboursement intégral des meubles, voire même de bijoux, quelle que fût leur valeur, « dont la possession demeure assurée et entière dans les autres régions... L'égalité, a affirmé le rapporteur, doit être maintenue sur ce point comme sur les autres et le droit du sinistré à la valeur de la perte subie est indépendant de la qualité de l'objet détruit. »

Contrairement encore à la Chambre elle a, comme nous l'avons déjà vu, admis à réparation les dommages causés aux offices ministériels et aux fonds de commerce, dont la cession est constatée par un acte ayant acquis date certaine avant la guerre (art. 12). Ces dommages sont réparés dans la mesnre de la perte subie, celle-ci étant égale à la différence entre la valeur de l'office ou du fonds de commerce au jour de la mobilisation et la valeur au jour de l'évaluation.

L'Etat récupérera les sommes qu'il aura déboursées par le prélèvement de la moitié des plus-values constatées par les cessions postérieures au cours d'une période de vingt ans ou, à défaut, par des évaluations directes faites tous les cinq ans pendant ladite période.

Enfin, de même que l'autre assemblée, votre commission spéciale a décidé qu'on indemniserait les victimes de pertes de valeurs mobilières dans la mesure de la perte subie ; mais elle a modifié légèrement les bases de calcul de cette perte et spécifié que lorsqu'il s'agirait de titres ou de coupons de rente de l'Etat français, les dommages seraient réparés par l'attribution de titres ou coupons de même nature donnés en payement (art. 14).

*Juridiction.* — La question de la juridiction est de la plus haute importance, puisque la grande œuvre de réparation entreprise ne pourra s'accomplir heureusement que si l'organisme qui en sera chargé présente toutes les garanties désirables et fonctionne dans des conditions satisfaisantes de rapidité et d'équité. Elle ne rentre pas toutefois dans le domaine réservé à votre commission des finances et nous ne croyons pas, en conséquence, devoir en faire, dans cet avis, l'objet d'un examen même rapide.

*Conditions du payement des indemnités.* — Votre commission spéciale a réglé avec beaucoup de précision les conditions dans lesquelles devra être opéré le payement des indemnités.

Il est à penser que l'Etat ne pourra verser immédiatement aux victimes des dommages de guerre les indemnités qui leur auront été attribuées.

Il a donc fallu prendre des dispositions pour mesurer autant que possible les payements en espèces aux possibilités financières. Les intéressés recevront sur leur demande, et par les soins du ministère des finances, tout d'abord, un titre constatant le montant de la somme attribuée pour la réparation de la perte subie. Ce titre ne sera pas commercialement négociable ; mais il pourra faire l'objet d'avances dans des conditions déterminées par le ministre des finances et être transporté conformément aux prescriptions des articles 1639 et suivants du code civil ou remis en nantissement dans les conditions prévues au même code (art. 40, § 1er). Les intéressés pourront ainsi se procurer du crédit. En outre, toutes les fois que dans les délais prévus l'attributaire aura fait une déclaration de remploi ou de reprise d'exploitation, il recevra un titre complémentaire correspondant au montant des dépenses supplémentaires admises (art. 40, §§ 2 et 3). Il y aura lieu enfin à délivrance de titres spéciaux pour l'indemnité de remplacement des meubles familiaux et effets corporels et pour le remboursement des prélèvements, amendes et contributions de guerre imposés par les troupes ennemies et payés pour la collectivité (art. 40, §§ 4 et 5). La délivrance des titres différents dans ces divers cas se justifie par les conditions spéciales de payements applicables.

Sur le titre correspondant à la perte subie, il sera fait, un mois après sa remise, un premier payement qui ne pourra être inférieur à 25 p. 100 de la perte, ni à la somme de 3,000 fr. Si la perte est inférieure à 3,000 fr., elle sera soldée en totalité. La somme restant due sera versée en neuf annuités égales de douze mois en douze mois, à partir du premier payement, les termes non remboursés portant intérêt au taux de 5 p. 100 (art. 41, §§ 1 et 2) (1).

Dans tous les cas où il y aura délivrance de titres complémentaires, les payements sur le titre correspondant à la perte subie seront effectués par acomptes, dont chacun sera égal à une annuité, un mois après la justification de l'emploi des sommes déjà reçues (art. 42, § 1er). Une fois versée, la totalité du montant du titre correspondant à la perte subie, de nouveaux payements d'acomptes seront opérés sur le titre complémentaire, toujours au fur et à mesure des justifications produites (art. 42, §§ 2, 3 et 4). En matière toutefois de dommages causés à la propriété rurale, les dépenses supplémentaires, étant donnée l'urgence des travaux à accomplir, seront payées, indépendamment de la perte subie, au fur et à mesure de la justification de l'emploi (art. 42, § 4). Enfin, lorsque toutes les indemnités ci-dessus seront versées, l'attributaire pourra, en matière de dommages immobiliers, sous les mêmes justifications, réclamer des avances, jusqu'à concurrence de la somme correspondant à la dépréciation à raison de la vétusté dont il aura été tenu compte pour l'évaluation de la perte subie (art. 42, § 5).

Les indemnités relatives, d'une part, au remplacement des meubles familiaux et effets corporels et, d'autre part, au remboursement des amendes et contributions de guerre seront versées en une seule fois, sous le bénéfice pour les premières d'un intérêt à 5 p. 100 à dater du jour du dommage (art. 41, § 3 et 40, § 5).

Nous signalons enfin que, d'après l'article 44, l'Etat peut, si les attributaires y consentent, se libérer en nature, savoir :

En ce qui concerne les immeubles par nature, par la datien d'un autre immeuble de même valeur situé dans le canton du dommage ou les cantons limitrophes ;

En ce qui concerne les immeubles par destination et les meubles ayant une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique, par une fourniture similaire de même valeur ;

En ce qui concerne les autres meubles, par la remise d'objets mobiliers de même valeur.

L'Etat pourra également se libérer, sous réserve de la même acceptation, pour totalité ou partie, en faisant exécuter à ses frais les travaux de restauration des immeubles ou meubles endommagés ou en fournissant les matériaux pour cette restauration.

Le système de votre commission spéciale en matière de payement, présente avec celui qu'avait adopté la Chambre d'assez nombreuses divergences.

Nous nous bornerons à signaler les suivantes :

C'est tout d'abord, même en cas de non remploi, l'institution de payements échelonnés, le premier payement, effectué dans le mois de la remise du titre correspondant à la perte subie, ne pouvant être inférieur ni à 25 p. 100 de la perte subie, ni à 3,000 fr. ou à la totalité de ladite perte, si elle n'atteint pas cette somme, alors que dans le système de la Chambre, en cas de non remploi autorisé pour les immeubles, de non remploi effectif pour les meubles, il était remis au sinistré un titre qui, pendant dix ans, ne donnait lieu à aucun payement, et qu'en cas de remploi, même le premier versement n'était opéré qu'après justifications des travaux ou des achats effectués.

(1) Toutefois, en matière de dommages mobiliers réparés à concurrence seulement de la perte subie, si l'attributaire affecte l'indemnité soit au payement ou au remplacement des objets, soit à la reprise de l'exploitation ou de la profession, soit à un usage industriel, commercial, agricole ou forestier dans les conditions prévues pour les remplois immobiliers, elle lui sera payée en espèces au fur et à mesure de la justification de l'affectation (article 43).

En outre, en cas de versements à la suite de justifications d'emploi, les payements sont effectués dans le mois, alors que dans le système de la Chambre ils ne l'étaient que dans l'année en général ou dans les trois mois pour les indemnités inférieures à 3,000 fr.

C'est ensuite la possibilité de transporter dans les conditions fixées aux articles 1689 et suivants du code civil et de remettre en nantissement le titre correspondant à la perte subie, alors que dans le système de la Chambre le titre remis en cas de non-remploi autorisé ne pouvait être aliéné que sur autorisation motivée du tribunal civil donnée en chambre du conseil après avis du ministère public.

C'est enfin l'obligation pour l'Etat qui veut se libérer en nature d'obtenir le consentement des attributaires, alors que la Chambre, dans le cas de non acceptation de ces derniers, remettait au tribunal des dommages de guerre le soin de statuer en dernier ressort.

*Dispositions diverses.* — En dehors des mesures que nous venons de résumer, le projet de loi ne contient plus, sous le titre « dispositions diverses », que des dispositions d'inégale importance destinées à parfaire le cadre de loi et dont nous nous bornerons à signaler les principales :

Cessibilité du droit à indemnité (art. 46) ;

Déchéance du droit à indemnité de l'attributaire qui, par fraude, aura obtenu ou tenté d'obtenir une indemnité supérieure à celle à laquelle il avait droit (art. 49) ;

Revision possible des décisions prises par les commissions instituées par le décret du 20 juillet 1915 (art. 51) ;

Mise à la charge de l'Etat des frais de réfection du cadastre, de délimitation et de remembrement nécessités par les faits de la guerre (art. 52), des travaux de déblaiement de tous les immeubles et des recherches de projectiles non éclatés (art. 53), des frais d'établissement des plans d'alignement et de nivellement qui devront être dressés en vue de la reconstitution des immeubles détruits dans les communes ou les parties de communes atteintes par les faits de la guerre (art. 54, § 1er) ;

Attribution aux communes, pour les dépenses d'application immédiate des plans d'alignement et de nivellement, de subventions dont le taux sera déterminé suivant un barème fixé en un décret contresigné par les ministres de l'intérieur et des finances (art. 54, §§ 2, 3 et 4) ;

Prise en charge par l'Etat des sommes restant dues par les communes, en France, sur les emprunts contractés par elles pour des faits de guerre antérieurs (art. 55) ;

Application de la loi aux colonies dans des conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et mise de la dépense à la charge de l'Etat (art. 58).

Nous signalons enfin particulièrement l'article 54 qui renvoie à une loi spéciale, le soin de déterminer les conditions dans lesquelles s'exercera le droit à la réparation :

1° Des dommages résultant des faits de la guerre causés aux personnes ;

2° Des dommages dont quiconque aura eu à souffrir sur sa personne ou sur ses biens, par suite d'accidents qui se seront produits :

*a*) Dans les arsenaux, manufactures, dépôts de munitions de l'Etat ;

*b*) Dans les usines privées travaillant pour la défense nationale,

lorsque la réparation n'en pourra être obtenue par les recours de droit commun.

### Conséquences financières.

Quelle sera l'importance de la charge résultant pour le Trésor de l'œuvre de réparation qui nous est proposée? Il est impossible de le préciser. Qui peut dire à l'heure présente en quel état réel seront les territoires et les propriétés privées dans les pays encore envahis, après que la retraite allemande nous les aura restitués ? Toute évaluation ne serait que pure hypothèse, étant donné qu'elle serait sans base aucune. Nous n'essaierons donc pas de fixer par des chiffres l'étendue du sacrifice financier qu'exigera l'exécution de la loi. Quelle que soit d'ailleurs cette étendue, nous devons nous incliner devant le fait qui s'impose.

Les dépenses dont il s'agit sont des dépenses d'ordre national. Commandées non pas seulement par les idées de justice et de solidarité, mais par l'intérêt de la collectivité tout entière, elles sont inéluctables et ne sauraient être différées.

Si l'on ne relevait pas de leur ruine les départements atteints par l'invasion, quel coup serait porté à la prospérité nationale ! Ces départements constituaient une des régions les plus riches de France tant au point de vue industriel qu'au point de vue agricole; et leur richesse était fonction essentielle de la prospérité générale de la Nation. Leur état de misère prolongé serait une cause d'affaiblissement pour le pays tout entier.

Abstraction faite de la perte d'une grande partie des impôts qu'on y percevait antérieurement — et l'importance annuelle de ceux-ci n'était pas inférieure à 800 millions — il faudrait désormais demander à l'étranger toutes les matières premières et objets fabriqués qu'ils produisaient et les industries des autres parties du pays se verraient fermer les débouchés importants qu'elles trouvaient dans ces beaux départements.

Ajoutons enfin qu'après la guerre la lutte économique recommencera entre les peuples; et si la France était privée du concours d'une de ses régions les plus industrieuses, elle ne pourrait qu'avec bien de la peine lutter victorieusement contre les pays neufs.

Si coûteuse donc que puisse être la réparation des dommages de guerre, on ne saurait trop répéter que cet acte de justice sera en même temps une œuvre féconde.

Aussi bien la charge n'en incombera point au pays, car la France obtiendra de l'ennemi le remboursement des sommes dépensées pour cet objet, après la victoire.

Sur la nécessité de la réparation des dommages de guerre, l'avis de la commission des finances est ainsi très net.

Reste l'application du principe.

Par l'article 2 du projet de loi, la commission spéciale du Sénat, d'accord avec la Chambre des députés, pose le droit à la réparation intégrale des dommages.

Le Gouvernement n'était pas allé aussi loin dans son projet. La loi du 26 décembre 1914, elle-même, n'avait pas prévu l'intégralité de la réparation.

A ce point de vue, la dépense sera supérieure à celle qu'avait envisagée primitivement le Gouvernement.

Elle dépassera en outre ce qu'avait prévu la Chambre elle-même ; car celle-ci avait limité à 50 p. 100 de la perte subie la réparation des dommages causés aux meubles qui n'ont pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique, c'est-à-dire aux mobiliers luxueux, bijoux, etc. Or l'article 11, qui nous est proposé par la commission spéciale du Sénat, dispose que « les dommages causés aux biens meubles n'ayant pas une destination industrielle, agricole, commerciale ou professionnelle, ainsi qu'aux meubles meublants, literie, linge, effets personnels et tous autres effets mobiliers ayant ou non une utilité domestique sont réparés dans la mesure de la perte subie évaluée au 30 juin 1914 ».

Ainsi seraient intégralement indemnisés les propriétaires de mobiliers et effets personnels luxueux, bijoux, objets d'art, etc., ce qui peut entraîner, en même temps que de grandes difficultés d'appréciation et d'évaluation, des augmentations de dépenses importantes.

La substitution du remploi facultatif au remploi obligatoire est la plus importante modification que votre commission spéciale ait apportée au texte de la Chambre. Nous avons rappelé, lors de notre examen rapide du projet de loi, les motifs qu'a fait valoir l'honorable rapporteur spécial pour justifier cette grave mesure. Il faut reconnaître que son argumentation est très forte. Elle a en tous cas vivement impressionné votre commission des finances.

A s'en tenir d'ailleurs au point de vue strictement financier, il n'est guère possible de dire quel est celui des deux systèmes qui est le moins onéreux pour le Trésor. A première vue on peut penser que le remploi facultatif est susceptible de donner lieu à des dépenses plus considérables, puisque dans ce système, en matière immobilière, les sinistrés seront indemnisés de la perte subie, même s'ils refusent de faire remploi, alors que, dans le système de la Chambre, les non-remployants sont déchus du droit à indemnité. Mais il ne faut pas se payer de mots.

En instituant le remploi obligatoire, le but qu'a poursuivi la Chambre, ce n'est pas de réduire les charges qui incomberont à l'Etat, mais bien de favoriser la reconstitution des pays dévastés par l'invasion. Elle a voulu par là obliger la presque totalité des sinistrés à faire remploi. Et alors, si le vœu du législateur vient à être réalisé, les charges du Trésor seront portées à leur maximum, puisqu'il aura à supporter non seulement les indemnités correspondant à la perte subie, mais encore aux dépenses supplémentaires nécessitées par la reconstitution. Si, au contraire, trompant les espérances du législateur, les sinistrés s'abstenaient en foule du remploi, les finances publiques se trouveraient ménagées sans doute, mais le relèvement économique des régions dont il s'agit serait compromis et la prospérité générale de la nation en subirait, à son tour, de dures atteintes. Ce serait alors la faillite du système.

En fait, nous croyons qu'il est impossible de dire quel est, au point de vue financier, le meilleur des deux systèmes en présence.

Les considérations d'ordre social et économique sont surtout déterminantes, en l'espèce. Mais, bien que ces considérations paraissent sortir du domaine plus particulièrement réservé à votre commission des finances, nous n'avons pas cru excéder notre mandat en manifestant nos préférences pour le système du remploi facultatif, préconisé par votre commission spéciale.

Si sur ce point, qui est capital, nous sommes portés à être d'accord avec la commission spéciale, par contre, nous faisons les plus expresses réserves sur une innovation, d'ordre beaucoup moins important, en apparence, mais très grave quant aux conséquences financières, qu'elle a cru devoir introduire dans le projet de loi. Nous voulons parler de l'admission à réparation des dommages causés aux offices ministériels et aux fonds de commerce.

L'article 2 du projet de loi dispose que « les dommages causés aux biens immobiliers ou mobiliers par les faits de la guerre ouvrent le droit à la réparation intégrale... pourvu que ces dommages soient certains, matériels et directs».

Or, les dommages causés aux offices ministériels et aux fonds de commerce sont des dommages indirects. L'innovation dont il s'agit est donc contraire aux principes directeurs de la loi.

En admettant les dommages précités à réparation, on s'engage dans une voie dangereuse, car on ouvre la porte à des revendications innombrables et qui seraient tout aussi légitimes. Combien de professions, en effet, ont souffert de l'état de guerre ! A côté des officiers ministériels, les avocats n'ont-ils pas été atteints, au même titre? Le nombre en est grand qui ne retrouveront pas leur clientèle, à la fin des hostilités, sans compter l'interruption de l'exercice de leur profession pendant la guerre. Et les médecins, ne sont-ils pas dans une situation identique ? Les employés de commerce, les ouvriers, privés déjà de leurs emplois pendant la durée de la guerre, retrouveront-ils tous dans les mêmes régions et dans les mêmes conditions leurs places antérieures ?

Les dommages indirects causés par la guerre sont multiples. D'autre part, ils ne sont pas limités aux habitants des régions envahies; ils s'étendent au pays tout entier.

Qui ne voit dès lors l'imprudence d'ouvrir la porte du droit à réparation aux dommages causés aux offices ministériels et aux fonds de commerce ? A la vérité, la commission spéciale a entouré cette innovation de précautions qui lui ont paru de nature à atténuer le risque que comporte la faveur accordée aux propriétaires d'offices et de fonds de commerce. Elle a conféré à l'indemnité qu'elle a accordée le caractère d'une simple avance, car l'Etat pourra récupérer les sommes qu'il aura déboursées par le prélèvement de la moitié des plus-values constatées par les cessions postérieures au cours d'une période de vingt ans ou, à défaut par des évaluations directes faites tous les cinq ans pendant ladite période. Toutefois, ces restrictions n'enlèvent rien de leur valeur à nos observations. La disposition nouvelle proposée, par les répercussions dont elle est susceptible, risque d'aggraver très sensiblement les charges de la loi. C'est pourquoi nous avons pour devoir d'appeler sur ce point toute l'attention du Sénat.

La question du payement des indemnités et de ses modalités devait naturellement attirer

l'attention de la commission des finances, en raison surtout des dispositions adoptées par votre commission spéciale, plus généreuses que celles admises par la Chambre.

Dans le système de l'autre Assemblée, le principe étant le remploi obligatoire pour les dommages causés aux immeubles, l'indemnité serait payée en l'espèce de la manière suivante:

Le dommage serait évalué en prenant pour base la valeur de construction de l'immeuble au moment de la déclaration de guerre, déduction faite de la dépréciation correspondant à l'état de vétusté. Le payement, aussi bien de la somme représentant l'indemnité que de celle destinée à couvrir les frais supplémentaires, aurait lieu, au fur et à mesure du remploi, sur justifications des travaux effectués, dans l'année de la production des justifications en général et dans les trois mois pour les indemnités inférieures à 3,000 francs (art. 38 du projet voté par la Chambre).

On n'a pas oublié que, dans le système de la Chambre, le non-remploi est une cause de déchéance, mais qu'il peut être fait exception à la règle dans des conditions déterminées. En cas de non-remploi autorisé, le payement de l'indemnité serait fait au moyen de la remise d'un titre de rente nominatif, inaliénable pendant dix ans (*ibid.* art. 6), exception faite pour les dommages causés aux maisons de plaisance, dont le titre d'indemnité ne produirait pas intérêt (*ibid.* art. 40). Il en est de même pour les objets mobiliers. Si l'indemnité est destinée soit à leur remplacement, soit à la reprise de l'exploitation et de la profession ou encore à un usage industriel, commercial ou agricole, elle serait payée en espèces, comme pour les immeubles, au fur et à mesure des justifications d'emploi. Si l'indemnité ne recevait pas cet emploi, il y aurait lieu à délivrance d'un titre nominatif inaliénable pendant dix ans, productif d'intérêt, sauf pour les meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique (*ibid.* 11, 14 et 40).

Ainsi, dans le système de la Chambre, dans tous les cas où il n'y aurait pas lieu à versement d'acomptes, après justification des travaux ou des achats déjà effectués, il serait seulement remis à l'attributaire, non déchu du droit à indemnité, un titre inaliénable pendant dix ans et ne devant donner lieu à aucun payement pendant cette période. Les versements en espèces sur justifications ne seraient opérés que dans l'année de la production des justifications ou dans les trois mois pour les indemnités inférieures à 3,000 fr.

Nous avons reproduit plus haut, en les résumant, les solutions adoptées en matière de payement par votre commission spéciale.

Nous nous bornerons donc à rappeler brièvement, sans entrer dans plus de détails, que dans ce dernier système il est procédé, dans tous les cas, à des versements presque immédiats, le premier ayant lieu un mois après la remise du titre correspondant à la perte subie et ne pouvant être inférieur à 25 p. 100 de ladite perte, ni à la somme de 3,000 fr. ou à la totalité du dommage, s'il est inférieur à cette somme. Au cas même où il s'agit du remplacement du mobilier familial jugé indispensable, ou du remboursement des amendes et contributions de guerre payées pour la collectivité, l'indemnité est versée pour sa totalité, même si elle dépasse 3,000 fr., un mois après la délivrance du titre spécial, sur la présentation de ce titre.

Lorsqu'il y a lieu à échelonnement de payements, les versements ultérieurs sont effectuées de douze en douze mois, s'il s'agit de dommages réparés à concurrence seulement de la perte subie (1) et, pour les autres dommages, au fur et à mesure des justifications d'emploi des sommes déjà reçues.

On voit clairement que le système de votre commission spéciale, abstraction faite du plus grand libéralisme avec lequel le taux des indemnités a été réglé, est de nature à imposer au Trésor des décaissements soit immédiats, soit à brève échéance, plus élevés que dans le système de la Chambre.

Il faut reconnaître toutefois, d'une part, que la situation faite par la Chambre à ceux qu'elle indemnisait par la remise d'un titre non négociable et ne donnant lieu à aucun payement pendant dix ans était vraiment par trop peu favorable; qu'en outre, le système qu'elle instituait par l'article 38 aurait offert de grandes difficultés dans son application. Les attributaires ne pouvant toucher les indemnités par acomptes, qu'après justification de l'exécution des travaux de réfection ou du payement des achats de remplacement, se seraient vus obligés de faire eux-mêmes les avances, pour assurer le remploi ou le remplacement, soit sur leurs propres fonds, soit en escomptant chez des prêteurs, entrepreneurs ou vendeurs. D'autre part, bien que les payements en espèces n'eussent pas été immédiats, comme dans le système proposé au Sénat, un moment serait venu cependant où ils auraient été demandés en masse aux guichets du Trésor.

Quoi qu'il en soit, dans le système de la commission spéciale, la somme des payements risque d'être à bref délai considérable puisque les décaissements presque immédiats correspondront au quart de la perte subie pour les dommages moyens et grands et à la totalité de cette perte pour tous les petits, qui seront très nombreux. L'on est ainsi conduit à se demander par quels moyens le Trésor pourra faire face à une charge aussi massive.

Il est évident que, seul, l'emprunt pourra procurer les ressources nécessasres. Lors de la discussion générale de l'emprunt 4 p. 100, dans la séance du Sénat du 28 octobre dernier, M. le ministre des finances a cru pouvoir envisager, pour cet objet, l'émission d'emprunts à lots. Comment seront effectués ces emprunts? Est-ce l'Etat, qui procédera directement aux émissions? Confiera-t-il, au contraire, à des établissements distincts — soit existants, tels que le Crédit foncier, soit nouveaux — le soin d'y procéder sous sa garantie, en leur remettant, en même temps, comme le lui permet l'article 45 du projet de loi, la tâche d'assurer, au point de vue financier, les autres opérations auxquelles donnera lieu l'œuvre de réparation? Ce sont là des questions de la plus grande importance, dont l'initiative incombe au Gouvernement.

Quelles que soient d'ailleurs les solutions qu'il adoptera finalement, il importe que toutes dispositions soient prises pour que l'exécution de l'œuvre de réparation se poursuive dans les conditions d'ordre et de régularité indispensables.

L'œuvre est grande; mais elle est difficile et complexe. Autant elle peut avoir d'heureuses conséquences pour la prospérité du pays, si elle est bien exécutée, autant, au cas contraire, elle peut être périlleuse pour l'ordre public et pour les finances de l'Etat.

Il appartient donc au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour la bonne application d'une loi qui restera l'honneur de notre démocratie.

Tel est l'avis de votre commission des finances.

## ANNEXE N° 409

(Session ord.— Séance du 6 décembre 1917.)

AVIS présenté au nom de la commission de la marine sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, par M. Gabrielli, sénateur (1).

Messieurs, la proposition de loi de M. Paul-Meunier, que la Chambre des députés a adoptée, en partie, dans sa séance du 3 octobre 1916, a modifié divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer.

Sur la demande de l'honorable M. Flandin, rapporteur de la commission spécialement chargée de l'examen de cette proposition de loi, votre commission est appelée à donner son avis, en ce qui concerne le fonctionnement de la justice militaire dans les conseils de guerre à bord des bâtiments de guerre.

Les modifications intéressant l'armée de mer portent sur les articles 58, 59 paragraphe 2, 140, 142, 161 paragraphe final, 163 et 176 du code de justice militaire.

Nous allons les examiner dans l'ordre suivi par la Chambre des députés, en portant en même temps à votre connaissance les propositions de la commission des conseils de guerre du Sénat avec laquelle nous sommes en complet accord.

### Article 1er (art. 161, § final).

« Il est voté au scrutin secret tant sur le fait principal et les circonstances aggravantes que sur l'existence des circonstances atténuantes. Chaque juge exprime son opinion en déposant dans l'urne un bulletin portant un des mots : oui ou non ».

A l'heure actuelle, le vote est public, puisque après avoir délibéré le juge le moins élevé en grade est tenu d'exprimer son opinion en émettant sa voix; les autres juges, dans l'ordre hiérarchique ascendant, en font autant et le président se prononce le dernier.

Apparemment, cette façon de procéder permet d'admettre que le président ne pèse pas sur ces collègues, mais l'inférieur a quelquefois raison de craindre que le supérieure lui tienne rigueur d'avoir émis un vote contraire au sien. Aussi le scrutin secret apparaît-il comme susceptible d'assurer l'indépendance des juges des dégrés inférieurs.

La commission des conseils de guerre adopte le principe, mais elle change la rédaction de l'article et étend le scrutin secret au vote sur l'application de la loi de sursis que les conseils de guerre peuvent prononcer en vertu de la loi du 27 avril 1916.

Elle ajoute, en même temps, une disposition d'une importance considérable qui ordonne de placer sous les yeux des juges les pièces de la procédure, mais leur défend de recevoir communication d'aucune pièce qui n'aurait pas été communiquée à la défense et au ministère public.

Ainsi complétée, la modification du paragraphe final de l'article 161 du code de justice militaire pour l'armée de mer ne peut que recevoir votre approbation.

### Article 2 (art. 176).

« Si un recours en grâce a été formé par un condamné à la peine de mort, il est sursis à l'exécution du jugement jusqu'à la décision du Président de la République. »

La commission des conseils de guerre refuse de suivre la Chambre des députés dans cette voie pour de multiples raisons développées à la tribune par les ministres de la guerre et de la marine et très fortement motivées dans le remarquable rapport de M. Flandin.

A la Chambre, on s'est préoccupé d'assurer au chef de l'Etat l'exercice effectif du droit de grâce qui lui est reconnu par la Constitution. On a manifesté la crainte qu'il ne pût en être dépouillé par une application hâtive des articles 175 et 176 du code de justice militaire pour l'armée de mer qui disposent que le jugement est exécutoire dans les vingt-quatre heures.

En fait, le recours en grâce du condamné entraîne le sursis à l'exécution du jugement tant que le dossier n'a pas été examiné par le chef de l'Etat, de sorte que nul n'est privé de la faculté de faire appel à sa clémence.

Il n'existe, d'ailleurs, aucun texte législatif ordonnant de surseoir à l'exécution, en cas de recours en grâce.

Si on en faisait un, on empiéterait sur les attributions qui ont appartenu jusqu'à ce jour au pouvoir exécutif, en vertu de la Constitution, et, ce qui est d'une gravité exceptionnelle dans les circonstances actuelles, on risquerait de compromettre la sécurité de l'armée, dans le cas où il y aurait lieu de prendre des mesures urgentes pour rétablir la discipline. Il serait dangereux, comme l'a dit le général en chef, commandant les armées du Nord et du Nord-Est, d'insérer dans un texte de loi une disposition dont l'application, dans certaines éventualités militaires, pourrait devenir impossible.

### Article 3 (art. 163).

« Les questions indiquées par l'article précédent ne peuvent être résolues qu'à la majorité de cinq voix contre deux. »

En d'autres termes, cela signifie que les conseils de guerre devraient être composés de sept juges au lieu de cinq et la majorité de cinq voix contre deux serait nécessaire pour la condamnation de l'accusé.

Cette proposition est inadmissible depuis que les juridictions militaires sont autorisées à admettre les accusés au bénéfice de la loi de sursis et des circonstances atténuantes.

Si la minorité de faveur a été admise sous l'empire du code de 1857, c'est à cause de la

(1) Sauf l'exception de l'article 43.

(1) Voir les nos Sénat, 373, année 1916, 351, année 1917, et 2299-2439-2521-2523-2529, et in-8° n° 552. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

rigueur des décisions qui n'étaient susceptibles d'aucune atténuation légale.

Une minorité qui ferait la loi à la majorité paralyserait le cours de la justice et il n'y a pas lieu d'adopter, à ce point de vue, une autre règle que celle qui est suivie devant les juridictions de droit commun.

Article 4 (art. 58).

« Le conseil de guerre, à bord des bâtiments de guerre, est composé de la manière indiquée aux articles 3 et 10 du présent code.

« Il y a près du conseil un commissaire du Gouvernement rapporteur remplissant, à la fois, les fonctions de magistrat instructeur et celles de ministère public, et un greffier. »

La commission des conseils de guerre propose d'abroger purement et simplement cet article et de décider que les conseils de guerre, à bord des bâtiments de guerre, ne seront jamais composés que de cinq juges, quel que soit le grade de l'accusé. Le tableau fixant la composition des conseils de guerre serait modifié en ce sens.

Cette solution fait tomber l'argument tiré de l'inégalité du traitement entre les officiers subalternes d'une part, et les colonels et officiers généraux d'autre part, qui étaient jugés par des conseils composés de sept membres.

Elle s'impose surtout à cause des difficultés auxquelles on se heurterait pour la constitution rapide d'un conseil de guerre au cas où les besoins du service exigeraient des déplacements de troupes.

Déjà, ces difficultés existent pour la composition des conseils de guerre de cinq membres, mais combien ne seraient-elles pas plus grandes si le nombre des membres était porté à sept ! Des lenteurs interminables se produiraient fatalement et la bonne administration de la justice serait compromise.

Article 5 (art. 59).

« S'il ne se trouve pas, à bord des bâtiments présents, un nombre suffisant d'officiers de marine du grade requis pour la composition du conseil de guerre, les officiers de marine employés à terre et, à défaut de ceux-ci, les officiers de troupes embarqués ou employés à terre sont appelés à siéger dans ce conseil. »

La commission a implicitement proposé la suppression de cet article en déclarant qu'il y avait lieu de modifier le tableau fixant la composition des conseils de guerre.

Cette disposition nouvelle a uniquement pour but d'appeler les officiers de marine en service à terre à siéger, à grade égal, de préférence aux officiers de troupes, lorsque le conseil de guerre de bord est réuni à proximité d'un port. Comme cette règle est toujours suivie, il ne paraît pas nécessaire d'avoir recours à une disposition législative spéciale.

Article 6 (art. 140).

« L'accusé a le libre choix de son défenseur parmi les avocats et les avoués, les marins et les militaires. Mais le défenseur nommé d'office doit être pris soit parmi les marins ou les militaires pourvus d'un diplôme de droit, soit parmi les avocats et les avoués, soit parmi les officiers de même grade que l'officier chargé des fonctions du ministère public, à peine de nullité ».

La commission des conseils de guerre n'accepte pas l'obligation de choisir un défenseur d'office dans la seule liste des personnes précitées. Elle reconnaît, au contraire, à l'accusé, le droit de confier sa défense à un ami ou parent non pourvu d'un diplôme de droit ; elle n'exige pas non plus que l'officier désigné comme défenseur soit du même grade que le commissaire du Gouvernement.

C'est à bon droit que la commission a substitué à des dispositions qui aboutiraient à restreindre les droits de la défense une rédaction apportant de nouvelles garanties aux inculpés.

Il faut aussi savoir gré à la commission d'avoir songé à combler une lacune de notre législation en complétant l'article 179 du code de justice militaire pour l'armée de mer par une disposition additionnelle qui réserve au condamné par défaut le droit de former opposition tant que la signification du jugement n'a pas été faite ou tant qu'il ne résulte pas d'actes d'exécution que le condamné a eu connaissance du jugement.

Article 7 (art. 142).

« Le défenseur de l'inculpé peut communiquer librement avec lui, dès le début de l'information ; il peut, en outre, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 139, prendre communication sans déplacement ou obtenir copie, à ses frais, des pièces de la procédure sans néanmoins que la réunion du conseil puisse être retardée. »

Désireuse de suivre la Chambre des députés dans un esprit de libéralisme éclairé, la commission accepte cette disposition. Ainsi se trouve modifié l'article 142 qui n'autorisait l'inculpé à communiquer avec son défenseur qu'après l'ordre de mise en jugement, c'est-à-dire après la clôture de l'information. Désormais, l'inculpé ne sera plus privé de l'assistance d'un défenseur pendant toute la durée de l'information, mais, comme le fait observer très justement l'honorable M. Flandin, il n'aura pas le droit de réclamer l'application des dispositions de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction contradictoire.

La loi du 27 avril 1916, a, il est vrai, rendu applicables, même en temps de guerre, certaines dispositions de cette loi aux inculpés devant les juridictions militaires, mais elle a eu soin d'en restreindre l'effet aux informations concernant les crimes ou délits poursuivis devant les conseils de guerre permanents.

A bord des bâtiments de guerre comme aux armées, il faut une justice prompte qui ne saurait se concilier avec les lenteurs qu'entraînerait fatalement l'application de la loi du 8 décembre 1897. Cette application serait même impossible, faute d'un barreau organisé sur place, et aurait pour conséquence inévitable la substitution de la procédure par citation directe à celle de l'information qui offre infiniment plus de garanties à l'accusé et est plus conforme aux principes d'une saine justice.

La faculté nouvelle reconnue à l'inculpé consistera donc dans le droit de faire transmettre sans délai son appel à son avocat qui aura l'accès immédiat de la prison militaire et pourra lui apporter le réconfort de ses conseils.

Désireuse d'assurer à la justice toutes les garaties possibles, afin de prévenir les erreurs judiciaires, votre commission vous propose d'accepter, dans la proposition de loi due à l'initiative de M. Paul-Meunier, toutes les dispositions compatibles avec les difficultés de l'heure présente, mais elle ne saurait donner son adhésion à celles qui, entre autres inconvénients, suppriment toute distinction entre les conseils de guerre permanents et les conseils de guerre à bord des bâtiments de guerre.

## ANNEXE N° 410

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852, sur les rues de Paris, par une disposition destinée à permettre d'ordonner la discontinuation des travaux entrepris en infraction aux prescriptions du paragraphe 1er de cet article, par M. Magny sénateur (1).

Messieurs, le conseil municipal de Paris, avec un zèle dont on ne saurait trop le louer, s'est toujours efforcé, d'accord avec l'administration préfectorale, de sauvegarder les aspects esthétiques de la capitale et de conserver à celle-ci ce caractère délicat et harmonieux, ce cachet de bon goût qui ont fait la renommée mondiale de Paris comme ils en font le charme.

La préoccupation de réglementer les constructions dans Paris n'est d'ailleurs pas nouvelle et, depuis les lettres patentes et édits par lesquels le roi Henri II, en 1553 et 1555, affirmait sa volonté « d'augmenter et décorer » les villes et, en particulier, la capitale, jusqu'au décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris, au décret du 13 août 1902 sur les hauteurs et saillies des bâtiments et à la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, ainsi qu'au règlement sanitaire du 22 juin 1904 rendu en exécution de cette loi, nombreux sont les actes législatifs ou réglementaires en la matière.

Toutefois, les prescriptions contenues dans ces textes avaient surtout pour but : 1° de protéger la voie publique contre tout empiètement en interdisant de construire au delà de l'alignement, et en soumettant les parties d'édifice en saillie ou en encorbellement à une autorisation préalable, et 2° d'assurer la sécurité de la circulation en exigeant des riverains des constructions solides (édit du roi de décembre 1607, déclaration du roi du 16 juin 1693, arrêt du conseil du 27 février 1765).

La déclaration du roi du 10 avril 1783, allant plus loin, fixa la hauteur des maisons proportionnellement à la largeur de la voie et décida que toute construction ou reconstruction de mur de face sur rue devait être l'objet du dépôt préalable du plan ; en outre, le taux des amendes pour infraction à ces diverses prescriptions était porté à 3,000 livres pour les propriétaires et à 1,000 livres pour les entrepreneurs.

C'étaient là des pénalités qui armaient l'administration ; malheureusement elles furent jugées trop sévères, et une loi des 23-30 mars 1842 autorisa la réduction au vingtième des amendes édictées sous l'ancien régime et fixa un maximum de 300 fr. et un minimum de 16 fr. pour celles dont le taux était laissé à l'appréciation du juge.

Le décret-loi du 26 mars 1852 assujettit au contrôle administratif et préalable non plus seulement les murs de face sur rues, comme l'exigeait la législation antérieure, mais l'ensemble même des constructions qui doivent être conformes aux prescriptions « faites dans l'intérêt de la sûreté publique et de la salubrité ».

Enfin, sous l'administration de notre éminent collègue M. de Selves, alors préfet de la Seine, à qui l'on doit la création de la commission du vieux Paris, le décret du 13 août 1902, rendu en exécution de la loi du 15 juin de la même année sur la salubrité publique, fixe les hauteurs et saillies des bâtiments.

Le principe adopté est celui déjà posé dans la déclaration du roi du 10 avril 1783 de la proportionnalité de la hauteur de l'immeuble à la largeur de la voie en bordure de laquelle il est construit. Le décret réglemente aussi les saillies autorisées.

Par ses précisions, ce décret constituait un progrès réel, sans doute, mais ainsi que le fait remarquer M. Paul Escudier, ancien président du conseil municipal de Paris, dans son si intéressant rapport à la Chambre des députés, c'est seulement la loi de finances du 13 juillet 1911 qui mentionne expressément le souci de l'esthétique en complétant comme suit l'article 4 du décret du 26 mars 1852 : « Il (le constructeur) devra se soumettre aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt de la santé publique et de la salubrité, ainsi que de la conservation des perspectives monumentales et des sites, sauf recours au conseil d'Etat par la voie contentieuse ». Il n'est pas douteux, néanmoins, que les diverses prescriptions antérieures auraient dû avoir pour résultat de sauvegarder l'esthétique de la capitale.

Il n'en fut pas, malheureusement, toujours ainsi, et dès 1908, M. de Selves lui-même, dans un mémoire du 29 octobre au conseil municipal de Paris, reconnaissait que si « plus de cinq années de pratique avaient démontré les nombreux avantages offerts au constructeur par le décret du 13 août 1902, tant au point de vue de l'hygiène particulière et urbaine qu'à celui de l'aspect des rues de Paris..., des retouches étaient nécessaires tant pour la clarté du texte que pour la précision des prescriptions, aussi bien que pour réprimer certains abus qui se sont manifestés en diverses circonstances ». Le conseil municipal de Paris approuva ces propositions, mais des difficultés s'élevèrent devant le conseil des bâtiments civils et l'affaire en resta là.

On ne saurait trop le regretter et, dans les dernières années qui ont précédé la guerre, les « hardiesses » de certains architectes mieux préparés, à coup sûr, à orner les ports de la Sprée que ceux de la Seine, ont démontré l'insuffisance de la législation actuelle.

L'opinion publique s'en est émue et, à maintes reprises, des interpellations à la Chambre des députés ont appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'une réforme qui s'impose.

Cette réforme devra être faite d'ensemble et il y aura lieu de réagir contre les tendances des constructeurs qui, préoccupés surtout d'augmenter le rendement des capitaux engagés par eux — préoccupation qui s'explique assurément — en prennent cependant trop à

(1) Voir les nos 208, Sénat, année 1917, et 2289-2516-2872 rectifié, et in-8° n° 651 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

leur aise avec les règlements en vigueur et avec le souci de l'esthétique de la capitale.

Il y aurait lieu notamment de relever dans une notable proportion le taux des amendes destinées à réprimer les infractions commises aux règlements en vigueur, taux si malencontreusement abaissé par la législation de 1842. Puisque c'est dans un but de lucre que certains constructeurs n'hésitent pas à déshonorer trop souvent les aspects de Paris, il faut, au contraire, les intéresser à leur conservation.

Mais en attendant une législation complète qui s'impose, le Gouvernement nous propose d'aller au plus pressé en assurant, au moins sur un point, le respect des prescriptions existantes.

Ainsi que le fait remarquer l'exposé des motifs du projet de loi qui nous est soumis, « les constructeurs qui enfreignent ces prescriptions encourent une double condamnation : une amende dont le chiffre peut varier de 16 à 300 fr., sans préjudice, le cas échéant, des sanctions prévues par l'article 471 du code pénal (de 1 à 5 fr. d'amende) et par l'article 27 de la loi du 15 février 1902 (16 à 500 fr.), et l'obligation de démolir « la besogne mal plantée ».

« La démolition est une sanction qui, dans les cas où précisément elle doit se présenter comme une mesure nécessaire, est susceptible de rester purement théorique. C'est ainsi que lorsqu'il s'agit d'un ouvrage de minime conséquence et ne constituant qu'une faible et précaire atteinte aux intérêts de la voirie ou de l'esthétique, comme l'établissement d'une clôture ou d'une barrière légères, d'une faible saillie, d'un panneau décoratif ou de publicité, etc., le contrevenant l'exécute d'autant plus facilement que la suppression de cet ouvrage peut s'effectuer avec un moindre préjudice pour la construction principale ; mais quand elle a pour objet des travaux plus importants tels que surélévation de bâtiments, ornementations architecturales, saillies considérables, la démolition est une mesure plus grave dont l'administration peut hésiter à poursuivre l'exécution immédiate alors que la décision qui l'a ordonnée n'est pas définitive et peut faire l'objet de la part de la jusidiction appelée à statuer en dernier ressort de modifications susceptibles d'entraîner le rétablissement de parties de constructions dont elle aurait reconnu, contrairement à l'opinion de l'administration, le maintien possible, et d'engager dans une mesure dont on ne peut prévoir les limites, la responsabilité pécuniaire de la Ville.

D'autre part, les ressources dilatoires de la procédure contentieuse fournissent aux constructeurs les moyens de tenir indéfiniment en échec les injonctions administratives, en ce sens que, pendant tout le temps de cette procédure, ils peuvent poursuivre impunément leurs travaux; les agents de l'administration n'ont pas le droit, en effet, de pénétrer dans les chantiers particuliers et, par suite, ils ne peuvent constater et relever utilement une infraction que lorsque les échafaudages, couvertures, entourages sont enlevés et le gros œuvre de la construction terminé ; en eussent-ils le droit d'ailleurs que leur intervention ne serait pas efficace lorsqu'elle s'appliquerait à un constructeur déterminé à braver les contravention, et qui y sera d'autant plus poussé, en cas de surélévation notamment, quand cette surélévation aura pour but d'augmenter l'étendue des locaux productifs de son immeuble.

Le constructeur utilisera d'abord tous les délais de procédure devant le conseil de préfecture, puis il se pourvoira devant le conseil d'Etat, les expertises, vérifications, contre-vérifications se succéderont, et les années passeront au milieu de ces atermoiements tandis que les constructions continueront à défigurer un ensemble architectural ou des perspectives dont la préservation était précisément l'objet des préoccupations du législateur. »

Et l'exposé des motifs cite l'exemple des difficultés qui se sont élevées, et qui durent encore au sujet de l'hôtel Astoria. Cet exemple est en effet caractéristique :

Tout le monde connaît l'hôtel Astoria, qui édifié dans la rue de Presbourg, en arrière des maison qui bordent la place de l'étoile, élève au-dessus de ces maisons un dôme massif et prétentieux qui semble défier l'arc de triomphe.

On s'est demandé souvent comment, autour de la place de l'Etoile, en arrière des constructions du premier plan qui toutes sont uniformes et harmonieuses, pouvaient exister des constructions beaucoup plus hautes qui rompent précisément l'harmonie que l'on avait primitivement conçue.

La vérité est que lorsque l'on créa la place de l'Etoile, on ne se préoccupa que des maisons qui devaient être construites en bordure de cette place. On leur imposa un plan et une hauteur uniformes, les grevant ainsi d'une véritable servitude. Mais on ne songea pas que derrière cette rangée de maisons, une rue se créerait, le long de laquelle d'autres immeubles seraient construits dont la hauteur, à défaut de prescriptions spéciales, n'est soumise qu'à la règle de la proportionalité à la largeur de la voie, posée par le décret du 13 août 1902.

Mais la société propriétaire de l'hôtel Astoria, société à la tête de laquelle se trouvait un Allemand, ne se conforma même pas aux prescriptions du décret de 1902 et le dôme couronnant l'hôtel dépassa la hauteur autorisée. Et nous assistons à ce spectacle inouï que depuis 1906, date à laquelle l'hôtel a été édifié, c'est-à-dire depuis onze ans, son dôme et sa flèche restent intacts !

Est-ce à dire que l'administration de la préfecture de la Seine est resté inactive ? Non, mais elle est restée impuissante, ainsi que l'explique l'exposé des motifs du projet de loi : « La démolition des parties extra réglementaires de cet immeuble a été ordonnée par un arrêté du conseil de préfecture de la Seine, du 27 novembre 1909, rendu sur un procès-verbal de contravention dressé le 27 février précédent, pour dépassement de hauteur et saillie sur l'alignement, alors que le gros œuvre était en voie d'achèvement. Cependant, grâce à de multiples incidents de procédure soulevés, tant devant le conseil de préfecture que devant le conseil d'Etat, saisi depuis le 4 janvier 1911, d'un recours contre le jugement de condamnation, la condamnation n'est pas encore exécutée, et l'hôtel Astoria, dont la construction a été poursuivie nonobstant le proces-verbal de contravention, est depuis longtemps terminé, écrasant de sa masse les maisons avoisinantes et rompant l'ordonnance établie autour du monument de la place de l'Etoile afin, dit l'exposé des motifs, « que se répande au loin le rayonnement du triomphe qu'il a été chargé de symboliser ».

Pour remédier à cette situation, pour armer l'autorité administrative, en vue de mettre un terme aux résistances qu'elle pourrait rencontrer dans l'avenir de la part des constructeurs et contraindre ceux-ci à respecter effectivement les prescriptions réglementaires, le Gouvernement a proposé de compléter l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852.

Cet article est ainsi conçu : « Il (le constructeur) devra pareillement adresser à l'administration un plan et des coupes cotées des constructions qu'il projette et se soumettre aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt de la sûreté publique et de la salubrité. Vingt jours après le dépôt de ces plans et coupes au secrétariat de la préfecture de la Seine, le constructeur pourra commencer ses travaux d'après son plan s'il ne lui a été notifié aucune injonction. Une coupe géologique de fouilles pour fondations de bâtiment sera dressée par tout architecte constructeur et remise à la préfecture de la Seine. »

On y ajouterait la disposition suivante :

« En cas d'infraction aux dispositions du paragraphe 1er du présent article, le préfet, en déférant au conseil de préfecture le procès-verbal de la contravention, pourra demander au président du conseil de préfecture de prescrire d'urgence la discontinuation des travaux. Le président du conseil de préfecture, après avoir entendu le contrevenant ou l'avoir dûment convoqué à comparaître dans les quarante-huit heures, ainsi que le représentant de l'administration, et, s'il y a lieu, tel expert qu'il aura désigné, pourra ordonner la cessation immédiate des travaux. La décision sera exécutoire sur minute et nonobstant appel, et vaudra jusqu'à intervention de la décision définitive statuant sur la contravention. »

C'est simplement l'institution d'un référé administratif qui nous est proposé, par analogie avec le référé civil institué par les articles 806 et suivants du code de procédure civile; le principe même ne saurait soulever d'objections.

La procédure administrative nouvelle pourrait être ainsi réglée :

Le préfet de la Seine en déférant le procès-verbal de contravention de grande voirie au conseil de préfecture, en adresserait un exemplaire au président dudit conseil, en lui demandant de convoquer devant lui le contrevenant au plus prochain jour. Au jour fixé, le président du conseil de préfecture entendrait l'agent verbalisateur, puis le contrevenant dans ses explications, et pourrait en toute connaissance de cause, prendre un arrêté prescrivant, s'il y a lieu, la discontinuation immédiate des travaux. Les contestations qui pourraient s'élever devant le président du conseil de préfecture sur l'objet de la contravention pourraient, au besoin, être confiées à l'examen d'un expert désigné par le président du conseil de préfecture et qui devrait remettre son rapport sommaire dans un délai très court.

L'arrêté du président du conseil de préfecture ordonnant l'interruption immédiate des travaux serait exécutoire, sur minute, par les soins du préjet de police, saisi à cet effet par le préfet de la Seine, et valable jusqu'au jugedéfinitif de la contravention. Cette dernière précaution est indispensable pour éviter que tout soit rémis en cause après l'arrêt du conseil de préfecture ne statuant qu'en premier ressort sur la contravention. Si le contrevenant décide de se pourvoir devant le conseil d'Etat, il faut qu'il soit entendu que, pendant les nouveaux délais de ce pourvoi, l'arrêté de suspension des travaux pris par le président du conseil de préfecture restera en vigueur. La condamnation du contrevenant à l'amende, et, le cas échéant, à la démolition des ouvrages indûment exécutés, interviendra ultérieurement suivant les formes ordinaires en matière de répression de contravention. Enfin, il va de soi que la cessation des travaux ayant été provisoirement ordonnée, les autorisations délivrées par la préfecture de police pour la pose des barrières, le dépôt de matériaux et l'occupation du sol de la voie publique seraient provisoirement suspendues jusqu'au jour où le conseil de préfecture aurait rendu son arrêté dans la poursuite intentée devant lui.

Cette procédure aurait l'avantage de permettre au contrevenant de présenter ses moyens de défense. Elle donnerait au juge de la contravention la faculté d'apprécier si l'intérêt public exige que cette contravention ne puisse se poursuivre et s'aggraver. Elle ménagerait au mieux les intérêts respectifs du constructeur de bonne foi et de l'administration.

Au cas, d'ailleurs, où il serait établi, par la suite, que le procès-verbal de contravention n'était pas fondé — hypothèse qui sera, sinon irréalisable, du moins singulièrement rare — le constructeur renvoyé des fins de la poursuite aurait contre l'administration son recours de droit commun en indemnité pour dommages causés par l'interruption abusive de ses travaux. L'intérêt des particuliers serait donc garanti en tous cas.

La commission de la Chambre des députés, sur la remarque faite par l'un de ses membres que les pouvoirs nouveaux demandés par le Gouvernement pour les présidents des conseils de préfecture étaient en fait une innovation à la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, a décidé d'attribuer cette compétence au conseil de préfecture tout entier en lui imposant l'obligation de statuer dans le plus bref délai.

D'autre part, elle a pensé que la protection des perspectives monumentales et des sites n'intéressait pas uniquement la ville de Paris. On a fait remarquer que les dispositions tutélaires du décret-loi du 26 mars 1852 avaient été réclamées par de nombreuses villes et, dans ces conditions, il a paru nécessaire d'étendre à la petite voirie et aux autorités administratives et judiciaires compétentes en la matière les facultés accordées par le projet de loi aux juridictions de la grande voirie.

Pour obtenir ce résultat, la commission de la Chambre a proposé au dispositif du projet de loi quelques modifications qui ont été acceptées par le Gouvernement.

C'est ce projet ainsi modifié que nous avons l'honneur de proposer au Sénat de vouloir bien accepter tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre des députés et transmis au Sénat par le Gouvernement.

## PROJET DE LOI

*Article unique.* — L'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris, est complété par les dispositions suivantes :

« En cas d'infraction aux dispositions du paragraphe 1er du présent article, le préfet, en déférant au tribunal compétent le procès-verbal de contravention, demandera au conseil de préfecture, en matière de grande voirie, et au tribunal de simple police, en matière de petite

voirie, de statuer d'urgence sur la discontinuation des travaux.

« Le conseil de préfecture ou le tribunal de simple police, après avoir entendu le contrevenant ou l'avoir dûment convoqué à comparaître dans les quarante-huit heures, ainsi que le représentant de l'administration et, s'il y a lieu, tel expert qu'il aura désigné, pourra ordonner la cessation immédiate des travaux jusqu'à la solution définitive prononçant sur la contravention. La décision sera exécutoire sur minute et nonobstant opposition ou appel. »

## ANNEXE N° 411

(Session ord. — Séance du 6 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1917 et du 1er janvier 1918, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer, par M. Emile Dupont, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 23 novembre la Chambre des députés a adopté une proposition de loi déposée par MM. Amiard, Deshayes et Camille Picard dont le but est : 1° d'autoriser, à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'an, l'envoi gratuit d'un paquet postal d'un kilogramme aux militaires et marins présents dans la zone des armées en France ou hors de France et en service à la mer;

2° D'accorder la même gratuité exceptionnelle, après entente avec les Gouvernements des pays alliés, pour l'envoi de paquets postaux adressés aux militaires et marins de ces pays en service dans la zone des armées, en France, en Belgique, en Italie ou à l'armée d'Orient.

Le Sénat se souvient que, sur l'initiative des auteurs de la proposition qui vous est soumise aujourd'hui, le Parlement a adopté à la fin de 1915 et de 1916 des dispositions semblables à celles que nous venons d'indiquer.

Les deux lois du 23 décembre 1915 et du 7 décembre 1916 ont été accueillies avec la plus grande faveur par nos soldats et par le public.

Plus d'un million et demi de paquets ont bénéficié de la franchise à la fin de chacune des deux années précédentes.

Grâce aux mesures prises par les services postaux civil et militaire cet afflux de trafic se superposant aux nombreux envois payants a pu être écoulé d'une manière satisfaisante.

Nul doute qu'il n'en soit de même cette année. Les délais de dépôt qui, en 1916, s'étendaient du 15 au 26 décembre seront d'ailleurs un peu plus étendus cette année. Les expéditions pourront être faites à partir du 10 décembre. Cette mesure diminuera notablement l'encombrement des services et régularisera l'acheminement.

Nous sommes persuadés que le Sénat saisira avec empressement cette nouvelle occasion de témoigner sa fidèle sollicitude aux combattants et à leurs familles en adoptant d'urgence la proposition de loi dont le texte suit :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Pendant la période du 10 au 26 décembre 1917 inclus, le public sera admis à envoyer gratuitement, par la poste, un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger ou en service à la mer.

La même gratuité exceptionnelle pourra être accordée, après entente avec les gouvernements des pays alliés, pour l'envoi des paquets postaux adressés aux militaires et marins de ces pays, présents dans la zone des armées en France, en Belgique, en Italie ou à l'armée d'Orient.

Art. 2. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi.

(1) Voir les nos 396, Sénat, année 1917, et 3937-3955 et in-8° n° 829.— 11e législ.— de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 412

(Session ord. — Séance du 7 décembre 1917.

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1918 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914 et 1915, présenté, au nom de M. Poincaré, Président de la République française, par M. J. Pams, ministre de l'intérieur, et par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 413

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le *projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de l'Arc-Supérieur* (Savoie), en exécution de la loi du 16 août 1913, qui a modifié et complété celle du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Murat, sénateur. (2)

## ANNEXE N° 414

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Agly inférieure, département des Pyrénées-Orientales, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Murat, sénateur (3).

## ANNEXE N° 415

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Allier, département de la Haute-Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Murat, sénateur (4).

## ANNEXE N° 416

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Loup, département des Alpes-Maritimes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Murat, sénateur (5).

(1) Voir les numéros 3522-3893 et in-8° n° 825. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

(2) Voir les nos 237, Sénat, année 1917, et 2913-3110 et in-8° n° 733. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir le n° 140, Sénat année 1917, et 2403-2485, et in-8° n° 663 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 139, Sénat, année 1917, et 2401-2484 et in-8° n° 662. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 141, Sénat, année 1917 — et 2404-2482, et in-8° n° 660 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 417

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Escoutay, département de l'Ardèche, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Murat, sénateur (1).

## ANNEXE N° 418

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI tendant à compléter les lois du 6 octobre 1916 et du 7 août 1917 sur la *culture des terres abandonnées par l'organisation de la mobilisation civile volontaire et rétribuée*, présentée par M. Darbot, sénateur. — (Renvoyée à la commission, nommée le 30 décembre 1916, chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre.)

Messieurs, nous sommes en temps de guerre et, par suite, vivons sous le régime de guerre, fait de lois rigoureuses qui soumettent les hommes et les choses à la décision souveraine de l'autorité supérieure.

C'est par application de ces lois que les hommes de vingt à quarante-huit ans sont enlevés de leurs foyers, soustraits au travail par lequel ils vivent et font vivre les leurs, pour aller aux armées, à l'effet de chasser les envahisseurs de notre sol, qu'ils souillent de leur présence et de leurs crimes.

C'est encore par application de ces lois, que sont réquisitionnées les usines, qu'en sont établies de nouvelles pour augmenter de plus en plus la production du matériel de guerre, sous la pression de ce cri d'angoisse: toujours plus de canons, toujours plus de munitions.

C'est encore par application de ces lois, que sont mobilisés les travailleurs civils, les ouvriers de l'arrière pour produire le matériel de guerre réclamé par les exigences de la défense nationale, et en vue du salut de la patrie.

Pendant les premiers temps de la guerre, les hommes qui observent — pessimistes ou optimistes — se sont fait l'idée que la guerre serait de courte durée.

Il apparaissait à tous que le choc de deux puissantes armées, composées de plusieurs millions de soldats vaillants et disciplinés, avec le perfectionnement des armes, par une science qui ne se trompe pas, se produirait avec tant de violence et ferait tant de victimes que les batailles seraient décisives à bref délai, et que les vaincus seraient obligés d'accepter la paix des vainqueurs.

*Ces prévisions ont été profondément modifiées après la bataille, et notre grande victoire de la Marne.*

Les ennemis battus ont dû se replier, battre en retraite, s'arrêter à l'endroit organisé par eux, pour s'y terrer et se préparer à de nouvelles attaques, à l'abri des balles et des bombes de notre armée et de celles de nos alliés.

Dès ce moment, il a fallu, de toutes parts, se rendre à l'évidence que, pour vaincre désormais, il était encore plus immédiatement nécessaire de posséder les subsistances, ce qu'on peut appeler les munitions de bouche, que les munitions de guerre.

De là, l'impression générale que la guerre durerait longtemps, qu'elle serait une guerre de temps et d'usure. Et alors, la réflexion aidant nous nous sommes bientôt rendu compte que si, pour vaincre, il fallait toujours plus de canons et de munitions, il nous fallait aussi des denrées alimentaires en quantité suffisante pour répondre aux besoins de la consommation que nous en faisons.

C'est qu'avant tout il faut vivre, et que l'aliment essentiel des Français, des civils comme des militaires, est le pain fabriqué avec la farine de froment.

Et ici se pose impérieusement cette première

(1) Voir les nos 137, Sénat, année 1917, — et 2402-2483, et in-8° n° 661. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

question : où en sommes-nous de la production des denrées alimentaires au regard de la consommation que notre pays en fait ? A ce sujet, les statistiques officielles nous fournissent des renseignements graves qui ne peuvent laisser aucun doute dans les esprits.

Dès avant la guerre, et en remontant loin dans le passé, notre agriculture ne produisait pas suffisammeut de blé pour répondre aux exigences de notre consommation habituelle de pain. Nous avons dû importer chaque année, bon an, mal an, de 10 à 15 millions de quintaux de blé,

Depuis l'année qui a précédé les hostilités, jusqu'à aujourd'hui, nous avons fait chaque année les récoltes suivantes

| | | |
|---|---|---|
| En 1913..... | 87.830.000 | quintaux de blé. |
| En 1914..... | 76.930.000 | — |
| En 1915..... | 60.630.000 | — |
| En 1916..... | 58.540.000 | — |
| En 1917..... | 39.900.000 | — |

Nous voilà aujourd'hui avec une telle insuffisante quantité de blé de la dernière récolte, que pour arriver à la moisson de 1918. il nous faudra importer, tenant compte des succédanés et des restrictions voulues et obligatoires, au moins 30 millions de quintaux de cette céréale.

Il est avéré qu'il a été laissé sans culture, depuis la guerre, environ un million d'hectares par an, soit aujourd'hui 4 millions d'hectares.

Et ici se pose cette deuxième question : qu'à fait l'autorité supérieure, qu'ont fait les pouvoirs publics pour prévenir l'abandon des terres, mettre en valeur celles abandonnées, et, par suite, relever notre production annuelle de céréales au chiffre qu'elle atteiguait avant la guerre ?

Au commencement de l'année 1916, le ministre de l'agriculture, l'honorable M. Méline, a déposé un projet de loi tendant à la culture des terres abandonnées, et à l'organisation du travail agricole pendant la guerre. Ce projet est devenu la loi du 6 octobre 1916.

En vertu de cette loi, le maire de chaque commune a le droit de réquisitionner les terrains non cultivés quand leurs propriétaires n'auront pas répondu à l'invitation qu'il leur aura faite de les mettre en culture.

Il pourra les faire exploiter au nom de la commune, par le comité d'action agricole, et se procurer des fonds en empruntant à la caisse du crédit agricole régional au taux de 1 fr. pour 100.

Cette loi, conçue dans un excellent esprit, ne pouvait, dans la pratique, donner les résultats qu'on en attendait.

Comment un maire pourrait-il réquisitionner les terres de son voisin, de son collègue du conseil municipal, l'un et l'autre n'acceptant pas la réquisition ? Et puis le budget de la commune est, lui, modeste : comment pourrait-il solder les indemnités de réquisition ? D'autre part, si le maire veut avoir recours à un emprunt, où tronvera-t-il la caution sans laquelle il ne lui sera pas délivré de fonds?

D'ailleurs, la loi n'était promulguée que depuis peu, qué son auteur, l'honorable M. Méline, quittait le ministère laissant le portefeuille de l'agriculture à son collègue M. Clémentel, déjà ministre du commerce, de l'industrie, des postes, des télégraphes et du travail.

En prenant possession du ministère de la rue de Varenne, M. Clémentel a débuté par un coup d'éclat. Il a fait table rase du passé, en laissant de côté la loi du 6 octobre 1916, et faisant cette déclaration sensationnelle, aux applaudissements de la Chambre, qu'il allait, de ce fait, devenir le plus grand cultivateur de France, qu'il avait le sentiment de la responsabilité qui lui incombait et qu'il la prenait.

En conséquence de cette déclaration, il déposait sur le bureae de la Chambre un projet de loi dont l'économie et l'importance sont mises en relief dans l'article 1er ainsi conçu : « Il pourra être procédé, pendant la durée de la guerre, et la campagne agricole qui suivra la cessation des hostilités. par l'administration de l'agriculture, au moyen d'équipes pourvues d'appareils appropriés, et sous les conditions fixées par arrêté ministériel, à la culture des terres inexploitées. »

Ce projet de loi, voté par la Chambre, a substitué à l'action des communes déterminée par la loi du 6 octobre 1916, l'action de l'Etat qui, a-t-il dit, doit effectuer directement le travail auquel ne peuvent plus suffire les meilleures bonnes volontés des exploitants.

Porté au Sénat et discuté à sa séance du 31 décembre 1916, il y fut médiocremedt accueilli.

Le Sénat n'en retint qu'un seul article, celui en vertu duquel est ouvert un crédit de 30 millions pour acheter des tracteurs mécaniques devant suppléer à l'insuffisance de la main-d'œuvre appelée à mettre en état les terres pour les ensemencer.

Réduite à cet arttcle, la loi sortie de ce projet pouvait être appliquée et produire un effet utile, suivant les vues de son auteur.

Mais elle devait revenir devant la Chambre pour que fussent sanctionnées tes modifications y apportées par le Sénat.

M. Clémentel ne s'en tint pas à ces modifications. Faisant machine en arrière, il revint, pour partie, à la loi du 6 octobre 1916, et, à cet effet, déposa sur le bureau de la Chambre un nouveau projet de loi ainsi conçu :

« *Art. 1er.* — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 30 décembre 1916, des crédits s'élevant à la somme de 30 millions applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 87 *bis.* — Services des travaux de culture (personnel), 160.000 fr.

« Chap. 87 *ter*, — Service des travaux de culture (matériel administratif), 40,000 fr.

« Chap. 87 *quater.* — Acquisitions de machines et matériel et avances pour frais de culture, 29,800,000 fr. »

« *Art. 2.* — Les crédits prévus à l'article précédent pourront être emp oyés également pour subventionner les départements, syndicats de communes, communes ou associations agricoles ; jusqu'à concurrence de la moitié de la somme qui leur était nécessaire pour acheter ou créer des batteries de tracteurs mécaniques ou électriques pour la culture des terres. »

Ce nouveau texte a été voté par la Chambre dans sa séance du 31 décembre 1917, par le Sénat dans sa séance du 16 février 1917 et est devenue la loi du 7 avril 1917.

En vertu de cette loi, ce n'est plus, comme le voulait le premier projet, l'administration de l'agriculture qui pourra cultiver les terres inexploitées, mais les communes, les départements, les syndicats qui recevront de l'Etat des allocations pour acheter des tracteurs mécaniques, égales à moitié de leur valeur.

Je ne sais si cette loi a été appliquée dans beaucoup de départements, mais ce qui me paraît certain, c'est qu'elle ne pouvait l'être dans des conditions à satisfaire les intérêts des petits cultivateurs qui sont le nombre.

D'ailleurs, dès qu'elle a été votée, M. Clémentel s'est désintéressé de l'œuvre qu'il venait d'accomplir, en abandonnant purement et simplement le portefeuille du ministère de l'agriculture.

C'est à l'honorable M. Fernand David, plusieurs fois déjà ministre de l'agriculture, qu'il a été une nouvelle fois confié. Il était indiqué, non seulement parce qu'il avait témoigné d'une certaine compétence au regard des intérêts de l'agriculture, mais encore parce que, par une interpellation quelque peu véhémente, après s'être plaint de l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole, il avait obtenu du ministère de la guerre l'envoi en sursis des mobilisés agriculteurs des classses 1888 et 1889.

Et voilà que M. Fernand David, au moment même où je trace ces lignes, est mis de côté et remplacé par l'honorable M. Boret qui est un praticien ayant du savoir professionnel, et est naturellement plein de bonne volonté.

J'ai pleine confiance qu'il voudra prendre en considération mon effort du moment, et mettre en œuvre sa légitime influence au profit de la méthode de travail qu'il détermine dans l'intérêt de la défense nationale.

Mais M. Fernand David a été de longs mois au ministère de l'Agriculture, pendant lesquels il a pratiqué une politique économique qu'il me faut examiner de près, pour en tirer les enseignements qu'elle renferme, et dont j'ai besoin pour arriver, dans les conditions de mon travail, aux conclusions que j'ai en vue et que j'entends préciser.

En revenant au pouvoir, M. Fernand David avait trois cordes à son arc : les lois du 6 octobre 1916 et du 7 avril 1917 de ses prédécesseurs ; les tracteurs mécaniques de M. Clémentel : la main-d'œuvre augmentée par le renvoi dans leurs foyers avec des sursis, des territoriaux des classes 1888 et 1889, enfin en ces derniers temps les mobilisés à la terre, des auxiliaires territoriaux des classes 1890, 1891 et récemment des territoriaux de la classe 1896.

En vertu des lois du 6 octobre 1916 et du 7 avril 1917, les terres abandonnées peuvent être exploitées par les communes et les départements, grâce à une protection d'Etat sous forme de subventions à leur profit, pour l'acquisition de tracteurs mécaniques ; et comme ces tracteurs ne peuvent être utilisés que sur les grandes exploitations, il n'y a que les grands cultivateurs, propriétaires ou fermiers qui peuvent bénéficier de ces subventions, manifestement sans le souci des intérêts des moyens et petits cultivateurs, c'est-à-dire de la masse de nos paysans.

La protection est inévitablement la faveur, l'inégalité sociale allant comme fatalement aux uns au détriment des autres, et par suite ne peut être acceptée, sinon de confiance, du moins avec résignation, qu'autant qu'elle va à ceux qui en ont besoin, et est supportée par les autres.

Il est vrai qu'on pourrait me répliquer qu'après tout la fin justifie les moyens, et je m'inclinerais ; mais encore faudrait-il qu'il n'y eût pas d'autres moyens d'aboutir.

Il est de fait que c'est la grande culture qui exploite en France la plus grande quantité de terrains, et qui obtient à l'unité de surface les rendements les plus élevés.

D'où il résulte, qu'en portant l'action améliératrice sur les terrains de grande culture, on a plus de chance qu'en la portant sur d'autres, d'arriver à des récoltes maxima, et partant d'amener la production nationale à son chiffre d'avant la guerre.

Et pour cela, il n'est besoin que de mettre en éveil le savoir professionnel des grands cultivateurs, propriétaires ou fermiers, qui font des affaires d'or depuis longtemps et malgré la rareté de la main-d'œuvre.

J'arrive aux tracteurs mécaniques. L'honorable M. Fernand David a hérité de ceux que son prédécesseur a laissés au ministère en le quittant. Je doute surtout qu'il ait hérité de sa foi dans les services qu'ils peuvent rendre, dès aujourd'hui, à notre agriculture nationale.

C'est que l'honorable M. Fernand David a été vraiment déconcertant en répondant à une interpellation qui lui a été faite, il y a quelques mois, à la Chambre des députés, sur les moyens d'intensifier notre production agricole, animale et végétale.

Dans son discours bien ordonné, quand il en a été aux tracteurs mécaniques, il s'est borné à déclarer que ces tracteurs n'étaient pas au point. C'est une exécution sommaire qui aurait gagné à être expliquée, tout en étant déjà très instructive par elle-même.

Les tracteurs sont bien certainement des instruments d'avenir, mais d'un avenir proche pour les uns, et bien incertain pour les autres.

Ceux-là volumineux, qui nécessitent une force pour faire labourer les socs attachés à leur arrière est relativement faible, ne seront pas utilisables de longtemps ; mais, par contre, ceux qui n'ont point de machines à remorquer, mais simplement quelques socs à faire mouvoir pour remuer le sol, avec l'énergie électrique comme force motrice, ont leur place dans nos villages où ils cultiveront la terre des petits comme des grands cultivateurs, les petits cultivateurs réunissant leurs parcelles par l'action syndicaliste, et où l'énergie électrique sera appliquée aux instruments d'intérieur de toutes sortes, sans oublier son emploi comme moyen d'éclairage.

Voilà, messieurs, un beau cadeau à faire à nos paysans pour le moment de leur rentrée au foyer domestique, après tant de souffrances endurées et de périls courus, de sacrifices consentis avec la certitude que les dépenees réalisées à cet effet seront productives d'importants revenus,

Il y a si longtemps que nous dépensons des milliards improductifs au point de vue matériel, qu'il serait peut-être temps de dépenser quelques centaines de millions pour développer nos productions et, par conséquent, augmenter la richesse publique.

On a dit, et c'est vrai, que la vapeur avait déterminé l'exode des habitants des campagnes vers les villes, en raison de ce fait que sa puissance comme force motrice, appliquée jusqu'ici à la production des objets manufacturés, donne des résultats d'autant plus satisfaisants. c'est-à-dire des bénéfices, par l'abaissement des frais de l'unité de production, qu'elle est plus intense et plus concentrée. Et personne n'ignore que quantité des bons ouvriers de nos usines sont des fils de nos paysans.

On dit aujourd'hui que c'est l'électricité, la

n'ose dire qui ramènera, mais qui maintiendra la main-d'œuvre dans nos villages, en raison de ce que facilement utilisable et à bon compte, loin de ses centres de production, sa force motrice pourra être appliquée dans de petits ateliers édifiés dans les milieux agricoles, ateliers aux mains de nos paysans qui seront, comme dans mon département autrefois, des ouvriers de l'agriculture et des ouvriers de l'industrie.

Il y a cinquante ans et plus, dans ma région, le Bassigny, la coutellerie, qui y tient encore une place importante, avait des fabricants disséminés dans tous nos villages. C'étaient des ouvriers agricoles qui, possédant chacun, soit une petite forge, soit un étau, travaillaient à domicile du métier de coutelier de la Toussaint à Pâques, pour s'adonner à la culture, de Pâques à la Toussaint.

Ces ouvriers agricoles ayant ainsi deux cordes à leur arc, vivaient modestement, mais avec toute quiétude d'esprit, ayant, en raison de cela, confiance dans le lendemain.

Que d'industries, dont les Allemands ont la suprématie, pourraient s'implanter dans nos campagnes par l'emploi de l'énergie électrique, pour la satisfaction de tous les intérêts, et s'y développer dans la paix sociale, le plus précieux des biens !

Me voilà arrivé à la troisième corde que M. Fernand David avait à son arc pour intensifier la production agricole, et tout particulièrement pour obtenir que la récolte de blé revienne au chiffre qu'elle atteignait avant la guerre. Je veux parler de la main-d'œuvre, pour l'augmentation de laquelle il n'a pas été fait appel en vain au patriotisme de M. le ministre de la guerre.

Depuis longtemps, c'est à qui dira que la main-d'œuvre agricole est insuffisante pour fournir la somme nécessaire à la mise en culture de la terre, dans des conditions à recevoir avantageusement les semences qu'on lui confie.

C'est entendu; mais que faudrait-il donc qu'elle fût pour que dans chaque village elle produisit tout le travail que les circonstances réclament en vue d'obtenir des récoltes satisfaisantes ?

M. Fernand David, répondant à une interpellation à la Chambre des députés, donnait ce renseignement qu'avant la guerre, il existait en France huit millions de travailleurs agricoles, et que la mobilisation militaire en avait enlevé trois millions.

Faut-il induire de ce renseignement qu'il faudrait trois millions de cultivateurs de plus qu'il n'en existe aujourd'hui, pour obtenir de nos terres un rendement égal à celui de 1913, l'année qui a précédé la guerrre ? Evidemment non.

C'est ce qui manque à l'agriculture, c'est bien moins de la main-d'œuvre, c'est-à-dire des ouvriers, que des chefs de culture, c'est-à-dire des cultivateurs, fils de nos paysans qui consentent à s'adonner à l'agriculture en exploitant des terres à leurs risques et périls.

Reportez vos souvenirs aussi loin que vous le voudrez dans le passé, et vous verrez que jamais, telle ferme, tel domaine n'ont été abandonnés faute de main-d'œuvre à leur appliquer, mais toujours par l'impossibilité de rencontrer, pour remplacer les cultivateurs qui les ont quittés, volontairement ou par nécessité, des chefs de service consentant à leur succéder pour faire le même travail et dans les mêmes conditions.

C'est que la situation de l'industriel ne ressemble point à celle de l'agriculteur dans la pratique de leur profession.

L'industriel obtient des objets fabriqués par la puissance d'une machine qui, enfermée dans une usine, fonctionne régulièrement et ne subit que l'usure du temps et du travail. Il sait exactement ce qu'elle peut produire, et ce qu'elle produit s'il le veut, par jour et par heure. Il n'a qu'à se préoccuper d'acheter la matière première et à vendre les objets fabriqués.

Il n'en est point de même de l'agriculteur qui, lui, ne dispose point à son gré des forces de millions de chevaux-vapeur que le créateur met à sa disposition sans compter, pour produire ses récoltes, forces qui travaillent pour lui, sans lui, et trop souvent contre ses intérêts.

N'est-il pas, en effet, victime de temps à autre des accidents atmosphériques, la gelée, la grêle, les cyclones, les inondations, et surtout la mortalité qui frappe son bétail, tous accidents qu'il ne peut, le plus souvent, ni prévoir ni prévenir.

Et s'il est dans une situation précaire — c'est le cas de beaucoup de nos paysans — il éprouvera des inquiétudes continuelles à la pensée qu'un accident peut le mettre dans la gêne, et ruiner ses espérances de bien-être pour longtemps.

Il y a quelques années, un jeune homme ayant une belle prestance, fils d'un cultivateur que je connaissais, venant de faire son service dans un régiment de dragons, est venu me trouver pour me demander que j'appuie une demande qu'il faisait en vue d'être nommé facteur rural.

Péniblement impressionné par sa démarche, je lui ai dit, avec quelque véhémence que je ne comprenais pas, comment lui, solidement planté, fils de cultivateur, connaissant son métier, et me paraissant réussir dans ses entreprises, pouvait avoir la pensée de lâcher les mancherons de la charrue pour passer sa vie à arpenter les mêmes chemins, sans autre satisfaction que celle d'avoir une maigre retraite à la fin de sa carrière.

Piqué au vif, il m'a répondu : « Monsieur, on n'est pas paresseux dans ma famille, et moi pas plus que les miens ; mais on est vraiment trop malheureux quand, n'ayant pas de fortune, on sent qu'à tout instant on peut faire une perte qui détruira l'espoir de voir de longtemps s'améliorer sa situation. »

Et pour avoir vu de près la gêne dans ma jeunesse et pendant vingt-cinq années d'exercice de ma profession, je n'ai pas eu un mot à répondre. Il avait dit vrai.

Je sais bien qu'il pourra m'être répliqué que les agriculteurs, les éleveurs ont les assurances mutuelles contre la grêle, les cyclones, tout spécialement contre la mortalité du bétail, pour calmer leurs inquiétudes et les mettre à même de supporter sans fléchir les pertes occasionnées par les accidents atmosphériques et la mortalité dont je viens de parler.

Mais je sais non moins bien que, malgré tant de bien qu'on dit depuis longtemps de ces assurances mutuelles, elles n'ont donné que des résultats si insuffisants, qu'on peut et qu'on doit les considérer comme impuissantes à faire le bien qu'on attend d'elles.

Qu'il me suffise pour justifier cette appréciation d'apporter ce renseignement concernant les assurances-bétail, à beaucoup près les plus en vue, et dont l'origine remonte déjà loin dans le passé, qu'elles n'ont jusqu'ici garanti la perte en la couvrant, de plus de un dixième du capital auquel s'élève la valeur du cheptel vivant de la France.

Il y a du côté de ces assurances, et en vue de la rénovation de notre agriculture si éprouvée, des modifications à apporter à leur organisation dont l'étude s'impose sans délai, si nous voulons arriver à un résultat pour le lendemain de la victoire.

Je reviens à la main-d'œuvre, voulant déterminer la quantité à appliquer avec succès à la culture et à l'ensemencement de la sole des blés, telle qu'elle était avant la guerre, soit de 6 millions et demi d'hectares environ.

Je viens de dire ce qu'est la situation de l'agriculteur au regard de celle de l'industriel, et, comme conséquence, la différence qui existe entre une exploitation agricole et une exploitation industrielle.

Il me faut ajouter ce qu'est celle de l'ouvrier de l'usine, comparée à celle de l'ouvrier des champs.

L'ouvrier de l'usine fait sa journée complète, et son travail est le même en quantité et en qualité, qu'il soit appelé à le donner dans une usine du Nord, de l'Est ou de l'Ouest. Il n'en est pas de même de l'ouvrier agricole, voire d'un cultivateur. S'ils ont appris l'un et l'autre à cultiver dans l'Ouest, ils ne seront pas à même, sans un assez long apprentissage, de remplir dans l'Est la même tâche qu'ils y ont accomplie à souhait.

C'est parce qu'il en est ainsi que souvent les militaires envoyés en missions agricoles, n'ont pas donné la somme de travail qu'on attendait d'eux.

A l'usine, la production est proportionnelle au nombre d'ouvriers y employés, tandis qu'aux champs, à côté d'un cultivateur qui ensemencera chaque année huit hectares de terre en blé, il y en aura un autre qui, avec ni plus ni moins de personnel, n'en ensemencera que quatre hectares. Et tous deux auront donné tout leurs temps à leurs exploitations.

A côté d'un cultivateur exploitant une ferme de quarante hectares, existent dans le même village une demi-douzaine de petits cultivateurs, ayant à peu près la même quantité de main-d'œuvre, ne cultivant chacun des terrains que d'une contenance de dix hectares. Et encore il arrivera que le premier aura fini sa semaille avant les autres. Si vous voulez bien tenir compte de ce fait que nos paysans sont individualistes, pratiquant encore la vieille devise du chacun chez soi, du chacun pour soi, vous conclurez qu'il n'est pas possible, en ce qui concerne surtout la semaille des blés, de déterminer le travail que peut produire chaque famille de cultivateurs, et, par suite, de préciser dans quelles proportions la main-d'œuvre manque à la terre.

Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'en envoyant en missions agricoles des centaines de mille de mobilisés, en donnant des permissions, maintes fois répétées, à des centaines de mille de soldats, on n'a pas intensifié la production du blé, et on n'a pas mis en culture quelques centaines de mille hectares des quatre millions abandonnés sans culture depuis bientôt quatre ans.

Les centaines de mille mobilisés mis en sursis, les centaines de mille permissionnaires, les uns et les autres envoyés dans leurs familles, se sont bornés à mettre en état de recevoir la semence les terres labourées à leur arrivée, sans aider les femmes de cultivateur dont les maris sont au front.

Pour me rendre compte de la façon dont les choses se passaient après la mise en sursis des classes 1888 et 1889, je suis allé dans quelques villages où se trouvaient des mobilisés de ces classes. J'ai été bientôt édifié.

Dans un village j'en ai rencontré deux ayant chacun un fils de dix-huit ans, et l'un un frère d'une cinquantaine d'années, et ayant également un fils de dix-sept ans.

Il y avait donc là six hommes ayant chevaux et charrues, pouvant immédiatement faire des labours avec trois attelages.

Or, ils n'avaient pas ensemble 10 hectares à cultiver pour les ensemencer en blé. De plus, il aurait été aisé de leur fournir chevaux et charrues pour faire trois attelages supplémentaires.

Abandonnés à eux-mêmes, ils n'ont ensemencé ensemble que 10 hectares en blé, alors que s'ils avaient eu à obéir à une direction, ils auraient pu en ensemencer au moins 8 chacun soit 48 hectares.

Des faits de cette nature qui se sont multipliés de tous côtés, il résulte que la cause principale de l'abandon des terres sans culture, malgré le gros appoint de la main-d'œuvre militaire, je le répète, est dans l'absence de toute direction, de toute réglementation, chacun obéissant à ses inspirations, et n'arrêtant point son esprit à l'idée du travail d'ensemble à effectuer.

Au ministère de la guerre comme au ministère de l'agriculture, on l'a bien compris ; aussi, quand on a renvoyé les cultivateurs des classes 1890-1891, et les auxiliaires des vieilles classes dans leurs foyers, il a été dit, et il a été écrit, qu'on les mobiliserait à la terre.

Ça a été écrit et c'est encore des mobilisés sans mobilisation, par suite du travail produit sans ordre, sans méthode, et, comme conséquence, des efforts et des sacrifices consentis sans résultats répondant à ces efforts et à ces sacrifices.

Le mal est là. Il est dans le fait que nous sommes en guerre, et que, sur le terrain économique, nous nous gouvernons comme en temps de paix. Alors qu'à l'avant tout est organisé militairement, à l'arrière chacun est libre de travailler, ou de ne pas travailler, de penser au lendemain ou de n'y pas penser, et pourtant la patrie est en danger.

Que faudrait-il donc faire, quelles mesures faudrait-il donc prendre pour qu'il en fût autrement ?

Tout simplement pratiquer la mobilisation civile, comme l'est depuis le commencement des hostilités la mobilisation militaire, à cette seule différence qu'elle sera volontaire et rétribuée.

Où j'en suis de ma tâche, pour arriver à des conclusions qui tiennent devant les faits, il me faut résoudre le problème de la main-d'œuvre, avec les données précises tirées des statistiques officielles suivantes :

« Avant la guerre, il existait en France, en chiffre rond, 2,600,000 exploitations de 1 à 10 hectares et d'une superficie de 11 millions d'hectares, 711,000 exploitations de 10 à 40 hectares d'une superficie de 14 millions d'hectares, 136,500 exploitations de plus de 40 hectares, et d'une superficie de 22 millions d'hectares, enfin

2 millions d'exploitations de moins d'un hectare et d'une superficie de 1,300,000 hectares. »

M. Fernand David, répondant à l'interpellation dont j'ai déjà parlé, a donné le renseignement qu'il y avait avant la guerre 8 millions de travailleurs agricoles dont 3 millions ont été enlevés par la mobilisation militaire.

A l'examen de ces chiffres, je vais déduire aisément cet enseignement qu'il existe encore dans nos villages une quantité de main-d'œuvre incomplètement occupée, qui pourrait, avec une organisation intelligente de ses forces, produire une somme de travail avec laquelle on mettrait en culture plusieurs millions d'hectares de terres abandonnées.

Ici se pose cette question : quelle est la quantité de terre qu'un cultivateur compétent, courageux, peut cultiver pour constituer les emblavures d'automne et en faire la semaille, sans négliger les travaux de son exploitation ?

Il ne saurait être contesté qu'il peut aisément mettre en état de culture et ensemencer en blé de 8 à 10 hectares de terre de consistance moyenne, étant pourvu d'un bon attelage de deux à trois chevaux et d'une charrue bien montée.

Cela étant, voyons ce que tout cultivateur de la catégorie des 2,600,000 exploitations de 1 à 10 hectares, peut cultiver des terre abandonnées. tout en donnant aux siennes le travail nécessaire pour les mettre en production.

La moyenne de l'étendue de ces 2,600,000 exploitations de 1 à 10 hectares étant de 6 hectares en chiffres ronds se décomposant comme suit : 2 hectares de la sole des blés, 2 hectares de la sole des avoines, 2 hectares de la sole de la jachère, il résulte que chaque cultivateur pourrait mettre en bon état de culture et ensemencer en blé 8 hectares de terres abandonnées, moins les 2 hectares qui sont à lui, soit 6 hectares.

Pour que mes calculs soient au si près que possible de la vérité des faits, il me faut déduire des 2,600,000 exploitants qui n'ont chacun que de 1 à 10 hectares à cultiver, ceux qui sont au front depuis le commencement des hostilités dont le nombre me paraît être au moins égal à ceux qui sont restés aux champs.

C'est donc la moitié de 2,600,000, soit 1,300,000 cultivateurs qui seraient en situation de donner leur temps à la culture de leurs terres et à celles abandonnées successivement depuis que nous sommes en guerre.

Or, 1,300,000 cultivateurs pouvant mettre chacun en valeur 6 hectares de terres abandonnées, mettraient en valeur, ensemble, 1,300,000 pour 6 hectares, soit 7,800,000 hectares.

J'avoue que c'est là un chiffre qui dépasse de beaucoup celui auquel je croyais arriver par mes calculs. Et puis il faut bien que je dise que je laisse de côté les exploitants, au nombre de 2 millions, qui ont moins de 1 hectare chacun à cultiver, et je le fais en raison de cette considération qui n'échappera à personne, c'est que le plus grand nombre de ces deux millions d'exploitants divers doivent s'adonner à la culture maraîchère, et que tous les autres sont simplement des ouvriers agricoles, voire des ouvriers de l'industrie, les uns et les autres faisant labourer leurs terres et rentrer les récoltes de ces terres par les cultivateurs de leur village possédant ce qu'ils n'ont pas, chevaux, charrues et voitures, et pendant la bonne saison donnant à ces cultivateurs le travail de leurs bras pour compléter la main-d'œuvre dont ils ont besoin.

Je vais plus loin, réflexion faite, je me fais l'idée que parmi les 1,300,000 cultivateurs ayant moins de 10 hectares à exploiter, il en est un bon nombre qui ne sont, eux aussi, que des des ouvriers agricoles et des ouvriers de l'industrie, les uns et les autres habitant la campagne, ou possédant quelques parcelles de terre qu'ils cultivent, tout en restant ouvriers des champs et ouvriers de l'usine.

Quelle que soit l'appréciation qui pourra être donnée des déductions que j'ai tirées des chiffres qui ont servi de base à mes calculs, elle ne détruira pas cet enseignement qu'il existe encore dans nos villages une quantité de main-d'œuvre, cultivateurs et ouvriers agricoles, inoccupée ou incomplètement occupée, pour produire une telle somme de travail, qu'avec elle et une organisation intelligemment faite de ses forces de production, on pourrait cultiver et ensemenser trois millions d'hectares de terres abandonnées.

Notez que ces cultivateurs, ces ouvriers agricoles ont le plus souvent une femme et des enfants de 12 à 18 ans qui peuvent les aider dans l'accomplissement de leur tâche, et parfois les suppléer.

Voyons maintenant le résultat économique et financier de la grande entreprise de culture à mener à bien, avec la puissance de la mobilisation civile.

Il y a aujourd'hui 4 millions d'hectares de terres abandonnées et 1,300,000 cultivateurs possédant de 1 à 10 hectares et pouvant chacun, en plus de leur culture, mettre en valeur 6 hectares de terres abandonnées.

Qui peut le plus peut le moins. Je veux calculer en partant de ce fait que les 1,300,000 cultivateurs n'exploiteront pas chacun 6 hectares de terres abandonnés, mais seulement ensemble 2 millions, un hectare et demi chacun.

Or, 2 millions d'hectares ensemencés en blé donneraient, à raison seulement de 12 quintaux à l'hectare, une récolte supplémentaire de 2 millions de fois 12 quintaux, soit de 24 millions de quintaux, d'une valeur, à 60 fr. l'un, de 1,440 millions de francs.

Cette somme de 1,440 millions au lieu d'être exportée en Amérique resterait en France, et nous nous y enrichirions d'autant.

Remise pour partie aux mains de nos paysans, à titre de salaires ou de traitement, elle les dédommagerait des sacrifices et des pertes que leur auront occasionnées les quatre années de guerre, qu'ils auront subies avec tant de vaillance et d'endurance.

Au total, elle serait consacrée à des réformes nécessaires, pour refaire les richesses de la France, et, partant, la mettre en état de faire face aux charges que la guerre lui impose.

Nous rappelant que notre agriculture en est encore à des récoltes de 12 à 13 quintaux à l'hectare, quand celles de nos voisins en sont à 22 quintaux et plus, nous porterons notre effort et nos sacrifices sur les causes de son infériorité — l'insuffisance de l'enseignement professionnel et la spéculation — et nous la mettrons sur la voie des fortes récoltes qui est celle des bénéfices.

Messieurs, suivant l'idée que je me fais des hommes et des choses de l'agriculture, je ne puis douter du succès de la mobilisation civile, volontaire et rétribuée, comme moyen de la guerre intégrale pour aller plus vite et plus sûrement à la victoire qui, sur le terrain économique, mettra un terme aux angoisses de la famine dont nous sommes menacés.

Mais, si par impossible, cette mobilisation, avec la main-d'œuvre augmentée de quelques centaines de mille de mobilisés territoriaux ou autres, ne donnait pas, sous forme de récoltes accrues, les résultats aussi attendus que désirés, je n'en poursuivrai pas moins la réalisation avec la plus entière conviction du bien à faire par elle, dans l'intérêt de la démocratie rurale, et en vue de la paix sociale.

Il est de toute certitude que le lundemain de la victoire, la situation matérielle et morale du monde du travail sera grave et pleine d'inquiétudes.

Il nous faudra procéder à la démobilisation militaire, partant renvoyer aux champs et aux usines des centaines de mille de nos soldats éloignés depuis des années de leurs foyers et de leurs affaires.

Peut-être l'industrie, se réorganisant rapidement, pourra-t-elle donner du travail à ses ouvriers, dès le jour où ils reviendront du front. Mais il ne pourra en être de même de nos soldats-cultivateurs ou ouvriers agricoles, qui sont le nombre en raison de ce qu'ils appartiennent à la moyenne et petite-culture, et qui, de ce fait, sont à la fois les chefs de leurs exploitations et leurs propres ouvriers.

Quand ils rentreront dans leurs domiciles, où la gêne aura pris une grande place parfois, ils trouveront leurs terres depuis longtemps sans culture, ne pouvant par suite devenir productive qu'après les avoir défrichées et mises en état de recevoir l'ensemencement en vue. C'est une année d'un travail opiniâtre sans la moindre rémunération, et le plus grand nombre sont saus ressources.

N'est-il pas certain que l'Etat les ayant réquisitionnées et les ayant appliqués, sans rémunération à chasser les envahisseurs du sol de la France, et ayant tout sacrifié pour remplir la tâche périlleuse qui leur a été imposée, n'est-il pas certain, dis-je, qu'il est de son devoir de remettre à ses frais leurs terres dans la situation où elles se trouvaient quand on les a mobilisés au front, après les avoir enlevés à leurs familles et à leurs travaux ?

N'est-ce pas le moins encore qu'ils reçoivent, pour vivre, en attendant la récolte que leur donneront leurs terres mises en valeur par eux les denrées alimentaires, constituant leur nourriture quotidienne, et celle de leurs familles ?

Ils seront nombreux ceux qui auront besoin de recevoir des subsistances de l'Etat pour en vivre dès que la liberté leur sera rendue. Il en est déjà que la victoire, en raison de ses lendemains, préoccupe et inquiète.

Vous vous en ferez une idée par la lettre que j'ai reçue d'un territorial ces jours derniers et dont je vais placer ici les passages intéressants :

Il me dit :

« Je suis de la classe 1904, et suis au front depuis le 1er août 1914. J'ai été blessé trois fois. Je suis orphelin. Je possède trois hectares de terre par saison. J'avais, au moment de quitter ma maison, cinquante moutons. Croyant que la guerre serait de courte durée, j'ai confié mes moutons et mes terres à mes voisines. Mes terres n'ont point été cultivées depuis mon départ. Plus de la moitié de mes moutons ont péri, j'ai vendu l'autre moitié à vil prix.

« Le mobilier que j'avais est complètement perdu par la fraîcheur de la maison restée sans feu. A ma dernière permission du front, je suis revenu au bataillon en pleurant, voyant que tout ce que j'avais ramassé dans ma jeunesse, pour me faire une situation pour mes vieux jours, était perdu. Et si j'ai le bonheur de rentrer de cette guerre, je serai complètement ruiné.

« J'ai réclamé l'allocation. On m'a répondu que je n'avais droit à rien, du moment que je n'avais persoonne à ma charge. Je ne sais plus à qui m'adresser. »

Et il me demande de le sauver de la misère dont il se croit menacé.

Sans doute, il n'a aucun droit à une allocation, mais n'est-il pas vrai que lui, et peut-être un million de ses camarades qui sont dans une situation analogne à la sienne, ont droit à tout autre chose de l'Etat, et dans des conditions plus réconfortantes ?

N'ont-ils pas droit à des dédommagements grâce auxquels ils devront être placés, le lendemain de la démobilisation, dans une situation matérielle sensiblement égale à celle qui était la leur au moment de l'envoi au front dont ils ont été l'objet ?

Incontestablement oui : mais comment arrive, à un pareil résultat, et que faire pour cela ?

Il m'apparaît que mon système de mobilisation se prête on ne peut mieux, par la variété des emplois qu'offre l'exploitation du sol et du bétail, aux conditions diverses de travail que feront valoir les soldats renvoyés dans leurs foyers, pour obtenir satisfaction.

La terre est bien certainement la valeur des valeurs, qui ne peut jamais n'être qu'un chiffon de papier. Elle est aussi la mère nourricière du genre humain, en ce sens que c'est de son sein que sont tirées toutes les denrées servant à la nourriture des hommes et des animaux.

Bien plus, dans un autre ordre d'idées et de faits, elle est une immense usine à nulle autre pareille, qui a une porte d'entrée dans tous les lieux du monde habité, au point que tout homme touchant le sol de son pied, n'importe où, est dans cette usine qui produit tout ce qu'on veut, et tant que l'on veut, grâce aux forces naturelles incommensurables et inépuisables dont elle dispose.

Dans cette immense usine, l'organisation des forces de production y étant faite avec ordre et méthode, comme je le propose, le travail de quiconque y entre sera rétribué suivant un règlement d'administration publique, et il y en a pour tous les goûts, toutes les aptitudes et pour répondre à tous les besoins.

Voilà des mobilisés, — c'est le cas des auxiliaires territoriaux de la classe 1896 — qui viennent d'être détachés du front et envoyés dans leurs familles pour donner leur effort à la culture des terres abandonnées. Dès le lendemain de leur arrivée ils se trouveront à la disposition du président du comité d'action communal, se mettront à la besogne et recevront le payement de leur travail.

Voila des soldats qui ont été blessés, en voilà d'autres qui sont déprimés, tous ont besoin de repos et sont en convalescence ; au lieu de les garder dans les hôpitaux, ou l'ennui retarde leur guérison, ils sont envoyés dans leur familles, recevant pour vivre, le prix de la journée que l'Etat payerait pour eux s'ils étaient hospitalisés ; en plus, s'ils peuvent travailler. leur travail leur sera payé par application d'un tarif arrêté par l'autorité supérieure.

Qu'arrive le grand jour de la démobilisation,

il va de soi que tout soldat sera libre d'aller où il voudra, et de se remettre au travail suivant ses vues et ses intérêts. Mais tous les autres qui n'ont point de chez eux ou qui, en ayant un, ne peuvent y vivre de leur travail qui ne sera point rémunérateur de longtemps, ils se mettront à la disposition des chefs des exploitations communales, qui les mettront à l'œuvre suivant leur savoir professionnel en tenant compte des exigences de l'entreprise à mener à bien, en ayant toujours pour point de mire le salut de la patrie.

Voyez les avantages de la mobilisation que je propose d'instituer.

Les cultivateurs, les ouvriers agricoles auront dès demain cette tranquilité de l'esprit sans laquelle la vie devient un véritable supplice, tranquillité de l'esprit d'où naîtra la pensée que, dès leur retour à leurs foyers, ils auront une situation qui leur permettra de voir l'avenir avec confiance. Ils recevront le payement de leurs travaux, qui les acheminera du côté de l'aisance, sinon de la fortune, et l'Etat, au lieu d'envoyer ses milliards au delà des mers et s'appauvrir d'autant, pour compléter ses récoltes de blé insuffisantes, afin de donner du pain à chacun, distribuera une partie des milliards économisés du fait de la mobilisation.

Et ne croyez pas que les inquiétudes nées de l'appréhension du lendemain ne se produiront, dans l'esprit des mobilisés, que lorsque la démobilisation sera un fait accompli,

Il y a un mois environ, j'ai eu la visite de la femme d'un territorial des vieilles classes, venue me demander si, une fois son mari rentré au foyer familial, elle aurait encore droit aux allocations qui lui sont accordées depuis le commencement des hostilités.

Elle a trois enfants, une fille de douze ans pour laquelle elle touche une allocation, s'ajoutant à celle qui lui revient en qualité de femme de mobilisé, puis deux autres enfants, une fille de quinze ans et un garçon de seize ans, tous deux domestiques de culture, nourris et touchant des gages.

La situation de la famille de cette femme, le mari aux armées, elle et deux de ses enfants gagnant plus que leur nourriture a été relativement bonne. Mais le mari est rentré dans ses foyers, le fils y est rentré apparamment renvoyé par son patron, de sorte que voilà deux hommes et une famille agricole qui sont sans travail et y resteront probablement tout l'hiver. Et cette famille, si les allocations sont retirées à la mère, n'aura pour vivre que les modestes gages d'une fille de quinze ans !

C'est la misère après une aisance relative qui a duré tout le temps que le chef aura été mobilisé.

L'autorité supérieure fera-t-elle quelque chose pour venir en aide à cette famille, et dans l'affirmative que fera-t-elle ?

D'après mon système de mobilisation, la situation est tout de suite réglée : le fils et le père auront droit à du travail rétribué, et pour l'obtenir, ils n'auront qu'à s'adresser au comité du travail de leur commune.

Nous sommes à un tournant de notre histoire économique qu'il importe de connaître pour en tirer les enseignements qu'il renferme.

Au point de vue industriel et agricole, nous n'avons plus la première place qui a été longtemps la nôtre ; nous descendrons encore si nous n'agissons pas de façon à augmenter les productions afin d'en diminuer le prix de revient, et, par suite, en état de supporter la concurrence étrangère.

Nous ne réussirons pas ou ne réussirons qu'à demi si nous n'appelons résolument l'Etat à nous aider de son crédit et de la puissance de la collectivité qu'il représente.

Ce sera de l'étatisme, me dira-t-on ; soit, mais où est le mal ? Et puis est-ce quand un incendie détruit un immeuble, que sonne le tocsin, qu'on discute le système de pompes auquel il faut avoir recours pour arrêter le fléau ?

Tout état a des dépenses de deux ordres : les unes fixes, improductives de résultats, et des dépenses variables, productives de bénéfices qui ne sont que des mises de fonds devant servir à augmenter ses revenus et, partant, la fortune publique.

Par la pratique de la mobilisation civile, en 1918, la production du blé qui, en 1917, a été de 39 millions, sera augmentée, en 1919, de 30 millions de quintaux.

Sans cette production due à la pratique de la mobilisation, c'est 1,800,000 fr. d'or que nous expédierons à l'étranger ; au contraire, grâce à cette pratique, c'est la même somme qui restera pour une partie aux mains de nos cultivateurs et pour l'autre partie servira à intensifier nos productions de toute nature et de toute espèce.

N'est-il pas de toute certitude qu'après avoir dépensé plus de 100 milliards pour les œuvres de la guerre s'impose à nos esprits l'obligation de dépenser un milliard, un peu plus un peu moins, pour les œuvres de la paix, d'autant que sans ce sacrifice et l'effort pour en tirer parti, nous serons condamnés à subir, sur tous les marchés du monde, une concurrence qui serait ruineuse pour les producteurs et, partant, pour l'Etat.

### PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les terrains abandonnés sur tout le territoire du pays, après avoir été préalablement réquisitionnés, seront cultivés, ensemencés, leurs produits récoltés par l'Etat, sous sa direction et sa responsabilité.

Art. 2. — En vue de cette direction et de cette exploitation, il est institué des comités d'action agricole, définis comme suit :

1° Un comité d'action agricole fonctionnant au ministère de l'agriculture et constituant le conseil du ministre, composé des inspecteurs généraux de l'agriculture, des directeurs de ce ministère et des membres, dont la compétence est bien connue, de nos grandes associations d'agriculture, d'horticulture et de nos syndicats agricoles ;

2° Au chef-lieu de chaque département, un comité d'action composé des hauts fonctionnaires de l'Etat, des compétences venues de nos sociétés agricoles et horticoles, sous la direction du préfet.

Art. 3. — A chaque chef-lieu de canton, un comité d'action composé du conseiller général, du conseiller d'arrondissement, des présidents, des juges des tribunaux civils, de commerce et de paix, des agents voyers, des instituteurs, des agriculteurs de bonne volonté ; en un mot, de toute personne ayant le sentiment de la grande œuvre à accomplir, entendant, en y apportant le concours de son savoir, s'en faire l'apôtre dévoué et convaincu, sous la direction des sous-préfets délégués du préfet.

Art. 4. — Enfin, un comité d'action communal, comprenant l'instituteur, l'institutrice, choisis par le conseil municipal, ayant à sa tête le maire, délégué du préfet.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les crédits ouverts par les lois de finances seront employés : 1° pour payer les chefs de culture et autres employés, pour rémunérer la main-d'œuvre, solder les acquisitions d'instruments, particulièrement des tracteurs mécaniques, pour couvrir les indemnités dues aux exploitants des terres, des chevaux et voitures réquisitionnés ; 2° pour régler l'indemnité à accorder aux propriétaires ou fermiers qui exploitaient les terres abandonnées, égale à la différence entre le prix de revient des denrées récoltées et leur prix de vente sur les marchés.

---

## ANNEXE N° 419

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine l'article 1er de la loi du 10 avril 1869, par M. Jénouvrier, sénateur (1).

Messieurs, le 11 décembre 1916, la Chambre des députés a adopté sans débat, après adhésion du ministre de la marine et du ministre des finances, la proposition de loi dont l'objet est rappelé ci-dessus. Votre commission de la marine vous demande de l'adopter à votre tour. Mais comme la mesure projetée touche au régime des pensions, la commission des finances se trouve appelée à vous faire connaître son avis. Elle estime que rien ne s'oppose à ce que le Sénat ratifie la décision de la Chambre.

Il s'agit en effet, simplement, de rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine une disposition législative qui régit tous les autres corps de ce département, et dont on ne peut équitablement refuser le bénéfice à ces modestes employés.

Dans la marine, comme dans la plupart des autres services publics, le personnel des corps actifs a droit à une pension de retraite après vingt-cinq ans d'activité, tandis que le personnel des corps sédentaires ne peut être admis à pension qu'après trente ans,

Or, il n'est pas rare qu'un officier, fonctionnaire ou agent, qui a commencé sa carrière dans un service actif, aille la terminer dans un service sédentaire. Lorsqu'il en est ainsi, l'intéressé perd *ipso facto* la possibilité d'être retraité et pensionné au bout de vingt-cinq ans ; il ne peut plus l'être qu'au bout de trente ans. Cette règle est parfaitement justifiée ; personne ne la critique.

Mais un autre cas se greffe parfois sur celui-là. Un homme qui a d'abord appartenu à un service actif, qui a été versé ensuite dans un service sédentaire, vient à être frappé d'invalidité, alors qu'il compte plus de vingt-cinq années d'activité, mais qu'il n'en compte pas encore trente. Peut-on refuser de l'admettre à la retraite et de lui attribuer une pension ? Le législateur ne l'a pas pensé. Il a décidé que, dans cette hypothèse, le ministre aurait le droit, après due constatation de l'impotence de l'intéressé, de liquider à son profit une pension. La pension, en pareille occurence, est fixée au minimum prévu par les tarifs pour le grade dont le militaire, fonctionnaire ou agent se trouve pourvu à l'époque de la liquidation.

Cette solution rationnelle, admise dès 1831 à l'égard des officiers, a été étendue par la loi du 10 avril 1869 à plusieurs corps de la marine, et par la loi du 30 décembre 1913 à tous les corps qui étaient demeurés jusque-là en dehors de son application. On aurait dû, à cette dernière date, comprendre les écrivains du personnel administratif parmi les bénéficiaires de la mesure. Mais ce corps venait à peine d'être créé ; il n'était pas encore complètement organisé. On a omis de l'inscrire sur la liste.

La proposition de loi dont le Sénat est saisi n'a d'autre but que de réparer cet oubli, et la rectification est d'autant plus nécessaire qu'on se trouve en face de la situation suivante. Le corps des écrivains du personnel administratif constitue un service sédentaire, où par conséquent l'on ne peut être retraité qu'après trente ans d'activité. Or, presque tous les écrivains actuellement en fonctions proviennent d'un service actif. Avant de devenir écrivains, ils appartenaient, sous la dénomination d'ouvriers aux écritures, au cadre des ouvriers des arsenaux, lesquels font partie d'un service actif et, par suite, ont droit à pension après vingt-cinq ans seulement d'activité. Cette circonstance, on le conçoit, rend tout particulièrement nécessaire l'extension des lois de 1869 et 1913 au régime de leurs pensions.

Le rapport présenté au Sénat par notre collègue l'honorable M. Perreau, au nom de la commission de la marine (n° 341), fait très clairement ressortir cette nécessité. La question étant ainsi posée, votre commission des finances n'avait qu'à rechercher quelles pourraient être les conséquences budgétaires de la loi et, si, ces conséquences ne risquaient pas d'être trop onéreuses pour le Trésor.

Un raisonnement très simple montre que les charges à prévoir seront nulles ou quasi nulles.

En effet, le corps des écrivains du personnel administratif ne comptant que 534 agents, il ne se rencontrera jamais, sur un effectif aussi restreint, qu'un nombre infime d'individus qui seront atteints d'impotence entre leur vingt-cinquième et trentième année de services. En second lieu, les pensions qui pourront être accordées à ces quelques invalides seront forcément d'un taux très modique, car la solde des écrivains, variant de 1,224 à 1,800 fr. par an, est elle-même des plus minimes. Enfin, ces pensions ne constitueront qu'un surcroît de charges de peu de durée pour le budget, attendu qu'elles joueront seulement pendant la courte période qui s'écoulera entre la date de l'admission anticipée à la retraite et la date où l'intéressé aurait été normalement pensionné après trente ans de services.

Le supplément de charges sera donc en principe extrêmement léger. Mais, dans la pratique il ne se fera même pas sentir, attendu qu'il sera compensé par une économie. Actuellement, quand un écrivain, qui compte plus de vingt-cinq ans de services, est mis par la maladie dans l'incapacité de continuer ses fonctions, que fait l'administration ? Elle lui accorde

(1) Voir les nos Sénat, 459, année 1916, 341, année 1917, et 1848-2569-2639-2640 et in-8° n° 585. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

un congé de convalescence et elle prolonge ce congé jusqu'à ce qu'il ait atteint sa trentième année de services. Pendant ce temps elle continue à lui servir sa solde, laquelle est sensiblement supérieure à la pension. Or, à l'avenir, grâce à la loi projetée, cette dépense disparaîtra.

Pour ces raisons, la commission des finances exprime l'avis que la proposition de loi peut être adoptée par le Sénat.

## ANNEXE N° 420

(Session ord. — Séance du 11 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat, par M. Milliard, sénateur (1).

Messieurs, le Sénat est saisi d'une demande en autorisation de poursuivre un de ses membres. M. Charles Humbert.

Ce ne sont plus des particuliers qui forment cette demande, c'est M. le procureur général près la Cour de Paris. Le délit relevé est la complicité de commerce avec l'ennemi. La requête adressée au Sénat par M. le procureur général expose avec une grande netteté les circonstances qui ont amené le parquet à formuler cette inculpation.

C'est au cours de l'instruction Lenoir et Desouches que le parquet a rencontré le nom de M. Charles Humbert.

Voici le premier ordre de faits qu'il a constatés : le versement, par M. Desouches, en juillet 1915, à une agence du comptoir national d'escompte de Paris, de 9 millions d'origine suspecte ; le retrait de 7,935,000 fr. par M. Charles Humbert au moyen de chèques à son ordre, le surplus ayant été retiré par le notaire qui a reçu le dépôt de l'acte de la société créée pour l'exploitation du *Journal* : l'acquisition par M. Charles Humbert du *Journal* et le payement de 7 millions comptant sur le prix avec ces fonds.

Voici le second ordre de faits constatés :

A la suite de la création de la société anonyme au capital de 10 millions pour l'exploitation du *Journal* et des dissentiments qui survinrent entre les associés, notamment entre MM. Charles Humbert et Lenoir, intervint une convention du 28 décembre 1915 où M. Lenoir qui avait un conseil judiciaire, ne figure pas, où sa mère seule figure et où elle cède 1,100 actions du *Journal* au prix de 5,000 fr. chaque à M. Charles Humbert contre payement d'un million comptant et remise d'une lettre aux termes de laquelle il promettait qu'au lendemain de la levée du conseil judiciaire de son fils, tout serait rétablit au nom de ce dernier. Dès qu'il connut cette convention, le conseil judiciaire manifesta la volonté de faire rentrer dans le patrimoine de son pupille ces 1,100 actions qui assuraient la majorité dans le conseil d'administration à M. Charles Humbert ; c'est alors que celui-ci accepta l'offre que lui fit Bolo de la somme nécessaire pour réaliser une transaction le rendant définitivement propriétaire de ces actions.

Il paraît certain que les fonds de M. Bolo comme ceux de M. Desouches sont d'origine allemande.

Le parquet avait une question à se poser : M. Charles Humbert a-t-il été trompé ? A-t-il ignoré l'origine de ces fonds ? A-t-il pu se méprendre sur cette origine ? Le parquet ne croit pas à une méprise ; M. le procureur général en donne les raisons dans sa requête ; et c'est précisément parce qu'il n'y croit pas qu'il a pris la décision de vous demander l'autorisation de poursuivre M. Charles Humbert protégé par l'article 14 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875.

Devez-vous la lui accorder ? Votre commission n'hésite pas à répondre affirmativement.

Vous savez le délit relevé contre M. Charles Humbert. Les faits qui lui sont reprochés se rattachent aux tentatives faites par l'ennemi pour mettre la main sur un des organes à grand tirage de la presse française. La justice poursuit la recherche de la vérité ; ses représentants estiment qu'il y a des présomptions suffisantes pour inculper M. Charles Humbert ; nul ne comprendrait qu'en de pareilles circonstances l'œuvre de la justice fût arrêtée ou simplement retardée par l'immunité parlementaire.

M. Charles Humbert a d'ailleurs écrit à M. le président de la commission qu'il s'associait à la demande de levée de l'immunité parlementaire, tout en protestant énergiquement contre l'inculpation dont il est l'objet.

En conséquence, votre commission vous propose de suspendre l'immunité parlementaire pour l'action en complicité de commerce avec l'ennemi, dirigée par M. le procureur général contre M. Charles Humbert en vertu de la loi du 4 avril 1915 et d'adopter la résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

Vu la demande adressée, à la date du 5 décembre 1917, par M. le procureur général près la cour de Paris,

Prononce, pour le cas qui y est prévu, la suspension de l'immunité parlementaire, en ce qui concerne M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse.

(1) Voir le n° 401, Sénat, année 1917.

## ANNEXE N° 421

(Session ord. — Séance du 13 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 6 juillet 1912 concernant les aides-majors, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 28 juillet 1917, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 6 juillet 1912, concernant les aides-majors.

Cette loi accordait, dans son article premier, une année d'ancienneté supplémentaire de grade d'officier aux aides-majors de 2e classe qui avaient satisfait à la loi de recrutement et aux examens de sortie des écoles d'application. C'était étendre à cette catégorie d'officiers le bénéfice des dispositions de la loi du 19 juillet 1908, qui disposait que « les élèves de l'école spéciale militaire et de l'école polytechnique, nommés sous-lieutenants après avoir accompli l'année de service prescrite par l'article 23 de la loi du 21 mars 1905, avoir été pendant deux ans élèves de l'une de ces deux écoles et avoir satisfait aux examens de sortie, prenaient rang dans ce grade, sans rappel de solde, à une date antérieure d'un an à celle de leur nomination ».

En fait, si l'article premier de la loi du 6 juillet 1912 faisait bénéficier de l'année supplémentaire de grade tous les aides-majors de 2e classe sans distinction qui avaient satisfait à la loi de recrutement et aux examens de sortie, l'article 2 ne s'appliquait qu'aux médecins, pharmaciens et vétérinaires militaires placés sous le régime de la loi du 21 mars 1905, qui avaient été nommés médecins ou pharmaciens aides-majors de 2e classe ou aides-vétérinaires antérieurement à la promulgation de cette loi.

Qu'est-il arrivé ? C'est que seuls ont été admis aux avantages de la loi les aides-majors ayant satisfait à la loi de recrutement de 1905, à l'exclusion des aides-majors qui avaient fait eux aussi, leur année de service, mais en conformité de la loi de 1889.

La proposition de loi actuellement soumise au Sénat a pour objet de mettre fin à cette anomalie qui constitue une inégalité de traitement injustifiable.

Ajoutons en terminant, qu'elle a été présentée à la Chambre des députés par l'honorable M. Etienne Rognon, d'accord avec M. le sous-secrétaire d'Etat du service de santé, lequel a déclaré depuis, par lettre du 27 novembre 1917, adressée au président de la sous-commission d'hygiène et du service de santé du Sénat, que sa manière de voir reste toujours la même.

En conséquence, la commission de l'armée propose au Sénat l'adoption de la proposition de loi votée par la Chambre, dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — La loi du 6 juillet 1912 sera appliquée à tous les aides-majors ayant fait un an de service, quelle que soit la loi de recrutement sous laquelle ils aient servi, à condition de faire partie d'une promotion de l'Ecole d'application du service de santé contenant des bénéficiaires de cette loi tributaires de la loi de recrutement de 1905. Il y aura rétroactivité et rétablissement du rang de classement obtenu à l'école d'application.

(1) Voir les nos 308, Sénat, année 1917, et 2022 2996 et in-8° n° 774. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 422

(Session ord. — Séance du 13 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 423

(Session ord. — Séance du 13 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1918 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914 et 1915, par M. Alexandre Bérard, sénateur (2).

Messieurs, les subventions allouées pour l'achèvement des chemins vicinaux sont annulées s'il n'en a pas été fait emploi dans les deux années suivant celle pour laquelle elles ont été accordées (art. 7, loi du 12 mars 1880, modifié par la loi du 15 mars 1900).

En raison de l'état de guerre, a été successivement reporté au 31 décembre 1917, par les lois des 14 février 1915, 29 décembre 1915 et 2 décembre 1916, le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914.

Les motifs de prorogation sont aujourd'hui les mêmes qu'hier, aussi le Gouvernement vous demande-t-il, par un projet de loi, de reporter au 31 décembre 1918 le délai d'exécution des programmes des années 1912, 1913, 1914 et de comprendre également dans cette prorogation le programme de 1915.

La Chambre des députés, dans sa séance du 20 novembre 1917, a adopté le projet de loi qui lui était soumis. Votre commission des finances vous propose d'y donner votre adhésion.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914 et 1915 est reporté au 31 décembre 1918.

(2) Voir les nos 412, Sénat, année 1917, et 3522-3893 et in-8° n° 825. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 425

(Session ord. — Séance du 14 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916, en ce qui concerne les boissons gazéifiées et les produits destinés à la préparation des eaux minérales artificielles, Présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République Française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

(3) Voir les nos 3187-3967 et in-8° n° 836 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 426

(Session ord.— Séance du 14 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Georges Clemenceau, président du conseil, ministre de la guerre, et par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 427

(Session ord. —Séance du 14 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2).

Messieurs, le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport concerne l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917 tant en ce qui concerne le budget général que les budgets annexes et comporte en outre quelques dispositions financières et réglementaires spéciales.

Il a été déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre à la séance du 6 novembre dernier et a été adopté par cette assemblée le 13 novembre courant.

Les crédits demandés à la Chambre par le projet de loi, en ce qui concerne le buget général, s'élevaient à..... 2.241.426.940
et les annulations proposées à. 1.653.990.069

De sorte qu'il en résultait pour le Trésor une charge nette de... 587.433.871

En ce qui concerne les budgets annexes, les crédits demandés étaient de 9,201,970 fr. et les annulations prévues de 21,500 fr.

Postérieurement au dépôt dudit projet de loi, le Gouvernement a saisi la commission du budget de nouvelles demandes de crédits, s'élevant à 72,021,000 fr. en ce qui concerne le budget général et à 116,550 fr. en ce qui concerne les budgets annexes.

Les demandes d'ouvertures et d'annulations sur lesquelles la commission du budget a eu à se prononcer ont atteint finalement en ce qui concerne le budget général :

| | |
|---|---|
| Ouvertures de crédits..... | 2.313.447.940 |
| Annulations..... | 1.653.990.069 |
| Charge nette..... | 659.457.871 |

et en ce qui concerne les budgets annexes :

Ouvertures de crédits, 9,318,520 fr.
Annulations, 21,500 fr.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a apporté aux demandes de crédits du Gouvernement, en ce qui concerne le budget général, un certain nombre de réductions, s'élevant au total à 322.988,157 fr. et portant sur les chapitres suivants :

| | |
|---|---|
| **Finances :** | |
| Chap. 58..... | 87.175 |
| Chap. 132 *quater*..... | 3.084 |
| Chap. 132 *quinquiès*..... | 1.000 |
| **Services judiciaires :** | |
| Chap. 1er..... | 450 |
| Chap. 4..... | 1.050 |
| Chap. 8..... | 1.500 |
| **Affaires étrangères :** | |
| Chap. 5..... | 7.665 |
| Chap. 31 *ter*..... | 23.840 |
| **Intérieur :** | |
| Chap. 1er..... | 750 |
| Chap. 2..... | 700 |
| Chap. 6..... | 15.000 |
| Chap. 6 *septiès*..... | 140.000 |
| Chap. 17 *bis*..... | 7.200 |
| Chap. 68 *sexiès*..... | 3.687 |
| Chap. 71..... | 1.000 |
| **Guerre :** | |
| Chap. 3..... | 366.000 |
| **Armement (mines et combustibles) :** | |
| Chap. 1er..... | 19.400 |
| Chap. 23..... | 3.000 |
| **Marine :** | |
| Chap. 1er..... | 5.000 |
| Chap. 3..... | 4.000 |
| Chap. 4..... | 10.000 |
| Chap. 35..... | 210.000 |
| Chap. 51..... | 510.000 |
| **Instruction publique :** | |
| Chap. 86 *bis*..... | 1.000 |
| Chap. 121..... | 1.200 |
| **Commerce et industrie :** | |
| Chap. 24..... | 5.700 |
| **Postes et télégraphes :** | |
| Chap. 12..... | 67.500 |
| Chap. 18..... | 199.000 |
| **Marine marchande :** | |
| Chap. 4 *bis*..... | 17.700 |
| Chap. 6..... | 42.106 |
| Chap. 8..... | 14.000 |
| Chap. 28 *ter*..... | 320.000.000 |
| **Colonies :** | |
| Chap. 5..... | 1.200 |
| **Agriculture :** | |
| Chap. 6..... | 3.000 |
| Chap. 14..... | 15.000 |
| Chap. 15..... | 2.000 |
| Chap. 16..... | 34.000 |
| Chap. 26..... | 50.000 |
| Chap. 26 *quater*..... | 2.000 |
| Chap. 26 *quinquiès*..... | 450 |
| Chap. 62 *bis*..... | 400.000 |
| Chap. 87 *ter*..... | 36.600 |
| Chap. 104..... | 50.000 |
| Chap. 107..... | 12.000 |
| **Travaux publics et transports :** | |
| Chap. 61..... | 2.000 |
| Chap. 63..... | 5.000 |
| Chap. 70..... | 100.000 |
| Chap. 108 *bis*..... | 500.000 |
| **Ravitaillement :** | |
| Chap. 4..... | 5.000 |
| Total égal..... | 322.988.157 |

Dans la plupart des cas, il ne s'agit d'ailleurs pas de réductions véritables de crédits, mais de simples disjonctions, en vue d'un supplément d'étude.

Par la suite des décisions de la Chambre, les crédits à ouvrir au titre du budget général ont été ramenés à..... 1.990.459.783
Les annulations restant fixées à. 1.653.990.069
D'où pour le Trésor une surcharge de..... 336.469.714

La Chambre n'a pas apporté de modifications aux propositions du Gouvernement en ce qui concerne les budgets annexes. Les crédits qu'elle a ouverts au titre de ces budgets se sont donc élevés à 9 millions 318,520 fr. et les annulations à 21,500 fr.

Votre commission des finances vous propose d'adopter sans changement, sous réserve des observations présentées au cours de rapport, les ouvertures et les annulations de crédits votées par la Chambre.

Les totaux indiqués ci-dessus des ouvertures et annulations de crédits applicables au budget général sont à première vue considérables ; mais, en réalité, ils s'appliquent pour une très grande partie à un double jeu d'ouverture et d'annulations de crédits, qui sont de véritables opérations d'ordre. Ces opérations concernent principalement les dépenses de transport et les frais de déplacement du département de la guerre et les dépenses de matériel du budget de l'armement.

Quant à la charge nette résultant du projet de loi, elles s'appliquent surtout aux besoins d'ordre militaire. La part des départements militaires, sur le chiffre précité de 336 millions 469,714 fr. est, en effet, de 290 millions 091,998 francs, se répartissant comme suit :

| | |
|---|---|
| Guerre..... | 235.360.564 |
| Armement (1re section)..... | 8.283.283 |
| Marine..... | 32.291.100 |
| Colonies..... | 14.157.046 |
| Total égal..... | 290.091.998 |

Parmi les principales dépenses entraînant cette aggravation de charges, nous citerons : l'amélioration, à dater du 1er juillet dernier, de la situation matérielle des officiers subalternes (21,012,920 fr. pour les budgets de la guerre, de la marine et des colonies) ; l'amélioration à partir de la même date, de celle des sous-officiers (71,509,700 fr. pour les mêmes budgets) ; le relèvement des taux des indemnités de déplacement des hommes de troupe et des officiers subalternes, à dater du 1er octobre 1917 (4,175,000 fr. pour les mêmes budgets).

Puis, en ce qui concerne spécialement le budget de la guerre :

L'allocation d'une indemnité complémentaire de cherté de vie aux officiers subalternes en garnison dans certaines places, au cas où ils auraient changé de garnison depuis la mobilisation (1,000,000 fr.) ;

Le recrutement et l'entretien des contingents de diverses nationalités (26,310,000 fr.) ;

L'organisation de spectacles cinématographiques pour les troupes dans les zones de cantonnement des armées (1,833,500 fr.) ;

Le versement d'acomptes aux compagnies de chemins de fer pour les transports (110,578,513 fr.) ;

L'augmentation des subventions aux œuvres privées d'assistance militaire par suite de la hausse du prix du pain envoyé aux prisonniers de guerre (6,651,720 fr.) ;

Les dépenses d'exploitation du réseau ferré militaire du Maroc occidental (4,000,000 fr.) ;

En ce qui concerne le budget de l'armement ;

L'achat aux Etats-Unis des terrains où sont entreposés les stocks appartenant à l'Etat français, et principalement les approvisionnements du service de l'artillerie (8,000,000 fr.) ;

En ce qui concerne le budget de la marine :

L'accroissement de dépenses résultant de la hausse du prix du vin (2,800,000 fr.)

Les dépenses d'habillement et de casernement (11,393,095 fr.) ;

Le payement d'indemnités pour navires coulés (8,304.000 fr.) ;

Enfin, les allocations aux soutiens de famille (2,785,000 fr.)

Les crédits applicables au ministère des colonies concernent principalement le recrutement de la main-d'œuvre coloniale et des tirailleurs originaires de nos possessions, ainsi que le perfectionnement de la mise en état de défense de certaines de nos colonies.

Parmi les crédits applicables aux autres administrations, nous distinguerons tout d'abord ceux qui se rapportent à des lois votées : les allocations temporaires aux petits retraités de l'Etat, résultant de la loi du 18 octobre 1917, s'importent un crédit de 7 millions ; les revisions des prévisions de dépenses relatives aux suppléments temporaires de traitement et aux allocations temporaires pour charges de familles, reconnues nécessaires depuis la mise en vigueur de la loi du 4 août et du décret du 18 août dernier, entraînent une augmentation nette de près d'un million.

D'autre part, il est prévu en faveur de certains petits personnels qui ne sont pas appelés à bénéficier des dispositions de la loi du 4 août 1917, relative aux suppléments temporaires de traitement des améliorations de situation que justifient amplement la cherté de la vie et la nécessité du recrutement. Les crédits qui y sont affectés s'élèvent ensemble à 4,652.000 fr. Nous citerons, notamment, les relèvements prévus dans les administrations centrales en faveur des auxiliaires temporaires auxquels serait appliqué un mode de rémunération uniforme ; les crédits destinés à permettre aux receveurs des finances et aux percepteurs d'améliorer le sort de leurs employés et de leurs commis ; les indemnités de cherté de vie aux receveurs buralistes, aux greffiers des tribunaux et des justices de paix ; la participation de l'Etat aux allocations servies aux personnels des bureaux des préfectures et des sous-préfectures ; le relèvement des salaires des ouvriers des *Journaux officiels* ; les suppléments temporaires pour les agents de la police des communes du département de la Seine, de la police municipale de Paris, de la police de l'agglomération lyonnaise, de la police marseillaise ; les bonifications temporaires aux jeunes facteurs et sous-agents auxiliaires des postes.

Nous mentionnerons enfin, parmi les autres crédits demandés, ceux de :

500,000 fr., pour les dépenses d'impression de la dette inscrite et de l'administration des contributions indirectes ;

300,000 fr., pour couvrir l'insuffisance des

(1) Voir les nos 3809-3911 et in-8° n° 843 — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 422, Sénat, année 1917, et 3895-4003 et in-8° n° 842 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

fonds d'abonnement des trésoreries générales;
1.700,000 fr., pour l'entretien des détenus;
500,000 fr., pour le relèvement des écoles françaises de Salonique;
400,000 fr., pour la part contributive de l'Etat dans les dépenses résultant de la responsabilité civile des communes (loi du 16 avril 1914);
5,747,500 fr., pour le reclassement des membres de l'enseignement primaire;
300,000 fr., pour le service de constructions scolaires de l'enseignement secondaire des jeunes filles;
500,000 fr., pour le relèvement de l'abonnement pour frais de régie des directeurs, receveurs, facteurs receveurs, entreposeurs, gardiens d'entrepôt, etc.... des postes;
7,075,860 fr., pour remboursement à la compagnie des messageries maritimes d'un navire coulé;
725,000 fr., pour les dépenses de l'administration pénitentiaire coloniale;
400,000 fr., pour les travaux d'adduction d'eau potable dans les régions dévastées par la guerre;
1,000,000 fr., pour les travaux des ports maritimes;
8,947,800 fr., pour les insuffisances des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat.

Les suppléments applicables aux budgets annexes concernent les monnaies et médailles, l'imprimerie nationale, la Légion d'honneur, les poudres et salpêtres, la caisse des invalides de la marine et les deux réseaux des chemins de fer de l'Etat. Sur les 9,318,520 fr. de crédits à ouvrir au titre de ces budgets, 8,946,800 fr. s'appliquent aux chemins de l'Etat et sont destinés à l'amélioration de la situation du personnel.

Les dispositions législatives spéciales que comportait le projet de loi qui nous est venu de la Chambre étaient relatives : au décompte des services militaires pour le calcul de l'ancienneté exigée pour l'avancement dans les administrations civiles, aux affiches relatives à la répression de l'ivresse publique, au relèvement du droit du timbre sur les passeports et à l'établissement d'un droit pour les visas de passeports, à l'institution d'une taxe à percevoir à l'occasion de la délivrance de la carte frontalière, à l'augmentation de la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris, à l'augmentation du montant maximum des cessions de matériel aux gouvernements étrangers, à la fixation des cadres et traitements de l'inspection des colonies, au complément temporaire des traitements des vétérinaires départementaux, à l'élévation du maximum des dépenses pour travaux complémentaires des chemins de fer de la grande ceinture, à la modification du compte spécial du Trésor relatif aux frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt général détruites par l'ennemi, à la ratification de décrets instituant des redevances en exécution de l'article 7 de la loi du 28 septembre 1916. Votre commission des finances vous propose d'adopter toutes ces dispositions, sauf celle qui concerne les affiches relatives à la répression de l'ivresse publique.

Nous donnons plus loin toutes explications nécessaires au sujet de ces dispositions dans la partie correspondante de notre rapport.

Nous examinerons ci-après, chapitre par chapitre, les crédits demandés par le Gouvernement, en vous faisant connaître au fur et à mesure les décisions de la Chambre et les propositions de votre commission des finances.

Toutefois, nous croyons utile de vous donner, préalablement, des explications sur diverses mesures qui ont entraîné des demandes simultanées de crédits dans plusieurs départements ministériels. Il s'agit, en premier lieu, des améliorations accordées aux officiers subalternes et aux sous-officiers et, en second lieu, des relèvements de salaires proposés en faveur des personnels temporaires des administrations centrales.

*Améliorations de la situation des officiers subalternes.* — Par suite du renchérissement du coût de la vie, les soldes des officiers subalternes sont devenues insuffisantes pour permettre aux intéressés de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Le Gouvernement a proposé, dans ces conditions, d'accorder à ces officiers des avantages analogues à ceux qui ont été concédés aux personnels civils, savoir :

1° Supplément temporaire annuel de solde non soumis à retenue :

De 540 fr. aux officiers dont la solde nette ne dépasse pas 3,600 fr. par an, c'est-à-dire aux sous-lieutenants.

De 360 fr. à ceux dont la solde nette s'échelonne entre 3,600 fr. et 5,000 fr., c'est-à-dire aux lieutenants.

De 320 fr. aux capitaines qui sont au premier échelon de solde (5.040 fr. nets par an);

2° Majoration de 100 fr. par an, pour chacun des deux premiers enfants âgés de moins de 16 ans, alors que les intéressés ne bénéficient actuellement d'une majoration de 200 fr. qu'à partir du troisième enfant âgé de moins de 16 ans (art. 2 de la loi du 30 décembre 1913).

Pour appliquer ces améliorations à partir du 1er juillet 1917, les crédits nécessaires s'élèvent ensemble à 21,024,610 fr. ainsi répartis :

| | |
|---|---|
| Ministère de la guerre | 20.182.380 |
| Ministère de la marine | 589.240 |
| Ministère des colonies | 241.300 |
| Ministère de la marine marchande | 11.690 |
| Total égal | 21.024.610 |

*Amélioration de la situation des sous-officiers.* — Le Gouvernement n'avait pas fait de propositions dans son projet de loi en faveur des sous-officiers à solde mensuelle, parce que ces derniers avaient été admis par une circulaire du 14 juin 1917 à réclamer le bénéfice des allocations instituées par la loi du 5 août 1914 en faveur des familles des mobilisés, avantage qui était réservé auparavant aux familles des militaires à solde journalière et qui représentait, pour les plus chargés de famille, une amélioration pécuniaire supérieure à celle que comportent les améliorations proposées en faveur des officiers subalternes.

Mais les commissions cantonales ont statué d'une façon très différente, suivant les régions, pour les demandes présentées par les intéressés, d'où des inégalités fâcheuses. Aussi la commission du budget a-t-elle estimé que le meilleur procédé pour l'amélioration rendue nécessaire de la situation des sous-officiers à solde mensuelle était de leur étendre le bénéfice des dispositions proposées en faveur des officiers subalternes. L'admission des sous-officiers à solde mensuelle aux allocations de la loi du 5 août 1914 serait corrélativement supprimée; mais les sous-officiers qui touchent actuellement ces allocations seraient autorisés, s'ils y ont intérêt, à réopter pour la solde journalière pour conserver ces allocations.

De même, pour l'avenir, les sous-officiers à solde journalière qui perçoivent actuellement, ou viendraient à percevoir, les allocations aux familles pourraient, au moment où ils seront en droit de passer à la solde mensuelle, demander à rester à la solde journalière, afin de maintenir les allocations à leurs familles.

Le Gouvernement a demandé, par lettre du 7 décembre courant à la commission du budget de la Chambre des députés, les crédits nécessaires à l'application des mesures précitées à dater du 1er juillet.

La dépense atteindra pour 1917, au titre du budget général, une somme totale de 71,509,700 fr., ainsi répartie :

| | |
|---|---|
| Ministère de la guerre | 64.988.000 |
| Ministère de la marine | 5.568.700 |
| Ministère des colonies | 953.000 |
| Total pour le budget général | 71.509.700 |

et, pour le budget annexe des poudres et salpêtres, une somme de 116,550 fr.

*Revision du régime des indemnités de frais de déplacement.* — Les raisons qui motivent les améliorations ci-dessus exposées paraissent au Gouvernement nécessiter également la revision du régime des indemnités de frais de déplacement.

Depuis un décret du 2 février 1916, la distinction faite, en temps de paix, entre les chefs de famille et les célibataires pour le droit à ces indemnités n'est plus appliquée; celles-ci sont allouées uniformément d'après les taux prévus pour les célibataires, quelle que soit la situation de famille, et les taux ainsi appliqués sont ceux fixés par la réglementation du temps de paix.

Ce régime n'est plus en rapport avec les conditions d'existence faites aux militaires déplacés pour le service.

Le Gouvernement a donc décidé de rétablir la règle normale qui prévoit des indemnités différentes pour les chefs de famille et pour les célibataires. Mais cette mesure serait insuffisante, si elle n'était complétée par un relèvement des taux actuels, non pas sur toute l'échelle, mais pour les catégories d'indemnités qui se trouvent inférieures aux taux minima que l'on peut considérer comme nécessaires pour permettre à un militaire déplacé de subvenir à ses besoins selon son grade et suivant sa situation de famille.

Le relèvement s'appliquerait à tous les hommes de troupe, mais serait limité, pour les officiers, aux grades subalternes.

Les taux envisagés pour l'indemnité normale seraient les suivants, comparativement à ceux qui résulteraient des tarifs actuels après le rétablissement de la distinction entre chefs de famille et célibataires :

| DÉSIGNATION | TARIF NOUVEAU | | TARIF ACTUEL | |
|---|---|---|---|---|
| | Chefs de famille. | Célibataires. | Chefs de famille (non appliqué actuellement). | Célibataires (seul appliqué actuellement). |
| Officiers subalternes | 12 » | 9 » | 10 » | 7 50 |
| Adjudants-chefs à solde journalière | 8 50 et 10 50 | 7 » et 9 » | 6 » et 8 » | 4 » et 6 » |
| Adjudants-chefs à solde mensuelle | 6 » et 8 » | 4 » et 6 » | 5 » et 7 » | 3 » et 5 » |
| Adjudants à solde journalière | 8 » et 10 » | 6 50 et 8 » | 6 » et 8 » | 4 » et 6 » |
| Adjudants à solde mensuelle | 5 50 et 7 50 | 3 50 et 5 50 | 5 » et 7 » | 3 » et 5 » |
| Aspirants à solde journalière | 7 50 et 9 50 | 6 » et 8 » | 5 20 et 6 70 | 3 70 et 5 20 |
| Aspirants à solde mensuelle | 4 50 et 6 50 | 3 » et 5 » | 4 » et 5 50 | 2 50 et 4 » |
| Autres sous-officiers à solde journalière | 6 50 et 8 » | 5 » et 6 50 | 5 20 et 6 70 | 3 70 et 5 20 |
| Autres sous-officiers à solde mensuelle | 4 » et 5 50 | 2 50 et 4 » | 4 » et 5 50 | 2 50 et 4 » |
| Brigadiers de gendarmerie et gendarmes | 4 » et 5 50 | 2 50 et 4 » | 4 » et 5 50 | 2 50 et 4 » |
| Caporaux et soldats | 5 » et 6 » | 4 » et 5 » | 3 90 et 4 70 | 2 70 et 3 70 |

OBSERVATIONS. — Pour les militaires à solde journalière, l'indemnité est exclusive de la solde, tandis que les deux se cumulent pour les militaires à solde mensuelle.

Il est prévu deux taux différents pour chaque grade, suivant que l'indemnité est allouée avec ou sans logement.

Ce nouveau tarif aurait effet à partir du 1er octobre 1917. Son application se traduirait, pour le quatrième trimestre de 1917, par les ouvertures de crédits suivantes :

| | |
|---|---|
| Ministère de la guerre | 4.000.000 |
| Ministère de la marine | 175.000 |
| Ministère des colonies | Mémoire. |
| Total | 4.175.000 |

*Relèvement des salaires du personnel temporaire des administrations centrales.* — La loi du 4 août 1917 et le décret du 18 août rendu pour son application ont limité au personnel permanent le bénéfice des suppléments de traitement et des allocations temporaires pour charges de famille. Le renchérissement de l'existence n'en pèse pas moins lourdement sur le personnel temporaire et des engagements ont été déjà pris en vue de faire bénéficier ce personnel de relèvements de salaires.

Le Gouvernement a fait procéder à une étude d'ensemble, de façon à ne pas créer d'une administration à l'autre des diversités de situation qui n'auraient pas manqué de soulever de justes réclamations.

Une commission interministérielle a élaboré pour les personnels des diverses administrations centrales une tarification commune, qui aura pour effet de placer ces personnels sous un régime sensiblement équivalent à celui que le ministère de la guerre a appliqué, en juillet dernier, à ses employés temporaires.

Les nouveaux tarifs entreraient en vigueur à dater du 1er octobre. Pour leur application, à partir de cette date, le projet de loi comporte un ensemble de crédits s'élevant à 105,109 fr., ainsi répartis dans les divers ministères :

| | |
|---|---|
| Finances. — Chap. 50 *bis* | 72.150 |
| Affaires étrangères. — Chap. 1er | 2.760 |
| Affaires étrangères (office des biens et intérêts privés en pays ennemis ou occupés). — Chap. 31 *quater* | 1.840 |
| Intérieur. — Chap. 2 *bis*, 4 *bis*, 6 *ter*. | 12.802 |
| Commerce. — Chap. 1er et 3 | 4.390 |
| Postes. — Chap. 1er | 1.750 |
| Marine marchande. — Chap. 1er | 6.847 |
| Travail. — Chap. 1er et 3 | 1.470 |
| Travaux publics. — Chap. 1er | 1.100 |
| Total égal | 105.109 |

## I. — OUVERTURE DE CRÉDITS

### Ministère des finances.

CHAPITRE 30. — Supplément à la dotation de l'ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'ordre et des médaillés militaires.

Crédit demandé par le Gouvernement. 5,280 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,280 fr.

Répercussion de la demande de crédit additionnel présentée au titre du budget annexe de la Légion d'honneur.

CHAPITRE 50 *bis*. — Personnel de l'administration centrale du ministère. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre pour le service des bons et obligations de la Défense nationale et pour le service des pensions.

Crédit demandé par le Gouvernement. 72,150 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 72,150 fr.

Il s'agit du relèvement des salaires du personnel temporaire de l'administration centrale dans les conditions indiquées à la page précédente.

En ce qui concerne le ministère des finances, les nouveaux tarifs proposés se traduiraient par une augmentation journalière moyenne d'un franc.

Le nombre des agents payés sur crédits budgétaires à la date du 1er octobre 1917 étant de 925, la dépense journalière supplémentaire est de 925 fr., soit pour un trimestre de 78 jours ouvrables 72,150 fr., somme égale au crédit demandé au titre du présent chapitre.

CHAPITRE 53. — Frais de tournées, de missions et d'examen de l'inspection générale des finances. — Frais de bibliothèque et dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 13,125 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 13,125 fr.

Ce crédit s'applique, pour 7,875 fr., au renforcement de l'effectif des tournées pendant la période de l'emprunt, par l'adjonction des inspecteurs affectés au contrôle des compagnies de chemins de fer ou en mission à l'administration centrale, et, pour le surplus, soit 5,250 fr., à la participation à la tournée des cinq inspecteurs adjoints qui viennent d'être recrutés.

CHAPITRE 57. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 74,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 74,000 fr.

| | |
|---|---|
| Sur ce crédit une somme de..... est destinée à couvrir l'insuffisance résultant, en ce qui concerne spécialement le mobilier et les fournitures de bureau, de l'extension croissante des services auxiliaires du ministère des finances et, d'autre part, des majorations considérables qui se sont produites dans le prix des matières premières et des fournitures de toutes sortes. | 50.000 |
| D'autre part, la création de nouveaux impôts sur la chicorée et les spécialités pharmaceutiques a nécessité la transformation, au magasin central des impressions, de l'outillage affecté au découpage des vignettes. Les dépenses résultant de cette transformation et les frais d'adduction du courant électrique destiné à actionner les machines rendent nécessaire un supplément de..... | 11.000 |
| Enfin, le renouvellement quinquennal des titres de rente 3 p. 100 au porteur, qui doit avoir lieu au début de 1918, nécessite pendant les derniers mois de 1917 la fourniture de divers articles de bureau, d'éclairage et de mobilier d'un coût total de..... | 13.000 |
| Total égal au crédit additionnel demandé..... | 4.000 |

CHAPITRE 58. — Impressions.

Crédit demandé par le Gouvernement, 587,175 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 500,000 fr.

Le Gouvernement justifiait comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre :

*Direction de la dette inscrite.* — Le renouvellement quinquennal des titres de rente 3 p. 100, qui doit avoir lieu au début de 1918, entraîne la confection en 1917 des nouveaux titres ainsi que de divers imprimés accessoires, d'où une dépense de..... 93.000

D'autre part, de nombreuses fournitures de blocs, de griffes, de mollettes, etc., indispensables aux presses du grand-livre pour l'impression définitive des titres, occasionnent un supplément de dépense d'environ..... 48.675

*Contributions indirectes.* — Le rétablissement de l'impôt sur la chicorée et la création de taxes sur les spécialités pharmaceutiques ont entraîné l'impression de vignettes et de divers modèles dont le coût s'élève actuellement à..... 185.000

En outre, les dépenses de fabrication du papier de cartes à jouer qui exigeaient annuellement..... 36.500
s'élèvent, pour 1917, à..... 88.500
soit un excédent de dépenses de. 52.000 52.000

De plus, la majoration de 8 p. 100 prévue par le décret du 31 août 1917 sur le montant des mémoires produits par l'Imprimerie nationale entraîne un surcroît de dépenses d'environ..... 208.500

Total égal au crédit additionnel demandé..... 587.175

Il est à noter qu'il s'agit là de dépenses incombant exclusivement à l'exercice 1917 et qui ne se renouvelleront pas en 1918.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé qu'un crédit de 500,000 fr., qu'elle estime suffisant, mais sans donner à cet égard aucune explication. Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision, qui n'a soulevé aucune objection de la part du Gouvernement.

CHAPITRE 63. — Indemnités de fonctions et bonifications des pensions de retraite du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances; fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine.

Crédit demandé par le Gouvernement, 300,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission, 300,000 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir l'insuffisance du fonds d'abonnement des trésoreries générales, à raison, d'une part, de la hausse des prix de fournitures ; d'autre part de l'accroissement des locaux rendu nécessaire, dans quelques départements, par le développement des services ; enfin par l'augmentation des dépenses résultant des transports de fonds nécessités par le payement des dépenses publiques dans toute l'étendue de chaque département. Cette dernière charge, à peu près constante en temps de paix, a pris depuis la guerre une importance considérable, à raison notamment des sommes élevées qu'il est nécessaire d'envoyer aux comptables subordonnés pour le payement des allocations militaires, des achats du service du ravitaillement ou de la solde des détachements isolés.

CHAPITRE 65. — Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais du personnel auxiliaire et du matériel à leur charge.

Crédit demandé par le Gouvernement, 31,250 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 31,250 fr.

Les employés auxiliaires des recettes des finances, ni les commis de perception, qui ne sont point les agents de l'État, mais les employés personnels des comptables qui les rémunèrent, n'ont pu bénéficier des suppléments temporaires de traitement et allocations pour charges de familles alloués aux fonctionnaires de l'État (lois des 7 avril et 4 août derniers).

Le Gouvernement, à la suite d'une proposition d'initiative parlementaire, avait fait connaître qu'il saisirait le Parlement de mesures propres à améliorer la situation de ces agents.

Le crédit demandé au titre du présent chapitre concerne les employés auxiliaires des recettes des finances. Il a pour objet d'allouer aux receveurs une allocation pour frais de service, à charge pour eux de l'employer à améliorer le sort de leurs auxiliaires et de produire à cet égard toutes justifications utiles.

Il correspond à la dépense en résultant pour le quatrième trimestre.

CHAPITRE 73 *ter*. — Allocations temporaires aux petits retraités de l'Etat (loi du 18 octobre 1917).

Crédit demandé par le Gouvernement, 7 millions.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 7 millions.

Ce crédit est démandé pour l'application de la loi du 18 octobre 1917, qui a prévu l'attribution, à partir du 1er juillet 1917, d'une allocation temporaire de 10 fr. par mois aux petits retraités de l'Etat.

La dépense annuelle est évaluée à 14 millions.

CHAPITRE 91. — Remises professionnelles des percepteurs et traitement des percepteurs stagiaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 250,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 250,000 fr.

Ce crédit a pour objet de permettre aux percepteurs d'améliorer le sort de leurs commis (voir les explications fournies sous le chapitre 65).

En ce qui concerne les départements, il serait réparti entre les trésoriers généraux ; ceux-ci en effectueraient à leur tour la distribution au mieux des intérêts du service et les percepteurs auraient à justifier de l'emploi des fonds accordés.

Dans le département de la Seine où le personnel des commis est homogène et tributaire d'une caisse spéciale de retraites, il avait été

institué à la veille des hostilités une caisse commune alimentée par des contingents versés par les percepteurs et chargée de payer les commis; ceux-ci auraient été ainsi pourvus d'un véritable statut. Les circonstances n'ont pas permis de faire fonctionner cette caisse; mais l'administration estime qu'il y aurait avantage, tant pour la bonne gestion des perceptions que dans l'intérêt des commis eux-mêmes, à mettre en vigueur l'organisation qui avait été envisagée. Une part de crédit destiné au département de la Seine serait versée à la caisse à titre de subvention et permettrait, d'une part, d'assurer l'équilibre qui avait été rompu par suite de l'accroissement des charges afférentes à la guerre et, d'autre part, de faire bénéficier les commis d'avantages analogues à ceux qui ont été accordés aux fonctionnaires de l'Etat.

La dépense à prévoir pour l'ensemble des départements, y compris le département de la Seine, peut être évaluée à 1 million de fr. pour une année entière, soit 250,000 fr. pour le trimestre en cours.

CHAPITRE 99. — Indemnités diverses et secours du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 22,250 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 22,250 fr.

Ce crédit est destiné à relever, à partir du 1er octobre, l'indemnité de frais de bureau accordée aux directeurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Le chiffre de cette de cette allocation, fixé à une époque où le coût de la vie n'avait pas subi la hausse qui s'est manifestée depuis, est devenu en effet notoirement insuffisant, par suite de l'augmentation constante des différentes dépenses auxquelles les directeurs ont à faire face dans l'exécution de leur service (appointements des commis, loyer, chauffage et éclairage des bureaux, papier, imprimés et fournitures diverses).

Le relèvement serait opéré suivant un tarif inverse ment proportionnel au montant de l'indemnité actuellement allouée. Le coefficient de majoration serait un peu plus élevé pour les départements qui ont subi l'invasion et où les difficultés de l'existence se trouvent particulièrement aggravées.

CHAPITRE 103. — Indemnités du personnel de l'administration des douanes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 133,570 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 133,570 fr.

Cette demande de crédit a un double objet :

1° Afin d'égaliser les charges militaires entre agents de même catégorie, le département de la guerre a autorisé le remplacement, dans les unités douanières en service aux armées, des hommes des classes 1895 à 1901 par leurs collègues des classes plus jeunes non mobilisées. La mesure entraînera la démobilisation de 800 agents environ, qui seront pour la plupart affectés à des directions autres que celles auxquelles ils appartiennent. A ce titre, ils auront droit soit aux indemnités d'évacuation (1 fr. 25 par jour pour les célibataires, 2 fr. 50 pour les mariés, plus 0 fr. 50 par enfant), s'ils servaient précédemment dans les régions envahies, soit, dans le cas contraire, aux indemnités de détachement (2 fr. pour les célibataires, 3 fr. pour les mariés).

En prenant pour base une indemnité moyenne journalière de 3 fr. par agent, la dépense annuelle est évaluée à 766,500 fr.

Pour l'application de la mesure à compter du 1er novembre 1917, le crédit nécessaire est de $\left(\frac{766,500 \text{ fr.} \times 2}{12}\right)$ 127,750 fr.

2° La loi du 29 juin 1917 a ouvert les crédits nécessaires : 1° à l'élévation de 60 à 90 fr. par an de l'allocation accordée aux 476 agents des brigades qui utilisent leur bicyclette pour l'exécution du service ; 2° à l'attribution de cette allocation à 300 nouveaux agents. Cette double mesure avait pour but d'étendre l'usage de la bicyclette et de permettre ainsi de réduire sur certains points les effectifs des brigades. La modicité du taux proposé a rendu impossible le recrutement du nombre nécessaire de cyclistes volontaires.

On propose en conséquence de porter ce taux de 90 fr. à 120 fr. La dépense supplémentaire qui en résulterait serait de 23,280 fr. par an. Pour faire bénéficier les agents de cette majoration à partir du 1er octobre 1917, le crédit nécessaire serait de $\left(\frac{23,280 \text{ fr.}}{4}\right)$ 5,820 fr.

En résumé, le crédit à ouvrir au titre du présent chapitre s'élève à (127,750 fr. + 5,820 fr.) 133,570 fr.

CHAPITRE 111. — Traitements du personnel de l'administration des contributions indirectes. — Remises et émoluments divers.

Crédit demandé par le Gouvernement : 500,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances : 500,000 fr.

L'allocation d'un supplément de traitement pour cherté de vie aux agents du cadre subalterne a motivé des réclamations pressantes de la part des receveurs buralistes, qui ont à faire face aux mêmes besoins.

Le crédit demandé a pour objet de leur donner satisfaction. Il permettrait d'accorder, pendant le deuxième semestre, aux buralistes qui ont été pourvus de leur emploi en vertu de titres reconnus, n'exerçant aucune autre profession et ne cumulant pas les produits de l'emploi avec un traitement civil ou une solde militaire mensuelle, des indemnités égales au maximum au montant des remises.

CHAPITRE 112. — Indemnités du personnel de l'administration des contributions indirectes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 45,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 45,000 fr.

Ce crédit doit permettre de relever l'indemnité allouée aux agents montés de l'administration des contributions indirectes pour l'entretien des chevaux et voitures affectés au service, en raison de l'augmentation très sensible du prix de l'avoine, des fourrages, des harnais, des frais de ferrage, de location, etc.

Ce relèvement, fixé à 200 fr. par an, sera d'ailleurs temporaire et limité à la durée de la guerre.

Pour 900 receveurs actuellement en fonctions, la dépense devant résulter de cette mesure s'élève à 180,000 fr. par an, soit, pour le trimestre en cours, 45,000 fr.

CHAPITRE 114. — Frais de loyers, frais judiciaires et dépenses diverses de l'administration des contributions directes.

Crédit demandé par le Gouvernement 130,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 130,000 fr.

Le crédit demandé s'applique pour 80,000 fr. au relèvement des frais de service des entreposeurs de tabacs et poudres, pour leur permettre de pourvoir aux augmentations réclamées par le personnel auxiliaire (caissiers, livreurs, hommes de peine) qu'ils ont charge de recruter et de rétribuer. Il s'agit de la reproduction d'une demande déjà présentée dans un précédent cahier de crédits additionnels (voir notre rapport n° 307 en date du 2 août 1917) et disjointe pour attendre les résultats d'une étude nouvelle des frais de service des comptables dont il s'agit.

Des renseignements qui viennent d'être fournis à ce sujet par les directeurs départementaux, il résulte que c'est au prix des plus grands efforts que les entreposeurs sont parvenus à conserver jusqu'à ce jour leurs auxiliaires. Mais les revendications de ces derniers deviennent chaque jour plus pressantes.

Or, les frais de service qui sont alloués aux entreposeurs pour la rémunération de leur personnel ne sont que de 665,000 fr., alors qu'il résulte des justifications produites par ces comptables à leurs directeurs que le montant des salaires réellement payés s'élèverait actuellement à 809,482 fr. Il existe donc, dès maintenant, une insuffisance de 144,000 fr. Il semble par suite indispensable de donner aux entreposeurs les moyens de faire droit dans une juste mesure aux demandes de leurs auxiliaires. A raison de trois cent soixante-trois entrepôts, occupant deux ou trois auxiliaires en moyenne, le supplément de crédit nécessaire à cet effet est évalué à 320,000 fr. par an, soit, pour le trimestre en cours, 80,000 fr.

Le surplus du crédit sollicité, soit 200,000 fr., s'applique au relèvement des frais de bureau des agents, à raison de la hausse du prix des combustibles. Les allocations actuelles, qui ont été calculées sur les prix d'avant-guerre et de manière à répondre, à cette époque, aux besoins les plus stricts du service, ne sont plus en rapport avec les exigences nouvelles. A raison de 830 agents, dont 85 directeurs, 53 sous-directeurs et 692 comptables, et d'après les cours actuels, le supplément de frais à prévoir de ce chef est évalué à 200,000 fr. par an, soit 50,000 fr. pour le quatrième trimestre de 1917.

CHAPITRE 132 *quater*. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,084 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

CHAPITRE 132 *quinquiès*. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Indemnités.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a disjoint ces deux demandes de crédits, en vue d'une étude approfondie de l'état actuel du transfert de l'imprimerie nationale.

Sans observations.

CHAPITRE 135. — Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.

Crédit demandé par le Gouvernement 39,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,400 fr.

| | |
|---|---|
| L'insuffisance pour couvrir laquelle ce crédit est demandé ressort de la comparaison des crédits alloués jusqu'ici sur l'exercice 1917..... | 40.000 » |
| et de la somme des dépenses engagées au 1er octobre (26,336 fr. 44) et prévues pour les mois de novembre et décembre (43,986 fr, 98)..... | 70.323 42 |
| Différence..... | 30.323 42 |

ou, en nombre rond, 30,400 fr.

CHAPITRE 136. — Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.

Crédit demandé par le Gouvernement, 200,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 200,000 fr.

| | |
|---|---|
| D'après les résultats des neuf premiers mois de l'année, les répartitions relatives aux droits de douanes s'élèveront pour l'année entière à..... | 1.032.000 |
| somme à laquelle il y a lieu d'ajouter le fonds commun des saisies de 1915 et celui de 1916 (102,940 fr. + 320,000 francs)..... | 422.940 |
| Ensemble..... | 1.454.940 |
| Les crédits alloués jusqu'ici sur l'exercice 1917 n'étant que de..... | 1.250.000 |
| il y a lieu de prévoir un dépassement de..... | 204.940 |

soit 200,000 fr. en nombre rond.

Les autres articles du même chapitre ne présentant aucune disponibilité, un crédit additionnel d'égale somme est nésessaire.

## Ministère de la justice.

1re SECTION. — *Services judiciaires.*

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre, traitements du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 450 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

CHAPITRE 4. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,500 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,450 fr.

Les crédits demandés par le Gouvernement au titre des chapitres ci-dessus s'appliquaient aux dépenses de la commission spéciale chargée d'examiner les titres des candidats à la médaille dite de la « Reconnaissance française », créée par le Gouvernement par décret du 13 juillet 1917, pour distinguer les auteurs des actes de dévouement accomplis dans l'intérêt public, à l'occasion de la guerre et pendant la durée des hostilités.

Le crédit de 450 fr., sollicité sur le chapitre 1er, correspondait au traitement à raison de 6 fr. par jour, pendant le dernier trimestre de 1917, d'une sténo dactylographe que l'administration a jugé indispensable d'attacher au nouveau service.

Quant à celui de 3,500 fr. demandé sur le chapitre 4, il s'appliquait aux dépenses auxquelles aurait donné lieu l'installation de la commission :

| | |
|---|---|
| Travaux de menuiserie | 565 |
| Travaux de peinture | 200 |
| Travaux d'électricité | 285 |
| Achat d'une machine à écrire | 500 |
| Fournitures de bureau (timbres en caoutchouc, chemises de dossiers, etc.) | 500 |
| Impressions diverses | 1.450 |
| Total égal | 3.500 |

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a rejeté la demande présentée sur le chapitre 1er, pour la raison qu'il pourrait être fait face à la dépense à l'aide des disponibilités du chapitre, et elle a ramené à 2,450 fr. le crédit à ouvrir sur le chapitre 4.

Votre commission des finances vous demande de ratifier ces décisions, qui n'ont soulevé aucune objection de la part du Gouvernement.

CHAPITRE 8. — Cour de cassation (personnel).

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,500 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Cette demande de crédit, qui concernait la création d'un secrétariat de la première présidence de la cour de cassation, a été disjointe par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, pour étude spéciale.

Sans observations.

CHAPITRE 13. — Cour d'appel. — Frais de parquet et menues dépenses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 10,040 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10,040 fr.

Le crédit demandé a pour objet de couvrir l'insuffisance de la dotation allouée (13,230 fr.) pour appliquer, pendant le deuxième semestre de 1917, aux agents des cours d'appel les suppléments de traitement accordés par application de la loi du 4 août 1917. Lors du vote de cette loi, on ne disposait pas de tous les renseignements utiles pour une évaluation exacte de la dépense.

CHAPITRE 15. — Tribunaux de première instance (personnel).

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,500 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,500 fr.

CHAPITRE 17. — Tribunaux de commerce.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40,320 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 40,320 fr.

CHAPITRE 19. — Tribunaux de simple police.

Crédit demandé par le Gouvernement. 19,080 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 19,080 fr.

CHAPITRE 20. — Justices de paix.

Crédit demandé par le Gouvernement, 441,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 441,000 fr.

Les greffiers titulaires de charges peu importantes sont placés, depuis le début des hostilités et à raison des conditions actuelles de l'existence, dans une situation difficile : l'arrêt des affaires dans de nombreuses juridictions les prive, en effet, de leurs ressources habituelles. Or, ils ne bénéficient pas des suppléments temporaires de traitement que la loi du 4 août 1917 a attribués aux fonctionnaires et agents de l'Etat. Il paraît légitime de leur venir en aide par une mesure spéciale qui consisterait à leur accorder une indemnité temporaire s'ajoutant à la rétribution qu'ils reçoivent sur le budget du ministère de la justice.

Ce supplément d'indemnité serait fixé à 360 fr. par an et serait attribué à tous les greffiers titulaires dont les ressources officiellement constatées, au cours de la dernière année, ne dépasseraient pas 3,600 fr., y compris le traitement servi par l'Etat. Pour en bénéficier, ils seraient tenus de justifier d'un état sommaire de produits, visé et certifié exact par l'autorité judiciaire. Ces dispositions nouvelles intéressent 2,800 greffiers environ et leur seraient appliquées à partir du 1er juillet 1917.

La dépense totale pour une année s'élèverait à environ 1 million 9,800 fr., soit, pour un semestre, à 504,900 fr. Cette dernière somme se répartit, pour chaque juridiction, entre les quatre chapitres indiqués ci-dessus.

2e SECTION. — *Services pénitentiaires.*

CHAPITRE 9. — Entretien des détenus.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 1,700,000 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 1,700,000 fr.

En se basant sur le montant des dépenses effectuées jusqu'au 30 septembre dernier (6,293,594 fr.), on pouvait évaluer à $\left(\frac{6.293.594 \times 3}{9}\right)$ ou 2,100,000 fr. en nombre rond, la dépense de fournitures de denrées à la charge du présent chapitre pour le quatrième trimestre. Or il ne restait plus au 30 septembre qu'une disponibilité de 149,096 fr. Le Gouvernement demanda dans ces conditions, dans le projet de loi déposé la Chambre, un crédit additionnel de 1 million 500,000 fr., qui lui paraissait suffisant, parce que les services pénitentiaires pourront récupérer, jusqu'à la fin de l'exercice, la presque totalité des avances qu'ils ont faites, d'une part, pour l'entretien des militaires français et des suspects incarcérés sur l'ordre des autorités militaires et, d'autre part, pour l'entretien des pupilles de l'assistance publique confiés à l'administration pénitentiaire, par application des dispositions de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904.

Postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, l'administration a sollicité un nouveau crédit de 200,000 fr. Elle a signalé, pour justifier sa demande, la situation dans laquelle se trouvent les entrepreneurs généraux des services économiques des prisons départementales par suite de l'ajournement à la fin des hostilités du règlement de comptes prévu par la décision ministérielle du 13 mars 1915, qui a accordé un prix de journée supplémentaire aux entrepreneurs dont les marchés étaient antérieurs au mois d'août 1914.

Il lui paraît qu'il convient de donner satisfaction aux réclamations formulées par les intéressés et de procéder à la vérification de leurs gestions pour la période comprise entre le 1er septembre 1914 et le 31 décembre 1916, de façon à permettre de régler, à leur profit, les sommes représentant le montant des déficits d'exploitation constatés.

Ce règlement entraînerait une augmentation de la dotation du chapitre jusqu'à concurrence de 200,000 fr. pour l'exercice 1917.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a accordé le crédit total de 1,700,000 fr. finalement demandé au titre du présent chapitre. Nous vous demandons de le voter également.

## Ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE 1er. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement 24,260 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 24,260 fr.

Sur le crédit demandé, 9,000 fr. sont destinés à couvrir l'insuffisance de la dotation de 23,670 francs allouée pour l'application des suppléments temporaires de traitement accordées aux fonctionnaires civils de l'Etat par application de la loi du 4 août 1917.

En outre, 2,760 fr. s'appliquent à la majoration, à partir du 1er octobre 1917, de la rémunération des auxiliaires temporaires de l'administration centrale, dans les conditions indiquées au début de ce rapport La dépense résultant de cette mesure pour une année entière sera de 11,040 fr.

Il s'agit pour le surplus d'une simple opération d'ordre.

La loi du 4 août 1917 a mis à la disposition du département des affaires étrangères, au titre du chapitre 1 *bis* : Personnel temporaire affecté au sous-secrétariat d'Etat, une somme de 12,500 fr. pour rémunérer, pendant le troisième trimestre, le personnel de ce service.

La Chambre, lors de l'examen des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917, ne jugeant pas qu'une division du chapitre premier fût nécessaire, supprima le chapitre 1 *bis* et transporta le crédit au présent chapitre.

Les dépenses d'un même service ne pouvant pas être imputées au cours d'un même exercice sur deux chapitres différents, on propose, à titre de régularisation, le transfert au chapitre 1er de la somme de 12,500 fr. représentant le crédit accordé pour le troisième trimestre au titre du chapitre 1 *bis*.

Une annulation corrélative est proposée plus loin au titre de ce dernier chapitre.

CHAPITRE 3. — Personnel de service.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,910 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,910 fr.

Ce crédit est demandé pour couvrir l'insuffisance de la dotation de 11,520 fr. allouée pour faire face au cours du deuxième semestre au payement des suppléments temporaires de traitement.

CHAPITRE 5. — Matériel et impressions.

Crédit demandé par le gouvernement, 20,915 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 13,250 fr.

Sur le crédit demandé par le Gouvernement, 2,500 fr. s'appliquaient aux dépenses de mobilier, de fournitures de bureau et d'impression occasionnées pendant le deuxième semestre de 1917, par l'installation au ministère des affaires étrangères du service des missions à l'étranger, créé pour la durée de la guerre par un arrêté du 4 mai dernier.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a rejeté cette partie de la demande. Le service des missions est, en effet, désormais rattaché à la présidence du conseil et ses dépenses de matériel seront imputées sur le chapitre du matériel du département de la guerre.

Le surplus du crédit demandé par le Gouvernement, soit 18,415 fr.. concernait les dépenses nécessitées par la réunion dans un même immeuble, conformément au vœu émis par plusieurs membres du Parlement, du service des prisonniers de guerre du ministère des affaires étrangères et de l'inspection générale des prisonniers de guerre dépendant du sous-secrétariat d'Etat de l'administration générale du ministère de la guerre.

Ces deux services sont, en effet, dans l'obligation de se communiquer réciproquement chaque jour un grand nombre de documents et de se maintenir en étroite collaboration. La réunion dont il s'agit ne peut donc que présenter un sérieux avantage en évitant des retards dans l'expédition des affaires.

En conséquence, dans un immeuble récemment construit 48, avenue de Saxe, un étage a

été réservé au service des prisonniers de guerre des affaires étrangères. Ce département doit donc prendre à sa charge les dépenses afférentes à la partie de l'immeuble qu'y occupent ses services.

L'administration donnait de ces dépenses l'évaluation suivante :

1° Première installation. — Transformation et aménagement des locaux, achat du mobilier, 12,000 fr.

2° Dépenses annuelles permanentes :

| | |
|---|---|
| Quote-part du loyer | 5.000 |
| Chauffage, éclairage | 2.660 |
| Entretien, fournitures de bureau, impressions, etc. | 18.000 |
| Total | 25.660 |

Le crédit de 18,415 fr. qu'elle demandait pour 1917 se répartissait comme suit :

| | |
|---|---|
| 1° Frais de première installation | 12.000 |
| 2° Dépenses permanentes pour un trimestre $\left(\frac{25,660 \text{ fr.}}{4}\right)$ | 6.415 |
| Total | 18.415 |

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a réduit le crédit à ouvrir pour les dépenses permanentes à la quote-part du loyer, soit 1,250 fr. Elle n'a, en conséquence, accordé pour le transfert de service dont il s'agit que 13,250 fr., en protestant contre le caractère excessif des dépenses prévues.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette demande, contre laquelle le Gouvernement n'a pas protesté. Elle se joint à la Chambre pour demander au Gouvernement de restreindre en toute occasion au strict indispensable les dépenses d'installation des services.

CHAPITRE 6. — Archives. — Bibliothèque. — Publication de documents diplomatiques.

Crédit demandé par le Gouvernement, 75,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 75,000 fr.

Un premier crédit de 20,000 fr. est demandé pour la publication d'un recueil officiel des traités de la France.

L'insuffisance des renseignements que possèdent actuellement le public et les administrations sur les modifications apportées aux traités français existants et sur leur dénonciation a donné lieu en effet à de fréquentes erreurs. Le Gouvernement estime nécessaire de mettre aussitôt que possible l'administration en possession d'un tel ouvrage mis à jour.

Cet ouvrage, qui comprendrait 4 volumes de 750 pages, serait tiré à 500 exemplaires. Les frais d'impression, de brochage et de reliure sont évalués à la somme de 40,000 fr., qui se répartirait entre les exercices 1917 et 1918. Une partie de cette dépense serait atténuée par la recette provenant de la vente des exemplaires disponibles.

Comme certaines disponibilités apparaissent déjà au présent chapitre, un supplément de crédit de 36,000 fr. suffirait pour faire face à la dépense, dont 20,000 fr. pour l'exercice 1917.

Le surplus du crédit sollicité, soit 55,000 fr., s'applique à la continuation de la publication des rapports de la commission instituée en vue de constater sur place les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens. Cette commission a terminé, en vue de leur publication en volume, la mise en œuvre de ses derniers rapports.

Les dépenses d'impression d'un sixième tome, pour un tirage fixé, comme celui du précédent volume, à 20,000 exemplaires, s'élèveront à 55,000 fr.

Comme pour les précédentes publications, la dépense sera en partie compensée par les recettes à provenir de la vente au public d'une partie de l'édition.

CHAPITRE 22. — Œuvres françaises en Orient.

Crédit demandé par le Gouvernement, 500,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 500,000 fr.

L'incendie de Salonique a frappé la presque totalité des écoles françaises de cette ville.

Ont été détruites :

1° L'école primaire de la mission laïque (250 à 300 élèves) ;

2° L'école des sœurs (520 filles) ;

3° L'école de l'alliance israélite (3,500 élèves) ;

4° Deux écoles privées subventionnées par l'alliance française (600 élèves) ;

5° L'école paroissiale primaire (80 élèves).

Il s'agit donc au total d'une population scolaire de 5,000 élèves actuellement sans abri et sans moyens d'études.

Votre commission des finances est d'accord avec le Gouvernement et avec la Chambre des députés pour penser que nous ne pouvons pas abandonner à eux-mêmes, dans une crise aussi grave, des établissements que nous avons créés ou soutenus à grands frais jusqu'à ce jour et qui jouent un rôle si efficace pour la propagation de notre langue et de nos idées. Nous le pouvons d'autant moins que notre abstention ferait, dans les circonstances actuelles, le plus mauvais effet, à l'heure précisément où l'action de propagande de nos ennemis s'intensifie. Le rôle tenu par la France dans la conduite des opérations militaires d'Orient nous fait un devoir spécial de ne pas nous effacer dans cette circonstance et de ne rien négliger pour maintenir notre influence morale à Salonique.

De l'examen auquel il a été procédé, il résulte qu'une somme de 500,000 fr. serait immédiatement nécessaire.

Cette somme serait destinée à faire face :

1° Au logement de plus de 5,000 élèves (construction et aménagement de baraquements provisoires ou location et aménagement d'immeubles) ;

2° A l'achat de mobilier scolaire ;

3° A l'achat de fournitures scolaires.

CHAPITRE 31 *bis*. — Dépenses de la commission permanente internationale des contingents, du comité d'action économique et des bureaux de licences d'importation.

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,160 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,160 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir le supplément de dépense entraîné par la mise en vigueur de l'accord récent signé entre l'Angleterre et la France au sujet des prohibitions d'importation.

Il a fallu, à la suite de cet accord, affecter au bureau français des licences d'importation à Londres deux nouveaux agents du service sédentaire des douanes. Leur traitement continue à être payé par les soins de l'administration des finances ; mais ils ont droit, de plus à une indemnité journalière de 20 fr. et au remboursement des frais de leur voyage.

En second lieu, on a dû recruter quatre dames dactylographes au traitement de £ 9,15 par mois.

Enfin, l'extension des services a nécessité l'achat de machines à écrire et l'augmentation des fournitures de bureau et d'impression, soit une dépense évaluée à 4,000 fr.

Au total le supplément de dépense pour le quatrième trimestre s'élève à 12,160 fr. ainsi répartis

| | |
|---|---|
| Indemnités pour deux contrôleurs | 4.040 |
| Frais de voyage | 120 |
| Salaires de quatre dactylographes | 4.000 |
| Machines à écrire, fournitures de bureau et impressions | 4.000 |
| Total | 12.160 |

CHAPITRE 31 *ter*. — Dépenses en France du comité de restriction et du service des listes noires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 23,840 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Cette demande de crédit a été disjointe par la Chambre pour supplément d'étude.

Sans observations.

CHAPITRE 31 *quater*. — Dépenses de l'office des biens et intérêts privés en pays ennemis ou occupés.

Crédit demandé par le Gouvernement, 51,840 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 51,840 fr.

Sur ce crédit, 50,000 fr. sont destinés à couvrir l'insuffisance de la dotation de 37,500 fr. allouée pour faire face aux dépenses éventuelles, pendant les cinq derniers mois de l'année 1917, de l'office des biens et intérêts privés en pays ennemis ou occupés, instituée en vue de recueillir et d'examiner les réclamations que les intéressés, aux termes du décret du 2 juillet 1917, sont tenus d'adresser à l'administration.

Le nombre d'imprimés réclamés par le public et les diverses administrations intermédiaires (préfectures, mairies, chambres de commerce, établissements de banque, etc.) a atteint en effet un chiffre plus important que celui qui avait été primitivement prévu.

Le surplus du crédit sollicité, soit 1,840 fr., est nécessaire pour élever la rémunération des auxiliaires temporaires du service de l'office, dans les mêmes conditions que pour le personnel auxiliaire du service du blocus.

## Ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre ; traitements du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 750 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Une réduction de 750 fr. pour le quatrième trimestre, soit 3,000 fr. pour l'année, a été effectuée par la commission du budget sur le crédit du présent chapitre, comme conséquence du rejet de l'augmentation du traitement d'un chef de service de l'administration centrale.

Or, l'augmentation dont il s'agit ne constituait pas une amélioration nouvelle de situation, mais une promotion de classe, accordée dans les limites des crédits prévus au budget et conformément au décret réglementaire du 13 août 1910, fixant les traitements du personnel de l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

L'administration demandait, dans ces conditions, le rétablissement du crédit précité de 750 fr., en faisant valoir que la réduction opérée pesait lourdement sur le personnel, en le privant des avancements auxquels il peut prétendre.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a maintenu sa manière de voir primitive.

CHAPITRE 2. — Indemnités du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 700 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné, pour moitié, à couvrir la dépense résultant de l'application d'une décision ministérielle du 30 juin 1917, qui a alloué à partir du 1er juin 1917 une indemnité fixe de 100 fr. par mois au fonctionnaire délégué dans les fonctions de chef du secrétariat du service spécial de reconstitution des régions envahies au ministère de l'intérieur.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a disjoint cette partie de la demande pour supplément d'information.

Elle a, par contre, adopté l'autre moitié du crédit sollicité, qui s'applique au payement de l'indemnité fixe de 100 fr. par mois accordée par arrêté du 16 juillet 1917, à partir du 1er juin 1917, au fonctionnaire chef du service central chargé de l'application du décret du 2 avril 1917 portant création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers.

Votre commission des finances vous demande de ratifier les décisions de la Chambre.

Nous signalons qu'une annuation égale au crédit dont l'ouverture était sollicitée par le Gouvernement sur le présent chapitre est proposée plus loin au titre des chapitres 53 *sexies* : « Frais d'administration, à Paris et dans les départements, du service de reconstitution des régions envahies. — Personnel » et 68 *bis* : « Application du décret du 2 avril 1917 portant création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers. — Service central. — Personnel ».

CHAPITRE 2 *bis*. — Personnel de l'administration centrale. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,280 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre cotre commission des finances, 4,280 fr.

Ce crédit est destiné à majorer la rémunération des auxiliaires temporaires dans les conditions indiquées au début du présent rapport.

La déppense à prévoir pour le quatrième trimestre de 1917 du chef de l'augmention proposée est de 4,280 fr.

Pour l'année 1918, cete mesure coûtera 17,500 francs en nombre rond.

CHAPITRE 4 *bis*. — Personnel du service intérieur. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,022 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,022 fr.

Ce crédit a pour objet le relèvement des salaires des hommes d'équipe et femmes de service auxiliaires temporaires de l'administration centrale, dans les conditions exposées au début de ce rapport.

L'augmentation journalière prévue entraînera, pour le quatrième trimestre de 1917, une dépense de 1,022 fr. ; la dépense annuelle pour 1918 sera de 3,628 fr.

CHAPITRE 6. — Impressions, achats d'ouvrages, abonnements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 65,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Le crédit additionnel demandé par le Gouvernement était destiné, à concurrence de 20,000 fr., à couvrir l'insuffisance résultant de l'affichage du texte des nombreux décrets portant réglementation de la consommation des denrées alimentaires ou édictant certaines restrictions et, pour le surplus, soit 45,000 fr., à l'application de l'article 16 de la loi du 1er octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons, qui est ainsi conçu :

« Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous cabarets, cafés et autres débits de boissons ; un exemplaire en sera adressé, à cet effet, à tous les maires, cabaretiers, cafetiers et autres débitants de boissons. »

Au cours de la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés le 11 septembre dernier, il a été entendu qu'il serait établi une affiche-type en caractères très apparents. Les frais d'impression pour 500,000 affiches peuvent être évalués à 45,000 fr.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a ramené le crédit à ouvrir à 50,000 fr., sans donner d'explications à cet égard.

Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision, contre laquelle le Gouvernement n'a pas élevé d'objection.

CHAPITRE 6 *ter*. — Frais de fonctionnement des commissions prévues par l'article 15 de la loi du 26 décembre 1914, par l'article 3 de la loi du 30 mai 1916 et par le décret du 27 septembre 1916. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 7,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 7,500 fr.

Ce crédit est destiné à élever la rémunération des auxiliaires temporaires de l'administration centrale dans les conditions indiquées au début de ce rapport.

La dépense pour l'année 1918 sera de 30,000 francs.

CHAPITRE 6 *septiès*. — Frais d'impression relatifs au recensement de la population.

Crédit demandé par le Gouvernement, 140,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Cette demande de crédit a été disjointe par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, pour supplément d'étude.

CHAPITRE 9. — Traitements des fonctionnaires administratifs des départements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,000 fr.

En vue d'assurer, sous les ordres des préfets, l'exécution et le contrôle des mesures relatives à la réorganisation de la vie locale dans les régions libérées, l'administration prévoit l'institution, auprès des préfets de chacun des départements intéressés, d'un deuxième secrétaire général qui serait spécialement délégué à la reconstitution des régions envahies et aux dommages de guerre. Un emploi de cette nature serait créé dans chacun des départements l'Aisne, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de la Somme, du Nord, de la Marne, de la Meuse, de Meurthe-et-Moselle et des Ardennes. En ce qui concerne ce dernier département, la mesure serait, toutefois, ajournée. Votre commission des finances estime qu'elle pourrait l'être également pour les départements de l'Aisne, du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme.

Les nouveaux secrétaires généraux seraient placés sous le régime des classes personnelles. Quoique les départements précités, sauf un, soient de 1re et de 2e classe territoriale, les secrétaires généraux ainsi prévus ne comprendraient que deux secrétaires généraux de 1re classe, quatre de 2e, deux de 3e. Dans ces conditions, la dépense s'établirait, pour une année, ainsi qu'il suit :

| | |
|---|---|
| 2 secrétaires généraux à 7.000 fr..... | 14.000 |
| 4 secrétaires généraux à 6,000 fr..... | 24.000 |
| 2 secrétaires généraux à 4,500 fr..... | 9.000 |
| Soit au total..... | 47.000 |

Le crédit additionnel demandé correspond, en nombre rond, à la dépense pour un trimestre. La Chambre des députés a voté les crédits sans observation. Sous la réserve que nous avons faite ci-dessus, nous proposons de ratifier le vote de la Chambre.

CHAPITRE 13. — Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures.

Crédit demandé par le Gouvernement, 237,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commissiou des finances, 237,500 fr.

Le crédit additionnel demandé a pour objet de permettre à l'Etat de participer aux dépenses que tous les départements se sont imposées pour accorder au personnel des bureaux des préfectures et des sous-préfectures des augmentations temporaires de traitement et des indemnités pour charges de famille. Les quotités fixées par les assemblées départementales sont, d'après les résultats de l'enquête à laquelle il a été procédé, égales ou inférieures à celles adoptées pour les fonctionnaires de l'Etat, mais en aucun cas supérieures.

Les charges ainsi assumées par les budgets départementaux les grèvent assez lourdement, puisque la dépense annuelle s'élève, non compris le département de l'Aisne qui n'a pas fourni sa situation et le département de la Seine, à 1,679,979 fr. et pour la Seine seule à 1,138,000 fr.

La participation de l'Etat serait assurée au moyen d'une indemnité forfaitaire proportionnelle à la dépense engagée par les conseil généraux et qui serait fixée à 10 p. 100 pour la Seine et à 20 p. 100 pour les autres départements.

En tenant compte de l'absence de renseignements concernant le département de l'Aisne, la dépense annuelle représentant la contribution de l'Etat est évaluée par l'administration en nombre rond aux chiffres ci-après :

| | |
|---|---|
| Départements..... | 360.000 |
| Seine..... | 115.000 |
| Total..... | 475.000 |

Le crédit sollicité, égal à la moitié de cette somme, correspond à la dépense d'un semestre.

CHAPITRE 16. — Traitement du personnel de l'administration des *Journaux officiels*.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,725 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,725 fr.

Il n'a été accordé jusqu'ici qu'un crédit de 1,625 fr. en vue de l'application de la loi du 4 août 1917 (suppléments temporaires de traitement) au personnel des journaux officiels.

Or, la dépense résultant de cette mesure pour l'exercice 1917 sera de 6,350 fr. Le crédit additionnel demandé a pour objet de couvrir l'insuffisance ressortant de la comparaison de ces deux sommes.

CHAPITRE 17. — Indemnités du personnel de l'administration des *Journaux officiels*.

Crédit demandé par le Gouvernement, 600 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 600 fr.

Ce crédit est destiné à appliquer aux auxiliaires de l'administration des *Journaux officiels* les dispositions de l'article 6 du décret du 18 août 1917, qui prévoit pour les employés, agents ou ouvriers rémunérés à la journée des avantages équivalents à ceux accordés aux fonctionnaires titulaires par la loi du 4 août 1917.

La dépense annuelle est de 1,200 francs, soit 600 fr. pour le dernier semestre de 1917.

CHAPITRE 17 *bis*. — Indemnités du personnel de l'administration des *Journaux officiels*. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,800 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement avait pour objet, à concurrence de 7,200 fr. le rétablissement d'un crédit distrait par le Parlement des crédits provisoires demandés pour le quatrième trimestre et applicable à la rémunération de deux auxiliaires supplémentaires embauchés par l'administration des *Journaux officiels* au début du troisième trimestre, savoir :

1° Un homme de service supplémentaire rendu nécessaire par suite de l'augmentation des demandes d'abonnements et d'achats de collections : le tirage quotidien du journal est, en effet, passé de 33,000 à 41,000 exemplaires ;

2° Un nouveau chauffeur, dont l'emploi était rendu indispensable par l'état défectueux du matériel et l'état de santé du dernier chauffeur titulaire, âgé de soixante-trois ans.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a, de nouveau, rejeté ce crédit.

Elle a, par contre, adopté le crédit de 6,800 fr. sollicité en vue d'allouer, à partir du 1er juillet 1917, aux ouvriers et agents auxiliaires de l'administration des *Journaux officiels* des relèvements de salaires en raison de la cherté de la vie,

Sans observations.

CHAPITRE 18. — Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des *Journaux officiels*.

Crédit demandé par le Gouvernement, 117,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 117,000 fr.

Le Gouvernement a fourni dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre, au sujet de cette demande de crédits, les explications suivantes qui n'appellent pas d'observations de la part de votre commission des finances :

La commission consultative chargée, par arrêté du 8 février 1917, de donner son avis sur l'exécution et le renouvellement du traité passé par l'Etat pour la composition, l'impression, l'expédition et la distribution des *Journaux officiels* ainsi que sur les modifications susceptibles d'y être apportées, a examiné notamment la question de l'application aux ouvriers des *Journaux officiels* des tarifs syndicaux dont bénéficient les ouvriers des imprimeries privées et ceux de l'imprimerie nationale.

Les salaires payés actuellement dans les ateliers des *Journaux officiels* sont, en effet, à ces tarifs, tels qu'ils ont été fixés en 1906, puis en 1908 et enfin en juin 1917.

La commission a estimé que l'Etat devait désormais se conformer strictement aux prescriptions du décret du 10 août 1899 relatif aux conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat et qu'il lui était impossible,

par suite, de refuser à la société ouvrière qui travaille exclusivement pour lui les moyens d'assurer à son personnel l'application des tarifs dont il s'agit.

Dans ces conditions, on demande l'ouverture des crédits nécessaires pour assurer aux ouvriers des *Journaux officiels* le payement des salaires syndicaux à partir du 1er octobre.

L'adoption des chiffres qui figurent au nouveau tarif nécessitera, pour l'ensemble des besoins d'une année, un crédit de 1,622,479 fr., supérieur de 468,227 fr. au crédit actuellement alloué au titre du chapitre 18. L'augmentation nécessaire pour un trimestre ressort donc à 117,000 fr. en nombre rond.

Cette augmentation a pour contre-partie un relèvement du tarif des annonces qui a fait l'objet des décrets des 9 et 10 octobre 1917 et dont il y a lieu d'attendre des recettes qui compenseront dans l'avenir la nouvelle charge inscrite au budget.

CHAPITRE 29. — Dotation de l'hospice national des Quinze-Vingts et subvention.

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,000 fr.

CHAPITRE 31. — Subvention à la maison nationale de Saint-Maurice.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,000 fr.

Dans les établissements nationaux dépendant du ministère de l'intérieur et qui ont un budget autonome, il a été décidé d'accorder au personnel, à partir du 1er juillet dernier, des suppléments de rémunération analogues à ceux qui ont été prévus par la loi du 4 août 1917 pour les fonctionnaires de l'Etat.

Les crédits additionnels demandés au titre des chapitres ci-dessus ont pour objet de permettre aux établissements qu'ils concernent de faire face à cette nouvelle dépense.

CHAPITRE 32. — Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 31,000 fr.

Crédit voté r la Chambre et proposé par votre commission des finances, 31,000 fr.

L'insuffisance que le crédit additionnel demandé a pour objet de couvrir provient, pour 23,000 fr. de la non-perception des pensions et des bourses des élèves et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du chauffage et, pour le surplus, de l'attribution au personnel, à partir du 1er juillet 1917, de suppléments de traitemenis analogues à ceux qui ont été prévus par la loi du 4 août 1917 pour les fonctionnaires de l'Etat (voir l'explication fournie sous les chapitres 29 et 31).

CHAPITRE 33. — Subvention à l'institution nationale des sourds muets de Paris.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,500 fr.

CHAPITRE 34. — Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Chambéry.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,000 fr.

Les augmentations de subventions demandées ont pour objet de permettre aux établissements d'allouer à leurs personnels des suppléments temporaires de traitement analogues à ceux qui ont été prévus par la loi du 4 août 1917 pour les fonctionnaires de l'Etat (voir l'explication fournie sous les chapitres 29 et 31).

CHAPITRE 35. — Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,400 fr.

L'établissement, après évacuation de ses locaux par une formation sanitaire, a repris son plein exercice en octobre 1917. L'augmentation de subvention demandée est indispensable pour lui permettre d'assurer en 1917 l'équilibre de sa trésorerie, en raison des difficultés de recouvrement de la totalité des indemnités de trousseau en 1917 et de l'attribution au personnel, à partir du 1er juillet 1917, de suppléments de traitement analogues à ceux qui ont été prévus par la loi du 4 août 1917 pour les fonctionnaires de l'Etat (voir l'explication fournie sous les chapitres 29 et 31).

CHAPITRE 53 *noniès*. — Frais d'expertise dans la constatation de l'état des lieux susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre (loi du 5 juillet 1917).

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 100,000 fr.

Il s'agit d'un simple crédit provisionnel que le Gouvernement a justifié comme suit :

La loi du 5 juillet 1917 a organisé une procédure de constatation des dommages de guerre au moyen d'une expertise contradictoire : l'intéressé peut demander qu'il soit procédé par lui-même ou par un expert le représentant, contradictoirement avec le représentant de l'Etat désigné par le préfet, à la visite des biens, meubles ou immeubles endommagés ou détruits. Le procès-verbal de cette visite et l'état descriptif des lieux sont destinés à servir de base à la fixation de l'indemnité de réparation.

L'article 3 dispose que chacune des parties payera son expert et qu'il sera fait masse des autres frais qui seront supportés par moitié par les deux parties.

La faculté de recourir à cette procédure étant accordée par la loi dans son article 1er à tout prétendant droit à une indemnité pour dommages de guerre, de nombreux sinistrés ont, dès la promulgation de la loi, demandé à bénéficier immédiatement de ces dispositions.

Il convient de prévoir, de ce chef, à la charge de l'état des dépenses qu'il importera, dans l'intérêt des populations des régions sinistrées, de régler rapidement.

CHAPITRE 56. — Hygiène et salubrité générales; épidémies.

Crédit demandé par le Gouvernement, 810 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 810 fr.

CHAPITRE 58. — Traitements du personnel du service sanitaire maritime.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,420 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,420 fr.

Les crédits additionnels demandés au titre des chapitres ci-dessus sont destinés à couvrir les insuffisances de dotation allouées pour les suppléments temporaires de traitement prévus par la loi du 4 août 1917.

CHAPITRE 68 *quater*. — Frais d'application dans les départements du décret du 2 avril 1917 portant création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers.

Crédit demandé par le Gouvernement, 200,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 200,000 fr.

Le Gouvernement a fourni au sujet de cette demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi exposé à la Chambre, les explications suivantes qui ne soulèvent pas d'objection de la part de votre commission des finances :

La dotation du chapitre pour 1917 est de 200,000 fr.

Ces crédits ne s'appliquent qu'aux frais d'impression des pièces nécessaires à l'application du décret, telles que cartes d'identité, questionnaires, récépissés de demande de carte d'identité ou formules de registres pour les mairies.

Mais, à côté de ces dépenses, il est d'autres frais auxquels l'administration se trouve dans la nécessité de pourvoir. Il est apparu, en effet, qu'en raison du très grand nombre de déclarations d'étrangers qui ont été reçues dans les mairies, les administrations locales ont dû avoir recours à un personnel supplémentaire. De même, dans les préfectures, on a dû renforcer le service du personnel chargé de centraliser les déclarations reçues dans les mairies, de les classer et d'établir les cartes d'identité. De plus, l'organisation des services a entraîné des dépenses de fourniture de matériel divers qu'il ne semble pas possible de laisser à la charge des préfectures.

Si on évalue à un million le nombre des déclarations d'étrangers reçues dans les départements, la recette réalisée par le Trésor, par suite du versement de 5 fr. qu'on propose de demander aux étrangers, ne sera pas moindre de 5 millions de francs. Il semble équitable de tenir compte du nombre des déclarations reçues ou à prévoir dans chaque département pour établir la base des crédits demandés au Parlement.

En prenant ces indications pour base, il conviendrait d'inscrire au chapitre 68 *quater* une nouvelle somme de 200,000 fr. pour permettre de répondre aux nombreuses demandes des préfets dont est saisi le ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 68 *quinquiès*. — Service central des passeports. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 9,360 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 9,360 fr.

CHAPITRE 68 *sexiès*. — Service central des passeports. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 28,687 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

Au sujet des demandes de crédit qui ont été présentées au titre des chapitres ci-dessus, le Gouvernement a fourni les explications suivantes dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

L'expérience a révélé les inconvénients et les lacunes de la réglementation actuelle du régime des passeports. C'est ainsi que le pouvoir de délivrer et de viser des titres de voyage accordé aux préfets du domicile ou de la résidence a permis trop souvent que des passeports puissent être délivrés à une même personne par le préfet du lieu du domicile et par le préfet du lieu de résidence.

De même, des étrangers tenus pour suspects et qui, de ce fait, s'étaient vu refuser le visa de leurs passeports ont pu, en changeant de résidence, l'obtenir d'une autre autorité moins bien informée.

C'est dans ces conditions qu'il a paru nécessaire d'inviter les préfets et sous-préfets à soumettre au ministre de l'intérieur toutes les demandes de passeports ou de visas.

Ces demandes seraient examinées par les soins d'un service central des passeports, à la direction de la sûreté générale.

Ce service aurait dans ses attributions :

1° L'étude des cas particuliers que soulève l'application de la réglementation et qu'il est indispensable de résoudre en accord avec les ministères de la guerre et des affaires étrangères;

2° L'examen des demandes transmises par les préfets : toutes vérifications utiles, tous renseignements complémentaires seraient demandés aux services dépendant de la sûreté générale;

3° L'établissement d'un répertoire général sur fiches des demandes de passeports et de visas.

Ce répertoire rendrait impossible la délivrance de deux passeports à une même personne; il permettrait de connaître les déplacements effectués par tout Français ou étranger, de vérifier leur fréquence, de connaître la liste nominative des voyageurs franchissant chaque jour la frontière.

La création de ce service entraînerait certaines dépenses de personnel et de matériel, qui seraient d'ailleurs compensées par les ressources à provenir d'une taxe sur la délivrance des passeports et d'un droit sur le visa des passeports.

Les dépenses, pour une année entière, s'établiraient ainsi que suit :

**Personnels. — Indemnités.**

| | |
|---|---|
| 1 chef de service, indemnité, annuelle | 1.800 |
| 3 délégués appartenant aux cadres de la direction de la sûreté générale, indemnité annuelle de 1,200 | 3.600 |
| 3 dactylographes à 200 fr. par mois (sans aucune autre allocation même pour cherté de vie ou charges de famille) | 7.200 |
| 10 employés auxiliaires hommes ou femmes à 6 fr. par jour | 21.600 |
| 1 gardien de bureau à 180 fr. par mois | 2.160 |
| 2 inspecteurs cyclistes, indemnité mensuelle de 45 fr | 1.080 |
| | 37.440 |

**Matériel. — Dépenses permanentes.**

| | |
|---|---|
| Loyer de locaux et charges | 6.500 |
| Chauffage et éclairage | 2.600 |
| Fournitures de bureau, y compris les fiches devant constituer le répertoire nominatif | 30.000 |
| Téléphone (abonnement) | 450 |
| Mobilier, dépenses d'entretien | 1.000 |
| | 40.550 |

**Dépenses d'installation.**

| | |
|---|---|
| Travaux d'aménagement | 8.500 |
| Mobilier et matériel de bureau | 3.100 |
| Appareils de chauffage | 300 |
| Appareils d'éclairage | 600 |
| Téléphone (appareils et installation) | 2.000 |
| Sonneries électriques | 150 |
| Machines à écrire | 2.400 |
| Boîtes à fiches (répertoire) | 1.500 |
| | 18.550 |
| Soit un total de | 96.540 |

Les crédits sollicités correspondaient aux dépenses du quatrième trimestre : quart de la dépense annuelle pour le personnel (chapitre 68 *quinquies*) et, pour le matériel (chapitre 68 *sexies*), totalité des dépenses de première installation et quart des dépenses permanentes annuelles (18,550 fr. + 10,137 fr.)

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a accordé la totalité du crédit applicable aux indemnités, mais réduit le crédit à ouvrir pour les dépenses de matériel à la somme de 25,000 fr., qu'elle a jugée suffisante.

Votre commission des finances vous demande de ratifier ces décisions, contre lesquelles le Gouvernement n'a élevé aucune objection.

CHAPITRE 68 *septies*. — Dépenses concernant les cartes de frontières.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,000 fr.

Aux termes des dispositions concertées entre les départements des affaires étrangères, de la guerre et de l'intérieur, il a été décidé d'accorder une autorisation exceptionnelle permanente de franchir la frontière aux frontaliers, c'est-à-dire aux individus domiciliés effectivement avant la guerre, ou installés définitivement depuis six mois au moins à proximité de la frontière nattonale, en France ou à l'étranger. Les frontaliers doivent être porteurs d'une carte délivrée, sur la proposition des maires ou consuls, par le préfet du département qui comprend la zone frontalière où le titulaire pourra circuler librement.

Une taxe de 2 fr. sera perçue sur chaque carte.

La confection et l'impression de ces cartes entraîneront des frais auxquels il y a lieu de pourvoir. Des indications fournies par les préfets des treize départements intéressés, il résulte que le fonctionnement du service entraînerait une dépense totale une fois payée de 6,000 fr.

C'est cette dépense qu'a pour objet de couvrir le crédit dont l'ouverture est demandée au titre du chapitre nouveau ci-dessus.

CHAPITRE 70. — Police des communes du département de la Seine.

Crédit demandé par le Gouvernement, 389,520 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 389,520 fr.

Ce crédit représente la part de l'Etat dans la dépense qu'entraînera l'application, à partir du 1er juillet dernier, aux agents du service actif de la police des communes de la Seine des suppléments de traitement de 360 à 540 fr. prévus par la loi du 4 août pour les fonctionnaires de l'Etat. Il sera inscrit à une rubrique spéciale du chapitre.

CHAPITRE 71. — Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 284,570 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,283,570 fr.

Sur le crédit additionnel demandé par le Gouvernement, 1,283,570 fr. correspondaient à la participation de l'Etat dans la dépense qu'entraînera l'application, à partir du 1er juillet dernier, aux agents des services actifs de la police municipale à Paris, des suppléments de traitement de 360 et 540 fr. prévus par la loi du 4 août 1917 pour les fonctionnaires de l'Etat.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a accueilli cette partie de la demande.

Elle a, par contre, disjoint pour supplément d'étude le surplus du crédit sollicité, qui s'appliquait au relèvement du traitement maximum des directeurs adjoints de la police municipale et du directeur adjoint de la police judiciaire,

Sans observations.

CHAPITRE 72. — Frais de police de l'agglomération lyonnaise.

Crédit demandé par le Gouvernement, 143,120 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 143,120 fr.

Sur le crédit demandé, 63,120 fr. sont destinés à couvrir l'insuffisance de la dotation accordée pour l'application des suppléments de traitement prévus par la loi du 4 août 1917. Le surplus, soit 80,000 fr, doit permettre l'allocation, à partir du 1er octobre, au personnel subalterne de la police lyonnaise, d'une allocation spéciale et temporaire de 30 fr. par mois, pour lui tenir compte du surcroît de fatigue que lui causent les travaux spéciaux imposés par l'état de guerre.

Il convient de remarquer que les dépenses imputées à ce chapitre sont remboursées pour moitié par les communes de l'agglomération lyonnaise.

CHAPITRE 73. — Frais de la police marseillaise.

Crédit demandé par le Gouvernement, 239,750 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 239,750 fr.

Les motifs qui justifient cette demande de crédits sont les mêmes que ceux qui s'appliquent à la demande relative au chapitre précédent :

| | |
|---|---|
| *Insuffisance de la dotation accordée pour l'application des suppléments temporaires de traitement de la loi du 4 août 1917* | 119.750 » |
| Allocation spéciale et temporaire de 30 fr. par mois au personnel subalterne pour travaux spéciaux nécessités par l'état de guerre | 120.000 » |
| Total | 239.750 » |

La moitié de la dépense sera couverte par une contribution de la ville de Marseille.

CHAPITRE 83. — Frais de contentieux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,202 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commison des finances, 5,202 fr.

Il ne reste sur le présent chapitre qu'un disponible de 148 fr., alors qu'on se trouve dans l'obligation de régler quatre mémoires atteignant au total 2,350 fr.

Un premier crédit de (2,350 fr. — 148 fr.) 2,202 fr. est, de ce chef, nécessaire.

D'autre part, un décret du 20 mai 1914 a institué auprès du ministère de l'intérieur un comité consultatif de règlement amiable des entreprises de travaux publics et des marchés de fournitures intéressant les départements et les communes.

On demande un crédit de 3,000 fr. pour permettre de rétribuer les travaux des rapporteurs attachés à ce comité, qui ont eu à proposer en 1917 le règlement d'affaires importantes.

L'importance du travail à fournir par les rapporteurs est d'ailleurs essentiellement variable suivant la nature des affaires, et il n'est pas possible, pour ce motif, de fixer un taux d'honoraires uniforme. Le montant en sera proposé pour chaque affaire à l'approbation du ministre par le comité.

CHAPITRE 94 *bis*. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporairee pour charges de famille.

Crédit demandé par le Gouvernement, 25,150 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,150 fr.

Insuffisance de la dotation allouée jusqu'ici pour faire face à cette dépense.

CHAPITRE 99. — Rappels d'allocations et bonifications de l'assistance-retraite afférentes à des exercices *clos (article 12 de la loi du 28 juin 1913)*.

Crédit demandé par le Gouvernement, 643 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 643 fr,

Ce crédit est destiné à permettre l'ordonnancement sur ce présent chapitre d'une dépense de 643 fr. effectuée, sur exercices clos et à titre d'avance, par le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

CHAPITRE 100. — Part contributive de l'Etat dans les dépenses résultant de la responsabilité civile des communes (loi du 16 avril 1914).

Crédit demandé par le Gouvernement, 400,000 francs.
Crédit demandé par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 400,000 fr.

Divers jugements ont condamné la ville de Paris et l'Etat, conjointement, par application des dispositions de la loi du 16 avril 1914, à verser des indemnités à des victimes de pillages.

Le total de ces indemnités, auquel doivent s'ajouter les frais des instances, s'élève, en ce qui touche la part incombant à l'Etat, à la somme de 358,302 fr. 23.

D'autre part, il est à présumer que des transactions amiables interviendront dans d'autres affaires, lorsqu'il s'agira de réclamations portant sur des dégâts de peu d'importance ou lorsqu'il paraîtra qu'il est sans avantage de laisser les demandeurs engager des instances judiciaires.

L'administration prévoit, dans ces conditions, pour l'exercice 1917, une dépense totale qui ne sera pas inférieure à 400,000 fr.

Il convient donc d'ouvrir un crédit d'égale somme au titre du chapitre nouveau ci-dessus.

## *Ministère de la guerre.*

1re SECTION. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

**Intérieur.**

CHAPITRE 1er — Traitements du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. — Personnel militaire de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,700 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 100,700 fr.

Application aux officiers de l'administration centrale des suppléments temporaires de solde et des majorations pour enfants proposés en faveua des officiers subalternes.

CHAPITRE 3. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 628,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 262,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement s'appliquait à trois catégories de dépenses :

1° Tout d'abord 300,000 fr. étaient destinés à l'installation du service des archives historiques à la caserne de la rue de Babylone, les locaux qui lui sont affectés dans les locaux ex-

ministère de la guerre étant trop réduits pour classer les archives de la campagne actuelle.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé pour cet objet qu'un crédit de 100,000 fr., la dépense pouvant être faite au titre de l'exercice 1917 ne paraissant pas pouvoir dépasser cette somme;

2° Des crédits s'élevant à 136,000 fr. étaient sollicités pour faire face à des dépenses de matériel entraînées par les remaniements de locaux consécutifs aux modifications apportées à la composition du Gouvernement.

La Chambre a, sur la proposition de sa commission du budget, repoussé ces crédits, pour les motifs qu'il pouvait être fait face aux dépenses envisagées sur les disponibilités du chapitre;

3° Enfin, des suppléments s'élevant respectivement à 59,200 fr. et à 102,800 fr. étaient demandés pour les communications téléphoniques et pour des installations complémentaires imposées par l'extension de divers organes.

La Chambre a accueilli intégralement ces dernières demandes. Elle a finalement voté, au titre du présent chapitre, un crédit total de (100'00 fr. × 162,000 fr.) 262,000 fr.

Votre commission des finances vous propose d'adopter ce chiffre, le Gouvernement n'ayant élevé aucune objection contre les décisions de l'autre Assemblée.

Mais elle estime de son devoir d'appeler l'attention du ministre de la guerre sur l'exagération de certaines dépenses qui ont été faites à l'occasion ou sous le prétexte de l'installation des sous secrétaires d'État ou de services nouveaux. Il est de principe que c'est d'en haut que doit venir l'exemple de la modération dans les dépenses et des économies. Nous avons la confiance que M. le président du conseil, ministre de la guerre, veillera à l'application de ce principe, qui a été trop souvent oublié au ministère de la guerre.

CHAPITRE 5. — Ecoles militaires. — Personnel.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 534,580 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 534,580 fr.

Le crédit de 102,680 fr. demandé primitivement par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre est destiné, à concurrence de 90,580 fr., à l'application, à dater du 1er juillet 1917, au personnel employé dans les écoles militaires, des mesures proposées en vue d'améliorer la situation matérielle des officiers subalternes.

Le surplus, soit 12,100 fr., doit permettre de porter de 2 fr. 05 à 2 fr. 50 le taux de la prime journalière d'alimentation des élèves aspirants de cavalerie du centre de Saumur-Rambouillet, à compter du 25 août 1917, date de l'ouverture du cours, en raison de la cherté des denrées dans ce centre et de l'insuffisance du taux actuel pour y faire face. Le taux de 2 fr. 50 est déjà alloué d'ailleurs dans les centres d'élèves aspirants d'infanterie (Saint-Cyr, Saint-Maixent et Issoudun) et au centre d'éducation physique de Joinville-le-Pont.

Le Gouvernement a demandé en outre, par lettre du 7 décembre courant à la commission du budget, un crédit de 431,900 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 6. — Ecoles militaires. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 126,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 126,000 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir la dépense d'achat d'un premier lot de 7,000 ballons de jeu de football mis à la disposition des armées pour distraire les troupes pendant les séjours dans les cantonnements.

CHAPITRE 7. — Solde de l'armée.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 91,014,580 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 91,014,580 fr.

Le crédit de 29,319,210 fr. demandé primitivement par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre s'applique aux catégories de dépenses suivantes:

Tout d'abord, une somme de 19,192,350 fr. représente le supplément de dépense qui résultera de l'application aux armées et dans la zone de l'intérieur (sauf en ce qui concerne l'administration centrale, les écoles militaires et la garde républicaine), à dater du 1er juillet 1917, des mesures proposées en vue d'améliorer la situation matérielle des officiers subalternes.

En outre, un crédit de 1 million est destiné à compléter ces améliorations par l'allocation aux mêmes catégories d'officiers, en garnison dans certaines places où la hausse des loyers est particulièrement sensible, d'une indemnité de cherté de vie, mais seulement dans le cas où les intéressés sont employés dans une localité autre que celle où ils étaient domiciliés au moment de la mobilisation. Cet avantage complémentaire serait accordé à compter du 1er octobre 1917.

D'autre part, la réalisation des mesures arrêtées en vue de la constitution d'une armée polonaise appelée à combattre sous son drapeau national occasionnera, pendant le quatrième trimestre, des dépenses évaluées à la somme totale de 17,540,000 fr. dont 9,505,000 fr. à titre de première mise et 8,035,000 fr. pour frais divers d'entretien. La quote-part du chapitre 7 dans ces dépenses est de 6,050,000 fr.

De même, les dispositions prises pour le recrutement dans les pays d'outre mer de contingents étragers d'autres nationalités entraîneront, pendant le quatrième trimestre de 1917, des dépenses nouvelles, évaluées à 8,770,000 fr. (recrutement, entretien sur place et transport en France), en sus de celles qui ont été prévues dans les crédits provisoires afférents à ce trimestre pour l'entretien en France des éléments de ces nationalités qui combattent déjà dans nos rangs. La partie de ces dépenses nouvelles qui incombe au chapitre 7 est de 3,025,000 fr.

En outre, le département de la guerre estime qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la bonne gestion des fonds importants et du matériel considérable mis à la disposition de l'aéronautique, d'organiser les corps d'officiers d'administration comptables et contrôleurs du matériel, d'ouvriers d'État et d'adjudants d'administration, dont la création a été prévue par la loi du 15 juillet 1914, relative à l'aéronautique militaire, et dont la constitution s'est trouvée ajournée par la mobilisation.

Les effectifs seraient fixés aux chiffres suivants qui ont été déterminés d'après les besoins présumés de l'arme pendant la période qui suivra la fin des hostilités:

105 officiers d'administration comptables.

70 officiers d'administration contrôleurs du matériel.

50 adjudants d'administration.

40 ouvriers d'État.

La réalisation complète de ces effectifs entraînerait une dépense de première mise d'environ 23,200 fr, et une dépense annuelle d'entretien d'environ 657,800 fr. Elle aurait lieu progressivement au cours d'une période s'étendant de novembre 1917 à fin 1918. La partie de ces dépenses qui incomberait à l'exercice 1917, d'après l'échelonnement prévu, se monte à 29,900 fr.

Enfin, un crédit de 21,960 fr. a pour objet de permettre d'augmenter le nombre des gendarmes auxiliaires assermentés.

Actuellement, en effet, dans beaucoup de brigades, il n'existe qu'un seul gendarme de l'armée active ou de complément, auquel sont adjoints deux gendarmes auxiliaires non assermentés, et cette situation présente de gros inconvénients. On augmenterait donc le nombre des gendarmes auxiliaires assermentés jusqu'à concurrence des 3/5 de leur effectif actuel, d'où un supplément de dépense annuel de 131,400 fr. et, pour les deux derniers mois de 1917, de 21,960 fr.

Le Gouvernement a demandé en outre, par lettre du 7 décembre à la commission du budget, un crédit de 61,695,370 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

La Chambre a accueilli ces diverses demandes et arrêté en conséquence à 91,014,580 fr. le crédit à ouvrir au titre du présent chapitre. C'est ce crédit que votre commission des finances vous propose d'adopter également.

CHAPITRE 8. — Garde républicaine.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 954,560 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 954,560 fr.

Le crédit de 56,820 fr. demandé primitivement par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre est destiné, à concurrence de 43,200 fr.: 1° à augmenter le nombre des indemnités de logement pour gardes mariés logés en ville, le nombre des demandes d'autorisation de mariage auxquelles on ne peut donner satisfaction faute place dans les casernements étant actuellement de 200; 2° à élever le taux de ladite indemnité à dater du 1er octobre 1917. Ce taux, fixé à 180 fr., est, en effet, absolument insuffisant pour permettre à un ménage de se loger dans des conditions d'hygiène convenables. Les gardes républicains étant assimilés aux sous-officiers, on propose de le porter au chiffre de l'indemnité allouée aux sous-officiers en garnison à Paris, soit 408 fr. par an.

Le surplus, soit 13,620 fr., représente la quote part de la garde républicaine dans le supplément de dépenses devant résulter de la réalisation, à dater du 1er juillet 1917, des mesures envisagées pour améliorer la situation matérielle des officiers subalternes.

Le Gouvernement a demandé en outre, par lettre du 7 décembre à la commission du budget, un crédit de 897,740 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

La Chambre a accueilli ces diverses demandes et arrêté de la sorte à 954,560 fr. le crédit à ouvrir au titre du présent chapitre. C'est ce crédit que votre commission des finances vous propose d'adopter également.

CHAPITRE 11. — Frais de déplacements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,292,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,292,000 fr.

La plus grande partie de ce crédit, soit 3 842,000 fr., s'applique au relèvement des taux des indemnités de frais de déplacement.

Le surplus, soit 450,000 fr., représente la quote-part du présent chapitre dans les dépenses nouvelles indiquées au chapitre 7, tant pour la constitution de l'armée polonaise que pour le recrutement de contingents étrangers d'autres nationalités. Il correspond aux frais de missions et aux indemités à allouer aux cadres de conduite.

CHAPITRE 11 *ter*. — Transports.

Crédit demandé par le Gouvernement, 876,916,013 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 876,916,013 fr.

Pour la plus grande partie de cette demande de crédit, il ne s'agit que d'une opération d'ordre.

Conformément au désir exprimé par votre commission des finances, l'administration de la guerre a réalisé, dans les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917, la séparation des crédits applicables aux dépenses de transport et de ceux relatifs aux frais de déplacement, qui avaient été jusqu'alors réunis dans le même chapitre (chapitres 11 pour l'intérieur, 55 pour l'Algérie-Tunisie et 101 pour le Maroc). Les premiers ont été inscrits à un chapitre nouveau (chapitres 11 *ter* pour l'intérieur, 55 *bis* pour l'Algérie-Tunisie et 101 *bis* pour le Maroc); les seconds seuls ont été maintenus respectivement aux chapitres 11, 55 et 101.

Pour que soient groupées à leur chapitre respectifs les dépenses de transport et celles de déplacement pour l'ensemble de l'exercice, on demande aujourd'hui le transfert aux chapitres 11 *ter*, 55 *bis* et 101 *bis* des sommes comprises, pour les dépenses des transports, dans les crédits provisoires ouverts respectivement aux chapitres 11, 55 et 101 pour les trois premiers trimestres de 1917. Le transfert à effectuer du chapitre 11 au chapitre 11 *ter* porte sur une somme totale de 761,087,500 fr.

Sur le surplus du crédit sollicité au titre du chapitre 11 *ter*, une somme de 110,578,513 fr. s'applique à des versements d'acomptes aux compagnies de chemins de fer.

D'après un décompte établi à la date du 1er octobre 1917 par le contrôle commun aux grands réseaux, les dépenses résultant des transports de toute nature effectués ou à faire pour les besoins des troupes françaises depuis le début de la guerre jusqu'à la fin de 1917 sont évaluées à la somme totale de 1,864,390,000 francs.

Ces dépenses donnent lieu, tant qu'elles ne sont pas liquidées définitivement, à des versements d'acomptes représentant 11/12 de leur

montant. Ces acomptes devraient donc s'élever pour les transports effectués ou à effectuer jusqu'au 31 décembre 1917, à :

$\left(1.834.390.000 \text{ fr.} \times \frac{11}{12}\right)$..... 1.709.021.000

Or, les crédits ouverts à cet effet depuis le début de la guerre s'élèvent seulement à..... 1.598.445.487

Il apparaît ainsi une insuffisance de..... 110.578.513

qu'il convient de couvrir par un crédit additionnel d'égale somme.

Enfin, parmi les dépenses nouvelles indiquées au chapitre 7 comme devant résulter de la constitution de l'armée polonaise et des contingents étrangers d'autres nationalités, il est prévu une somme de 5,250,000 fr. pour le transport jusqu'en France des contingents à recruter en 1917.

Dans l'ensemble, le crédit additionnel à ouvrir au titre du présent chapitre ressort à 876,916,013 fr.

CHAPITRE 12. — Service du recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,036,900 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,036,900 fr.

Le crédit additionnel demandé au titre de ce chapitre comprend:

2 millions de francs, pour le recrutement des contingents polonais : installation et fonctionnement de bureaux de recrutement dans les pays où les opérations doivent avoir lieu, indemnités aux consuls, aux délégués polonais recruteurs et aux médecins chargés de l'examen médical des recrues, frais de publicité (voir les explications fournies sous le chapitre 7) ;

1 million fr., pour les frais de même nature se rapportant au recrutement des contingents étrangers d'autres nationalités (voir les explications fournies sous le chapitre 7) ;

20,500 fr., pour couvrir les frais occasionnés par les visites médicales périodiques auxquelles sont assujettis ceux de nos nationaux non dégagés de leurs obligations militaires qui sont en résidence à l'étranger, ces frais étant supérieurs aux crédits alloués à ce titre.

16,400 fr., pour régler les dépenses d'impression des certificats agricoles établis par les administrations préfectorales pour permettre le renvoi dans leurs foyers des agriculteurs mobilisés des vieilles classes ; ces dépenses s'élèvent à 36,400 fr. pour l'année 1917, alors que le crédit ouvert est de 20,000 fr.

CHAPITRE 16. — Réparations civiles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,400,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,400,000 fr.

L'insuffisance que ce crédit a pour objet de couvrir résulte de la comparaison des dépenses incombant au quatrième trimestre de 1917 et des disponibilités apparaissant au début de ce trimestre.

D'une part, les indemnités pour dégâts résultant soit d'explosions, soit d'incendies survenus dans des cantonnements, ainsi que pour dommages causés aux personnes et aux choses par le fonctionnement des services militaires, pouvant être liquidées au cours du quatrième trimestre sont évaluées à..... 2.290.000

D'autre part, des accords conclus avec le gouvernement britannique et le gouvernement belge ont fixé la proportion dans laquelle chacun d'eux participera, avec le gouvernement français, aux dépenses de réfection des routes dégradées par les transports militaires dans les régions du Havre et de Rouen. La contribution du Gouvernement français doit être répartie entre les budgets des travaux publics et de la guerre ; la quote-part de ce dernier représente une somme totale de..... 113.274

Enfin une dépense de..... 75.060

est à prévoir pour le payement d'indemnités aux victimes de bombes tombées d'avions français à Porrentruy (Suisse).

Le total des dépenses incombant au quatrième trimestre de 1917 ressort ainsi à..... 2.478.334

Les disponibilités pour y faire face n'étant que de..... 1.072.060

L'insuffisance est de..... 1.406.274

Soit 1,400,000 fr. en nombre rond.

CHAPITRE 22 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires d'Orléans.

Crédit demandé par le Gouvernement, 115,241 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 115,241 fr.

Il s'agit de la réouverture sur l'exercice courant du crédit d'égale somme annulé sur l'exercice 1916 par la loi du 29 novembre dernier. Comme chaque année, le Gouvernement a demandé, en effet, le report des disponibilités existant sur la somme de 700,000 fr. versée à l'Etat par la ville d'Orléans, en exécution de la convention du 23 novembre 1912, en vue de la réinstallation des casernements du quartier Duportail sur un autre emplacement.

CHAPITRE 24. — Matériel du génie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 13,200 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 13,200 fr.

Ce crédit correspond aux traitements afférents, pendant le quatrième trimestre de 1917, aux 22 emplois d'opérateurs radiotélégraphistes réservés par le décret du 19 novembre 1916, rendu en exécution de la loi du 17 avril 1916, aux militaires réformés ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures reçues ou de maladies contractées devant l'ennemi au cours de la guerre actuelle. Ces emplois étaient jusqu'ici confiés à des militaires.

CHAPITRE 25. — Champ de manœuvre et de tir, stands et manèges.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3 millions 150.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,150.000 fr.

Le crédit demandé au titre du présent chapitre comprend :

2 millions 250,000 fr. pour l'aménagement de cantonnements où seront groupés, en vue d'y recevoir les premiers éléments d'instruction militaire avant leur envoi en France, les contingents destinés à la constitution de l'armée polonaise ainsi que les contingents étrangers d'autres nationalités ;

900,000 fr, pour couvrir une partie de la dépense totale de 1,400,000 francs prévue pour l'établissement d'un camp qui doit servir de tête d'étapes pour l'armée d'Orient ; le complément de cette dépense sera inscrit dans les prévisions budgétaires du premier trimestre de 1918.

CHAPITRE 26. — Camps provisoires pour indigènes coloniaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 250.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 250,000 fr.

Ce crédit est demandé en raison de la nécessité d'installer au camp de Fréjus-Saint-Raphaël une deuxième sous-inlendance et les services administratifs correspondants. La dépense totale est évaluée à 950,000 fr., dont 250,000 francs pour les travaux susceptibles d'être effectués en 1917.

CHAPITRE 29. — Remonte.

Crédit demandé par le Gouvernement, 97,500 fr

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 97,500 fr.

Ce crédit correspond à une partie des dépenses nouvelles prévues pour la constitution de l'armée polonaise et la formation de contingents étrangers d'autres nationalités. Il est destiné à l'achat de montures pour les officiers instructeurs et de chevaux de trait pour les attelages de corvée dans les cantonnements.

CHAPITRE 31. — Alimentation de la troupe.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4 millions 050,000 fr.

Crédit demandé par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,050,000 francs.

CHAPITRE 31 *bis*. — Fourrages.

Crédit demandé par le Gouvernement, 22,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 22,500 fr.

CHAPITRE 31 *ter*. — Chauffage et éclairage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 375,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 375,000 fr.

CHAPITRE 31 *quater*. — Combustibles et ingrédients pour les automobiles et l'aéronautique.

Crédit demandé par le Gouvernement, 90,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 90,000 fr.

CHAPITRE 32. — Habillement et campement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,500,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,500,000 fr.

CHAPITRE 34. — Couchage et ameublement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 75,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 75,000 fr.

CHAPITRE 35. — Etablissements du service de santé. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 30,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,000 fr.

CHAPITRE 36. — Etablissements du service de santé. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 45,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 45,000 fr.

Ces crédits sont destinés à faire face aux dépenses d'entretien des contingents polonais ainsi que des contingents étrangers d'autres nationalités à recruter en 1917, pendant leur séjour dans les cantonnements spéciaux avant leur envoi en France (alimentation, chauffage, éclairage, habillement, couchage et soins médicaux), aux frais de nourriture des animaux dont l'achat est prévu au chapitre 29, ainsi qu'aux dépenses de combustibles et d'ingrédients nécessaires au fonctionnement des automobiles à acheter sur le budget du ministère de l'armement pour les transports et corvées dans les cantonnements.

CHAPITRE 33. — Harnachement de la cavalerie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 780,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 780,000 fr.

Le département de la guerre avait escompté, lors de l'établissement des prévisions budgétaires du troisième trimestre de 1917, que le régime de la gestion directe pour l'entretien de la ferrure, appliqué depuis le milieu de 1915 dans les formations nouvelles et dans celles où l'abonnataire devenait défaillant, serait étendu à toutes les formations de l'armée pour ce trimestre. La fourniture de la ferrure et de l'outillage ainsi que le payement des primes de travail devant, dans ce régime, être assurés pour toutes les armes par le service de l'artillerie, c'est-à-dire par le budget de l'armement, le département de la guerre avait donc supprimé, dans les prévisions du chapitre 33 pour ledit trimestre, les crédits qui y figuraient, au titre des trimestres antérieurs, pour le payement des ferrures fournies par les maréchaux ferrants abonnataires, d'après les prix prévus aux marchés.

Mais la généralisation du régime de la gestion directe n'a pas eu de suite. Cette mesure générale aurait entraîné la rupture d'office de contrats régulièrement consentis et provoqué des difficultés de la part des abonnataires dépossédés. La continuation du régime de l'abonnement a eu par suite, pour effet de maintenir à la charge du chapitre 33 pendant le troisième trimestre les dépenses qui avaient été présumées devoir être supportées par le budget de l'armement,

On demande, en conséquence, l'ouverture à ce chapitre d'un crédit de 780,000 fr. pour couvrir ces dépenses. La loi du 29 septembre 1917

l'a doté d'un relèvement de crédit de même somme pour les dépenses afférentes au quatrième trimestre de 1917.

CHAPITRE 38 *bis*. — Subventions aux œuvres privées d'assistance militaire.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8 millions 785,220 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,785,220 fr.

Sur ce crédit, 6,051,720 fr. s'appliquent aux dépenses entraînées par l'augmentation du prix de revient du pain envoyé aux prisonniers de guerre français en Allemagne. Ce prix de revient s'est trouvé porté à 137 fr. à partir du 1er octobre 1917, alors que les prévisions du quatrième trimestre ont été calculées d'après le prix de 90 fr. le quintal . .

D'autre part, d'après des renseignements parvenus postérieurement à l'établissement des prévisions budgétaires du quatrième trimestre de 1917, la quantité de brodequins-galoches mis à la disposition des œuvres d'assistance aux prisonniers de guerre, au moyen du crédit additionnel de 500,000 fr. ouvert par la loi du 29 juin 1917, ne suffit pas pour permettre de donner satisfaction à tous les besoins. L'administration demande de mettre à la disposition des œuvres un nouveau stock de même importance. Il en résultera une nouvelle dépense de 500,000 fr. non prévue dans les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917,

En outre, il a été décidé de doter les zones de cantonnement des armées d'appareils cinématographiques en vue d'assurer aux troupes des distractions pendant les soirées d'hiver. L'acquisition, l'entretien et le renouvellement du matériel nécessaire à cet effet (appareils de projections, films, etc.) entraîneraient une dépense totale de 1,833,500 fr. Nous ne ferons pas obstacle à cette dépense. Toutefois, il est permis de s'étonner qu'elle soit imputée au budget de la guerre. Des crédits sont en effet ouverts au budget du ministère de l'instruction publique (section des beaux-arts), à destination du service photographique et cinématographique de l'armée (S. P. C. A.). N'y aura-t-il pas confusion dans l'emploi du crédit demandé ? Au surplus, une vérification récente nous a révélé des irrégularités et des désordres regrettables dans le service photographique et cinématographique de l'armée, dans l'administration duquel interviennent confusément les ministères de l'instruction publique (section des beaux-arts), des affaires étrangères et de la guerre. Nous nous proposons d'en rendre compte au Sénat prochainement.

Enfin, la somme de 100,000 fr. votée par le Parlement dans les crédits du quatrième trimestre, en vue de subventionner les centres d'hébergement de permissionnaires sans famille, se trouve insuffisante pour permettre conjointement avec les ressources particulières dont disposent les œuvres qui assurent le fonctionnement de ces centres, de couvrir les dépenses d'entretien de ces militaires. En faisant état de la ressource à provenir d'une participation des permissionnaires, dans la limite de la moitié de l'indemnité journalière de 2 fr. qui leur est allouée pendant la durée de leur permission, l'administration demande que la subvention soit portée au chiffre de 500,000 fr., soit une augmentation de 400,000 fr.

Au total le crédit additionnel à ouvrir au titre du présent chapitre s'élève à :

(6.051.720 + 500.000 + 1.833.500 × 400.000)

8.785.220 fr.

CHAPITRE 41 *bis*. — Dérasement partiel des fortifications de Bayonne.

Crédit demandé par le Gouvernement, 67,989 fr. 15;

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 67,989 fr. 15.

En vertu d'une convention du 8 mars 1899, sanctionnée par la loi du 17 février 1900, relative au dérasement du réduit et de la courtine 2 de l'enceinte fortifiée de la place de Bayonne, cette ville a versé au Trésor public une subvention de 570,000 fr. sur laquelle une somme de ..... 420.000 »

est applicable aux travaux de constructions militaires rendus nécessaires par le dérasement.

Sur cette somme, il a été dépensé de 1901 à 1916 inclus. ..... 352.010 85

Un crédit de ..... 67.989 15

reste, par suite, disponible à la date du 31 décembre 1916.

On en demande l'ouverture à l'exercice 1917 en vue de permettre éventuellement à l'administration de la guerre d'apurer sa situation, lorsque sera rendu l'arrêt à intervenir dans une instance engagée par l'entrepreneur des travaux exécutés pour le dérasement. L'annulation d'une somme égale sur l'exercice 1916 a été prononcée par la loi du 29 novembre dernier.

Algérie et Tunisie.

CHAPITRE 42. — Etat-major général et services généraux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 27,070 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 27,070 fr,

Il s'agit de l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

CHAPITRE 43. — Etats-majors particuliers de l'artillerie et du génie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 45,010 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 45,010 fr.

Ces crédits s'appliquent, pour 17,250 fr., à l'amélioration de la situation des officiers subalternes et, pour le surplus, soit 27,760 fr., à l'amélioration de celle des sous-officiers.

CHAPITRE 44. — Service de l'intendance militaire.

Crédit demandé par le Gouvernement, 22.630 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 22,630 fr.

CHAPITRE 45. — Service de santé.

Crédit demandé par le Gouvernement, 31,790 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 31,790 fr.

CHAPITRE 46. — Vétérinaires militaires et dépôts de remonte.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,710 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,710 fr.

Il s'agit de l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

CHAPITRE 47.— Solde de l'infanterie.

Crédits démandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt de ce projet de loi, 829,060 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 829,060 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (193,860 fr,) et de celle des sous-officiers (635,200 fr.).

CHAPITRE 48. — Solde de la cavalerie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt de ce projet de loi, 87,500 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 87,500 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (20,350 fr.) et de celle des sous-officiers (67,150 fr.)

CHAPITRE 49. — Solde de l'artillerie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt de ce projet de loi, 109,270 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 109,270 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (13,020 fr.) et de celle des sous-officiers (96,260 fr.).

CHAPITRE 50. — Solde du génie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt de ce projet de loi, 31,110 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 31,110 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (2,730 fr.) et de celle des sous-officiers (28,380 fr.)

CHAPITRE 51. — Solde de l'aéronautique.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt de ce projet de loi, 9.260 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 9,260 fr,

Amélioration de la situation des officiers subalternes (4,010 fr. et de celle des sous-officiers (5,250 fr.).

CHAPITRE 52. — Solde du train des équipages militaires.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt de ce projet de loi, 41,790 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 41,790 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (6,000 fr.) et de celle des sous-officiers (35,790 fr.).

CHAPITRE 53. — Soldes des troupes d'administration.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 111,700 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 111,700 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (2,480 fr.) et de celle des sous-officiers (109,220 fr.).

CHAPITRE 56. — Service de recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 370 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 370 fr.

Il s'agit de l'amélioration de la situation des ofhciers subalternes.

CHAPITRE 58. — Justice militaire.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de joi déposé à la Chambre que possérieurement au dépôt dudit projet de loi, 16,950 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 16,950 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (5,230 fr.) et de celle des sous-officiers (11,720 fr.).

CHAPITRE 59. — Etablissements pénitenciaires et sections d'exclus.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 68,630 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 68,630 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (6,310 fr.) et de celle des sous-officiers (62,320 fr.).

CHAPITRE 55. — Frais de déplacements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 115.000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 115,000 fr.

Il s'agit de l'application aux troupes et services d'Algérie et de Tunisie du relèvement des taux des indemnités de déplacements.

CHAPITRE 55 *bis*. — Transports.

Crédit demandé par le Gouvernement 2,307,400 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,307,400 fr.

Ce crédit correspond au total des sommes comprises, pour les dépenses de transport, dans les crédits provisoires ouverts au chapitre 55 (Frais de déplacements) au titre des trois premiers trimestres de 1917, et dont le transfert au chapitre 55 *bis* est demandé pour les motifs exposés au chapitre 11 *ter*. Une annulation d'égale somme est proposée d'autre part sur le chapitre 55.

CHAPITRE 79. — Subvention aux territoires du sud de l'Algérie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 58,920 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 58,920 fr.

Le crédit de 28,070 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre correspond :
Pour 8,070 francs, à l'application au personnel du service des affaires indigènes des territoires du Sud et des compagnies d'oasis sahariennes des mesures proposées pour améliorer la situation matérielle des officiers subalternes et, pour le surplus, soit 20,000 fr., au relèvement du tarif des indemnités de déplacements.
Le Gouvernement a demandé, en outre, par lettre du 7 décembre, à la commission du budget, un crédit de 30,850 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 80. — Gendarmerie de Tunisie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 48,320 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 48,320 fr.

Le crédit de 1,120 francs demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre correspond pour 620 fr. à l'application des améliorations envisagées en faveur des officiers subalternes, et pour 500 fr. au relèvement des indemnités de frais de déplacements des hommes de troupe et des officiers subalternes
Le Gouvernement a demandé en outre, par lettre du 7 décembre, à la commission du budget, un crédit de 47,200 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 81. — Tirailleurs sénégalais en Tunisie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 115,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 115,000 fr.

Ce crédit est destiné à continuer la construction, à Sidi-Salah, près de Sfax (Tunisie), d'un camp pour les tirailleurs sénégalais pendant la période d'hivernage ; la somme de 330,000 fr. allouée, au titre du troisième trimestre de 1917, pour l'installation des camps d'hivernage dans l'Afrique du Nord s'est trouvée insuffisante pour faire face à la totalité des travaux.

CHAPITRE 81 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires en Algérie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 52,440 fr. 11.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 52,540 fr. 11.

Il s'agit du jeu du compte spécial créé par la loi du 14 janvier 1890, pour la réorganisation des établissements militaires en Algérie.
Le montant total des sommes disponibles à la fin de 1916 s'élève à 52,440 fr. 11.
On demande l'ouverture d'un crédit d'égale somme au titre de l'exercice 1917, en vue de la continuation des travaux de reconstruction de la caserne d'Orléans à Alger. L'annulation du crédit de 39,440 fr. 11 resté sans emploi sur l'exercice 1916 a été prononcée par la loi du 29 novembre dernier.

CHAPITRE 81 *ter*. — Dérasement partiel des fortifications d'Alger.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40,518 francs 58.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 40,518 fr. 58.

En vertu d'une convention en date du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893, relative au dérasement d'une partie de l'enceinte d'Alger, cette ville a versé au Trésor une somme totale de 11,470,000 fr. destinée à couvrir les dépenses de démolition et de reconstruction d'immeubles militaires imposées par le dérasement. En 1917, la somme qu'il a jugé nécessaire de réserver pour ces travaux a été amenée à..... 6.470.000 »
sur lesquels il a été dépensé de 1898 à 1916 inclusivement..... 6.429.481 42
de sorte qu'il restait, au 31 décembre de cette dernière année, une disponibilité de..... 40.518 58

On en demande la réouverture à l'exercice 1917, en vue de permettre à l'administration d'achever les travaux nécessités par le dérasement. L'annulation d'une somme égale sur l'exercice 1916 a été prononcée par la loi du 29 novembre 1917.

Divers.

CHAPITRE 83. — Corps d'occupation de Chine.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 37,150 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 37,150 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (6,300 fr.) et de celle des sous-officiers (30,850 fr.)

2e SECTION. — *Occupation militaire du Maroc.*

Troupes métropolitaines et formations indigènes mixtes.

CHAPITRE 88. — Etat-major général et services généraux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 42,690 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 42,690 fr.

Il s'agit de l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

CHAPITRE 89. — Etats-majors particuliers de l'artillerie et du génie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 45,510 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 45,510 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (16,510 fr.) et de celle des sous-officiers (29,000 fr.)

CHAPITRE 70. — Service de l'intendance.

Crédit demandé par le Gouvernement, 10,510 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10,510 fr.

CHAPITRE 91. — Service de santé.

Crédit demandé par le Gouvernement, 15,310 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,310 fr.

CHAPITRE 92. — Vétérinaires militaires et dépôts de remonte mobile.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,400 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,400 fr.

Il s'agit de l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

CHAPITRE 93. — Solde de l'infanterie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 329,160 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 329,160 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (149,510 fr.) et de celle des sous-officiers (179,650 fr.)

CHAPITRE 94. — Solde de la cavalerie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 231,530 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 231,530 fr.

Le crédit de 139,600 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre est destiné pour sa plus grande partie, soit 110,950 fr., à relever, à partir du 1er octobre 1917, l'indemnité spéciale permanente allouée au personnel marocain des goums mixtes. Les goumiers doivent, en effet, pourvoir, au moyen de leur solde (1 fr. 75 pour les fantassins et 3 fr. pour les cavaliers) et de l'indemnité spéciale, à leur alimentation, à leur habillement, à leur harnachement et à la nourriture de leurs montures. Le renchérissement de la vie ne leur permet plus de subvenir à ces dépenses avec les allocations actuelles. L'indemnité spéciale, qui est de 20 centimes pour les fantassins et de 30 centimes pour les cavaliers, serait portée respectivement à 50 centimes et 70 centimes. Le supplément de dépense annuelle qui en résulterait serait de 443,800 fr.
Le surplus, soit 28,650 fr., concerne l'amélioration de la situation des officiers subalternes.
Le Gouvernement a demandé, en outre, par lettre du 7 décembre, à la commission du budget, un crédit de 91,930 fr. pour l'amélioration de celle des sous-officiers.

CHAPITRE 95. — Solde de l'artillerie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 34,060 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 34,060 fr.

CHAPITRE 96. — Solde du génie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre, que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 22,760 fr,
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 22,760 fr.

CHAPITRE 97. — Solde de l'aéronautique.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 5,250 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 5,250 fr.

CHAPITRE 98. — Solde du train des équipages militaires.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 30,240 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 30,240 fr.

CHAPITRE 99. — Solde des troupes d'administration.

Crédits demandés par le Gouvernement, tant dans le projet de loi déposé à la Chambre, que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 34,250 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 34,250 fr.

CHAPITRE 100. — Gendarmerie.

Crédits demandés par le Gouvernement, tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 110,530 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 110,530 fr.

CHAPITRE 102. — Justice militaire.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 13,250 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 13,250 fr.

CHAPITRE 109. — Remonte.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet, 4,140 francs.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre Commission des finances, 4,140 fr.

Les crédits demandés au titre des chapitres ci-dessus concernent l'amélioration de la situation des officiers subalternes et des sous-officiers.

CHAPITRE 101. — Frais de déplacements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 21,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 21,000 fr.

Il s'agit du relèvement, à partir du 1er octobre, des taux des indemnités de frais de déplacements.

CHAPITRE 101 *bis*, — Transports.

Crédit demandé par le Gouvernement 23,091,250 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 23,091,250 fr.

Ce crédit correspond au total des sommes comprises, pour les dépenses de transport, dans les crédits provisoires ouverts au chapitre 101 (frais de déplacements) au titre des trois premiers trimestres de 1917 et dont le transfert au chapitre 101 *bis* est demandé pour les motifs exposés au chapitre 11 *ter*. Une annulatton d'égale somme est proposée sur le chapitre 101.

CHAPITRE 107. — Etablissements du génie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4 millions.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4 millions,

Le dépassement à couvrir porte sur les dépenses d'exploitation du réseau ferré militaire du Maroc occidental.

Depuis l'époque où les prévisions relatives à ces dépenses ont été établies, les prix des matières consommables (charbon, huile, graisse, étoupe, etc.) et des matières premières nécessaires aux réparations et à l'entretien de la voie et du matériel roulant ont subi une hausse importante et le trafic, non seulement pour les besoins militaires mais surtout pour les besoins commerciaux, s'est considérablement accru. Le prix moyen de la tonne de charbon est passé de 178 fr. en août 1916 à 236 fr. en en juin 1917. Le tonnage kilométrique mensuel des marchandises transportées pour le commerce a plus que doublé pendant la même période et le nombre kilométrique de voyageurs transportés par mois a augmenté de 80 p. 100.

Le supplément de dépense résultant de ces circonstances se monte à environ..... 2.700.000

Il est d'ailleurs presque entièrement compensé par une plus-value des recettes réalisée par le Trésor, plus-value qui atteignait au mois de juin 1917 une moyenne mensuelle de 206,220 fr. et qui depuis n'a pas cessé de progresser.

En outre, par suite de l'augmentation des prix de revient, dans laquelle la hausse du fret entre pour une part importante, par suite également de la nécessité de mettre le matériel affecté au trafic en rapport avec l'intensité croissante de celui ci, les achats de matériel effectués en France et à l'étranger ont occasionné un supplément de dépense de..... 2.800.000

Le supplément de dépense total dû à ces diverses causes s'élève donc à..... 5.500.000

Toutefois, par suite d'une disponibilité d'environ..... 1.500.000

sur les crédits affectés aux autres dépenses imputables au chapitre, le crédit additionnel à ouvrir pour équilibrer l'ensemble des dépenses se trouve ramené à..... 4.000.000

CHAPITRE 120. — Entretien des troupes auxiliaires marocaines.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 127,060 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 127,060 fr.

Le crédit de 34,510 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre concerne, pour 33,010 fr., l'amélioration de la situation des officiers subalternes ; et pour le surplus, soit 1,500 fr., le relèvement des indemnités de frais de déplacement.

Le Gouvernement a demandé en outre, par lettre du 7 décembre à la commission du budget, un crédit de 92,550 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

**Troupes coloniales.**

CHAPITRE 124. — Etats-majors.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,700 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,700 fr.

CHAPITRE 125. — Service de l'intendance.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,420 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,420 fr.

CHAPITRE 126. — Service de santé.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1.680 francs,

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,680 fr.

Il s'agit de l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

CHAPITRE 127. — Infanterie coloniale.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 199,360 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 199,360 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (45,110 fr.) et de celle des sous-officiers (154,250 fr.).

CHAPITRE 128. — Artillerie coloniale.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 38,020 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 38,020 fr.

Amélioration de la situation des officiers subalternes (7,170 fr.) et de celles des sous-officiers (30,850 fr.)

## Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

1re SECTION. — *Armement et fabrications de guerre.*

**Intérieur.**

CHAPITRE 2. — Personnel civil de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,538 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,538 fr.

Une partie des demandes de crédits additionnels présentées au titre du budget du ministère de l'armement provient de l'insuffisance des dotations allouées pour les suppléments temporaires de traitements accordés par la loi du 4 août 1917. Ces demandes sont d'ailleurs plus que compensées par une annulation proposée au titre du chapitre 22 *bis*, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

| Nos des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | DÉPENSES probables en 1917. | CRÉDITS ouverts sur 1917. | DIFFÉRENCES En plus. | DIFFÉRENCES En moins. |
|---|---|---|---|---|---|
| 2 | Personnel civil de l'administration centrale | 9.076 » | 4.538 » | 4.538 » | » |
| 8 | Etablissements de l'artillerie. — Personnel | 154.500 » | 120.000 » | 34.500 » | » |
| 9 | Matériel de l'artillerie | 107.500 » | 82.500 » | 25.000 » | » |
| 9 *bis* | Armes portatives, grenades et fusées | 25.000 » | » | 25.000 » | » |
| 16 | Etablissements de l'artillerie (Algérie-Tunisie) | 10.000 » | 7.500 » | 2.500 » | » |
| 22 *bis* | Attributions aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille | 152.480 » | 338.730 » | » | 186.250 » |
| | Totaux | 458.556 » | 553.268 » | 91.538 » | 186.250 » |
| | | | | En moins : 94.712 » | |

Le crédit à ouvrir au titre du chapitre 2 est de 4,538 fr.

CHAPITRE 8. — Etablissements de l'artillerie. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 412,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 412,500 fr.

Sur ce crédit, une somme de 34,500 fr. doit permettre de couvrir l'insuffisance de la dotation allouée pour les suppléments temporaires de traitement accordés par la loi du 4 août 1917.

Le surplus, soit 378,000 fr., est demandé pour attribuer aux dames employées dans les établissement de l'artillerie, à dater du 1er juillet 1917, des salaires équivalents à ceux payés dans les diverses places aux femmes occupant des emplois similaires dans les dépôts, états-majors et services, relevant du ministère de la guerre.

Le relèvement moyen de salaire envisagé est de 30 fr. par mois, soit pour 2,100 dames, 378,000 francs pour un semestre.

CHAPITRE 9. — Matériel de l'artillerie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 25,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

Ce crédit est demandé pour couvrir l'insuffisance de la dotation allouée pour les suppléments temporaires de traitement, prévus par la loi du 4 août 1917.

CHAPITRE 9 *bis*. — Armes portatives. — Grenades et fusées.

Crédit demandé par le Gouvernement, 550 millions 625,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 550 millions 625,000 fr.

Il s'agit, pour la presque totalité de cette somme considérable, soit 550 millions 600,000 francs, d'un simple transfert.

La loi du 30 juin 1917 portant ouverture de crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917 a divisé l'ancien chapitre 9 : matériel de l'artillerie en trois, créant les deux nouveaux chapitres 9 *bis* : armes portatives, grenades et fusées et 9 *ter* : automobiles.

Mais les crédits dont ces nouveaux chapitres ont été dotés ne correspondent exclusivement qu'aux besoins des troisième et quatrième trimestres, Pour permettre la réimputation à ces chapitres des dépenses qui les concernent et qui ont été effectuées depuis le début de l'exercice au titre du chapitre 9, il y a lieu de transférer du chapitre 9 à ces chapitres les sommes suivantes :

| | |
|---|---|
| Chapitre 9 *bis*..... | 550.600.000 |
| Chapitre 9 *ter*..... | 307.864.395 |
| Total..... | 858.464.395 |

Le surplus du crédit sollicité au titre du chapitre 9 *bis*, soit 25,000 fr., est destiné à couvrir l'insuffisance de la dotation allouée pour les suppléments temporaires de traitement prévus par la loi du 4 août 1917.

CHAPITRE 9 *ter*. — Automobiles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 307 millions 864,395 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 307 millions 863,395 fr.

Il s'agit d'un simple transfert de crédit que nous avons expliqué sous le chapitre 9 *bis* ci-dessus.

CHAPITRE 11. — Bâtiments et moteurs.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par la commission des finances, 8 millions de francs.

Ce crédit est destiné à pourvoir à l'acquisition de terrains loués en Amérique pour emmagasiner les stocks de matériel appartenant à l'Etat français et notamment les approvisionnements du service de l'artillerie.

L'administration fait connaître, à l'appui de sa demande, que la société propriétaire de ces terrains cherche à les vendre et qu'on se trouverait dans une situation difficile si l'on était obligé d'évacuer, dans les délais très courts prévus par les baux, les stocks considérables qui y sont accumulés.

On aurait pu se demander s'il était bien nécessaire d'acquérir des terrains qui ne sont destinés qu'à recevoir des installations temporaires et qu'on n'est pas sûr d'utiliser après la guerre, mais l'administration a fait observer que l'opération sera en elle-même avantageuse, car les terrains sont situés sur le front de mer en plein centre industriel, et ne peuvent que gagner en valeur.

Dans ces conditions, la commission des finances ne fait pas d'opposition au vote du crédit.

**Algérie et Tunisie.**

CHAPITRE 16. — Etablissements de l'artillerie

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,500 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,500 fr.

Crédit destiné à couvrir l'insuffisance de la dotation allouée pour les suppéments temporaires de traitement prévus par la loi du 4 août 1917.

2e SECTION. — *Mines et combustibles*

CHPITRE 1er. — Personnel de l'administration centrale. — Traitements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 27,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,200 fr.

En raison de l'extension qu'ont prise depuis la guerre les services de la direction des mines, le Gouvernement a fait connaître qu'il a été nécessaire d'augmenter le personnel et d'installer une partie des nouveaux bureaux dans un appartement privé loué à cet effet (entresol de la maison portant le n° 240 *bis* du boulevard Saint-Germain).

Il a évalué comme suit, dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre, les dépenses supplémentaires devant résulter, pour le qutrième trimestre de 1917, de ces mesures :

| | |
|---|---|
| Appointements et indemnités du personnel (chapitre 1er)..... | 27.600 |
| Indemnités du personnel (chapitre 2). | 1.400 |
| Frais de mission (chapitre 3)..... | 2.500 |
| Frais de bureau et location du local susvisé (chapitre 22)..... | 4.500 |
| Soit au total..... | 36.000 |

Il sollicitait, en conséquence, au titre du présent chapitre, un crédit de 27,600 fr. A la suite des observations présentées par la commission du budget, il a cru toutefois pouvoir réduire à 8,200 fr. cette demande de crédit.

CHAPITRE 2. — Personnel de l'administration centrale. — Allocations et indemnités diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances, 1,400 fr.

CHAPITRE 3. — Personnel de l'administration centrale. — Frais de déplacements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances, 2,500 fr.

Il s'agit des indemnités et des frais de missions du personnel pour la rémunération duquel un crédit est demandé au titre du chapitre premier.

CHAPITRE 15 *bis*. — Personnel du bureau des combustibles végétaux. — Allocations diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,400 fr.

Le décret du 1er juin 1917 a institué au ministère du ravitaillement général et des transports maritimes une direction des combustibles qui a été transférée au ministère de l'armement (sous-secrétariat d'Etat des fabrications de guerre) par décret du 3 juillet 1917.

Cette direction comportait, indépendamment d'un service des charbons, un service des bois et combustibles végétaux dont les attributions ont été définies et amplifiées par décision du sous-secrétaire d'Etat des fabrications de guerre du 6 septembre dernier. Ce service est appelé à connaître, en plus de toutes les questions relatives au bois de chauffage, au bois de boulange et au charbon de bois, de toutes celles afférentes à la tourbe.

Le crédit de 3,400 fr. demandé au titre du chapitre nouveau 15 *bis* ci-dessus comprend, en dehors du crédit nécessaire au payement des deux dames dactylographes et d'une dame secrétaire employées dans le service, le montant des indemnités allouées à un négociant en bois attaché au service. L'administration estime, en effet, indispensable de disposer au moins d'un représentant du commerce des bois dont le concours technique sera de la plus grande utilité.

Les dépenses annuelles de personnel seront de 13,600 fr.

CHAPITRE 22. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, du conseil général des mines, des comités et commissions.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,500 fr.

Ce crédit est demandé en raison de l'extension des services de la direction des mines et se décompose comme suit :

| | |
|---|---|
| Loyer annuel de 10,000 fr. par an, soit par trimestre..... | 2.500 |
| Frais de bureau..... | 2.000 |
| Total..... | 4.500 |

Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies sous les chapitres 1er, 2 et 3.

CHAPITRE 23. — Frais des bureaux des services des mines,

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 9,000 fr.

L'insuffisance qui nécessite l'ouverture, au titre du présent chapitre, d'un crédit additionnel provient du renchérissement continu des fournitures de bureau, et notamment de tous les articles de papeterie, ainsi que de l'augmentation du prix des combustibles, de la taxe d'affranchissement des lettres et des communications téléphoniques et télégraphiques,

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a cru devoir réduire à 9,000 francs le crédit à ouvrir.

Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision, contre laquelle le Gouvernement n'a pas soulevé d'objection.

CHAPITRE 29 *bis*. — *Etudes, matériel d'exploitation et stocks de précaution concernant les combustibles végétaux.*

Crédit demandé par le Gouvernement, 868,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 868,000 fr.

Le crédit demandé a un triple objet :

Il correspond, pour la grande partie, soit 800,000 fr., aux frais d'études et d'achat d'un matériel mécanique destiné à l exploitation des forêts (machines à scier, outils à air comprimé, locomobiles, etc.)

L'outillage à créer est destiné à industrialiser les exploitations du commerce des bois et à augmenter par une organisation des syndicats, la production qu'ils sont susceptibles de realiser avec les moyens dont ils disposent déjà. Cet outillage sera mis temporairement à la disposition des intéressés moyennant des indemnités comprenant l'amortissement et l'entretien. L'administration déclare que les groupements actuels du commerce des bois ne sont pas organisés dans ce but et elle considère par suite qu'il est indispensable qu'elle intervienne elle-même et par des moyens puissants, sans attendre que ces groupements s'outillent par leurs propres moyens. Il ne s'agirait, d'ailleurs, que d'une avance qui serait remboursée progressivement. Les études et essais pour la constitution de cet outillage sont en cours.

Les dépenses envisagées se décomposent ainsi :

| | |
|---|---|
| 60 machines à abattre les taillis.... | 200.000 |
| 100 machines à tronçonner..... | 450.000 |
| 10 locomobiles de 20 à 25 H. P..... | 150.000 |
| Total..... | 800.000 |

D'autre part, une somme de 8,000 fr. représente les frais du laboratoire (10, rue Jacquemont), mis à la disposition du service des tourbes par M. Lancien et utilisé pour les analyses de tourbes et les études concernant l'utilisation de ce combustible (séchage, agglomération, etc.).

Enfin, une somme de 60,000 fr. est demandée en vue de la constitution de stocks de précaution de bois de chauffage. L'administration a justifié comme suit cette partie de la demande dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre :

De semblables stocks sont constiués par certaines municipalités, notamment par la ville de Paris. Mais il est utile que le service des bois et combustibles végétaux puisse s'assurer des disponibilités, afin de parer à une disette imprévue dans un centre quelconque et être à même d'y diriger, sur le champ, les quantités nécessaires pour subvenir à des besoins exceptionnels et urgents. Il importe également d'encourager certains négociants, des réfugiés de pays envahis, par exemple, à commencer immédiatement les exploitations; il arrive, en effet, qu'ils attendent d'avoir placé une partie de leur production avant de se mettre à l'œuvre; or, le placement auprès de municipalités ou de départements est fréquemment retardé par des hésitations de ces assemblées. Il est nécessaire en tout cas, d'être à même de parer à des manques de prévoyance de la part de certaines municipalités. Il s'agit d'ailleurs d'une prévision de dépense de faible importance pour des cas exceptionnels et cette dépense sera récupérée par les cessions des combustibles acquis.

Nous ne ferons pas obstacle au crédit demandé, mais nous appelons l'attention du Gouvernement sur la grande prudence que comporte la création du service des bois et combustibles végétaux. C'est là une entreprise qui nécessite de la part de ceux qui seront appelés à y collaborer des connaissances techniques spéciales et une probité absolue.

## Ministère de la marine.

### CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre et du personnel de l'administration centrale.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépot dudit projet de loi, 64,495 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 59,495 fr.

Le crédit de 34.215 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre s'applique aux dépenses suivantes :

I. — Il s'agit pour 11,500 fr. de l'attribution aux officiers subalternes des différents corps des avantages correspondant à ceux qui sont proposés pour les officiers de l'armée de terre.

II. — 7,320 fr. concernent l'augmentation du salaire des auxiliaires temporaires en service au ministère.

III. — Le développement des services, notamment de l'état-major général (organisation de la défense des côtes, services d'information, etc.), de la direction générale de la guerre sous-marine, de l'aéronautique, de l'artillerie, rend indispensable l'augmentation du nombre des dactylographes et autres employés auxiliaires. On a dû recruter 25 de ces employés, au taux de 5 fr. par jour, soit, en tenant compte du versement pour les retraites ouvrières, une dépense de (1,532 fr. × 25) 38,300 fr. pour l'année entière et de 9,575 fr. pour un trimestre.

En outre, par application des dispositions de l'apticle 12 de la loi du 4 août 1917, on doit payer à un rédacteur mobilisé le montant de son traitement civil (3,000 fr.) depuis le 1er juillet 1917, soit 1,500 fr.

Enfin, une somme de 1,800 fr. est demandée pour élever le salaire de conducteurs d'automobiles.

IV. — L'affectation à la direction centrale de l'artillerie navale de quatre nouveaux agents techniques entraîne l'inscription au chapitre 1er d'un crédit de 2.520 fr., reporté du chapitre 28 (voir les explications fournies à l'appui de la demande de crédits présentée sur ce chapitre).

Le Gouvernement a demandé, en outre, par lettres du 7 décembre, à la commission du budget, deux nouveaux crédits, l'un de 25,280 francs pour l'amélioration de la situation des sous-officiers ; l'autre de 5,000 fr. pour permettre l'application intégrale des décisions de la commission de péréquation des traitements du personnel des administrations centrales.

La Chambre a accueilli ces diverses demandes, sauf celle du crédit de 5,000 fr., relative à l'application de la péréquation. Elle a estimé en effet que ce petit crédit pouvait être trouvé sur l'ensemble des disposinibilités du chapitre. Elle a, dans ces conditions, arrêté le crédit à ouvrir au titre du présent chapitre à 594,595 fr.

C'est le crédit que votre commission des finances vous propose de voter également.

### CHAPITRE 2. — Personnels divers en service à Paris.

Crédit demandé par le Gouvernement, 31,640 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 31,640.

Ce crédit a un triple objet :

Tout d'abord 2,920 fr. s'appliquent à l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

En outre, une somme de 27,500 fr. est destinée à permettre la réouverture de l'école du génie maritime, mesure imposée par la nécessité d'assurer le recrutement des ingénieurs des constructions navales.

Des dispositsons ont été prises pour que les jeunes officiers sortis de polytechnique en 1914 et classés dans le génie maritime puissent recevoir, sans plus attendre, une formation assez complète pour entrer dans la carrière avec des connaissances suffisantes et y fournir tout le rendement désirable.

Le crédit demandé ci-dessus représente, pour un trimestre, la solde et les accessoires de solde du personnel enseignant et des ingénieurs élèves,

Enfin, un crédit de 1,220 fr. est sollicité en vue de relever le fonds d'abonnement affecté à la rémunération des employés du contrôle de la marine.

Avec l'approbation implicite du Parlement, le Gouvernement a déjà fait bénéficier ces employés, par décret du 3 septembre dernier, d'une augmentation équivalente à l'indemnité de cherté de vie allouée aux fonctionnaires par la loi du 7 avril 1917 et le décret du 3 mai suivant.

Il vous demande aujourd'hui le crédit nécessaire pour permettre de leur accorder des avantages semblables à ceux prévus pour les fonctionnaires par la loi du 7 août et le décret du 18 août 1917, et à partir de la même date (1er juillet 1917).

Pour les six employés en service à Paris, le crédit additionnel nécessaire serait de 1,170 fr. pour les suppléments de traitement et de 50 fr. pour les indemnités de charges de famille, soit au total 1,220 fr.

Une demande de crédit analogue est présentée au titre du chapitre 7 pour les employés du contrôle des ports et établissements.

### CHAPITRE 3. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 59,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 55,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à couvrir :

Tout d'abord des dépenses occasionnées par l'extension des services militaires (direction générale de la guerre sous-marine, état-major général, défense des côtes, aéronautique), ainsi que pour divers déplacements et transferts de services :

| | |
|---|---|
| Fournitures de bureau, — Achat de machines à écrire et de divers articles de bureau. | 8.000 |
| Mobilier. — Achat et réparation de mobilier | 14.000 |
| Travaux divers et fournitures pour travaux | 15.000 |
| | 37.000 |

En suite des insuffisances de 17,000 fr. sur les crédits ouverts pour les communications téléphoniques interurbaines et de 5.000 fr. sur les dépenses d'essence employée pour les automobiles du ministère.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a réduit de 4,000 fr. la partie du crédit afférent aux fournitures de bureau et n'a, par suite, accordé au titre du présent chapitre que 55,000 fr.

Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision, contre laquelle le Gouvernement n'a pas élevé d objection.

### CHAPITRE 4. — Impressions. — Livres et reliures. Archives.

Crédit demandé par le Gouvernement, 87,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 77,000 fr.

Le Gouvernement a justifié sa demande de crédit, pour 57,000 fr., par l'accroissement des travaux d'impression, à caractère souvent confidentiel, pour l'état-major général et la direction générale de la guerre sous-marine, et, pour le surplus, soit 30,000 fr., par la répercussion sur les dépenses de la majoration de 8 p. 100 apportée par le décret du 31 août 1917 aux tarifs de l'imprimerie nationale.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a réduit de 10,000 fr. la première partie du crédit sollicité, qu'elle a estimé excessive.

Votre commission des finances vous propose d'accorder, au titre du présent chapitre, le crédit de 77,000 fr. adopté par la Chambre, le Gouvernement n'ayant élevé aucune objection contre la réduction opérée par l'autre Assemblée.

### CHAPITRE 5. — Personnel du service hydrographique.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,070 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,070 fr.

### CHAPITRE 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte.

Crédit demandé par le Gouvernement, 338,430 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 333,430 fr.

### CHAPITRE 9. — Officiers mécaniciens.

Crédit demandé par le Gouvernement, 30,580 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,580 fr.

### CHAPITRE 14. — Personnel du service de l'intendance maritime.

Crédit demandé par le Gouvernement, 52,680 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 52,680 fr.

### CHAPITRE 20. — Personnel du service de santé.

Crédit demandé par le Gouvernement, 50,990 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 990 francs.

### CHAPITRE 23. — Personnel du service des constructions navales.

Crédit demandé par le Gouvernement, 46,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 46,900 fr.

### CHAPITRE 33. — Personnel du service des travaux hydrauliques.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,360 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances, 8,300 fr.

### CHAPITRE 36. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution.

Crédit demandé par le Gouvernement, 24,200 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances, 24,200 fr.

Les crédits ci-dessus sont destinés à améliorer la situation des officiers subalternes.

### CHAPITRE 7. — Contrôle de l'administration de la marine.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,955 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,955 fr.

Ce crédit est destiné à améliorer la situation des employés du contrôle de l'administration de la marine en service dans les ports et établissements, dans les conditions indiquées au chapitre 2. Ces employés sont au nombre de 29. La somme de 5,955 fr. s'applique pour 5,655 fr. aux suppléments temporaires de traitement et pour le surplus aux indemnités pour charges de famille.

### CHAPITRE 10. — Equipages de la flotte.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 5,302,930 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 5,302,930 fr.

Sur le crédit de 103,000 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre, une somme de 75,000 fr. a pour objet de permettre d'allouer au personnel mécanicien et chauffeur, à partir du 1er octobre 1917, des primes de bon entretien de matériel et d'économie des combustibles et des matières grasses, en vue d'intéresser ce personnel au bon entretien des machines et à la restriction des consommations de combustibles.

Serait allouée trimestriellement : à chaque bâtiment, une somme globale calculée à raison de 1 fr. par homme.

Serait allouée annuellement : à un groupe de trois ou quatre navires, une somme globale calculée à raison de 3 fr. par homme.

Ces primes seraient réparties par les com-

mandants des bâtiments entre les hommes et les gradés qui se seraient fait remarquer par leur travail, leurs soins et leur compétence dans l'entretien et la conduite des appareils.

La dépense annuelle serait de 300,000 fr. environ.

Le surplus du crédit primitivement demandé, soit 28,000 fr., est destiné à porter, à partir du 1er octobre, le supplément de 20 centimes actuellement accordé aux matelots de la T.S.F. au taux de 30 centimes prévu pour les quartiers-maîtres de la T.S.F.

Les fonctions des quartiers-maîtres et des matelots sont identiques; elles exigent les mêmes aptitudes et imposent les mêmes fatigues. Il est juste de faire disparaître la différence de traitement qui existe dans les suppléments.

Le Gouvernement a demandé, en outre, par lettre du 7 décembre, à la commission du budget, un crédit de 5,199,930 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 12. — Justice maritime. — Police et surveillance des côtes, ports et établissements.

Crédits demandés par le Gouvernement, tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 303,940 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 303,940 fr.

Sur le crédit de 17,000 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre, 2,250 fr. s'appliquent à l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

Le surplus concerne la rémunération des travaux supplémentaires de diverses catégories de personnels.

La loi du 29 mars 1917 a accordé des crédits pour permettre de porter de 50 centimes à 75 centimes le taux horaire de la rémunération des travaux supplémentaires faits par les commis des services administratifs et les agents techniques d'étude, dans les ports et établissements. L'administration estime équitable de relever également, en le portant de 30 centimes à 50 centimes, le taux de l'allocation similaire payée aux gardiens de bureau, le principe de la rémunération des travaux supplémentaires ayant été admis par les Chambres simultanément pour ces deux personnels. En outre, elle demande de rétribuer les heures supplémentaires faites par les gardes-consignes auxiliaires, qui assistent les gardes-consignes titulaires pour la surveillance des issues, ces agents possédant autant de titres que les gardiens de bureau à la rémunération de leurs heures supplémentaires, étant donné la nature du service; cette rémunération serait fixée à 60 centimes l'heure.

Le crédit nécessaire pour l'allocation des rétributions ci-dessus, s'élève à 59,000 fr. pour une année entière, soit pour le quatrième trimestre de 1917 à 14,750 fr.

Le Gouvernement a demandé, en outre, par lettre du 7 décembre, à la commission du budget, un crédit de 286,940 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 15. — Service des subsistances de l'habillement et du casernement. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 80,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 80,000 fr.

L'augmentation des dépenses provient de l'accroissement des travaux incombant aux ouvriers des subsistances et du casernement.

En ce qui concerne les subsistances, les manutentions se sont accrues du fait que le service a dû délivrer du pain à des troupes ne relevant pas de la marine, à des travailleurs coloniaux et à des prisonniers de guerre. En outre il a fallu à Bizerte recevoir et expédier d'importantes quantités de vin réquisitionnées dans le pays.

L'accroissement des travaux pour le casernement résulte de l'installation, sur le littoral, de nombreux postes du service de l'aéronautique et de l'armement des bâtiments de commerce.

CHAPITRE 16. — Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions 800,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,800,000 fr.

L'insuffisance à couvrir résulte de l'excédent que présente le prix de revient réel du vin (50 fr. environ) sur celui dont il avait été fait état pour établir les prévisions (40 fr.).

CHAPITRE 17. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement 11,318,800 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 11,318,800 fr.

L'insuffisance à couvrir, qui ressort de la comparaison des dépenses prévues (25,143,600 francs) et des crédits ouverts (13,824,800 fr.), se répartit comme suit entre les différents articles du chapitre :

| | |
|---|---|
| Habillement | 9.160.095 |
| Casernement | 2.143.000 |
| Transports | 15.705 |
| Total égal | 11.318.800 |

Le Gouvernement a fourni les explications suivantes sur ces insuffisances dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre :

Habillement. — L'insuffisance du crédit pour l'habillement des marins résulte des causes ci-après :

Il a fallu, au moyen des crédits de 1917, relever les approvisionnements des magasins, sur lesquels des prélèvements importants avaient dû être faits pour habiller les hommes incorporés dans les derniers mois de 1916, les remplacements n'ayant pu être affectués avant la fin de l'année. Il n'avait pas été possible, non plus, vu les difficultés rencontrées pour obtenir des fournitures, de constituer l'approvisionnement destiné à faire face aux délivrances d'entretien dans les premiers mois de 1917, pour les hommes dont il s'agit.

Outre cet arriéré à combler, l'exercice 1917 supporte les conséquences de la hausse sur les matières premières et sur la main-d'œuvre, hausse qui ne fait que s'accroître : c'est ainsi qu'un sac d'habillement de marin, qui dans les prévisions budgétaires avait été évalué à 240 fr., revient à 320 fr.

Cette hausse se répercute sur les délivrances de premier sac aux hommes incorporés, sur les dépenses d'entretien de tous les marins en service (nouveaux et anciens) et sur les dépenses occasionnées par la constitution en magasin de l'approvisionnement se rapportant à l'augmentation des effectifs entre deux années consécutives.

En outre, dans les crédits demandés jusqu'ici pour 1917, les prévisions pour délivrance de nouveaux sacs portent sur l'habillement de 16,700 hommes; or, les incorporations des trois derniers trimestres sont déjà de 18,333 et l'on escompte que d'ici la fin de l'année, les engagement fourniront encore 2,000 hommes, soit un total de 20,300 recrues à habiller au lieu de 16,700.

De ces divers chefs, un supplément de crédit de 7,543,095 fr. est nécessaire.

*Les indemnités pour pertes d'effets à la suite d'événements de mer*, évaluées d'abord à 200,000 fr., puis à 300,000 fr., atteindront au moins 730,000 fr.; le crédit étant seulement de 300,000 fr., on demande l'ouverture d'un nouveau crédit de 430,000 fr.

Par suite de l'augmentation du nombre des patrouilleurs, etc., les délivrances d'effets spéciaux (vêtements imperméables, etc.) ont considérablement augmenté. Les dépenses, primitivement évaluées à 200,000 fr., monteront à 680,000 fr., d'où la nécessité d'un crédit additionnel de 480,000 fr. à ce titre.

De même, en raison de l'extension considérable de l'aéronautique maritime, les vêtements de vol, pour lesquels il n'avait été prévu qu'un crédit de 380,000 fr., occasionneront une dépense d'au moins 1 million 75,000 fr., d'où une insuffisance de 695,000 fr.

Enfin, les dépenses de frais d'emballage augmentent en raison de l'accroissement des envois d'effets d'habillement, d'effets spéciaux et de vêtements de vol, ce qui nécessite un crédit additionnel de 12,000 fr.

Soit, au total, pour les dépenses d'habillement :
(7,543,095 + 438,000 + 480,800 + 695,000 + 12,000) 9,160,095 fr.

*Casernement.* — Les dépenses de casernement (chauffage et éclairage, couchage, matériel de cuisine et de cambuse) ont subi une augmentation considérable du fait qu'en 1917 de nombreux services nouveaux ont été installés à terre : centres d'armement militaire des bâtiments de commerce ; centres et postes de l'aéronautique ; casernements de travailleurs coloniaux.

Il a fallu leur fournir le mobilier et le couchage ; d'où un supplément de dépense de 2,143,000 francs, qu'il est nécessaire de couvrir par un crédit additionnel d'égale somme.

*Transports de matériel.* — Les dépenses de transport de matériel augmentent en raison des envois plus nombreux aux centres et postes installés à terre au cours de l'année.

Un supplément de crédit de 15,705 fr. est nécessaire à ce titre.

CHAPITRE 18. — Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 180,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 180,000 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir l'excédent de dépenses résultant :

1° De l'emploi de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre pour les manutentions de charbon ;

2° De l'extension de la main-d'œuvre féminine substituée dans les ateliers centraux de la flotte à la main-d'œuvre militaire.

CHAPITRE 19. — Service des approvisionements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,304,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,304,000 fr.

Ce crédit est destiné à faire face au payement d'indemnités pour des navires affrétés ou réquisitionnés qui ont été coulés.

CHAPITRE 28. — Personnel du service de l'artillerie.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 79,990 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 79,990 fr.

Sur le crédit de 23,440 fr. demandé par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre, une somme de 19,660 fr. s'applique à l'amélioration de la situation des officiers subalternes.

Le surplus, soit 3,780 fr., est destiné à l'augmentation du personnel.

Une étude a été faite sur les dispositions à prendre en vue de renforcer les services de l'artillerie navale en 1918. Mais l'administration estime qu'il convient de créer de toute urgence dix emplois d'agents techniques de 3e classe à répartir entre la direction centrale et le service technique.

En supposant les nominations faites dès le 1er novembre, les crédits nécessaires se décomposeraient comme suit :

| | |
|---|---|
| 10 agents techniques de 3e classe à 1,800 fr | 3.000 |
| Indemnités de résidence à Paris | 2.400 |
| Indemnités de cherté de vie | 900 |
| Total | 6.300 |

Mais 6 agents seulement seraient affectés au service technique (laboratoire central) et rétribués sur le présent chapitre; les 4 autres seraient affectés à la direction centrale de l'artillerie navale et rétribués sur le chapitre 1er. En même temps donc qu'on demande l'ouverture du crédit total, on propose le transfert au chapitre premier d'une somme de 2,520 fr.

Le crédit restant à ouvrir sur le présent chapitre n'est donc plus que de 3,780 fr.

Le Gouvernement a demandé, en outre, par lettre du 7 décembre à la commission du budget, un crédit de 56,550 fr. pour l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 29. — Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 25,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

Le Gouvernement a présenté à l'appui de sa demande de crédit les explications suivantes, qui ne soulèvent pas d'objection de la part de votre commission des finances.

La loi du 4 août 1917 et le décret du 4 septembre 1917 ont accordé une indemnité de mobilisation de 1 fr. par jour à divers personnels de l'armée de mer qui ne sont pas nourris par l'Etat (gendarmes, marins des directions de port, etc.).

Les armuriers de la marine n'avaient pas été compris parmi les bénéficiaires de cette mesure, sans que cette exception se justifiât. Ce personnel se trouve dans une situation particulière; il est nourri quand il est embarqué; il se nourrit à ses frais lorsqu'il sert dans les directions de l'artillerie ou les établissements hors des ports, mais alors il touche un salaire dénommé « solde de travail ». L'indemnité de mobilisation ne devrait donc être attribuée que dans ce dernier cas; mais, étant données les mutations continuelles entre le service à terre et le service à la mer, ce moyen d'améliorer leur condition serait peu pratique.

Aussi, le département de la marine propose-il de procéder par voie de relèvement de la solde de travail des armuriers à terre, laquelle, ajoutée à leur solde militaire, constitue leur traitement. Il y a lieu de remarquer que l'ensemble des deux éléments se rapproche très sensiblement de la solde des marins mécaniciens des directions de port, qui bénéficient de l'indemnité prévue par le décret précité.

Le relèvement proposé serait de 1 fr. 20 par journée de travail, soit, à raison de 300 jours par an, une augmentation correspondant à l'indemnité de mobilisation de 360 fr. attribuée aux personnels militaires par le décret du 4 septembre 1917,

Le crédit nécessaire pour réaliser cette amélioration qui partirait du 1er juillet est de 64,440 fr, pour un semestre (128,880 fr. pour une année) et serait à répartir comme suit :

| | |
|---|---|
| Chap. 29 | 25.000 |
| Chap. 31 | 25.000 |
| Chap. 48 | 14.440 |
| Total égal | 64.440 |

CHAPITRE 31. — Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 25.000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

Il s'agit du relèvement de la solde de travail des armuriers à terre (se reporter aux explications fournies sous le chapitre 29).

CHAPITRE 35. — Ouvrages maritimes, voirie et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises.

Crédit demandé par le Gouvernement, 335,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 115,000 fr.

Le crédit voté par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget s'applique aux dépenses suivantes :

| | |
|---|---|
| Fonctionnement ininterrompu de l'appareil élévatoire des eaux de la Villeneuve (Brest) afin d'assurer l'approvisionnement des bâtiments de flottilles et de satisfaire aux besoins de l'arsenal | 20.000 |
| Augmentation du prix de l'eau stérilisée, la seule fournie actuellement par la ville de Lorient | 20.000 |
| Frais de fonctionnement de l'usine élévatoire et de l'usine d'épuration de la marine à Toulon | 35.000 |
| Abonnements et conversations téléphoniques. — Le fonctionnement des services du littoral en vue de la guerre sous-marine et de la protection des navires de commerce nécessite des communications incessantes, d'où une augmentation de dépenses de | 40.000 |
| | 115.000 |

La commission du budget de la Chambre a disjoint pour complément d'étude les autres demandes,

CHAPITRE 37. — Frais de déplacement et de transport de personnel — Frais de séjour.

Crédit demandé par le Gouvernement, 175,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 175,000 fr.

Ce crédit est destiné à faire face au relèvement des indemnités de frais de déplacement.

CHAPITRE 39. — Allocations aux soutiens de famille (lois des 7 et 8 août 1913).

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,785,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,785,000 fr.

L'insuffisance à couvrir est due à l'application d'une part, de la circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 14 juin 1917, qui a étendu aux familles des militaires à solde mensuelle, non officiers, le bénéfice de la loi du 5 août 1914 relative aux allocations journalières; d'autre part, de la loi du 4 août 1917 qui a augmenté de 25 centimes le taux des allocations.

Elle se décompose comme suit :

| | |
|---|---|
| Augmentation du nombre des bénéficiaires (4 mois) | 555.000 |
| Relèvement du taux des allocations à compter du 4 août (150 jours) | 2.230.000 |
| Total égal | 2.785.000 |

La commission des finances, en proposant le vote du crédit, rappelle que les officiers mariniers sont appelés à bénéficier des suppléments de solde et des majorations de famille, prévus dans le présent projet de loi en faveur de tous les sous-officiers, et qu'ils cesseront d'avoir droit aux allocations militaires pour soutien de famille. L'administration devra veiller à éviter le cumul.

CHAPITRE 48. — Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,440 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission de finances, 14,440 fr.

Il s'agit du relèvement de la solde de travail des armuriers à terre (se reporter aux explications fournies sous le chapitre 29).

CHAPITRE 51. — Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations.

Crédit demandé par le Gouvernement, 510,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

La commission du budget de la Chambre a disjoint pour supplément d'études cette demande de crédit, qui s'appliquait à divers travaux.

## Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

1re SECTION. — *Instruction publique.*

CHAPITRE 14. — Inspection académique. — Traitements des secrétaires et commis.

Crédit demandé par le Gouvernement, 36,900 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 36,900 fr.

CHAPITRE 119. — Enseignement primaire. — Inspecteurs et inspectrices. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 155,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 155,600 fr.

CHAPITRE 125. — Ecoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 110,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 110,000 fr.

CHAPITRE 128. — Enseignement primaire supérieur.

Crédit demandé par le Gouvernement, 235,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 235,000 fr.

CHAPITRE 130. — Traitements du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,210,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,210,000 fr.

Au cours de la discussion du projet de loi des crédits provisoire du quatrième trimestre de 1917, le Gouvernement a pris l'engagement d'effectuer le payement, pour l'année 1917, des promotions accordées au personnel de l'enseignement primaire en vertu du décret du 9 décembre 1916 relatif au reclassement des instituteurs et institutrices. Les promotions octroyées en 1914, 1915 et 1916 ne seraient payées qu'après la fin des hostilités.

Les crédits additionnels sollicités au titre des chapitres ci-dessus sont destinés à assurer le payement aux intéressés de l'annuité de 1917.

CHAPITRE 20 *bis*. — Subvention à forfait de l'Etat à l'administration générale de l'assistance publique à Paris pour la construction d'un laboratoire d'enseignement technique de la médecine (hôpital Cochin).

Crédit demandé par le Gouvernement, 150,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commision des finances, 150,000 fr.

Le Gouvernement a fourni à à l'appui de cette demande des explications qui peuvent se résumer comme suit :

La nécessité d'une transformation de nos service de clinique s'im pose d'une façon urgente, si l'on veut que notre enseignement médical soit à la hauteur des obligations actuelles et attire après la paix les élèves étrangers qui fréquentaient les universités allemandes.

En particulier, il est nécessaire d'organiser des laboratoires d'enseignement, sans lesquels il n'est pas possible d'initier les élèves aux pratiques d'observation pure. Ces enseignements pratiques de clinique appliquée existent dans presque tous les pays : ils ont fait la fortune de certaines université étrangères, surtout parce qu'ils font défaut chez nous. Il importe de réaliser sans retard ce progrès, à l'heure où l'Amérique se prépare à faire dériver vers la France le courant qui avait porté jusque-là ses étudiants et ses médecins vers l'Allemagne.

Précisément, à l'hôpital Cochin, la construction d'un laboratoire d'enseignement avait été prévue avant la guerre.

Un terrain lui était réservé, les plans étaient faits et lorsque la guerre a éclaté, on allait commencer à bâtir. Mais, depuis le début des hostilités, le prix des constructions s'est accru dans de grandes proportions. Les devis ont dû être fortement relevés et c'est le motif qui empêche à l'heure actuelle de commencer les travaux de ce laboratoire dont la construction est pourtant si urgente.

Le devis primitif avait été arrêté à la somme de 191,147 fr. 64 centimes qui avait été fournie en grande partie par le pari mutuel. La majoration du fait de la guerre est, d'après les devis récemment établis, de 150,000 fr.

C'est cette somme complémentaire de 150,000 francs, que l'on demande aujourd'hui à l'Etat de fournir, afin de ne pas laisser inutilisés les fonds déjà réalisés et de pouvoir doter la clinique de l'hôpital Cochin du laboratoire technique, qui, si la guerre n'était pas survenue, serait aujourd'hui déjà édifié.

Votre commission des finances vous propose d'accorder ce crédit.

CHAPITRE 86 *bis*. — Dégagement de la bibliothèque de l'Arsenal.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

En sollicitant au titre du chapitre nouveau ci-dessus un crédit additionnel de 1,000 fr., le

Gouvernement demandait au Parlement de se prononcer sur le principe des mesures qu'il proposait pour le dégagement de la bibliothèque de l'Arsenal. Il s'agit en l'espèce de l'acquisition d'immeubles voisins pour lesquels il y a promesse de vente valable jusqu'au 31 décembre 1917 pour un prix net de 625,000 fr., ce prix devant porter intérêt à 4 p. 100 à compter de l'entrée en jouissance pour la période qui s'écoulera entre le 1er janvier 1918 et le moment du payement.

La Chambre, sur la proposition de sa commmission du budget, a rejeté cette demande de crédit, en priant l'administration de présenter au plus tôt un projet de loi régulier, comportant l'indication totale du crédit nécessaire et toutes les les explications utiles.

CHAPITRE 92. — Archives nationales. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement 1,800 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 18,00 fr.

Cette insuffisance vient de ce que l'exercice 1917, par suite d'une livraison tardive, a dû supporter la charge d'une fourniture de charbon dont le payement aurait dû incomber à l'exercice 1916. Il ne s'agit en réalité que d'un report de crédit d'un exercice à l'autre.

CHAPITRE 121. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,200 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

La commission du budget de la Chambre a disjoint et renvoyé à l'examen du rapporteur spécial du budget de l'instruction publique cette demande de crédit, qui concernait l'enseignement du latin.

CHAPITRE 129. — Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement primaire.

Crédit demandé par le Gouvernement, 30,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,000 fr.

Le crédit de 60,000 francs (200,000 francs pour l'annuité), ouvert par la loi du 29 septembre 1917 pour donner satisfaction aux nouvelles demandes d'exonération de frais de pension dans les établissements d'enseignement primaire supérieur formées par des familles victimes de la guerre (décret du 8 décembre 1914), se trouve insuffisant.

Par suite de la prolongation de la guerre, beaucoup de familles sont évacuées de la zone des armées, beaucoup sont rapatriées et des chefs de famille disparaissent tous les jours. Le nombre des enfants pour lesquels ces exonérations ont été prévues augmente donc dans des proportions considérables.

Pour faire face aux demandes jusqu'à la fin de l'année, un crédit additionnel de 30,000 fr. est nécessaire.

CHAPITRE 133. — Part contributive de l'Etat dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150.000 âmes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 732,600 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 732.600 fr.

L'insuffisance que ce crédit a pour objet de couvrir porte sur les suppléments temporaires de traitements des instituteurs des grandes villes.

Le crédit de 1,500,000 fr. prévu pour cet objet pour un semestre dans les crédit provisoires du quatrième trimestre a été calculé sur un taux d'indemnité de 360 fr., alors qu'en réalité ce taux est de 540 fr.

Pour 8,140 fonctionnaires, le supplément nécessaire est ainsi de 732,600 fr. par semestre.

CHAPITRE 148. — Service des constructions scolaires. — Lycées et collèges de jeunes filles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 500,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances. 300,000 fr.

Le crédit inscrit à ce chapitre, fixé à 2 millions 745,380 fr. en 1914, avait été ramené à 700,000 fr. en 1915, 600,000 fr, en 1916 et 500,000 francs pour l'exercice 1917, en raison de la suspension des travaux pendant les hostilités.

Mais, au cours de la présente année, de nombreuses municipalités ont pu se procurer la main-d'œuvre et les matériaux qui faisaient précédemment défaut, et les travaux en cours d'exécution ont repris une nouvelle activité.

De ce fait, les acomptes à payer aux villes sur les subventions qui leur ont été accordées s'élèveront au minimum à 800,000 fr., d'où la nécessité d'un crédit additionnel de 300,000 fr. pour assurer le fonctionnement normal du service des constructions scolaires de l'enseignement secondaire des jeunes filles.

2e SECTION. — *Beaux-Arts.*

CHAPITRE 4. — Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts.

Crédit demandé par le Gouvernement, 682 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 682 fr.

CHAPITRE 10.— Ecole nationale supérieure des beaux-arts à Paris. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,135 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,135 fr.

CHAPITRE 17. — Ecoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,447 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,447 fr.

CHAPITRE 24. — Bibliothèque publique de l'Opéra. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 45 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 45 fr.

CHAPITRE 28. — Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 45 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 45 fr.

CHAPITRE 35.— Manufacture nationale de Sèvres. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 9,128 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 9,128 fr.

CHAPITRE 40. — Manufacture nationale des Gobelins. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,845 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,845 fr.

CHAPITRE 44. — Manufacture nationale de Beauvais. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1.418 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,418 fr.

CHAPITRE 48.— Musées nationaux, — Personnel de gardiennage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,823 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14,828 fr.

CHAPITRE 50. — Musées nationaux. — Salaires des gagistes. — Indemnités diverses, secours, frais de voyage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,080 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1080 fr.

CHAPITRE 53. — Musée Guimet. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 270 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 270 fr.

CHAPITRE 61. — Conservation des palais nationaux. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,604 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,604 fr.

CHAPITRE 64. — Administration du mobilier national. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,040 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,040 fr.

CHAPITRE 73. — Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 405 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 405 fr.

CHAPITRE 76. — Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,508 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,508 fr.

CHAPITRE 84. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,690 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,690 fr.

Les demandes de crédits additionnels ci-dessus, formant un total de 48,170 fr., résultent de la revision des prévisions de dépenses relatives aux suppléments de traitement accordés par la loi du 4 août 1917. Des rectifications analogues ont été opérées sur les demaudes de crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917. Les crédits actuellement sollicités s'appliquent aux dépenses du troisième trimestre.

Cette même revision a conduit à proposer, comme nous le verrons plus loin, sur d'autres chapitres, des annulations s'élevant à 14,379 fr.

CHAPITRE 94. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'amélioration.

Crédit demandé par le Gouvernement, 10,134 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10,134 fr.

Par acte administratif du 18 janvier 1915, l'Etat s'est rendu acquéreur, moyennant le prix de 9,600 fr., d'un terrain sis dans la commune de Garches, destiné à la construction d'un réservoir pour le service des eaux de Versailles et de Marly.

Le contrat ayant stipulé que le payement serait effectué aussitôt après l'accomplissement des formalités hypothécaires et ces formalités n'ayant été terminées que cette année, la dépense dont il s'agit doit être imputée sur l'exercice 1917.

La somme à payer sur ledit exercice se compose du prix principal, soit..... 9.600
des intérêts de cette somme pour l'année courante, soit $\left(\frac{9.600 \text{ fr.} \times 4}{100}\right)$..... 384
enfin des honoraires restant dus à l'avoué conseil ..... 150
Total..... 10.134

Le crédit de 82.200 fr. inscrit au chapitre 94 du budget de l'exercice courant devant être absorbé en totalité par les travaux en cours d'exécution, il est nécessaire pour faire face à cette dépense d'ouvrir sur le chapitre susvisé un crédit additionnel de 10,134 fr.

Il est à remarquer que la somme destinée au payement des travaux dont il s'agit ayant été primitivement prévue en 1916 et ce payement n'ayant pu être fait, une somme de 11,291 fr. 16 est tombée en annulation sur le chapitre 94 de cet exercice.

CHAPITRE 103. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.

Crédit demandé par le Gouvernement, 694 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 694 fr.

Le conservateur du musée d'Ennery a reçu, en 1916, une avance de 2,000 fr. sur le chapitre des dons et legs pour le payement de dépenses urgentes de matériel.
Sur cette avance, il n'a dépensé qu'une somme de 1,306 fr. 30 et le reliquat, soit 693 fr. 70, a été reversé au Trésor le 27 février 1917.
La comptabilité relative à l'emploi de fonds provenant de legs ou de dotations s'effectuant par année, toutes les opérations doivent être arrêtées au 31 décembre et les crédits non consommés sont reportés par décret à l'exercice suivant.
En raison de la mobilisation du conservateur, la justification de l'avance ci-dessus n'a été produite que tardivement et le report par décret, à l'exercice 1917, du crédit non employé en 1916 n'a pu être provoqué en temps utile.
C'est ce crédit dont l'ouverture est demandée aujourd'hui au Parlement.

## Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

1re SECTION. — *Commerce et industrie.*

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,030 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,030 fr.

CHAPITRE 3. — Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 360 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 360 fr.

Ces crédits sont destinés à élever la rémunération des auxiliaires temporaires dans les conditions indiquées.
Cette mesure s'applique à 47 agents, en ce qui concerne le chapitre 1er et à 4 hommes de service en ce qui concerne le chapitre 3.

CHAPITRE 17. — Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel. — Traitements et salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,680 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,680 fr.

L'insuffisance à couvrir provient de la démobilisation, à dater du 1er septembre 1917, d'un professeur de géométrie au conservatoire national des arts et métiers, mobilisé comme capitaine d'artillerie de réserve. Le traitement civil de ce fonctionnaire doit, en effet, être rétabli intégralement à partir de cette date.

CHAPITRE 24. — Ecoles nationales professionnelles. — Subvention pour les dépenses de fonctionnement (personnel, matériel, bourses et dépenses diverses).

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,700 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

La Chambre a disjoint, pour supplément d'étude, cette demande de crédit qui concernait l'application de l'article 12 de la loi du 4 août 1917, relatif au cumul de la solde militaire et du traitement civil des fonctionnaires mobilisés des classes 1911 et suivantes.

2e SECTION. — *Postes et télégraphes.*

CHAPITRE 1er — Personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 17,500 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 17,500 fr.

Ce crédit est destiné à élever la rémunération des auxiliaires temporaires de l'administration centrale dans les conditions indiquée plus haut.

CHAPITRE 8. — Inspection générale et services techniques. — Ateliers de construction. — Contrôle. — Personnel des agents et des sous-agents.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 50,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Cette demande de crédit a été présentée par le Gouvernement par lettre du 28 novembre à la commission du budget de la Chambre. L'insuffisance que le crédit sollicité a pour objet de couvrir provient de ce qu'aucun crédit n'a été ouvert en 1917 sur le présent chapitre en vue de l'allocation des suppléments temporaires de traitement prévus par la loi du 4 août 1917. L'administration n'avait pas cru devoir solliciter à ce titre de relèvement de crédit; elle comptait pouvoir faire face à la charge nouvelle au moyen de disponibilités sur l'ensemble du chapitre. Mais ses prévisions ne se sont pas réalisées.

CAHPITRE 9. — Exploitotion. — Personnel des agents.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1'000 fr.

Le nouveau bureau central téléphonique de Paris-Elysées a été ouvert au service au mois de décembre.
Le crédit demandé correspond au traitement à partir du 1er novembre, de l'agent placé à la tête de ce bureau. Cette création d'emploi a été envisagée à partir de cette date, pour permettre au titulaire de prendre, en temps utile, toutes les mesures préparatoires d'organisation.

CHAPITRE 10. — Rétribution des agents non commissionnés et frais d'aide.

Crédit demandé par le Gouvernement, 80,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 80,000 fr.

Cette augmentation de crédit est indispensable pour faire face aux nécessités actuelles du service, tant pour renforcer l'effectif que pour élever éventuellement la rémunération du personnel auxiliaire en raison de la cherté de vie.

CHAPITRE 11. — Exploitation. — Personnel des sous-agents.

Crédit demandé par le Gouvernement, 87,450 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 87,450 fr.

Il paraît équitable, étant donnée la cherté sans cesse croissante du prix de la vie, d'accorder une bonification temporaire de rétribution aux jeunes facteurs des télégraphes et apprentis de l'atelier des timbres-poste âgés de moins de seize ans, ainsi qu'aux sous-agents auxiliaires permanents fournissant un service d'une durée inférieure à six heures par jour ouvrable.
La mesure, applicable à partir du 1er juillet dernier, nécessite l'ouverture des crédits additionnels ci-après :

| | |
|---|---|
| Chap. 11 | 87.450 |
| Chap. 12 | 1.088.500 |
| Chap. 29 | 3.750 |
| Total | 1.179.700 |

La dépense pour une année entière ressortirait à 2,359,400 fr.

CHAPITRE 12. — Exploitation. — Sous-agents auxiliaires.

| | |
|---|---|
| Crédit demandé par le Gouvernement | 1.156.000 |
| Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances | 1.088.500 |

Sur le crédit demandé par le Gouvernement une somme de 67,500 fr. correspondait à une insuffisance entrainée par les motifs exposés sous le chapitre 10, mais l'administration, mieux renseignée, a renoncé à cette partie de sa demande.
Le surplus du crédit sollicité, soit 1,088,500 fr., est destiné à allouer une bonification temporaire aux jeunes facteurs de moins de seize ans et aux sous-agents auxiliaires permanents fournissant une durée de travail inférieure à six heures, dans les conditions indiquées au hapitre 11.

CHAPITRE 14. — Indemnitées diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,117 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,117 fr.

En présence de la difficulté de recrutement de personnel masculin et pour améliorer ses moyens d'action, l'administration propose de nouvelles substitutions d'emplois de dames à des emplois de commis.
Pour combler les vacances d'emplois de commis existant actuellement ou qui se produiront prochainement dans les effectifs télégraphiques, elle demande la transformation, à Paris, de 29 emplois de commis en 38 emplois de dames et, dans les départements, de 50 emplois de commis en 69 emplois de dames.
Ces transformations ont été envisagées à compter du 1er novembre 1917. Elle se traduiront, pour une année entière, par une diminution nette de dépense de 1,815 fr. (chap. 9 : — 7,315 fr. ; chap. 14 : + 5,500 fr.) et pour les deux derniers mois de 1917, par un supplément de charge, sur le présent chapitre, de 917 fr., plus que compensé par une annulation de 1,219 fr., proposée, d'autre part, sur le chapitre 9.
Il. — Un relèvement de 200 fr. correspond aux indemnités de l'agent placé à la tête du nouveau bureau central téléphonique de Paris-Elysée (se reporter aux explications fournies sous le chapitre 9).
Au total, le crédit additionnel nécessaire sur le présent chapitre se monte à 1,117 fr.

CHAPITRE 14 *bis*. — Frais de remplacement du personnel mobilisé.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 500,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,000,000 fr.

Augmentation de crédit indispensable pour faire face aux nécessités actuelles du service.

CHAPITRE 18. — Matériel des bureaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 600,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 500,000 fr.

Un crédit de 890,000 fr. a été mis à la disposition de l'administration en vue de tenir compte aux directeurs départementaux, receveurs et facteurs receveurs titulaires d'abonnements pour frais de régie des dépenses supplémentaires qu'ils ont dû supporter en raison du renchérissement des marchandises pendant la période du 1er juillet 1916 au 30 juin 1917.
Il a été ainsi possible de rembourser à chaque intéressé 25 p. 100 des charges supplémentaires qu'il a subies par suite de la continuation de la hausse des prix. Mais ce taux de 25 p. 100 est devenu insuffisant.
En présence de la hausse continue des prix des matières dont les receveurs ont à s'approvisionner, il paraît équitable à l'administration de porter à 50 p. 100 le taux de cette contribution à partir du 1er octobre 1917.
Elle a évalué le supplément de dépense à prévoir sur ces bases, pour 1917, à 667,500 fr., soit :

| | |
|---|---|
| Maintien, pour la période du 1er juillet au 30 septembre 1917, de l'indemnité calculée à raison de 25 p. 100 des débours supplémentaires | 222.500 |
| Relèvement, à partir du 1er octobre 1917, de 25 à 50 p. 100 de ladite indemnité | 445.000 |
| Ensemble | 667.500 |

D'autre part, elle estime qu'il convient de faire bénéficier d'une mesure identique les entreposeurs, les gardiens d'entrepôts et les titulaires des bureaux exclusivement télégraphiques ou téléphoniques qui reçoivent également

un abonnement à titre de frais de régie et qui supportent, comme les autres titulaires d'abonnements, des dépenses supplémentaires du fait du renchérissement des matières.

L'octroi à ces derniers d'une indemité compensatrice de 50 p. 100 entrainerait, au titre de l'exercice 1917, une charge nouvelle de 31,500 fr.

Au total, elle demandait un crédit additionnel de (667,500 fr. + 31,500 fr.) 699,000 fr.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a estimé suffisant d'accorder 509,000 fr.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision, contre laquelle le Gouvernement n'a pas soulevé d'objection.

CHAPITRE 19. — Impressions et publications.

Crédit demandé par le Gouvernement, 214,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 214,000 fr.

Sur ce crédit, 203,000 fr. représentent le supplément de charge résultant de la majoration de 8 p. 100 apportée par le décret du 31 août 1917 au tarif de l'Imprimerie nationale fixé par décret du 5 février 1917.

Le surplus, soit 11,000 fr., s'applique à la réimpression de la liste alphabétique des objets suspects mise à la fin de 1915 à la disposition du personnel postal chargé de contrôler la circulation des publications suspectes.

Cette liste, qui doit être tenue à jour, est en effet actuellement devenue très difficile à consulter en raison du grand nombre d'additions qui y ont été apportées.

CHAPITRE 29. — Salaires du personnel ouvrier des services techniques.

Crédit demandé par le Gouvernement, 38,750 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 38,750 fr.

Sur ce crédit, 35,000 fr. sont nécessaires pour faire face aux nécessités actuelles du service. Le surplus, soit 3,750 fr., est destiné à allouer une bonification temporaire aux jeunes apprentis de l'atelier des timbres-poste (voir les explications fournies sous le chapitre 11).

3e SECTION. — *Transports maritimes et marine marchande.*

CHAPITRE 1er. — Traitements du sous-secrétaire d'Etat et du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,697 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,697 fr.

Sur ce crédit, 6,847 fr. s'appliquent à l'augmentation des salaires des employés temporaires à partir du 1er octobre 1917 dans les conditions indiquées plus haut.

Quant au surplus du crédit demandé, le Gouvernement a fourni pour le justifier les explications suivantes :

La centralisation des transports maritimes et de la marine marchande a rendu nécessaire la réorganisation des anciens services du sous-secrétariat d'Etat et la création de services nouveaux. Par décret du 4 septembre 1917, il a été institué au sous-secrétariat des transports maritimes et de la marine marchande 9 services, dont 4 nouveaux, parmi lesquels on compte le service de construction et d'entretien de la flotte commerciale.

Ce nouvel organisme a dans ses attributions toutes les mesures à prendre pour assurer la construction, la réparation et l'entretien des navires destinés aux services publics et aux particuliers, la création et le développement des chantiers de construction maritime, le contrôle de ces établissements, ainsi que celui de toute commande exécutée dans les chantiers de l'étranger.

Son personnel central est composé en majeure partie d'ingénieurs du génie maritime et de mobilisés ; mais l'extension prise par ce nouveau service, en raison même de ses nombreuses attributions et son caractère technique, ont nécessité la création d'une section de la main-d'œvre, d'un représentant de la marine marchande auprès du service des produits métallurgiques et de deux chefs de secrétariat. Etant donnée l'impossibilité où l'on se trouve d'obtenir du personnel mobilisé pour occuper ces nouveaux emplois, il est nécessaire de prévoir au budget pour le traitement du personnel non mobilisé un crédit calculé sur les bases suivantes :

| | |
|---|---|
| 1 chef de la section de la main-d'œuvre | 7.200 |
| 1 représentant de la marine marchande auprès du service des produits métallurgiques | 4.200 |
| 2 chefs de secrétariat à 6,000 fr. | 12.000 |
| Soit, par an | 23.400 |

Pour fixer ces chiffres, on s'est basé sur les traitements d'un personnel similaire dans l'industrie privée, parce qu'il est nécessaire de recruter un personnel ayant de solides connaissances techniques.

Le crédit nécessaire pour l'entretien de ce nouveau personnel pendant le quatrième trimestre de 1917 s'élevera donc à $\left(\frac{23,400 \text{ fr.}}{4}\right)$ 5,850 fr.

CHAPITRE 2. — Travaux supplémentaires, secours et allocations aux divers personnels en service à l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 998 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 998 fr.

L'insuffisance porte sur les indemnités pour heures supplémentaires. Elle s'explique par l'obligation d'une exécution rapide du travail par un personnel peu nombreux.

CHAPITRE 3. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,118 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14,118 fr.

L'insuffisance à couvrir porte sur les frais d'exploitation et d'entretien des lignes téléphoniques pendant l'année 1917.

Elle vient surtout de la multiplicité des communications échangées avec les différents ports et l'Angleterre.

CHAPITRE 3 *bis*. — Frais de fonctionnement de la commission de la marine marchande pour l'assurance des risques maritimes de guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 15,675 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,675 fr.

En attendant l'ouverture au budget du sous-secrétariat d'Etat des transports maritimes et de la marine marchande de crédits pour les frais d'administration du service des assurances, il avait été admis que les dépenses afférentes au fonctionnement de ce service continueraient à être imputées dans les écritures de la caisse centrale au compte du service des assurances maritimes.

Toutefois, il n'a été prévu dans les crédits provisoires du quatrième trimestre que les frais de fonctionnement afférents à ce trimestre.

Pour régulariser la situation pour la période antérieure allant du 13 août au 1er octobre, en remboursant au compte spécial, au moyen des crédits budgétaires, les dépenses d'administration imputées à ce compte pendant la période qui vient d'être indiquée, il convient d'accorder un crédit additionnel de 15,675 fr. égal à la moitié des crédits de 31,350 fr., accordés pour un trimestre.

CHAPITRE 4. — Personnel du service général.

Crédit demandé par le Gouvernement, 17,940 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances. 17,940 fr.

Ce crédit s'applique, pour 11,690 fr., à l'amélioration de la situation des officiers subalternes relevant du sous-secrétariat d'Etat des transports maritimes et de la marine marchande.

Le surplus, soit 6,250 fr., correspond au salaire, à raison de 100 fr. par mois, des employés auxiliaires temporaires qu'il a été nécessaire de recruter pour une durée de deux mois et demi, en vue de procéder au travail de recensement professionnel des gens de mer dans un certain nombre de quartiers des directions de l'inscription maritime de Saint-Servan, Nantes et Marseille.

CHAPITRE 4 *bis*. — Personnel de l'inspection du service de construction et d'entretien de la flotte commerciale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 17,700 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à faire face au traitement du personnel affecté à la surveillance des travaux de construction et de réparation de la flotte commerciale. La commission du budget de la Chambre a disjoint cette demande de crédits, comme d'ailleurs toutes celles comprises dans le présent projet de loi qui concernent notre flotte commerciale, pour qu'une étude d'ensemble sur la question de nos transports commerciaux soit faite par le rapporteur spécial du budget de la marine marchande.

CHAPITRE 6. — Frais de déplacement et de transport de personnel. — Frais de séjour et de mission.

Crédit demandé par le Gouvernement 50,106 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement avait un triple objet : il s'appliquait tout d'abord, pour 8,000 fr., à couvrir le surcroît de dépense résultant des mutations assez nombreuses qué des nécessités impérieuses de service résultant de l'état de guerre ont conduit l'administration à ordonner parmi les anciens personnels du service général.

La Chambre a voté cette partie du crédit.

Elle a, par contre, sur la proposition de sa commission du budget, disjoint des deux autres parties de la demande, qui concernaient les frais de déplacement résultant de la création du service d'inspection du matériel de la marine marchande et les dépenses de missions confiées à des personnes étrangères à l'administration, en raison de leur compétence et de leur situation spéciale.

Ces demandes ont été renvoyées à l'examen du rapporteur spécial du budget de la marine marchande.

CHAPITRE 8. — Achat, construction, location et entretien des immeubles. — Achat et entretien du mobilier. — Chauffage et éclairage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Pour le motif indiqué sous le chapitre 4 *bis*, la commission du budget a disjoint le crédit demandé, qui concernait des dépenses relatives à notre flotte de commerce (défense contre les sous-marins, créations dans certains grands ports de délégués techniques du service de construction et d'entretien de la flotte commerciale).

CHAPITRE 9. — Personnel des écoles d'hydrographie et cours complémentaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,604 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,604 fr.

Ce crédit correspond à la dépense résultant de la réouverture, à partir du 5 octobre 1917, des cours complémentaires professés dans les écoles d'hydrographie du Havre, de Nantes et de Marseille. La guerre se prolongeant, il a paru indispensable, en effet, de réouvrir ces cours en vue d'assurer la formation d'officiers de pont et de la machine, pour la conduite des navires de la flotte commerciale en voie de reconstitution.

CHAPITRE 23. — Subvention au service maritime sur l'Extrême-Orient, l'Australie et la Nouvelle-Calédonie, la Côte orientale d'Afrique et la Méditerranée orientale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 7,075,860 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances, 7,075,860 fr.

Ce crédit correspond au remboursement à la compagnie des messageries maritimes de la valeur du paquebot *Athos*, coulé par un sous-marin ennemi le 17 février 1917 pendant qu'il effectuait un voyage contractuel sur les lignes maritimes postales concédées à ladite compagnie.

Aux termes de l'article 97 du cahier des charges du 11 juillet 1911, relatif à l'exploitation de ces lignes, l'Etat, lorsqu'il n'a pas autorisé la cessation du service, supporte en effet les risques de guerre dont le concessionnaire viendrait à souffrir.

CHAPITRE 28. — Subvention à la caisse des invalides de la marine.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre Commission des finances, 8,600 fr.

Cette demande de crédit est la conséquence de celle formulée au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en vue d'augmenter l'indemnité de frais de service des trésoriers des invalides.

CHAPITRE 28 *ter*. — Fonds de roulement du compte spécial des transports maritimes, achats de navires et constructions de navires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 320 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit sollicité par le Gouvernement était destiné à servir de fonds de roulement à un compte spécial du Trésor intitulé « Transports maritimes, achats de navires, constructions de navires », dont un article du projet de loi prévoyait la création.

Pour le motif indiqué sous le chapitre 4 *bis*, la commission du budget a disjoint cette demande de crédit et l'a renvoyée à l'examen du rapporteur spécial du budget de la marine marchande.

## Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

CHAPITRE 1er. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat et personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 700 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 700 fr.

CHAPITRE 3. — Traitement du personnel de service de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 770 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 770 fr.

Ces crédits sont destinés à l'augmentation du salaire des auxiliaires temporaires et des hommes d'équipe auxiliaires de l'administration centrale du ministère du travail dans les conditions indiquées.

La dépense annuelle ressortira à 2,800 fr. sur le chapitre 1er et à 3,100 fr. pour le chapitre 3.

CHAPITRE 5. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 11,100 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 11,100 fr.

Ce crédit est destiné à l'établissement de relations téléphoniques directes entre le ministre du travail et ses collègues de la guerre, de l'armement, des colonies, du ravitaillement ainsi qu'avec les sous-secrétaires d'Etat à l'administration générale, au service de santé et à l'aéronautique.

CHAPITRE 10.— Office du travail.— Traitements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 360 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 360 fr.

Le crédit demandé est destiné à permettre le payement du supplément temporaire de traitement de 360 fr. par an, prévu par la loi du 4 août 1917, à deux enquêteurs permanents de l'office du travail gagnant moins de 5,000 fr., soit, pour le second semestre de 1917, deux suppléments de 180 fr. chacun.

CHAPITRE 19 *ter*. — Encouragements aux sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation (loi du 7 mai 1917).

Crédit demandé par le Gouvernement. 75,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 75,000 fr.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, les avances auxdites sociétés « seront constituées sur les ressources budgétaires formées à l'aide : 1° des crédits ouverts par la loi de finances ; 2° des disponibilités du fonds de dotation qui sera établi par une loi spéciale ».

La commission spéciale de répartition des avances aux sociétés coopératives de consommation a, dans sa première séance tenue le 27 septembre 1917, adopté à l'unanimité un vœu tendant à l'inscription au budget d'un crédit annuel destiné à être attribué, concurremment avec les sommes provenant du fonds de dotation de 2 millions constitué au Trésor au profit desdites sociétés, à des avances remboursables aux sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation.

Conformément à ce vœu, le ministre du travail a demandé l'inscription au budget de l'exercice 1918 d'un crédit de 300,000 fr. destiné à être attribué à titre d'avances aux sociétés de consommation jusqu'à concurrence de 290,000 francs, et à couvrir les dépenses nécessitées par la mise en application de la loi (frais d'enquête, dépenses diverses) pour le surplus.

Mais avant le vote du budget de l'exercice 1918, la commission de répartition, déjà saisie d'un très grand nombre de demandes d'avances par les sociétés de consommation devra statuer sur ces demandes et le Gouvernement sollicite, dès maintenant, un crédit de 75,000 fr. représentant le quart du crédit de 300,000 fr. porté au projet de budget de l'exercice 1918.

Il convient du reste de noter, à cette occasion, qu'un crédit analogue est inscrit au budget du ministère du travail depuis de nombreuses années pour encouragements aux sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit (chapitre 19). Ce crédit qui, en période normale, atteignait 350,000 fr. est de 200,000 fr. pour l'exercice 1917. Or, le nombre des sociétés coopératives ouvrières de production est de 400 environ, alors que le nombre des sociétés ouvrières de consommation dépasse 3,000.

## Ministère des colonies.

TITRE 1er. — *Dépenses civiles.*

CHAPITRE 2. — Personnel militaire de l'administration centrale.

Crédits demandés par le Gouvernement tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 7,910 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 7,910 fr.

Ces crédits sont destinés, pour 3,000 fr., au remboursement aux compagnies de chemins de fer des frais de transport occasionnés par les déplacements des contrôleurs de l'Afrique du Nord ; pour 2,480 fr., au remboursement à un administrateur civil chargé du contrôle des travailleurs de ses indemnités kilométriques ; enfin, pour le surplus, soit 2,430 fr., à l'amélioration de la situation des officiers subalternes employés à l'administration centrale.

CHAPITRE 5. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 13,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,400 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à faire face aux dépenses suivantes :

| | |
|---|---|
| Réparations de deux des quatre chaudières des calorifères du ministère | 1.200 |
| Etablissement d'une ligne téléphonique directe reliant le ministère des colonies au cabinet du ministre de la guerre | 2.400 |
| Payement des communications téléphoniques demandées par le contrôle de la main-d'œuvre des travailleurs coloniaux | 2.000 |
| Dépenses diverses : Réfection et achat de mobilier, de machines à écrire et fournitures de bureau, occasionnés par la création des services d'Afrique du Nord, du contrôle de la main-d'œuvre des travailleurs coloniaux en France, le service de l'utilisation des produits coloniaux pour les besoins de la défense nationale ainsi que la commission exécutive instituée à l'issue de la conférence coloniale de juillet 1917 et installée dans les bâtiments du ministère | 8.000 |
| Ensemble | 13.600 |

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a accordé ces diverses demandes, sauf celle qui concernait la réparation des chaudières du calorifère du ministère. Elle a disjoint cette dernière, sans doute pour supplément d'étude.

CHAPITRE 9. — Inspection des colonies.

Crédit demandé par la Gouvernement, 15,434 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,434 fr.

Ce crédit est destiné à permettre la réorganisation du corps de l'inspection des colonies.

Ce corps comporte un total de vingt-six inspecteurs généraux, inspecteurs de trois classes et inspecteurs adjoints qui ne peuvent assurer, d'une manière aussi complète qu'il serait désirable, l'exercice du contrôle défini par l'article 54 de la loi de finances du 25 février 1901. Les gouvernements généraux ne sont inspectés partiellement que tous les deux ans et les autres colonies à des intervalles qui varient de trois à cinq et même six ans. Il est donc urgent de renforcer le cadre, de façon à constituer des missions d'inspection plus fréquentes, plus nombreuses et apportant dans leurs travaux une méthode et une suite qu'elles n'ont pu avoir jusqu'à présent faute de personnel.

Mais le recrutement de l'inspection ne pourra se faire que si les candidats sont assurés de trouver une situation au moins égale, dans le présent et l'avenir, à celle qu'ils quittent. Or les soldes des inspecteurs des colonies sont inférieures à celle de l'armée, et ce simple fait suffit pour écarter les officiers de l'armée coloniale, du grade de capitaine et assimilé, qui donnaient autrefois 85 p. 100 des candidats. Quant aux fonctionnaires coloniaux, ils ont toujours affronté en petit nombre les épreuves du concours de l'inspection, qui ne leur offre pas assez d'avantages en regard de l'avenir qui s'ouvre devant eux dans l'administration. Enfin il est à craindre que les inspecteurs de carrière ne se laissent de plus en plus attirer par les situations qu'ils peuvent trouver dans la banque, le commerce ou l'industrie.

Il est donc corrélativement nécessaire d'attirer les candidats par de réels avantages de carrière.

Le Gouvernement propose, d'une part, d'augmenter de six unités le cadre de l'inspection et, d'autre part, de donner aux inspecteurs une solde d'Europe égale à la solde des contrôleurs de l'administration de l'armée à qui ils sont assimilés pour l'ensemble de leur statut personnel par l'article 80 de la loi de finances du 31 mars 1903.

La mesure envisagée fait l'objet de dispositions spéciales qui sont insérées dans le présent projet. Elle n'aura son plein effet que dans quelques années, lorsqu'il aura été possible de combler les vacances et de pourvoir aux nouveaux emplois. La dépense totale nouvelle, à répartir sur plusieurs exercices, se chiffrera par 133,000 fr. en nombre rond. La dépense, pour l'exercice 1917, est de 15,434 fr.

CHAPITRE 12 *bis*. — Etudes agricoles coloniales.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,530 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,530 fr.

Cette somme est destinée à permettre d'accorder au personnel du jardin colonial des

allocations pour charges de famille et des allocations temporaires de cherté de vie analogues à celles qui ont été allouées par les décrets des 3 mai et 18 août 1917 aux personnels civils de l'Etat.

La mesure dont il s'agit se justifie par les conditions actuellement difficiles de la vie matérielle et par les ressources limitées du jardin colonial.

Le personnel intéressé comprend deux préparateurs assistants, trois préparateurs, un aide-comptable, un chef jardinier, une dactylographe et cinq garçons jardiniers ou de laboratoire.

CHAPITRE 22. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.

Crédit demandé par le Gouvernement, 577 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 577 fr.

Il s'agit de la réouverture de crédits qui n'ont pu être utilisés sur les exercices 1913 et 1914 et dont le report par décrets à l'exercice courant, conformément à la réglementation applicable en matière de dons et legs, n'a pu être réalisé en temps utile.

CHAPITRE 25. — Subvention au budget local de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Crédit demandé par le Gouvernement, 20,120 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 20,120 fr.

L'administration locale a estimé qu'il serait rationnel et équitable d'étendre au personnel rétribué sur les fonds du budget local les suppléments temporaires de traitement et les majorations pour enfants attribués au personnel de l'Etat en service dans la colonie, les exigences de la vie étant les mêmes pour ces deux catégories d'agents.

Mais l'application de cette mesure, étant données les ressources financières limitées de la colonie, ne peut être réalisée que par une augmentation de la subvention de l'Etat.

C'est pourquoi le Gouvernement demande, au titre du présent chapitre, un crédit de 20,120 fr. égal aux dépenses supplémentaires qu'aura à supporter de ce chef la colonie pour 1917.

CHAPITRE 36. — Contribution de l'Etat aux dépenses des services hospitaliers dans certaines colonies.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,800 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,800 fr.

Ce crédit est destiné à assurer au personnel rétribué sur les fonds du budget de l'hôpital Saint-Pierre des indemnités analogues à celles qui sont demandées au chapitre 25 en faveur d'autres agents rétribués sur le budget local de l'île.

L'application de cette mesure, en raison des ressources insuffisantes de la colonie, nécessite une augmentation de la contribution de l'Etat aux dépenses des services hospitaliers de Saint-Pierre et Miquelon.

TITRE II. — *Dépenses militaires.*

CHAPITRE 41. — Soldes des troupes aux colonies (groupe des Antilles et du Pacifique).

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 27,760 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 27,760 fr.

Il s'agit, pour 8,350 fr., de l'amélioration de la situation des officiers subalternes et pour le surplus, 19,410 fr., de l'amélioration de celle des sous-officiers.

CHAPITRE 42. — Solde des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique occidentale française).

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 279,730 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 279,730 fr.

Même motif : 56,780 fr. pour les officiers subalternes et 222,950 fr. pour les sous-officiers.

CHAPITRE 42 *bis*. — Dépenses d'administration du Togo.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 7,070 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 7,070 fr.

Même motif : 920 fr. pour les officiers subalternes et 6,150 fr. pour les sous-officiers.

CHAPITRE 42 *ter*. — Recrutement de tirailleurs en Afrique occidentale française.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 14,540 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14,540 fr.

Même motif : 3,150 fr. pour les officiers subalternes et 11,390 fr. pour les sous-officiers.

CHAPITRE 43. — Solde des troupes aux colonies (groupe indo chinois).

Crédits demandés par le Gouvernement, tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 1,667,600 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances. 1,667,600 fr.

Ces crédits s'appliquent :

Pour 588,800 fr. à l'entretien de 8,000 tirailleurs recrutés pour la métropole ;

Pour 690,006 fr. à l'augmentation des dépenses de solde résultant de la hausse de la piastre ;

Pour 59,900 fr, à l'amélioration de la situation des officiers subalternes ;

Et pour 328,900 fr. à l'amélioration de celle des sous-officiers.

CHAPITRE 44. — Solde des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique orientale).

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 171,110 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 171,110 fr.

Il s'agit pour 24,080 fr. de l'amélioration de la situation des officiers subalternes et, pour le surplus, soit 147,030 fr., de l'amélioration de celle des sous-officiers.

CHAPITRE 45. — Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 131,710 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 131,710 fr.

Même motif : officiers subalternes, 35,770 fr. ; sous-officiers, 95,940 fr.

CHAPITRE 45 *bis*. — Dépenses d'administration et d'occupation du Cameroun.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 87,400 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 87,500 fr.

Même motif : officiers subalternes, 17,880 fr. ; sous-officiers, 69,520 fr.

CHAPITRE 45 *ter*. — Recrutement militaire dans l'Afrique du Nord.

Crédit demandé par le Gouvernement, 10,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10,500 fr.

Une indemnité de 7 fr. est allouée aux « chaouchs » (recruteurs indigènes) pour chaque engagement volontaire qu'ils ont fait contracter par des indigènes.

La dépense, qui était imputable au chapitre 56, art. 2 et 3 du budget de la guerre pour le premier semestre de 1917, figure au chapitre 45 *ter* du budget des colonies pour le deuxième semestre.

Le crédit demandé correspond à 1,500 engagements.

CHAPITRE 45 *quater*. — Recrutement de la main d'œuvre industrielle et agricole dans les colonies et pays de protectorat français.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5 millions 273,200 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,273,200 fr.

Les prévisions faites sur ce chapitre, en ce qui concerne le recrutement de la main-d'œuvre en Indo-Chine et dans l'Afrique du Nord, se sont trouvées inférieures aux besoins réels pour les raisons ci-après :

1° Indo-Chine. — L'insuffisance des évaluations du troisième trimestre est due aux causes suivantes :

Entretien en Indo-Chine de 6,000 travailleurs du précédent recrutement restant à embarquer au 1er juillet, pendant 60 jours au lieu de 20, à raison de 1 fr. 70 par jour pour la solde et les vivres soit (1 fr. $70 \times 40 \times 6{,}000$). 408.000

Masse d'entretien $\left(\frac{15 \times 60 \times 6{,}000}{1.000}\right)$ 5.400

L'insuffisance des évaluations du quatrième trimestre résulte du recrutement de 12,000 travailleurs indo-chinois au lieu de 5,000.

Entretien de 7.000 travailleurs supplémentaires :

Solde et vivres pendant 60 jours : (1 fr. $70 \times 60 \times 7{,}000$)..... 714.000

Augmentation de la dépense d'entretien des 5,000 travailleurs prévus au quatrième trimestre (0 fr. $45 \times 60 \times 5{,}000$)..... 135.000

Primes d'engagement à 90 fr. (20 piastres à 4 fr. 50) pour 7,000 travailleurs..... 630.000

Augmentation des dépenses pour payement de primes aux 5.000 travailleurs déjà prévus à raison de 30 fr. par prime..... 150.000

Habillement 12,000 collections à 135 fr..... 1.620.000

Masse d'entretien $\left(\frac{15 \times 60 \times 12.000}{1.000}\right)$ 10.800

2° Afrique du Nord. — Les crédits précédemment demandés pour l'Afrique du Nord ont été calculés sur un recrutement probable de 1,000 indigènes auxquels sont attribués des primes d'engagement de 120 fr., dont 80 fr. payables immédiatement au moment de l'engagement et le surplus au bout de six mois.

D'après les résultats obtenus, il faut compter sur un supplément de 10,000 travailleurs occasionnant une dépense de (80 fr. $\times$ 10,000)..... 800.000

à laquelle il faut ajouter :

1° Les frais de séjour en attendant l'embarquement, à raison de 1 fr. par jour, pendant 15 jours environ, soit (1 fr. $\times$ 15 $\times$ 10,000)..... 150.000

2° Les dépenses d'habillement à raison de 65 fr. par travailleur, soit (65 fr. $\times$ 10,000)..... 650.000

Soit pour l'ensemble du chapitre un total de..... 5.273.200

Ces augmentations sont plus que compensées par des annulations proposées par le département de la guerre au titre du chapitre 11 *bis*, savoir :

Pour le troisième trimestre de 1917 :

Entretien de 10,000 Indo-Chinois et Malgaches évalué à 230 fr. par homme..... 2.300.000

Entretien de 10,000 travailleurs Nord-africains évalué à 150 fr. par homme..... 1.500.000

Pour le quatrième trimestre de 1917 :

Entretien de 5,000 Indo-Chinois et Malgaches à 230 fr. par hommes.... 1.150.000

Entretien de 25,000 Nord-africains à 150 fr. par homme..... 3.750.000

Total..... 8.700.000

CHAPITRE 46. — Personnel de l'intendance des troupes coloniales.

Crédits demandés par le Gouvernement, tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 153,166 fr.

Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 153,166 fr.

Ces crédits ont pour objet de faire face aux dépenses suivantes :

| | |
|---|---|
| Supplément de charge résultant de la hausse des taux de la piastre | 26.450 |
| Mise en application du décret du 18 décembre 1914 sur le relèvement des soldes des officiers et sous-officiers à solde mensuelle | 89.156 |
| Amélioration de la situation des officiers subalternes (12,640 fr.) et des sous-officiers (24,920 fr.) | 37.560 |
| Total | 153.166 |

CHAPITRE 47. — Personnel du service hospitalier.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 46,190 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 46,190 fr.

Il s'agit pour 19,400 fr. de l'amélioration de la situation des officiers subalternes et pour le surplus, 26,790 fr., de l'amélioration de celle des sous-officiers.

CHAPITRE 50. — Vivres et fourrages (groupe des Antilles et du Pacifique).

Crédit demandé par le Gouvernement, 426,440 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 426,440 fr.

Ce crédit est destiné à faire face :

| | |
|---|---|
| 1° Au remplacement de 50,000 litres de vin rouge perdus dans le naufrage du *Gange*, à raison de 1 fr. 50 par litre (achat et transport) | 75.000 » |
| 2° Aux dépenses d'alimentation des contingents de la classe 1918 maintenus aux colonies pendant le quatrième trimestre, soit (1 fr. 91 × 92 × 2,000) | 351.440 » |
| Ensemble | 426.440 » |

CHAPITRE 52. — Vivres et fourrages (groupe indo-chinois).

Crédit demandé par le Gouvernement, 888,630 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 888,630 fr.

Les dépenses auxquelles s'applique ce crédit sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| 1° Dépenses d'alimentation de 8,000 tirailleurs nouvellement recrutés, pendant trois mois, soit (0 fr. 28 × 92 × 8,000) | 206.080 |
| 2° Augmentation des dépenses de vivres des tirailleurs du groupe par suite de la hausse de la piastre | 682.550 |
| Total | 888.630 |

CHAPITRE 53. — Vivres et fourrages (groupe de l'Afrique orientale).

Crédit demandé par le Gouvernement, 886,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 886,000 fr.

Ce crédit est destiné :

| | |
|---|---|
| 1° A l'entretien, pendant quatre mois, de 12,000 tirailleurs en attendant leur envoi en France, soit (0 fr. 55 × 120 × 12,000) | 792.000 |
| 2° Au payement de la société Allain et C^e^ d'une indemnité allouée par arrêt du conseil d'Etat, en date du 4 juillet 1917, pour préjudice causé à cette société dans l'exécution d'un marché passé le 30 décembre 1903 avec l'administration militaire, pour la fourniture pendant trois ans, du pain frais aux rationnaires de Diégo-Suarez, l'application d'un réglement postérieur audit marché ayant réduit d'un tiers la ration obligatoire de pain | 94.000 |
| Total | 886.000 |

CHAPITRE 54. — Matériel du service de santé.

Crédit demandé par le Gouvernement, 600,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 600,000 fr.

Cette demande de crédit a pour objet de faire face aux dépenses suivantes :

1° Achat supplémentaire de médicaments, sérums et vaccins destinés au recrutement indigène en Afrique occidentale, Indo-Chine, Djibouti, et dans le groupe des Antilles ;
2° Remplacement du matériel et des médicaments perdus à la suite du torpillage des navires *Gange* et *Calédonien* ;
3° Ouverture, à Tiaroye (Sénégal), d'une infirmerie-ambulance pour les malades indigènes contagieux renvoyés du front ;
4° Achat de matériel supplémentaire pour le Néo-Cameroun ;
5° Création de trois centres d'appareils de prothèse pour les indigènes, mutilés de guerre, en Afrique occidentale, en Indo-Chine et dans le groupe des Antilles.

CHAPITRE 55. — Habillement, campement et couchage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million de francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1 million de francs.

Ce crédit correspond aux dépenses d'habillement des 8,000 tirailleurs recrutés en Indo-Chine.

CHAPITRE 56. — Services divers (loyers, ameublements, etc.).

Crédit demandé par le Gouvernement, 83,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 83,000 fr.

Ce crédit est destiné à l'achat (75,000 fr.) et au transport (8,000 fr.) d'un matériel de poste de télégraphie sans fil destiné à être installé à Kidal (nord de Tombouctou). La création de ce poste a été reconnue nécessaire et urgente pour correspondre avec les postes d'Agadez et de Bilma déjà existants. Le réseau de liaison entre les territoires de l'A. O. F., le Sud algérien et le Tchad sera ainsi complété.

CHAPITRE 58. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe des Antilles et du Pacifique).

Crédit demandé par le Gouvernement, 83,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 83,000 fr.

Le crédit ci-dessus a pour objet de permettre de rembourser au ministère de l'armement et des fabrications de guerre les avances qu'il a faites pour confection de mitrailleuses et de cartouches destinées à la Martinique et à la Nouvelle-Calédonie. Il est en outre affecté au payement des frais de transport de ce matériel.

CHHAPITRE 60. — Service de l'artillerie et des concessions militaires (groupe indo-chinois).

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,320,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,320,000 fr.

Ce crédit est destiné à rembourser au ministère de l'armement et des fabrications de guerre les avances qu'il a faites pour la confection de matériel de guerre et à assurer le payement des frais de transport en Indo-Chine de ce matériel, consistant en batteries de 75, mitrailleuses, mortiers, fusils, munitions et outillage divers.
Ce matériel est destiné à reconstituer les mesures de défense de notre grande possession asiatique.

CHAPITRE 67. — Administration pénitentiaire. — Hôpitaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 175,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 175,000 fr.

CHAPITRE 68. — Administration pénitentiaire. — Vivres.

Crédit demandé par le Gouvernement, 550,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 750,000 fr.

Ces crédits sont nécessités par le renchérissement considérable des prix de toutes les denrées, des produits pharmaceutiques et des matières premières, nécessaires à l'administration pénitentiaire coloniale pour son service hospitalier et pour l'alimentation de la population pénale en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.

**Ministère de l'agriculture.**

CHAPITRE 6. — Impressions de l'administration centrale, souscriptions aux publications, abonnements, autographies.

Crédit demandé par le Gouvernement, 15,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,000 fr.

L'insuffisance que le crédit demandé par le Gouvernement avait pour objet de couvrir est due au renchérissement du papier et autres matières premières et à la majoration de 8 p. 100 du montant de tous les mémoires de l'imprimerie nationale (décret du 31 août 1917).
La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a cru devoir accorder que 12,000 fr. Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision, contre la quelle l'administration n'a pas élevé d'objection.
Il convient de remarquer que de 200,000 fr. en 1914, la dotation du chapitre a été ramenée à 110,000 fr. pour 1917.
L'administration fait connaître au surplus que, dans un but d'économie, elle a substitué, toutes les fois qu'il a été possible, des papiers inférieurs comme qualité à ceux qui étaient précédemment employés.

CHAPITRE 13. — Directeurs des services agricoles et professeurs d'agriculture dans les départements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 42,620 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 42,620 fr.

Les crédits ouverts sur l'exercice 1917 représentent seulement le chiffre nécessaire pour assurer les dépenses sur les bases du décret du 12 septembre 1916, établissant les traitements provisoires des directeurs des services agricoles et des professeurs d'agriculture. Il ne permet pas d'accorder la cinquième et dernière annuité destinée à mettre, à partir du 1^er^ janvier 1917, les traitements respectifs de ces fonctionnaires en concordance avec ceux fixés par la loi du 21 août 1912 sur l'enseignement départemental et communal de l'agriculture.
L'application intégrale de cette loi exige, pour l'exercice 1917, un crédit additionnel de 42,620 francs, se décomposant comme suit :

| | |
|---|---|
| Pour 81 directeurs des services agricoles, une dernière augmentation de 300 fr. soit | 24.300 |
| Pour 107 professeurs d'agriculture, une dernière augmentation de 120 fr., soit | 12.840 |
| Pour 38 professeurs d'agriculture, une dernière augmentation de 100 fr., soit | 3.800 |
| Et, pour 21 professeurs d'agriculture, une dernière augmentation de 80 fr., soit | 1.680 |
| Total égal | 42.620 |

CHAPITRE 14. — Indemnité, frais de tournées, de déplacements des directeurs des services agricoles et des professeurs d'agriculture dans les départements.

Crédits demandés par le Gouvernement, tant dans le projet de loi déposé à la Chambre que postérieurement au dépôt dudit projet de loi, 56,000 fr.
Crédits votés par la Chambre et proposés par votre commission des finances, 41,000 fr.

Les crédits votés par la Chambre comprennent, d'une part, une somme de 26,000 fr., nécessaire pour payer les indemnités journalières allouées aux fonctionnaires évacués des régions envahies et les indemnités de vie chère ou de double habitation à des professeurs d'agriculture chargés d'intérim dans les directions départementales et, d'autre part, une somme de 15,000 fr. correspondant, pour le mois de décembre, aux frais supplémentaires de déplacement imposés aux directeurs des services agricoles et aux professeurs d'agri-

culture pour les tournées de propagande que le ministère de l'agriculture leur a prescrit de faire dans les campagnes, en vue d'assurer dans de meilleures conditions, le ravitaillement du pays en farine et en pommes de terre.

La Chambre a disjoint, sur la proposition de sa commission du budget, un crédit de 15,000 francs correspondant, pour les deux derniers mois de 1917, à l'adjonction aux directeurs des services agricoles départementaux d'un secrétaire, rémunéré partie par le département, partie par l'Etat.

CHAPITRE 15. — Enseignement ménager. — Personnel.

Crédit demandé par le gouvernement, 2,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

CHAPITRE 16. — Enseignement ménager. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 34.200 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commision des finances, néant.

Les crédits demandés par le Gouvernement avaient pour objet l'organisation à l'école nationale d'agriculture de Rennes, à partir du 1er novembre 1917, d'une section d'enseignement pour femmes et jeunes filles.

La commission du budget de la Chambre a disjoint pour supplément d'étude ces demandes de crédit, qu'elle a renvoyées à l'examen du rapporteur spécial du budget de l'agriculture.

CHAPITRE 26. — Encouragement à l'agriculture. — Missions et dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Le Gouvernement a motivé sa demande de crédit par l'augmentation croissante des subventions à attribuer :

1° Aux sociétés agricoles qui, bien qu'il ne soit plus question pour elles, à l'heure actuelle, d'organisation de concours semblables à ceux d'avant-guerre, sollicitent des encouragements du ministère de l'agriculture en vue d'achats de machines, de semences, de bétail, etc.;

2° Aux syndicats de culture mécanique pour achat de tracteurs ;

3° Aux syndicats d'élevage, un moment désorganisés, mais qui paraissent ne pas attendre la fin des hostilités pour reprendre toute leur activité et font, à nouveau, en grand nombre, appel au concours financier de l'Etat.

La Chambre, sur la propostion de sa commission du budget, a ramené le crédit à ouvrir à 50,000 fr., le supplément de dépense de cet exercice ne devant pas, à son avis, dépasser cette somme. Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision contre laquelle l'administration n'a pas soulevé d'objection.

CHAPITRE 26 *quater*. — Personnel du service du matériel agricole.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

CHAPITRE 26 *quinquiès*. — Matériel administratif du service du matériel agricole.

Crédit demandé par le Gouvernement, 450 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Les crédits demandés par le Gouvernement au titre des chapitres ci-dessus s'appliquaient au fonctionnement du service institué au ministère de l'agriculture, par arrêté du 15 octobre 1917, pour l'approvisionnement de la culture en matériel, notamment en machines, instruments, etc.

La commission du budget de la Chambre a disjoint pour supplément d'étude ces demandes de crédits, qu'elle a renvoyées à l'examen du rapporteur spécial du budget de l'agriculture.

CHAPITRE 54. — Nourriture des animaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 300,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 300,000 fr.

L'insuffisance de crédit qui apparaît sur ce chapitre est la conséquence du renchérissement des denrées nécessaires à la nourriture des étalons.

CHAPITRE 62 *bis*. — Etude et travaux d'adduction d'eau potable dans les régions dévastées par la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 800,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 400,000 fr.

L'alimentation en eau potable est une des conditions essentielles à réaliser pour permettre la réintégration par leurs habitants des régions delivrées de l'invasion.

Le ministère de l'agriculture, qui, en vertu d'accords antérieurement intervenus avec le ministère de l'intérieur, est chargé des entreprises d'adduction d'eau potable sur l'ensemble du territoire, avait précédemment, sur la demande du comité interministériel institué pour aider à la reconstitution des régions dévastées par la guerre, fait procéder à une première enquête sur l'étendue des besoins à satisfaire.

Depuis et à la suite du transfert du ministère de l'intérieur à celui des travaux publics des opérations relatives aux moyens d'habitation et à la reconstitution des immeubles, l'administration de l'agriculture, d'accord avec le comité chargé de diriger ces opérations, vient d'inviter les ingénieurs de l'hydraulique agricole à poursuivre sans retard la préparation des projets d'alimentation des régions intéressées et à assurer l'exécution des travaux.

Ces travaux devront être effectués en liaison avec l'ensemble des entreprises de reconstitution et, plus particulièrement, les canalisations devront être établies en même temps que les voies de communication. Cette simultanéité d'exécution aura, en effet, le double avantage d'éviter toute cause de retard et de réduire sensiblement les dépenses.

Etant donné l'état des régions à reconstituer, on ne saurait songer à demander, quant à présent, aux communes de supporter une portion quelconque de ces dépenses. D'autre part, les fonds du pari mutuel, qui étaient destinés à subventionner les entreprises communales d'adduction d'eau, sont épuisés depuis la cessation des courses. Il est donc indispensable que l'Etat se substitue aux communes en se chargeant de la totalité des frais, sauf à se faire rembourser dans des conditions qui seront ultérieurement déterminées.

L'administration prévoyait que les dépenses d'adduction d'eau à effectuer en 1917 pourraient s'élever à 800,000 fr. et demandait un crédit égal au titre du chapitre spécial, libellé comme il est indiqué ci-dessus.

La Chambre sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé que 400,000 fr., les dépenses à engager jusqu'à la fin de l'année ne lui ayant pas paru pouvoir dépasser cette somme.

CHAPITRE 70. — Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel pour prêts à court terme (loi du 31 mars 1899).

Crédit demandé par le Gouvernement, 290,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 290,000 fr.

CHAPITRE 71. — Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel pour prêts aux sociétés coopératives agricoles (loi du 29 décembre 1906).

Crédit demandé par le Gouvernement, 49,366 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 49,366 fr.

CHAPITRE 72. — Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel et aux sociétés de crédit immobilier pour prêts à long terme en faveur des petites exploitations rurales agricoles (loi du 19 mars 1910),

Crédit demandé par le Gouvernement, 520,020 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 520,000.

En 1914, diverses sommes avaient été ordonnancées aux préfets, sur les chapitres ci-dessus, en vue du versement à un certain nombre de caisses régionales de crédit agricole mutuel, d'avances à accorder en vertu des lois des 31 mars 1899, 29 décembre 1906 et 19 mars 1910. Mais, en raison des hostilités, un certain nombre d'avances ne purent être mandatées aux parties prenantes par les préfets. D'autre part, le report des crédits par décret ne put être effectué.

C'est pourquoi on demande la réouverture des crédits indiqués ci-dessus sur l'exercice 1917.

Les recettes correspondantes ont bénéficié au Trésor, en 1914, et les crédits demeurés sans emploi apparaîtront dans la loi de règlement de cet exercice.

CHAPITRE 81 *bis*. — Service des produits agricoles. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,500 fr.

CHAPITRE 81 *ter*. — Service des produits chimiques agricoles. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,839 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,839 fr.

Le service, pour le fonctionnement duquel les crédits ci-dessus sont demandés, a été créé dans le but de chercher à remédier à la pénurie d'engrais qui sévit depuis le début de la guerre et qui a été aggravée par l'élévation constante de leur prix.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre, le Gouvernement a défini comme suit le rôle de ce service :

Il procède à des enquêtes sur la nature, la quantité, la situation et le prix des produits existants et sur leur production.

Il étudie les moyens susceptibles :

1° D'accroître cette production, soit par des facilités données aux industriels intéressés, pour l'approvisionnement de leurs usines en matières premières et en charbon, soit par des modifications apportées aux procédés actuels de fabrication, soit enfin par la création de fabrications nouvelles, l'utilisation de sous-produits des diverses industries, ou la remise en exploitation de gisements abandonnés ;

2° De pourvoir, par des achats à l'étranger, à l'insuffisance de la production nationale ;

3° D'assurer la répartition des engrais anticryptogamiques entre les agriculteurs au mieux des intérêts de tous et, notamment, de prévenir la spéculation sur ces produits, par la taxe, la réquisition ou les achats amiables.

Pour le fonctionnement du service, le ministère de la guerre a détaché auprès du ministère de l'agriculture trois officiers, deux sous-officiers et un soldat, dont ce dernier département n'a pas à payer la collaboration.

Mais les indemnités attribuées aux dactylographes et au personnel subalterne qui a dû être attaché au nouveau service, ainsi que les dépenses de matériel que comporte le fonctionnement de ce service, ont été provisoirement imputées sur les crédits du chapitre 87 *bis* (Service des travaux de culture. — Personnel).

C'est pour en effectuer la réimputation et assurer le payement régulier des dépenses pour les derniers mois de l'année qu'on sollicite les deux crédits additionnels de 6,500 fr. et de 5,839 fr. susindiqués.

CHAPITRE 85. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.

Crédit demandé par le Gouvernement, 460 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 460 fr.

Des crédits, s'élevant à 7,610 fr., correspondant aux arrérages de divers legs ou donations, ont été rattachés par décrets en 1914 au budget du département de l'agriculture. Ces crédits n'ont pu être complètement utilisés dans les délais de cet exercice et le report par décret à l'exercice suivant des sommes disponibles, s'éle-

vant à 460 fr., n'a pu être effectué en temps utile.

C'est pourquoi on sollicite l'ouverture d'un crédit de 460 fr. sur l'exercice courant pour permettre le payement des arrérages des legs en question.

Un crédit égal sera annulé sur l'exercice 1914 par la loi de règlement de cet exercice.

CHAPITRE 87 *ter*. — Service des travaux de culture. — Matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 36,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à couvrir une insuffisance provenant surtout de ce que les dépenses de premier établissement du service des travaux de culture ont dépassé les prévisions. La commission du budget de la Chambre a disjoint, pour supplément d'étude, cette demande de crédit, dont elle a renvoyé l'examen au rapporteur spécial du budget de l'agriculture.

CHAPITRE 90. — Personnel des agents des eaux et forêts dans les départements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 100 fr.

Il s'agit d'un simple crédit indicatif, pour permettre au Parlement de se prononcer sur le relèvement du traitement des élèves de l'école nationale des eaux et forêts.

Alors que les élèves de l'Ecole des ponts et chaussées, de l'école supérieure des mines, de l'école des postes et des télégraphes, de l'école des manufactures de l'Etat, touchent un traitement de 2,400 fr. auxquel s'ajoutent des frais de tournées ou de mission, les élèves de l'école nationale des eaux et forêts ne reçoivent qu'un traitement de 1.200 fr. et doivent supporter la totalité des dépenses afférentes aux importants voyages d'études que nécessite leur formation professionnelle.

Cette différence de situation risque de compromettre le recrutement de l'école nationale des eaux et forêts, devenu difficile dès avant la guerre, et le Gouvernement estime indispensable de fixer également à 2,400 fr. le traitement des élèves de cette école.

Les crédits actuellement ouverts sur le chapitre 90 sont d'ailleurs suffisants pour assurer le relèvement de traitement sollicité, qui n'entraînera pour 1917 qu'un supplément de dépenses relativement faible (3,600 fr. environ).

En comptant sur la présence à l'école en 1918 de 18 élèves mutilés ou inaptes, la dépense supplémentaire sera, pour l'année entière, de 21,600 fr.

En année normale et pour un ensemble de 6 élèves, elle s'élèvera à 43,200 fr.

CHAPITRE 96. — Indemnités diverses au personnel de l'enseignement forestier.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,000 fr.

Ce crédit est destiné à accorder aux professeurs, employés et élèves de l'école nationale des eaux et forêts des indemnités, pour leur tenir compte des frais exceptionnels qu'entraîne pour eux le transfert provisoire à Paris de ladite école.

Seraient allouées aux professeurs et employés les indemnités pour frais de déplacement et de séjour provisoire à Paris prévues par les articles 2 et 8 de l'arrêté ministériel du 20 avril 1883 (10 fr. pour le directeur et le sous-directeur, 8 fr. pour les professeurs, 4 fr. 66 pour l'agent-comptable, assimilé à un agent du grade de garde général, et 3 fr. 33 pour les autres employés (par assimilation avec les brigadiers et gardes), avec majoration de moitié pour le premier mois, afin de couvrir les frais d'installation.

On accorderait aux élèves une indemnité pour frais de séjour à Paris fixée à 5 fr. par jour pour le premier mois et aux deux tiers de cette somme, soit 3 fr. 33 pour les mois suivants, sommes qui seraient attribuées également aux employés de l'école.

Les dépenses résultant du service de ces diverses allocations peuvent être évaluées, pour 1917, à 8,116 fr., soit en nombre rond 8,000 fr.

En 1918 et pour l'année entière, la dépense s'élèvera à 39,760 fr., en supposant, d'une part, le maintien de la même situation de personnel et, d'autre part, l'impossibilité de réinstaller l'école à Nancy.

CHAPITRE 101. — Primes pour la destruction des loups et des sangliers. — Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture dans les forêts domaniales.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

La loi du 4 août dernier a ouvert sur le présent chapitre un crédit additionnel de 150,000 francs en vue de permettre l'allocation de primes pour la destruction des sangliers au cours du troisième trimestre.

Le crédit demandé par le Gouvernement devait permettre de faire face à l'allocation de ces primes pendant le quatrième trimestre. La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé qu'un crédit de 50,000 fr., qu'elle a estimé suffisant, étant données les disponibilités que laisse le crédit déjà voté.

CHAPITRE 107. — Remboursements sur produits divers des forêts, etc.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 88,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement correspondait à la part revenant au département de la Seine-Inférieure dans les ventes, menus produits, concessions et exploitations de la forêt d'Eu, indivise entre l'Etat et ledit département, par application des dispositions du statut de cette forêt.

L'Etat, en vertu de ce statut, encaisse en effet la totalité des produits de la forêt et doit, en fin d'année, rembourser la part du département, fixée à 101/1000 des recettes totales.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé que 88,000 fr., en tenant compte de la dotation de 12,000 fr. dont a déjà été pourvu le chapitre et qui n'a pas été employée.

## Ministère des travaux publics et des transports.

### Dépenses ordinaires.

CHAPITRE 1er. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,100 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,100 fr.

Ce crédit est destiné au relèvement de la rémunération des auxiliaires temporaires dans les conditions indiquées au début de ce rapport.

CHAPITRE 42. — Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer. — Traitements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,320 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,320 fr.

Ce crédit est nécessaire pour l'application aux seize agents rémunérés sur ce chapitre des suppléments temporaires de traitement prévus par la loi du 4 août 1917.

Aucun crédit n'a été accordé jusqu'ici pour cet objet.

CHAPITRE 61. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, du conseil général des ponts et chaussées, des comités et commissions,

Crédit demandé par le Gouvernement, 20,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 18,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement comprenait :

1° Une somme de 7,800 fr. destinée à couvrir le surcroît de dépenses résultant, d'une part, de l'augmentation de prix de toutes les fournitures et, d'autre part, de dépenses supplémentaires occasionnées par les modifications apportées à la constitution des services du ministère, et particulièrement par les installations téléphoniques ;

2° Une somme de 12,200 fr., en vue de rembourser à l'administration des postes des traitements et indemnités d'agents tubistes et de dames téléphonistes mis à la disposition du ministère des travaux publics.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé que 18,000 fr. Elle a estimé, en effet, qu'il pouvait être opéré sans inconvénient une réduction de 2,000 fr. sur le crédit sollicité à raison de la hausse des fournitures.

Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision, contre laquelle le Gouvernement n'a pas élevé d'objection.

CHAPITRE 63. — Frais des bureaux du service des ponts et chaussées.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 35,000 fr.

Le Gouvernement a justifié sa demande de crédit, à concurrence de 30,000 fr., par le renchérissement des fournitures de bureau, des combustibles, de l'affranchissement des lettres et des communications télégraphiques et téléphoniques, et aussi par le développement considérable qu'ont pris, par suite des circonstances actuelles, les services de navigation intérieure et des ports maritimes, ainsi que certains services de routes.

Le surplus du crédit sollicité par le Gouvernement concernait l'application du décret du 13 août 1917, relatif aux suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie. Le décret dont il s'agit prévoit, en effet (art. 5), que les agents auxiliaires ou temporaires entrés en service avant la guerre et comptant au moins cinq années de services continus dans la même administration obtiendront, sous forme d'augmentation de salaire ou de prime d'ancienneté, un avantage équivalent aux indemnités de cherté de vie auxquelles leur donnait droit le décret du 3 mai 1917 et recevront, en outre, les indemnités allouées aux personnels permanents pour charges de famille. De nombreux agents, affectés au service de gardiennage et de nettoyage des bureaux des ponts et chaussées, remplissent les conditions ainsi fixées et ont dû, par suite, être appelés à bénéficier des allocations précitées.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé que 35,000 fr. Elle a réduit, en effet, de 5,000 fr. la partie du crédit s'appliquant à la hausse des fournitures.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision, le Gouvernement n'y ayant fait aucune objection.

CHAPITRE 70. — Ports maritimes. — Travaux ordinaires. — Entretien et réparations ordinaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 100,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1 million de francs.

Le Gouvernement a justifié sa demande de crédits par l'accroissement continu des prix de la main-d'œuvre, des matériaux et matières de consommation, notamment du charbon nécessaire pour la manœuvre mécanique des ouvrages et le fonctionnement des engins de dragage.

Il a ajouté que les grosses unités anglaises et américaines qui fréquentent nos établissements maritimes exigent, pour le maintien des profondeurs qui leur sont nécessaires, des dragages plus continus et plus intensifs, d'où dépense supplémentaire de main-d'œuvre et consommation plus considérable de charbon.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a ouvert qu'un crédit de 1,000,000 fr. qu'elle a jugé suffisant.

Cette décision n'a soulevé de la part du Gouvernement aucune objection.

Dépenses extraordinaires.

CHAPITRE 89. — Insuffisance des produits de l'exploitatipn du réseau racheté de l'Ouest.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,710,100 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,710,100 fr.

CHAPITRE 90. — Insuffisance des produits de l'exploitation de l'ancien réseau de l'Etat.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions 236,700 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2 millions 236,700 fr.

Ces crédits additionnels sont la conséquence des modifications proposées plus loin aux prévisions de dépenses des chemins de fer de l'Etat.
La marche du trafic ne permet pas d'espérer que les suppléments de dépenses envisagés puissent être ni couverts, ni même atténués par des plus-values de recettes.

CHAPITRE 108 *bis*. — Reconstitution des moyens d'habitation et du sol dans les régions dévastées.

Crédit demandé par le Gouvernement, 500,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à faire face aux dépenses de remise en état d'exploitation du sol des régions reconquises, dépenses comportant notamment la démolition et le comblement des ouvrages inutiles à la défense (tranchées, abris, puits et galeries des mines, réseaux de fils de fer, etc.), ainsi que l'enlèvement des projectiles.
La commission du budget de la Chambre a disjoint cette demande de crédit pour supplément d'étude.

Ministère du ravitaillement général.

CHAPITRE 4. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 35,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,000 fr.

Le Gouvernement a justifié sa demande de crédit, à concurrence de 20,000 fr. par le développement des services du ministère du ravitaillement général et la hausse sans cesse croissante du prix des fournitures diverses. Le surplus s'appliquait au tirage à 4,000 exemplaires par l'imprimerie nationale d'un recueil des lois, décrets et arrêtés, concernant le ravitaillement. En raison du grand nombre des dispositions intervenues, il est indispensable, en effet, de réunir en un volume spécial ces dispositions et, notamment, de les mettre, avec les instructions dont elles ont fait l'objet, à la disposition de toutes les autorités chargées d'en assurer l'application.
La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé que 30,000 fr., réduisant de 5,000 fr. la partie du crédit applicable au supplément de dépense relatif à la hausse des fournitures.
Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision, contre laquelle le Gouvernement n'a pas soulevé d'objection.

CHAPITRE 5. — Subventions à des sociétés coopératives de consommation pour l'achat de viandes frigorifiées et d'autres denrées alimentaires de première nécessité.

Il s'agit d'une simple modification de libellé.

Le Gouvernement propose de compléter par les mots : « et d'autres denrées de première nécessité » le libellé du chapitre 5 : « Subvention à des sociétés coopératives de consommatisn pour l'achat de viandes frigorifiées », chapitre doté en 1917 de crédits s'élevant à 500,000 fr.
Il n'est plus nécessaere maintenant d'encourager autant qu'auparavant l'usage de la viande frigorifiée pour l'alimeniation de la population civile.
La consommation de cette viande est accueillie, en effet, avec faveur par la population ouvrière et la nécessité de la réserver aux besoins de l'armée ne permet pas d'en distribuer une quantité appréciable.
Mais les sociétés coopératives de consommation s'efforcent en outre de lutter, dans les agglomérations ouvrières, contre les hausses injustifiées provoquées par certains intermédiaires sur les denrées de première nécessité et il y a par suite un intérêt essentiel à pouvoir aider les sociétés qui entrent dans cette voie et qui rencontrent parfois de sérieuses difficultés financières.
C'est pour permettre au ministre du ravitaillement général de leur accorder des subventions dans ce but, qu'est proposée la modification de libellé précitée.
Votre commission des finances n'y fait pas d'objection.

## II. — ANNULATIONS DE CRÉDITS

Ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE 1 *bis*. — Personnel temporaire affecté au sous-secrétariat d'Etat.

Annulation demandée par le Gouvernement, 12,500 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 12,500 fr.
L'annulation de ce crédit est proposée en vue de son transfert au chapitre 1er du budget du même ministère (voir les explications fournies sous ce chapitre).

Ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre, traitements du personnel de l'administration centrale.

Annulation demandée par le Gouvernement, 6,590 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 6,590 fr.

CHAPITRE 9. — Traitements des fonctionnaires administratif des départements.

Annulation demandée par le Gouvernement, 47,640 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 47,640 fr.

CHAPITRE 41. — Traitements des inspecteurs, sous-inspecteurs et commis d'inspection de l'assistance publique et contribution aux frais de traitement des agents de surveillance.

Annulation demandée par le Gouvernement, 17,920 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 17,920 fr.

CHAPITRE 65. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile.

Annulation demandée par le Gouvernement, 16,130 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 16,130 fr.

CHAPITRE 65 *bis*. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile. — Renforcement de personnel pour la durée de la guerre.

Annulation demandée par le Gouvernement, 23,246 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 23,246 fr.

Les annulations ci-dessus sont le résultat de la mise au point des prévisions de dépenses relatives aux suppléments temporaires de traitements accordés par la loi du 4 août 1917.

CHAPITRE 53 *sexies*. — Frais d'administration à Paris et dans les départements des services de reconstitution des régions envahies ou atteintes par les événements de guerre et de règlement des dommages de guerre. — Personnel.

Annulation demandée par le Gouvernement 700 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 700 fr.

CHAPITRE 68 *bis*. — Application du décret du 2 avril 1917 portant création d'une carte d'identité à l'usage des étrangers. — Service central. — Personnel.

Annulation demandée par le Gouvernement, 700 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 700 fr.

Ces annulations compensent l'ouverture de crédit de 1,400 fr. qui était proposée par le Gouvernement au titre du chapitre 2 du même ministère. Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies sous ce dernier chapitre.

Ministère de la guerre.

1re SECTION. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 11 *bis*. — Frais généraux de recrutement et d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère.

Anunulation demandée par le Gouvernement, 8,700,000 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 8,700,000 fr.

Bien que les questions relatives au recrutement de la main-d'œuvre indigène dans nos colonies et dans les pays de protectorat aient passé dans les attributions du ministère des colonies et que, de ce chef, des transferts de crédit aient déjà été opérés par la loi du 4 août 1917, il reste encore au budget de la guerre des crédits se rapportant à d'autres dépenses faites aux colonies pour ces opérations de recrutement et relatives à l'habillement des travailleurs. Le maintien à ce budget des dépenses dont il s'agit devant entraîner des complications, il y a intérêt à ce qu'elles soient suivies par le département des colonies comme les autres dépenses.
On propose donc l'annulation sur le budget de la guerre, en vue de son report à celui des colonies, d'une somme de 8,700,000 fr. représentant les crédits qui avaient été maintenus au premier de ces budgets pour faire face aux frais d'habillement, avant leur embarquement, des travailleurs coloniaux (indo-chinois, malgaches, indigènes africains), dont le recrutement a été prévu pendant les troisième et quatrième trimestres de 1917.

CHAPITRE 11. — Frais de déplacement.

Annulation demandée par le Gouvernement, 761,087,500 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 761,087,500 francs.

Algérie et Tunisie.

CHAPITRE 55. — Frais de déplacements.

Annulation demandée par le Gouvernement, 2,307,400 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 2,307,400 fr.

Occupation militaire du Maroc.

CHAPITRE 101. — Frais de déplacements.

Annulation demandée par le Gouvernement, 23,091,250 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 23,091,250 francs.

Il s'agit du report à des chapitres distincts des dépenses de transport confondues avant le 4e trimestre de 1917 avec les frais de déplacement (voir les explications fournies sous le chapitre 11 *ter*).

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

1re SECTION. — *Armement et fabrication de guerre.*

Intérieur.

CHAPITRE 9. — Matériel de l'artillerie.

Annulation demandée par le Gouvernement, 858,464,395 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 858,464,395 francs.

Cette annulation compense les ouvertures de crédits additionnels proposées au titre des chapitres 9 *bis* et 9 *ter* (voir les explications fournies sous ces chapitres).

### Divers.

CHAPITRE 22 *bis*. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille.

Annulation demandée par le Gouvernement, 186,250 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 186,250 francs.

L'annulation de cette somme résulte de la revision des prévisions de dépenses afférentes au deuxième semestre de 1917 (voir les explications que nous avons fournies sur la demande d'ouverture de crédit présentée au titre du chapitre 2).

## Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

2e SECTION. — *Beaux-arts.*

CHAPITRE 1er. — Traitement du sous-secrétaire d'Etat et personnel de l'administration centrale.

Annulation demandée par le Gouvernement, 16 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 16 fr.

CHAPITRE 38. — Ecole de céramique de la manufacture nationale de Sèvres. — Personnel.

Annulation demandée par le Gouvernement 548 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 548 francs.

CHAPITRE 42. — Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail.

Annulation demandée par le Gouvernement, 210 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 210 fr.

CHAPITRE 43. — Manufacture nationale des Gobelins. — Restauration de tapisseries appartenant à l'Etat.

Annulation demandée par le Gouvernement, 2,145 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 2,145 fr.

CHAPITRE 63. — Personnel des monuments historiques.

Annulation demandée par le Gouvernement, 3,375 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 3,375 fr.

CHAPITRE 73. — Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux.

Annulation demandée par le Gouvernement, 6,720 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 6,720 fr.

CHAPITRE 86. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1,365 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1.365 fr.

Revision des prévisions de dépenses afférentes, pour le deuxième semestre de 1917, aux suppléments temporaires de traitement alloués par la loi du 4 août 1917.

## Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

2e SECTION. — *Postes et télégraphes.*

CHAPITRE 9. — Exploitation. — Personnel des agents.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1,219 francs.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1,219 fr.

Cette annulation est la conséquence de la transformation, proposée plus haut sous le chapitre 14, d'emplois de commis en emplois de damé. Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies sous ce dernier chapitre.

3e SECTION. — *Transport maritimes et marine marchande.*

CHAPITRE 3. — Matériel de l'administration centrale.

Annulation démandée par le Gouvernement, 12,250 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 12,250 fr.

Le transfert du sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande a rendu disponible un hôtel du boulevard Montparnasse, dans lequel s'est installé le sous-secrétariat d'Etat du blocus.
L'annulation proposée sur le chapitre ci-dessus correspond aux dépenses de loyer et d'entretien du dit hôtel pour le troisième trimestre de 1917.

## TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

### Fabrication des monnaies et médailles.

CHAPITRE 4 *bis*. — Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,000 fr.

Cette demande de crédit est la conséquence de l'insuffisance des prévisions tout d'abord établies.

### Imprimerie nationale.

CHAPITRE 5. — Frais de bureau. — Affranchissements. — Frais de service général.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,350 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,350 fr.

Ce crédit additionnel se décompose de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| 1° Enlèvement des immondices, gravats et résidus des chaudières..... | 1.600 |
| L'insuffisance provient, d'une part, de l'augmentation du prix de l'enlèvement et du transport, d'autre part, de l'accroissement très sensible des quantités de mâchefer et de cendres produites par les générateurs à vapeur et les poêles de chauffage par suite de la mauvaise qualité du charbon. | |
| 2° Achat de linge..... | 750 |
| Il a été impossible de différer en 1917 tout renouvellement du linge, comme l'avait pensé l'administration en établissant ses prévisions. | |
| Total égal..... | 2.350 |

CHAPITRE 13. — Service médical, indemnités pour accidents du travail, secours et subventions à diverses sociétés.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,940 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,940 fr.

Le crédit additionnel demandé s'applique aux divers objets ci-après :

| | |
|---|---|
| 1° Boissons hygiéniques distribuées au personnel..... | 1.300 |
| L'insuffisance de la prévision (1,150 fr.) provient de l'augmentation des prix des produits employés à la préparation des boissons ; | |
| 2° Compléments de secours de maladie aux ouvriers et ouvrières titulaires..... | 1.350 |
| Supplément nécessaire d'après les payements déjà effectués ; | |
| 3° Secours de maladie aux ouvriers temporaires..... | 5.350 |
| Même explication. | |
| 4° Arrérages de rentes viagères constituées à la suite d'accidents du travail... | 940 |
| Le total du crédit additionnel nécessaire est donc de..... | 8.940 |

### Légion d'honneur.

CHAPITRE 9. — Maisons d'éducation. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,280 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,280 fr.

Le crédit demandé est destiné à améliorer la situation des stagiaires des maisons d'éducation ainsi que celle des filles de service employées dans ces établissements :
1° Le traitement annuel des stagiaires des maisons d'éducation de la Légion d'honneur, fixé par le statut du 20 juin 1890, varie de 120 à 240 fr. Bien qu'elles soient défrayées des frais de nourriture et de logement, qui sont à la charge des maisons d'éducation, la question du relèvement de leur traitement a été envisagée depuis longtemps par la grande chancellerie.
Il est devenu, aujourd'hui plus que jamais, indispensable d'améliorer leur situation, si l'on veut les conserver. Les vacances étant rares, elles sont exposées, en effet, à attendre dix années en moyenne avant d'être nommées professeurs et il est à craindre, dans ces conditions, qu'elles ne soient amenées à quitter les établissements de la Légion d'honneur pour des postes plus avantageux.
Le nombre des stagiaires dans les trois maisons de Saint-Denis, d'Ecouen et des Loges est de 33, savoir :

22 stagiaires au traitement de 240 fr.
11 stagiaires au traitement de 120 fr.

| | |
|---|---|
| On propose de porter à 600 fr. le traitement de la première catégorie, soit une augmentation annuelle de..... | 7.920 |
| Et d'élever à 360 fr. le traitement de la seconde catégorie, d'où une augmentation annuelle de..... | 2.640 |
| Ensemble..... | 10.560 |

La dépense à envisager pour la réalisation de cette mesure à compter du 1er octobre 1917 est de 2,640 fr.
2° Les filles de service employées dans les trois maisons d'éducation de la Légion d'honneur sont au nombre de 88.
Actuellement, 70 d'entre elles reçoivent de 20 à 25 fr. par mois ; les 18 autres touchent de 30 à 50 fr. L'état des crédits ne permet d'attribuer qu'à quelques-unes de ces modestes auxiliaires, et parfois après quinze ou vingt ans de services, des salaires au-dessus de 30 fr.
Il devient difficile, dans ces conditions, et de garder les filles en service et d'en recruter de nouvelles.
En vue de parer à cet état de choses, on propose une augmentation de 10 fr. par mois pour chacune des 88 gagistes, d'où une augmentation annuelle de 10,560 fr.
La mise en application de cette mesure à partir du 1er octobre nécessite un crédit de 2,640 fr.

### Service des poudres et salpêtres.

CHAPITRE 3. — Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres.

Crédit demandé par le Gouvernement postérieurement au dépôt du projet de loi à la Chambre, 116,550 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 116,550 fr.

Il s'agit de l'amélioration de la situation des sous-officiers.

CHAPITRE 4. — Frais généraux du service.

Crédit demandé par le Gouvernement, 200,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 200,000 fr.

La somme de 229,000 fr. mise à la disposition du service des poudres, au titre de ce chapitre sur l'exercice 1917, est insuffisante pour l'entretien et les réparations courantes des bâtiments d'administration ou à l'usage du personnel, tels que bureaux, logements, réfectoires, dortoirs, vestiaires, lavabos, salles de bains, service médical, etc.

Cette situation vient de ce qu'on a construit dans le cours de l'année 1917, dans les établissements des poudres et leurs annexes, de nombreux baraquements destinés à ces usages, constructions assez légères qui nécessitent des dépenses d'entretien particulièrement élevées et que l'on ne saurait différer sans nuire à l'hygiène du personnel. Un crédit additionnel de 200,000 fr. est, dans ces conditions, nécessaire.

CHAPITRE 5. — Frais d'exploitation des établissements producteurs — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 25,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

CHAPITRE 11 *bis*. — Attribution au personnel civil de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille.

Annulation demandée par le Gouvernement, 21,500 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 21,500 fr.

Le crédit additionnel demandé au titre du chapitre 5 doit permettre de couvrir l'insuffisance de la dotation de 24,375 fr. allouée, sur l'exercice 1917, pour l'application au personnel du service des poudres, des dispositions des lois des 7 avril et 4 août 1917 (indemnité de cherté de vie ou suppléments de traitement et indemnités pour charge de famille).

Cette augmentation est d'ailleurs en partie compensée par une annulation de 21,500 fr. demandée au titre du chapitre 11 *bis*.

L'opération se traduira ainsi finalement par une augmentation nette de 3,500 fr.

## Caisse des invalides de la marine.

CHAPITRE 1er. — Frais d'administration et de trésorerie pour les quatre services composant l'établissement des invalides.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,600 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,600 fr.

En dehors de leur traitement, les trésoriers des invalides de la marine reçoivent, sous le titre « Indemnité de responsabilité et de frais de service », une allocation destinée, d'une part, à couvrir leur responsabilité pécuniaire, et d'autre part, à payer les employés qu'ils occupent et leurs fournitures de bureau, ainsi que le loyer, le chauffage, l'éclairage et l'entretien des locaux dans lesquels sont installés leurs bureaux et leurs caisses. Le tarif de cette allocation a été déterminé par les arrêtés ministériels des 8 mai 1867, 20 novembre 1885 et par le décret du 14 novembre 1912.

Ces actes successifs n'ont fait, en réalité, que répartir différemment, en tenant compte de l'importance relative qu'avaient à l'époque les diverses trésoreries, un crédit dont le chiffre global n'a pour ainsi dire pas varié depuis l'origine.

Les comptables éprouvent aujourd'hui les plus grandes difficultés à recruter ou même à conserver les commis qu'ils emploient et que le renchérissement de la vie rend plus exigeants, et c'est au prix de véritables sacrifices qu'ils parviennent à assurer la marche du service.

On propose donc de relever l'indemnité allouée aux trésoriers des invalides, dans la même proportion que l'a été récemment l'allocation qui leur est servie pour l'entretien de leurs préposés, soit 3/10. L'augmentation de dépense annuelle serait de $\left(\frac{114.660 \times 3}{10}\right)$ 34,398 fr. ou 34,400 fr. en nombre rond.

Pour le quatrième trimestre de 1917, le crédit nécessaire s'élève à 8,600 fr.

## Chemins de fer de l'Etat.

Les propositions d'ouverture de crédits additionnels relatives aux chemins de fer de l'Etat sur l'exercice 1917 ont trait exclusivement aux mesures nouvelles suivantes qui intéressent le personnel :

I. — *Avancement des agents mobilisés.* — Aux termes du statut du personnel (arrêté interministériel du 30 août 1912), l'avancement à l'ancienneté ou au choix est fonction de la note de mérite : c'est ainsi qu'un agent dont la note est inférieure à 10 est exclu de tout avancement et que, d'une manière générale, l'élévation de classe au choix ne peut avoir lieu que si la note est au moins égale à 18. L'administration estime que cette réglementation doit être modifiée provisoirement en ce qui concerne les agents mobilisés, évidemment moins favorisés, au point de vue de l'avancement, que leurs camarades restés à la disposition du réseau, puisque ceux-ci ont eu et ont encore la possibilité d'améliorer leur note au fur et à mesure que leurs aptitudes professionnelles se développent. Elle envisageait deux formules pour faire disparaître en partie le préjudice causé de ce chef aux mobilisés : la première, applicable aux prisonniers de guerre ; la seconde, aux autres mobilisés ayant au moins un an de présence au front.

Le Gouvernement s'est mis d'accord avec la Chambre pour établir une réglementation uniforme qui assurerait aux uns comme aux autres :

*a*) Un avancement de classe dans les délais normalement exigés pour l'avancement à l'ancienneté, augmentés de moitié pour ceux dont la note est inférieure à 10 ;

*b*) Un avancement au choix dans les délais habituels du choix, augmentés de la moitié de la différence existant entre les délais de l'ancienneté et du choix pour ceux dont la note n'eût permis que l'avancement à l'ancienneté.

Cette réglementation ne serait applicable qu'aux agents et ouvriers comptant au moins six mois de service effectif au réseau lors de leur appel sous les drapeaux. Elle entrerait en vigueur avec effet rétroactif du 1er janvier 1917 et se traduirait par une dépense d'environ 28,000 fr. pour l'exercice en cours.

II. — *Relèvement des salaires du personnel féminin occupé à la fabrication des manchons à incandescence.* — La réglementation actuelle (arrêté interministériel du 19 mai 1914) prévoit, pour cette catégorie spéciale du personnel féminin, des salaires horaires variant de :

20 centimes à 30 centimes pour les ouvrières,

24 centimes à 40 centimes pour les aides-contremaîtresses,

Et 60 centimes à 80 centimes pour les contremaîtresses,

et fixés d'après ceux que recevaient les intéressées à l'époque où l'atelier de fabrication de manchons était géré par un industriel. Ces salaires, extrêmement bas — surtout en ce qui concerne les deux premières séries ci-dessus — et, en tout cas, très inférieurs à ceux payés dans l'industrie privée aux ouvrières de même profession, ne paraissent pas pouvoir être maintenus plus longtemps. Après examen, il est apparu que les trois séries en question pourraient être assimilées, en ce qui concerne les émoluments, aux séries A, C et D du personnel ouvrier masculin, ce qui permettrait de fixer comme suit les nouveaux salaires horaires du personnel féminin de la fabrication des manchons :

De 40 à 48 centimes pour les ouvrières.

De 45 à 68 centimes pour les aides-contremaîtresses.

De 60 centimes à 1 fr. pour les contremaîtresses.

Ces nouveaux salaires seraient mis en vigueur avec effet rétroactif du 1er juillet 1917 ; la dépense supplémentaire annuelle ressortirait à 4,900 fr., soit 2,880 pour l'exercice en cours.

III. — *Indemité de résidence du personnel masculin mineur et du personnel féminin classé.* — Les agents composant le personnel mineur ne bénéficient actuellement d'aucune indemnité de résidence jusqu'à l'âge de dix-huit ans ; à partir de cet âge, il leur est alloué la moitié de l'indemnité dont jouissent les agents majeurs occupés dans la même localité. Etant donné la cherté croissante de la vie, l'infériorité très marquée des salaires touchés par ces jeunes gens par rapport aux salaires octroyés dans le commerce ou l'industrie, enfin l'intérêt qui s'attache à conserver ce personnel au réseau, il apparaît équitable et urgent d'adopter de nouvelles bases pour l'attribution de l'indemnité dont il s'agit. Ce seraient les suivantes :

Attribution de la moitié de l'indemnité de résidence aux mineurs de moins de dix-huit ans, sous la double condition qu'ils aient au moins seize ans d'âge et un an de service :

Attribution de la totalité de l'indemnité de résidence aux mineurs âgés de plus de dix-huit ans.

D'après l'arrêté interministériel du 23 décembre 1911, le personnel féminin classé (gardes-barrières, préposées aux billets des gares secondaires, préposées de halte et préposées à la salubrité) est rémunéré par des indemnités variables (comprises entre 170 et 900 fr. par an), déterminées en tenant compte notamment de la cherté relative de la vie dans la région considérée et comprenant, par suite, une indemnité de résidence. Cette indemnité est loin toutefois d'égaler celle que touchent, en sus de leur traitement, les agents commissionnés occupés dans la même localité. Cette différence se conçoit en ce qui concerne les femmes d'agents habitant avec leur mari, puisque celui-ci bénéficie déjà de l'indemnité de résidenée réglementaire ; mais elle est moins admissible, lorsqu'il s'agit de femmes dont la situation est indépendante de celle du mari et qui, au regard du réseau, sont de véritables chefs de famille.

Pour remédier à cette situation, le salaire des employées classées serait dorénavant fixé en tenant compte seulement de l'importance du service et de la situation au point de vue de logement, le montant de ce salaire étant ensuite, pour les femmes de la seconde catégorie ci-dessus, majoré de l'indemnité de résidence attribuée aux agents commissionnés. Transitoirement, les salaires dont bénéficient actuellement les employées en fonction ne subiraient aucune modification, mais l'indemnité de résidence réglementaire serait ajoutée au salaire, pour les femmes dont la situation n'est pas dépendante de celle du mari.

Les mesures ci-dessus seraient appliquées avec effet rétroactif du 1er juillet 1917 ; elles se traduiraient par une dépense supplémentaire annuelle de 400,000 fr., dont 200,000 fr. pour l'exercice 1917.

IV. — *Relèvement des allocations complémentaires pour cherté de vie.* — Conformément aux dispositions d'une convention passée entre le ministère des travaux publics et les grandes compagnies de chemins de fer le 10 novembre 1916, convention qui est applicable au réseau de l'Etat, des allocations complémentaires pour cherté de vie ont été accordées au personnel de ces réseaux depuis le 1er novembre 1916 sur les bases générales suivantes :

A) 15 0/0 de la partie du traitement n'excédant pas 1,200 fr. et 10 p. 100 de la partie comprise entre 1,200 et 1,800 fr. (*traitements égaux ou inférieurs à 3,600 fr. par an*) ;

B) Pour les agents et ouvriers ayant des enfants de moins de seize ans, allocation de 50 fr. pour le premier enfant, de 100 fr. pour le second et pour le troisième, de 200 fr. pour chacun des suivants (traitements égaux ou inférieurs à 6,000 fr.

Les grands réseaux s'étaient, en outre, engagés à porter dans tous les cas l'allocation A au minimum de 180 fr. pour les hommes et de 90 fr. pour les femmes. Enfin, des formules de « raccord » avaient été établies, de telle sorte qu'un agent dont le traitement dépassait 3,600 francs devait toucher un total d'émoluments, traitement et allocation A au moins égal à celui de l'agent à 3,600 fr, et qu'un agent dont le traitement dépassait 6,000 fr. devait toucher un total d'émoluments traitement et allocation B au moins égal à celui de l'agent à 6,000 fr. ayant les mêmes charges de famille.

Mais, en raison de l'aggravation persistante du coût de la vie, une nouvelle convention a été signée le 2 juillet 1917. Mise effectivement en application avec effet du 1er juin 1917, cette convention contient les dispositions suivantes en ce qui concerne le calcul de l'allocation A, aucune modification n'étant, par ailleurs, apportée aux bases de calcul de l'allocation B définies par la convention précitée du 10 novembre 1916 :

1° L'allocation applicable à la partie du

salaire n'excédant pas 1,200 fr. est portée de 15 à 30 p. 100;

2° L'allocation afférente à la partie du salaire comprise entre 1,200 et 1,800 fr. est élevée de 10 à 15 p. 100.

3° Il est accordé un supplément d'allocation égal à 10 p. 100 de la partie du salaire comprise entre 1,808 et 3,600 fr. inctus;

4° L'allocation A ne peut être inférieure à 20 fr. pour les hommes et à 180 fr. pour les mmes;

5° Les agents occupés à titre temporaire, mais pour une durée indéterminée, bénéficient de l'allocation A dans les mêmes conditions que le personnel permanent;

6° Les employés ou ouvriers, dont le traitement ou salaire excède 3,600 fr., reçoivent une allocation calculée en réduisant de 30 fr., pour chaque échelon de 100 fr. de traitement ou salaire au-dessus de 3,600 fr., le montant de l'allocation afférente au traitement ou salaire de 3,600 fr.

7° Les émoluments d'une femme majeure occupée à Paris ne peuvent être inférieurs à 5 fr. par journée normale de travail.

Les crédits accordés pour l'exercice 1917 au titre des budgets annexes de l'ancien réseau et du réseau racheté se trouvent, de ce fait, insuffisants; la dépense annuelle afférente à l'allocation A devait atteindre, d'après la convention du 10 novembre 1916, le chiffre de 13,076,000 fr. (montant des crédits ouverts sur lesdits budgets annexes); celle devant résulter de l'application de la convention du 2 juillet 1917 est évaluée à 28,018,000 fr. en nombre rond.

Le supplément de dépense annuel atteint, par suite: (28,018,000—13,076,000) 14,942,000 fr., soit pour la période du 1er juin au 31 décembre 1917, $\left(\frac{14.942.000 \text{ fr.} \times 7}{12}\right)$ 8,716.000 fr.

Le Sénat ne s'est pas encore prononcé sur les conventions précitées. Seule, celle du 10 novembre 1916 lui a été soumise. La Chambre des députés n'a pas encore statué sur celle du 2 juillet 1917. La commission des finances attend, avant de faire son rapport sur la première que l'autre Assemblée ait pris une décision sur la majoration des tarifs de chemins de fer.

Néanmoins, elle vous propose d'allouer au Gouvernement les crédits nécessaires pour faire face à la dépense résultant des augmentations d'allocations complémentaires qu'il a accordées au personnel si intéressant des chemins de fer de l'Etat.

En résumé, les crédits additionnels à ouvrir sur l'exercice 1917 ressortent aux chiffres suivants:

| | |
|---|---|
| I. — Avancement des agents mobilisés | 28.000 |
| II. — Relèvement des salaires du personnel féminin occupé à la fabrication des manchons à incandescence | 2.800 |
| III. — Indemnité de résidence du personnel masculin mineur et du personnel fémin classé | 200.000 |
| IV. — Relèvement des allocations complémentaire pour cherté de vie. | 8.716.000 |
| Ensemble | 8.946.800 |

Le tableau ci-après fournit la décomposition de chacune de ces sommes par chapitre des budgets annexes de l'ancien réseau de l'Etat et du réseau racheté de l'Ouest:

| CHAPITRES | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | BUDGET ANNEXE de l'ancien réseau. | BUDGET ANNEXE du réseau racheté. |
|---|---|---|---|
| | I. — *Avancement des agents mobilisés* (28,000 fr.). | | |
| 1 | Administration centrale et dépenses générales. — Personnel | 400 » | 1.300 » |
| 3 | Exploitation. — Personnel | 3.800 » | 11.300 » |
| 5 | Matériel et traction. — Personnel | 2.000 » | 5.800 » |
| 7 | Voie et bâtiments. — Personnel | 800 » | 2.600 » |
| | II. — *Relèvement des salaires du personnel féminin occupé à la fabrication des manchons à incandescence* (2,800 fr.). | 7.000 » | 21.000 » |
| 4 | Exploitation. — Dépenses autres que celles du personnel | 700 » | 2.100 » |
| | III. — *Indemnité de résidence du personnel masculin mineur et du personnel féminin classé* (200,000 fr.). | | |
| 3 | Exploitation. — Personnel | 14.300 » | 42.700 » |
| 5 | Matériel et traction. — Personnel | 6.000 » | 18.000 » |
| 7 | Voie et bâtiments. — Personnel | 29.700 » | 89.300 » |
| | IV. — *Relèvement des allocations complémentaires pour cherté de vie* (8,716,000 fr.) | 50.000 » | 150.000 » |
| 1 | Administration centrale et dépenses générales. — Personnel | 2.179.000 » | 6.537.000 » |
| | ENSEMBLE | | |
| 1 | Administration centrale et dépenses générales. — Personnel | 2.179.400 » | 6.538.300 » |
| 3 | Exploitation. — Personnel | 18.100 » | 54.000 » |
| 4 | Exploitation. — Dépenses autres que celles du personnel | 700 » | 2.100 » |
| 5 | Matériel et traction. — Personnel | 8.000 » | 23.800 » |
| 7 | Voie et bâtiments. — Personnel | 30.500 » | 91.900 » |
| | Total par budget annexe | 2.236.700 » | 6.710.100 » |

A ces ouvertures de crédit correspondent, ainsi qu'on l'a vu plus haut, des demandes de crédits égaux à ces totaux sur les chapitres du budget du ministère des travaux publics et des transports concernant les insuffisances d'exploitation des réseaux de l'Etat.

## TITRE III

### DISPOSITIONS SPÉCIALES

### Article 14.

L'article 7 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 5 de la loi du 7 août 1913, est complété ainsi qu'il suit:

« Toutefois, pour les classes non encore appelées, des arrêtés ministériels pourront dans chaque administration, remplacer le rappel en une seule fois par un rappel fractionné par périodes d'un an au minimum par avancement.

Est également compté pour une durée équivalente de services civils le temps passé sous les drapeaux, à partir de l'incorporation de la classe 1913, par les jeunes gens appartenant à une classe antérieure.

« Les services militaires antérieurs à l'entrée dans l'administration ne sont comptés que si la demande d'emploi civil a été introduite pendant les deux années qui ont suivi la libération de l'ancien militaire ou si le candidat s'est présenté au premier concours ouvert après l'expiration de ces deux années. Les agents qui, après ces mêmes délais, passent sur leur demande d'un service dans un autre ne peuvent réclamer le bénéfice des dispositions du présent article.

« Le temps de service militaire à compter par application des dispositions qui précèdent ne peut être supérieur au temps de service obligatoire dans l'armée active exigé par la loi de recrutement sous le régime de laquelle l'agent a été incorporé. Il n'est point tenu compte des services militaires déjà rémunérés par une pension proportionnelle ou par une pension d'ancienneté.

« Les fonctionnaires, employés, sous agents et ouvriers civils de l'Etat qui ont quitté leur emploi pour accomplir leur service militaire et qui sont maintenus sous les drapeaux par application de l'article 33 de la loi du 21 mars 1905 seront, au point de vue de l'ancienneté exigée pour l'avancement, considérés comme réintégrés dans les cadres de l'administration civile à laquelle ils appartiennent, à partir de la date de leur passage dans la réserve de l'armée active ou de leur libération si elle est antérieure.

« En ce qui concerne les agents soumis au régime de l'article 80 de la loi de finances du 30 mars 1902 et des décrets des 11 novembre 1903 et 6 septembre 1912, le rappel des services militaires auxquels ils peuvent encore avoir droits en vertu de ces textes sera effectué soit immédiatement s'ils sont en fonctions, soit, dans le cas contraire, au moment de leur admission dans les cadres. »

L'article 7 de la loi du 21 mars 1905 était ainsi conçu:

« Nul n'est admis dans une administration de l'Etat, ou ne peut être investi de fonctions publiques, même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. » Il a été complété comme suit par l'article 5 de la loi du 7 août 1913:

« Le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents et sous-agents de toutes les administrations de l'Etat, par les ouvriers et employés des établissements de l'Etat, soit avant, soit après leur admission dans les cadres, est compté pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour la retraite et pour le calcul de l'ancienneté exigée pour l'avancement pour une durée équivalente de services civils.

« Ce temps est compté en une seule fois, aussitôt accompli, si le service militaire est fait après l'admission dans les cadres, où dès l'entrée dans les cadres, s'il a été fait auparavant. »

De la sorte l'égalité se trouve rétablie, au point de vue de l'ancienneté, entre ceux qui ont fait leur service militaire et les exemptés ou réformés. La loi du 7 août 1913 toutefois ne s'est appliquée qu'aux classes 1913 et suivantes.

Les agents des classes antérieures sont restés sous le régime du décret du 11 novembre 1903, qui ne permet qu'un appel de moitié des services militaires.

Il ne peut être question de les faire bénéficier dans son intégralité du régime de faveur institué par la loi du 7 août 1913. Il en résulterait, en effet, pour le Trésor des sacrifices considérables et d'ailleurs ils ne sont pas fondés à réclamer contre un régime dont ils n'ignoraient pas les clauses lorsqu'ils sont entrés dans l'administration.

Mais la commission spéciale, instituée au ministère des finances pour examiner les questions que soulève l'accomplissement du service obligatoire, a estimé qu'il y avait lieu d'effacer l'inégalité existant entre les agents des classes antérieures à 1913 et des autres classes, pour les services militaires accomplis à la même

époque. Dans ce cas, en effet, cette inégalité est tout à fait choquante.

C'est pourquoi le Gouvernement demande que depuis l'incorporation de la classe 1913, c'est-à-dire depuis novembre 1913, tout service militaire dans l'armée active proprement dite compte en entier pour l'avancement, même aux jeunes gens des classes antérieures. Non seulement ces jeunes gens se verront rappeler tout le temps passé sous les drapeaux pendant la guerre, mais encore celui qui s'est écoulé entre novembre 1913 et août 1914.

L'article proposé spécifie, en outre, pour ces jeunes gens et, le cas échéant, pour ceux des classes antérieures, le rappel des services militaires se fera en une fois et non plus par fractions de six mois au maximum par promotion, comme le prévoyait le décret du 11 novembre 1903.

Quant à la période accomplie dans la réserve de l'armée active pendant les hostilités, il est équitable de la faire intervenir tout entière.

Les autres compléments apportés à l'article 5 de la loi de 1913 se justifient par les raisons suivantes :

1° Le rappel des services militaires doit, en vertu de cette loi, s'effectuer en une seule fois. Or, ce système, assez onéreux pour le Trésor, peut être préjudiciable au bien du service et même à l'intérêt du fonctionnaire. On laisserait donc aux administrations publiques la faculté de n'effectuer le rappel, en ce qui concerne les classes à venir, que par fraction d'un an au minimum. Le décret du 11 novembre 1903 prévoyait déjà une faculté analogue ;

2° Aucun délai n'est imparti aux jeunes gens libérés du service pour se présenter aux concours ou aux examens des fonctions publiques, s'ils veulent bénéficier de la faveur créée par l'article 5 précité. Il importe cependant que les jeunes gens se décident tôt dans le choix de leur carrière, parce qu'en y entrant jeunes ils y acquièrent plus de connaissances et trouvent un stimulant dans de larges perspectives d'avenir. Le délai maximum de deux ans après la libération du service militaire, délai inscrit dans le décret du 6 septembre 1912, serait en conséquence étendu aux jeunes gens des classes 1913 et suivantes soit pour leur entrée dans une administration déterminée, soit pour passer de cette administration dans une autre ;

3° Enfin, si l'on se borne à la lettre de l'article 5, on ferait entrer dans le décompte du temps utile pour l'avancement les années accomplies au delà du temps légal par suite d'engagement ou de rengagement ou par suite de mesures disciplinaires ; on y ferait entrer également les trois années de services obligatoires accomplies par d'anciens militaires qui en ont déjà tiré parti pour l'obtention et la liquidation d'une pension proportionnelle.

Un paragraphe précis prohibe de telles interprétations, qui seraient contraires à l'intention du législateur.

Article « (art. 15 du texte de la Chambre).

Les exemplaires du texte de la loi du 1er octsbre 1917 dont l'affichage est prévu par l'article 16 de ladite loi dans la salle principale de tous cabarets, cafés ou autres débits de boissons seront revêtus d'une marque extérieure et mis à la disposition des cabaretiers, cafetiers et autres débitants de boissons moyennant une redevance et dans des conditions qui seront déterminées par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur et du ministre des finances.

L'apposition dans les locaux ci-dessus indiqués d'affiches autres que celles qui seront délivrées par l'administration entraînera les peines prévues à l'article 16 de la loi précitée.

La loi du 1er octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons dispose que le texte de la loi sera affiché « à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous les cabarets, cafés ou autres débits de boissons ; un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous cabaretiers et autres débitants de boissons... ».

S'il appartient à l'administration de délivrer aux municipalités les affiches ainsi prévues pour leur assurer, par leur affichage à la porte des mairies, toute la publicité désirable, il paraît, en même temps, normal de demander aux cafetiers ou débitants de boissons le payement du placard qu'ils doivent afficher dans la salle principale de leur établissement.

L'article ci-dessus décidait donc que les affiches dont il s'agit seraient mises à la disposition des intéressés moyennant une redevance minime dont le montant serait fixé par décret.

Les affiches destinées aux débits de boissons seraient revêtues d'une marque extérieure qui serait ultérieurement déterminée.

Le défaut d'affichage ou l'emploi d'affiches qui n'auraient pas été délivrées par l'administration, la destruction ou la lacération des affiches serraient l'objet des sanctions pénales prévues à l'article 16 de la loi précitée.

Votre commission des finances, sans faire d'opposition au principe de la redevance établi par l'article ci-dessus, ne croit pas pouvoir vous en proposer l'adoption, pour une raison d'ordre constitutionnel. Aux termes de cette disposition, la redevance à verser par les assujettis en échange de l'affiche relative à l'application de la loi du 1er octobre 1917 serait fixée par un décret. Or il n'a point paru à votre commission que le Parlement pût déléguer au pouvoir exécutif le droit d'établir cet impôt.

Art. 15 (art. 16 du texte de la Chambre).

Le prix des passeports à l'intérieur et à l'étranger est fixé à 5 fr. sans décimes. Dans cette fixation sont compris les frais de papier et timbre et tous frais d'expédition. Le montant de la taxe sera imprimé sur les passeports.

Chaque visa de passeport auquel il sera procédé en France donnera lieu à la perception d'un droit de 2 fr. en principal.

Les passeports à délivrer aux personnes véritablement indigentes et reconnues hors d'état d'en acquitter le montant continueront à être délivrés gratuitement. Ils seront exemptés du droit de visa.

La loi du 16 juin 1838 est abrogée.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article ainsi que toutes mesures transitoires ou d'exécution.

Ainsi que nous l'avons exposé à l'occasion de la demande de crédit formulée au titre des chapitres 68 *quinquiès* et *sexiès* du ministère de l'intérieur, il a été institué à ce département un service central des passeports destiné à permettre la centralisation et l'examen de toutes les demandes formées sur l'étendue du territoire, en même temps que la constitution d'un répertoire général des demandes.

Le Gouvernement propose corrélativement que soit porté à 5 fr. sans décimes le droit de timbre des passeports et que chaque visa de passeport donne lieu à la perception d'un droit de timbre de 2 fr. en principal, soit 2 fr. 40 avec les décimes.

Les passeports continueraient à être délivrés gratuitement aux indigents qui seraient également exemptés du droit de visa.

D'après les indications recueillies, le nombre des passeports délivrés au cours d'une année s'élève à 60,000 environ.

Le droit étant porté à 5 fr., la somme à recouvrer serait donc de (5 fr. × 60,000) 300,000 francs, alors que cette somme n'est actuellement que de 36,000 fr. avec la taxe de 60 centimes, fixée par la loi du 16 juin 1888.

D'autre part, une somme de 2 fr. 40 étant demandée pour chaque visa et 150,000 visas étant à prévoir annuellement, les sommes à recouvrer de ce chef s'élèveraient à 360,000 fr.

Compte tenu des exemptions accordées aux indigents, le montant des recettes à provenir de l'application du présent article peut être évalué à 550,000 fr.

Article 16. (Art. 17 du texte de la Chambre).

A partir de la promulgation de la présente loi, une taxe de 2 fr. sera perçue à l'occasion de la délivrance de la carte frontalière.

Le Gouvernement a décidé d'accorder une autorisation exceptionnelle permanente de franchir la frontière aux frontaliers, c'est-à-dire aux individus domiciliés effectivement avant la guerre ou installés définitivement depuis six mois au moins à proximité de la frontière nationale, en France ou à l'étranger.

Les frontaliers doivent être porteurs d'une carte délivrée, sur la proposition des maires ou consuls, par le préfet du département qui comprend la zone frontalière où le titulaire pourra circuler librement.

L'article ci-dessus fixe la taxe à laquelle donnera lieu la délivrance de cette carte.

Le produit de cette taxe, qu'il est impossible d'évaluer avec précision, viendra en atténuation de la dépense de confection des cartes, pour laquelle nous vous avons proposé plus haut d'ouvrir un crédit additionnel de 6,000 fr. au titre du chapitre 68 *septiès* du budget du ministère de l'intérieur.

Article 17 (art. 18 du texte de la Chambre).

Le maximum pour l'année 1917 de la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris est porté à 16,306,330 fr.

Le chiffre porté à cet article présente, par rapport à celui précédemment fixé, une augmentation de 1,283,570 fr., égale au crédit dont l'ouverture est proposée dans le présent projet de loi au titre du chapitre 71 du budget du ministère de l'intérieur.

Article 18 (art. 19 du texte de la Chambre).

Le montant maximum des cessions qui pourront être faites à des gouvernements étrangers pendant le quatrième trimestre de 1917, fixé à 400 millions de francs par l'article 17 de la loi du 29 septembre 1917, est porté à un milliard de francs.

L'article 17 de la loi du 29 septembre 1917 relative aux crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917, qui a créé, comme l'avait demandé votre commission des finances, un compte spécial du Trésor destiné à suivre les cessions de matériel faits à des gouvernements étrangers à limité à 400 millions de francs le montant des cessions qui pourront être faites pendant le quatrième trimestre de 1917. Le Gouvernement demande que ce chiffre soit élevé à un milliard, en raison des cessions importantes prévues pour l'armée américaine et pour l'armée hellénique.

Article 19 (art. 20 du texte de la Chambre).

Par modification aux dispositions de l'article 54 de la loi de finances du 25 février 1901, modifié lui-même par l'article 80 de la loi de finances du 31 mars 1903 et l'article 58 de la loi de finances du 22 avril 1905, les cadres de l'inspection des colonies sont fixés ainsi qu'il suit :

3 inspecteurs généraux de 1re classe ;
4 inspecteurs généraux de 2e classe ;
8 inspecteurs de 1re classe ;
8 inspecteurs de 2e classe ;
9 inspecteurs de 3e classe et adjoints, sans que le nombre des inspecteurs de 3e classe puisse dépasser 7.

Les inspecteurs des colonies reçoivent leur traitement et l'indemnité de cherté de vie d'après les tarifs applicables aux contrôleurs de l'administration de l'armée à qui ils sont assimilés pour l'ensemble du statut personnel.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de recrutement et d'avancement du corps de l'inspection des colonies ainsi que les catégories de candidats pouvant être admis au concours.

Nous avons exposé les motifs qui justifient la réorganisation du corps de l'inspection des colonies à l'occasion de la demande de crédit présentée dans le présent projet de loi au titre du chapitre 9 du budget du ministère des colonies.

Article 20 (art. 21 du texte de la Chambre).

La part contributive de l'Etat prévue à l'article 5, 1° de la loi du 12 janvier 1909, relative à l'organisation du service des épizooties, sera, jusqu'à une date à fixer ultérieurement, majorée en vue d'accorder aux vétérinaires départementaux un complément temporaire de rétribution dont la quotité et les conditions d'attribution seront fixées par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture et du ministre des finances.

La loi du 12 janvier 1909, relative à l'organisation du service des épizooties, a prévu, dans son article 5, qu'une somme de 410.000 fr. serait inscrite chaque année au budget de l'agriculture pour faire face : 1° au payement de la subvention annuelle de 5,200 fr. allouée à chaque département comme part contributive de l'Etat, à savoir 4,000 fr. au traitement du vétérinaire départemental et 1,200 fr. aux frais de tournées de ce fonctionnaire. Or, les lois des 4 août et 29 septembre derniers ont ouvert des crédits, s'élevant à 4,500 fr., destinés à allouer aux vétérinaires départementaux, en raison de la cherté de la vie, un complément temporaire de rétribution.

L'article proposé a pour objet d'apporter à la disposition précitée les modifications qui sont nécessaires pour permettre un emploi régulier de ces crédits.

Article 21 (article 22 du texte de la Chambre).

Le maximum des dépenses pour travaux complémentaires que le syndicat des chemins de fer de la grande-ceinture est autorisé à inscrire dans ses comptes est augmenté de 89,167 fr. 62 et porté à 1,079,248 fr. 62 pour l'exercice 1910.

La loi de finances du 8 avril 1910 avait fixé à 500,000 fr. le maximum des travaux complémentaires à exécuter en 1910 par le syndicat des chemins de fer de ceinture de Paris.

Ce maximum a été porté à 990,081 fr. par la loi du 23 décembre 1912.

Or, dans son rapport concernant les comptes de premier établissement des chemins de fer de ceinture pour l'exercice 1910, la commission de vérification a fait remarquer qu'en fait le maximum précité avait été dépassé de 89,167 fr. 62.

L'article proposé a pour objet de régulariser ce dépassement, qui a été justifié par les besoins du service.

Votre commission des finances vous demande de l'adopter. Elle est, en effet, d'accord avec le Gouvernement pour penser qu'il y a lieu d'encourager les compagnies de chemins de fer à ne pas hésiter à exécuter les travaux dont la nécessité est reconnue.

Article 22 (art. 23 du texte de la Chambre).

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 29 juin 1917 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial intitulé : Frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt général détruites ou endommagées par faits de guerre.

« Seront portées au débit de ce compte les sommes provisoirement remboursées aux compagnies de chemin de fer pour les travaux que les compagnies auront exécutés sur l'ordre de l'autorité militaire, en vue de la remise en état des lignes et ouvrages détruits ou endommagés par faits de guerre. »

L'article 3 de la loi de douzièmes provisoires du 29 juin 1917, dont la modification est proposée, est ainsi conçu :

« Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial intitulé : « Frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt général détruites par l'ennemi. »

« Seront portées au débit de ce compte les sommes provisoirement remboursées aux compagnies de chemins de fer pour travaux de remise en état des lignes et ouvrages détruits par l'ennemi, exécutés par ces compagnies sur l'ordre du ministre de la guerre.

« Les remboursements à faire aux compagnies seront effectués au vu d'ordres de payement signés par le ministre de la guerre.

« L'imputation définitive des sommes portées au compte spécial prévu par le présent article sera réglée ultérieurement, conformément à la législation à intervenir sur la réparation des dommages de guerre subis par les concessionnaires de voies de communication d'intérêt général. »

La rédaction ainsi adoptée limite l'intervention du compte spécial, dont la création est prévue, aux travaux de réparation provenant de dommages causés par l'ennemi.

En fait, ce qu'il faut, c'est assurer d'urgence le rétablissement des communications sur les lignes réoccupées, quelle que soit l'origine des destructions qu'elles ont subies.

C'est pourquoi le Gouvernement propose d'étendre l'objet du compte spécial précité, d'une façon générale, à la reconstitution des voies ferrées d'intérêt général « détruites ou endommagées par faits de guerre ». Cette mesure ne soulève pas d'objection de la part de votre commission des finances.

Il importe au surplus de remarquer que l'imputation des dépenses faites au compte spécial continuera à être essentiellement provisoire et que l'imputation définitive n'en sera réglée qu'après que le Parlement se sera prononcé sur la réparation des dommages de guerre subis par les concessionnaires de voies de communication d'intérêt général.

Article 23 (art. 24 du texte de la Chambre).

Sont ratifiés :

1° Le décret du 20 juillet 1917 relatif à la vente de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles ;

2° L'article 7 du décret du 31 août 1917 fixant une redevance de 2 fr. par hectolitre d'essence expédié ou livré à verser par les raffineurs à titre de participation aux frais de contrôle.

L'article 7 de la loi du 23 septembre 1916 est ainsi conçu : « Des redevances peuvent, à titre de participation aux frais de fonctionnement, être perçues sur les particuliers qui ont recours aux services institués par l'Etat pendant les hostilités en vue de favoriser l'activité économique. Le tarif des redevances est fixé par des décrets qui sont contresignés par le ministre des finances et soumis, dans un délai maximum de trois mois, à la ratification législative. »

En vertu de la faculté qui lui a été ainsi conférée, le Gouvernement a pris trois décrets aux dates des 20 juillet, 31 juillet et 31 août derniers.

Le premier de ces décrets est relatif à la la vente de la saccharine et d'autres substances édulcorantes artificielles. Ce décret a institué à la charge des fabricants de saccharine une redevance, fixée à 2 fr. par 100 grammes destinée à couvrir l'Etat des frais qu'entraîne le contrôle de la fabrication et de la vente des produits saccharinés ou édulcorés artificiellement pour la préparation de certains produits de consommation. Cette redevance est perçue par l'administration des contributions indirectes en même temps que l'impôt établi sur la saccharine par la loi du 7 août 1917.

Le second de ces décrets concerne l'achat, la répartition des céréales et le contrôle de la meunerie. D'après les dispositions qu'il renferme (art. 9), les expéditions de céréales par voie ferrée ou navigable ne sont autorisées que sur présentation de « permis d'expédition » délivrés et signés par l'agent répartiteur. Ces permis sont détachés de carnets spéciaux à souches délivrés aux agents répartiteurs par le ministère du ravitaillement. Chaque carnet contient 100 permis et est cédé aux agents répartiteurs moyennant le payement d'une somme de 100 fr. Cette somme, encaissée au compte spécial du ravitaillement, est destinée à payer les dépenses de fonctionnement du nouveau régime des céréales.

Le troisième décret est relatif à la réglementation des sorties d'essence de pétrole des usines, entrepôts et raffineries de pétrole. Il établit une redevance de 2 fr. par hectolitre sur les quantités d'essence expédiées ou livrées de ces établissements. Cette redevance, destinée à faire face aux frais de contrôle, est acquittée à la fin de chaque mois par les raffineries d'après le décompte des quantités portées sur les titres de sortie délivrés pendant ledit mois, et encaissée aux produits divers du budget.

Le Gouvernement demandait la ratification de ces trois décrets. La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a ratifié les décrets des 20 juillet et 11 août 1917, mais a réservé sa décision sur le troisième pour supplément d'examen.

Nous signalons que le projet de loi déposé par le Gouvernement comportait plusieurs autres dispositions spéciales, que la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a disjointes pour supplément d'étude. Ces dispositions concernaient l'autorisation d'avances remboursables aux conservateurs des hypothèques et la création d'un compte spécial : Transports maritimes, achats de navires, constructions de navires ».

En conséquence des explications qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours du présent rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### TITRE 1er

BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 1.990,459,883 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Sur les crédits provisoires ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1917, par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 1,653,990,069 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à la présente loi.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1917, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 1.[illegible]7,980 fr. qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 41 *bis* de la première section du budget de son ministère : « Dérasement partiel des fortifications de Bayonne ».

Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par la ville de Bayonne, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1917 sous le titre : « Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place (loi du 17 février 1900) ».

Art. 4. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1917, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 52,440 fr. 11, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 81 *bis* de la première section du budget de son ministère : « Réorganisation des établissements militaires en Algérie ».

Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les ressources créées par la loi du 14 janvier 1890, qui sera porté en recettes aux produits domaniaux de l'exercice 1917 sous le titre : « Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie ».

Art. 5. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1917, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 40,518 fr. 58, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 81 *ter* de la première section du budget de son ministère : « Dérasement partiel des fortifications d'Alger ».

Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par la ville d'Alger, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1917 sous le titre : « Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893 ».

### TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

#### Fabrication des monnaies et médailles.

Art. 6. — Il est ouvert au ministre des finances, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe de la fabrication des monnaies et médailles, un crédit s'élevant à la somme de cinq mille francs (5,000 fr.) et applicable au chapitre 4 *bis* : « Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de familles ».

#### Imprimerie nationale

Art. 7. — Il est ouvert au ministre des finances, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe de l'Imprimerie nationale, des crédits s'élevant à la somme totale de 11,290 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

| | |
|---|---|
| Chap. 5. — Frais de bureau. — Affranchissements. — Frais de service général..... | 2.350 |
| Chap. 13. — Service médical, indemnités pour accidents du travail, secours et subventions à diverses sociétés..... | 8.940 |
| Total égal..... | 11.290 |

#### Légion d'honneur.

Art. 8. — Il est ouvert au ministre de la justice, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe de la Légion d'honneur, un crédit s'élevant à la somme de 5,280 fr. et applicable au chapitre 9 : « Maisons d'éducation. — Personnel. »

### Service des poudres et salpêtres.

Art. 9. — Il est ouvert au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, des crédits s'élevant à la somme totale de 341,550 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

| | |
|---|---|
| Chap. 3. — Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres..... | 116.550 » |
| Chap. 4. — Frais généraux du service..... | 200.000 » |
| Chap. 5. — Frais d'exploitation des établissements producteurs. — Personnel... | 25,000 » |
| Total égal..... | 341.550 » |

Art. 10. — Sur les crédits provisoires ouverts au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre de l'exercice 1917, par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, une somme de 21,500 fr. est et demeure définitivement annulée au titre du chapitre 11 *bis* : « Attribution aux personnels civils de l'Etat d'allocations temporaires pour charges de famille. »

### Caisse des invalides de la marine.

Art. 11. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit s'élevant à la somme de 8,600 fr. et applicable au chapitre 1er : « Frais d'administration et de trésorerie pour les quatre services composant l'établissement des invalides. »

### Ancien réseau des chemins de fer de l'Etat.

Art. 12. — Il est ouvert au ministre des travaux publics et des transports, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe de l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat, des crédits s'élevant à la somme totale de 2,236,700 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Administration centrale et dépenses générales. — Personnel..... | 2.179.400 |
| Chap. 3. — Exploitation. — Personnel | 18.100 |
| Chap. 4. — Exploitation. — Dépenses autres que celles du personnel.. | 700 |
| Chap. 5. — Matériel et traction. — Personnel..... | 8.000 |
| Chap. 7. — Voie et bâtiments. — Personnel..... | 30.500 |
| Total égal..... | 2.236.700 |

### Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.

Art. 13. — Il est ouvert au ministre des travaux publics et des transportsau titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, des crédits s'élevant à la somme totale de 6.710,100 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

| | |
|---|---|
| Chap. 1er. — Administration centrale et dépenses générales. — Personnel..... | 6.538.300 |
| Chap. 3. — Exploitation. — Personnel..... | 54.000 |
| Chap. 4. — Exploitation. — Dépenses autres que celles du personnel.. | 2.100 |
| Chap. 5. — Matériel et traction. — Personnel..... | 23.800 |
| Chap. 7. — Voie et bâtiments. — Personnel..... | 91.900 |
| Total égal..... | 6.710.100 |

### TITRE III

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 14. — L'article 7 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 5 de la loi du 7 août 1913, est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, pour les classes non encore appelées, des arrêtés ministériels pourront, dans chaque administration, remplacer le rappel en une seule fois par un rappel fractionné par périodes d'un an au minimum par avancement.

« Est également compté pour une durée équivalente de services civils le temps passé sous les drapeaux, à partir de l'incorporation de la classe 1913, par les jeunes gens appartenant à une classe antérieure.

« Des services militaires antérieurs à l'entrée dans l'administration ne sont comptés que si la demande d'emploi civil a été introduite pendant les deux années qui ont suivi la libération de l'ancien militaire ou si le candidat s'est présenté au premier concours ouvert après l'expiration de ces deux années. Les agents qui, après ces mêmes délais, passent sur leur demande d'un service dans un autre ne peuvent réclamer le bénéfice des dispositions du présent article,

« Le temps de service militaire à compter par application des dispositions qui précèdent ne peut être supérieur au temps de service obligatoire dans l'armée active exigé par la loi de recrutement sous le régime de laquelle l'agent a été incorporé. Il n'est point tenu compte des services militaires déjà rémunérés par une pension proportionnelle ou par une pension d'ancienneté,

« Les fonctionnaires, employés, sous-agents et ouvriers civils de l'Etat qui ont quitté leur emploi pour accomplir leur service militaire et qui sont maintenus sous les drapeaux par application de l'article 33 de la loi du 21 mars 1905 seront, au point de vue de l'ancienneté exigée pour l'avancement, considérés comme réintégrés dans les cadres de l'administration civile à laquelle ils appartiennent, à partir de la date de leur passage dans la réserve de l'armée active ou de leur libération si elle est antérieure.

« En ce qui concerne les agents soumis au régime de l'article 80 de la loi des finances du 30 mars 1902 et des décrets des 11 novembre 1903 et 6 septembre 1912, le rappel des services militaires auquels ils peuvent encore avoir droit en vertu de ces textes sera effectué soit immédiatement s'ils sont en fonctions, soit, dans le cas contraire, au moment de leur admission dans les cadres. »

Art. 15. — Le prix des passeports à l'intérieur et à l'étranger est fixé à 5 fr. sans décimes. Dans cette fixation sont compris les frais de papier et timbre et tous frais d'expédition. Le montant de la taxe sera imprimé sur les passeports.

Chaque visa de passeports auquel il sera procédé en France donnera lieu à la perception d'un droit de 2 fr. en principal.

Les passeports à délivrer aux personnes véritablement indigentes et reconnus hors d'état d'en acquitter le montant continueront à être délivrés gratuitement, Ils seront exemptés du droit de visa.

La loi du 16 juin 1883 est abrogée.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article ainsi que toutes mesures transitoires ou d'exécution.

Art. 16. — A partir de la promulgation de la présente loi, une taxe de 2 fr. sera perçue à l'occasion de la délivrance de la carte frontalière.

Art. 17. — Le maximum pour l'année 1917 de la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris est porté à 16 millions 306.330 fr.

Art. 18. — Le montant maximum des cessions qui pourront être faites à des gouvernements étrangers pendant le quatrième trimestre de 1917, fixé à 400 millions de francs par l'article 17 de la loi du 29 septembre 1917, est porté à un milliard de francs.

Art 19. — Par modification aux dispositions de l'article 54 de la loi de finances du 25 février 1901, modifié lui-même par l'article 80 de la loi de finances du 31 mars 1903 et l'article 58 de la loi de finances du 22 avril 1905, les capres de l'inspection des colonies sont fixés ainsi qu'il suit :

3 inspecteurs généraux de 1re classe ;
4 inspecteurs généraux de 2e classe ;
8 inspecteurs de 1re classe ;
8 inspecteurs de 2e classe ;
9 inspecteurs de 3e classe et adjoints, sans que le nombre des inspecteurs de 3e classe puisse dépasser 7.

Les inspecteurs des colonies reçoivent leur traitement et l'indemnité de cherté de vie d'après les tarifs applicables aux contrôleurs de l'administration de l'armée à qui ils sont assimilés pour l'ensemble du statut personnel.

Un règlement d'admistration publique déterminera les conditions de recrutement et d'avancement du corps de l'inspection des colonies ainsi que les catégories de candidats pouvant être admis au concours.

Art. 20. — La part contributive de l'Etat prévue à l'article 5, 1° de la loi du 12 janvier 1909, relative à l'organisation du service des épizooties, sera, jusqu'à une date à fixer ultérieurement, majorée en vue d'accorder aux vétérinaires départementaux un complément temporaire de rétribution dont la quotité et les conditions d'attribution seront fixées par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture et du ministre des finances.

Art. 21. — Le maximum des dépenses pour travaux complémentaires que le syndicat des chemins de fer de la Grande-Ceinture est autorisé à inscrire dans ses comptes est augmenté de 89,167 fr. 62 et porté à 1,079,248 fr. 62 pour l'exercice 1910.

Art. 22. — Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 29 juin 1917 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial intitulé : « Frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt général détruites ou endommagées par faits de guerre ».

« Seront portées au débit de ce compte les sommes provisoirement remboursées aux compagnies de chemin de fer pour les travaux que les compagnies auront exécutés sur l'ordre de l'autorité militaire, en vue de la remise en état des lignes et ouvrages détruits ou endommagés par faits de guerre ».

Art. 23. — Sont ratifiés :

1° Le décret du 20 juillet 1917 relatif à la vente de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles ;

2° L'article 7 du décret du 31 août 1917 fixant une redevance de 2 fr. par hectolitre d'essence expédié ou livré à verser par les raffineurs à titre de participation aux frais de contrôle.

## ANNEXE N° 423

(Session ord. — Séance du 14 décembre 1917)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi dont l'adoption vous est aujourd'hui proposée, a pour objet d'apporter aux crédits de l'exercice courant des modifications rendues nécessaires par les remaniements ministériels des deux décrets des 10 (2) et 17 août 1917 (3) ; la constitution de cabinet réalisée par le décret du 12 septembre 1917 (4) et complétée par le décret du 27 septembre (5) suivant ; enfin par le remaniement ministériel du 23 octobre 1917 (6).

Il est de tradition que les modifications apportées dans la constitution du Gouvernement par la création de nouveaux départements ministériels et de sous-secrétariats d'Etat sont soumises à la ratification des Chambres en la forme d'ouverture de crédit. En la circonstance, le projet qui nous est proposé peut être considéré beaucoup plus comme une loi de régularisation que comme une loi de ratification,

(1) Voir les nos 426, Sénat, année 1917 ; 3809-3911 et in-8° n° 843 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Remplacement de M. l'amiral Lacaze par M. Chaumet au ministère de la marine et création du sous-secrétariat d'administration de la marine : M. J.-L. Dumesnil.

(3) Remplacement de M. Denys Cochin par M. Métin au sous-secrétariat du blocus, rattaché à la présidence du conseil ; suppression du sous-secrétariat d'Etat des finances.

(4) Cabinet de M. Painlevé.

(5) Création d'un cinquième ministre d'Etat : M. Francklin-Bouillon.

(6) Remplacement de M. Ribot par M. Barthou au ministère des affaires étrangères ; suppression d'un ministère d'Etat.

car les Gouvernements à la composition desquels il s'applique ne sont plus aujourd'hui en fonctions; de telle sorte qu'au point de vue politique ce projet n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. D'où l'on voit combien est regrettable le retard apporté à la présentation de ce projet de loi à la sanction du Sénat. Ainsi disparaissent les prérogatives du Parlement, en ce qui concerne la constitution des Gouvernements.

L'honorable M. Louis Marin, dans son très intéressant rapport, a fait l'historique des modifications successives apportées à la composition du Gouvernement depuis le début de la guerre et il a présenté les critiques les plus justifiées sur leur trop grande fréquence et sur les perturbations qu'ont successivement apportées dans la direction et le fonctionnement des services publics les changements successifs et par trop répétés de l'orientation générale et des attributions respectives des départements ministériels, comme aussi leurs excessifs démembrements.

Déjà votre commission des finances n'avait pas manqué, dans ses rapports précédents sur des projets de loi analogues, de formuler de semblables observations. Elle avait signalé le danger de ces changements, inspirés le plus souvent par des considérations d'ordre parlementaire, ou même par le désir de donner satisfaction à des groupements, ou même à des personnalités politiques, beaucoup plus que par des vues générales ou des systèmes d'ordre politique ou administratif. Tout cela ne peut que nuire à la bonne marche des affaires et est particulièrement dangereux pendant le temps de guerre.

Ajoutons qu'au point de vue financier, ces changements entraînent toujours des suppléments de dépenses, tant en personnel qu'en matériel. Nous l'avons montré d'une façon saisissante en ce qui concerne les sous-secrétariats et les ministres d'Etat dans nos rapports nos 387, 449, 462, 469 de l'année 1915, et 76 de 1917.

Il est toujours fâcheux, mais surtout dans les circonstances que nous traversons, où les nécessités réelles de la guerre nous imposent de si formidables charges, de voir engager des dépenses qu'à peine faites on reconnaît parfaitement inutiles.

Bornons-nous aujourd'hui à ces brèves observations. Le présent projet de loi, par suite du retard apporté à son vote par la Chambre, ne présente plus, en effet, comme nous l'avons déjà dit, qu'un intérêt rétrospectif et il nous paraît préférable de réserver les développements que cette grave question de la composition du Gouvernement comporte pour le rapport que nous aurons à vous présenter sur le projet de loi relatif au Gouvernement actuellement en fonctions.

Nous vous donnons ci-après les explications justificatives des ouvertures et annulations de crédits qui vous sont proposées. Ces ouvertures et annulations ne concernent d'ailleurs que des dépenses de personnel; les crédits nécessaires pour les dépenses de matériel ont été soit prélevés sur les dotations déjà accordées, soit demandés dans des collectifs de crédits additionnels.

**Remaniements ministériels des 10 et 17 août 1917.**

Ces deux remaniements se sont traduits :

1° Par la création d'un sous-secrétariat d'Etat celui de l'administration générale au ministère de la marine;

2° Par la suppression du sous-secrétariat d'Etat du ministère des finances;

3° Par la suppression, au ministère des affaires étrangères, du sous-secrétariat d'Etat du blocus qui, depuis lors, a été, jusqu'à la formation du cabinet du 12 septembre, rattaché à la présidence du conseil.

1° *Sous-secrétariat d'Etat de la marine.* — Le sous-secrétariat d'Etat de l'administraion générale au ministère de la marine a été créé le 10 août 1917 et supprimé lors de la constitution du cabinet du 12 septembre. D'où une ouverture de crédits afférente à la période du 11 août au 12 septembre, soit pour trente-deux jours :

Traitement du sous-secrétaire d'Etat :
$\frac{25.000 \text{ fr.} \times 32}{360}$ = ..... 2.223

Indemnités à son cabinet :
$\frac{12.000 \text{ fr.} \times 32}{360}$ = ..... 1.067

Total..... 3.290

2° *Sous-secrétariat d'Etat des finances.* — Pour le sous-secrétariat du ministère des finances supprimé le 17 août 1917, il y a lieu à annulation de crédit pour la période du 18 août au 12 septembre, soit pour vingt-cinq jours :

Traitement du sous-secrétaire d'Etat :
$\frac{25.000 \text{ fr.} \times 25}{360}$ = ..... 1.736

Indemnités à son cabinet :
$\frac{12.000 \text{ fr.} \times 25}{360}$ = ..... 833

Total..... 2.569

3° *Sous-secrétariat d'Etat du blocus.* — Celui-ci, rattaché, le 17 août, à la présidence du conseil, s'est trouvé, par cela même, supprimé au ministère des affaires étrangères et a perdu, par là, tout lien avec la dotation budgétaire du département ministériel auquel il cessait d'appartenir. Il convient, en conséquence, d'opérer, de ce chef, sur les crédits du budget des affaires étrangères, une annulation s'élevant pour la période de vingt-cinq jours s'étendant du 18 août au 12 septembre, date de la constitution du cabinet suivant, à 2,569 fr., savoir :

Traitement du sous-secrétaire d'Etat :
$\frac{25.000 \text{ fr.} \times 25}{360}$ = ..... 1.736

Indemnités à son cabinet :
$\frac{12.000 \text{ fr.} \times 25}{360}$ = ..... 833

Total..... 2.569

Cette dernière annulation ne figurait pas dans le projet du Gouvernement. Elle a été opérée par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget.

**Constitution du cabinet du 12 septembre et remaniement des 29 septembre et 23 octobre 1917.**

Les remaniements opérés par les décrets du 12 septembre se résument comme suit :

Transfert de la présidence du conseil du ministère des affaires étrangères au ministère de la guerre;

Création de quatre ministres d'Etat.

Suppression de quatre sous-secrétariats d'Etat : ceux des fabrications de guerre, de la marine, du travail et des transports;

Création de trois sous-secrétariats d'Etat : ceux de l'intérieur, du contentieux et des pensions, du commerce;

Deux transferts : au ministère de la guerre, du sous-secrétariat d'Etat des inventions, qui était rattaché précédemment au ministère de l'armement; au ministère du commerce, du sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande, qui était rattaché précédemment au ministère des travaux publics;

Rétablissement, au ministère des affaires étrangères, du sous-secrétariat d'Etat du blocus, rattaché depuis le 17 août à la présidence du conseil.

D'autre part, le décret du 27 septembre 1917 a institué un nouveau ministre d'Etat et le remaniement ministériel du 23 octobre 1917 s'est manifesté, sauf un changement de personne, par :

1° La suppression d'un ministre d'Etat;

2° La confirmation du rattachement du sous-secrétariat d'Etat du blocus au ministère des affaires étrangères avec précision de ses attributions.

Dans le calcul des crédits afférents aux modifications ci-dessus il a été tenu compte de la suppression des départements ministériels et sous-secrétariats d'Etat réalisée par les décrets des 16 et 17 novembre derniers, qui ont constitué le cabinet actuel. En conséquence, pour ces ministères et sous-secrétariats d'Etat, les crédits dont l'ouverture est proposée ne correspondent qu'à la période s'étendant jusqu'au 16 ou 17 novembre, c'est-à-dire à la date de leur suppression. Cette observation s'applique aux quatre ministres d'Etat supprimés le 16 novembre, au sous-secrétaire d'Etat du commerce et au sous-secrétaire d'Etat du blocus supprimés le 17 novembre.

1° *Transfert de la présidence du conseil.* — Le transfert de la présidence du conseil du ministère des affaires étrangères au ministère de la guerre se traduit, pour trois mois et dix-huit jours, en ce qui concerne les indemnités du cabinet du président du conseil, par l'annulation et l'ouverture des crédits ci-après :

**Ministère des affaires étrangères (annulation).**

Indemnités au cabinet : $\frac{16.000 \text{ fr.} \times 108}{360}$ = 4,800 fr.

**Ministère de la guerre (ouverture).**

Indemnités au cabinet : $\frac{16.000 \text{ fr.} \times 108}{360}$ = 4,800 fr.

2° *Création de ministres d'Etat.* — Les crédits à ouvrir au budget du ministère des finances de ce chef correspondent aux traitements de trois ministres d'Etat pendant 64 jours (13 septembre-16 novembre), de un ministre d'Etat pendant 41 jours (13 septembre-23 octobre) et enfin de un ministre d'Etat pendant 49 jours (28 septembre-16 novembre), ainsi qu'aux indemnités du personnel de leurs cabinets pendant les mêmes périodes. Ils se calculent comme suit :

Traitements de 3 ministres d'Etat pendant 64 jours :
$\frac{60.000 \text{ fr.} \times 64 \times 3}{360}$ = ..... 32.000

Indemnités au personnel de leurs cabinets :
$\frac{10.000 \text{ fr.} \times 64 \times 3}{360}$ = ..... 5.333

Traitement d'un ministre d'Etat pendant 41 jours :
$\frac{60.000 \text{ fr.} \times 41}{360}$ = ..... 6.834

Indemnités au personnel de son cabinet :
$\frac{10.000 \text{ fr.} \times 41}{360}$ = ..... 1.139

Traitement d'un ministre d'Etat pendant 49 jours :
$\frac{60.000 \text{ fr.} \times 49}{360}$ = ..... 8.168

Indemnités au personnel de son cabinet :
$\frac{10.000 \text{ fr.} \times 49}{360}$ = ..... 1.361

Total..... 54.835

3° *Suppression de sous-secrétariats d'Etat.* — Ont été supprimés les quatre sous-secrétariats d'Etat suivants :

Fabrications de guerre, au ministère de l'armement;

Marine, au ministère de la marine;

Travail, au ministère du travail;

Transports, au ministère des travaux publics.

Les suppressions des sous-secrétariats d'Etat des fabrications de guerre, du travail et des transports entraînent, pour 3 mois et 18 jours, les annulations ci-après sur les crédits des trois ministères intéressés :

Traitements des trois sous-secrétaires d'Etat :
$\frac{25.000 \text{ fr.} \times 108 \times 3}{360}$ = ..... 22.500

Indemités à leurs cabinets :
$\frac{12.000 \text{ fr.} \times 108 \times 3}{360}$ = ..... 10.800

Total des annulations..... 33.300

La suppression du sous-secrétariat d'Etat de la marine n'entraîne, au contraire, aucune annulation; les crédits afférents à ce sous-secrétariat d'Etat n'ayant été sollicités, comme nous l'avons vu plus haut, que jusqu'au 12 septembre;

4° *Création de trois sous-secrétariats d'Etat.* — Ont été créés les trois sous-secrétaires d'Etat suivants :

Intérieur, au ministère de l'intérieur;

Contentieux et pensions, au ministère de la guerre;

Commerce, au ministère du commerce. Ce dernier sous secrétariat a été supprimé le 17 novembre.

Ces créations se traduisent, pour 3 mois et 18 jours, en ce qui concerne les deux premiers de ces trois sous-secrétariats d'Etat, par les ouvertures de crédits ci-après :

Traitements des deux sous-secrétaires d'Etat :
$\frac{25.000 \text{ fr.} \times 108 \times 3}{360}$ = ..... 15.000

Indemnités à leurs cabinets :

$\frac{12.000 \text{ fr.} \times 108 \times 3}{360} = \ldots\ldots\ldots$ 7.200

et en ce qui concerne le sous-secrétaire d'Etat du commerce, pour soixante-cinq jours (13 septembre 17 novembre) :

Traitement du sous-secrétaire d'Etat :

$\frac{25.000 \text{ fr.} \times 65}{360} = \ldots\ldots\ldots$ 4.514

Indemnités à son cabinet ;

$\frac{12.000 \text{ fr.} \times 65}{360} = \ldots\ldots\ldots$ 2.167

Total des ouvertures de crédits pour les trois sous-secrétaires d'Etat..... 28.881

5° *Transfert de sous-secrétariats d'Etat.* — Le sous-secrétariat d'Etat des inventions était transféré, du ministère de l'armement, au ministère de la guerre ; le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, du ministère des travaux publics, au ministère du commerce. Les crédits correspondants ont été transportés, de ministère à ministère, par deux décrets en date du 22 septembre 1917. Le présent projet ne renferme donc, à leur sujet, aucune prévision.

6° *Rétablissement, le 12 septembre, aux affaires étrangères, du sous-secrétariat d'Etat du blocus et suppression de ce sous-secrétariat d'Etat, le 17 novembre.* — Ainsi qu'il a été vu plus haut, on a proposé l'annulation des crédits afférents au traitement du sous-secrétaire d'Etat du blocus et aux indemnités du personnel de son cabinet pendant les 25 jours qui se sont écoulés du 17 août au 12 septembre 1917, période pendant laquelle ce sous-secrétariat d'Etat ne s'est trouvé rattaché à aucun département ministériel ; mais restent inscrits au budget des affaires étrangères les crédits afférents audit sous-secrétariat d'Etat pour la période s'étendant du 12 septembre à la fin de l'année. Or, ce sous-secrétariat, rétabli aux affaires étrangères dans le cabinet du 12 septembre, a été supprimé le 17 novembre.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a voté en conséquence l'annulation des crédits afférents audit sous-secrétariat d'Etat pour la période de 43 jours allant du 17 novembre au 31 décembre, soit :

Traitement du sous-secrétaire d'Etat :

$\frac{25,000 \text{ fr.} \ 43}{360} = \ldots\ldots\ldots$ 2.986

Indemnités à son cabinet : $\frac{12,000 \text{ f.} \times 43}{360} =$ 1.433

Total des annulations..... 4.419

En définitive, les modifications proposées par le présent projet de loi se résument comme suit :

Remaniements ministériels des 10 et 17 août 1917 :

| | |
|---|---|
| Ouvertures..... | 3.290 |
| Annulations : 2,569 fr. + 2,569 fr., soit. | 5.138 |
| Excédent d'annulations..... | 1.848 |

Constitution du cabinet du 12 septembre 1917 et remaniements de ce cabinet :

Transfert de crédits :

Présidence du conseil :

Ministère des affaires étrangères (annulations), — 4.800 fr.

Ministère de la guerre (ouvertures), + 4,800 fr.

| | |
|---|---|
| Ouvertures de crédits : | |
| Ministres d'Etat..... | 54.835 » |
| Sous-secrétaires d'Etat (Intérieur. — Contentieux et pensions. — Commerce)..... | 28.881 » |
| Total des ouvertures..... | 83.716 » |

Annulations de crédits :

| | |
|---|---|
| 1° Sous-secrétaires d'Etat (Fabrications de guerre. — Travail. — Transports)..... | 33.300 |
| 2° Sous-secrétaire d'Etat du blocus... | 4.419 |
| Total des annulations..... | 37.719 |
| Excédent des ouvertures..... | 45.997 |
| Surcharge budgétaire nette résultant du projet de loi..... | 44.549 |

En conséquence des explications qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours du présent rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sur les crédits provisoires ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1917, par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 47,657 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 91,806 fr,

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

## ANNEXE N° 429

(Session ord. — Séance du 17 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, relatif aux déclarations de décès par des témoins mineurs pendant la durée de la guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Georges Clemenceau, président du conseil, ministre de la guerre, par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. Georges Leygues, ministre de la marine (1). — (Renvoyé à la commission, nommée le 18 mars 1915, chargée de l'examen d'une proposition de loi ayant pour objet de compléter, en ce qui concerne les actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du code civil sur les actes de l'état civil.)

## ANNEXE N° 430

(Session ord. — Séance du 17 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission de comptabilité (année 1915) sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1916; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1916; 2° Le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1918; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des enciens sénateurs et de celle des employés du Sénat, par M. Guillaume Poulle, sénateur

Messieurs, votre commission de comptabilité a vérifié les comptes de l'exercice 1916 que lui ont présentés MM. les questeurs et elle en a constaté la régularité. On trouvera dans le rapport détaillé de MM. les questeurs, reproduit plus loin en annexe, les observations que pouvait comporter chaque article. Nous n'avons rien d'utile à y ajouter.

La commission a donné, d'autre part, son approbation au projet de budget pour l'année 1918 qui lui a été soumis, Elle vous propose de l'approuver à votre tour.

Ce qui caractérise la répartition des crédits dans ce projet, c'est son adaptation aux circonstances exceptionnelles de l'heure présente.

L'article premier, relatif à l'indemnité des sénateurs, se trouve ramené de 4,500,000 fr. à 3,750,000. en raison du nombre, hélas ! fort élevé, de nos collègues décédés depuis la guerre et au remplacement desquels il n'est pas possible de pourvoir par le fait des événements, dont la loi du 24 décembre 1914 a dû faire état, non seulement pour les sièges devenus vacants, mais encore pour le renouvellement de la série B.

La cherté croissante de la vie a amené les questeurs à prendre une suite de mesures pour en atténuer les effets. Dès le 10 novembre 1916, ils attribuaient au personnel en activité, dont le traitement et les allocations cumulés ne dépassaient pas 4,200 fr., une indemnité égale aux trois quarts de leur traitement mensuel. Le 26 décembre, un quart de ce traitement mensuel était accordé aux commis et aux commis principaux dont le traitement ne dépassait pas 5,000 fr.

Le 27 mars 1917, un nouveau quart de mois était accordé pour le premier trimestre ; un autre quart pour le second trimestre. Enfin, le 23 juillet, il était attribué au personnel dont le traitement n'excédait pas 5,000 fr., à partir du 1er juillet, une allocation annuelle de 120 fr. pour les célibataires, de 180 fr. pour les ménages, avec 100 frr en plus pour le premier et le second enfant, 200 fr. pour les autres, conformément au décret du 3 mai 1917, appliqué par la Chambre des députés à son personnel.

A la suite d'une motion de nos collègues, MM. Monis et Chéron, présentée à la séance du 27 juillet, et du vote par les Chambres de crédits supplémentaires destinés à venir en aide aux fonctionnaires de l'Etat, le bureau du Sénat, par arrêté du 3 août, a appliqué à son personnel le même régime que celui stipulé pour les fonctionnaires de l'Etat.

Il a décidé qu'un supplément temporaire de traitement serait alloué aux fonctionnaires et agents non mobilisés. Ce supplément quotidien est de 1 fr. 50 pour ceux dont le traitement ne dépasse pas 3,600 fr. par an. Il est de 1 fr. pour ceux dont le traitement est compris entre 3,601 et 5,000 fr.

Ces mêmes fonctionnaires et agents, ayant des enfants mineurs de seize ans, légalement à leur charge, reçoivent, en outre, une allocation annuelle de 100 fr. pour le premier enfant, 100 fr. pour le second, 200 fr. par chacun des autres enfants en sus.

En résumé, le bureau a accordé au personnel dont le traitement ne dépasse pas 3,600 fr., une somme de 540 fr., pour l'année, et au personnel dont le traitement va de 3,601 à 5,000, 360 fr., et ce, à compter du 1er juillet 1917.

A cette somme s'ajoute l'indemnité infantile que l'arrêté des questeurs du 20 juin 1905 avait fixée à 50 fr. pour tout enfant âgé de moins de quinze ans, légalement à la charge des agents et des jardiniers.

Ce supplément représente une somme globale de 130,000 fr. Elle s'ajoute au crédit de 800,000 fr. voté en 1914 pour le personnel, et fait l'objet d'un paragraphe spécial de cet article. Il est complété à l'article 6, indemnités de services, par la somme nécessaire au payement de l'indemnité infantile majorée.

La mobilisation du personnel, auquel le Sénat continue de payer ses émoluments avec interdiction du cumul cependant, pour ceux des fonctionnaires ayant le grade d'officiers, a obligé les questeurs à faire appel à des auxiliaires. De là l'élévation à 150,000 fr. du crédit prévu en 1914, pour une somme de 40,000 fr. seulement

La crise du papier a eu sa répercussion à l'article 9, spécial aux fournitures de bureau. Elle a conduit au relèvement du crédit de 53,000 fr. à 70,000. Si l'on songe que le prix du papier a plus que quadruplé, on se rendra compte que l'inscription de ce crédit n'a rien d'exagéré.

Il faut en dire autant du chauffage, dont le caédit est relevé de 130,000 fr. à 150,000. La différence n'est que de 20,000 fr. En s'adressant directement aux mines françaises, les questeurs ont réalisé à notre entière satisfaction le problème difficile de l'approvisionnement, avant la date où a été instituée la carte de charbon. Les opérations militaires de juillet ont interrompu les envois que la mine faisait régulièrement. Mais ils seront repris à temps, le service de l'armement en a donné l'assurance, pour assurer la livraison des 300 tonnes encore nécessaires pour permettre le chauffage jusqu'au milieu d'avril.

C'est avec satisfaction que la commission a appris des questeurs la réfection prochaine en ciment armé du plancher haut de la salle Berthelot, où sera installée définitivement la bibliothèque dont M. Psichari a fait don au Sénat.

Dès 1914, cette réfection avait été décidée en vue d'appropriations différentes. La mobilisation de l'entrepreneur et de son personnel ouvrier en avait empêché la réalisation. La situation s'est améliorée. La main-d'œuvre a été trouvée et les préparatifs sont commencés et menés de façon à assurer la continuité de l'opération et son achèvement dans un delai assez court.

Le chauffage à vapeur à basse pression y sera aménagé et ce fonds important se trouvera dé-

(1) Voir les nos 2113-3679 et in-8° n° 789 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

finitivement présenté dans de bonnes conditions.

Il n'est actuellement abrité, en effet, dans des salles du second étage, trop éloignées du grand escalier du pavillon Ouest pour que l'accès en soit commode, que d'une façon sommaire et essentiellement provisoire. On doit assurer le numérotage des volumes avec le concours de deux jeunes aides extérieurs, le personnel de la bibliothèque étant déjà insuffisant pour la besogne courante. Viendra ensuite le catalogue. Ce n'est que lorsque ce catalogue sera établi, que le bibliothécaire en chef pourra prendre ce fonds en charge. Car il ne faut pas perdre de vue que cette collection n'est pas une enclave dans la bibliothèque. Elle en est devenue partie intégrante, comme les collections Morel Vindé et Pixérécourt ; elle est régulièrement placée sous l'administration du bibliothécaire en chef et sous l'empire du règlement général.

Les bustes de nos collègues Mézières et Sébline, dont le Sénat a ordonné l'exécution, et qui seront placés dans la galerie donnant accès à la salle des séances, ont dû être prévu à l'article 20 relatif aux travaux d'art.

A l'article des secours, le crédit a été porté de 8,000 à 13,000 fr. pour permettre de venir en aide, non seulement à ceux dont la situation précaire est l'objet d'un examen annuel, mais encore aux veuves de ceux de nos agents tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures.

Majoration également du crédit spécial aux dépenses des commissions, dont l'activité va croissant.

Enfin, aux exercices clos, nous avons prévu la somme nécessaire au payement de l'arriéré de l'indemnité parlementaire qui pourra être dû à ceux de nos collègues restés en pays envahis et payé au cours de l'exercice 1918.

Conformément au précédent de l'année dernière, que vous avez sanctionné par votre résolution du 18 janvier 1917, nous vous proposons de prélever sur le solde disponible de 717,506 fr. 91 la somme de 17,506 fr. 91 pour être reversée à la caisse des retraites du personnel du Sénat, le surplus, soit 700,000 fr. devant être reversé au Trésor.

La caisse des retraites du personnel du Sénat aura à faire face, dans un avenir très prochain, à de lourdes charges. Elle aura à payer les arrérages de leurs pensions aux seize fonctionnaires et agents atteints par la limite d'âge et maintenus cependant dans leur emploi, au titre auxiliaire, par application d'une décision du bureau du Sénat en date du 22 décembre 1914.

Les charges nouvelles à prévoir, de ce chef, pour la caisse des retraites, ne sont pas inférieures à 62,200 francs, ce qui porterait à 215,700 francs le montant total des arrérages à payer. Il convient d'ajouter que le personnel ainsi maintenu au titre auxiliaire, ne reçoit pas de traitement, mais une indemnité non sujette à retenue. C'est donc, pour la caisse des retraites, une diminution de recettes dont il nous a paru équitable de lui tenir compte.

## RÈGLEMENT DÉFINITIF

### du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1916.

### PROJET DE RÉSOLUTION

DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU SÉNAT

Art. 1er. — Le budget du Sénat, pour l'exercice 1916, est définitivement arrêté :

| | |
|---|---|
| En recettes : à la somme de... | 6.679.744 50 |
| En dépenses : à la somme de .. | 5.900.095 09 |
| Il en résulte une disponibilité de ..... | 779.649 41 |

Art. 2. — L'excédent de recettes se trouve définitivement arrêté à la somme de 779 mille 649 fr. 41.

Art. 3. — Cette somme de 779,649 fr. 41 sera reversée savoir :

| | |
|---|---|
| 1° Sur le budget 1917, article 27 (exercice clos) ..... | 62.142 50 |
| 2° A la caisse des retraites du personnel du Sénat..... | 17.506 91 |
| 3° Au Trésor public..... | 700.000 » |

Art. 4. — Les crédits pour le budget du Sénat, de l'exercice 1916, qui s'élevaient ensemble à la somme de..... 6.679.744 50
étant réduits de..... 779.649 41
restent définitivement arrêtés à la somme de..... 5.900.095 09

### Budget alimenté par les retenues sur l'indemnité parlementaire.

(BUVETTE ET CHEMINS DE FER)

*Article unique.* — Le compte de ce budget pour l'exercice 1916 est définitivement arrêté :

| | |
|---|---|
| En recettes, à la somme de..... | 64.687 79 |
| En dépenses, à la somme de..... | 56.858 18 |
| D'où un excédent de recettes de.. | 7.829 61 |

Ce solde sera reporté au compte de l'exercice 1917.

Sur les recettes de 1917 et de 1918 il sera prélevé :

1° Une somme de 500 fr. qui sera mise à la disposition du bureau de bienfaisance du sixième arrondissement, pour être distribuée, par ses soins, aux pauvres de l'arrondissement ;

2° Une somme de 500 fr. qui sera également mise à la disposition du même bureau au profit de la crèche du même arrondissement ;

3° Une troisième somme de 500 fr. qui sera mise à la disposition du bureau de bienfaisance du cinquième arrondissement, pour être distribuée, par ses soins, aux pauvres de cet arrondissement.

### Caisse des retraites des anciens sénateurs.

*Article unique.* — Le compte de la caisse des retraites des anciens sénateurs est définitivement arrêté :

| | |
|---|---|
| En recettes, à la somme de..... | 277.136 77 |
| En dépenses, à la somme de..... | 241.122 32 |
| D'où un excédent de recettes de. | 35.014 45 |

Ce solde sera reporté au compte de l'exercice 1917.

### Caisse des retraites du personnel du Sénat.

*Article unique.* — Le compte de la caisse des retraites du personnel du Sénat est définitivement arrêté :

| | |
|---|---|
| En recettes, à la somme de..... | 291.746 97 |
| En dépenses, à la somme de..... | 279.247 63 |
| D'où un excédent de recettes de. | 12.499 34 |

Ce solde sera reporté au compte de l'exercice 1917.

### Compte de gestion.

*Article unique.* — Les comptes rendus par M. d'Adhémar, trésorier du Sénat, pendant l'exercice 1916, sont reconnus exacts.

Moyennant la production par M. d'Adhémar de ses livres de caisse pour les exercices 1916 et 1917, constatant :

1° Le report à nouveau du solde du budget de 1916 au compte du budget (exercice 1917) ;

2° Le maintien, à titre définitif, des soldes de la buvette et des chemins de fer, de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de la caisse des retraites du personnel à ces mêmes comptes (exercice 1917) ;

3° Le reversement au Trésor public ordonné par l'article 3 de la présente résolution, de la somme de 700,000 fr.

4° Le versement à la caisse des retraites du personnel ordonné par le même article, de la somme de 17,506 fr. 91.

MM. les questeurs sont autorisés à délivrer à M. d'Adhémar quitus de sa gestion en qualité de trésorier du Sénat pour l'exercice 1916.

*Dépenses administratives de l'exercice 1918.*

| ARTICLES | DÉSIGNATION DES SERVICES | | SOMMES |
|---|---|---|---|
| 1 | Indemnités des sénateurs | | 3.750.000 |
| 2 | Indemnité du président | | 72.000 |
| 3 | Indemnité des questeurs | | 27.000 |
| 4 | Appointements du personnel. I. Titulaire | 760.000 | 930.000 |
| | Appointements du personnel. II. Provisoire | 20.000 | |
| | Appointements du personnel. III. Gratification de fin d'année | 20.000 | |
| | Appointements du personnel. IV. Indemnité de cherté de vie | 130.000 | |
| 5 | Indemnités de services | | 150.000 |
| 6 | Indemnités..... I. De logement | 90.000 | 117.000 |
| | Indemnités..... II. Aux agents, à raison de 100 fr. par enfant mineur de 16 ans | 15.000 | |
| | Indemnités..... III. De chauffage et d'éclairage | 12.000 | |
| 7 | Employés de la poste. — Indemnités | | 3.500 |
| 8 | Médicaments | | 8.200 |
| 9 | Fournitures de bureau | | 70.000 |
| 10 | Impressions | | 260.000 |
| 11 | Abonnements au *Journal officiel* | | 13.500 |
| 12 | Chauffage | | 150.000 |
| 13 | Eclairage | | 85.000 |
| 14 | Habillement | | 30.000 |
| 15 | Voitures | | 1.800 |
| 16 | Jardin | | 155.000 |
| 17 | Bâtiments | | 200.000 |
| 18 | Entretien du mobilier | | 30.000 |
| 19 | Bibliothèque | | 18.000 |
| 20 | Travaux d'art | | 10.000 |
| 21 | Médailles et insignes | | 10.000 |
| 22 | Secours | | 13.000 |
| 23 | Dépenses des commissions | | 15.000 |
| 24 | Taxes municipales | | 10.000 |
| 25 | Téléphone | | 9.000 |
| 26 | Divers..... I. Dépenses militaires | 4.000 | 67.000 |
| | Divers..... II. Agence Havas | 5.400 | |
| | Divers..... III. Avances aux services | 3.000 | |
| | Divers..... IV. Indemnité de caisse au trésorier | 1.200 | |
| | Divers..... V. Services et fournitures diverses | 17.800 | |
| | Divers..... VI. Imprévus | 35.000 | |
| 27 | Exercices clos | | 65.000 |
| | Total | | 6.270.000 |

## ANNEXES

RAPPORT DE MM. LES QUESTEURS A LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de l'emploi des crédits votés par le Sénat pour l'exercice 1916.

*Exercice 1916.*

**Dépenses administratives du Sénat.**

Le budget de 1915 comportait une recette de..... 6.620.000 »
à laquelle venait s'ajouter une somme de..... 59.744 50
prélevée sur l'excédent de la dotation de 1915 (résolution du Sénat du 18 janvier 1917).
Soit au total..... 6.679.744 50

Les dépenses de l'exercice se sont élevées à..... 5.900.095 09
Il reste donc un solde de..... 779.649 41

BUDGET ALIMENTÉ PAR LES RETENUES SUR L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE

Recettes..... 64.687 79
Dépenses..... 56 858 18
Solde en caisse..... 7.829 61

CAISSE DES RETRAITES DES ANCIENS SÉNATEURS

Recettes..... 277.136 77
Dépenses (service des pensions et achats de titres)..... 241.122 32
Solde en caisse..... 36.014 45

CAISSE DES RETRAITES DU PERSONNEL DU SÉNAT

Recettes..... 291.746 97
Dépenses (service des pensions et achats de titres)..... 279.247 63
Solde en caisse..... 12.499 34

Le tableau ci-joint fait ressortir l'emploi des 6,679,744 fr. 50 représentant le chiffre total de sommes votées par le Sénat pour son budget de 1916, sur lequel il existe un excédent de 779,649 fr. 41:

## Dépenses de l'exercice 1916.

| ARTICLES | DÉSIGNATION DES SERVICES | CRÉDITS | CRÉDITS modifiés. | DÉPENSES | EXCÉDENT Crédits. | EXCÉDENT Dépenses. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Indemnité des sénateurs | 4.500.000 » | 4.500.000 » | 4.017.627 47 | 482.372 53 | » |
| 2 | Indemnité du président | 72.000 » | 72.000 » | 72.000 » | » | » |
| 3 | Indemnité des questeurs | 27.000 » | 27.000 » | 27.000 » | » | » |
| 4 | Appointements du personnel | 800.000 » | 800.000 » | 722.914 35 | 77.085 65 | » |
| 5 | Indemnités de service | 40.000 » | 40.000 » | 140.491 48 | » | 100.491 45 |
| 6 | Indemnités : logement, infantile, chauffage | 102.000 » | 102.000 » | 100.125 » | 1.875 » | » |
| 7 | Employés de la poste. — Indemnités | 3.500 » | 3.500 » | 3.560 » | » | 60 » |
| 8 | Médicaments | 7.200 » | 7.200 » | 5.725 99 | 1.474 01 | » |
| 9 | Fournitures de bureau | 53.000 » | 53.000 » | 54.838 16 | » | 1.838 16 |
| 10 | Impressions | 260.000 » | 260.000 » | 152.438 65 | 107.561 35 | » |
| 11 | Abonnement au *Journal officiel* | 13.500 » | 13.500 » | 13.540 » | » | 40 » |
| 12 | Chauffage | 130.000 » | 130.000 » | 122.766 73 | 7.233 27 | » |
| 13 | Eclairage | 85.000 » | 85.000 » | 60.213 22 | 24.786 78 | » |
| 14 | Habillement | 28.000 » | 28.000 » | 23.304 65 | 4.695 35 | » |
| 15 | Voitures | 1.800 » | 1.800 » | 860 » | 940 » | » |
| 16 | Jardin | 155.000 » | 155.000 » | 134.130 81 | 20.869 19 | » |
| 17 | Bâtiments | 133.000 » | 183.000 » | 127.364 45 | 55.635 55 | » |
| 18 | Entretien du mobilier | 25.000 » | 25.000 » | 25.962 61 | » | 962 61 |
| 19 | Bibliothèque | 16.000 » | 16.000 » | 16.167 75 | » | 167 75 |
| 20 | Travaux d'art | 1.000 » | 1.000 » | 2.400 » | » | 1.400 » |
| 21 | Médailles et insignes | 10.000 » | 10.000 » | » | 10.000 » | » |
| 22 | Secours | 8.000 » | 8.000 » | 12.046 09 | » | 4.046 09 |
| 23 | Dépenses des commissions | 12.000 » | 12.000 » | 14.638 73 | » | 2.638 73 |
| 24 | Taxes municipales | 10.000 » | 10.000 » | 8.993 84 | 1.006 16 | » |
| 25 | Téléphone | 9.000 » | 9.000 » | 7.149 52 | 1.850 48 | » |
| 26 | Divers | 67.000 » | 67.000 » | 29.388 42 | 37.611 58 | » |
| 27 | Exercices clos | 1.000 » | (1) 60.744 50 | 4.447 20 | 56.297 30 | » |
| | Totaux | 6.620.000 » | 6.679.744 50 | 5.900.095 09 | | |
| | Excédent des crédits sur les dépenses | | 779.649 41 | | | |

(1) Par résolution du Sénat en date du 13 janvier 1917 il a été reporté 59,744 fr. 50 de l'exercice 1915 à l'article 27 de l'exercice 1916.

### Dépenses administratives du Sénat.

Art. 1er. — *Indemnité des sénateurs.*

Le crédit inscrit pour l'indemnité aux sénateurs s'élevait à..... 4.500.000 »
Le payement de l'indemnité proprement dite s'est élevé à..... 4.000.327 47
La différence en moins... 499.672 53
provient tant des vacances qui se sont produites au cours de l'année que de l'impossibilité où la trésorerie s'est trouvée de verser leur indemnité à nos collègues restés en territoires envahis.

Elle a été employée :

1° Au payement de l'indemnité funéraire aux familles de quatre sénateurs décédés, à concurrence de..... 4.800

2° Au versement fait à la caisse des retraites des anciens sénateurs, conformément à l'article 2, paragraphe 2, du règlement de cette caisse (10 sénateurs décédés), à concurrence de 1,250 fr. pour chacun..... 12.500
17.300

De l'excédent du crédit ramené à 482,372 fr. 53, il y a lieu de réserver, pour le reporter à l'exercice 1917, la somme de 62,142 fr. 50 restant due aux sénateurs des départements occupés dont nous parlons ci-dessus pour les exercices 1914, 1915 et 1916.

Art. 2. — *Indemnité du président.*

Crédit inscrit..... 72.000
Dépenses..... 72.000
»

Art. 3. — *Indemnité des questeurs.*

Crédit inscrit..... 27.000
Dépenses..... 27.000

Art. 4. — *Appointements du personnel.*

Crédit inscrit..... 800.000 »
Dépenses..... 722.914 35
Soit un excédent de..... 77.085 65

Art. 5. — *Indemnités de service.*

Crédit inscrit..... 40.000 »
Dépenses..... 140.491 45
Soit un dépassement de.... 100.491 45

Ce dépassement de l'article 5, doit être rapproché de l'excédent de l'article 4, qui se compensent à concurrence de 23,405 fr. 80.

Les fonctionnaires et agents atteints par la limite d'âge et maintenus néanmoins au titre auxiliaire pendant la durée des hostilités, ne sont plus payés, en effet, sur l'article 4 (appointements du personnel titularisé), mais sur l'article 5 (indemnités de service), qui pourvoit aux salaires des agents auxiliaires embauchés provisoirement et payés à la journée pour assurer un service régulier, en l'absence des agents mobilisés, dont nous continuons à payer le traitement intégral.

Les salaires de ces agents figurent à l'article 5 pour 27,965 fr.

Art. 6. — *Indemnités.*

§ 1er. — Indemnité de logement.

Crédit inscrit..... 90.000
Dépenses..... 89.350
Soit un excédent..... 650

§ 2. — Indemnités aux agents à raison de 50 fr. par enfant mineur de quinze ans.

Crédit inscrit..... 7.000
Dépenses..... 5.300
Soit un excédent de..... 1.700

§ 3. — Indemnité de chauffage et d'éclairage.

Crédit inscrit..... 5.000
Dépenses..... 5.475
Soit un dépassement de..... 475

provenant d'une diminution du crédit qui était de 6,000 fr. en 1914.

Art. 7. — *Indemnité aux employés de la poste.*

Crédit inscrit..... 3.500
Dépenses..... 3.560
Soit un dépassement de..... 60

Art. 8. — *Médicaments.*

Crédit inscrit..... 7.200 »
Dépenses..... 5.725 95
D'où un excédent de..... 1.474 05

Art. 9. — *Fournitures de bureau.*

Crédit inscrit..... 53.000 »
Dépenses..... 54.838 16
Soit un dépassement de..... 1.838 16

Si l'on tient compte que le crédit de 53,000 fr. a été fixé en 1913, avant la guerre, on reconnaîtra qu'en dépit de la hausse progressive sur le papier, le chiffre du dépassement est fort minime.

Art. 10. — *Impressions.*

Crédit inscrit..... 260.000 »
Les dépenses effectuées se sont élevées à..... 152.438 65
D'où un excédent de..... 107.561 35

Art. 11. — *Abonnements au* Journal officiel.

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 13.500 » |
| Dépenses | 13.540 » |
| Soit un dépassement de | 40 » |

Art. 12. — *Chauffage.*

| | |
|---|---|
| Crédit primitif | 130.000 » |
| Dépenses | 122.766 73 |
| D'où un excédent de | 7.233 27 |

Nous avons pu, on le voit, malgré les circonstances, assurer le chauffage du palais et de ses dépendances, dans les meilleures conditions, d'une part en traitant directement avec une mine française, pour près de la moitié du combustible nécessaire et, d'autre port, en suspendant la marche du calorifère, en avril, dès que l'ont permis l'ajournement du Sénat et le relèvement de la température.

Art. 13. — *Eclairage.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 85.000 » |
| Dépenses | 60.213 22 |
| Soit un excédent de | 24.786 78 |

résultant de la diminution du nombre des séances publiques et de l'atténuation générale de l'éclairage.

Art. 14. — *Habillement.*

| | |
|---|---|
| Crédit | 28.000 » |
| Dépenses | 23.304 65 |
| Soit un excédent de | 4.695 35 |

Art. 15. — *Voitures.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 1.800 » |
| Dépenses | 860 » |
| Soit un excédent de | 940 » |

Art. 16. — *Jardin.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 155 000 » |
| Dépenses | 134.130 81 |
| Soit un excédent de | 20.869 19 |

Art. 17. — *Bâtiments.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 183.000 » |
| Dépenses | 127.364 45 |
| D'où un excédent de | 55.635 55 |

Art. 18. — *Entretien du mobilier,*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 25.000 » |
| Dépenses | 25.962 61 |
| Soit un dépassement de | 962 61 |

Conséquence du relèvement des prix du blanchissage.

Art. 19. — *Bibliothèque.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 16.000 » |
| Dépenses | 16.167 75 |
| Soit un dépassement de | 167 75 |

Art. 20. — *Travaux d'art.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 1.000 » |
| Dépenses | 2.400 » |
| D'où un dépassement de | 1.400 » |

Provenant de l'exécution en marbre du buste de M. le sénateur Reymond, tué à l'ennemi.

Art. 21. — *Médailles et insignes.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 10.000 » |
| Dépenses | » » |
| Soit un excédent de | 10.000 » |

Art. 22. — *Secours,*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 8.000 » |
| Dépenses | 12.046 09 |
| Soit un dépassement de | 4.046 09 |

résultant des allocations funéraires et du versement, pendant la durée de la guerre, aux veuves d'agents du Sénat tués à l'ennemi, de la moitié du traitement de leur mari (6,401 fr.).

Art. 23. — *Dépenses des commissions.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 12.000 » |
| Dépenses | 14.638 73 |
| Soit un dépassement de | 2.638 73 |

résultant de l'activité plus grande des commissions.

En 1914, le crédit était de 14,000 fr.

Art. 24. — *Taxes municipales.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 10.000 » |
| Dépenses | 8.993 84 |
| Soit un excédent de | 1.006 16 |

Art. 25. — *Téléphone.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 9.000 » |
| Dépenses | 7.149 52 |
| Soit un excédent de | 1.850 48 |

Art. 26. — *Divers.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 67.000 » |
| Dépenses | 29.388 42 |
| Soit un excédent de | 37.611 58 |

Art. 27. — *Exercices clos.*

| | |
|---|---|
| Crédit inscrit | 60.744 50 |
| Dépenses | 4.447 20 |
| Soit un excédent de | 56.297 30 |

Le crédit de 1914 était de 1,000 fr. par résolution du 18 janvier 1917, il y avait été ajouté, à titre de report de l'exercice 1915, une somme de 59,744 fr. 50 pour payer les indemnités dues à ceux de nos collègues restés en pays envahis, sur 1914 et 1915.

Ce payement n'a pu être effectué intégralement au cours de l'exercice 1916.

**Budget alimenté par les retenues sur l'indemnité parlementaire.**

ABONNEMENTS AUX CHEMINS DE FER

Recettes :

| | |
|---|---|
| Cotisations des sénateurs à 10 fr. par mois | 32.000 |
| Dépenses : | |
| Abonnements aux compagnies | 36.000 |
| Soit un dépassement de | 3.950 |

On sait que la somme à verser au syndicat des grandes compagnies, en vertu des conventions, est fixe, sans égard au nombre des sénateurs en exercice. Au contraire, les recettes varient suivant le nombre de ces derniers.

BUVETTE

Recettes :

| | |
|---|---|
| Solde disponible de l'exercic 1915 | 16.612 79 |
| Cotisations des sénateurs à 5 fr. par mois | 16.025 » |
| Ensemble | 32.637 79 |
| Dépenses | 20.858 18 |
| Soit un excédent de | 11.779 61 |

*Remarque concernant la buvette et les chemins de fer.*

Quoique présentés séparément, ces deux comptes sont en réalité réunis dans les écritures.

Il en résulte que l'insuffisance de 3,950 fr. mentionnée dans le compte des abonnements aux chemins de fer s'est trouvée comblée sur le produit des recettes de la buvette dont le solde de 11.779 61 est par suite diminué de 3.950 » et ramené définitivement à 7.829 61

Si l'on examine les chiffres d'un peu près, on se rend compte qu'en fait, le produit des cotisations pour les abonnements aux chemins de fer, comme celui des cotisations pour la buvette proprement dite, étaient insuffisants pour faire face aux dépenses. L'exercice 1916 n'a pu se solder avec un excédent de 7,829 fr. 61 qu'en ajoutant à ces produits des cotisations le solde de l'exercice précédent.

Depuis l'origine de ce compte, les recettes ont été ainsi grossies, normalement du reste, des excédents, sans lesquels certains exercices se fussent trouvés en déficit.

Pour suivre ces fluctuations, nous donnons, à la suite de ces observations, la situation annuelle de la buvette de 1876 à 1916.

On verra que d'importants prélèvements ont été faits sur les sommes restées disponibles, pour aider à des œuvres de bienfaisance et que 20,000 fr. ont été versés à la caisse des retraites des anciens sénateurs.

La diminution qu'on observe en 1916, sur les disponibilités, qui descendent de 16,612 fr. 79 à 7,829 fr. 61, provient de deux causes : de la disparition d'un grand nombre de nos collègues, dont les cotisations n'ont plus alimenté les recettes ; du renchérissement des produits consommés.

Ces causes persistant, nous croyons prudent de ne proposer le versement de la majeure partie de l'excédent à notre caisse des retraites, que lorsque nous serons rentrés, après la guerre, dans la période normale des recettes et des dépenses.

*Situation de la buvette du Sénat de 1876 à 1916.*

| EXERCICES | RECETTES et dépenses. | EXCÉDENT reporté à l'exercice suivant. | VERSEMENTS aux œuvres de bienfaisance. | VERSEMENTS à la caisse des anciens sénateurs. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| 1876 | R. 14.845 » D. 14.731 54 | 113 46 | » | » | |
| 1877 | R. 17.708 46 D. 9.754 32 | 7.954 14 | » | » | |
| 1878 | R. 25.379 14 D. 17.258 71 | 8.120 43 | » | » | |
| 1879 | R. 26.125 43 D. 25.952 07 | 173 36 | 8.000 » 5.000 » | » | Fondation d'un lit à l'orphelinat des Alsaciennes-Lorraines du Vésinet. Secours aux indigents. |

| EXERCICES | | RECETTES et dépenses. | EXCÉDENT reporté à l'exercice suivant. | VERSEMENTS aux œuvres de bienfaisance. | VERSEMENTS à la caisse des anciens sénateurs. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1880 | R. | 17.913 36 | 4.129 65 | » | » | |
| | D. | 13.783 71 | | | | |
| 1881 | R. | 21.864 65 | 814 79 | 2.000 » | » | Allocation à la société des Alsaciens Lorrains. |
| | D. | 21.049 86 | | 2.000 » | » | Bureau de bienfaisance du 6e. |
| 1882 | R. | 54.229 79 | 9.263 35 | » | » | La retenue mensuelle sur l'indemnité est portée à 5 à 15 fr. à dater du 1er janv. 1882. |
| | D. | 44.966 44 | | | | |
| 1883 | R. | 62.243 35 | 8.402 20 | 1.000 » | » | Bureau de bienfaisance du 6e. |
| | D. | 53.841 15 | | | | |
| 1884 | R. | 59.612 20 | 7.940 94 | » | » | |
| | R. | (1) 22.380 » | | (2) 16.850 » | » | |
| | D. | 74.051 26 | | 1.000 » | » | Idem. |
| 1885 | R. | 61.760 94 | 8.202 66 | 1.500 » | » | Bureaux de bienfaisance des 5e et 6e. |
| | D. | 53.468 28 | | | | |
| 1886 | R. | 61.842 66 | 12.650 20 | 1.500 » | » | Idem. |
| | D. | 49.192 46 | | | | |
| 1887 | R. | 66.290 20 | 14.371 23 | 2.500 » | » | Idem. |
| | D. | 51.918 97 | | | | |
| 1888 | R. | 68.386 23 | 14.060 70 | 2.500 » | » | Idem. |
| | D. | 54.325 53 | | | | |
| 1889 | R. | 67.790 70 | 12.555 53 | 3.000 » | » | Idem. |
| | D. | 55.235 17 | | | | |
| 1890 | R. | 66.135 53 | 12.383 51 | 3.000 » | » | Idem. |
| | D. | 53.752 02 | | | | |
| 1891 | R. | 66.278 51 | 10.968 95 | 3.000 » | » | Idem. |
| | D. | 55.309 56 | | | | |
| 1892 | R. | 64.458 95 | 10.801 44 | 3.000 » | » | Idem. |
| | D. | 53.657 51 | | | | |
| 1893 | R. | 64.201 44 | 9.162 32 | 3.000 » | » | Idem. |
| | D. | 55.039 12 | | | | |
| 1894 | R. | 63.042 32 | 8.475 43 | 2.500 » | » | Idem. |
| | D. | 54.566 89 | | | | |
| 1895 | R. | 63.980 43 | 8.646 57 | 2.500 » | » | Idem. |
| | D. | 53.333 86 | | | | |
| 1896 | R. | 61.821 57 | 7.600 41 | 2.100 » | » | Idem. |
| | D. | 54.221 16 | | | | |
| 1897 | R. | 61.405 41 | 6.432 12 | 2.100 » | » | Idem. |
| | D. | 54.973 29 | | | | |
| 1898 | R. | 60.102 12 | 12.210 19 | » | » | |
| | D. | 47.891 93 | | | | |
| 1899 | R. | 65.370 19 | 8.486 53 | 3.800 » | » | Idem. |
| | D. | 56.883 66 | | | | |
| 1900 | R. | 61.976 53 | 9.706 58 | 1.900 » | » | Idem. |
| | D. | 52.269 95 | | | | |
| 1901 | R. | 63.331 58 | 11.189 32 | 1.900 » | » | Idem. |
| | D. | 52.142 26 | | | | |
| 1902 | R. | 64.694 32 | 16.593 56 | 1.500 » | » | Idem. |
| | D. | 48.100 76 | | | | |
| 1903 | R. | 70.323 56 | 14.126 05 | 1.500 » | » | Idem. |
| | D. | 56.197 51 | | | | |
| 1904 | R. | 67.631 05 | 16.295 97 | 1.500 » | » | Idem. |
| | D. | 51.335 08 | | | | |
| 1905 | R. | 69.755 97 | 17.868 27 | 1.500 » | 5.000 » | Idem. |
| | D. | 51.887 70 | | | | |
| 1906 | R. | 67.018 27 | 15.736 28 | 1.500 » | » | Idem |
| | D. | 51.251 99 | | | | |
| 1907 | R. | 69.211 23 | 17.595 08 | 1.500 » | » | Idem. |
| | D. | 51.616 20 | | | | |

(1) Les 22.380 fr. relatifs à l'exercice 1884 représentent la retenue faite au profit de la buvette, pendant les quatre derniers mois de l'année, à raison de 20 fr. par mois. — Résolution de l'Assemblée nationale du 14 août 1884.

(2) Part contributive du Sénat dans le secours de 50,000 fr. voté par l'Assemblée nationale en faveur des victimes du choléra.

| EXERCICES | RECETTES et dépenses. | EXCÉDENT reporté à l'exercice suivant. | VERSEMENTS aux œuvres de bienfaisance. | VERSEMENTS à la caisse des anciens sénateurs. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| 1908 | R. 70.920 08<br>D. 51.133 67 | 19.786 41 | 1.500 » | 5.000 » | Bureaux de bienfaisance des 5e et 6e. |
| 1909 | R. 68.951 41<br>D. 49.571 01 | 19.380 40 | 1.500 » | 5.000 » | Idem. |
| 1910 | R. 67.895 40<br>D. 53.413 61 | 14.481 79 | 1.500 » | 5.000 » | Idem. |
| 1911 | R. 62.971 79<br>D. 52.174 10 | 10.797 69 | 1.500 » | » | Idem. |
| 1912 | R. 64.827 69<br>D. 53.217 30 | 11.610 39 | 1.500 » | » | Idem. |
| 1913 | R. 65 100 39<br>D. 55.227 52 | 9.932 87 | 1.500 » | » | Idem. |
| 1914 | R. 62.972 87<br>D. 47.393 41 | 15.576 46 | 1.500 » | » | Idem. |
| 1915 | R. 66.426 46<br>D. 49.813 67 | 16.612 79 | 1.500 » | » | Idem. |
| 1916 | R. 64.687 79<br>D. 56.858 18 | 7.829 61 | » | » | |

**Caisse des retraites des anciens sénateurs.**

*Recettes :*

| | |
|---|---|
| Solde de l'exercice précédent | 7.817 77 |
| Retenue de 5 p. 100 sur l'indemnité des sénateurs | 200.312 50 |
| Retenues sur le montant des indemnités restées sans emploi | 12.500 » |
| Coupons encaissés | 55.237 65 |
| Recettes provenant de remboursements après rachats | 1.268 85 |
| Total | 277.136 78 |

*Dépenses :*

| | | |
|---|---|---|
| Pensions payées | 180.606 62 | |
| Achats de valeurs | 60.296 50 | |
| Frais divers et d'envois de fonds | 219 20 | |
| | 241.122 32 | 241.122 32 |
| Solde disponible à reporter sur l'exercice 1917 | | 36.014 45 |

Au 31 décembre 1916, le nombre des parties prenantes était de 120, savoir :

30 sénateurs, avec pension de 2,400 fr. soit ..... 72.000

90 veuves, avec pension de 1,200 fr., soit ..... 108.000

Somme totale ..... 180.000

Pour la clarté des opérations réalisées pour le compte de la caisse des retraites, au cours de l'année 1916, nous avons, en regard du tableau du portefeuille au 15 mai 1917, maintenu l'état comparé dudit portefeuille aux 16 mai 1914, 15 mai 1915, 15 mai 1916.

*Au 15 mai 1915, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites parlementaires, comparé à celui du 16 mai 1914, s'établissait ainsi :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | AU 16 MAI 1914 — Cours moyen. | AU 16 MAI 1914 — Evaluation en capital. | AU 15 MAI 1915 — Cours moyen. | AU 15 MAI 1915 — Evaluation en capital. |
|---|---|---|---|---|---|
| *1° Rentes françaises.* | | | | | |
| 4.832 francs, 3 p. 100 perpétuel | 4.832 » | 86 85 | 139.886 40 | 72 30 | 116.451 20 |
| 6,000 — 3 — amortissable | 6.000 » | 92 » | 184.000 » | 78 » | 156.000 » |
| *2° Obligations 3 p. 100 des chemins de fer français.* | | | | | |
| 659 obligations Lyon fusion nouvelles | 9.439 60 | 401 75 | 264.753 25 | 360 » | 237.240 » |
| 218 — Ouest nouvelles | 3.139 20 | 408 » | 88.944 » | 382 50 | 83.385 » |
| 510 — Orléans nouvelles | 7.344 » | 417 50 | 212.925 » | 370 » | 188.700 » |
| 456 — Midi nouvelles | 6.566 40 | 407 » | 185.592 » | 315 » | 171.000 » |
| *3° Obligations 2 1/2 p. 100 des chemins de fer français.* | | | | | |
| 41 obligations Midi | 492 » | 372 » | 15.252 » | 355 » | 14.555 » |
| *4° Valeurs à lots.* | | | | | |
| 50 obligations Ville 1899 2 p. 100 | 480 » | 340 50 | 17.025 » | 314 » | 15.700 » |
| 50 — — 1904 2 1/2 p. 100 | 600 » | 389 25 | 19.462 50 | 340 » | 17.000 » |
| 300 — foncières 3 p. 100 1909 | 2.160 » | 250 » | 75.000 » | 220 » | 66.000 » |
| | 41.103 20 | | 1.202.840 18 | | 1.066.031 20 |
| *5° Obligations de la défense nationale (5 p. 100).* (Achat du 13 mars 1915.) | | | | Cours d'achat. | |
| 108 obligation 1,000 francs | 5.400 » | » | » | 994 20 | 101.973 60 |
| 2 — 100 — | 10 » | » | » | 94 42 | 188 84 |
| | 46.513 20 | | | | 1.168.193 64 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif.....

| | |
|---|---|
| Obligation 3 p. 100 | 7 20 |
| — 2 1/2 p. 100 | 6 » |
| Ville 1899 | 4 80 |
| — 1904 | 6 » |
| Obligation foncière 1909 | 3 60 |

*Au 15 mai 1916, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites pour les anciens sénateurs comprenait les valeurs nominatives suivantes :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | COURS moyen au 15 mai 1916. | ÉVALUATION en capital. |
|---|---|---|---|
| *1° Rentes françaises.* | | | |
| 5.925 fr. 3 p. 100 amortissable... | 5.925 » | 70 75 | 139.731 25 |
| 18.120 fr. 5 p. 100 perpétuel..... | 18.120 » | 88 » | 318.912 » |
| *2° Obligations 5 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 7 obligations Nord..... | 168 » | 451 » | 3.157 » |
| *3° Obligations 3 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 510 oblig. Orléans nouvelles..... | 7.344 » | 351 » | 179.010 » |
| 218 — Ouest nouvelles..... | 3.139 20 | 356 » | 77.608 » |
| 619 — Lyon (fusion nouvelle). | 8.913 60 | 333 50 | 206.436 50 |
| 452 — Midi nouvelles..... | 6.508 80 | 337 50 | 152.550 » |
| *4° Obligations 2 1/2 des chemins de fer français.* | | | |
| 41 obligations Midi..... | 492 » | 320 » | 13.120 » |
| *5° Valeurs à lots.* | | | |
| 50 oblig Ville de Paris 2 p. 100 1899. | 480 » | 208 » | 14.900 » |
| 50 — Ville de Paris 2 1/2 1904. | 600 » | 328 » | 16.400 » |
| 299 — foncières 3 p. 100 1909.. | 2.152 80 | 210 » | 62.790 » |
| | 53.813 40 | | 1.184.614 75 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif..... Obligat. 5 p. 100.... 12 » ; Obligat. 3 p. 100.... 7 20 ; Obligat. 2 1/2 p. 100. 6 » ; Ville 1899..... 4 80 ; Ville 1904..... 6 » ; Obligat. fonc. 1909.. 3 60

*Au 15 mai 1917, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites des anciens sénateurs comprenait les valeurs nominatives suivantes :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | COURS moyen au 15 mai 1917. | ÉVALUATION en capital. |
|---|---|---|---|
| *1° Rentes françaises.* | | | |
| 5.925 fr. 3 p. 100 amortissable.... | 5.925 » | 72 25 | 142.693 75 |
| 21.955 fr. 5 p. 100..... | 21.955 » | 87 70 | 385.090 70 |
| *2° Obligations des chemins de fer français.* | | | |
| 7 obligations Nord 5 p. 100..... | 168 » | 451 » | 3.157 » |
| 510 oblig. Orléans 3 p. 100 nouv... | 7.344 » | 330 » | 168.3 0 » |
| 615 — Lyon 3 p. 100 fus. nouv. | 8.856 » | 322 50 | 198.337 50 |
| 213 — Ouest 3 p. 100 nouvelles. | 3.139 20 | 339 » | 73.9.2 » |
| 442 — Midi 3 p. 100 anciennes. | 6.364 80 | 328 75 | 145.307 50 |
| 41 — Midi 2 1/2 p. 100..... | 492 » | 316 » | 12.956 » |
| *3° Valeurs à lots.* | | | |
| 50 obligations Ville 1899 2 p. 100.. | 480 » | 293 » | 14.650 » |
| 50 — Ville 1904 2 1/2 p. 100 | 480 » | 311 » | 15.550 » |
| 299 oblig. foncières 3 p. 100 1909.. | 2.152 80 | 197 » | 58.903 » |
| | 57.356 80 | | 1.218.847 45 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif..... Obligat. 5 p. 100.... 12 » ; Obligat. 3 p. 100.... 7 20 ; Obligat. 2 1/2 p. 100. 6 » ; Ville 1899..... 4 80 ; Ville 1904..... 6 » ; Obligat. fonc. 1909... 3 60

**Caisse des retraites des fonctionnaires et agents du Sénat.**

RECETTES

| | |
|---|---|
| Solde de l'exercice précédent.... | 27 76 |
| Retenues sur traitements..... | 48.205 34 |
| Coupons encaissés..... | 147.348 70 |
| Intérêts sur fonds placés..... | 18.103 85 |
| Par résolution du Sénat du 18 janvier 1917..... | 77.282 49 |
| Recettes après rachats provenant de remboursements de titres amortis. | 773.83 |
| Total..... | 291.746 97 |

DÉPENSES

| | |
|---|---|
| Pensions payées..... | 176.014 » |
| Achats de valeurs et mutations. | 103.233 63 |
| Solde disponible à reporter sur l'exercice 1916..... | 12.499 34 |

Au 31 décembre 1915, le nombre des parties prenantes s'élevait à 104, savoir :

30 fonctionnaires et agents pour une somme de..... 65.496 9
72 veuves et 2 orphelins mineurs, pour une somme de..... 105.378 78
Total..... 170.875 69

Les tableaux de l'actif du portefeuille aux 16 mai 1914, 1915, 1916 et 1917, que nous reproduisons ci-contre, permettent de suivre les mouvements du capital et du revenu de la caisse en ces derniers exercices.

*Au 16 mai 1914, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites du personnel du Sénat comprenait les valeurs nominatives suivantes :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | COURS moyen au 16 mai 1914. | ÉVALUATION en capital. |
|---|---|---|---|
| *1° Rente française.* | | | |
| 1.440 fr. 3 p. 100 perpétuel..... | 1.440 » | 86 85 | 41.688 » |
| 4.500 fr. 3 p. 100 amortissable... | 4.500 » | 92 » | 138.000 » |
| *2° Obligations 3 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 1.033 oblig. Lyon (fus. nouv.)..... | 14.875 20 | 401 75 | 415.007 75 |
| 2.007 — Est..... | 28.900 80 | 411 50 | 825.880 50 |
| 990 — Orléans nouvelles.... | 14.256 » | 417 50 | 413.325 » |
| 1.575 — Midi anciennes..... | 22.680 » | 408 » | 642.600 » |
| 1.000 — Ouest..... | 14.400 » | 407 » | 407.000 » |
| 400 — Nord-Est..... | 5.760 » | 405 75 | 162.300 » |
| 600 — Bône-Guelma..... | 8.640 » | 397 50 | 247.500 » |
| 600 — Chemin de fer et port de la Réunion..... | 8.640 » | 401 » | 240.600 » |
| *3° Obligations 2 1/2 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 50 obligations Orléans..... | 600 » | 372 50 | 18.625 » |
| 1.087 — Ouest..... | 13.044 » | 371 » | 403.217 » |
| 137 — Midi..... | 1.644 » | 372 » | 50.964 » |
| *4° Valeurs à lots.* | | | |
| 200 oblig. foncières 3 p. 100 1909. | 1.440 » | 250 » | 50.000 » |
| | 140.820 » | | 4.056.767 25 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif..... Obligat. 3 p. 100..... 7 20 ; Obligat. 2 1/2 p. 100.. 8 » ; Obligat. fonc. 3 p. 100. 3 60

*Au 15 mai 1915, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites du personnel du Sénat comprenait les valeurs nominatives suivantes :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | COURS moyen au 15 mai 1915. | ÉVALUATION en capital. |
|---|---|---|---|
| *1° Rente française.* | | | |
| 1.440 fr. 3 p. 100 perpétuel..... | 1.440 » | 72 30 | 34.704 » |
| 4.500 fr. 3 p. 100 amortissable... | 4.500 » | 78 » | 117.000 » |
| *2° Obligations 3 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 1.033 oblig. Lyon (fus. nouv.)..... | 14.875 20 | 360 » | 371.880 » |
| 2.000 — Est..... | 28.800 » | 367 50 | 737.572 50 |
| 990 — Orléans nouvelles... | 14.256 » | 370 » | 366.300 » |
| 1.575 — Ouest..... | 22.680 » | 382 50 | 602.437 50 |
| 828 — Midi anciennes..... | 11.923 20 | 375 » | 310.500 » |
| 402 — Nord-Est..... | 5.788 80 | 358 » | 143.916 » |
| 593 — Bône-Guelma..... | 8.539 20 | 390 » | 231.270 » |
| 593 — Chemin de fer et port de la Réunion..... | 8.539 20 | 384 » | 227.712 » |
| *3° Obligat. 2 1/2 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 50 obligations Orléans..... | 600 » | 336 » | 16.800 » |
| 1.087 — Ouest..... | 13.044 » | 366 50 | 398.385 50 |
| 137 — Midi..... | 1.644 » | 355 » | 48.635 » |
| *4° Valeurs à lots.* | | | |
| 200 oblig. foncières 3 p. 100 1909. | 1.440 » | 220 » | 44.000 » |
| *5° Bons de la Défense nationale (5 p. 100).* Achats des 30 nov. et 4 déc. 1914.) | | Cours d'achat. | |
| 80 Bons de 1.000 fr..... | 4.000 » | 989 73 | 79.178 40 |
| 6 — de 1.000 fr..... | 300 » | 989 17 | 5.935 02 |
| 7 — de 100 fr..... | 35 » | 98 92 | 692 44 |
| | 142.404 60 | | 3.736.918 36 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif..... Obligat. 3 p. 100..... 7 20 ; Obligat. 2 1/2 p. 100. 6 » ; Obligat. fonc. 3 p. 100. 3 60

*Au 15 mai 1916, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites du personnel du Sénat comprenait les valeurs nominatives suivantes :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | COURS moyen au 15 mai 1916. | ÉVALUATION en capital. |
|---|---|---|---|
| *1° Rentes françaises.* | | | |
| 4.455 fr. 3 p. 100 amortissable..... | 4.455 » | 70 75 | 105.063 75 |
| 9.405 fr. 5 p. 100 perpétuel..... | 9.405 » | 88 » | 165.528 » |
| *2° Obligations 3 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 951 oblig. Lyon (fus. nouv.).... | 13.694 40 | 330 50 | 314.305 50 |
| 909 — Orléans nouvelles... | 13.089 60 | 351 » | 319.059 » |
| 1.879 — Est nouvelles..... | 27.057 60 | 333 50 | 626.646 50 |
| 823 — Midi anciennes..... | 11.923 20 | 345 » | 285.660 » |
| 1.573 — Ouest nouvelles..... | 22.651 20 | 356 » | 559.988 » |
| 402 — Nord-Est..... | 5.788 80 | 345 » | 138.690 » |
| 594 — Bône-Guelma..... | 8.553 60 | 337 » | 200.178 » |
| 593 — Chemin de fer et port de la Réunion..... | 8.539 20 | 335 » | 198.655 » |
| *3° Obligations 3 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 109 obligations Nord..... | 2.616 » | 451 » | 49.159 » |
| *4° Obligations 2 1/2 p. 100 des chemins de fer français.* | | | |
| 137 obligations Midi..... | 1.644 » | 320 » | 43.840 » |
| 1.087 — Ouest..... | 13.044 » | 315 » | 342.405 » |
| 50 — Orléans..... | 600 » | 325 » | 16.250 » |
| *5° Valeurs à lots.* | | | |
| 200 oblig. foncières 3 p. 100 1909. | 1.440 » | 210 » | 42.000 » |
| *6° Obligations de la Défense nationale (5 p. 100).* | | | |
| (Achat du 6 avril 1915.) | | Cours d'achat | |
| 5 obligations de 5.000 fr..... | 1.250 » | 4.756 67 | 23.783 35 |
| 3 — de 1.000 fr..... | 150 » | 951 34 | 2.854 02 |
| 3 — de 100 fr..... | 15 » | 95 14 | 285 42 |
| | 145.916 60 | | 3.434.350 54 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif..... Obligat. 5 p. 100.... 12 » ; Obligat. 3 p. 100.... 7 20 ; Obligat. 2 1/2 p. 100. 6 » ; Obligat. foncières... 3 60

*Au 15 mai 1917, l'actif du portefeuille de la caisse des retraites du personnel du Sénat comprenait les valeurs nominatives suivantes :*

| DÉSIGNATION DES VALEURS | REVENU net (1). | COURS moyen au 15 mai 1917. | ÉVALUATION en capital. |
|---|---|---|---|
| *1° Rentes françaises.* | | | |
| 4.455 3 p. 100 amortissable..... | 4.455 » | 72 25 | 107.291 25 |
| 13.295 5 p. 100..... | 13.295 » | 87 70 | 233.194 30 |
| *2° Bons de la Défense nationale (5 p. 100).* | | | |
| 10 de 10,000 fr..... | 5.000 » | » | 96.250 » |
| 8 de 1.000 fr..... | 400 » | » | 7.700 » |
| 1 de 500 fr..... | 25 » | » | 481 25 |
| 1 de 100 fr..... | 5 » | » | 96 25 |
| *3° Obligations de chemins de fer.* | | | |
| 131 obligations Nord 5 p. 100... | 3.144 » | 451 » | 59.031 » |
| 909 oblig. Orléans 3 p. 100 nouv. | 13.089 60 | 330 « | 299.970 » |
| 948 — Lyon 3 p. 100 fus. nouv. | 13.651 20 | 322 50 | 305.730 » |
| 1.573 — Ouest 3 p. 100 nouv ... | 22.651 20 | 339 » | 533.247 » |
| 798 — Midi 3 p. 100 anciennes. | 11.491 20 | 328 75 | 262.342 50 |
| 1.946 — Est 3 p 100 nouvelles... | 23.022 40 | 329 50 | 641.297 » |
| 594 — Bône-Guelma 3 p. 100.. | 8.553 60 | 327 » | 194.238 » |
| 402 — Nord-Est 3 p. 100..... | 5.788 80 | 331 75 | 133.363 50 |
| 593 — Chemin de fer et port de la Réunion 3 p. 100. | 8.539 20 | 335 » | 198.655 » |
| 50 — Orléans 2 1/2 p. 100... | 600 » | 314 » | 15.700 « |
| 1.049 — Ouest 2 1/2 p. 100..... | 12.588 » | 321 » | 336.729 » |
| 137 — Midi 2 1/2 p. 100..... | 1.644 » | 316 » | 43.292 » |
| *4° Valeurs à lots.* | | | |
| 200 oblig. foncières 3 p. 100 1909. | 1.440 » | 197 » | 39.400 » |
| | 154.383 20 | | 3.507.968 05 |

(1) Montant net et invariable du coupon semestriel nominatif..... Obligat. 5 p. 100.... 12 » ; Obligat. 3 p. 100.... 7 20 ; Obligat. 2 1/2 p. 100. 6 » ; Obligat. fonc. 1909.. 3 60

Nous indiquons, au début de notre exposé des dépenses administratives du Sénat, qu'il reste sur l'exercice 1916 de sa dotation une disponibilité de..... 779.649 41

Sur cette disponibilité, il y a lieu de reporter à l'exercice 1917, à l'article 27 (exercices clos), la somme de..... 62.142 50

due à nos collègues restés en territoire envahi, ce qui ramène le solde disponible à..... 717.506 91

que nous vous proposons de reverser au Trésor.

*Les questeurs :*
THÉODORE GIRARD,
GUSTAVE RIVET,
RANSON.

# ANNEXE N° 431

(Session ord. — Séance du 20 décembre 1917.

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compenser, en faveur des agents du département des affaires étrangères, les pertes au change subies hors de France pendant la guerre, par M. Lucien Hubert, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 28 novembre 1917, la Chambre des députés a bien voulu adopter une proposition de loi de M. Marin tendant à compenser, en faveur des agents du département des affaires étrangères, les pertes au change subies hors de France pendant la durée de la guerre.

Comme il est indiqué dans le rapport de M. H. Simon, fait au nom de la commission du budget, nos représentants à l'étranger se trouvent, depuis le début des hostilités, dans une situation particulièrement pénible ; ils éprouvent un préjudice considérable par suite, non seulement de l'élévation exceptionnelle du prix de toutes choses, mais aussi de la valeur de la monnaie française qu'ils reçoivent en payement de leur traitement et qu'ils doivent convertir en monnaie locale.

C'est ainsi qu'en Suisse, en Espagne, en Chine, les pertes au change dépassent 25 p. 100, imposant à des agents une perte de plus du quart sur leurs émoluments.

Pour permettre de vivre aux agents les moins rémunérés, dont le traitement est inférieur à 10,000 fr., le Parlement, sur la demande de l'administration, a bien voulu déjà accorder un crédit annuel de 62,500 fr. inscrit au chapitre 9 *bis* du budget des affaires étrangères (loi du 30 juin 1916).

C'est en vue d'étendre cette disposition équitable à tous les agents du cadre diplomatique et consulaire en service à l'étranger que nous avons l'honneur de vous soumettre la présente demande.

Si lesdits agents se sont résignés jusqu'à ce jour aux pertes que leur fait subir la dépréciation de plus en plus grande du franc dans un grand nombre de pays étrangers, il a paru, au début de la quatrième année, que cette situation ne pouvait être maintenue sans nuire gravement aux intérêts du service. Les questions de représentation ont trop d'importance à l'étranger pour que le Gouvernement n'y apporte pas toute son attention, dans un moment où nos agents ont à soutenir une lutte particulièrement active contre des adversaires disposant de moyens financiers presque illimités.

Le crédit inscrit par la Chambre des députés au chapitre 9 *bis* du budget des affaires étrangères s'élève à 206,000 fr. La mesure adoptée devant prendre son effet à dater du 1er octobre 1917, ce crédit ne s'applique qu'au quatrième trimestre de la présente année.

Ces indemnités seront allouées en vertu de décisions ministérielles qui, dans la mesure du possible, tiendront compte des cours réels du change.

Votre commission est persuadée que le Sénat ne se refusera pas à donner à nos représentants à l'étranger une nouvelle marque de son

(1) Voir les nos 400, Sénat, année 1917, et 3858-3881 et in-8° n° 832. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

bienveillant intérêt et voudra bien sanctionner de son approbation la proposition qui lui a été transmise par la Chambre des députés.

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre de l'exercice 1917, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 septembre 1916, 31 mars, 30 juin et 29 septembre 1917 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, un crédit de 206,000 fr. applicable au chapitre 9 *bis* : « Indemnités aux agents des services extérieurs à raison de la baisse exceptionnelle du change », du budget de son département.

## ANNEXE N° 432

(Session ord. — Séance du 20 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 en vue de nouvelles installations rendues nécessaires par l'extension des services du ministère des finances, par M. de Selves, sénateur (1).

## ANNEXE N° 433

(Session ord., séance du 20 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant modification au paragraphe 5 de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1905 qui a institué une Caisse de prévoyance des marins français, par M. Larere, sénateur (2).

Messieurs, aux termes de l'article 5 de la loi du 21 avril 1898 les inscrits maritimes atteints de blessures ou de maladies résultant d'un accicent ou d'un risque de leur profession et les mettant dans l'impossibilité absolue et définitive de continuer la navigation ont droit à une pension viagère dite « demi-solde d'infirmité ».

Mais la loi exigeait que la blessure fût survenue, ou la maladie contractée, au cours du dernier embarquement. Au marin qui, se croyant guéri, reprenait un nouvel engagement, toute réclamation ultérieure était interdite.

La loi de 1905 a atténué cette mesure vraiment rigoureuse. Son article 5 admet que l'inscrit peut conserver ses droits, même quand il a navigué depuis sa blessure ou sa maladie. Mais elle lui impose l'obligation de faire constater son état de santé par un médecin désigné par l'autorité maritime avant chaque nouvel embarquement.

Le législatsur semble avoir eu pour but principal d'éviter les fraudes possibles.

Ces fraudes ne sont guère à craindre. D'une part, la preuve de l'origine de la maladie incombe à l'intéressé ; de l'autre, ses allégations sont toujours contrôlées par les services locaux et centraux de la marine, puis par le conseil supérieur de santé.

Cette obligation a causé de véritables injustices, non pour les marins du long cours, qui à la veille d'une navigation de longue durée sont toujours visités par les médecins de l'armement, mais pour les marins du cabotage et de la petite pêche.

Ceux-ci, en effet, sont souvent débarqués plusieurs fois au cours de la même année. Ils négligent fréquemment de se munir du certificat médical et se trouvent frappés d'une déchéance que l'administration ne peut pas ne pas leur appliquer.

De nombreux cas pourraient être cités où cette déchéance dut être opposée alors même que le conseil supérieur de santé déclarait certain le principe de la causalité.

C'est donc très justement que la Chambre des députés a abrogé cette obligation qui a soulevé de nombreuses protestations.

Mais si la visite médicale ne doit pas être imposée sous peine de déchéance, elle a cependant son utilité pour le marin lui-même, pour l'administration de la preuve qui lui incombe de l'origine de la maladie. Elle doit donc être maintenue comme facultative.

Pour ces motifs, nous avons l'honneur de demander au Sénat de voter la proposition de loi suivante, adoptée par la Chambre :

PROPOSITION DE LOI

*Article unique.* — L'article 5, paragraphe 5, de la loi du 29 décembre 1905 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les mêmes participants peuvent faire valoir leurs droits pendant deux ans, à compter de leur débarquement, nonobstant un ou plusieurs embarquements ultérieurs.

« Durant ce temps, ils auront la faculté de faire constater à toute époque leur état de santé par le médecin que leur désigne l'administration. La déchéance édictée par le paragraphe 5 ancien ne peut être opposée aux marins actuellement en instance de pension ou de secours, soit devant le ministre, soit devant le conseil d'Etat. »

## ANNEXE N° 434

(Session ord. — Séance du 20 décembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés tendant à modifier l'article 9 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission de l'armée).

## ANNEXE N° 435

(Session ord. — Séance du 20 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires, concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1918, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 436

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville, par M. Magny, sénateur (3).

Messieurs, l'article 9 de la loi du 6 août 1905, qui imposait, en règle générale, à partir du 1er janvier 1906, à toute personne exerçant dans Paris la vente des vins en gros, l'obligation de placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à ce commerce, avait, à titre transitoire, autorisé ceux de ces commerçants qui pouraient justifier, par la production d'actes réguliers, de la possession d'installations spéciales, à continuer leurs opérations dans ces locaux jusqu'à l'expiration des baux en cours, et au plus tard jusqu'au 1er janvier 1916.

Mais, par suite de la guerre, un certain nombre de négociants s'étant trouvés dans l'impossibilité de transférer leurs installations commerciales en dehors de Paris avant la date fixée, une loi du 27 juillet 1916 décida de proroger jusqu'au 1er janvier 1918 le délai primitivement imposé.

Or, il apparaît aujourd'hui qu'en raison de la durée des hostilités, cette prorogation est encore insuffisante.

Les difficultés auxquelles s'étaient heurtés certains intéressés (manque de main-d'œuvre, impossibilité de se procurer les matériaux nécessaires, etc.) sont, en effet, restées les mêmes et, jusqu'à présent, il ne leur a pas été possible de faire procéder à l'aménagement de nouvelles installations en dehors de Paris.

En présence de cette situation, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de tenir compte aux marchands de vins en gros de Paris d'un état de choses créé par des circonstances indépendantes de leur volonté. Il propose, en conséquence, de leur accorder un nouveau sursis, et comme il est à présumer que, tant que durera la guerre, le transfert de leurs établissements restera pratiquement impossible, il est d'avis de reporter le délai extrême fixé pour la réalisation de ce transfert à un an après la cessation des hostilités.

Toutefois, le bénéfice de cette mesure de faveur serait limité aux commerçants qui justifieront avoir pris des dispositions pour la translation de leur maison de commerce, mais n'avoir pu y donner suite en raison de l'état de guerre, et à ceux qui se seront trouvés empêchés de satisfaire au vœu de la loi par une cause se rattachant à la mobilisation. Ces commerçants sont au nombre de 22. Dix autres qui, en 1915, n'avaient envisagé aucune mesure, soit qu'ils aient dû cesser purement et simplement leurs opérations, soit plutôt que le peu d'importance de celles-ci en rende le transfert aisé, rentreront au contraire dans la règle générale à partir du 31 décembre courant.

La Chambre des députés s'est rangée à cette manière de voir et, dans sa séance du 28 novembre 1917, elle a adopté le projet de loi dont le Gouvernement l'avait saisie.

C'est ce projet de loi que votre commission propose au Sénat d'adopter.

PROJET DE LOI

*Article unique.* — Sous la réserve énoncée au paragraphe 2 du présent article, est reportée à l'expiration d'un délai d'un an après la cessation des hostilités, la date extrême qui avait été fixée au 1er janvier 1916 par l'article 9 de la loi du 6 août 1905 et prorogée jusqu'au 1er janvier 1918 par la loi du 27 juillet 1916, pour le transfert dans les entrepôts publics, par les personnes exerçant dans Paris la vente des vins en gros, des boissons destinées à ce commerce.

Pourront seuls bénéficier des dispositions du paragraphe précédent les commerçants qui justifieront avoir pris des dispositions pour la translation de leurs établissements, mais n'avoir pu y donner suite en raison de l'état de guerre, et ceux qui se seront trouvés empêchés de procéder à cette translation pour une cause se rattachant à la mobilisation.

## ANNEXE N° 437

(Session ord. — Séance du 24 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant : 1° ouverture au titre du bueget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918 ; 2e autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics ; présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 438

(Session ord. — Séance du 24 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordi-

(1) Voir les nos 403, Sénat, année 1917, et 3848-3929, et in-8° n° 837 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 383, Sénat, année 1917, et 1836-3888 et in-8° n° 822 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 2920-3963 et in-8° n° 845 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3958-4080-4094, et in-8° n° 847. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 402, Sénat, année 1917, et 3789-3924, et in-8° n° 833. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

naire des services civils de l'exercice 1918, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics ; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1918, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1). — (Urgence déclarée).

Messieurs, contrairement à votre attente, vous êtes encore saisis de demandes de crédits provisoires pour l'ensemble des dépenses publiques du premier trimestre de 1918.

Le Gouvernement avait bien, il est vrai, conformément aux engagements pris devant le Parlement, déposé à la Chambre un projet de budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, comprenant les dépenses des ministères civils, sauf toutefois certaines dépenses exceptionnelles considérées par lui comme se rattachant directement à des faits de guerre et devant prendre fin avec la cessation des hostilités, et comportant tout un ensemble de mesures fiscales destinées à y faire face. C'était là un budget complet, dans presque toute la force du terme, et certes l'effort du Gouvernement eût été digne des plus grands éloges, si ce dépôt avait été effectué en temps opportun. Hélas ! il ne le fut que le 13 novembre dernier.

« Nous pouvons nous demander, écrivions-nous dans notre rapport du 26 septembre dernier sur les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917, si le régime fâcheux des douzièmes provisoires prendra fin, même en ce qui concerne seulement les services civils et de la dette, dès le 1er janvier 1918. Le projet de budget relatif à ces dépenses, dont le ministre des finances comptait saisir le Parlement dès le début de l'automne, n'est, en effet, pas encore déposé et nous ne savons quand il le sera. Pourra-t-il, dans ces conditions, être voté avant le 31 décembre ? C'est une question dont la solution est subordonnée à l'initiative du Gouvernement et à la diligence de la Chambre des députés. Quant au Sénat, si on lui accorde le minimum de temps qui lui est indispensable pour examiner avec soin ce premier budget réduit, il n'y a pas de doute que celui-ci ne soit voté avant l'ouverture de l'exercice prochain. »

Les craintes que nous émettions ainsi n'étaient que trop fondées. Le dépôt du projet de loi à la date du 13 novembre a été beaucoup trop tardif pour que le Gouvernement pût espérer raisonnablement en obtenir la discussion et le vote avant le 31 décembre.

L'impossibilité lui en apparut d'ailleurs bien vite ; car, le 11 décembre, M. le ministre des finances déposa un projet de loi « portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 des crédits provisoires applicables au mois de janvier, de février et de mars 1918 et 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics ». Il demanda, en même temps, à la Chambre d'incorporer dans la loi de douzièmes provisoires les dispositions fiscales proposées dans le projet de budget ordinaire des services civils, afin d'éviter des retards qui compromettraient l'équilibre de ce budget.

Le projet de loi portant ouverture des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1918 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils avait été, entre temps, déposé à la Chambre le 20 novembre.

L'ensemble des dépenses publiques faisait ainsi l'objet de demandes de crédits provisoires pour le premier trimestre de 1918, ainsi que cela s'était produit, au mois de décembre 1916, pour le premier trimestre de 1917. Les voix sont unanimes, au Sénat, pour déplorer cet état de choses.

La commission du budget de la Chambre a présenté un seul rapport sur les deux projets de loi de crédits provisoires ; mais elle n'a pas cru devoir les fusionner, en raison des différences qui caractérisent chacune des catégories de crédits qu'ils comprennent respectivement. Les crédits applicables aux services civils normaux seront, en effet, ultérieurement incorporés dans le budget qui sera, nous l'espérons du moins, voté à bref délai, tandis que les crédits applicable aux dépenses militaires et aux dépenses exceptionnelles des services civils seront seulement ultérieurement convertis en crédits définitifs en fin d'exercice avec les crédits correspondants des autres trimestres. La Chambre a donc voté deux projets de loi distincts : ce sont ceux que nous vous soumettons aujourd'hui dans ce rapport.

Encore une fois, nous ne pouvons que regretter l'ajournement de l'établissement du budget régulier qui nous avait été annoncé par le Gouvernement et nous voulons bien espérer que cet ajournement ne sera pas de longue durée.

Il nous eût été agréable, à ce sujet, que les crédits provisoires qui nous sont demandés pour les services civils ne se fussent appliqués qu'à un seul douzième et que le Gouvernement eût pu obtenir de la Chambre que le budget de l'exercice 1918, fût définitivement voté le 31 janvier prochain. Le Sénat lui eût certainement prêté son concours dans cet objet.

Quoi qu'il en soit, nous sommes convaincus qu'usant de la haute autorité dont il jouit si légitimement auprès de l'autre Assemblée, le Gouvernement l'amènera au vote prochain du budget de l'exercice 1918 pour les services civils.

*Budget ordinaire des services civils.*

Le total du budget ordinaire des services civils proposé par le Gouvernement pour 1918 s'élève à 7,809.013,930 fr. C'est la somme des dépenses à compenser par des recettes budgétaires. Nous avions, soit à la tribune du Sénat, au mois de juin dernier, soit dans notre rapport sur les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917, évalué à 9 milliards en nombre rond le montant du budget annuel limité dont le dépôt était alors envisagé. La différence entre nos prévisions et les évaluations du Gouvernement vient, ponr partie, de ce que le Gonvernement n'a pas compris dans son projet de budget ordinaire, ainsi qu'il l'a explique dans l'exposé des motifs dudit projet, certaines « dépenses exceptionnelles, directement commandées par les nécessités militaires, économiques ou sociales du moment, échappant, pour cette raison même, à toute prévision à longue échéance, comme elles excèdent évidemment la mesure des sacrifices annuels qui peuvent être demandés aux contribuables. »

Ces dépenses continueront donc, comme les dépenses des départements militaires, à faire l'objet de demandes trimestrielles de crédits provisoires. Le surplus de la différence résulte de ce que, à la suite des compressions qu'il a cru pouvoir exercer sur les services dépensiers, les prévisions du Gouvernement ont été moins larges que les nôtres, lesquelles étaient basées sur la totalité des crédits de l'exercice 1917, tant provisoires trimestriels qu'additionnels.

Nous ne faisons pas d'objection à l'exclusion du budget ordinaire des dépenses véritablement exceptionnelles commandées par l'état de guerre et ne devant pas se perpétuer. Mais il est à craindre que, pour réduire la part du budget ordinaire, on ne se laisse entrainer par la tentation d'attribuer ce caractère exceptionnel à des dépenses d'un caractère réellement normal. C'est là un moyen trop commode de diminuer le montant des dépenses à couvrir par l'impôt.

C'est ainsi qu'on peut se demander, notamment, si les versements prévus par la loi de l'emprunt 4 p. 100 pour la constitution d'un fonds de soutien des emprunts de la défense nationale ont été à bon droit distraits du budget ordinaire pour être compris dans les demandes trimestrielles de crédits provisoires de guerre. Des déclarations du Gouvernement, il ressortait que la création de ce fonds spécial devait constituer un premier essai d'amortissement. Or n'est-il pas illogique de demander la dotation de l'amortissement à l'emprunt lui-même ? Cette opération a eu pour effet de dégager, d'un seul coup, le budget ordinaire de 60 millions par mois, soit 720 millions pour l'exercice 1918.

Nous signalerons encore, comme autre anomalie, l'imputation sur les crédits de guerre couverts par l'emprunt de certaines dépenses donnant lieu à des recouvrements de recettes, lesquelles figureront au budget ordinaire et contribueront pour partie à son équilibre. C'est ainsi que les dépenses des services du recrutement de la main-d'œuvre coloniale et étrangère (ministères du travail et des colonies) sont imputées sur les crédits de guerre, alors qu'une recette de 38 millions est prévue au projet de budget à titre de participation des employeurs de la main d'œuvre coloniale et étrangère aux frais généraux du service de recrutement de cette main-d'œuvre. Le service photographique et cinématographique de l'armée, sur lequel nous reviendrons d'ailleurs, est considéré comme un service de guerre. mais les recettes qu'il procure sont inscrites au projet de budget ordinaire.

Quant à la compression exercée sur les prévisions, elle est une excellente mesure, à la condition qu'elle corresponde à de véritables économies ; elle ne serait que fâcheuse, si elle ne devait qu'être le point de départ d'innombrables demandes de crédits supplémentaires. On sait que le régime des crédits provisoires adopté depuis le début de la guerre a été une des causes de l'importance sans précédent des crédits additionnels. Nous aimons à penser que le retour à la bonne règle du budget annuel sera le présage d'une fixation plus méthodique et plus raisonnée des crédits et que nous seront ainsi évitées des demandes de crédits supplémentaires en cours d'exercice.

*Crédits provisoires des services civils.*

Les crédits provisoires demandés par le Gouvernement à la Chambre pour les mois de janvier, de février et de mars de 1918, au titre du budget ordinaire des services civils s'élevaient à 2,092,120,144 fr. Ils atteignaient pour les budgets annexes 258,868,063 fr. Ces crédits, d'après les déclarations du Gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi de douzièmes, « ont en principe été déterminés en prenant le quart des dotations proposées dans le projet de budget ordinaire. Il a toutefois été tenu compte de l'inégale répartition de certaines dépenses entre les différentes périodes de l'année. C'est ainsi, par exemple, que des augmentations ou des diminutions sont la conséquence des dates d'échéance de diverses annuités, de l'époque à laquelle doivent être réglées des commandes, exécutés des travaux, payées des avances, réparties des subventions.

« D'un autre côté, on a éliminé les demandes ayant pour objet l'application de mesures nouvelles sur lesquelles le Parlement ne s'est pas encore prononcé et qui se trouvent dès lors réservées jusqu'au vote de la loi de finances. N'ont donc été admises, en principe, que les augmentations qui sont la conséquence de décisions antérieurement prises ou de lois votées.

« Il a dû cependant être apporté quelques exceptions à cette règle. Certaines dotations correspondent, en effet, à des besoins particulièrement urgents, et l'on ne saurait en différer le vote sans de graves inconvénients. D'autre part, il était indispensable, dans bien des cas, de faire immédiatement état de la répercussion sur l'exercice 1918 de demandes contenues dans le projet de loi de crédits additionnels sur l'exercice 1917 actuellement en instance devant le Parlement (1) ; on ne pouvait, en effet, envisager une interruption dans les services auxquels ces demandes ont pour objet de pourvoir. Mais il est formellement entendu que le Gouvernement ne fera pas emploi des crédits afférents à celles des demandes en question qui, finalement, viendraient à être écartées par le Parlement.

« Enfin, nous nous proposons de tenir compte, dans le décret de répartition des crédits que nous sollicitons, des transferts de services résultant du dernier remaniement ministériel. »

Ainsi les crédits demandés par le Gouvernement correspondent en principe au fonctionnement des services dans les couditions déjà autorisées et il est entendu que l'application des mesures nouvelles sera reculée jusqu'au vote du budget. Les crédits provisoires sollicités au titre du budget ordinaire des services civils reprennent donc, dans son intégralité, le caractère des anciens douzièmes provisoires d'avant-guerre. Demandés et votés en bloc pour être répartis ensuite par le Gouvernement entre les ministères et les chapitres sous sa responsabilité et se confondre ensuite avec les crédits

(1) Voir les nos 435, 437, Sénat, année 1917, et 3941-3958-4025-4038-4040-4053-4054-4061-4073-4080 et annexe, 4094 et in-8° nos 847 et 855. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Projet de loi (n° 3895) déposé, le 6 novembre 1917, à la Chambre, voté par elle le 13 décembre, et qui fait l'objet de notre rapport n° 427, actuellement distribué.

définitifs alloués pour l'exercice entier par la loi de finances, ils ne comportent pas d'examen détaillé de la part du Parlement qui les accorde au Gouvernement jouissant de sa confiance.

La Chambre n'en a pas moins opéré quelques modifications, tant sur la proposition de sa commission du budget qu'en séance, sur l'initiative de ses membres.

La commission du budget avait proposé une réduction nette de 6,673,127 fr. balance entre une augmentation de 125,000 fr. portant sur les crédits des services pénitentiaires et des diminutions de 6,755,627 fr. applicables au ministère des finances et de 42,500 fr. concernant les beaux-arts.

L'augmentation de 125,000 fr. sur les crédits des services pénitentiaires est la conséquence de la décision prise, sur le projet de loi de crédits additionnels n° 3895, d'allouer aux entrepreneurs des services économiques des prisons départementales des acomptes destinés à tenir compte aux intéressés des déficits d'exploitation éprouvés par eux et constatés par l'administration.

Les diminutions de 6,755,627 fr. applicables au ministère des finances proviennent: du refus de comprendre parmi les crédits budgétaires les salaires et indemnités pour travaux supplémentaires du personnel temporaire employé à l'administration centrale soldé actuellement sur les fonds d'emprunt et les frais de trésorerie (851,127 fr.); de la réduction des crédits afférents à la commission des changes (4,500 fr.); du rejet de l'augmentation du nombre des receveurs et commis principaux des contributions indirectes des trois premières classes, afin de rétablir la régularité dans l'avancement retardé par l'absence de mises à la retraite (150,000 fr.); enfin d'une réduction des crédits afférents aux dégrèvements et non-valeurs sur contributions indirectes (5,750,000 fr.)

Les réductions afférentes aux beaux-arts portent sur les dépenses des bâtiments civils et des palais nationaux.

La Chambre a admis les diverses modifications proposées par sa commission du budget, sauf la réduction applicable à l'augmentation du nombre des receveurs et contrôleurs des contributions indirectes des trois premières classes. Elle a en outre voté, à la demande de sa commission du budget, une augmentation de 813,797 fr. pour le service, nouvellement créé, de comptes courants et de chèques postaux: une diminution de 182.962 fr., par suite du transfert aux crédits provisoires de guerre de la dotation du nouveau ministère du blocus et des régions libérées; et, à la suite d'amendements, des augmentations de 300,000 fr. pour la revision du décret du 26 août 1914 (suppression de la déduction actuellement faite des ressources que les ouvriers mineurs retraités avant le 1er janvier 1914 peuvent posséder pour le calcul de l'allocation ou de la majoration que l'Etat ajoute à la pension qui leur est acquise) de 25,000 fr. pour attribuer une indemnité de trousseau et de livres aux élèves des écoles normales et de 60,000 fr., en vue de créer, au ministère de l'instruction publique, conformément à une résolution de la Chambre en date du 23 juillet 1917, une bibliothèque spéciale de toutes les publications d'origine officielle ou privée, périodiques ou non périodiques, françaises ou étrangères, relatives à la guerre.

La Chambre a, dans ces conditions, arrêté les crédits provisoires à ouvrir au titre du budget ordinaire des services civils pour le premier trimestre de 1918 à la somme de 2,086,612,852 francs, en diminution de 5,507,292 fr. sur celle demandée par le Gouvernement. Elle n'a apporté aucune modification aux crédits provisoires sollicités au titre des budgets annexes, qui s'élevaient comme nous l'avons vu à 258,868,063 fr.

Votre commission des finances vous propose d'arrêter aux chiffres votés par la Chambre les crédits afférents tant au budget ordinaire des services civils qu'aux budgets annexes.

*Crédits provisoires de guerre.*

Les crédits provisoires de guerre sollicités par le Gouvernement dans le projet de loi déposé à la Chambre s'élevaient à 9,263,538,287 fr., dont 8,639,029,420 fr. pour les dépenses militaires proprement dites et 624,504,867 fr. pour les dépenses exceptionnelles des services civils. Il était demandé, en outre, des crédits de 895,737,500 fr. au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres.

Par rapport aux dotations accordées pour le quatrième trimestre de 1917, les crédits ainsi demandés pour les ministères de la guerre, de l'armement et des fabrications de guerre, de la marine et des colonies (dépenses militaires) marquent une diminution d'ensemble de 176,431,028 fr.

Cette atténuation est le résultat de la balance, d'une part, entre des augmentations de 173 millions 920,664 fr. au ministère de l'armement et de 17,879,135 fr. au ministère des colonies, et, d'autre part, des diminutions de 248,863,530 fr. au ministère de la guerre et de 119,366,697 fr. au ministère de la marine.

L'augmentation applicable au ministère de l'armement s'explique par le transfert à ce département du crédit précédemment inscrit au budget du ministère de la guerre et affecté au service des bois (50 millions) et le développement de ce service, par un accroissement des fabrications de matériel d'artillerie et des commandes de matériel automobile, enfin par une majoration des avances faites au budget annexe du service des poudres pour l'extension des bâtiments et de l'outillage de fabrication.

L'accroissement constaté dans les crédits demandés par le ministère des colonies résulte d'une accentuation des frais de recrutement de la main-d'œuvre industrielle et agricole dans les colonies, de l'inégale répartition entre les trimestres successifs des dépenses afférentes aux contingents coloniaux, enfin d'une augmentation du montant des allocations attribuées aux familles de tirailleurs indigènes.

La diminution nette de 218 millions portant sur les crédits du ministère de la guerre provient surtout de ce que les crédits du quatrième trimestre de 1917 ont été déterminés non seulement en raison des dépenses appartenant en propre aux derniers mois de l'année, mais encore d'une partie des dépenses engagées au cours des trimestres précédents et qui n'ont pu être soldées antérieurement, tandis que les crédits sollicités pour le premier trimestre de 1918 ne correspondent qu'à la part de dépenses engagées et réellement faites pendant cette période. A noter l'atténuation d'ordre de 50 millions résultant du transfert précité au ministère de l'armement et des fabrications de guerre du service des bois précédemment géré par le ministère la guerre.

Enfin, la diminution de 119,366,697 fr. constatée pour le ministère de la marine s'explique presque entièrement par une différence momentanée dans le montant des demandes de crédit pour achats et commandes de navires à l'étranger. A raison de l'état d'avancement des pourparlers engagés à ce sujet, l'administration de la marine n'a demandé pour le début de l'exercice 1918 qu'un crédit provisionnel de 50 millions, alors que le quatrième trimestre de 1917 avait été suffisamment doté pour faire face au payement du solde de tous les achats et commandes faits au titre du dernier exercice. Les autres rubriques de dépenses ne présentent que des variations relativement peu importantes et qui se compensent dans l'ensemble.

Les crédits demandés pour les dépenses exceptionnelles des services civils, qui atteignent 624,508,867 fr., se répartissent entre tous les ministères, sauf un : celui de la justice.

Nous avons déjà indiqué que parmi ces crédits est compris celui de 180 millions, destiné à alimenter le fonds spécial institué par la loi du 26 octobre 1917, pour faciliter la négociation des titres d'emprunts de la défense nationale. Sur le surplus, soit 444,508,867 fr., 286,029,725 fr., soit 64 p. 100, concernent la reconstitution des régions envahies et les mesures prises en faveur des habitants réfugiés ou évacués des départements victimes de l'invasion (reconstitution : 150,582,475 fr.; réfugiés ou évacués : 135,446,250 fr.); 57,451,000 correspondent à des dépenses militaires (entretien du réseau routier militaire: 20,500,000 fr.; exploitation militaire des voies navigables : 34,500,000 fr.; service de la trésorerie et des postes aux armées: 2,351,000 fr.; section photographique et cinématographique de l'armée: 100,000 fr.); 26,138,227 fr. à des mesures prises à raison de la crise économique et pour assurer le ravitaillement du pays (recrutement de la main-d'œuvre agricole ou industrielle, ensemble 1,138,227 fr.; augmentation de la dotation du compte spécial de la mise en culture des terres abandonnées: 10 millions; travaux dans les ports maritimes pour les besoins du ravitaillement civil et militaire : 15 millions).

Il y a lieu de signaler qu'aucun crédit n'est prévu pour le ministère du ravitaillement. Ne figurent que pour mémoire les chapitres relatifs au « fonds de roulement destiné aux acquisitions de blés et farines, ainsi que des denrées visées par les lois des 20 avril et 30 octobre 1916 » et à l' « allocation pour la réduction du prix du pain ». Le Gouvernement a déclaré qu'il n'a pas, actuellement, d'éléments d'informations plus récents que ceux joints au projet de loi spécial, que, conformément à la demande de votre commission des finances, il a déposé, le 5 octobre 1917, à la Chambre, pour régulariser la situation du compte spécial du ravitaillement et assurer le fonctionnement dudit compte. Bien que l'urgence du vote de ce projet de loi soit incontestable, l'autre Assemblée n'a pas encore statué sur ses dispositions. Nous demandons instamment au Gouvernement d'intervenir auprès d'elle pour obtenir qu'elle se prononce, sans plus de retard, sur cette importante question.

Le reste, enfin, des crédits provisoires de guerre, sollicités au titre des ministères civils, correspond à diverses dépenses occasionnés spécialement par l'état de guerre. Le crédit de beaucoup le plus important à comprendre dans ce groupe s'applique à la partie (58,750,000 fr.) des charges de la dette flottante en corrélation avec les avances ou cessions faites aux gouvernements étrangers. Nous sommes d'accord avec le Gouvernement pour estimer que s'il est normal que le budget incorpore les charges d'emprunts réalisés pour faire faire face aux besoins nationaux, on doit considérer, au contraire, comme dépenses exceptionnelles les charges assumées pour le compte d'autres gouvernements. Ces dernières dépenses n'ont d'ailleurs à aucun titre un caractère permananent. Si les intérêts supportés de ce chef par l'Etat n'ont pour le moment aucune contrepartie en recettes, il n'en est pas moins vrai que les avances et cessions consenties aux gouvernements alliés constituent pour la France un actif et qu'à la fin des hostilités le mode de règlement de ces créances devra être examiné et déterminé.

Parmi les autres crédits de ce groupe, nous signalons les subventions extraordinaires aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger (500,000 fr.); les dépenses exceptionnelles de nos résidents occasionnées par la guerre (1,250,000 fr.); les dépenses secrètes des affaires étrangères motivées par la guerre (6 millions); la rééducation professionnelle des blessés de la guerre (1,125,000 fr.); les secours aux orphelins nécessiteux de la guerre (4,500,000 fr.) l'assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose (1,375,000 francs); l'enseignement des jeunes Serbes en France (instruction publique : 528,750 fr.; Commerce : 56,250 fr.; agriculture : 29,850 fr.).

Les crédits demandés au titre du budget du service des poudres et salpêtres, soit 895,737,500 francs, sont en augmentation de 326,0222,500 francs par rapport à la dotation du service pour le quatrième trimestre de 1917.

La commission du budget a apporté aux crédits provisoires de guerre demandés par le Gouvernement une réduction nette de 21,514,915 francs, balance entre les augmentations ci-après :

| | |
|---|---|
| Ministère de la guerre..... | 13.331.130 |
| Ministère de la marine..... | 2.626.120 |
| Ministère des colonies..... | 595.935 |
| Total..... | 16.553.185 |

et les diminutions suivantes :

| | |
|---|---|
| Ministère des finances..... | 156.00 |
| Ministère de l'intérieur..... | 7.500 |
| Ministère de l'armement..... | 37.904.600 |
| Total..... | 38.068.100 |

L'augmentation apportée aux demandes de crédits du département de la guerre est la balance d'augmentations s'élevant à.. 30.732.000
et de diminutions s'élevant à..... 17.400.870
Reste en augmentation.... 13.331.130

Les augmentations s'appliquent à l'amélioration de la situation des sous-officiers à solde mensuelle (voir notre rapport n° 427 en date du 14 décembre courant).

Les diminutions proviennent d'une revision attentive des évaluations de l'administration. Nous vous prions de vous reporter à cet égard au rapport spécial de l'honorable M. Chéron sur le budget de la guerre, inséré dans la présent rapport.

L'augmentation nette de 2,626,120 fr. applicable au département de la marine est la balance entre des augmentations de 3.053,150 fr., ayant trait à l'amélioration de la situation des

sous-ofciers à solde mensuelle, et diverses réductions s'élevant ensemble à 427,030 fr. et portant notamment sur les traitements de table (40,000 fr.), le personnel du service de l'intendance maritime (35,000 fr.), les matières du service des hôpitaux (50,000 fr.), les dépenses diverses (95,000 fr.), les travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte (165,000 fr.).

Enfin l'augmentation apportée aux crédits du budget des colonies a trait, jusqu'à concurrence de 119,435 fr., à l'amélioration de la situation des officiers subalternes et, jusqu'à concurrence de 476,500 fr., à l'amélioration de celle des sous-officiers à solde mensuelle.

Les réductions portant sur le budget des finances ont été proposées par le Gouvernement lui-même sur le service de la trésorerie et des postes aux armées ; celle qui concerne le budget de l'intérieur s'applique au personnel des commissions instituées par les lois des 26 décembre 1914 (art. 15), 30 mai 1916 (art. 3) et par le décret du 27 septembre 1916.

Les réductions de 37,904,600 fr. portant sur les crédits du budget du ministère de l'armement ont été opérées, d'accord avec le Gouvernement. A l'exception d'une diminution sur les crédits pour imprimés, elles sont la conséquence de modifications dans les programmes de construction décidées par l'administration postérieurement à l'élaboration du projet de douzièmes et que la commission s'est bornée à enregistrer.

Aux crédits du budget annexe des poudres et salpêtres, la commission du budget n'a apporté qu'une modification, consistant en une augmentation de 58,275 fr. ayant trait à l'amélioration de la situation des sous-officiers à solde mensuelle.

Nous vous prions de vous reporter pour le département de l'armement et le service des poudres et salpêtres au rapport spécial de M. Murat, inséré plus loin dans le présent rapport.

Au cours de la deuxième séance du 20 décembre 1917, la commission du budget a demandé trois rectifications aux chiffres portés dans le rapport de l'honorable M. Marin : il s'agit de trois augmentations ; l'une de 165 millions 522,915 francs, demandée par le ministre des finances pour l'amortissement de rentes 5 p. 100 de 1915 et 1916 ; la seconde, de 18,250 fr., pour la rétribution des aides-contrôleurs de la main-d'œuvre étrangère ; enfin la troisième, de 182,962 fr., résultant du transfert des crédits provisoires des services civils aux crédits provisoires de guerre, de la dotation du nouveau ministère du blocus et des régions libérées.

Finalement, le total des crédits de guerre que la commission du budget a demandé à la Chambre de voter s'est élevé, en ce qui concerne le budget général, à la somme de 9 milliards 406,747,499 fr., en augmentation de 144,209,212 fr. par rapport à ceux demandés par le Gouvernement dans son projet de loi, et en ce qui concerne le budget annexe des poudres et salpêtres, à la somme de 895,795,775 fr., en augmentation de 58,275 fr. sur les crédits primitivement demandés.

La Chambre s'est bornée à opérer, sur l'intervention de M. Emmanuel Brousse, une réduction de 1 million de francs sur les crédits du budget général, en vue d'économies à réaliser dans le service de santé.

Elle a arrêté en conséquence à 9 milliards 406,747,499 fr. les crédits de guerre à ouvrir pour le premier trimestre 1918 et à 895,795,775 francs ceux applicables à la même période pour le budget annexe des poudres et salpêtres.

Ce sont les chiffres que votre commission des finances vous propose également d'adopter.

*Récapitulation des crédits provisoires.*

Au total, l'ensemble des crédits provisoires votés par la Chambre et que nous vous proposons d'adopter pour les besoins du premier trimestre de 1918 s'élève, pour le budget général, à 11,493,360,351 fr., soit :

| | |
|---|---|
| Crédits provisoires ordinaires. | 2.086.612.852 |
| Crédits provisoires de guerre. | 9.406.747.499 |
| Total égal..... | 11.493.360.351 |

et pour les budgets annexes, à 1,154,663,838 fr., soit :

| | |
|---|---|
| Crédits provisoires ordinaires. | 258.868.063 |
| Crédits provisoires de guerre. | 895.795.775 |
| Total égal..... | 1.154.663.838 |

Ces crédits provisoires seront répartis par le Gouvernement, sous sa responsabilité, entre les ministères et services et les chapitres ; mais alors que pour les crédits provisoires ordinaires, il est entièrement libre de la répartition, pour les crédits provisoires de guerre il se conformera, d'après la pratique suivie en matière de crédits provisoires depuis le début de la guerre, à la répartition portée au projet de loi déposé à la Chambre et, sauf le cas de simples transferts de service à service, il ne modifiera la répartition effectuée par décret qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Suivant le plan adopté jusqu'ici dans tous les rapports présentés au nom de votre commission des finances sur les crédits provisoires, depuis 1915, nous vous donnons ci-après, pour cette fois encore, le bilan financier de toute la période de guerre.

## SITUATION FINANCIÈRE

### LES DÉPENSES

L'ensemble des crédits accordés ou demandés depuis le début de la guerre ressort du tableau suivant :

*Crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914.*

| LOIS OU PROJETS DE LOI | DÉPENSES militaires et dépenses exceptionnelles de guerre. | DETTE | AUTRES dépenses. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| RÉCAPITULATION | | | | |
| Total pour l'exercice 1914 (période de guerre)..... | 6.400.925.761 | 59.626.763 | 128.881.725 | 6.589.434.249 |
| Total pour l'exercice 1915..... | 18.455.406.750 | 1.899.393.673 | 2.449.686.102 | 22.804.486.525 |
| Total pour l'exercice 1.16..... | 27.240.404.259 | 3.333.015.879 | 2.371.725.031 | 32.945.145.169 |
| Total pour l'exercice 1917..... | 34.221.740.499 | 4.863.384.400 | 2.785.855.003 | 41.870.979.902 |
| | 86.318.477.269 | 10.155.420.715 | 7.736.147.861 | 104.210.045.845 |
| Premier trimestre de 1918. | | | | |
| Présents projets de loi : | | | | |
| Crédits provisoires demandés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918..... | » | 1.180.830.801 | 905.782 051 | 2.086.612.852 |
| Crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils..... | 9.002.474.584 | 401.272.915 | » | 9.406.747.499 |
| | 9.002.474.584 | 1.585.103.716 | 905.782.051 | 11.493.360.351 |
| Total général..... | 95.320.951.853 | 11.740.524.431 | 8.641.929.912 | 115.703.406.196 |

Le montant des crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914 atteint donc 115 milliards 703,406,196 de francs. En faisant état de la partie des crédits ouverts antérieurement à cette date et correspondant aux dépenses des cinq derniers mois de 1914, soit 1,811,669,652 fr., on arrive à un total de 117,515,075,848 fr. pour les besoins de la période de guerre jusqu'au 1er avril 1918.

Pour avoir une idée exacte des charges du Trésor, il faut encore tenir compte, en partie tout au moins, des avances aux gouvernements alliés ou amis. Les autorisations d'avances sollicitées jusqu'au 31 décembre courant s'élèvent à 6,426,856,100 fr. (projet de loi n° 3763 déposé le 18 septembre dernier à la Chambre et non encore voté par elle) ; mais une grande partie des avances faites n'ont pas nécessité de décaissements de fonds du Trésor et ont été opérées par la remise aux gouvernements alliés ou amis de bons du Trésor qu'ils ont escomptés à la Banque de France (3,215 millions de francs de ces bons indiqués dans la situation hebdomadaire de cet établissement à la date du 20 décembre 1917).

Comme d'ailleurs nous l'avons montré dans nos rapports précédents, le montant total des crédits pendant la période (1er août 1914 — 1er avril 1917) dépasse notablement le montant des charges réelles auxquelles le Trésor aura à faire face pendant cette période.

### LES RECETTES

Nous examinerons successivement, comme dans les rapports précédents, les recettes budgétaires et les ressources de la trésorerie.

**Recettes budgétaires.**

| | |
|---|---|
| Du 1er août 1914 au 31 décembre 1916. les recouvrements budgétaires se sont élevés à..... | 9.552.644.000 |
| Du 1er janvier 1917 au 30 novembre dernier à..... (1) | 5.234.404.900 |
| Le total au 30 novembre dernier est donc de..... | 14.787.048.900 |

| | |
|---|---|
| (1) Contributions directes et taxes assimilées (évaluation de la part de l'Etat par l'administration)..... | 503.008.000 |
| Contribution sur les bénéfices de guerre..... | 173.122.800 |
| Autres impôts et revenus..... | 4.558.274.100 |
| | 5.234.404.900 |

La rentrée des impôts continue a être très satisfaisante.

Les recouvrements sur contributions directes atteignaient sur 1917, au 30 novembre, les 7 douzièmes 73 des rôles émis, proportion sensiblement égale à celle obtenue l'année dernière à la même époque, et cependant cette année le rapport des frais de poursuite aux recouvrements n'est que de 0,82 p. 100, alors qu'en 1916 il était de 1,02.

Les rôles émis au 30 novembre (principal et centimes additionnels de toute nature) s'élevaient à 1 milliard 408.866.600 fr., en augmentation de 229,226,300 fr. sur les rôles émis en 1916 à la même date (1,179,640,300 fr.): les recouvrements atteignaient 907,810,100 fr. en augmentation de 93,404,700 fr. par rapport à 1916.

Ces améliorations viennent en grande partie des relèvements d'impôts de la loi du 30 décembre 1916.

L'application de la loi des bénéfices de guerre continue malheureusement à être trop lente, ainsi que le montre la situation, fournie par l'administration, de l'état de ses travaux à la date du 30 novembre :

**I. — Taxations effectuées par les commissions du premier degré.**

Première période (1914-1915).

Nombre de cotisations dont les bases ont été fixées par les commissions, 17,016 fr.

Montant des bénéfices retenus pour servir de bases d'imposition, 1,442,159,874 fr., correspondant à un chiffre d'impôt de 720 millions environ.

Deuxième période (1916).

Nombre de cotisations dont les bases ont été fixées par les commissions, 8,737 fr.

Montant des bénéfices retenus pour servir de bases d'imposition, 711,167,044 fr., correspondant à un chiffre d'impôt de 380 millions environ.

**II. — Rôles mis en recouvrement.**

Première période (1914-1915) :

Nombre d'articles compris dans les rôles, 12.558.

Montant des cotisations, 363,105,970 fr.

Deuxième période (1916):

Nombre d'articles compris dans les rôles, 4,372.

Montant des cotisations, 125.399.178 fr.

Les recouvrements au 30 novembre s'élèvent seulement à 172.122.800 fr.

La comparaison des rôles mis en mouvement avec l'impôt correspondant aux bénéfices retenus pour servir de bases d'imposition révèle, dans les travaux administratifs, un retard considérable, au sujet duquel nous n'avons pas eu d'explications. Il y a certainement dans la préparation et la confection des rôles des hésitations et des flottements, parfaitement compréhensibles pendant la période du début, mais qui auraient dû disparaître. Il est inadmissible, notamment, qu'en ce qui concerne la première période (1914-1915) le montant des cotisations mises en recouvrement ne se soit élevé qu'à 363 millions, alors que l'impôt correspondant aux bénéfices retenus pour servir de bases d'imposition a atteint plus de 700 millions.

Nous signaloes cette situation à M. le ministre des finances afin qu'il y remédie.

En ce qui concerne l'impôt général sur le revenu, les travaux d'assiette pour l'année 1917 sont, d'une manière générale, achevés dans l'ensemble de la France, sous réserve de l'établissement ultérieur des impositions destinées à réparer les omissions ou insuffisances de taxation qui viendraient à être constatées.

Toutefois, pour le département de la Seine, une dernière émission de rôles, qui comprendra environ 15,000 articles, aura lieu avant la fin du mois en cours.

La récapitulation des rôles mis en recouvrement à l'heure actuelle donne les résultats suivants :

Nombre de contribuables. 361.105.

Montant total des revenus des assujettis, 5,930,270,374 fr.

Produit de l'impôt, 180,667,061 fr.

Les évaluations de l'administration sur le rendement de l'impôt lors du vote de la loi du 30 décembre 1916 étaient de 160 millions : elles se trouvent donc dépassées.

Les encaissements opérés par les régies financières et par l'administration des postes ont atteint, depuis le début de l'année courante jusqu'au 30 novembre dernier, 4.324 millions en nombre rond, soit 837 millions de plus qu'en 1916. Cette plus-value se décompose comme suit :

| | |
|---|---|
| Produits de l'enregistrement.... dont 52,012,500 fr. pour les mutations d'immeubles, soit 127 p. 100 du rendement de 1916 à la même date; 77,169,500 fr. pour les successions. | 163.855.500 |
| Produits du timbre..... | 13.012.500 |
| Impôts sur les opérations de bourse..... | 366.000 |
| Taxe sur le revenu des valeurs mobilières..... | 60.149.000 |
| Produits des douanes (sucres et sels non compris)..... dont 159,746,000 fr. pour les droits à l'importation. | 155.510.000 |
| Produits des contributions indirectes (sucre et sels non compris). dont 50,037.000 fr. pour les vins, cidres, poirés et hydromels et 32,031,000 fr. pour les alcools. | 117.884.000 |
| Denrées coloniales et succédanés du café (taxe nouvelle)..... | 71.157.000 |
| Sels..... | 6.687.000 |
| Sucres et saccharine..... | 76.050.000 |
| Monopoles..... dont 90,615,000 fr. pour les tabacs et 69,453,300 fr. pour les postes, télégraphes et téléphones. | 167.581.100 |
| Total égal..... | 837.252.100 |

Ces augmentations viennent en même temps et de la reprise continue de la vie économique et des relèvements de taxes opérés, pour lesquels les prévisions se sont trouvées largement réalisées.

Nous signalons la diminution qui s'est produite pendant les trois derniers mois sur les rendements des droits de douanes par rapport aux mois correspondants de 1916, alors qu'antérieurement les résultats de l'année en cours avaient toujours excédé ceux de 1916. C'est là la preuve de l'effort de restriction que s'est imposé le pays pour réduire nos achats à l'étranger et lutter contre la dépréciation du change.

En se basant sur les résultats des onze mois écoulés de 1917, on peut évaluer l'ensemble des recouvrements des impôts et revenus des mois de décembre 1917 à avril 1918 à..... 1.904.000.000

Le total des impôts et revenus depuis le 1er août 1914 jusqu'au 30 novembre 1917 étant, comme nous l'avons vu plus haut, de. en nombre rond, le montant de cette catégorie de resssources réalisé depuis le début de la guerre jusqu'au 31 mars 1918 14.787.000.000

sera ainsi d'environ..... 16.691.000.000

compte non tenu du rendement des nouveaux impôts dont la création est envisagée.

### Ressources de trésorerie.

Dans notre rapport sur les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917, nous avions indiqué le montant des diverses ressources de ce groupe au 31 août dernier. Nous reproduisons ci-après la situation comparée de la trésorerie au 31 août et au 30 novembre derniers, telle qu'elle nous a été fournie par l'administration des finances :

| | AU 31 AOUT | AU 30 NOVEMBRE | DIFFÉRENCES En plus. | DIFFÉRENCES En moins. |
|---|---|---|---|---|
| **OPÉRATIONS PRINCIPALES INTÉRESSANT LA DETTE FLOTTANTE** | | | | |
| Bons ordinaires (échus ou non échus) | 30.009.000 » | 30.009.000 » | » | » |
| Bons de la défense nationale | 20.761.182.000 » | 23.673.886.000 » | 2.912.704.000 » | » |
| Bons à l'étranger | 252.200.000 » | 252.200.000 » | » | » |
| Avances sur titres américains | 63.714.000 » | » | » | 63.714.000 » |
| Fonds particuliers des trésoreries générales | 214.748.000 » | 211.440 000 » | » | 3.308.000 » |
| Bons émis au Japon | 45.426.000 » | 67.704.000 » | 22.278.000 » | » |
| Totaux | 21.367.279.000 » | 24.235.239.000 » | 2.934.982.000 » | 67.022.000 » |
| | | | En plus : 2.867.960.000 » | |
| **OPÉRATIONS INTÉRESSANT LA DETTE A TERME OU PAR ANNUITÉS** | | | | |
| Obligations sexennaires | » | » | » | » |
| Obligations de la défense nationale à 10 ans | 538.928.000 » | 672.387.000 » | 133.459.000 » | » |
| Obligations de la défense nationale à 5 ans | 241.517.000 » | 298.798.000 » | 57.281.000 » | » |
| Rentes 3 1/2 p. 100 amorties | Mémoire. | Mémoire. | » | » |
| Bons remis à la Trésorerie britannique | 6.375.703.000 » | 7.639.604.000 » | 1.263.901.000 » | » |
| Bons remis à la Banque d'Angleterre | 1.815.840.000 » | 1.815.840.000 » | » | » |
| Emprunts divers aux Etats-Unis. — Emprunt anglo-français aux Etats-Unis | 1.243.200.000 » | 1.243.200.000 » | » | » |
| Avance du consortium | 518.000.000 » | 518.000.000 » | » | » |
| Emprunt de la ville de Paris | 248.640.000 » | 248.640.000 » | » | » |
| Emprunts de Lyon, Bordeaux, Marseille | 179.020.000 » | 179.020.000 » | » | » |
| Crédit industriel | 238.927.000 » | 238.927.000 » | » | » |
| Opération d'avril 1917 | 497.927.000 » | 497.927.000 » | » | » |
| Avances de la Trésorerie américaine | 2.745.400.000 » | 5.024.600.000 » | 2.279.200.000 » | » |
| Emprunt au Japon | 129.000.000 » | 129.000.000 » | » | » |
| Totaux | 14.772.102.000 » | 18.505.943.000 » | 3.733.841.000 » | » |
| | | | En plus : 3.733.841.000 » | |

| OPÉRATIONS INTÉRESSANT LA DETTE CONSOLIDÉE | AU 31 AOUT | AU 30 NOVEMBRE | DIFFÉRENCES En plus. | DIFFÉRENCES En moins. |
|---|---|---|---|---|
| Emprunt 5 p. 100 1915 | 11.940.904.000 » | 11.940.904.000 » | » | » |
| Emprunt 5 p. 100 1916 | 10.074.753.000 » | 10.082.453.000 » | 7.700.000 » | » |
| Totaux | 22.015.657.000 » | 22.023.357.000 » | 7.700.000 » | » |
| **AVANCES DE LA BANQUE DE FRANCE ET DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE** | | | | |
| Banque de France | 11.200.000.000 » | 12.550.000.000 » | 1.350.000.000 » | » |
| Banque de l'Algérie | 115.000.000 » | 85.000.000 » | » | 30.000.000 » |
| Totaux | 11.315.000.000 » | 12.635.000.000 » | 1.350.000.000 » | 30.000.000 » |
| | | | En plus : 1.320.000.000 » | |

RÉCAPITULATION

| | |
|---|---|
| Dette flottante | 2.867.960.000 » |
| Dette à terme ou par annuités | 3.733.841.000 » |
| Dette consolidée | 7.700.000 » |
| Avances de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie | 1.320.000.000 » |
| Total | 7.929.501.000 » |

Nous avons donné, dans nos précédents rapports sur les crédits provisoires des troisième et quatrième trimestres de 1917 les explications nécessaires sur les diverses catégories de ressources portées dans la situation ci-dessus. Nous n'y reviendrons donc pas. Nous nous bornerons à rappeler que les 63,714,000 fr. d'avances sur titres américains ont été remboursés conformément au contrat intervenu, l'avance consentie ayant une durée d'un an à dater du 16 septembre 1916.

Les ressources de la trésorerie depuis le 31 août jusqu'au 30 novembre se sont ainsi augmentées de 7,929,501,000 fr.

Depuis les débuts de la guerre, elles se sont trouvées portées à 76,589,139,000 fr.

Il n'est guère possible d'évaluer, comme nous l'avons fait dans nos précédents rapports, les ressources de trésorerie probables à la fin du prochain trimestre.

En effet, les résultats de l'emprunt dont l'émission vient de se clore sont susceptibles d'apporter des modifications sensibles à diverses catégories de ressources.

Nous pouvons toutefois faire état, d'ici le 1er avril 1918, en dehors de l'argent frais que pourra procurer l'emprunt 4 p. 100, de l'afflux des bons de la défense nationale. L'excédent mensuel des émissions des bons de la défense nationale sur les remboursements s'est toujours maintenu jusque ces derniers temps à un milliard en moyenne, ainsi qu'il résulte du tableau suivant;

| MOIS | ÉMISSION | REMBOURSEMENT Renouvellements. | REMBOURSEMENT Remboursements définitifs. | REMBOURSEMENT Par souscriptions aux obligations. | EXCÉDENT des émissions. |
|---|---|---|---|---|---|
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| Août | 3.650.442.500 | 524.777.200 | 1.983.264.600 | 562.500 | 1.141.838.200 |
| Septembre | 3.716.598.900 | 521.314.000 | 2.322.749.500 | 2.235.400 | 870.300.000 |
| Octobre | 4.257.627.100 | 515.078.400 | 2.748.034.200 | 47.564.500 | 906.950.000 |
| Novembre | 4.071.395.600 | 539.808.000 | 2.386.337.000 | 9.795.300 | 1.135.454.700 |
| Totaux | 15.696.063.500 | 2.140.977.600 | 9.440.385.300 | 60.157.700 | 4.054.542.900 |

On peut donc penser que, pendant les quatre mois de décembre 1917, janvier, février et mars 1918, les bons de la défense nationale procureront 3 milliards, compte tenu du fléchissement des émissions pendant la période de souscription à l'emprunt 4 p. 100.

En outre, la loi du 4 octobre 1917 a porté à 15 milliards le montant maximum des avances de la Banque de France, il resterait donc 2,450 millions de francs à demander à cet établissement et 115 millions à la banque d'Algérie.

On arrive ainsi à un chiffre de ressources de trésorerie au 1er avril prochain de 82 milliards qui, joint à la somme qu'auront fournie les impôts à cette date, soit 16,700 millions, donne un total de 98,700 millions.

A ce dernier chiffre viendront encore s'ajouter le produit des nouveaux impôts dont la création est envisagée, l'argent frais que donnera l'emprunt 4 p. 100 et les sommes que fourniront sans doute la remise de nouveaux bons à la trésorerie britannique et d'autres avances de la trésorerie américaine. En ce qui touche l'émission récente du nouveau type de rente 4 p. 100, on n'a pas encore pu nous en fournir le résultat, même approximatif. M. le ministre des finances espère toutefois être en mesure de le communiquer aux Chambres le 28 décembre courant.

Nous avons, dans notre rapport sur les crédits provisoires du quatrième trimestre de 1917, insisté sur la part modique de l'impôt dans la totalité des ressources qui nous ont permis de faire face aux charges de la guerre. Cette part n'atteint, en effet, que 17 p. 100. Nous en avons déduit, en même temps que de la comparaison du rendement annuel des impôts et des dépenses civiles ayant un caractère de permanence que nous avons à supporter, la nécessité absolue de recourir, à bref délai, à de nouveaux impôts. C'est ce que le Gouvernement a proposé et nous verrons plus loin quels sont les impôts qu'il a soumis à la Chambre et que celle-ci a votés. « Nous ne nous résoudrons, toutefois, disions-nous dans ledit rapport, à faire peser sur le pays un tel fardeau qu'à la condition expresse d'obtenir qu'aucune parcelle de nos ressources ne soit dépensée en pure perte. » Il faut donc, non seulement que les administrations apportent dans la gestion des services publics un esprit rigoureux d'économie, mais encore que le Gouvernement s'applique de tout son pouvoir à exiger que tous les services fonctionnent dans l'ordre et la régularité ; car tout désordre, toute confusion sont susceptibles d'entraîner des abus et des gaspillages.

Nous avons montré antérieurement l'irrégularité dans laquelle a pu fonctionner pendant longtemps le service du ravitaillement ; nous croyons devoir soumettre aujourd'hui au Sénat deux nouveaux exemples du même genre. Il s'agit de la section photographique et cinématographique de l'armée et du service de la chaussure nationale.

*Section photographique et cinématographique de l'armée.*

On sait que la section photographique de l'armée a été crée, en mai 1915, sans l'assentiment préalable du Parlement, qui fut appelé seulement à sanctionner son institution par l'ouverture de crédits additionnels au cours de 1916, au budgets des beaux-arts. Depuis lors, la section, joignant à ses travaux photographiques la branche cinématographique, est devenue la section photographique et cinématographique de l'armée (S. P. C. A.). Ce service présente un caractère tout à fait singulier. Son personnel est composé uniquement de soldats mobilisés, du service auxiliaire pour la plupart. Il est payé, administré et dirigé par le ministère de la guerre. En plus de la solde, ce département couvre également les frais de déplacement.

Quant aux frais de matériel de toute sorte, ils sont, en principe, à la charge des beaux-arts et imputés sur les crédits ouverts au titre du budget de cette administration à un chapitre intitulé : « Section photographique et cinématographique de l'armée ». Ainsi le ministre, dont dépend l'administration des beaux-arts, a la responsabilité de crédits dont il n'a pas la gestion. Ce n'est d'ailleurs qu'en principe que les frais de matériel sont en totalité à la charge des beaux-arts. La plus grande partie des dépenses du S. P. C. A. se trouvent en effet, par une irrégularité manifeste, à la charge des fonds secrets du ministère des affaires étrangères. Ce sont toutes celles qui se rattachent aux opérations faites pour le département des affaires étrangères dans un but de propagande.

Le service prétend, contre toute logique, que, dès lorsqu'il s'agit des œuvres de propagande, toutes ces opérations doivent rester secrètes. Or, ce qui doit rester secret, c'est la destination donnée aux documents demandés par le département des affaires étrangères au S.P.C.A. et

non les dépenses faites pour la production de ces documents. Quoi qu'il en soit, il n'existe aucune trace, dans la comptabilité des beaux-arts, des opérations faites dans ces conditions par le S.P.C.A., lesquelles atteindraient 80,000 francs par mois.

En ce qui concerne les recettes effectuées par le service, recettes qui lui ont, au début, contrairement aux règles budgétaires, servi à couvrir ses premières dépenses, avant que les crédits accordés par le Parlement aient permis de régulariser la situation, elles seraient, avait-on affirmé à votre commission des finances, entièrement versées au Trésor. Or, jusqu'ici il n'a existé aucune comptabilité régulières de ces recettes, qui ont été versées dans les caisses de l'Etat à des intervalles très irréguliers. Le chef du S.P.C.A. aurait au Crédit lyonnais un compte ouvert à son nom personnel pour déposer les sommes qu'il encaisse pour le service et l'argent n'est porté au Trésor qu'à intervalles éloignés, pour des raisons que nous ignorons.

Lorsque, pour la première fois, nous furent demandés les crédits spéciaux destinés à consacrer la création et le fonctionnement du service photographique de l'armée, M. le ministre de l'instruction publique et M. le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts prirent, devant la commission des finances du Sénat, l'engagement de doter ce service d'un statut réglementant nettement la gestion en dépenses et en recettes qui lui était confiée.

Or, malgré des appels réitérés, nous n'avons pu encore obtenir cette réglementation soit par des dispositions de loi de finances, soit par un simple décret. En sorte qu'à l'heure présente, ce service fonctionne en dehors de toute règle et qu'il est à craindre que des abus ne se glissent dans cette administration fantaisiste, qui s'est placée jusqu'ici, grâce à une tolérance qui ne s'explique pas au, au-dessus de tout contrôle.

De récentes investigations nous ont révélé, à cet égard, des faits qui dépassent, en irrégularité, tout ce que l'imagination la plus fertile aurait pu concevoir.

D'après une note qui nous a été communiquée, la section photographique et cinématographique de l'armée aurait pour mission de prendre dans la zone des armées ou la zone de l'intérieur toutes les photographies et films présentant un intérêt :

1° Au point de vue historique ou artistique ;

2° Au point de vue de la propagande chez les neutres ;

3° Au point de vue de l'enseignement national pour la constitution d'archives.

A cet effet, la section photographique et cinématographique de l'armée comprend une équipe d'opérateurs, un service industriel, un service d'archives et un service de propagande.

Les opérateurs travaillent soit au front, soit à l'arrière. Les uns sont attachés à poste fixe à chacune des armées ; les autres sont chargés de missions spéciales en vue de réunir une documentation complète sur l'industrie de guerre, l'activité nationale, la marine, les régions dévastées, les monuments historiques détruits, les faits d'actualité... en un mot sur tout ce qui se rattache, d'une façon directe ou indirecte, à la guerre.

Un détachement a été créé depuis la fin de l'année 1915 auprès de l'armée d'Orient ; un autre a été institué cette année au Maroc. D'autres opérateurs sont ou ont été envoyés en mission au Cameroun, en Abyssinie, en Palestine, en Grèce, en Indo-Chine.

Les opérateurs avaient fourni, dans une période s'étendant jusqu'au 1er août 1917, environ 80,000 clichés et, de mars à fin juin 1917, près de 600 films.

On est en droit de se demander de quelle utilité pour la propagande a pu être la mission très coûteuse, qui fut chargée d'aller opérer en Abyssinie, pour photographier et cinématographier la cérémonie du couronnement de la reine d'Ethiopie ! Cette mission aurait été, nous a-t-on fait savoir, payée sur les fonds secrets du ministère des affaires étrangères. En quoi cette mission aurait-elle un caractère secret ? Les reproductions cinématographiques ne seraient-elles pas publiques ?

D'importants laboratoires ont été établis dans des baraquements provisoires installés dans le jardin du Palais-Royal. De mai 1915 à juillet 1917, ils auraient fourni approximativement 2 millions de photographies et plus de 100,000 mètres de films.

Les archives du service comprennent environ 110,000 documents photographiques et 500 films classés.

Le service a pris directement en main l'édition d'un certain nombre de publications, brochures ou journaux périodiques, albums mensuels, cartes postales, etc., répandus à l'étranger. Il a fourni à des éditeurs les documents photographiques utiles et assuré même des publications illustrées. Il envoie dans les pays alliés et neutres toutes les photographies de propagande prises par ses soins et met à la disposition des conférenciers des documents (positifs sur verre ou pellicules) pour projections.

La propagande cinématographique dirigée par la section s'étend, nous a-t-on fait savoir, « dans tous les pays du monde ». Elle entretient même à Corfou, à titre permanent, un cinéma alimenté par ses productions ; et le service affirme que « ce cinéma est une source de profits et donnera ultérieuremedt, lorsque le cours du change sera plus favorable, des remises pour le Trésor. » *(sic !)*

En France, la propagande à laquelle concourt la section se manifeste par des expositions, des éditions ou publications, la diffusion d'épreuves photographiques et l'édition de films cinématographiques, composés avec les dernières actualités de la guerre.

Toutes ces opérations donnent lieu à des dépenses et à des recettes que l'administration nous a résumées dans le tableau ci-après :

| TRIMESTRES | 1915 | | 1916 | | 1917 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits. | Recettes. | Crédits. | Recettes. | Crédits. | Recettes. |
| 1er trimestre..... | » | » | 30.000 » | 70.831 » | 60.000 » | 65.275 » |
| 2e trimestre..... | 10.000 » | 213 50 | 30.000 » | 77.362 65 | 100.000 » | 114.120 15 |
| 3e trimestre..... | 10.000 » | 10.798 30 | 30.000 » | 60.401 05 | » | » |
| 4e trimestre..... | 10.000 » | 43.148 » | 30.000 » | 69.102 60 | » | » |
| | 30.000 » | 54.159 80 | 120.000 » | 277.697 30 | 160.000 » | 179.395 15 |

RÉCAPITULATION

| | | | |
|---|---|---|---|
| Total des recettes : Exercices 1915 = | 54.159 80 | | |
| — 1916 = | 277.697 30 | | |
| — 1917 = | 179.395 15 | | |
| (au 30 juin) | | | |
| | 511.252 25 | | 511.252 25 |
| Total des crédits : Exercice 1915 = | 30.000 » | | |
| — 1916 = | 120.000 » | | |
| — 1917 = | 160.000 » | | |
| (au 30 juin) | | | |
| | 310.000 » | | 310.000 » |
| Excédent des recettes sur les crédits | | | 201.252 25 |

Nous avons eu la justification que les versements effectués au Trésor concordent avec les recettes accusées plus haut.

Mais le tableau qui précède ne reproduit qu'une faible partie des opérations en recettes et en dépenses de la section, celles qui se rapportent aux dépenses budgétaires des beaux-arts et aux recettes revervées au Trésor. D'autres dépenses sont effectuées ainsi que d'autres recettes qui ne sont pas comprises dans ce tableau.

Des travaux sont, en effet, exécutés pour le ministère des affaires étrangères. Les recettes qui en proviennent, au lieu d'être versées au Trésor, le sont au Crédit lyonnais à un compte personnel ouvert au directeur du service. Ces recettes ne seraient pas inférieures paraît-il à 80,000 fr. par mois.

A ce compte sont également versés des « fonds gérés » appartenant à des œuvres de propagande, alimentées par des fonds des affaires étrangères et par des fonds provenant de la vente, par l'administration des beaux-arts, de photographies tirées dans les laboratoires de la section photographique de l'armée.

Il y a là une double gestion occulte, intolérable. La commission des finances demande instamment qu'il y soit mis fin immédiatement. Il en pourrait résulter de grands abus. Déjà un vol a été commis. La somme détournée s'élève à 4,700 fr. environ ; elle aurait été couverte, nous a-t-on dit, par les fonds secrets du ministère des affaires étrangères. Voilà à quoi sont employés les fonds mis à la disposition du ministère !

Lorsque nous avons demandé communication de la comptabilité relative à cette gestion occulte, on nous a opposé que les travaux qu'elle concerne étaient destinés au service des fonds secrets du ministère des affaires étrangères. Nous déclarons que c'est là une raison inadmissible.

Non seulement il est contestable que les documents livrés au ministère des affaires étrangères (photographies, albums, publications, etc.) rentrent dans le cadre des dépenses secrètes de ce département ; mais, même en admettant que la distribution de ces objets constitue une dépense secrète, l'exécution des travaux par les beaux-arts et leur remboursement n'a rien de secret. C'est pourquoi les opérations de dépenses et de recettes auxquelles les travaux et leur remboursement donnent lieu doivent être décrites dans la comptabilité publique et être soumises aux mêmes règles que la généralité des dépenses et des recettes.

Nous demandons donc qu'il soit mis fin sans retard à toutes ces irrégularités.

Il convient que soit bien déterminée l'administration à qui appartient l'autorité sur la section photographique et cinématographique de l'armée. Celle-ci se trouve en effet placée sous l'autorité double du ministère de la guerre et du ministère de l'instruction publique (section des beaux-arts). D'où une confusion qui fait disparaître toute responsabilité et est susceptible de conduire au désordre.

En second lieu, il est temps que soit enfin établi le statut administratif et financier du service, M. le ministre des finances, à qui nous nous en sommes ouverts, ne nous a pas caché qu'il était en instance, dans cet objet, auprès de son collègue de l'instruction publique depuis le mois d'avril 1916. Donc, depuis un an et demi, ce service fonctionne irrégulièrement avec la tolérance de M. le ministre des finances, à qui appartient cependant le soin d'assurer la régularité financière dans les administrations publiques.

Enfin, et ceci est le bouquet, il résulte d'un rapport qui a passé sous nos yeux qu' « il est dans les intentions des Beaux-Arts de maintenir ce service après la guerre, de le développer en l'adaptant aux conditions du temps de paix et en absorbant certaines entreprises autrefois privées ».

Nous ne saurions trop protester contre une pareille tendance. Nous appelons sur cette prétention l'attention vigilante de M. le président du conseil des ministres, pour qu'il y fasse obstacle de toute son autorité.

*Service de la chaussure nationale.*

Le service de la chaussure nationale a été institué par M. le ministre du commerce à l'aide de ressources empruntées aux dotations du ministère de la guerre, sans que le Parlement en ait été jamais informé. C'est un service qui fonctionne en dehors de toute règle et

de tout contrôle, en marge de l'administration du ministère du commerce et sous sa direction, avec le concours du service de l'intendance et au moyen de cessions de cuirs consenties par le ministère de la guerre.

Par un simple arrêté du 12 août 1917, pris par le ministre de la guerre et le ministre du commerce, le ministre de la guerre fut autorisé « à céder dans la mesure des disponibilités, aux fabricants de chaussures les cuirs utilisés par l'armée » et furent précisées « les conditions d'organisation de la chaussure nationale ».

Un second arrêté du 13 août, pris par le ministre du commerce, a accrédité les sous-intendants militaires présidents des centres de fabrication de chaussures de l'armée dans chaque région pour approuver les contrats à passer pour la fabrication et la vente des chaussures nationales.

Pour assurer le fonctionnement de ce service un décret du 16 août 1917 a soumis à la réquisition, dans les conditions prévues par la loi du 3 août 1917 sur les réquisitions civiles, tous les établissements fabriquant la chaussure, les machines destinées à cette fabrication et les objets, matières et produits qui y sont employés.

Il a été créé deux séries distinctes de chaussures nationales :

La première comprend les chaussures de ville, en boxcalf, qui étaient les chaussures portées en temps de paix par la grande majorité de la population ;

La seconde comprend les chaussures de fatigue destinées aux ouvriers des usines et aux populations rurales.

Ces chaussures doivent être vendues en gros et en détail aux prix suivants :

| DÉSIGNATION DES CHAUSSURES | CHAUSSURES DE VILLE | | CHAUSSURES DE FATIGUE | |
|---|---|---|---|---|
| | en gros. | au détail. | en gros. | au détail. |
| | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| Hommes | 23 50 | 23 » | 23 » | 27 » |
| Femmes ..... Bottines | 19 92 | 23 » | 14 50 | 17 75 |
| Femmes ..... Souliers | 16 50 | 19 50 | » | » |
| Grands cadets | 19 25 | 22 25 | 15 » | 18 25 |
| Fillettes et garçonnets | 15 92 | 18 50 | 11 50 | 14 25 |
| Enfants | 13 14 | 15 75 | » | » |

Un fabricant, pour collaborer à la chaussure nationale, contracte auprès du sous-intendant militaire, président du centre de fabrication de chaussures de sa région, un engagement de fabrication de modèle uniforme. Les chaussures confectionnées par lui sont celles qui correspondent à sa fabrication habituelle et à son matériel, mais conformes aux types arrêtés par le comité et imposés à tous. Il verse au Trésor la valeur des cuirs qui lui sont nécessaires pour le premier contingent, d'après le barème indiqué à l'engagement, et en prend livraison.

La confection des chaussures est surveillée par le sous-intendant militaire, président du centre de fabrication de chaussures : et les chanssures confectionnees sont examinées par une commission spéciale.

Chaque fabricant de chaussures doit livrer, tant en chaussures militaires qu'en chaussures nationales, 75 p. 100 de sa fabrication totale. Il peut y être contraint en vertu des dispositions de la loi du 14 août 1917.

Un détaillant qui désire recevoir des chaussures nationales s'adresse au sous-intendant militaire, président du centre de fabrication de chaussures de sa région, et signe un engagement contenant le règlement imposé à tous. Puis, il entre en relation avec ses fabricants habituels et leur transmet ses commandes successives.

Les commandes agréées par un fabricant seront comprises dans la répartition correspondante des chaussures soumises à la commission de réception, sauf dans le cas où le détaillant n'aurait pas voulu s'engager à observer le règlement imposé ou bien aurait manqué à son engagement.

Le comité conserve à sa disposition une partie de la production de chaque fabricant en chaussures nationales, actuellement un dixième pour la faire livrer aux coopératives, aux associations, aux œuvres charitables et aussi aux détaillants qui étaient antérieurement fournis par des marchands en gros et autres intermédiaires.

Le fonctionnement du service n'a pas été sans rencontrer quelques difficultés,

D'une note qui nous a été communiquée, il résulterait que du 1er septembre au 15 décembre 1917, 521,313 paires (1) de chaussures nationales auraient été livrées aux détaillants. Ce chiffre nous a paru dépasser les quantités réellement mises en vente au détail. Le public, alléché par les prix relativement modérés, a réclamé des chaussures nationales à tous les détaillants, mais vainement. A l'exception de quelques rares privilégiés, ceux-ci répondent qu'ils n'ont encore reçu aucune livraison. Aussi la déception est-elle grande parmi les consommateurs.

Quoi qu'il en soit, ce chiffre de 521,313 paires de chaussures est un résultat faible, si l'on considère que, d'après la même note, les quantités de cuir qui ont été cédées aux fabricants auraient permis de fabriquer 1,194,048 paires de chaussures, d'après le décompte ci-après :

Cuirs livrés :

3,582,144 pieds de box-calf ;
314,572 kilos de cuirs à semelles,

d'une valeur de 13,631,622 fr., permettant de fabriquer 1,194,048 paires de chaussures.

On voit, par les chiffres qui précèdent, que la fabrication ne marche pas de pair avec la cession des cuirs. Il semble, au surplus, que le service ne rencontre pas auprès des fabricants toutes les facilités qu'il avait escomptées. On ne nous a pas caché qu'il se heurtait à « une résistance caractérisée par une inertie plus ou moins cachée », ce qui expliquerait le retard de la mise en marche de l'entreprise.

L'annonce de la fabrication et de la mise en vente de la chaussure nationale par l'Etat fut accueillie par un véritable enthousiasme, en raison de la cherté croissante de la chaussure dans l'industrie privée. Son apparition s'étant fait attendre chez les détaillants, l'enthousiasme n'a pas tardé à faire place à un certain scepticisme railleur.

Nous ne voudrions pas, quant à nous, détruire les illusions des initiateurs de cette entreprise, encore moins les décourager. Ce n'est point d'ailleurs ici le lieu — et cela n'entre point dans notre rôle — d'envisager la question du point de vue économique et social. Seule la question de régularité budgétaire nous préoccupe.

Or, nous estimons que le procédé à l'aide duquel a été institué ce service d'Etat est d'une illégalité absolue. C'est par de simples arrêtés qu'en a été décidé le principe et qu'en ont été arrêtées les conditions de fonctionnement, au moyen de la cession par l'intendance de cuirs à des industriels. Seule une disposition législative aurait pu autoriser une pareille création.

Les crédits alloués au ministère de la guerre pour achat de cuir sont exclusivement destinés à assurer le ravitaillement des armées en chaussures et équipements militaires. En les cédant à des particuliers, le ministère de la guerre se livre à une opération commerciale, pour laquelle il n'a reçu aucune délégation. Dès que nous fûmes informé de cette entreprise, nous ne manquâmes pas d'en signaler l'irrégularité à M. le ministre de la guerre et à M. le ministre du commerce.

Sans doute, dans des circonstances exceptionnelles, il peut devenir nécessaire d'effectuer des cessions de denrées à la population civile, afin d'assurer notamment son alimentation. L'on conçoit que, dans ces circonstances, le Gouvernement prenne, à cet effet, les mesures nécessaires, sauf à les faire ratifier et régulariser ultérieurement par les Chambres. Mais les opérations que nous critiquons ont pour objet d'alimenter en cuirs l'industrie privée de la chaussure, afin de pourvoir aux besoins constants de la population civile pendant une période qui peut être assez longue.

Ce n'est pas là une opération exceptionnelle et provisoire, mais bien d'un caractère quasi permanent, susceptible d'atteindre une importance considérable, puisque, en trois mois, elle a roulé sur une avance de 13 millions et demi faite par l'Etat aux fabricants de chaussures. Pour peu que soient réalisés les espoirs des initiateurs de l'entreprise, son développement peut conduire à un gros mouvement de matières et d'argent.

Or, quel système de comptabilité a-t-on institué pour suivre les opérations et permettre le contrôle ? Nous n'en connaissons point.

Encore une fois, nous nous abstiendrons de juger l'œuvre, du point de vue économique et social. Nous en contestons seulement la légalité et nous demandons que les ministères de la guerre et du commerce rentrent, à cet égard, dans la règle. C'est prudent ; c'est même indispensable et urgent.

Nous signalons cette affaire à M. le ministre des finances, gardien responsable de la régularité financière des administrations publiques. Si le service est utile, s'il mérite d'être maintenu, qu'on l'organise par la loi. Mais qu'on ne le laisse pas plus longtemps se mouvoir dans un pareil chaos.

Notre objurgation est légitime ; elle se fortifie de l'annonce de la création, que l'on dit prochaine, du service du *drap national*. A quand *la chaussette et la chemise nationales* ?

(1) D'après une note communiquée à la commission du budget de la Chambre, la quantité de chaussures livrées le 7 décembre 1917 ne se serait élevée qu'à 260,000 paires. Nous n'essaierons pas d'expliquer ce défaut de concordance.

## Les impôts nouveaux.

Un des avantages qui rendaient particulièrement désirable le retour à un budget normal était de faire apparaître nettement la mesure dans laquelle le recours à l'impôt était nécessaire.

La comparaison du total des dépenses du budget ordinaire des services civils que le Gouvernement avait préparé pour 1918 (7,808,907,439 francs) avec les ressources ordinaires qu'il avait évaluées, pour cet exercice, en dehors de toute mesure fiscale nouvelle, à 6,542,513,930 fr., a fait ressortir à 1,266,393,509 fr. la somme de ressources à obtenir par de nouveaux impôts.

*Projet déposé par M. J. Thierry, ministre des finances, le 22 juin 1917.*

Dès le 22 juin 1917, l'honorable M. J. Thierry, alors ministre des finances, en vue de l'équilibre du budget de 1918 dont il avait envisagé la préparation, avait proposé une série de mesures fiscales devant procurer 1,500 millions par an, savoir :

| | |
|---|---|
| Ressources demandées aux usagers des services publics | 330 millions. |
| Augmentation des impôts sur les transports par chemins de fer, taxe légère sur la navigation intérieure, remaniement des droits de quai perçus dans les ports maritimes, restriction des abus auxquels donne lieu la franchise postale militaire, taxe d'entrée dans les musées nationaux. | |
| Mesures contre la fraude en matière de mutations d'immeubles et de fonds de commerce | 50 — |
| Remaniements d'impôts existants | 200 — |
| Relèvement du taux de la contribution sur les bénéfices de guerre. | |
| Extension à tous les actes sous seings privés de la formalité de l'enregistrement, | |
| Taxation de la procédure devant les conseils de préfecture et le conseil d'Etat, sauf en ce qui concerne le contentieux des contributions directes et des élections, | |
| Relèvement des droits sur les ventes de meubles, | |
| Assujettissement aux droits de mutations des apports en société, | |
| Redressement des taxes atteignant la publicité, | |
| Impôt sur les consommations d'éclairage, | |

Majoration de la licence des débitants d'alcool,

Relèvement de 0 fr. 15 à 0 fr. 20 du droit de statistique perçu par la douane et assujettissement à ce droit des colis postaux.

Impôt sur les dépenses..... 500 —

Taxe annelle de 0 fr. 30 p. 100 à acquitter par l'héritier ou le donataire jusqu'à sa mort sur toutes les parts héréditaires et sur toutes les donations dont la valeur nette, au moment de la translation des biens, dépasse 2,000 fr..... 420 —

1.500 millions

*Projet déposé par M. Klotz, ministre des finances.*

L'honorable ministre des finances actuel, sans proposer à la Chambre d'adopter ce projet dans son ensemble en a retenu d'importantes parties.

Les mesures fiscales qu'il a proposées sont les suivantes :

| | Produit annuel. | Rendement pour 1918. |
|---|---|---|
| Relèvement du taux de la contribution sur les bénéfices de guerre ..... | 30 millions | 30 millions |

Cette mesure avait été envisagée par M. J. Thierry, mais alors que ce dernier proposait de porter le taux de la contribution à 60 0/0 sur les bénéfices de plus de 100.000 jusqu'à 200,000 fr., 70 0/0 sur les bénéfices de plus de 200,000 fr. jusqu'à 500,000 fr. et 80 0/0 pour les bénéfices supérieurs à 500,000 fr., l'honorable M. Klotz a demandé seulement qu'il fût prélevé sur le reliquat des bénéfices restés disponibles, après payement de la contribution sur les bases actuelles, 25 p. 100, si ce reliquat dépasse 1 million sans être supérieur à 5 millions et 50 p. 100 s'il dépasse 5 millions.

| | | |
|---|---|---|
| Modification des droits de succession. | 361 | 180,5 |

Augmentation des tarifs actuels applicables aux fractions de parts nettes à partir de 2,000 fr., savoir : lorsque la succession est dévolue à deux enfants, de 1 à 6 p. 100 ; lorsquelle est dévolue à un seul enfant, de 5 à 10 p. 100 ; lorsque elle est dévolue au conjoint survivant, de 1 à 6 p. 100, de 5 à 10 p. 100 ou de 10 à 15 p. 100, suivant le nombre d'enfants vivants ou représentés issus du mariage ; enfin, lorsqu'elle est dévolue à des ascendants, à des collatéraux ou à des étrangers, de 15 à 20 p. 100.

| | | |
|---|---|---|
| Majoration des droits de donation entre vifs dans des proportions analogues ..... | 8 | 3 |

Limitation au 4e degré de la vocation héréditaire des collatéraux autres que les descendants des frères et sœurs du défunt..... Mémoire. Mémoire.

Mesures contre les fraudes en matière de mutations, empruntées au projet Thierry..... 50 millions. 40 millions.

Ces mesures sont les suivantes :

Obligation de l'inventaire après décès des coffres-fors pris en location et du contenu des plis cachetés remis en dépôt aux banquiers ;

Affirmation sous serment dans les déclarations de succession et mutations à titre onéreux d'immeubles et de fonds de commerce ;

Augmentation du délai de prescription pour les successions non déclarées et les omissions dans les déclarations de mutations par décès ;

Obligation pour les héritiers dispensés provisoirement d'acquitter les droits afférents à une créance dont le détenteur est insolvable de souscrire une déclaration complémentaire, au cas de recouvrement ultérieur total ou partiel de la créance ;

Institution d'une pénalité pour l'indication erronée du degré de parenté dans les mutstions à titre gratuit ;

Fixation des droits de mutation par décès sur les biens qui, par suite d'une renonciation, accroissent aux héritiers ou aux légataires acceptants à une somme ne pouvant être inférieure aux droits qui auraient été acquittés par le renonçant, s'il avait accepté ;

Aggravation des sanctions contre les notaires ayant prêté leur concours à des fraudes fiscales ;

Augmentation du délai accordé à l'administration de l'enregistrement pour les expertises de la valeur vénale des immeubles transmis à titre onéreux ;

Perception complémentaire d'un droit de donation en cas de rachat de rentes ;

Appel au concours des agents des contributions indirectes et des douanes pour la répression des contraventions aux lois sur les affiches.

| | | |
|---|---|---|
| Majoration des droits d'enregistrement sur les apports en société... ..... | 30 — | 13 — |

Mesure empruntée au projet Thierry, mais complétée par des dispositions ayant pour objet d'accorder des facilités dans le payement des droits.

| | | |
|---|---|---|
| Institution d'une taxe spéciale sur les payements..... | 1.300 — | 1.000 — |

La taxe ainsi proposée est toute différente de l'impôt sur les dépenses envisagé par l'honorable M. J. Thierry et qui consistait en : 1° une taxe de 1 p. 1000 sur le total des ventes effectuées par les commerçants en gros ou en détail pour fournitures de marchandises, quelle qu'en soit la nature ; 2° une taxe de 5 p. 100 sur le prix de vente au détail ou à la consommation de toutes marchandises ; 3° enfin une taxe somptuaire de 10 p. 100 sur le prix de vente à la consommation de divers objets de luxe limitativement désignés.

Elle comprend :

1° Une taxe de 10 centimes par 50 francs (sauf exceptions) sur les payements aux particuliers non commerçants, excédant 10 francs, en remplacement du droit de timbre, la délivrance d'une quittance étant obligatoire pour les sommes supérieures à 150 francs ; 2° une taxe de 10 centimes par 50 francs sur les prix de vente au détail ou à la consommation de toutes marchandises non exportées à l'étranger, lorsqu'il dépasse 10 fr., avec suppression correspondante du droit de timbre des payements ; 3° une taxe somptuaire de 10 p. 100 sur le prix de vente à la consommation de tous objets dont le caractère somptuaire sera déterminé par une commission centrale, ou vendus dans des établissements de luxe ou de premier ordre, classés comme tels par des commissions locales, ou sur certains payements effectués à des non-commerçants pour prix d'objets de luxe compris dans les ventes publiques de meubles, ou en règlement de cession d'objets de toute nature non destinés à une exploitation agricole, industrielle ou commerciale, lorsque le prix unitaire est au moins égal à 1,000 fr.....

1,774 millions. 1,266 millions 5

*Proposition des commissions du budget et de la législation fiscale de la Chambre.*

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le Gouvernement a demandé à la commission du budget de la Chambre d'incorporer dans le projet de loi des crédits provisoires applicables aux services

civils les dispositions fiscales qu'il avait présentées dans le projet de budget de 1918, en faisant valoir qu'un retard dans le vote de ces mesures serait de nature à compromettre l'équilibre de ce budget. La commission du budget, déférant à cette demande, a introduit dans le projet des crédits provisoires des services civils les textes proposés, d'accord avec elle, par la commission de la législation fiscale.

Une seule mesure importante a été entièrement disjointe, celle relative à la majoration des droits de mutation applicables aux apports en société. Toutes les autres ont été retenues, mais non sans subir de très importantes modifications.

En ce qui concerne la contribution sur les bénéfices de guerre, les deux commissions ont repris le tarif qu'avait proposé l'honorable M. Thierry, mais en en atténuant la rigueur. D'une part, en effet, cette augmentation des taux ne serait pas applicable pendant les deux premiers exercices aux entreprises créées à partir du 1er janvier 1916, ce qui constitue un encouragement sérieux au profit des industries nouvelles; d'autre part, l'intérêt des capitaux engagés servant de base au calcul forfaitaire du bénéfice normal est porté de 6 à 8 p. 100 pour l'imposition des bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917, ce qui correspond mieux à la situation actuelle du marché de l'argent. Les deux commissions ont en outre adopté un certain nombre de dispositions interprétatives dans le but de déjouer les fraudes qui s'exercent malheureusement sur une grande échelle en la matière.

En ce qui concerne les droits de mutation par décès, les deux commissions ont accepté le principe d'une surcharge dans le cas où le défunt ne laisse que peu d'enfants, mais elles ont décidé que cette surcharge s'appliquerait jusqu'à trois enfants, alors que le Gouvernement l'avait limitée à moins de trois enfants. Au lieu, d'autre part, de la réaliser par un relèvement des tarifs existants, elles ont institué une taxe successorale spéciale, progressive et par tranches, sur le capital net global de la succession, dont le taux s'élève de 0,25 à 3 p. 100 pour trois enfants vivants ou représentés, 0,50 à 6 p. 100 pour deux, 1 à 12 pour un et 7 à 18 pour le cas où il n'y a pas.

Les commissions ont en outre retouché le tarif des droits de mutation actuellement en vigueur, portant les droits applicables aux enfants, au lieu de 1 à 6,50 comme aujourd'hui, de 1 à 12 et introduisant dans toutes les progressions de droits afférentes aux divers degrés de parenté le même écart de 11 points, en relevant en outre certains des taux de départ des nouvelles progressions.

Elles ont enfin prévu la diminution des droits à payer par les héritiers ayant quatre enfants ou plus. Cette réduction serait de 10 p. 100 par enfant au delà du troisième, sans que la réduction totale puisse excéder 50 p. 100.

En ce qui concerne les droits de donation, elles ont apporté quelque modifications au texte du Gouvernement : suppression du tarif réduit maintenu pour les donations de moins de 2,000 fr.; institution de taux différents, pour les donations en ligne directe autres que les donations-partages, selon que le donateur aura plus de deux enfants vivants ou représentés, deux, enfin un ou point, et de quatre taux distincts — au lieu de trois que proposait le Gouvernement — pour les donations entre époux hors contrat de mariage, selon qu'il y aura plus de deux enfants issus du mariage, deux, un, ou point.

Elles ont accepté la suppression de la vocation héréditaire au delà du quatrième degré des collatéraux autres que les descendants de frères et sœurs du défunt. Elles ont également adopté, parfois avec des modifications de détail, toutes les dispositions proposées concernant la répression de la fraude fiscale, sauf celle qui étendait aux agents des douanes, des contributions indirectes et des octrois le droit de constater les contraventions en matière de timbres d'affiche. Elles ont, par contre, introduit une nouvelle disposition frappant des droits de mutation les titres ou valeurs remis par le *de cujus* à ses héritiers moins de six mois avant son décès, à moins qu'il ne soit prouvé par ces derniers que la remise a eu lieu à titre onéreux, mesure susceptible de produire un rendement de 6 millions par an et de 3 millions pour 1918.

En ce qui concerne les taxes sur les payements, elles ont apporté de sensibles modifications au projet du Gouvernement. Par une innovation spéciale, elles ont surélevé très sensiblement les droits de timbre auxquels sont assujettis les lettres de change, billets à ordre et effets de commerce en général, en vue d'opérer une péréquation avec le droit de timbre nouveau auquel devront être assujettis les payements de toute nature. Ce dernier droit a été fixé à 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr., au lieu de 10 centimes par 50 fr. ou fraction de 50 fr. Elles ont décidé en outre que le nouveau droit sur les payements ne jouerait obligatoirement qu'à partir de 150 fr., les payements à partir de cette somme devant faire obligatoirement l'objet d'un titre; pour les payements de 10 fr. à 150 fr., la taxe ne jouerait qu'au cas où un titre serait établi; pour les payements au-dessous de 10 fr. qu'il y ait ou non titre, la taxe ne serait pas applicable.

Enfin, si elles ont adopté la taxe de 10 p. 100 sur les objets de luxe, elles n'ont admis l'application de la taxe sur les établissements classés comme de luxe ou de premier ordre qu'aux seuls établissements offrant le logement ou des denrées liquides et solides à consommer sur place. Le classement des établissements se ferait par une commission départementale composée en majorité de commerçants, avec appel devant une commission supérieure.

Les modifications apportées aux propositions du Gouvernement par les commissions de la Chambre ont eu pour conséquence de réduire le produit à attendre, pour 1918, de la création de nouveaux impôts de 253 millions, savoir :

| | |
|---|---|
| Contribution sur les bénéfices de guerre | + 10.000.000 |
| Réforme des droits de successions | — 13.500.000 |
| Droits de mutation sur les apports en société | — 13.000.000 |
| Taxes sur les payements | — 133.000.000 |
| | — 149.500.000 |

La perte pour une année de régime normal serait de 267 millions.

*Décisions de la Chambre.*

La Chambre n'a consacré que quatre séances, les 20, 21 et 22 décembre courant, à la discussion des mesures fiscales qui lui étaient soumises. Elle a apporté à ces mesures d'assez importantes modifications dont nous nous bornerons à citer les suivantes ;

1° Elle a modifié le tarif de la nouvelle taxe successorale proposée pour le cas où il n'y a pas d'enfants, d'où d'après les déclarations de l'administration des finances, une réduction de recettes de 32 millions pour une année de régime normal, et de 16 millions de francs pour 1918;

2° Elle a réduit le tarif des droits de donation qui lui était soumis en ce qui concerne les donations faites par contrat de mariage, en vue de favoriser les mariages;

3° elle a prévu que la suppression de la vocation héréditaire des parents collatéraux au delà du quatrième degré ne jouerait que six mois après la cessation des hostilités;

4° Elle a enfin supprimé l'obligation de la délivrance d'un titre pour les payements supérieurs à 150 fr. ce qui risque de réduire considérablement le rendement de la taxe sur ces payements.

L'administration a évalué la perte de recettes du chef de cette mesure à 90 millions par année de régime normal et à 67 millions pour 1918.

En résumé, les modifications apportées par la Chambre aux propositions qui lui étaient soumises par ses commissions entraînent une réduction de recettes de 122 millions par an en régime normal (taxe successorales : 32 millions; taxes sur les payements : 90 millions) et, pour 1918, de 84 millions (taxe successorale : 16,000,000 fr.; droits de donation : 1 million; taxes sur les payements : 67 millions).

Nous donnons ci-après le tableau comparatif des conséquences financières des propositions du Gouvernement, des commissions de la législation fiscale et du budget de la Chambre et des décisions de la Chambre.

| DÉSIGNATION DES MESURES | PRODUIT ANNUEL | | | PRODUIT POUR 1918 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Propositions du Gouvernement. | Propositions des commissions de la Chambre. | Vote de la Chambre. | Propositions du Gouvernement. | Propositions des commissions de la Chambre. | Vote de la Chambre. |
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| Revision de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels de guerre | 30.000.000 | 40.000.000 | 40.000.000 | 30.000.000 | 40.000.000 | 40.000.000 |
| Revision des droits de succession | 361.000.000 | 328.000.000 | 296.000.000 | 180.500.000 | 164.000.000 | 148.000.000 |
| Revision des droits de donation | 3.000.000 | 3.000.000 | 3.000.000 | 3.000.000 | 3.000.000 | 2.000.000 |
| Mesures contre les fraudes fiscales | 50.000.000 | 56.000.000 | 56.000.000 | 40.000.000 | 43.000.000 | 43.000.000 |
| Revision des droits sur les apports en société | 30.000.000 | » | » | 13.000.000 | » | » |
| Taxes spéciales sur les payements | 1.300.000.000 | 1.080.000.000 | 990.000.000 | 1.000.000.000 | 867.000.000 | 800.000.000 |
| Totaux | 1.774.000.000 | 1.507.000.000 | 1.385.000.000 | 1.266.500.000 | 1.117.000.000 | 1.033.000.000 |

*Propositions de la commission des finances.*

La situation financière dans laquelle nous nous trouvons placés, du fait de la continuation de la guerre, créait au Sénat, comme au Gouvernement et à la Chambre, le devoir de rechercher, dans des mesures fiscales nouvelles, le moyen d'équilibrer, au moins dans la plus large mesure possible, les charges nouvelles résultant du service des emprunts, qu'il s'agisse au surplus de la dette flottante, des emprunts à terme ou de la dette perpétuelle.

Le Sénat était prêt à accomplir ce devoir dans toute son étendue. Aussi bien, si l'on avait écouté les conseils qu'il n'a cessé de donner, depuis 1915, à défaut de l'initiative financière qui lui est interdite par la Constitution, il y a déjà longtemps qu'auraient été prises les mesures qu'on est venu solliciter de lui aujourd'hui, à la dernière heure, dans des conditions de hâte, hélas! vraiment pénibles pour sa dignité.

Le projet de loi a été déposé sur son bureau le 24 décembre. En sorte que la commission des finances a eu tout juste trois jours pour étudier une loi comportant, en plus de l'ouverture de crédits atteignant 10 milliards et demi, un ensemble de dispositions fiscales très variées et très complexes destinées à procurer

un supplément de recettes de plus d'un milliard en 1918 et de 1,385 millions en régime normal.

Dans cette occurrence, comment votre commission aurait-elle pu délibérer sainement?

Les questions qui lui étaient soumises présentaient les plus graves difficultés d'ordre technique. Des innovations hardies s'offraient à elle, dont les modalités avaient fait, soit devant les commissions de législation fiscale et du budget, soit devant la Chambre des députés elle-même, en séance publique, l'objet de longues discussions. Et on lui demandait de se prononcer, en quelques heures, sur des solutions souvent imprécises, bien que, parfois, laborieusement cherchées par l'autre Assemblée.

Néanmoins, la commission s'est résolument mise au travail, avec la volonté d'aboutir et le ferme désir de prêter au Gouvernement le concours qui lui est dû, en vue de procurer au Trésor les ressources nécessaires à l'équilibre du budget et au service de la dette nationale. Mais à mesure qu'elle poursuivait son étude, les difficultés surgissaient en foule,

La technicité des textes, leur complexité, leurs incidences inattendues, parfois leur imprécision et leur insuffisance, nous arrêtaient à chaque pas. Et pendant que l'heure s'avançait, nous poursuivions vainement la solution que nous avions l'obligation de vous apporter avant le 31 décembre.

C'est ainsi que, pressés par le temps et dominés par l'échéance fatale et irrémissible précitée, nous nous sommes vus contraints à nous arrêter à une œuvre qu'on trouvera sans doute incomplète, mais que les impossibilités auxquelles nous nous sommes heurtés ne nous ont pas permis d'achever, comme nous l'aurions voulu.

Nous avons adopté le relèvement de la contribution sur les bénéfices de guerre, avec une modalité dans les taux plus ratiodnelle et tout aussi productive que celle qui a été votée par la Chambre.

Nous avons accepté le relèvement de la taxe sur les effets de commerce au taux qui a été fixé par la Chambre.

Nous avons enfin ratifié le nouvel impôt sur les payements établi par l'autre Assemblée, en repoussant toutefois les mesures vexatoires et inquisitoriales qui auraient eu pour effet d'assujettir tout le commerce de détail à un véritable exercice.

La taxe nouvelle sur la globalité des héritages, dite taxe successorale, la suppression de la vocation héréditaire des collatéraux à partir du quatrième degré, le relèvement des tarifs tant des droits de succession que de donation, les nombreuses mesures qui se rattachaient à ces taxes en vue de la répression de la fraude, tout cela constituait un ensemble législatif que, malgré nos efforts, il nous a été impossible de solutionner dans le temps limité qui nous était imparti. Nous nous sommes donc vus obligés, à notre corps défendant, d'en interrompre l'étude.

Nous vous proposons d'en prononcer la disjonction et d'en renvoyer l'examen à une commission spéciale, à qui vous donnerez mission de vous présenter son rapport à date prochaine.

Favorables en principe à la taxe somptuaire adoptée par la Chambre des députés, sous la forme d'un impôt de 10 p. 100 sur les objets de luxe, nous n'avons pu adopter le texte voté par la Chambre par cette seule raison qu'il était inopérant. La Chambre, en effet, en subordonnant l'application de la taxe à l'établissement, par une loi ultérieure, du classement des objets de luxe, après avis d'une commission constituée par décret, a laissé tout en question. En sorte que la disposition qu'elle a élaborée étant inefficace par elle-même, n'est qu'une vaine manifestation de principe. En l'adoptant, à notre tour, nous aurions sans doute donné à l'opinion l'illusion d'une réforme, mais nous n'aurions procuré au Trésor aucune des ressources que l'on en attend.

C'est dans le but de transformer bientôt en une réalité tangible un texte illusoire et d'atteindre le résultat légitime poursuivi par le Gouvernement et la Chambre des députés, que nous vous proposons de disjoindre l'article relatif aux objets de luxe et, par contre-coup, celui qui concerne les établissements de luxe. La commission des finances resterait saisie de ces deux dispositions. Elle vous donne l'assurance que, sans désemparer, en collaboration avec le Gouvernement et ses conseils, elle se mettra à l'œuvre avec la volonté de vous apporter une solution dans un temps qui sera certainement plus court que celui que nécessiterait le vote de la seconde loi prévue dans l'article voté par la Chambre des députés.

Telles sont les propositions de votre commission des finances. Il n'a pas tenu qu'à elle qu'elles ne répondissent davantage au vœu du Gouvernement et au vote de la Chambre. Le supplément de recettes qu'elles procureront n'atteindra, il est vrai, que 330 millions par an en régime normal et 240 millions pour 1918. Mais qu'on lui eût donné un peu plus de temps pour méditer et étudier les problèmes ardus qui lui étaient posés, et elle vous eût apporté une œuvre complète et procuré au Gouvernement le moyen efficace de fournir au Trésor les ressources abondantes qui lui sont si nécessaires.

Notre œuvre est modeste; mais elle est de bonne foi.

### Ministère de la guerre.

(M. Henry Chéron, rapporteur.)

Au moment où le Sénat est appelé à statuer sur les crédits provisoires sollicités par le Gouvernement au titre du département de la guerre et applicables au premier trimestre de 1918, il n'est pas superflu de jeter un regard sur l'évolution du budget de la guerre depuis l'ouverture des hostilités. Nous le ferons d'ailleurs très rapidement, l'heure à laquelle la haute Assemblée est saisie des propositions budgétaires laissant aux rapporteurs spéciaux la seule possibilité de très brèves observations.

Lorsque survint la déclaration de guerre, le budget normal de l'exercice 1914 était en pleine exécution. Déjà, sept mois de l'exercice étaient écoulés. Une partie importante des crédits ouverts pour le fonctionnement des services publics et pour la satisfaction des besoins généraux du pays se trouvait donc engagée ou consommée.

Dans le total de 5,193,613,000 fr. auquel la loi de finances du 15 juillet 1914 avait fixé le montant des crédits pour l'ensemble des départements ministériels, la dotation attribuée au département de la guerre s'élevait à 1 milliard 203,659,712 fr. Mais à ce chiffre, qui atteignait ainsi, à peu de choses près, le quart du budget général, était venue s'ajouter une somme totale de 350,243,570 fr., correspondant à la partie des dépenses à faire en 1914 pour la réalisation des programmes de renforcement de l'armement et d'application de la loi des cadres, qui avaient été approuvés par une loi spéciale portant également la date du 15 juillet 1914 et dont l'exécution devait s'échelonner sur plusieurs exercices.

Le département de la guerre disposait donc d'un ensemble de crédits législatifs se montant à 1 milliard 553,903,202 fr., au moment où se sont ouvertes les hostilités.

Mais à cette date, les deux tiers environ de ces crédits se trouvaient engagés; l'autre tiers seulement était encore disponible.

Dès la déclaration de guerre et avant de s'ajourner, le Parlement, par une loi du 5 août 1914, autorisa le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires, pendant l'absence des Chambres, par décrets rendus en conseil d'Etat, après délibération et approbation en conseil des ministres. Un premier décret intervint dès le 13 août 1914 pour parer aux besoins immédiats et urgents. Les crédits qu'il ouvrait atteignaient 2,686 millions, soit les deux cinquièmes du total qui fut alloué pour les cinq mois de guerre de 1914. Il s'appliquait surtout aux dépenses résultant de l'exécution des mesures automatiquement déclanchées par la mobilisation, réquisition des animaux, voitures, denrées, harnachements et objets divers nécessaires pour mettre l'armée sur le pied de guerre, frais de déplacement des commissions de réquisition, soldes et indemnités d'entrée en campagne des troupes, transports de mobilisation et de concentration, payement des allocations aux familles des mobilisés.

En même temps que le décret du 13 août 1914 ouvrait ces premiers crédits de guerre, il consacrait une mesure grave, dont le caractère anticonstitutionnel n'était pas douteux. La nomenclature consacrée par la loi de finances et que le Parlement avait seul le droit de modifier subissait une transformation profonde, contre laquelle la commission des finances s'est élevée avec force, en signalant la confusion qui était introduite dans la comptabilité et les difficultés pour ne pas dire l'impossibilité de contrôle qui en résulterait.

Le décret du 13 août 1914 eut pour résultat de contracter les chapitres du budget du temps de paix et d'instituer, pour les dépenses faites sur le continent, une nouvelle nomenclature englobant et confondant dans un petit nombre de chapitres des dépenses hétérogènes, n'ayant aucun lien entre elles. Pour les dépenses faites en Algérie et en Tunisie, les chapitres de l'ancienne nomenclature furent maintenus.

Cette mesure eut pour conséquence de suspendre *ipso facto*, à partir du 2 août 1914, l'exécution du budget normal voté pour l'exercice et d'interdire l'imputation, sur les crédits disponibles à ce budget, de toutes dépenses nouvelles engagées à partir de cette date pour les besoins de la guerre. Par suite de cette coupure, le département de la guerre se trouva doté, pour les dépenses faites à l'intérieur et en Algérie et Tunisie pendant l'exercice 1914, de deux budgets correspondants, l'un à la période écoulée du 1er janvier au 2 août (budget du temps de paix), l'autre à la période partant du 2 août (budget du temps de guerre). Seules, les dépenses résultant de l'occupation militaire du Maroc restèrent en dehors de cette division, en raison de ce qu'elles n'avaient pas été incorporées dans le budget normal et se trouvaient rattachées à un compte spécial du Trésor. Elles continuèrent à être imputées à ce compte, même pendant la période guerre. Ces dispositions furent notifiées à toutes les autorités militaires par une circulaire du 17 août 1914. Leur complexité et la contradiction qu'elles établissaient avec l'ancienne nomenclature ne furent pas sans avoir de graves inconvénients.

C'est ainsi que la nouvelle nomenclature y'ayant pas été interprétée de la même manière par l'administration de la guerre et par le caissier-payeur central, un grand nombre d'ordonnances et de mandats émis par la guerre avec une certaine imputation furent payés par la caisse centrale avec rattachement aux chapitres de la nomenclature d'avant-guerre. Par suite, il y a discordance entre les écritures des ordonnateurs et celles du comptable. A l'heure actuelle, les rectifications et réimputations nécessaires se heurtant à de grandes difficultés, ne sont pas encore terminées. Le compte général de l'administration des finances pour 1914, base fondamentale des déclarations de conformité de la cour des comptes et du contrôle parlementaire, n'a pu être rendu. Ce n'est pas l'un des moindres inconvénients de l'illégalité que d'engendrer le désordre. Ainsi que l'a demandé avec tant de raison votre commission des finances, il importe que cette situation soit dans le plus bref délai régularisée.

Quoi qu'il en soit, c'est dans le nouveau cadre budgétaire tracé par le décret du 13 août 1914, que de nouveaux décrets rendus en conseil d'Etat ouvrirent les crédits nécessaires pour chacun des mois suivants de l'exercice 1914, jusqu'au moment où, à la fin de décembre, le Parlement reprit ses travaux. A ce moment, le total des crédits ainsi ouverts par décrets depuis le 2 août 1914 atteignait le chiffre de 6 milliards 092,601,440 de francs.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la loi du 29 mars 1915 régularisa les ouvertures de crédits ainsi faites par décrets en 1914 et consacra le nouveau régime budgétaire adopté. L'annulation, qu'elle prévoyait, des disponibilités existant sur les crédits du budget normal de 1914, fut réalisée par une loi du 7 août 1915. Elle porta sur une somme totale de 497 millions 500,000 fr. La dotation du budget de la guerre pour la période de paix (1er janvier au 2 août 1914) se trouva ainsi ramenée de 1 milliard 553,903,282 fr. à 1,053,403,282 fr. Quand au budget de la période de guerre (à partir du 2 août 1914, des crédits complémentaires s'élevant à 597,491,919 fr. ayant été ouverts par des lois postérieures à celle du 29 mars 1915, sa dotation s'est trouvée portée de 6 milliards 92,601,440 fr. (montant des crédits ouverts par décrets) à 6,690,093,359 fr.

Pour les exercices postérieurs à 1914 c'est exclusivement par voie législative que tous les crédits ont été ouverts. Votés au budget de 1915 pour un semestre, ils ne l'ont plus été ensuite que par période trimestrielle, les crédits provisoires alloués pour chaque trimestre étant complétés, le cas échéant par des crédits additionnels ultérieurs et le total des uns et des autres étant converti à la fin de chaque année en crédits définitifs. Ces ouvertures de crédits ont eu lieu dans le cadre de la nomenclature budgétaire adoptée en 1914. Toutefois, sous la double impulsion du contrôle administratif et du con-

trôle parlementrire, on a vite compris la nécessité de revenir peu à peu à une observation plus étroite du principe de la spécialisation des dépenses par chapitres. Dès 1915, plusieurs chapitres furent subdivisés.

C'est ainsi que les crédits pour fourniture des imprimés furent séparés de ceux concernant le matériel de l'administration centrale. De même, les frais de justice militaire et les frais d'entretien des détenus dans les établissements pénitentiaires, les dépenses d'achats d'animaux et celles de réquisition, les diverses dépenses du service des subsistances suivant qu'elles concernent l'alimentation de la troupe, la nourriture des animaux, le chauffage et l'éclairage, le matériel des subsistances, furent isolés. En 1917, les dépenses concernant les allocations aux familles des mobilisés furent séparées de celles relatives aux gratifications de réforme, les frais de transports de ceux concernant les indemnités de déplacement.

En outre, des chapitres nouveaux, correspondant à des besoins nouveaux, sont venus s'ajouter à ceux de la nomenclature primitive : entretien des prisonniers de guerre ennemis en France, administration des territoires occupés en Alsace, frais de fonctionnement du service général des pensions institué par une loi du 28 février 1916, assistance aux prisonniers de guerre français en pays ennemis, œuvres privées d'assistance militaire en France, entretien des prisonniers français internés en Suisse, frais de décorations de guerre et de diplômes commémoratifs, frais de recrutement de travailleurs coloniaux et étrangers.

D'autre part, dès le début de 1915, tous les chapitres relatifs aux dépenses d'occupation du Maroc, qui faisait l'objet, en 1914, d'un compte spécial en dehors du budget général, ont été introduits dans la nomenclature budgétaire établie en 1914. L'article 18 de la loi du 25 décembre 1914 a décidé la réincorporation de ces dépenses dans le budget de la guerre, en raison de l'impossibilité de réaliser pendant les hostilités la constitution régulière des ressources prévues pour assurer le fonctionnement normal du compte spécial.

Par contre, à la suite de la constitution, en décembre 1916, du ministère de l'armement et des fabrications de guerre, les chapitres relatifs aux dépenses du service de l'artillerie furent distraits du budget de la guerre dès le début de l'exercice 1917 pour former le budget du nouveau département ministériel. Néanmoins le nombre des chapitres du budget de la guerre resta sensiblement le même, parce que la presque totalité des services de l'artillerie étaient groupés dans un même chapitre. En revanche, comme la dotation de ce service, à la fin de 1916, était arrivée à former les deux cinquièmes de l'ensemble du budget de la guerre, celui-ci subit une diminution importante de crédits.

Les crédits ouverts dans les conditions qui viennent d'être résumées ci-dessus au titre du budget de la guerre se sont élevés, en 1915, à 16,855,688,725 fr. ; en 1916, à 25,299,443,276 fr. ; en 1917, à 17,885,812,306 fr. En y ajoutant la dotation de 6,690,093,359 fr. accordée en 1914 pour la période de guerre, on obtient un total de crédits de 66,731,037,696 fr. pour la période s'étendant du 2 août 1914 au 31 décembre 1917, non compris les crédits secondaires alloués par décrets à titre de fonds de concours et d'exercices clos et périmés.

Les prévisions du Gouvernement pour le premier trimestre de 1918 comportent des demandes d'autorisation d'engagement de dépenses portant sur une somme totale de 5,464,751,430 francs.

Mais, comme tous ces engagements de dépenses ne donneront pas lieu à payements au cours du trimestre, les crédits provisoires dont l'ouverture est demandée sont limités à la partie de ces dépenses susceptibles d'être payées pendant le trimestre. Ils se montent à 4 milliards 831,307,310 fr.

Les demandes ainsi formulées par le Gouvernement se répartissent comme suit par grandes catégories de dépenses :

*a*) **Armées et intérieur.**

| Dépenses de personnel : | Engagements de dépenses. | Crédits provisoires. |
|---|---|---|
| Entretien de l'armée..... | 2.083.163.360 | 2.076.363.360 |
| Entretien des personnels civils des divers établissements militaires..... | 36.035.350 | 36.035.360 |
| Frais généraux de recrutement et d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère..... | 24.125.200 | 16.600.000 |
| Assistance aux militaires et à leurs familles.... | 945.120.650 | 945.120.650 |
| Prisonniers de guerre..... | 21.973.400 | 21.973.400 |
| Total..... | 3.110.387.960 | 3.095.402.710 |
| Dépenses de matériel : | | |
| Génie..... | 318.400.000 | 292.900.000 |
| Aéronautique.... | 652.144.620 | 286.350.000 |
| Service militaire des chemins de fer. | 276.834.800 | 76.545.000 |
| Combustibles et ingrédients pour les automobiles et l'aéronautique..... | 136.000.000 | 136.000.000 |
| Matériel et bâtiments du service des subsistances... | 17.402.450 | 15.402.450 |
| Harnachement de la cavalerie..... | 2.618.920 | 2.618.920 |
| Service géographique (matériel).. | 10.000.000 | 10.000.000 |
| Total..... | 1.413.400.790 | 819.816.370 |
| Remonte et entretien des animaux..... | 317.701.120 | 317.701.120 |
| Transports et frais de déplacements..... | 280.755.430 | 280.755.430 |
| Service de santé. | 146.581.000 | 121.681.000 |
| Services divers. | 18.406.690 | 18.383.070 |
| Total pour les armées et l'intérieur..... | 5.287.232.990 | 4.653.799.700 |

*b*) **Afrique du Nord et Chine.**

| | | |
|---|---|---|
| Algérie, Tunisie, Chine..... | 85.659.410 | 85.648.850 |
| Maroc..... | 91.859.030 | 91.859.030 |
| Total général. | 5.464.751.430 | 4.831.307.310 |

Par rapport au total général, les principales de ces catégories de dépenses représentant les proportions suivantes :

| | Engagements de dépenses. | Crédits provisoires. |
|---|---|---|
| | — | — |
| Entretien de l'armée. | 38 p. 100 | 42,5 p. 100 |
| Armement (génie, aéronautique)..... | 18 p. 100 | 12 p. 100 |
| Service militaire des chemins de fer..... | 5 p. 100 | 1,5 p. 100 |
| Remonte et entretien des animaux..... | 5,8 p. 100 | 6,5 p. 100 |
| Transports et frais de déplacements..... | 5 p. 100 | 5.8 p. 100 |
| Service de santé..... | 2,6 p. 100 | 2,5 p. 100 |
| Assistance aux militaires et à leurs familles. | 17 p. 100 | 19,5 p. 100 |

Nous nous bornons à énumérer ci-après les principales mesures nouvelles proposées dans les prévisions budgétaires du premier trimestre de 1918. Ce sont les suivantes :

**Mesures intéressant les personnels.**

1°) Déjà proposées au titre de 1917 dans un projet de loi de crédits additionnels déposé le 6 novembre 1917.

Extension aux officiers subalternes (jusqu'aux capitaines du 1er échelon de solde) des suppléments temporaires de solde et indemnités pour charges de famille (100 fr. pour chacun des deux premiers enfants de moins de seize ans) institués en faveur des fonctionnaires civils par la loi du 4 août 1917 (tous les chapitres de solde).

Indemnité complémentaire de cherté de vie dans certaines places à déterminer pour les officiers subalternes qui n'y résidaient pas lors de la mobilisation (chap. 7).

Relèvement des indemnités de frais de déplacements des hommes de troupe et des officiers subalternes (chap. 2, 55, 77, 80, 101 et 120).

Admission d'un plus plus grand nombre de gardes républicains mariés à l'indemnités de logement et relèvement du taux de celle-ci (chap. 8).

Subventions aux centres d'hébergement des permissionnaires chap. 38 *bis*).

Installations cinématographiques dans les cantonnements du front (chap, 38 *bis*).

2° Mesures non comprises dans les crédits additionnels de 1917.

Relèvement de la prime fixe d'alimentation des troupes de l'intérieur : 34 centimes au lieu de 245 millièmes (chap. 31),

Majoration de 3 millions par trimestre du crédit de subvention aux œuvres d'assistance aux prisonniers de guerre français : 10,500,000 fr. au lieu de 7,500,000 fr. (chap. 38 *bis*).

*b*) **Mesures d'organisation militaire.**

1° Déjà prévues dans les crédits additionnels de 1917 :

Constitution des corps d'officiers d'administration comptables et contrôleurs du matériel de l'aéronautique, d'ouvriers d'état et adjudants d'administration de ce service (chap. 7).

Nomination de gendarmes auxiliaires en qualité de gendarmes assermentés (chap. 7).

Développement du recrutement de contingents de nationalité étrangère (Polonais, Tchèques, Yougo-Slaves, etc., etc.)

2° Non prévues dans les crédits additionnels de 1917 :

Renforcement en sergents et caporaux, des cadres des compagnies d'infanterie mobilisées aux armées et dans l'Afrique du Nord (chap. 7, 47 et 93).

Formation de la classe 1919 : recensement et revision (chap. 11, 12, 55 et 88).

*c*) **Matériel.**

Création de sections de ballons de barrage contre les bombardements aériens (chap. 28).

Constitution de nouvelles compagnies d'aérostiers (chap. 28).

Unification du matériel roulant automobile de l'aéronautique (chap. 28).

Extension du programme d'aviation pour les formations du front nord-est d'après les décisions du comité de guerre (chap. 24).

Installation des postes de T. S. F. de Brazzaville et Tananarive (chap. 24).

Report au budget de l'armement des prévisions relatives à la fourniture des bois destinés aux armées (chap. 24),

Organisation d'installations agricoles du service de santé (porcheries et basses-cours pour utilisation des issues et eaux grasses des hôpitaux, laiteries pour approvisionnement en lait frais des hôpitaux de certaines places où cet approvisionnement est particulièrement difficile ou onéreux, culture de terres et jardins pour l'approvisionnement en légumes des hôpitaux) (chap. 36).

Les crédits demandés par le Gouvernement pour le premier trimestre de 1918 au titre du budget de la guerre se chiffrent, comme nous l'avons dit, à 4 milliards 831,307,310 fr. ; ils ont été portés par la Chambre à 4 milliards 844,638,440 fr., soit un relèvement de 13,331,130 fr.

Ce relèvement est le résultat de la balance entre un chiffre de 30,732,000 fr., montant des augmentations adoptées par la Chambre, et celui de 17,400,870 fr., montant des diminutions également votées par elle.

La Chambre a précisé par chapitres ces augmentations et diminutions, si ce n'est dans le projet de loi, du moins dans le travail de l'honorable rapporteur. Or, en principe, les crédits provisoires sont ouverts globalement par la loi et c'est un décret qui les répartit par ministères et par chapitres. Il n'y a pas lieu de s'écarter de cette règle. Mais nous vivons, par suite de la guerre, sous un régime budgétaire anormal. Tout au plus allons nous essayer d'en sortir par l'établissement d'un budget régulier pour les services civils. On comprend que le contrôle parlementaire recherche la spécialisation. En matière de crédits provisoires, il ne peut cependant que lui donner le caractère d'une indication, dont son contrôle surveillera l'exécution. Les crédits demeurent ouverts sous une forme globale et seront répartis comme nous l'avons dit.

Sous le bénéfice de ces observations, nous allons suivre la Chambre dans la précision des

modifications qu'elle a apportées aux propositions gouvernementales.

On peut dire, d'une manière générale, que l'augmentation de 30,732,000 fr. dont nous avons parlé provient de ce que la Chambre a étendu aux employés militaires et sous-officiers à solde mensuelle les mesures proposées par le Gouvernement en faveur des officiers subalternes et que les diminutions s'appliquent à diverses revisions dans l'évaluation des dépenses.

Au chapitre premier de la première section (Traitements du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. — Personnel militaire de l'administration centrale) la Chambre a prévu une réduction de 200,000 fr., afin de marquer sa volonté qu'un plus grand nombre d'officiers inaptes soient appelés à l'administration centrale. La commission du budget a, d'autre part, observé que l'effectif prévu pour les officiers détachés à l'administration centrale est de 773 au lieude 722, et qu'elle entend voir diminuer ce nombre. Ce sont là des observations auxquelles la Commission des finances ne saurait trop s'associer.

La Chambre a réduit de 25,000 fr. les dépenses du chapitre 2 (Personnel de l'administration centrale), afin de protester contre l'abus de la main-d'œuvre féminine dans certains bureaux. Elle a fait observer aussi que les dames nouvellement admises n'étaient pas à l'échelon de salaire inférieur de leur catégorie.

Evidemment, il ne faut faire appel à la maid-d'œuvre auxiliaire que dans la mesure où son utilisation est justifiée. Il ne faut pas méconnaître, d'autre part, que c'est l'emploi des femmes qui a permis de débusquer un certain nombre d'embusqués des bureaux de la guerre. Pour ce qui est des salaires, il faut faire œuvre d'équité, tout en tenant compte de la cherté de la vie. Sous le bénéfice de ces observations, nous n'avons pas modifié le chiffre du crédit ouvert par la Chambre des députés.

La diminution de 10,000 fr. opérée au chapitre 4 *bis* (Service général des pensions. — personnel) est du même ordre que celle indiquée au chapitre précédent.

Au chapitre 4 *ter* (Service général des pensions. — Matériel), la Chambre a effectué une réduction de 5,500 fr., indicative de sa volonté de voir réduire les dépenses pour fournitures de bureau. Nous nous associons à cette indication.

Une augmentation de 215.950 fr. a été prévue au chapitre 5 (Ecoles militaires. — Personnel). Elle est la conséquence, pour ce qui relève de ce chapitre, de la mesure prise en faveur des sous-officiers et employés militaires à solde mensuelle.

Au chapitre 7, l'augmentation de 23,906,000 fr. prévue est la balance des modifications suivantes : 29,156,000 fr. d'augmentation pour la réforme dont nous venons de parler concernant les sous-officiers et employés militaires à solde mensuelle ; diminution de 200,000 fr. pour suppression de généraux inutiles (généraux adjoints aux commandants des régions autres que les 3e, 11e, 14e, 15e et généraux commandants les places et les dépôts) ; diminution de 50,000 fr. pour économies à réaliser dans le fonctionnement du bureau central des colis postaux militaires, par réduction du personnel trop nombreux et en particulier du personnel officier dont le nombre ne répond pas à l'effectif du personnel employé — 9 officiers pour 353 hommes. — Ces diminutions ne donnent lieu à aucune observation de notre part.

L'augmentation prévue au chapitre 8 (Garde républicaine), 448,870 fr., est la conséquence, en ce qui concerne ce chapitre, de la mesure prise en faveur des sous-officiers à solde mensuelle.

Au chapitre 11 (Frais de déplacements) la Chambre a réduit de près de 1 million le crédit proposé, pour marquer sa volonté de voir supprimer les déplacements inutiles. C'est une indication à laquelle la commission des finances s'est par avance associée dans ses observations antérieures.

Sur le chapitre 11 *bis* (Frais généraux de recrutement et d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère), la Chambre a opéré une réduction de 2 millions, qu'elle a justifiée ainsi : « Loin d'être hostile à l'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère, la commission du budget demande l'intensification de son recrutement, mais l'effectif au 1er novembre était de 117,870 ; elle est persuadée que l'effectif au 1er janvier ne pourra pas être de 178.000, chiffre qui a servi de base à la demande de crédits. La réduction de 2 millions a simplement pour but de mettre les écritures budgétaires en concordance avec les faits probables ».

Nous n'avons pas cru devoir modifier les prévisions de la Chambre, étant donné l'urgence du vote de la loi de finances. Pourtant, la réduction ainsi proposée n'apparaît pas comme correspondant à des évaluations précises. Le recrutement de la main-d'œuvre coloniale et étrangère a une telle importance qu'il ne faudrait pas que l'administration se considérât comme encouragée, par la réduction de crédits, à la ralentir. Ce ne serait point conforme à la volonté de la commission du budget elle-même. Il était bon que cette observation fût faite.

Sur le chapitre 29, relatif aux remontes, la Chambre a opéré une réduction de 957,870 fr. Cette réduction, acceptée par l'administration de la Guerre, se décompose comme suit : 1° 798,000 fr. qui avaient été demandés pour le transport des chevaux conservés en Amérique, alors que ces transports ont déjà été effectués pendant les trimestre courant à l'aide d'un crédit de même chiffre inscrit aux douzièmes provisoires dudit trimestre ; 2° 159,870 fr. correspondant à la réduction de 20 p. 100 de la ration d'avoine des jeunes chevaux et des chevaux de service dans les établissements de remonte.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la première réduction. Pour ce qui est de la seconde, nous espérons que l'administration suppléera à la diminution de la ration d'avoine par l'emploi de quelque succédané, dans la mesure où il serait nécessaire. Il serait contraire aux intérêts de la remonte que les animaux ne fussent pas suffisamment nourris. Des expériences récemment faites ont montré la possibilité de l'emploi de certaines algues pour la nourritnre des chevaux. Elles se poursuivent. Il paraît que dès maintenant la valeur qualitative de l'algue séchée et débarrassée de sels précieux pour l'agriculture et l'industrie employée comme succédané de l'avoine, est un fait acquis. Reste à déterminer la valeur quantitative du taux de la ration. Qu'on s'efforce d'aboutir au plus vite dans ces études. Il y a là une initiative qui est étroitement liée au problème général du ravitaillement.

Sur le chapitre 30 (personnel des établissements de l'intendance, de l'état-major et des dépôts), la Chambre a opéré une réduction de 10,800 fr., qui correspond à l'économie de main-d'œuvre réalisée au centre de fabrication du pain Heudebert, à Nevers. Une réduction de 115,000 fr. opérée sur le chapitre 31 *quinquiès* (matériel et bâtiments du service des subsistances) est la conséquence de l'abandon par l'administration du projet de construction d'un bâtiment pour la fabrication susvisée.

La Chambre n'a pas apporté de modifications aux prévisions du chapitre 32, relatif à l'habillement et au campement. Nous n'en proposons pas nous-mêmes. Mais nous voulons, à propos de ce chapitre, appeler de nouveau l'attention du ministère de la guerre sur la nécessité d'améliorer les conditions d'installation de nos soldats aux armées.

Cette question si importante a fait l'objet, avant chaque hiver, des réclamations de la commission de l'armée du Sénat.

A la date du 3 août 1917, le général commandant en chef faisait connaître qu'il estimait indispensable de réaliser avant le commencement de l'hiver une amélioration des cantonnements, permettant d'assurer aux troupes : 1° de meilleures conditions d'installation dans la zone immédiatement voisine du front : 2° des camps ou des cantonnements de passage aussi confortables que possible pour cantonner les troupes au cours de leurs mouvements de l'avant vers l'arrière et réciproquement ; 3° des cantonnements de repos, où les unités se trouveraient dans des conditions d'installation, d'alimentation, de couchage et d'hygiène comparables à celles du temps de paix. Le général en chef faisait connaître que de cette organisation dépendait à la fois le maintien de la santé, de la discipline et du moral des armées et qu'aucun effort ne devait être négligé pour aboutir.

Dans le programme qu'il avait tracé, des prévisions importantes et détaillées étaient faites pour le couchage, l'ameublement des cantonnements, l'éclairage, le chauffage, le matériel de cuisine, etc. Les premiers froids sont venus sans que tout cela ait été complètement réalisé. Il est inutile de décrire les souffrances endurées en un pareil moment par nos héroïques défenseurs. La commission des finances s'associe à la commission de l'armée pour demander à M. le ministre de la guerre de porter sur ce problème qu'il connaît bien sa plus vigilante attention et son esprit de décision. La volonté du pays tout entier est que rien ne soit négligé pour adoucir, en ce qui est possible, les rigueurs que la guerre impose aux meilleurs de ses enfants.

Une réduction de 125,000 fr. a été opérée par la Chambre, d'accord avec l'administration, au chapitre 34, sur les indemnités de logement et de cantonnement, mais en concordance avec les chiffres d'effectifs prévus. Deux réductions ont été de même opérées sur le chapitre 36 (Frais de traitement et de matériel médical dans les établissements du service de santé), l'une de 7 millions, basée sur le chiffre moyen de malades, l'autre de 1,200,000 fr. basée sur les derniers marchés passés pour les conserves de lait.

Sur le chapitre 36 *bis*, la Chambre a opéré trois réductions : l'une de 220,000 fr. sur le crédit de 2,220,000 fr. demandé pour indemnité d'occupation aux propriétaires d'établissements occupés par le service de santé. La Chambre a entendu par là marquer sa volonté de voir prononcer la déréquisition de tous les établissements dont l'utilisation n'est plus nécessaire ; la seconde, de 900,000 fr. sur le crédit de 7 millions demandé au titre des constructions et aménagements, la Chambre estimant que les constructions neuves doivent être réduites au strict nécessaire ; la troisième, de 1,800,000 fr., sur le crédit de deux millions demandé au titre des installations agricoles. Le service de santé voulait acheter un grand nombre de vaches pour s'assurer directement le lait nécessaire aux hôpitaux militaires. La Chambre a craint que la suppression, pour les besoins de la population civile, d'un aussi grand nombre de vaches laitières ne fût de nature à accroître les difficultés déjà si graves au milieu desquelles on se débat pour la question du lait. Votre commission des finances ne peut que ratifier ces diverses réductions.

Dans la première section (Algérie et Tunisie), les augmentations apportées aux chapitres 43, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 58, 59, 79, 80, 83, 89, 93, 94, 95 à 102, 109, 120, 127, 128 sont la conséquence des mesures prises en faveur des employés militaires et des sous-officiers à solde mensuelle, mesures qui affectent ces derniers chapitres. Une diminution de 15,000 fr. a été opérée par la Chambre au chapitre 76 (hôpitaux), pour marquer sa volonté de voir réaliser des économies dans le personnel hospitalier.

Sur le chapitre 107 de la deuxième section (Maroc) (établissements du génie), la Chambre a opéré une réduction de 1,500,000 fr., afin de marquer sa volonté de ne voir entreprendre que les constructions neuves dont le besoin est absolument immédiat. Il lui a paru suffisant de fixer à 198,500 fr., au lieu de 139,500 fr., le crédit affecté à la remonte des troupes coloniales.

Toutes ces modifications s'appliquent, bien entendu, à la fois aux crédits de payement et aux autorisations d'engagements de dépenses.

En demandant au Sénat de ratifier les chiffes proposés par le Gouvernement, modifiés ainsi, d'accord avec lui, par la Chambre des députés, votre commission des finances ne peut que répéter ce que son rapporteur général a dit à maintes reprises à la tribune : il appartient à l'administration de la guerre de veiller rigoureusement à l'emploi des deniers qui lui sont confiés. Si, en temps de paix, le gaspillage est déjà condamnable, quelle gravité toute particulière ne prend-il pas en temps de guerre surtout dans une guerre où il s'agit de durer et où on ne peut le faire qu'en ménageant avec un scrupule de tous les instants les ressources sacrées du pays ! Peut-être cette nécessité primordiale de la défense nationale a-t-elle été trop perdue de vue depuis le début des hostilités. En le rappelant aux autorités de tous degrés auxquelles il incombe de faire emploi du budget de la guerre, nous donnons à ce rapport, que nous avons dû faire court, sa véritable et sa plus utile conclusion.

## Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

(M. Murat, rapporteur.)

Le ministère de l'armement et des fabrications de guerre, organisé par le décret du 31 décembre 1916, a reçu la plupart des attribu-

tions antérieurement conférées au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions au ministère de la guerre. Son action s'étend, à l'heure actuelle, sur la fabrication de tous les matériels de guerre de l'armée, y compris ceux de l'aviation militaire et maritime.

Le ministère de l'armement coordonne les efforts de l'industrie nationale, en ce qui concerne les matières premières, les moyens de fabrication et la main-d'œuvre, en vue de satisfaire aux besoins de l'administration de la guerre, des services publics et, le cas échéant, de l'industrie privée.

Deux sous-secrétariats d'Etat, celui des fabrications de guerre et celui des inventions, avaient été rattachés tout d'abord au ministère des armements ; le premier a été supprimé et le second rattaché au ministère de la guerre.

D'autre part, un décret du 3 juillet 1917 avait rattaché au ministère de l'armement les services de l'importation des combustibles de minéraux et du ravitaillement général en combustibles de toute nature. De plus, ce décret avait chargé le sous-secrétariat d'Etat des fabrications de guerre, au nom et par délégation du ministre des travaux publics, de tous les services de la direction des mines. Lorsque le sous-secrétariat d'Etat des fabrications a disparu, le ministre de l'armement a conservé les attributions qui lui avaient été conférées en qualité de sous-secrétaire d'Etat, mais il les exerce maintenant en son nom propre, et non plus par délégation. Il a été, en outre, chargé de la direction générale du service des bois et, en cette qualité, d'approvisionner les armées et les établissements dont il a la charge du bois de toute nature (poteaux, rondins, bois et charpentes, de menuiserie, caisses, etc.) Les approvisionnements et constructions en bois destinés au service de la reconstitution des pays envahis, échappent à sa direction.

On a peut-être trop élargi les attributions de ce département ministériel. Il semble que la direction de toutes les fabrications aurait pu suffire à utiliser l'intelligente activité de son titulaire.

Les crédits du ministère de l'armement comportent, pour la première section (armement), des dépenses applicables au premier trimestre de 1918, et qui feront l'objet, comme par le passé, de cahiers trimestriels, car ce sont des dépenses de guerre. Au contraire, les crédits de la deuxième section (mines et combustibles) ont été incorporés, par le ministre des finances, dans le budget ordinaire des services civils. Ils correspondent, par suite, à des dépenses annuelles qui n'ont été insérées qu'à titre exceptionnel, dans un cahier de douzièmes provisoires.

D'une façon générale, votre commission des finances vous propose d'adopter, pour les deux sections du ministère de l'armement, les crédits votés par la Chambre des députés.

### 1re SECTION. — *Armement.*

Sur le chapitre 1er, il y a lieu d'observer qu'un remaniement a été opéré dans les crédits concernant le personnel militaire de l'administration centrale et ceux relatifs aux traitements du personnel du service des poudres : toutes les dépenses afférentes à ce dernier service seront inscrites désormais au budget annexe des poudres.

L'observation précédente s'applique également au chapitre 2 (personnel civil de l'administration centrale).

D'une façon générale, il y a lieu de rappeler que, conformément à la règle uniformément adoptée, si la solde des officiers affectés à l'administration centrale est comprise dans les crédits du ministère de l'armement, la solde du personnel des services annexes (inspections des forges, inspection générale des fabrications de l'artillerie, contrôle de la main-d'œuvre, etc.) est toujours inscrite au chapitre 7 du budget du ministère de la guerre. Quant aux frais concernant la location et l'ameublement des immeubles de ces services, ils incombent au ministère de l'armement.

Nous avons reçu l'assurance formelle que la situation de tout le personnel militaire a été vérifiée et reconnue correcte au point de vue de l'application des lois et règlements en vigueur. Au surplus, nous pouvons faire toute confiance à cet égard au service de contrôle institué récemment au ministère de la guerre par notre ancien et éminent collègue M. Jeanneney, sous la présidence de M. Le Hérissé.

Le crédit inscrit au chapitre 5 est un crédit provisionnel, destiné à payer les indemnités et rentes viagères qui pourront être dues en réparation des dommages ou dégâts causés aux personnes ou aux choses.

Les accidents du travail sont réglés par la guerre.

Le chapitre correspondant du dernier trimestre ne comporte pas de crédit, les disponibilités de ce chapitre ayant paru suffisantes pour couvrir les dépenses de l'année entière. Votre commission ne peut que se borner à cet égard, à formuler le vœu qu'il en sera de même pour le crédit de 80.000 fr. inscrit pour le premier trimestre de 1918.

L'augmentation de crédit inscrite au chapitre 6 se justifie par l'application des lois de 1914 et 1917 concernant les suppléments de traitement de vie chère et les indemnités de famille, ainsi que par la nécessité d'unifier les tarifs appliqués au personnel féminin avec ceux actuellement en vigueur dans les établissements de la guerre et par le recrutement de 300 dames supplémentaires, au taux moyen mensuel de 150 fr. nécessité par le remplacement des secrétaires tombant sous l'application des lois Dalbiez et Mourier.

Les crédits inscrits aux chapitres 7 à 10 ne soulèvent pas d'observations, sauf en ce qui concerne les automobiles. A cet égard, nous ne saurions trop insister sur les critiques et les observations si justifiées qui ont été souvent émises et développées devant le Sénat. A maintes reprises, votre commission des finances a demandé que soit soumis à la commission des finances et au Sénat un programme d'ensemble des fabrications du service automobile. Ce programme a été réclamé de nouveau, par votre rapporteur, qui insiste pour que soit donnée enfin suite au désir si justifié exprimé par la commission.

Nous croyons devoir appeler l'attention de M. le ministre de la guerre sur l'anomalie du rattachement du personnel et du fonctionnement du service automobile au ministère de l'armement. De même que pour l'artillerie, le personnel devrait être rattaché au ministère de la guerre. Le rôle du ministère de l'armement devrait, de même que pour l'artillerie et l'aviation, se renfermer dans les fabrications de matériel, d'après le programme arrêté par le ministre de la guerre, sur les propositions du général en chef.

En ce qui concerne les abus signalés dans l'emploi des véhicules automobiles, on nous a affirmé que des ordres très sévères ont été donnés pour qu'ils ne se renouvellent pas. Des inspections faites dans la zone des armées par le service du contrôle ont permis de constater qu'ils ont diminué dans une très large mesure. Un contrôleur de l'armée a été chargé, d'ailleurs, de s'assurer que les prescriptions ministérielles étaient régulièrement observées. Il y a lieu de rappeler, à cet égard, que les difficultés croissantes résultant du manque d'essence et les formalités exigées pour en obtenir ne seront pas sans faciliter, à cet égard, l'action du contrôle, que nous espérons devoir s'exercer d'une façon particulièrement vigilante dans la zone de l'intérieur aussi bien que dans la zone des armées.

Le court délai imparti à votre rapporteur pour la préparation de son premier rapport ne lui a pas permis d'examiner sur place les conditions de fonctionnement des établissements de l'artillerie ; il vous présentera dans le prochain cahier de crédits le résultat des inspections auxquelles il se propose de procéder très prochainement.

Le crédit demandé au chapitre 13 concerne les frais d'exploitation de deux établissements électriques réquisitionnés ; les dépenses correspondantes seront couvertes par des recettes provenant du prix de cession du courant électrique aux concessionnaires.

Ces recettes sont inscrites au paragraphe 4 du tableau de développement des évaluations de recettes applicables au budget ordinaire de 1918.

Sur le chapitre 14, notre collègue M. Cazeneuve avait formulé d'intéressantes observations relatives à la fabrication de l'acide nitrique synthétique. Dans l'état actuel de notre documentation, nous ne pouvons, en attendant qu'il nous soit possible de procéder à une étude sur place, que nous borner à faire connaître au Sénat que des chantiers importants sont en activité et que, malgré l'insuffisance des transports et des fournitures de matières premières indispensables, les difficultés résultant de la mise au point d'une fabrication délicate paraissent avoir été surmontées.

### 2e SECTION. — *Mines et combustibles.*

L'ensemble des crédits de la 2e section s'élève à 1,073,624 fr.

Rappelons, à cet égard, que les crédits concernant le budget des mines n'ont été rattachés au budget du ministère de l'armement qu'à partir du 4e trimestre de 1917.

Le personnel de l'administration centrale comprend un certain nombre de secrétaires militaires, dont la solde et les indemnités sont imputées sur le budget de la guerre, comme pour les autres personnels militaires du ministère de l'armement.

*Service des combustibles végétaux.* — La direction des combustibles, transférée au ministère de l'armement par décret du 3 juillet 1917, comportait, avec un service des charbons, un service des bois et combustibles végétaux, qui, par décision du 6 septembre dernier, a été appelé à connaître en plus de toutes les questions concernant le bois de chauffage, le bois de boulange et le charbon de bois, toutes celles relatives à la tourbe. Un laboratoire a été mis à la disposition du service des tourbes pour les analyses et études concernant ce combustible (séchage, agglomération, etc.). Votre rapporteur se propose également de vous présenter, à l'occasion du dépôt du prochain cahier de crédits trimestriels, le résultat des études qu'il a entreprises sur ce service, dont l'importance ne saurait échapper à aucun d'entre vous.

*Budget annexe des poudres.* — Le budget annexe des poudres ne soulève pas d'autre observation que celles qui ont été présentées à propos des chapitres 1 et 2 (Personnel) et du chapitre 14 (Fabrication synthétique de l'acide nitrique)

*Fabrications de l'aviation.* — Bien que le service des fabrications de l'aviation ait été rattaché par décret au ministère de l'armement, les crédits correspondants demeurent inscrits au budget du ministère de la guerre et sont gérés par le sous-secrétaire d'Etat de l'aviation. Ces crédits sont, d'ailleurs, confondus dans le budget de la guerre, avec ceux de l'aérostation. Il y a lieu d'observer, d'autre part, que le ministère de l'armement se charge exclusivement de la fabrication du matériel neuf et que les réparations et matériels divers continuent à dépendre de l'administration de la guerre. Le ministère de l'armement cédera au ministère de la guerre, dans les conditions habituelles, le matériel neuf qu'il aura fabriqué pour son compte.

## Imprimerie nationale.

(M. J. Amic, rapporteur.)

Bien que la mobilisation ait enlevé à l'Imprimerie nationale environ 700 agents sur un effectif de 1,200 ouvriers ou employés, l'établissement, en faisant appel au concours provisoire d'ouvriers dispensés de toute obligation militaire, de réformés, de retraités, ou même de femmes, dans tous les postes où il a été possible de les employer, est parvenu à assurer l'entière exécution des commandes d'impression qu'il a reçues des ministères.

Ces fournitures ont été extrêmement importantes. Aux imprimés destinés aux services courants des administrations, se sont ajoutés ceux dont les événements ont fait apparaître le besoin exceptionnel.

Au nombre de ces derniers, il convient de citer plus particulièrement, pour le ministère des finances, les bons et les obligations de la Défense nationale, les certificats provisoires des émissions du Trésor, les titres de rente, — pour le ministère de la guerre, les instructions et notices diverses à l'usage des armées — pour le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, les cartes postales militaires. La section de composition orientale elle-même a exécuté pour les services de la guerre ou pour ceux des armées alliées des travaux en langue russe, serbe, arabe, chinoise et polonaise.

Les travaux de construction ou d'installations mécaniques dans les nouveaux ateliers de la rue de la Convention ont été suspendus, en raison des circonstances qui conduisent à réserver pour les besoins directs et les plus immédiats de la défense nationale les matériaux et la main-d'œuvre des usines.

Toutefois, en 1915, l'administration a pu procéder à l'acquisition de presses mécaniques à grand rendement, qui lui ont permis, notam-

ment, d'assurer le service extrêmement important des émissions de la défense nationale et des emprunts. Dans la nouvelle imprimerie a été également aménagé, depuis le début des hostilités, un atelier de composition où travaillent actuellement environ quarante typographes, tant commanditaires qu'individualistes.

Le nombre des feuilles sorties des presses de l'établissement qui, de 387 millions en 1913, était descendu à 285 millions en 1914, s'est relevé à 412 millions pour 1915, 392 millions pour 1916. En 1917, il atteindra, d'après les résultats constatés à ce jour, environs 395 millions.

## EXAMEN DES ARTICLES DES DEUX PROJETS DE LOI

### PREMIER PROJET DE LOI

### CRÉDITS PROVISOIRES APPLICABLES AU BUDGET ORDINAIRE DES SERVICES CIVILS

TITRE Ier.

**Budget ordinaire des services civils et budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils.**

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Article 1er

Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 2,086,612,852 fr. et applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918.

Article 2.

Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 258,868,063 fr. et applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918.

Article 3.

Les crédits ouverts par les articles 1er et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Pour ces trois articles, nous nous référons aux explications données au cours du présent rapport.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

I. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions sur les bénéfices de guerre.

Article » (art. 4 du texte de la Chambre).

Les règles, édictées par les articles 3, 5, 10 et 15 de la loi du 1er juillet 1916, modifiées par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916, pour le calcul de la contribution sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre doivent être entendues ainsi qu'il suit, pour toutes les périodes d'application de la loi depuis le 1er août 1914 :

« *Art. 3.* Ajouter au paragraphe 1er :

« Les « sommes réservées aux amortissements » sont les sommes correspondant réellement à la diminution de valeur ou à l'usure qui s'est produite durant la période sur laquelle porte le calcul de l'impôt.

« Le montant de la contribution de guerre d'un exercice ne doit pas figurer aux frais généraux ni être déduit du bénéfice. Il sera inscrit à un poste spécial. »

« *Art. 5.* — Ajouter au paragraphe 3 :

« Ne sont pas considérées comme capital engagé pour le calcul forfaitaire du bénéfice normal les réserves créées pendant la guerre sur la part de bénéfice restant à la société après le calcul de l'impôt et qui ne seraient pas employées effectivement au fonctionnement ou au développement de l'entreprise, alors que cette entreprise fonctionne dans les mêmes limites qu'avant la constitution de ces réserves.

« N'est pas considéré comme capital engagé pour le calcul de l'impôt le montant d'actions ou d'obligations attribuées sans souscriptions, versements ou prêts réels.

« Si le fonds social ou le capital-actions versé d'une société s'est accru pendant les exercices de guerre et si le contribuable a évalué le bénéfice normal à une somme égale à 6 p. 100 des capitaux engagés, il est ajouté, à cette évaluation, pour le calcul forfaitaire du bénéfice normal correspondant à la période postérieure à cette augmentation, une somme correspondant au 6 p. 100 du capital nouveau réellement encaissé par la société par suite de versements ou apports nouveaux. »

« *Art. 10.* — Ajouter ces mots :

« ... Et par produit net, on entend le bénéfice établi d'après les résultats réels de l'exploitation. »

« *Art. 15.* — Ajouter au paragraphe 1er ces mots :

« Il sera notamment tenu compte, au moment du règlement, de la valeur des terrains, bâtiments, installations, matériels, prévus au paragraphe 3 de l'article 3. »

Cet article, voté par la Chambre, sur la proposition de ses commissions de la législation fiscale et du budget, avait pour objet de remédier à certaines fraudes auxquelles donnerait lieu, a-t-on invoqué, l'application de la loi sur les bénéfices de guerre. Les dispositions qu'il contient ont un caractère uniquement interprétatif et seraient destinées à fixer le sens de la loi du 1er juillet 1916.

Les interprétations formulées par la Chambre sont parfaitement conformes à l'esprit de la loi dont il s'agit et, à cet égard, votre commission des finances ne peut qu'y donner son approbation ; mais elle considère que le Parlement n'a pas à interpréter la loi qu'il édicte. C'est là le rôle des tribunaux. A la vérité, dans une circonstance récente, à l'occasion même de la loi du 1er juillet 1916, nous avons fait exception à ce que nous considérons comme la règle qui nous doit diriger. Il s'agit, le Sénat s'en souvient, de la loi du 2 juin 1917, par laquelle une interprétation précise a été donnée à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1916, relatif à l'évaluation du bénéfice normal. Mais l'on n'a pas oublié avec quelle réserve nous étions entré dans cette voie : il ne fallut rien moins pour nous y déterminer que les décisions contradictoires de l'administration supérieure des contributions directes.

Cette exception ne saurait être invoquée pour justifier les dispositions interprétatives qu'on nous propose aujourd'hui au sujet des articles 3, 5, 10 et 15 de la loi du 1er juillet 1916. En ce qui concerne ces articles, les décisions de l'administration furent très précises et ratifiées par la commission supérieure. En sorte que la jurisprudence étant d'accord avec les termes de la loi, il n'y a pas lieu d'intervenir. C'est pourquoi nous vous proposons de ne pas adopter l'article.

Article 5 du texte de la Chambre.

Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de la loi du 1er juillet 1916, modifié par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916, pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est fixé comme suit, en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917.

50 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables inférieure à 100,000 fr.

60 p. 100 sur la fraction comprise entre 100,000 francs et 250,000 fr ;

70 p. 100 sur la fraction comprise entre 250,000 fr. et 500,000 fr ;

80 p. 100 sur la fraction supérieure à 500,000 francs.

Toutefois, les taux fixés par la présente loi ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises crées à partir du 1er janvier 1916, qui resteront soumises aux taux fixés par les lois des 1er juillet et 30 décembre 1916.

Article 4 (proposé par votre commission des finances).

Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de la loi du 1er juillet 1916, modifié par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916, pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est remplacé par la tarification suivante en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917 :

50 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables inférieure ou égale à 250,000 fr. ;

60 p. 100 sur la fraction excédant 250,000 fr.

Lorsque, après l'application de ce taux, la part des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires restant à la disposition du contribuable excédera 500,000 fr., il sera effectué, sur cette part, un nouveau prélèvement réglé comme suit :

10 p. 100, si le total des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires atteint ou excède le double du bénéfice normal ;

25 p. 100, si ledit total atteint ou excède le triple du bénéfice normal ;

50 p. 100, s'il atteint ou excède le quadruple du bénéfice normal.

Toutefois, les taux fixés par la présente loi ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises créées à partir du 1er janvier 1916 qui resteront soumises aux taux fixés par les lois des 1er juillet et 30 décembre 1916.

Il en sera de même pour les contribuables habituellement domiciliés en pays envahi n'ayant exploité aucune entreprise avant le 1er janvier 1916.

Article 5 (art. 6 du texte de la Chambre).

L'intérêt des capitaux engagés, prévu par les articles 2, 3 n° 2, 5 et 9, pour le calcul forfaitaire du bénéfice normal, est porté à 8 p. 100 dans les cas et les conditions prévus par les articles précités pour le calcul du bénéfice normal servant de base à l'imposition des bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917.

La loi du 1er juillet 1916, qui a institué la contribution extraordinaire, avait fixé le taux de cet impôt à 50 p. 100 du bénéfice imposable. Ce taux a été ensuite rehaussé par la loi du 30 décembre 1916 (art. 8) à 60 p. 100 sur la fraction du bénéfice dépassant 500,000 fr.

Le nouveau relèvement adopté par la Chambre des députés est celui qu'avait proposé l'honorable M. Thierry dans son projet du 22 juin 1917. La Chambre, sur la proposition de ses commissions du budget et de la législation fiscale, l'a préféré à celui auquel l'honorable M. Klotz s'était arrêté dans le projet de budget de 1918.

Le taux admis aujourd'hui par l'Angleterre, pour la contribution des bénéfices de guerre, est encore plus rigoureux, puisqu'il atteint 80 p. 100 sans échelons de progression. La commission des finances, entrant dans les vues du Gouvernement et de la Chambre des députés, a admis le principe du relèvement du taux de la contribution des bénéfices de guerre pour les bénéfices élevés. Mais elle a adopté un système plus en harmonie avec le principe dont s'inspire la loi du 1er juillet 1916. En premier lieu, elle a porté le taux de la contribution à 60 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables excédant 250,000 fr. En second lieu, lorsque, après l'application de ce taux, la part des bénéfices restant à la disposition des contribuables excédera 500,000 fr., il sera prélevé sur cette part, un nouvel impôt qui sera de 10 p. 100, si le total des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires excède le double du bénéfice normal ; de 25 p. 100, si ledit total atteint ou excède le quadruple du bénéfice normal.

D'après nos calculs, le produit de la taxe ainsi modifiée serait sensiblement égal, parfois même supérieur, au rendement du système adopté par la Chambre.

La Chambre avait sagement atténué la rigueur de la nouvelle tarification. En premier lieu, pour les entreprises créées en pleine guerre (après le 1er janvier 1916), avec un argent chèrement payé, des matériaux et une main-d'œuvre acquis au prix fort, les taux aggravés ne joueraient qu'après les deux premiers exercices de leur création.

Cette mesure (deuxième paragraphe de l'article 4) constituera un encouragement sérieux au profit des industries nouvelles qui se fondent pour venir en aide à la défense nationale en les ménageant à leur début et leur permettant de soutenir dans des conditions meilleures la concurrence inévitable qui leur est faite par les maisons anciennes.

La commission des finances, dans un sentiment de générosité que le Sénat appréciera, a complété l'article 4 par une disposition additionnelle, qui admet au bénéfice du deuxième paragraphe les industriels des pays envahis qui, depuis le 1er janvier 1916, ont établi des entreprises à l'intérieur.

D'autre part, l'article 5 élève, à partir du 1er janvier 1917, pour le calcul forfaitaire du

bénéfice normal, de 6 à 8 p. 100 le taux de l'intérêt des capitaux engagés, ce qui correspond beaucoup mieux à la situation actuelle du marché de l'argent.

Nous signalons que le rendement annuel des modifications proposées par le Gouvernement actuel était évalué par l'administration à 30 millions et que les dispositions nouvelles que nous vous soumettons sont susceptibles de fournir un rendement annuel de 40 millions.

Article 6 (art. 7 du texte de la Chambre).

A partir de la promulgation de la présente loi, les rôles de la contribution extraordinaire instituée par la loi du 1er juillet 1916 seront établis d'après les bases de cotisations fixées par les commissions du premier degré et mis immédiatement en recouvrement. Les contribuables conserveront néanmoins le droit de se pourvoir dans les conditions, formes et délais prévus par la loi susvisée du 1er juillet 1916. Les bases de cotisations ainsi contestées n'auront un caractère définitif qu'après que la commission supérieure aura statué, et seront rectifiées, selon le cas, conformément aux décisions intervenues, soit par voie de dégrèvement, soit par voie d'imposition supplémentaire.

L'article 11 de la loi du 1er juillet 1916 accorde aux contribuables assujettis à la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre le droit de faire appel des décisions rendues par les commissions du premier degré devant une commission supérieure. Les recours ainsi formés sont suspensifs, c'est-à-dire qu'ils entraînent l'ajournement de l'imposition des contribuables intéressés jusqu'à ce que la commission supérieure ait statué sur les questions en litige.

Or, le nombre des recours devant la commission supérieure est considérable [plus de 1,300 déjà en novembre pour la première période d'application de la loi (1er août 1914-31 décembre 1915)] et il est certain que cette commission ne pourra pas statuer sur les pourvois dont elle est saisie dans des délais suffisamment restreints pour que l'établissement des impositions n'ait pas à souffrir de sérieux retards.

Or, de tels retards sont tout à fait préjudiciables pour le Trésor, car ils le privent pour le moment de sommes considérables qui lui reviennent légitimement: ils peuvent même avoir pour conséquence d'en compromettre le recouvrement. Ajoutons que la plupart des recours ne visent qu'une fraction parfois très faible des bénéfices dont la totalité cependant, avec les règles actuellement suivies, échappe à la taxation immédiate.

L'article proposé a pour objet de remédier à cet état de choses fâcheux, en permettant l'établissement des rôles d'après les bases de cotisations fixées par les commissions du premier degré et leur mise immédiate en recouvrement.

Nonobstant cette modification, le libre exercice du droit de recours devant la commission supérieure resterait, bien entendu, absolument intact.

Il est à remarquer, au surplus, que lorsqu'il s'agit de bénéfices réalisés par des sociétés ou par des patentés, le recouvrement des cotisations est suspendu en tout état de cause pour toute la durée d'application de la loi, jusqu'à concurrence de moitié de ces cotisations, de telle sorte que les intéressés ne courront pas en fait le risque d'avoir à faire l'avance de sommes supérieures à celles dont ils sont effectivement débiteurs.

Article 7 (art. 8 modifié du texte de la Chambre).

L'article 11 de la loi du 1er juillet 1916 est complété comme il suit:

« Lorsque le président de section au conseil d'Etat chargé de présider la commission supérieure et les deux sections de cette commission est empêché d'exercer cette présidence, il est suppléé dans ses fonctions par le plus ancien des conseillers d'Etat assistant à la séance. » (1).

Aux termes de l'article 11 de la loi du 1er juillet 1916, la commission supérieure, devant laquelle sont portés les appels formés contre les décisions des commissions du premier degré chargées de l'établissement de la contribution sur les bénéfices de guerre, doit être obligatoirement présidée, de même que ses deux sections, par le président de section au conseil d'Etat qui en fait partie. Il peut cependant arriver que ce haut magistrat soit temporairement empêché de présider la commission, qui se trouverait dès lors contrainte d'ajourner ses séances.

En raison du grand nombre de pourvois dont la commission est saisie, l'interruption de ses travaux présenterait de graves inconvénients. L'article proposé permet, en conséquence, que le président de section au conseil d'Etat puisse être suppléé, en cas d'empêchement, par le plus ancien des conseillers d'Etat assistant à la séance. Nous vous en proposons l'adoption.

(1) Le texte voté par la Chambre finissait par ces mots : « par le conseiller d'Etat ou le plus ancien des conseillers d'Etat assistant à la séance ».

Article 8 (art. 9 du texte de la Chambre).

Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et taxes y assimilées établies pour l'exercice 1918 en vertu de la loi du 4 août 1917 et de la présente loi.

Sans observations.

II. — AUTRES IMPÔTS ET REVENUS

**Impôts sur les successions et les donations.**

Nous donnons ci-après le texte des dispositions spéciales (art. 10 à 15) votées par la Chambre des députés, tendant à la création d'une taxe successorale et à la majoration des droits actuels sur les successions et les donations.

Comme nous l'avons dit plus haut, en raison de l'heure tardive à laquelle le projet de loi est parvenu à votre commission des finances et de l'impossibilité où elle s'est trouvée de poursuivre à fond l'étude délicate et technique des innovations que comportent les dispositions dont il s'agit, elle se trouve contrainte de proposer la disjonction de cette partie de la loi. Le Sénat comprendra que, quelle que fût la volonté de la commission d'aboutir, le temps qui lui était imparti ne lui permettait pas d'aborder, avec la sérénité nécessaire et avec fruit, l'examen de questions aussi importantes. Elle se serait exposée à présenter à la haute Assemblée des solutions imparfaites. Elle a, en conséquence, cru agir sagement en vous demandant de disjoindre l'ensemble des dispositions afférentes aux successions et donations, et d'en renvoyer l'examen à une commission spéciale, comme il avait, d'ailleurs, été fait à la Chambre des députés.

Article » (art. 10 de la Chambre).

Dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés, il est perçu, indépendamment des droits auxquels les mutations par décès de biens, meubles ou immeubles, sont assujetties, une taxe progressive et par tranches sur le capital net global de la succession.

Cette taxe est fixée ainsi qu'il suit sans addition d'aucun décime :

| TARIF APPLICABLE A LA FRACTION COMPRISE ENTRE | NOMBRE D'ENFANTS LAISSÉS PAR LE DÉFUNT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Trois enfants vivants ou représentés. | Deux enfants vivants ou représentés. | Un enfant vivant ou représenté. | Point d'enfant vivant ni représenté. |
| | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. |
| 1 et 2.000 francs | 0 25 | 0 50 | 1 | 2 |
| 2.001 et 10.000 — | 0 50 | 1 » | 2 | 4 |
| 10.001 et 50.000 — | 0 75 | 1 50 | 3 | 6 |
| 50.001 et 100.000 — | 1 » | 2 » | 4 | 8 |
| 100.001 et 250.000 — | 1 25 | 2 50 | 5 | 10 |
| 250.001 et 500.000 — | 1 50 | 3 » | 6 | 12 |
| 500.001 et 1.000.000 — | 1 75 | 3 50 | 7 | 14 |
| 1.000.001 et 2.000.000 — | 2 » | 4 » | 8 | 16 |
| 2.000.001 et 5.000.000 — | 2 25 | 4 50 | 9 | 18 |
| 5.000.001 et 10.000.000 — | 2 50 | 5 » | 10 | 20 |
| 10.000.001 et 50.000.000 — | 2 75 | 5 50 | 11 | 22 |
| Au delà de 50.000.000 — | 3 » | 6 » | 12 | 24 |

Sont applicables à la taxe établie par le présent article les dispositions qui régissent la liquidation, le payement et le recouvrement des droits de mutation par décès, ainsi que les pénalités pour défaut de déclaration dans le délai, omission ou fausse évaluation.

Le payement de la totalité de la taxe est effectué par les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel, dans les mêmes délais que les droits de mutation par décès, et sauf leur recours contre les autres ayants droit, qui sont tenus de supporter la taxe proportionnellement à leur part dans la succession.

Article » (art. 11 du texte de la Chambre).

Les droits de mutation par décès établis par l'article 2 de la loi de finances du 25 février 1901, l'article 10 de la loi de finances du 30 mars 1902 et l'article 10 de la loi de finances du 8 avril 1910 sont fixés aux taux ci-après, sans addition d'aucun décime, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit :

| INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ | TARIF APPLICABLE A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 fr. et 2,000 fr. | 2,001 et 10,000 fr. | 10,001 et 50,000 fr. | 50,001 et 100,000 fr. | 100,001 et 250,000 fr. | 250,001 et 500,000 fr. | 500,001 et 1,000,000 de francs. | 1,000,001 et 2,000,000 de francs. | 2,000,001 et 5,000,000 de francs. | 5,000,001 et 10,000,000 de francs. | 10,000,001 et 50,000,000 de francs. | Au delà de 50,000,000 de francs. |
| | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. |
| | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| Ligne directe descendante au 1er degré. | 1 » | 2 » | 3 » | 4 » | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » |
| Ligne directe descendante au 2e degré. | 1 50 | 2 50 | 3 50 | 4 50 | 5 50 | 6 50 | 7 50 | 8 50 | 9 50 | 10 50 | 11 50 | 12 50 |
| Ligne directe descendante au delà du 2e degré | 2 » | 3 » | 4 » | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » |
| Ligne directe ascendante au 1er degré. | 2 50 | 3 50 | 4 50 | 5 50 | 6 50 | 7 50 | 8 50 | 9 50 | 10 50 | 11 50 | 12 50 | 13 50 |
| Ligne directe ascendante au 2e degré. | 3 » | 4 » | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » | 14 » |
| Ligne directe ascendante au delà du 2e degré. | 3 50 | 4 50 | 5 50 | 6 50 | 7 50 | 8 50 | 9 50 | 10 50 | 11 50 | 12 50 | 13 50 | 14 50 |
| Entre époux | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » | 14 » | 15 » | 16 » |
| Entre frères et sœurs | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » | 14 » | 15 » | 16 » | 17 » | 18 » | 19 » | 20 » | 21 » |
| Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces | 15 » | 16 » | 17 » | 18 » | 19 » | 20 » | 21 » | 22 » | 23 » | 24 » | 25 » | 26 » |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains | 20 » | 21 » | 22 » | 23 » | 24 » | 25 » | 26 » | 27 » | 28 » | 29 » | 30 » | 31 » |
| Entre parents au delà du 4e degré et entre personnes non parentes | 25 » | 26 » | 27 » | 28 » | 29 » | 30 » | 31 » | 32 » | 33 » | 34 » | 35 » | 36 » |

Article » (art. 12 du texte de la Chambre).

Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire, aura quatre enfants ou plus vivant au moment de l'ouverture des droits à la succession, les droits à percevoir en vertu de l'article 11 ci-dessus seront diminués de 10 p. 100 pour chaque enfant en sus du troisième, sans que la réduction totale puisse excéder 50 p. 100.

Article » (art. 13 du texte de la Chambre).

Les droits d'enregistrement des donations entre vifs de biens, meubles ou immeubles, tels qu'ils sont établis dans l'article 18 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'article 11 de la loi de finances du 8 avril 1910, seront perçus d'après les quotités ci-après, sans addition d'aucun décime :

| INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ | | | TARIF |
|---|---|---|---|
| | | | p. 100. |
| En ligne directe | donations-partages faites conformément aux articles 1075 et 1076 du code civil par les père et mère et autres ascendants | entre plus de deux enfants vivants ou représentés | 2 50 |
| | | entre deux enfants vivants ou représentés | 4 50 |
| | donations par contrat de mariage à des descendants | plus de deux enfants vivants ou représentés | 4 50 |
| | | deux enfants vivants ou représentés | 5 50 |
| | | un enfant vivant ou représenté | 6 50 |
| | autres donations | plus de deux enfants vivants ou représentés | 6 50 |
| | | deux enfants vivants ou représentés | 8 50 |
| | | un enfant vivant ou représenté | 10 50 |
| Entre époux | par contrat de mariage | | 8 » |
| | hors contrat de mariage | plus de deux enfants vivants ou représentés issus du mariage | 6 50 |
| | | deux enfants vivants ou représentés issus du mariage | 10 » |
| | | un enfant vivant ou représenté issu du mariage | 13 50 |
| | | sans enfant vivant ou représenté issu du mariage | 17 » |
| Entre frères et sœurs | par contrat de mariage aux futurs | | 20 » |
| | hors contrat de mariage | | 23 » |
| Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces | par contrat de mariage aux futurs | | 15 » |
| | hors contrat de mariage | | 25 » |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains | par contrat de mariage aux futurs | | 17 » |
| | hors contrat de mariage | | 27 » |
| Entre parents au delà du 4e degré et entre personnes non parentes | par contrat de mariage aux futurs | | 21 » |
| | hors contrat de mariage | | 31 » |

Article » (art. 14 du texte de la Chambre).

Pour l'application des tarifs édictés par les articles 10 et 13 qui précèdent, doit être ajouté au nombre des enfants vivants ou représentés du défunt ou du donateur tout enfant du défunt ou du donateur mort victime de la guerre dans les conditions fixées par les nos 1, 2 et 3 du premier alinéa de l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914.

Toutefois, le bénéfice de cette disposition est subordonné à la production du certificat de l'autorité militaire prévu au second alinéa du même article de la loi du 26 décembre 1914.

Article » (art. 15 du texte de la Chambre.)

Les départements, communes, établissements publics ou d'utilité publique sont exemptés, pour les legs qu'ils recueillent, du payement de la taxe successorale établie par l'article 10 ci-dessus.

Les dons et legs faits aux départements, communes, établissements publics ou d'utilité publique demeurent soumis, en ce qui concerne les droits d'enregistrement, aux tarifs édictés par les lois antérieures.

Article » (art. 16 du texte de la Chambre).

A l'expiration du délai de six mois après la cessation des hostilités, le paragraphe 1er de l'article 755 du code civil sera ainsi modifié :

« Les parents collatéraux au delà du quatrième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt. »

Le texte de cette disposition comporte une modification de l'article 755 du code civil. Pour ce motif, elle est hors de la compétence de la commission des finances. Au surplus, une commission spéciale, dite de la vocation héréditaire, a été récemment nommée par le Sénat pour étudier une question du même ordre. C'est pourquoi nous vous proposons de disjoindre l'article ci-dessus et de le renvoyer à cette commission.

Mesures prises contre les fraudes.

Les dispositions qui suivent (art. 17 à 33 du projet de la Chambre) ont pour objet d'armer l'administration contre les procédés de fraude et d'évasion de la matière fiscale, en ce qui concerne surtout les mutations par décès et donations.

La commission des finances, pour les motifs que nous avons indiqués plus haut, estime que l'ensemble de ces dispositions se rattache étroitement aux droits dont nous vous avons proposé la disjonction. Elle vous demande, en conséquence, de les disjoindre également et de les renvoyer à l'examen de la commission spéciale chargée de l'étude de la législation sur les droits de succession et de donation.

Article » (art, 17 du texte de la Chambre).

Aucun coffre-fort ou compartiment de coffre-fort tenu en location ne pourra être ouvert par qui que ce soit après le décès, soit du locataire ou de l'un des locataires, soit de son conjoint, qu'en présence d'un notaire requis à cet effet par tous les ayants-droit à la succession ou en cas de désaccord du notaire désigné par le président du tribunal civil et sur la demande de l'un des ayants droit.

L'inventaire notarié constatera l'ouverture du coffre-fort et contiendra l'énumération complète et détaillée de tous les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques qui y seront contenus.

Cet acte sera exempt de timbre et enregistré gratis. Mais il ne pourra pas en être délivré expédition ou copie et il ne pourra pas en être fait usage en justice, par acte public ou devant toute autorité constituée, sans que les droits de timbre et d'enregistrement aient été acquittés.

Article » (art. 18 du texte de la Chambre).

Les sommes, titres, valeurrs ou objets trouvés dans un coffre-fort loué conjointement à plusieurs personnes seront réputés, à défaut de preuve contraire, et seulement pour la perception des droits, être la propriété conjointe de ces personnes et dépendre pour une part virile de la succession de chacune d'elles.

Article » (art. 19 du texte de la Chambre).

Toute personne qui, ayant connaissance du décès soit du locataire ou de l'un des locataires, soit du conjoint de ce locataire ou colocataire, aura ouvert ou fait ouvrir le coffre-fort sans observer les prescriptions de l'article 17 sera tenue personnellement des droits de mutation par décès et des pénalités exigibles en raison des sommes, titres, valeurs ou objets contenus dans le coffre-fort, sauf son recours contre le redevable de ces droits et pénalités, s'il y a lieu, et sera, en outre, passible d'une amende de 100 fr. à 10,000 fr. en principal.

L'héritier, légataire ou donataire, sera tenu solidairement au payement de cette amende, s'il omet dans sa déclaration lesdits titres, sommes, valeurs ou objets.

Le bailleur du coffre-fort qui aura laissé ouvrir celui-ci hors la présence du notaire sera, s'il avait connaissance du décès, tenu personnellement de la même obligation et passible également d'une amende de 100 fr. à 10,000 fr. en principal.

La preuve des contraventions pourra être établie par tous les modes de preuve du droit commun, mais l'action de l'administration à l'encontre de toute autre personne que les héritiers, donataires ou légataires du défunt, sera prescrite par cinq ans à compter de l'ouverture irrégulière du coffre-fort.

Article » (art. 20 du texte de la Chambre).

Toute personne ou société qui se livre habituellement à la location des coffres-forts ou des compartiments de coffres-forts doit :

1° En faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence et, s'il y a lieu, à celui de chacune de ses succursales ou agences louant des coffres-forts ;

2° Tenir un répertoire alphabétique non sujet au timbre présentant, avec mention des pièces justificatives produites, les noms, prénoms, profession, domicile et résidence réels de tous les occupants de coffres-forts et le numéro du coffre-fort loué ;

3° Inscrire sur un registre ou carnet établi sur papier non timbré, avec indication de la date et de l'heure auxquelles elles se présentent, les noms, adresses et qualité de toutes les personnes qui veulent procéder à l'ouverture d'un coffre-fort et exiger que ces personnes apposent leur signature sur ledit registre ou carnet. Lorsque la personne qui voudra ouvrir le coffre-fort n'en sera pas personnellement, ni exclusivement locataire, cette signature sera apposée sur une formule certifiant qu'elle n'a pas connaissance du décès soit du locataire, ou de l'un des colocataires du coffre-fort, soit du conjoint de ce locataire ou colocataire ;

4° De représenter et communiquer lesdits répertoires et registres ou carnets à toutes demandes des agents de l'administration de l'enregistrement.

Dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, les assujettis seront tenus de souscrire la déclaration prévue au n° 1 du présent article et d'inscrire sur leur répertoire les locations de coffres-forts actuellement en cours.

Article » (art. 21 du texte de la Chambre).

Toute infraction aux dispositions de l'article 20 est punie d'une amende de 100 à 5,000 francs.

L'article 5 de la loi du 17 avril 1906 est applicable en cas de refus de communication des documents visés à l'article 20.

Artiele » (art. 22 du texte de la Chambre).

Les dispositions contenues dans les articles 17, 18 et 19 ci-dessus sont applicables aux plis cachetés, remis en dépôt aux banquiers, changeurs, escompteurs et à toute personne recevant habituellement des plis de même nature.

Lesdites personnes sont soumises aux obligations édictées aux articles 20 et 21

Les plis seront remis et leur contenu sera inventorié dans les formes et conditions prévues pour les coffres-forts.

Article » (art. 23 du texte de la Chambre).

Toute déclaration de mutation par décès, souscrite par les héritiers, donataires et légataires, leurs maris, tuteurs, curateurs ou administrateurs légaux, de même que toute procuration donnée par ceux-ci à l'effet de souscrire la déclaration sera terminée par une mention ainsi conçue : « ...Le déclarant (ou le mandant) affirme sincère et véritable la présente déclaration (ou la déclaration qu'il charge son mandataire de souscrire) ; il affirme en outre, sous serment et sous les peines édictées par l'article 365 du code pénal contre le faux serment, en matière civile, que cette déclaracomprend l'argent comptant, les créances et toutes autres autres valeurs mobilières françaises ou étrangères, qui, à sa connaissance, appartenaient au défunt, soit en totalité, soit en partie.

Dans tout acte ou déclaration ayant pour objet soit une vente d'immeubles, soit une cession de fonds de commerce, soit un échange, ou un partage comprenant des immeubles ou un fonds de commerce, chacun des vendeurs acquéreurs, échangistes, copartageant ou leurs maris, tuteurs ou administrateurs légaux, sera tenu de terminer l'acte ou la déclaration par une mention ainsi conçue : « La partie soussignée affirme sous serment et sous les peines édictées par l'article 366 du code pénal, que le présent acte (ou la présente déclaration) exprime l'intégralité du prix ou de la soulte convenue. »

Les mentions prescrites par les deux alinéas qui précèdent devront être écrites de la main du déclarant ou de la partie à l'acte, si ce dernier est sous signatures privées.

Article » (art. 24 du texte de la Chambre).

Lorsque dans les dix ans qui suivront l'affirmation sous serment, des omissions ou des dissimulations auront été constatées dans les actes ou déclarations, la partie ou les parties qui auront souscrit l'affirmation sous serment pourront être citées à la requête de l'administration, si l'affirmation est contenue dans une déclaration de succession, devant le tribunal correctionnel du domicile du défunt et, dans tous les autres cas, devant le tribunal correctionnel de leur domicile. En cas d'omission volontairement commise ou en cas de dissimulation, elles seront condamnées aux peines que l'article 366 du code pénal édicte contre le faux serment en matière civile.

Toutes les omissions et dissimulations, même celles qui auront donné lieu à des condamnations correctionnelles, seront frappées, indépendamment du droit simple, des pénalités établies par les lois en vigueur.

Article » (Art. 25 du texte de la Chambre)

Le notaire qui recoit un acte de vente, d'échange ou de partage est tenu de donner lecture aux parties des dispositions des articles 23 et 24 ci-dessus et de celles de l'article 366 du Code pénal.

Mention expresse de cette lecture sera faite dans l'acte, à peine d'une amende de 100 fr.

Article » (art. 26 du texte de la Chambre)

Le délai fixé par les art. 11 de la loi du 18 mai 1850, 4 de la loi du 30 janvier 1907 et par la loi du 31 janvier 1914, pour la prescription de l'action en recouvrement des droits applicables aux successions non déclarées et des droits exigibles par suite d'omissions de biens dans les déclarations de mutation par décès, est porté de dix à vingt ans.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 26 de la loi du 8 juillet 1852, ni à celles de la loi du 31 janvier 1914 relatives à la prescription exceptionnelle de deux ans.

Sous réserve de l'application desdites dispositions, les prescriptions en cours à la date de la promulgation de la présente loi ne seront acquises aux redevables que vingt ans après le jour du décès, pour les successions non déclarées, et vingt ans après le jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'une omission de biens dans une déclaration faite après décès.

Article » (art. 27 du texte de la Chambre).

Par dérogation à l'article 14, n° 2, de la loi du 22 frimaire an VII, le droit de mutation par décès sera liquidé d'après la déclaration estimative des parties, en ce qui concerne les créances dont le débiteur se trouvera en état de faillite, liquidation judiciaire ou de déconfiture au moment de l'ouverture de la succession.

Toute somme recouvrée sur le débiteur de la créance, postérieurement à l'évaluation et en sus de celle-ci, devra faire l'objet d'une déclaration supplémentaire. Seront applicables à ces déclarations supplémentaires les principes qui régissent les déclarations de mutation par décès en général, notamment au point de vue des délais, des pénalités de retard et de la prescription, l'exigibilité de l'impôt étant seulement reportée au jour du recouvrement de tout ou partie de la créance héréditaire.

(Article » (art. 28 du texte de la Chambre).

L'indication inexacte, dans un acte de donation entre vifs ou dans une déclaration de mutation par décès, du lien ou du degré de parenté entre le donateur ou le défunt et les donataires, héritiers ou légataires, ainsi que toute indication inexacte du nombre d'enfants du défunt ou de l'héritier, donataire ou légataire, est passible, à titre d'amende, d'un double droit en sus de celui qui sera dû à titre supplémentaire.

Les tuteurs ou curateurs supporteront personnellement la peine du double droit en sus sus lorsqu'ils auront passé une déclaration inexacte.

L'action en recouvrement des droits simples et en sus exigibles s'exercera dans le délai fixé par l'article 4 de la loi du 30 janvier 1907, modifié par l'article 26 de la présente loi.

Article » (art. 29 du texte de la Chambre).

En cas de renonciation à une succession, à un legs ou à une donation, le droit de mutation par décès exigible sur les biens qui, par l'effet de la renonciation, adviennent aux héritiers, donataires ou légataires acceptants ne peut pas être inférieur à celui qui aurait été dû par le renonçant, s'il avait accepté.

L'exemption accordée par l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914 ne s'étend pas aux biens dévolus aux ascendants et descendants et au conjoint du défunt par suite de renonciation.

Le tarif édicté par l'article 19 de la loi du 25 février 1901 sera seul applicable aux biens qui, par suite de renonciation, reviendront aux départements, communes et autres collectivités bénéficiant dudit tarif pour le legs leur profitant personnellement et leur conférant le droit à l'accroissement.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux successions ouvertes antérieurement à la présente loi, dès lors que la renonciation motivant l'exigibilité du droit a eu lieu postérieurement.

Article » (art. 30 du texte de la Chambre).

L'article 7 de la loi du 27 février 1912 est complété par la disposition suivante :

« En cas de récidive dans les dix ans d'une décision disciplinaire antérieure devenue définitive, l'officier public ou ministériel convaincu de s'être, d'une façon quelconque, rendu complice de manœuvres destinées à éluder le payement de l'impôt sera, en outre, frappé de destitution.

Article » (art. 31 du texte de la Chambre).

Dans tous les cas où l'administration de l'enregistrement est autorisée par les lois en vigueur à requérir une expertise, son action est prescrite par deux ans à compter de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration, quel que soit l'objet de l'expertise.

Toutefois, il n'est pas dérogé à l'article 8, paragraphe 4, de la loi du 28 février 1872, relatif à l'expertise des fonds de commerce ou des clientèles.

Article » (art. 32 du texte de la Chambre).

Lorsque l'amortissement ou le rachat d'une rente ou pension constituée à titre gratuit est effectué moyennant l'abandon d'un capital supérieur à celui formé de 20 fois la rente perpétuelle et de 10 fois la rente viagère ou la pension, un supplément de droit de donation est exigible sur la différence entre ce capital et la valeur imposée lors de la constitution. Les dispositions des articles 14, nos 9, et 69, paragraphe 2, n° 11, de la loi du 22 frimaire an VII sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à celles du présent article.

Article » (art. 33 du texte de la Chambre).

Sont considérés, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession, les titres ou valeurs qui auront été remis par le *de cujus* aux héritiers, légataires ou donataires, moins de six mois avant son décès, à moins qu'il ne soit prouvé par ces derniers que la remise a eu lieu à titre onéreux.

**Relèvement du droit de timbre applicable aux effets de commerce.**

Article » (art. 34 modifié du texte de la Chambre).

A l'expiration d'un délai de trois mois après la promulgation de la présente loi, le tarif du droit proportionnel de timbre établi par l'article 1er de la loi du 5 juin 1850 et applicable aux effets négociables ou de commerce autres que ceux tirés de l'étranger sur l'étranger et circulant en France, ainsi qu'aux écrits visés par l'article 4 de la loi du 19 février 1871, est fixé à 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr.

Le droit proportionnel de 15 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. prévu au second alinéa de l'article 2 de la loi du 5 juin 1850 est porté à 60 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr.

Toutefois, les effets négociables ou de commerce souscrits en France tirés sur l'étranger, et payables hors de France, resteront soumis au droit de timbre d'après le tarif édicté par la loi du 5 juin 1850 (1).

Le Gouvernement n'avait pas envisagé, pour le moment, l'augmentation du droit de timbre des effets de commerce. Mais les commissions du budget et de la législation fiscale de la Chambre des députés, favorables à la taxe sur les payements dont il sera parlé plus loin (art. 34 à 44 du texte de la Chambre), ont estimé qu'il était nécessaire d'harmoniser avec cette nouvelle taxe le droit qui frappe les effets de commerce. Ce droit a donc été porté à 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr.

Le droit de timbre proportionnel des effets de commerce, fixé par la loi du 5 juin 1850 à 5 centimes pour les effets de 100 fr. et au-dessous, à 10 centimes pour ceux de 100 fr. à 200 francs, à 15 centimes pour ceux de 200 à 300 francs, etc., avait été doublé par la loi du 23 août 1871, puis augmenté de moitié par la loi du 19 février 1874. Il fut ensuite ramené à 5 centimes par 100 fr., par l'article 1er de la loi du 22 décembre 1878, puis gradué de 100 en 100 francs par l'article 5 de la loi du 29 juillet 1881.

Il est légitime, dans les circonstances que nous traversons, de faire revivre en le majorant l'impôt de guerre de 1871-1874, abstraction faite même de la législation nouvelle votée par la Chambre établissant un droit sur les payements.

Le droit prévu au second alinéa de l'article 2 de la loi du 5 juin 1850 s'applique au visa pour timbre des effets non timbrés. L'article dont il s'agit le fixait à 15 centimes pour 100 fr. ou fraction de 100 fr., soit déjà le triple du droit applicable aux effets. Cette proportion est conservée par le deuxième paragraphe de l'article aujourd'hui proposé.

Le maintien, par le troisième paragraphe de cet article, de la loi du 5 juin 1850 pour les effets négociables ou de commerce souscrits en France, tirés sur l'étranger et payables hors de France, a pour objet de favoriser le commerce d'exportation.

**Taxe spéciale sur les payements.**

Sous le cabinet de M. Ribot, l'honorable M. J. Thierry, ministre des finances, avait présenté dans son projet de loi du 22 juin 1917 un ensemble de disposition législatives instituant, sous le titre général d'impôts sur la dépense, trois sortes d'impôts, savoir :

1° Une taxe de 1 p. 1000 sur le total des ventes effectuées par les commerçants en gros ou en détail pour fournitures de marchandises, quelle qu'en soit la nature ;

2° Une taxe de 5 p. 100 sur le prix de vente au détail ou à la consommation de toutes marchandises ;

3° Enfin une taxe somptuaire de 10 p. 100 sur le prix de vente à la consommation de divers objets de luxe limitativement désignés.

Ces impôts auraient pesé uniquement, les uns et les autres, sur les transactions purement commerciales, le recouvrement devant en être effectué par chacun des commerçants vendeurs transformés en quelque sorte en collecteurs de taxes. Quant aux payements libératoires qui s'effectuent entre particuliers non commerçants, ils seraient restés assujettis au régime fiscal en vigueur et n'auraient eu à supporter, et seulement dans le cas où ils font l'objet de reçus ou quittances, que le modique droit de timbre gradué institué par l'article 28 de la loi de finances du 15 juillet 1914.

L'honorable M. Klotz a pensé que la faveur dont jouiraient, dans ce système, les mouvements de fonds multiples et souvent considérables qui s'opèrent entre particuliers, en dehors de toute transaction commerciale, serait difficile à justifier, et il avait conçu un système de taxes proportionnelles de 10 centimes par 50 fr. ou fraction de 50 fr. s'appliquant :

1° Aux payements de toute nature faits aux particuliers non commerçants, lesdits payements devant être obligatoirement constatés par un titre libératoire signé ou non signé. L'impôt devait être à la charge du débiteur, le créancier étant tenu comme responsable, s'il s'est abstenu de délivrer un titre libératoire ;

2° Au prix de vente au détail ou à la consommation de toutes marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques, dépassant 10 francs.

La taxe était élevée à 10 p. 100, dans le cas où elle porterait : *a*) sur le prix de vente de marchandises et objets de luxe, dont la désignation serait confiée à une commission constituée par décret : *b*) sur les versements effectués en règlement de prix d'achat de fournitures, de marchandises, d'aliments, de liquides et produits de toute nature, lorsque l'établissement vendeur pourrait, à raison de la catégorie de sa clientèle, de son mode d'exploitation, de l'élévation de ses prix de base et de son importance, être considéré comme un établissement de luxe ou de premier ordre ; *c*) sur les payements effectués à des non commerçants pour prix de vente d'objets ou de marchandises non destinées à une exploitation agricole, industrielle ou commerciale, lorsque le prix est égal ou inférieur à 1,000 fr.

Comme pour les opérations de payement faites entre non-commerçants, la taxe sur les payements faits aux commerçants devait être à la charge de l'acquéreur et la perception constatée soit par l'apposition de timbres sur les écrits libératoires délivrés par les non-commerçants, soit, en ce qui concerne les commerçants, par la délivrance d'une quittance extraite d'un registre à souche, soit par l'inscription de la vente sur des registres agréés par l'administration.

Les commerçants en détail devaient être tenus de déclarer périodiquement à l'administration le montant par écrit de leurs ventes et d'acquitter, au moment de leur déclaration, la taxe correspondante sur le chiffre de vente. Ils étaient, en outre, astreints à la communication de leurs livres, registres, pièces de recette, de dépense ou comptabilité, aux agents de l'enregistrement, à toute réquisition. De fortes amendes devaient punir les contrevenants aux dispositions de cette nouvelle législation.

Les commissions de la législation fiscale et du budget de la Chambre avaient accueilli favorablement ce projet dont elles avaient proposé l'adoption, presque dans l'intégralité de son texte. Toutefois, dans leur système, dans le cas où les payements s'appliquaient aux prix de vente au détail ou à la consommation la taxe n'était perçue que si le prix dépassait 150 fr. ; la délivrance d'un titre devenait obligatoire dans ce cas. Entre 10 fr. et 150 fr., la taxe n'était perçue que dans le cas de délivrance de titre libératoire. La taxe de 10 p. 100 était maintenue sur le payement des objets classés comme étant de luxe ; mais l'on ne prévoyait pas l'application de cette taxe au payement des objets ou marchandises non classés comme objets de luxe et d'un prix supérieur à 1,000 fr. Quant aux établissements passibles de la taxe de 10 p. 100 sur les payements, comme étant de luxe, les commissions de la Chambre les avaient limités à ceux offrant soit le logement, soit la consommation sur place de denrées alimentaires quelconques.

Comme dans le projet du Gouvernement, les commissions de la Chambre avaient proposé que la désignation des objets de luxe fût effectuée par une commission constituée par décret; mais tandis que le Gouvernement avait laissé le soin de classer les établissements de luxe à des commissions locales dont la composition aurait été réglée par décret, les commissions du budget et de la législation fiscale avaient proposé que les commissions de classement fussent constituées par département et composées de trois commerçants désignés par le tribunal de commerce, de deux représentants du syndicat du commerce intéressé, d'un délégué du ministre du commerce et d'un délégué du ministre des finances. Les décisions de la commission de département étaient susceptibles d'appel devant une commission supérieure.

Devant la Chambre des députés ce projet se heurta d'abord à une réelle opposition, quant à son principe. On lui reprochait de frapper la circulation des valeurs, de multiplier à l'infini les impôts sur les objets de consommation et de faire ainsi une part excessive à l'impôt indirect, en négligeant d'atteindre la richesse acquise. Dans son application, la loi nouvelle était représentée comme devant apporter des entraves profondes à l'exercice du commerce et aux transactions de toute nature, sans préjudice des fraudes par lesquelles on y pourrait facilement échapper. En ce qui concerne la taxe somptuaire, on fit observer qu'elle porterait un grand préjudice aux industries de luxe.

Toutefois, la Chambre s'est prononcée en grande majorité en faveur du principe de la

(1) Le texte de la Chambre portait : « d'après le tarif actuellement en vigueur ». Votre commission des finances a jugé préférable de préciser le tarif qui doit être applicable.

loi; mais elle a apporté de sérieuses modifications aux modalités de son application. Elle a notamment supprimé l'obligation de la délivrance du titre libératoire pour les payements, ce qui, du coup, entraînait une diminution de recettes de 90 millions par an en régime normal; elle a ensuite libéré partiellement les commerçants de l'obligation des déclarations; elle a enfin subordonné à la ratification des Chambres la désignation des objets de luxe.

Devant votre commission des finances, le Gouvernement a fait valoir la nécessité inéluctable où nous nous trouvons de créer sans délai les ressources indispensables pour pourvoir aux charges publiques occasionnées par la guerre et, notamment, au service des emprunts destinés à assurer la défense nationale. Le nouvel impôt sur les payements pourrait, à lui seul, procurer 1,300,000 fr. par an et 1 milliard pour 1918, d'après le projet primitif du Gouvernement. Le système de la Chambre donnerait sans doute un produit inférieur; néanmoins son rendement atteindrait 900 millions par an en régime normal et 800 millions pour 1918. C'est pourquoi l'honorable M. Klotz a insisté très fortement auprès de votre commission et a fait appel à son patriotisme pour obtenir l'inscription de ce nouveau système d'impôts dans la présente loi de finances, tel qu'il est, en raison de son extrême urgence.

Nous avons signalé au Gouvernement que les modifications apportées par la Chambre des députés au projet primitif en avaient transformé le caractère. Ce n'est plus, en effet, qu'une extension de la proportionnalité du droit de timbre-quittance, au lieu d'un véritable impôt sur les payements et la perception de la taxe est entourée de précautions et de formalités de nature à créer au commerce les plus grandes difficultés, en un moment où le développement du mouvement économique s'impose aux encouragement des Chambres.

M. le ministre a reconnu que cette législation n'était pas sans rencontrer de réelles difficultés par sa complication; mais la date de son application étant remise à trois mois après sa promulgation, l'expérience, d'après lui, ne manquerait pas de révéler les remèdes à apporter à ses imperfections.

Enfin, en ce qui concerne les objets et les établissements de luxe, nous avons fait observer à M. le ministre des finances qu'en laissant à une loi ultérieure le soin d'opérer la désignation des objets à imposer, on avait rendu inopérantes quant à présent les dispositions proposées.

Telle est la situation en présence de laquelle s'est trouvée votre commission, désireuse tout à la fois d'accorder au Gouvernement toutes les ressources dont a besoin le Trésor et aussi de ne vous proposer qu'une loi efficace.

Dans cet esprit, par les motifs qui seront exposés au cours de l'examen des articles suivants, nous vous demandons d'adopter l'établissement des taxes de 20 centimes p. 100 sur les payements civils et commerciaux, tout en libérant le commerce des mesures inquisitoriales et vexatoires dont l'application de ces taxes est entourée dans le projet de la Chambre.

Nous vous proposerons, par contre, la disjonction des taxes sur les objets et sur les établissements de luxe. Favorable, en principe, comme nous l'avons dit plus haut, aux taxes somptuaires dont il s'agit, la commission a constaté, en effet, que les dispositions qui concernent ces taxes sont inopérantes par elles-mêmes, attendu qu'une loi ultérieure devra intervenir pour en assurer l'application par la désignation des objets de luxe.

Article 10 (art. 35 du texte de la Chambre).

A l'expiration du même délai, une taxe de 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr., sans addition de décime, sera perçue sur tous les titres, de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, constatant des payements ou des versements de sommes, soit à des non-commerçants pour une cause quelconque, soit à des commerçants pour une cause autre que l'exercice de leur commerce. En ce qui concerne lesdits titres, la taxe est substituée au droit de timbre établi par les articles 18 de la loi du 23 août 1871 et 28 de la loi du 15 juillet 1914 sur les titres emportant libération, reçu ou décharge de sommes.

La lecture du texte qui précède suffit pour en faire saisir la portée. Il a pour but de remplacer, en ce qui concerne les opérations de payement ou versement faites pour une cause quelconque, entre particuliers, voire même entre commerçants et particuliers, mais en dehors de tout acte commercial, le timbre-quittance actuellement en vigueur, par une taxe proportionnelle de 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. Cette taxe sera perçue sur tous les titres quelle qu'en soit la nature, qu'ils soient signés ou non signés.

Le Gouvernement espère retirer de l'application de ce texte une recette importante.

Nous en proposons l'adoption.

Article 11 (art. 36 du texte de la Chambre.)

Sont seuls exemptés de la taxe de 20 centimes par 100 fr. et continuent d'être soumis, chacun en ce qui les concerne, aux droits de timbre en vigueur :

1° Les titres constatant l'extinction d'une dette par voie de compensation légale ou de confusion;

2° Les acquits inscrits sur les chèques ainsi que sur les lettres de change, billets à ordre et autres effets de commerce assujettis au droit proportionnel de timbre;

3° Le renouvellement de lettres de change, billets à ordre et autres effets de commerce qui reste soumis aux droits établis par l'article 1er de la loi du 5 juin 1850;

4° Les quittances ou reçus de 10 fr. et au-dessous, quand il ne s'agit pas d'un acompte ou d'une quittance finale sur une plus forte somme;

5° Les quittances énumérées dans l'article 20, troisième et quatrième paragraphes de la loi du 23 août 1871;

6° Les reçus délivrés par les banques aux clients titulaires de comptes de dépôts, ainsi que les reçus donnés par lesdits titulaires lorsqu'ils ont exclusivement pour objet de constater les versements ou les retraits effectués par les clients au crédit ou au débit de leur propre compte;

7° Les quittances ou reçus de sommes déposées ou consignées chez des officiers publics ou ministériels en leur dite qualité, lorsqu'elles n'opèrent pas vis-à-vis des tiers la libération des déposants, et les décharges que donnent les déposants ou leurs ayants cause auxdits officiers publics ou ministériels, lorsque la remise des sommes consignées ou déposées est faite.

Les exemptions à la taxe créée par l'article 10, telles qu'elles nous sont proposées par l'article ci-dessus, sont légitimes. Elles se justifient d'elles-mêmes.

Art. 12 (art. 37 du texte de la Chambre).

Le droit prévu à l'article 10 est dû pour chaque reçu, décharge, quittance ou acte constatant un payement. Il peut être acquitté par l'apposition de timbres mobiles dont les conditions d'emploi seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Les dispositions des articles 20 et 21 de la loi du 11 juin 1859 sont applicables aux titres sur lesquels les timbres mobiles auront été apposés. Une remise de 2 p. 100 sur le timbre est accordée, à titre de déchet, à ceux qui feront timbrer préalablement leurs formules de quittances ou décharges de sommes.

L'article 12 qui précède détermine les conditions de payement de la taxe. L'apposition de timbres mobiles constitue une facilité pour les assujettis, qui auront le choix entre ce mode et le timbrage à l'extraordinaire.

Pas d'objection.

Article 13 (art. 38 du texte de la Chambre).

Toute contravention aux dispositions de l'article 10 ou du règlement d'administration publique prévu à l'article 12 sera punie d'une amende de 6 p. 100 de la somme sur laquelle l'impôt n'aura pas été régulièrement acquitté, sans que cette somme puisse être inférieure à 50 fr. en principal.

L'impôt est à la charge de la partie qui aura effectué le payement ou le versement; néanmoins la personne qui a donné quittance, reçu ou décharge en contravention de l'article 10 est tenue personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, du montant des droits, frais et amendes.

Les contraventions sont constatées et poursuivies dans les formes prescrites et par les agents désignés par l'article 23 de la loi du 23 août 1871. Il est attribué à ces agents un dixième des sommes recouvrées.

Pas d'objections aux mesures ci-dessus; elles sont très nécessaires pour réprimer les fraudes et assurer l'exact recouvrement de l'impôt.

Article 14 (art. 39 du texte de la Chambre).

A l'expiration d'un délai de trois mois après la promulgation de la présente loi, le payement du prix de vente au détail ou à la consommation de toutes marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques est frappé, au profit de l'Etat, lorsque ce prix dépasse 150 fr., d'une taxe de 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. sans addition de décimes.

Ladite taxe est également perçue sur tous les titres, de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui pourraient être remis par le vendeur en constatation de payements effectués inférieurs à 450 fr., mais supérieurs à 10 fr.

Dans les cas ci-dessus, la taxe remplace le droit de timbre établi par les articles 18 de la loi du 23 août 1871 et 28 de la loi du 15 juillet 1914 sur les titres emportant libération, reçu ou décharge de sommes.

Est soumis à la taxe le payement de marchandises importées, lorsque ces marchandises sont destinées aux consommateurs.

En sont exempts les payements des livraisons à l'étranger de marchandises fabriquées ou produites en France.

Les mesures nécessaires pour assurer le payement de la taxe sur les payements de marchandises importées ainsi que la franchise de l'impôt sur les payements d'objets exportés seront réglées par des arrêtés du ministre des finances.

Nous proposons au Sénat l'adoption de l'article 14, qui ne fait, en somme, que déterminer les conditions d'application au commerce du détail de la taxe sur les payements opérés par les particuliers entre eux, d'après l'article 10.

La taxe ne sera donc pas appliquée au commerce de gros. Ainsi sera évitée la superposition des taxes. En seront également exemptés les payements de marchandises exportées, à la condition qu'elles aient été produites ou fabriquées en France.

Article 15 (art. 40 modifié du texte de la Chambre).

L'impôt établi par l'article précédent est à la charge de l'acquéreur ou du consommateur et doit être versé lors du payement total ou partiel du prix.

La perception de la taxe sera constatée dans les conditions prescrites à l'article 12.

Comme en ce qui concerne le timbre-quittance, établi par les lois de 1871 et 1914, la taxe sera à la charge du débiteur.

Article » (art. 41 du texte de la Chambre.)

Le commerçant est tenu de représenter tant au siège de son principal établissement que dans ses agences ou succursales, aux agents de l'enregistrement et à tous autres agents ayant qualité pour constater les contraventions, ses livres spéciaux prescrits par le règlement d'administration publique prévu à l'article 37, afin que lesdits agents s'assurent de l'exécution de la présente loi.

Tous refus de communication sera constaté par un procès-verbal et soumis aux sanctions édictées par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906.

Le règlement d'administration publique prévu à l'article 37 (1) déterminera les lieux et les époques de versement de l'impôt au bureau administratif compétent, la forme des quittances à délivrer, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 39 et 40.

La disposition qui précède ne nous paraît pas appliquable. Si elle était appliquée, elle constituerait pour le commerce de détail, aussi bien dans nos villages que dans les bourgs, villes, grandes villes et à Paris surtout, l'établissement d'un exercice qui deviendrait odieux dès les premiers jours de son application.

(1) L'article, dans le texte de la Chambre, se terminait par les mots suivants : « prescrites par le règlement d'administration publique prévu à l'article 37 ».

Article 16 (art. 42 modifié du texte de la Chambre (1).

Tout vendeur, tout acquéreur, tout consommateur qui auront contrevenu aux dispositions des articles 14 et 15 de la présente loi ou du règlement d'administration publique, seront punis d'une amende de 6 p. 100 de la somme sur laquelle l'impôt n'aura pas été régulièrement acquitté, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr. en principal.

Le recouvrement du droit simple est poursuivi contre le vendeur, sauf le recours de celui-ci contre l'acquéreur ou consommateur.

L'amende prévue au paragraphe premier du présent article pourra, à chaque récidive, être majorée de 25 p. 100.

Les contraventions sont constatées au moyen de procès-verbaux par les agents de l'enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes, des douanes et des octrois. Il leur est attribué un dixième des amendes recouvrées.

L'action de l'administration se prescrit par trois (2) ans à compter de la découverte de l'infraction.

Les instances sont introduites et jugées suivant les formes prescrites par l'article 76 de la loi du 28 avril 1816.

La disposition qui précède est analogue à celle qui a fait l'objet de l'article 13.

Nous avons cru devoir apporter deux modifications au premier et au cinquième alinéa de l'article.

Tout d'abord, il nous a paru qu'il convenait de frapper ensemble le vendeur et l'acquéreur de l'amende encourue, en raison de leur complicité. Ainsi les vendeurs et acquéreurs seront-ils, au même degré, intéressés à appliquer la loi. Tel est l'objet de la modification apportée au premier alinéa.

Quant à la seconde modification, elle s'explique par ce fait que la prescription de cinq ans aurait dépassé les délais de prescription légale actuels; au surplus, le délai de trois ans que nous proposons de fixer, devant partir de la découverte de l'infraction, sera amplement suffisant pour permettre d'atteindre les contrevenants.

Article » (art. 43 du texte de la Chambre).

Trois mois après la promulgation de la présente loi, une taxe de 10 p. 100 sera instituée sur le payement des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques, offerts au détail ou à la consommation, sous quelque forme et dans quelque condition que ce soit, par un commerçant ou par un non-commerçant, si ces marchandises, denrées, fournitures ou objets sont classés comme étant de luxe.

La désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 p. 100 sera faite par une loi après avis d'une commission constituée par décret.

En cas de vente publique, le droit d'enregistrement perçu sur le procès-verbal sera porté à 10 p. 100 du prix des marchandises et objets de cette catégorie. Ladite majoration ne sera toutefois pas appliquée dans le cas de vente par licitation forcée.

Toute transaction portant sur une marchandise ou un objet de luxe, quel qu'en soit le prix, est obligatoirement constatée, lorsque le vendeur est commerçant, par l'inscription sur un livre de commerce agréé par l'administration. Le vendeur non-commerçant devra délivrer quittance.

Toutes les dispositions des trois derniers paragraphes de l'article 39 et celles des articles 40, 41 et 42 de la présente loi sont applicables à la taxe de 10 p. 100 prévue au présent article.

Toutefois, la perception de la taxe sera toujours constatée par l'apposition de timbres mobiles sur l'écrit libératoire délivré par le commerçant.

Favorable en principe à la taxe somptuaire établie par l'article ci-dessus, la commission des finances se voit cependant contrainte d'en proposer la disjonction.

Nous répétons que cet article est rendu inopérant par la disposition qui renvoie à une loi ultérieure le soin de désigner les marchandises, denrées et objets de luxe.

Si le temps ne nous avait pas fait défaut, nous aurions demandé à l'administration et, le cas échéant, aux assemblés commerciales intéressées, de nous aider dans la préparation d'un classement raisonné; mais, à l'heure où nous sommes, il serait vain d'entreprendre un travail aussi considérable, aussi complexe et aussi délicat.

C'est pourquoi nous avons l'honneur de proposer au Sénat de disjoindre l'article 43 voté par la Chambre. La commission des finances, qui en restera saisie, procédera immédiatement à l'étude méthodique de cette question, afin de présenter son rapport à la haute Assemblée dans le plus bref délai possible.

Article » (art. 44 du texte de la Chambre).

Les dépenses afférentes au logement ou à la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires quelconques seront passibles d'une taxe de 10 p. 100 lorsqu'elles seront effectuées dans un établissement qui, en raison de la catégorie de sa clientèle, de son mode d'exploitation, de l'élévation de ses prix de base et de son importance sur la place peut être considéré comme établissement de luxe.

Le classement desdits établissements sera opéré par une commission de département, composée de trois commerçants désignés par le tribunal de commerce, deux représentants du syndicat du commerce intéressé, d'un délégué du ministre du commerce, d'un délégué du ministre des finances.

La commission élit son président et prend ses décisions à la pluralité des voix. La présence de quatre membres au moins est nécessaire à la validité des décisions. Chaque décision est notifiée au chef de la maison ou de l'établissement classé par lettre recommandée, avec accusé de réception.

Dans le délai d'un mois à dater de cette notification, appel peut être interjeté soit par le chef d'établissement, soit par le directeur de l'enregistrement.

Les appels sont portés devant une commission supérieure composée de :

Un délégué du ministre du commerce, président;

Un délégué du ministre des finances;

Trois membres désignés par la réunion des présidents de chambres de commerce ou, à défaut, par le ministre du commerce;

Deux membres désignés par les syndicats du commerce exercé par l'établissement classé.

La commission supérieure statue sur mémoire. Ses décisions ne peuvent être attaquées que pour excès de pouvoir ou violation de la loi devant le conseil d'Etat. Mais l'intéressé et le directeur de l'enregistrement peuvent, après une année révolue, réclamer de la commission un nouvel examen, et ainsi d'année en année.

Un décret déterminera les conditions du fonctionnement des commissions de département et de la commission supérieure.

Seuls, les établissements classés et soumis comme tels à la taxe de 10 p. 100 auront le droit de prendre dans les enseignes, réclames, annonces, guides, publications, etc., la qualification d'établissement de luxe ou de premier ordre, toute infraction entraînant le classement d'office.

Toutes les dispositions des articles 40, 41 et 42 de la présente loi sont applicables à la taxe prévue au présent article.

L'article ci-dessus est le développement de l'article précédent, en ce qu'il classe parmi les dépenses somptuairss celles qui sont effectuées dans les établissements de premier ordre offrant le logement ou la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires. Sa disjonction s'impose donc dès qu'a été disjoint l'article 43 du texte de la Chambre.

Article 17 (art. 45 du texte de la Chambre).

Le dernier paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916 est ainsi modifié :

« Les poudres, sels, comprimés et généralement tous produits préconisés par voies d'annonces ou de prospectus, comme destinés à préparer des eaux minérales artificielles sont soumis à l'impôt ci-après, établi sous l'article 16. sur les spécialités pharmaceutiques ».

L'article 15 de la loi du 30 décembre 1916 a établi une taxe sur les eaux minérales naturelles et artificielles. Corrélativement, elle a frappé les poudres, sels, comprimés, etc., préconisés par voie d'annonces ou de prospectus comme destinés à préparer des eaux minérales artificielles d'un droit de 2 centimes par dose indiquée pour la fabrication d'un litre de ces eaux. Le législateur avait voulu ainsi mettre ces divers produits sur un pied d'égalité au point de vue de l'impôt.

Sur l'amendement de M. Cabrol, la Chambre des députés a considéré que les poudres et sels susdits devaient être classés parmi les spécialités pharmaceutiques, en raison de la publicité dont ils sont l'objet, et imposés comme tels, soit à raison de 5 centimes lorsque le prix de vente n'excède pas 50 centimes, 10 centimes par franc ou fraction de franc, lorsque le prix excède 50 centimes sans dépasser 10 fr., et lorsque ce prix dépasse 10 fr., 50 centimes par 5 fr. ou fraction de 5 fr.

Votre commission ne fait pas d'objection à l'adoption de cette mesure.

Article 18 (art. 46 du texte de la Chambre.)

La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée, jusqu'au 1er avril 1918, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant les mois de janvier, février et de mars 1918 la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes.

Continuera également d'être faite pendant les mêmes mois la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisés.

Cet article autorise la perception pendant le premier trimestre de 1918 des divers impôts, produits et revenus publics, abstraction faite des impôts directs dont la perception a été autorisée pour l'année entière par l'article 8 du présent projet.

Article 19 (art. 47 du texte de la Chambre).

Est autorisée l'approbation, par décrets rendus en conseil d'Etat, de la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1918 inclusivement, des surtaxes d'octroi sur l'alcool qui expirent le 31 décembre 1917 et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

Article 20 (art. 48 du texte de la Chambre).

Sont autorisées, à titre provisoire, jusqu'au 31 décembre 1918 inclusivement, sauf vote contraire des conseils municipaux, quand il n'aura pu être statué dans les conditions prévues aux articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884, ainsi qu'à l'article 19 de la présente loi :

1° La prorogation des surtaxes d'octroi sur l'alcool;

2° La prorogation des actes constitutifs de tout octroi arrivant à expiration le 31 décembre 1917, sous réserve des dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 et de l'article unique de la loi du 13 août 1913.

Depuis la guerre, le Gouvernement a proposé, chaque année, diverses mesures exceptionnelles destinées à assurer la prorogation de certaines taxes et surtaxes d'octroi. Ces dispositions ont été insérées, en dernier lieu dans la loi du 30 décembre 1916, portant ouverture, sur l'exercice 1917, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917 (articles 30 et 31).

Il s'agissait essentiellement : d'une part, d'accorder au Gouvernement une délégation provisoire qui lui permît de proroger, en vertu de décrets rendus en conseil d'Etat, non plus pour six mois, comme avant la guerre, mais pour un an, les surtaxes d'octroi venant à expiration le 31 décembre 1916; d'autre part, d'admettre les conseils municipaux à maintenir purement et simplement les situations existantes, en attendant que les formalités réglementaires puissent être accomplies et sous la réserve expresse que les dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 (nivellement des droits d'octroi sur les huiles végétales) et de l'article unique de la loi du 13 août 1913 (fixation de nouveaux maxima pour les droits d'octroi sur les poissons de mer) soient strictement observées.

Les raisons qui avaient motivé ces mesures extraordinaires en 1914, 1915 et 1916 n'ont rien

(1) Le premier paragraphe dans le texte de la Chambre était rédigé comme suit :

« Toute contravention, par le vendeur ou par l'acquéreur ou consommateur, aux dispositions des article 39, 40 et 41 de la présente loi ou du règlement d'administration publique, sera punie d'une amende de 6 p. 100 de la somme sur laquelle l'impôt n'aura pas été régulièrement acquitté, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr. en principal.

(2) Cinq ans dans le texte de la Chambre.

perdu de leur valeur en 1917. Les articles ci-dessus reproduisent en conséquence les dispositions des articles 30 et 31 de la loi du 30 décembre 1916.

§ 3. — *Budgets annexes.*

Article 21 (art. 49 du texte de la Chambre.)

Les dépenses et les recettes des chemins de fer de l'Etat (ancien réseau de l'Etat et réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest) afférentes aux services 1918 et suivants feront l'objet d'un seul budget annexe.

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent article.

La production de deux budgets annexes, au lieu d'un seul applicable à l'ensemble des lignes constituant les chemins de fer de l'Etat, avait pour but de permettre une comparaison des résultats d'exploitation du réseau de l'Ouest avant et après le rachat. Cette préoccupation ressort d'ailleurs, explicitement, des dispositions insérées à l'article 49 de la loi de finances de 1911, aux termes desquelles « un rapport spécial décrivant les résultats financiers généraux du rachat et de l'exploitation, par l'Etat, du réseau racheté de l'Ouest, doit être joint au compte définitif de chaque exercice ».

On ne saurait contester l'intérêt qu'a présenté, pendant les années qui ont suivi immédiatement le rachat, l'établissement de deux budgets. C'est, en effet, grâce à la tenue de comptes distincts pour chacun des deux réseaux « Etat » et « Ouest », qu'il a été possible d'évaluer exactement la progression de l'insuffisance des produits du réseau racheté de l'Ouest, de déterminer les causes de cette progression et de faire ressortir notamment la répercussion, sur les résultats d'exploitation, des mesures prises depuis le rachat pour améliorer la situation du personnel.

Il est à remarquer, d'autre part, que, tant que le capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat n'était pas encore chiffré, les charges théoriques correspondantes ne pouvaient figurer au budget, et les résultats d'exploitation de ce réseau se traduisaient, de ce fait, par un excédent de recettes sur les dépenses qui ne pouvaient entrer en comparaison — dans un budget unique — avec l'insuffisance des produits du réseau racheté. Les résultats d'ensemble d'un budget ainsi établi n'auraient eu aucune signification.

Mais il est indéniable que la comparaison des résultats actuels d'exploitation du réseau de l'Ouest avec ceux obtenus en 1908 par l'ancienne compagnie ne présente plus aucun intérêt.

La fusion réalisée pour le personnel, l'affectation du matériel roulant à l'un ou l'autre réseau, les améliorations de service réalisées depuis le rachat avaient, en effet, déjà profondément modifié, avant la guerre, la physionomie générale des conditions d'exploitation du réseau racheté. Ces conditions ont été entièrement bouleversées pendant la guerre comme pour tous les réseaux.

La fusion des budgets des chemins de fer de l'Etat, autorisée par l'article ci-dessus, aura pour heureuses conséquences de simplifier les contrôles, de supprimer la tenue de certains comptes communs entre l'ancien réseau et le réseau racheté, d'apporter des améliorations considérables dans l'exécution du budget au point de vue comptable. Elle permettra d'éviter à l'avenir de nombreuses demandes de virements de crédits qui, chaque année, devaient être formulées avant la clôture des comptes, tant à la première qu'à la deuxième section desdits budgets, du fait des modifications intervenues en cours d'exercice dans les bases de répartition des dépenses communes entre les deux réseaux (dépenses d'administration centrale, dépenses des services centraux de l'exploitation, du matériel et de la traction, de la voie et des bâtiments, des lignes nouvelles, charges des capitaux dépensés depuis le rachat sur le réseau de l'Ouest et depuis le 1er janvier 1911 sur l'ancien réseau de l'Etat, etc.).

Article 22 (art. 50 du texte de la Chambre).

Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, aux dépenses de la deuxième section du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 47,267,500 fr.

Cet article fixe, par application de l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, le maximum des obligations amortissables que le ministre des finances est autorisé à émettre, en vue de subvenir aux dépenses inscrites à la deuxième section du budget annexe de chemins de fer de l'Etat pour l'exercice 1918.

On sait que, s'il n'est pas usé de la faculté d'émission, l'autorisation accordée au ministre des finances lui permet de faire aux chemins de fer de l'Etat, sur les ressources de la dette flottante, des avances jusqu'à concurrence du montant de l'émission prévue.

TITRE II

**Disposition spéciale.**

Article » (art. 51 du texte de la Chambre).

L'établissement thermal d'Aix-les-Bains est doté, à partir du 1er janvier 1918, de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous le régime des établissements publics et administré, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, par une commission administrative et un directeur qui le représente en justice et dans les actes de la vie civile.

L'établissement thermal a la jouissance de tous les biens domaniaux, meubles et immeubles, actuellement affectés à l'exploitation des sources minérales et thermales.

Un état descriptif desdits biens devra, dans le mois qui suivra l'application du nouveau régime, être dressé contradictoirement entre un représentant du departement de l'intérieur, un représentant du service domanial de l'Etat et un délégué de la commission administrative de l'établissement.

Continueront d'être rémunérés sur le budget général de l'Etat et d'être soumis aux dispositions de la loi du 9 juin 1853 le directeur, le secrétaire et l'agent comptable de l'établissement. Les traitements de ces agents seront remboursés au Trésor par l'établissement.

Un règlement d'administration publique déterminera les attributions de la commission administrative et du directeur, les conditions dans lesquelles l'excédent de recettes annuelles sera réparti entre l'Etat et l'établissement, les règles applicables aux recettes, aux dépenses et à la comptabilité de l'établissement et généralement toutes les mesures d'application du présent article :

La commission des finances estime qu'aucune raison péremptoire ne justifie l'attribution, à l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Le Parlement, qui a jusqu'ici accordé largement les crédits qui ont permis à l'établissement dont il s'agit de se développer et de prendre le rang qu'il occupe, ne refusera pas davantage dans l'avenir de lui prêter le même concours pour accroître sa prospérité. Dans ces conditions, la commission des finances propose de ne pas adopter l'article.

Article 23 (art. 52 du texte de la Chambre).

L'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 est complété comme suit :

« N'entrent pas compte les ressources pouvant provenir des secours exceptionnels accordés par l'Etat, à l'occasion de la guerre, aux vieillards, aux infirmes et aux incurables réfugiés ou rapatriés. »

La loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, a disposé, dans son article 20, qu'au cas où la personne admise à l'assistance dispose déjà de certaines ressources, la quotité de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources. Les ressources fixes et permanentes provenant de la bienfaisance privée entrent en décompte jusqu'à concurrence de moitié, dans la limite maximum de 480 fr. L'article proposé dispose que n'entreront pas en compte les ressources pouvant provenir des secours exceptionnels accordés par l'Etat, à l'occasion de la guerre, aux vieillards, aux réformés et aux incurables réfugiés ou rapatriés. Cette disposition, inspirée par un louable sentiment de générosité, ne peut soulever d'objection.

TITRE III

**Moyens de service et dispositions annuelles.**

Article 24 (art. 53 du texte de la Chambre).

Est fixé à 100 millions de francs, pour les mois de janvier, de février et de mars 1918, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Cet article a figuré dans toutes les lois de finances depuis 1912. Il n'appelle pas d'observations.

Article 25 (art. 54 du texte de la Chambre.)

La ville de Paris est autorisée à mettre en circulation des bons de la Caisse municipale pour une somme qui ne pourra excéder 40 millions de francs.

Le maximum fixé est le même qui figure dans les lois de finances antérieures.

Article 26 (art. 55 du texte de la Chambre.)

Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 10 avril 1914, pour le programme vicinal de 1918, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 4,500,000 francs et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1918 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Le crédit d'engagement demandé pour le premier trimestre de 1918 est égal à la totalité du crédit prévu pour l'année entière dans le projet de budget de 1918.

Les autorisations consenties en 1917 ont été de 6 millions et demi.

Article 27 (art. 56 du texte de la Chambre).

Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics et des transports peut s'engager, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, à allouer aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local, en vertu de la loi du 31 juillet 1913, ne devra pas excéder la somme de 100,000 fr.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront acordées pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Le maximum fixé est égal à la moitié de celui qui est prévu pour l'année entière dans le projet de budget 1918.

Article 28 (art. 57 du texte de la Chambre).

Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics et des transports peut s'engager, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, à allouer aux entreprises de services réguliers d'automobiles, en vertu de l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908, de l'article 4 de la loi du 29 mars 1917 et de l'article 17 de la loi du 4 août 1917, ne devra pas excéder la somme de 500,000 fr.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

L'article 4 de la loi du 9 mars 1917 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1917 et l'article 17 de la loi du 4 août 1917 ont autorisé l'allocation de subventions de l'Etat, pendant la durée de la guerre, à des entreprises de services publics réguliers d'automobiles exclusivement affectés au transport des marchandises.

D'autre part, l'article 17 de la loi du 30 juin 1917, concernant les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917, a autorisé la reprise de l'application de l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908 (allocation de subventions aux services publics automobiles pour voyageurs, messageries et marchandises), application qui était suspendue depuis l'ouverture des hostilités.

Le montant maximum des subventions annuelles que l'administration a été autorisée à s'engager à allouer, pendant l'année 1917, a été

fixée : 1° à 150,000 fr. (loi du 29 mars 1917) pour les entreprises subventionnées en vertu de ladite loi ; 2° à 100.000 fr. (article 17 de la loi du 30 juin 1917) pour les entreprises subventionnées en vertu de l'article 65 de la loi du 26 décembre 1908 ; soit, au total, pour les deux catégories d'entreprises, à 250,000 fr.

Etant données les difficultés annuelles des transports par chemins de fer et la nécessité d'assurer par tous les moyens le ravitaillement des populations, il y a un intérêt de premier ordre à aider et même à provoquer l'établissement de nouveaux services automobiles capables de suppléer dans la plus large mesure possible aux insuffisances de la voie ferrée, tant pour l'échange des marchandises que pour le transport des voyageurs. Dans ce but, il paraît nécessaire de prévoir un chiffre double (soit 500,000 fr.) de celui de 1917, en ce qui concerne le montant des subventions annuelles que l'administration pourra s'engager à allouer pendant l'année 1918 aux entreprises dont il s'agit.

Le crédit demandé pour le premier trimestre de 1918 est égal à la totalité de cette somme.

Article 29 (art. 58 du texte de la Chambre).

Les travaux à exécuter, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction, des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 5,000,000 fr.

Cette somme se confondra avec celle qui sera autorisée pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Le maximum fixé représente moins du quart des autorisations accordées pour 1917 (21 millions de francs).

Article 30 (art. 59 du texte de la Chambre).

Le montant des travaux complémentaires de premier établissement, (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1918, et dont le ministre des travaux publics et des transports pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, pour les mois de janvier, de février et de mars 1918, non compris le matériel roulant, à la somme de 14,250,000 fr, qui se confondra avec celle qui sera fixée pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Le maximum fixé est supérieur de 750,000 fr. au quart des autorisations accordées pour 1917 (64 millions de fr.).

Article 31 (art. 60 du texte de la Chambre.)

Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant les mois de janvier, de février et de mars 1908, sous la réserve de l'inscription au budget du ministère des colonies des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

Cette autorisation d'engagement se confondra avec celle qui sera accordée pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Le maximum fixé est le même que celui qui a figuré dans chacune des lois de crédits provisoires de 1917.

Article 32 (art 61 du texte de la Chambre).

Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Clause de style qui ne comporte pas d'observation.

## DEUXIÈME PROJET DE LOI

### CRÉDITS PROVISOIRES DE GUERRE

Article 1er.

Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1918, en vue de faire face aux dépenses militaires et aux dépenses exceptionnelles des services civils, des crédits provisoires s'élevant à la somme de 9,406,747,499 fr. et applicables au premier trimestre de 1918.

Article 2.

Il est ouvert au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres, pour l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 895,795,775 fr. et applicables au premier trimestre de 1918.

Article 3.

Les crédits ouverts par les articles 1er et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Pour les trois articles qui précèdent, nous nous référons aux explications fournies au cours du présent rapport.

Article 4.

Le ministre des finances est autorisé à employer une somme de 165,522,915 fr. à l'amortissement d'un chiffre correspondant de rentes 5 p. 100 émises en 1915 et en 1916.

Ladite somme de 165,522,915 fr. sera inscrite à un chapitre spécial du budget du ministère des finances.

Le crédit demandé a pour objet de couvrir la dépense résultant d'achats de rente 5 p. 100 qui ont été effectués par l'Etat du 3 novembre 1916 au 3 mai 1917 et du 3 septembre au 24 novembre 1917, pour apporter une aide temporaire au marché du 5 p. 100. La plus grande partie de ces achats s'applique à la deuxième période (153,750,862 fr.); ils ont été opérés afin de ne pas laisser s'accréditer dans le public, à la veille du nouvel emprunt, l'opinion que les placements en rente française constituaient une immobilisation.

Article 5.

Pour l'exécution des services de la guerre, de l'armement et des fabrications de guerre et de la marine afférents à l'exercice 1917, les dates de clôture fixées par l'article 4 de la loi du 25 janvier 1889 aux 31 mars, 30 avril, 30 juin et 31 juillet sont reportées respectivement aux 31 juillet, 31 août, 30 novembre et 31 décembre.

Les lois des 29 mars et 29 décembre 1915 et 30 décembre 1916 ont reporté respectivement aux 31 juillet, 31 août, 30 novembre et 31 décembre les dates de clôture des exercices 1914, 1915 et 1916, en ce qui concerne spécialement l'exécution des services des ministères militaires. Il paraît indispensable d'envisager également pour l'exercice 1917 et pour les mêmes services une prolongation analogue des délais légaux.

Article 6.

Pourront être acquittées dans les conditions prévues par l'article 9 de la loi du 29 juin 1915 les créances afférentes à l'exercice 1917 qui, par suite de l'occupation de certaines régions par l'ennemi, n'ont pu être liquidées, ordonnancées et payées avant la clôture de l'exercice, ainsi que les traitements afférents à l'exercice 1917 et non encore payés par l'Etat aux fonctionnaires mobilisés.

L'article 9 de la loi du 29 juin 1915 a permis l'acquittement, dans certaines conditions, des créances sur l'Etat afférentes à l'exercice 1914 qui, par suite de l'occupation de certaines régions par l'ennemi, n'ont pu être liquidées, ordonnancées et payées avant la clôture de l'exercice, ainsi que des traitements afférents au même exercice et non encore payés par l'Etat aux fonctionnaires mobilisés.

Les dépenses de l'espèce ont pu être payées sur les crédits de l'exercice suivant au vu de certificats délivrés par l'ordonnateur et relatant les circonstances ayant fait obstacle au payement. L'article précité a disposé qu'elles seraient, dans ce cas, ultérieurement transportées au chapitre spécial ouvert au titre des exercices clos, où elles recevraient leur imputation régulière.

Il a renvoyé, en outre, à des décrets rendus sur la proposition du ministre de l'intérieur et du ministre des finances le soin de déterminer les mesures analogues applicables aux créanciers des départements, des communes et des établissements publics.

Des mesures analogues ont été prises en ce qui concerne les exercices 1915 et 1916 par les lois du 30 décembre 1916 (art. 35) et du 31 mars 1917 (art. 9). L'article proposé en étend, pour les mêmes motifs, l'application à l'exercice 1917. Il ne soulève pas d'objections.

Article 7.

Les dispositions de la loi du 29 novembre 1915 sont applicables au payement des réquisitions militaires effectuées au titre de l'exercice 1917.

La loi du 29 novembre 1915, a autorisé l'imputation provisoire sur les crédits de l'exercice courant du montant des réquisitions effectuées en 1914. Cette procédure simplifiée qui est depuis longtemps appliquée à la solde, aux pensions, et qui a été étendue aux dépenses des régions envahies, a pour but de faciliter et de hâter l'acquittement d'une nature de créances dont le prompt règlement présente un intérêt tout particulier. Les dispositions de cette loi ont été rendus applicables au payement des réquisitions effectuées au titre de l'exercice 1915 (loi du 28 septembre 1916, art. 12) et au titre de l'exercice 1916 (loi du 29 septembre 1917, art. 18).

L'article proposé les étend aux réquisitions effectuées au titre de l'exercice 1917.

Article 8.

Le montant des cessions de matériel qui pourront être faites au titre du premier trimestre de 1918 à des gouvernements étrangers au débit du compte spécial institué par l'article 17 de la loi du 29 septembre 1917, ne pourra excéder la somme de 1,200,000,000 fr.

Le chiffre proposé pour le maximum des cessions à faire, au titre du premier trimestre de 1918, à des gouvernements étrangers est supérieur de 200 millions à celui qui a été fixé pour le quatrième trimestre de 1917 (loi du 29 septembre 1917).

Article 9.

Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte spécial intitulé : « Frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt local détruites ou endommagées par faits de guerre ».

Seront portées au débit de ce compte, les sommes dépensées pour la remise en état des lignes dont il s'agit et qui auront fait l'objet de projets approuvés par le ministre des travaux publics et des transports, après acceptation par la commission départementale, qui reçoit délégation spéciale à cet effet.

Les payements seront effectués au vu d'ordres de payement signés par le ministre des travaux publics et des transports ou son délégué.

L'imputation définitive sera réglée ultérieurement, conformément à la législation à intervenir sur la réparation des dommages de guerre subis par les concédants ou concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local.

La loi du 29 juin 1917 a, par son article 4, autorisé l'ouverture, dans les écritures du Trésor, d'un compte spécial où sont inscrits les frais de reconstitution des voies d'intérêt général détruites par l'ennemi. Le projet de loi qui fait l'objet de notre rapport n° 427, en date du 14 décembre courant, étend cette disposition à l'ensemble des destructions de ces voies par tous les faits de guerre.

Aucune mesure similaire n'a été prise en ce qui concerne la reconstitution des voies ferrées d'intérêt local. La question, dont l'intérêt avait pu ne pas apparaître à première vue, n'en a pas moins une importance qui s'affirme de jour en jour. En attendant, en effet, de jouer leur rôle normal, si utile dans la vie économique du temps de paix, les lignes d'intérêt local du nord et de l'est seront des instruments essentiels de la reconstitution même des régions réoccupées. C'est grâce à elles que sera assuré le ravitaillement des populations rentrées dans leurs foyers, que seront transportés les matériaux de reconstruction des immeubles, que pourront être évacués les produits naturels du sol remis en culture, etc. Or, il n'y a pas de doute que, si le rétablissement des lignes qui nous occupent était laissé à l'initiative des autorités locales, celles-ci se trouveraient, en ce qui concerne les fournitures de

matériel et l'exécution des travaux, aux prises avec des difficultés sonvent insurmontables.

Ces considérations conduisent le Gouvernement à proposer la création d'un second compte spécial applicable à la reconstitution des voies ferrées d'intérêt local. Comme le compte institué par la loi du 29 juin 1917 pour les voies ferrées d'intérêt général, le nouveau compte sera essentiellement provisoire et l'imputation définitive des sommes qui y seront portées sera réglée ultérieurement, conformément à la législation à intervenir sur la réparation des dommages de guerre subis par les concédants ou les concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local.

### Article 10.

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 26 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Pour 1917, le crédit d'inscription ouvert a été de 145 millions.

### Article 11.

Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 823,750 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Le crédit proposé est égal à un peu moins du quart du crédit ouvert pour 1917 (3 millions 302,500 fr.).

### Article 12.

Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 81,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Le crédit proposé est un peu inférieur au quart du crédit ouvert pour 1917 (355,000 fr.).

### Article 13.

Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit provisoire de 7,500 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions des personnels de la marine marchande soumis au régime des pensions militaires à liquider dans le courant du premier trimestre 1918.

Le crédit proposé est égal à ceux ouverts pour chacun des trimestres de 1917.

### Article 14.

La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le premier trimestre de 1918 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

La valeur portée dans l'état visé dans l'article est de 118,925,000 fr.

En conséquence des explications qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours de ce rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter les deux projets de loi dont la teneur suit :

## PREMIER PROJET DE LOI

### TITRE Ier

### Budget ordinaire des services civils et budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils.

#### § 1er. — *Crédits accordés.*

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 2,086,612,852 fr. et applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme 258,868,063 fr. et applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918.

Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

#### § 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

##### I. — IMPÔTS DIRECTS

Art. 4. — Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de la loi du 1er juillet 1916, modifié par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916, pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est remplacé par la tarification suivante, en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917 ;

50 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables inférieure ou égale à 250,000 fr.

60 p. 100 sur la fraction excédant 250,000 fr.

Lorsqu'après l'application de ce taux la part des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires restant à la disposition du contribuable excédera 500,000 fr., il sera effectué, sur cette part, un nouveau prélèvement réglé comme suit :

10 p. 100, si le total des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires atteint ou excède le double du bénéfice normal ;

25 p. 100, si ledit total atteint ou excède le triple du bénéfice normal ;

50 p. 100, s'il atteint ou excède le quadruple du bénéfice normal.

Toutefois, les taux fixés par la présente loi ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises créées à partir du 1er janvier 1916 qui resteront soumises aux taux fixés par les lois des 1er juillet et 30 décembre 1916.

Il en sera de même pour les contribuables habituellement domiciliés en pays envahi n'ayant exploité aucune entreprise avant le 1er janvier 1918.

Art. 5. — L'intérêt des capitaux engagés, prévu par les articles 2, 3 n° 2, 5 et 9, pour le calcul forfaitaire du bénéfice normal, est porté à 8 p. 100 dans les cas et les conditions prévus par les articles précités pour le calcul du bénéfice normal servant de base à l'imposition des bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917.

Art. 6. — A partir de la promulgation de la présente loi, les rôles de la contribution extraordinaire instituée par la loi du 1er juillet 1916 seront établis d'après les bases de cotisations fixées par les commissions du premier degré et mis immédiatement en recouvrement. Les contribuables conserveront néanmoins le droit de se pourvoir dans les conditions, formes et délais prévus par la loi susvisée du 1er juillet 1916. Les bases de cotisations ainsi contestées n'auront un caractère définitif qu'après que la commission supérieure aura statué et seront rectifiées, selon le cas, conformément aux décisions intervenues, soit par voie de dégrèvement, soit par voie d'imposition supplémentaire.

Art. 7. — L'article 11 de la loi du 1er juillet 1916 est complété comme il suit :

« Lorsque le président de section au conseil d'Etat chargé de présider la commission supérieure et les deux sections de cette commission, est empêché d'exercer cette présidence, il est suppléé dans ses fonctions par le plus ancien des conseillers d'Etat assistant à la séance. »

Art. 8. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et taxes y assimilées établies pour l'exercice 1918 en vertu de la loi du 4 août 1917 et de la présente loi.

##### II. — AUTRES IMPÔTS ET REVENUS

Art. 9. — A l'expiration d'un délai de trois mois après la promulgation de la présente loi, le tarif du droit proportionnel de timbre établi par l'article 1er de la loi du 5 juin 1850 et applicable aux effets négociables ou de commerce autres que ceux tirés de l'étranger sur l'étranger et circulant en France, ainsi qu'aux écrits visés par l'article 4 de la loi du 19 février 1874, est fixé à 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr.

Le droit proportionnel de 15 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. prévu au second alinéa de l'article 2 de la loi du 5 juin 1850 est porté à 60 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr.

Toutefois, les effets négociables ou de commerce souscrits en France, tirés sur l'étranger, et payables hors de France, resteront soumis au droit de timbre d'après le tarif édicté par la loi du 5 juin 1850.

Art. 10. — A l'expiration du même délai, une taxe de 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr., sans addition de décime, sera perçue sur tous les titres, de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, constatant des payements ou des versements de sommes, soit à des non commerçants pour une cause quelconque, soit à des commerçants pour une cause autre que l'exercice de leur commerce. En ce qui concerne lesdits titres, la taxe est substituée au droit de timbre établi par les articles 18 de la loi du 23 août 1871 et 28 de la loi du 15 juillet 1914 sur les titres emportant libération, reçu ou décharge de sommes.

Art. 11. — Sont seuls exemptés de la taxe de 20 centimes par 100 fr. et continuent d'être soumis, chacun en ce qui les concerne, aux droits de timbre en vigueur :

1° Les titres constatant l'extinction d'une dette par voie de compensation légale ou de confusion ;

2° Les acquits inscrits sur les chèques ainsi que sur les lettres de change, billets à ordre et autres de commerce assujettis au droit proportionnel de timbre ;

3° Le renouvellement des lettres de change, billets à ordre et autres effets de commerce, qui reste soumis aux droits établis par l'article 1er de la loi du 5 juin 1850 ;

4° Les quittances ou reçus de 10 fr. et au-dessous, quand il ne s'agit pas d'un acompte ou d'une quittance finale sur une plus forte somme ;

5° Les quittances énumérées dans l'article 20, 3e et 4e paragraphes de la loi du 23 août 1871 ;

6° Les reçus délivrés par les banques aux clients titulaires de comptes de dépôts, ainsi que les reçus donnés par lesdits titulaires, lorsqu'ils ont exclusivement pour objet de constater les versements ou les retraits effectués par les clients au crédit ou au débit de leur propre compte ;

7° Les quittances ou reçus de sommes déposées ou consignées chez des officiers publics ou ministériels en leur dite qualité, lorsqu'elles n'opèrent pas vis-à-vis des tiers la libération des déposants et les décharges que donnent les déposants ou leurs ayants cause auxdits officiers publics ou ministériels, lorsque la remise des sommes consignées ou déposées est faite.

Art. 12. — Le droit prévu à l'article 10 est dû pour chaque reçu, décharge, quittance ou acte constatant un payement. Il peut être acquitté par l'apposition de timbres mobiles dont les conditions d'emploi seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Les dispositions des articles 20 et 21 de la loi du 11 juin 1859 sont applicables aux titres sur lesquels les timbres mobiles auront été apposés. Une remise de 2 p. 100 sur le timbre est accordée, à titre de déchet, à ceux qui feront timbrer préalablement leurs formules de quittances ou décharges de sommes.

Art. 13. — Toute contravention aux dispositions de l'article 10 ou du règlement d'administration publique prévu à l'article 12 sera punie d'une amende de 6 p. 100 de la somme sur laquelle l'impôt n'aura pas été régulièrement acquitté, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr. en principal.

L'impôt est à la charge de la partie qui aura effectué le payement ou le versement ; néanmoins la personne qui a donné quittance, reçu ou décharge en contravention de l'article 10 est tenue personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, du montant des droits, frais et amendes.

Les contraventions sont constatées et poursuivies dans les formes prescrites et par les agents désignés par l'article 23 de la loi du 23 août 1871. Il est attribué à ces agents un dixième des sommes recouvrées.

Art. 14. — A l'expiration d'un délai de trois mois après la promulgation de la présente loi, le payement du prix de vente au détail ou à la consommation de toutes marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques est frappé, au profit de l'Etat, lorsque ce prix dépasse 150 fr., d'une taxe de 20 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr., sans addition de décimes.

Ladite taxe est également perçue sur tous les titres, de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui pourraient être remis par le vendeur en constatation de payements effectués inférieurs à 150 fr., mais supérieurs à 10 fr.

Dans les cas ci-dessus, la taxe remplace le droit de timbre établi par les articles 18 de la loi du 23 août 1871 et 28 de la loi du 15 juillet

1914, sur les titres emportant libération, reçu ou décharge de sommes.

Est soumis à la taxe le payement de marchandises importées, lorsque ces marchandises sont destinées aux consommateurs.

En sont exempts les payements des livraisons à l'étranger de marchandises fabriquées ou produites en France.

Les mesures nécessaires pour assurer le payement de la taxe sur les payements de marchandises importées ainsi que la franchise de l'impôt sur les payements d'objets exportés seront réglées par des arrêtés du ministre des finances.

Art. 15. — L'impôt établi par l'article précédent est à la charge de l'acquéreur ou du consommateur et doit être versé lors du payement total ou partiel du prix.

La perception de la taxe sera constatée dans les conditions prescrites à l'article 12.

Art. 16. — Tout vendeur, tout acquéreur, tout consommateur, qui auront contrevenu aux dispositions des articles 14 et 15 de la présente loi ou du règlement d'administration publique, seront punis d'une amende de 6 p. 100 de la somme sur laquelle l'impôt n'aura pas été régulièrement acquité, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr. en principal

Le recouvrement du droit simple est poursuivi contre le vendeur, sauf le recours de celui-ci contre l'acquéreur ou consommateur.

L'amende prévue au paragraphe 1er du présent article pourra, à chaque récidive, être majorée de 25 p. 100.

Les contraventions sont constatées au moyen de procès-verbaux par les agents de l'enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes, des douanes et des octrois. Il leur est attribué un dixième des amendes recouvrées.

L'action de l'administration se prescrit par trois ans à compter de la découverte de l'infraction.

Les instances sont introduites et jugées suivant les formes prescrites par l'article 76 de la loi du 28 avril 1816.

Art. 17. — Le dernier paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916 est ainsi modifié :

« Les poudres, sels, comprimés et, généralement, tous produits préconisés par voie d'annonces ou de prospectus, comme destinés à préparer des eaux minérales artificielles, sont soumis à l'impôt ci-après, établi sous l'article 16, sur les spécialités pharmaceutiques. »

Art. 18. — La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée jusqu'au 1er avril 1918, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918 la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes.

Continuera également d'être faite pendant les mêmes mois la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 19. — Est autorisée l'approbation, par décrets rendus en conseil d'Etat, de la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1918 inclusivement, des surtaxes d'octroi sur l'alcool qui expirent le 31 décembre 1917 et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

Art. 20. — Sont autorisées, à titre provisoire, jusqu'au 31 décembre 1918 inclusivement, sauf vote contraire des conseils municipaux, quand il n'aura pu être statué dans les conditions prévues aux articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884, ainsi qu'à l'article 19 de la présente loi :

1° La prorogation des surtaxes d'octroi sur l'alcool ;

2° La prorogation des actes constitutifs de tout octroi arrivant à expiration le 31 décembre 1917, sous réserve des dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 et de l'article unique de la loi du 13 août 1913.

### § 3. — *Budgets annexes.*

Art. 21. — Les dépenses et les recettes des chemins de fer de l'Etat (ancien réseau de l'Etat et réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest), afférentes aux exercices 1918 et suivants, feront l'objet d'un seul budget annexe.

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent article.

Art. 22. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, aux dépenses de la deuxième section du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 47,267,500 fr.

## TITRE II

### Dispositions spéciales.

Art. 23. — L'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 est complété comme suit :

« N'entrent pas en compte les ressources pouvant provenir des secours exceptionnels accordés par l'Etat, à l'occasion de la guerre, aux vieillards, aux infirmes et aux incurables réfugiés ou rapatriés.

## *TITRE III*

### Moyens de services et dispositions annuelles.

Art. 24. — Est fixé à 100 millions pour les mois de janvier, de février et de mars 1918, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la Caisse des dépôt et consignations.

Art. 25. — La ville de Paris est autorisée à mettre en circulation des bons de la caisse municipale pour une somme qui ne pourra excéder 40millions.

Art. 26. — Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 10 avril 1914, pour le programme vicinal de 1918, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 4,500,000 fr. et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1918 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Art. 27. — Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics et des transports peut s'engager, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, à allouer aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local, en vertu de la loi du 31 juillet 1913, ne devra pas excéder la somme de 100,000 fr.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Art. 28. — Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics et des transports peut s'engager, pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, à allouer aux entreprises de services réguliers d'automobiles, en vertu de l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908, de l'article 4 de la loi du 29 mars 1917 et de l'article 17 de la loi du 4 août 1917, ne devra pas excéder la somme de 500,000 fr.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Art. 29. — Les travaux à exécuter pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 5 millions de francs.

Cette somme se confondra avec celle qui sera autorisée pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Art. 30. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes), à exécuter en 1918, et dont le ministre des travaux publics et des transports pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, pour les mois de janvier, de février et de mars 1918; non compris le matériel roulant, à la somme de 14,250,000 fr., qui se confondra avec celle qui sera fixée pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Art. 31. — Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1830 et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant les mois de janvier, de février et de mars 1918, sous la réserve de l'inscription au budget du ministère des colonies des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

Cette autorisation d'engagement se confondra avec celle qui sera accordée pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Art. 32. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répartition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

## DEUXIÈME PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1918, en vue de faire face aux dépenses militaires et aux dépenses exceptionnelles des services civils, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 9,496,747,499 fr. et applicables au premier trimestre de 1918.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'armement et des fabrications de guerre, au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres, pour l'exercice 1918, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 895,795,775 fr. et applicables au premier trimestre de 1918.

Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1er et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Art. 4. — Le ministre des finances est autorisé à employer une somme de 165,522,915 fr. à l'amortissement d'un chiffre correspondant de rentes 5 p. 100 émises en 1915 et en 1916.

Ladite somme de 165,522,915 fr. sera inscrite à un chapitre spécial du budget du ministère des finances.

Art. 5 — Pour l'exécution des services de la guerre, de l'armement et des fabrications de guerre et de la marine afférents à l'exercice 1917, les dates de clôture fixées, par l'article 4 de la loi du 25 janvier 1889, aux 31 mars, 30 avril, 30 juin et 31 juillet sont reportées respectivement aux 31 juillet, 31 août, 30 novembre et 31 décembre.

Art. 6. — Pourront être acquittées dans les conditions prévues par l'article 9 de la loi du 29 juin 1915 les créances afférentes à l'exercice 1917 qui, par suite de l'occupation de certaines régions par l'ennemi, n'ont pu être liquidées, ordonnancées et payées avant la clôture de l'exercice, ainsi que les traitements afférents à l'exercice 1917 et non encore payés par l'Etat aux fonctionnaires mobilisés.

Art. 7. — Les dispositions de la loi du 29 novembre 1915 sont applicables au payement des réquisitions militaires effectuées au titre de l'exercice 1917.

Art. 8. — Le montant des cessions de matériel qui pourront être faites au titre du premier trimestre de 1918 à des Gouvernements étrangers, au débit du compte spécial institué par l'article 17 de la loi du 29 septembre 1917, ne pourra excéder la somme de 1 milliard 200 millions de francs.

Art. 9. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, un compte spécial intitulé : « Frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt local détruites ou endommagées par faits de guerre ».

Seront portées au débit de ce compte, les sommes dépensées pour la remise en état des

lignes dont il s'agit et qui auront fait l'objet de projets approuvés par le ministre des travaux publics et des transports, après acceptation par la commission départementale, qui reçoit délégation spéciale à cet effet.

Les payements seront effectués au vu d'ordres de payement signés par le ministre des travaux publics et des transports ou son délégué.

L'imputation définitive sera réglée ultérieurement, conformément à la législation à intervenir sur la réparation des dommages de guerre subis par les concédants ou concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 26 millions pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Art. 11. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 823,750 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Art. 12. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 81,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Art. 13. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un crédit provisoire de 7,500 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions des personnels de la marine marchande soumis au régime des pensions militaires à liquider dans le courant du premier trimestre de 1918.

Art. 14. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le premier trimestre de 1918 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

*État indiquant la valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine pendant le premier trimestre de 1918* (crédits-matières).

| NUMÉROS des chapitres. | DÉSIGNATION DES CHAPITRES | RÉPARTITION |
|---|---|---|
| | | francs. |
| | *Intendance.* | |
| I | Service des subsistances. — Matières | 10.000.000 |
| II | Service de l'habillement et du casernement. — Matières | 5.500.000 |
| III | Service des approvisionnements de la flotte. — Matières | 20.000.000 |
| IV | Service des approvisionnements de la flotte. — Gros outillage | 50.000 |
| | *Santé.* | |
| V | Service de santé. — Matières | 2.000.000 |
| V *bis.* | Service de santé. — Constructions neuves | 25.000 |
| | *Constructions navales.* | |
| VI | Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières | 6.250.000 |
| VII | Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières | 10.000.000 |
| VIII | Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières | 10.000.000 |
| VIII *bis.* | Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines | 7.500.000 |
| IX | Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers | 3.500.000 |
| | *Artillerie.* | |
| X | Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières | 1.600.000 |
| XI | Artillerie navale. — Réfections, améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières | 7.500.000 |
| XII | Artillerie navale. — Constructions neuves. — Matières | 7.500.000 |
| XIII | Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers | 750.000 |
| | *Travaux hydrauliques.* | |
| XIV | Service des travaux hydrauliques. — Entretien | 150.000 |
| XV | Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations | 100.000 |
| XVI | Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte | 125.000 |
| | *Aéronautique maritime.* | |
| XVII | Aéronautique maritime | 26.375.000 |
| | Total | 118.925.000 |

## ANNEXE N° 244

(Session ord. — Séance du 6 juillet 1917.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Cordelet ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, par M. Cordelet, sénateur (1).

Messieurs, depuis le dépôt du rapport de M. Cordelet, en date du 1er juillet 1914, qui concluait à l'adoption de la proposition de loi, avec des modifications et additions très importantes, votre commission, s'inspirant de suggestions venues de divers milieux commerciaux, a présenté le 16 juin 1915 une nouvelle rédaction contenant elle-même d'importantes modifications ou additions.

Le comité de législation commerciale, à l'examen duquel avait été soumise la proposition initiale, a été invité à donner son avis sur les dispositions nouvelles admises par la commission ; il a cru devoir se borner à l'examen des changements les plus notables proposés par elle. Nous aurons soin de faire connaître ses avis motivés, au fur et à mesure de l'examen des modifications apportées au texte qui a fait l'objet du rapport du 1er juillet 1914.

### CHAPITRE 1er.

#### DE LA VENTE DES FONDS DE COMMERCE

Art. 1er (§§ 2 et 3),

Le paragraphe 2 de l'article 1er a subi une double modification :

1° L'acte de vente devra désormais contenir la date, la durée, le loyer et les autres conditions essentielles du bail cédé avec le fonds ;

2° La disposition finale du paragraphe s'appliquera seulement aux ventes de fonds de commerce sous signatures privées.

Sur le premier point, les mentions relatives au bail insérées dans l'acte de vente permettront à l'officier public commis pour procéder à la vente judiciaire du fonds de les relater dans le cahier des charges, au refus du titulaire du fonds de communiquer son bail, l'officier public étant autorisé (art. 25) à se faire délivrer par le greffier copie des actes de vente sous seing privé déposés au greffe, ou par les notaires dépositaires, expéditions des actes authentiques de vente concernant ledit fonds.

Tel étant le but de la disposition, il n'a pas paru nécessaire d'exiger que les énonciations de l'acte de vente relatives au bail fussent reproduites dans l'inscription ; l'acte de vente sera d'ailleurs, mis à la disposition des créanciers au domicile élu, lors de la publication de la vente.

Moins encore pourrait-on subordonner l'existence du privilège à l'observation de cette prescription, qui ne répond qu'à un intérêt éventuel.

Quant à l'obligation imposée au vendeur par le paragraphe 1er de faire connaître dans l'acte et dans l'inscription son auteur, il dépend de l'acquéreur, qui y est grandement intéressé, de tenir la main à son exécution et même d'exiger une origine de propriété plus complète.

Notons ici que lorsqu'il y aura une interruption dans la série des inscriptions, il sera à présumer que le prix a été payé comptant, et qu'en payant l'acquéreur s'est assuré que le fonds n'était pas grevé, sauf au nouvel acquéreur à exiger les justifications utiles.

Sur la disposition finale du paragraphe 2, l'administration des finances, qui avait pris l'initiative d'une disposition analogue insérée à l'article 27 de la loi de finances du 15 juillet 1914, a fait observer qu'elle ne devait s'appliquer qu'aux ventes sous signatures privées, aucune fraude n'étant à craindre en ce qui concerne l'acte notarié, dont l'enregistrement doit nécessairement être antérieur au dépôt de l'expédition au domicile élu. Sous cette réserve, dont il est tenu compte, l'administration des finances adhère au texte de la commission.

A l'occasion du paragraphe 3 de l'article 1er pour la vente et de l'article 11 pour le nantissement, on s'est demandé s'il y aurait lieu d'exiger une description détaillée ou tout ou moins sommaire dans l'acte de vente ou de nantissement, du matériel du fond quant à la nature et au nombre des objets qui la composent.

Les parties sont assurément libres de décrire dans l'acte le matériel qui fait l'objet du contrat : mais elles n'y sont pas tenues.

En l'état actuel des textes, le matériel est considéré comme un tout soumis à la règle que l'accessoire suit le sort du principal.

La loi du 19 mars 1909 n'exige aucune description du matériel et il suffit de le désigner en bloc pour qu'il soit soumis au privilège du vendeur.

L'article 1er, paragraphe 3, est ainsi conçu : « Le privilège ne porte que sur les éléments du fonds énumérés dans la vente et dans l'inscription, et à défaut d'une désignation précise que sur.... »

Nous avons d'ailleurs remplacé le mot « désignation » par le mot « indication » qui exclut mieux l'idée d'un état descriptif.

Le mot « indication » se trouve déjà dans l'article 24, 4° de la loi de 1909, que reproduit l'article 18, 4° de la proposition.

On pourrait concevoir l'exigence d'une description, au moins sommaire, si l'on voulait appliquer en cette matière le principe qui régit le privilège du vendeur d'immeuble, lequel ne peut frapper que ce qui a fait l'objet de la vente

(1) Voir les nos 246-351, Sénat, année 1912, et 336 année 1914.)

et ne s'étend pas aux accroissements et aux améliorations que la chose vendue a pu recevoir, à la différence de l'hypothèque qui s'étend de plein droit à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué (article 2133 du code civil).

La question se poserait alors de savoir si, poursuivant l'analogie, on ne devrait pas appliquer au privilège du créancier nanti, qui n'est au fond qu'une hypothèque mobilière conventionnelle, le principe qui régit l'hypothèque immobilière.

On serait amené ainsi, en ce qui concerne le matériel, à établir des règles différentes pour le privilège du vendeur et pour le privilège du créancier nanti.

Mais on doit reconnaître que, malgré l'analogie apparente qui extste entre les privilèges et hypothèques sur les immeubles et les privilèges du vendeur et du créancier nanti insertis sur un fonds de commerce, il y a, entre l'objet des uns et des autres, entre les immeubles et les divers éléments d'un fonds de commerce, des différences essentielles qui peuvent et doivent comporter des règles différentes.

La doctrine et la jurisprudence, malgré quelques dissidences qui seront relevées sous l'article 11, sont fixées en ce sens qu'une même règle est applicable à l'un et à l'autre privilège; elles s'attachent à cette idée simple que, s'agissant d'objets mobiliers réunis en vue d'une destination commune, ils forment un ensemble auquel il est naturel d'appliquer la maxime : *accessorium sequitur principale.*

Le matériel d'un fonds comprend tout ce qui sert à son exploitation. A la différence des marchandises, il n'est pas destiné à être vendu; c'est un élément stable du fonds. Mais il est susceptible d'usure, de dépréciation. L'acquéreur ne doit pas laisser dépérir cette partie du gage du vendeur; il doit l'entretenir et lui conserver sa valeur ; et dans les limites du prix fixé pour cet élément du fonds, même s'il a subi des modifications, des transformations, il reste soumis au privilège du vendeur. En ce qui concerne ce privilège, il ne faut pas oublier, en effet, que quelle que soit la valeur du matériel au moment de sa réalisation, le privilège du vendeur ne peut jamais s'exercer que jusqu'à concurrence du prix du matériel compris dans la vente du fonds, ou de ce qui en reste dû.

### Article 2.

Sans changement.

Le comité de la législation commerciale a approuvé dans l'ensemble et sans débat la plupart des dispositions nouvelles des articles 1er à 9 de la proposition de loi. La discussion s'est élevée sur trois points seulement, que nous signalerons dans l'ordre des articles.

Le premier est relatif à l'article 3.

### Article 3 (§ 3).

Il a été fait observer, au sein du comité, sans insister d'ailleurs, qu'on ne voit pas bien pourquoi le vendeur, en cas de résolution judiciaire ou amiable de la vente, ne reprend les marchandises que jusqu'à concurrence du prix de la vente. En voici la raison :

Les marchandises étant destinées à être vendues et renouvelées sont choses fongibles. Ce ne sont pas les marchandises vendues elles-mêmes qui seront reprises par le vendeur, mais celles qui les ont remplacées et qui ne sont subrogées aux anciennes que jusqu'à concurrence du prix de la vente de celles-ci ; il a dès lors paru juste de dire que le vendeur ne serait tenu de prendre les marchandises que jusqu'à concurrence du prix de la vente. Il y a lieu de noter, d'ailleurs, que si le vendeur exerce l'action résolutoire, c'est que l'acquéreur ne remplit pas ses obligations et que, par suite, il arrivera rarement que la valeur des marchandises soit supérieure au prix de la vente.

Le rapport du comité contient sur le même paragraphe 3 l'observation suivante :

« Il a été soutenu qu'il n'est pas exact de décider qu'en cas de résolution, le vendeur est comptable de la valeur des éléments incorporels du fonds, déduction faite de ce qui lui est dû. Le principe est qu'en cas de résolution, le vendeur reprend la chose vendue et profite de la plus-value fortuite; il est censé avoir été toujours propriétaire ; il n'est pas comptable de la valeur de la chose au moment où il la reprend, d'après estimation ; il est seulement tenu de restituer les acomptes reçus, sauf à les compenser avec les dommages-intérêts à lui dus. Dans le système proposé, il y a toujours évaluation du fonds lors de la reprise de possession, et compensation de la valeur dont le vendeur est comptable avec ce qui lui reste dû. On étend au fonds de commerce lui-même ce qui ne s'applique, d'après la loi de 1909, qu'au matériel et aux marchandises.

« Le vendeur qui reprend son fonds ne souffre plus de la dépréciation fortuite et ne profite plus de la plus-value fortuite. C'est une nouvelle théorie des effets de la résolution.

« Le comité, tout en reconnaissant qu'il y a, dans les dispositions proposées, des dérogations au système général de la résolution de la vente, a été d'avis, à la majorité, de donner un avis favorable à la proposition. »

Nous nous bornons à renvoyer sur ce point au rapport du 1er juillet 1914, pages 28 et 29, où sont exposés les motifs à l'appui de la décision de la commission.

### Article 4 (§§ 4 et 5, publication de la vente).

Le comité est d'avis, comme lors du premier examen de la proposition, que deux publications suffisent, l'une dans un journal local, l'autre dans un bulletin officiel publié à Paris.

Il estime que deux publications sont toujours nécessaires et que la seconde dans un bulletin publié à Paris doit être exigée même pour les fonds dont le prix est inférieur à 2,000 fr., les fabricants et les négociants en gros ayant grand intérêt à pouvoir connaître les ventes des petits fonds de leurs débiteurs.

La commission s'est ralliée à cette solution, qui était celle de la proposition initiale du 2 juillet 1912; le seul intérêt à prendre ici en considération est celui du commerce et de l'industrie. Les paragraphes 4 et 5 ont été modifiés en conséquence et on en a profité pour unifier les délais de publication et d'opposition ; ces deux paragraphes sont ainsi rédigés :

« Dans les dix jours de l'insertion au *Journal officiel*, la publication sera renouvelée dans un bulletin hebdomadaire, annexe au *Journal officiel*. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède.

« Dans dix jours au plus tard après la seconde publication, tout créancier de l'ancien propriétaire, que sa créance soit ou non exigible, pourra former au domicile élu, par simple acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, opposition au payement du prix; l'opposition, à peine de nullité, énoncera le chiffre et les causes de la créance et contiendra une élection de domicile dans le ressort du tribunal de la situation du fonds. Le bailleur ne peut former opposition pour loyers en cours ou à échoir, et ce nonobstant toutes stipulations contraires. Aucun transport amiable ou judiciaire du prix ne sera opposable aux créanciers qui se seront fait ainsi connaître dans ce délai ».

Le comité de législation commerciale n'a pas fait d'observation sur la nouvelle rédaction du paragraphe 10 et dernier de l'article 4, plus explicite et plus complète.

### Articles 5 et 6.

Sans changement.

### Article 7.

La nouvelle rédaction de cet article contient quelques précisions utiles. Deux points seulement méritent de retenir l'attention.

#### PARAGRAPHE 4

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le syndic ou le liquidateur peut former la surenchère du sixième dans les quarante jours qui suivent la déclaration de faillite ou la mise en liquidation judiciaire. La même faculté est accordée à tout créancier, le syndic ou le liquidateur ayant intérêt à laisser agir un créancier plutôt que d'agir lui-même, en courant le risque de rester adjudicataire.

Le délai de quarante jours est nécessaire pour permettre au syndic ou au liquidateur de connaître les créanciers, de les réunir et de les consulter sur l'opportunité d'une surenchère.

Le paragraphe 10 de l'article 40 n'est pas applicable à la surenchère ainsi formée par le syndic ou le liquidateur judiciaire.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

« L'acquéreur surenchéri, qui se rendra adjudicataire par suite de la revente par surenchère, aura son recours tel que de droit contre le vendeur pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre et pour l'intérêt de cet excédent à compter du jour de chaque payement. »

Cette disqposition s'explique quand l'acquéreur est *in bonis*; appliquée au cas de faillite ou de liquidation judiciaire, elle ferait disparaître tout l'intérêt de la surenchère.

#### PARAGRAPHE 7.

L'obligation, pour être admis à porter des enchères, de consigner ou de déposer entre les mains de l'officier public commis pour procéder à la vente, avec affectation spéciale au payement du prix, une somme qui ne peut être inférieure à la moitié du prix total de la première vente ni à la portion du prix de la première vente stipulée payable comptant, augmentée de la surenchère, est presque toujours un obstacle à de nouvelles enchères. Si la seconde condition peut et même doit être maintenue, il paraît juste de laisser au tribunal le soin d'apprécier s'il y a lieu d'exiger la consignation ou le dépôt d'une somme supérieure à la partie du prix stipulée payable comptant et d'en fixer l'importance.

### Article 9.

Le comité de législation commerciale rappelle que cet article reproduit, dans sa partie principale, le texte rédigé par lui pour le cas où le bailleur refuse d'accepter l'acquéreur d'un fonds de commerce comme sous-locataire ou cessionnaire alors que le bail contient une clause permettant la sous-location ou la cession du bail avec le consentement du bailleur : le bailleur est tenu de faire connaître les motifs graves de son refus; le tribunal et le juge de paix ont à se prononcer en cas de contestation.

Mais le texte proposé contient deux additions importantes. D'après la première, que le comité accepte, le bailleur devra saisir le tribunal civil ou le juge de paix dans la huitaine de la notification faite par le locataire.

D'après la seconde addition proposée, l'acquéreur pourra entrer en possession à la date fixée par son contrat et y sera maintenu si le bailleur succombe dans son action.

« La majorité des membres du comité, dit M. Tissier dans son rapport, a été d'avis d'écarter cette disposition : elle a considéré qu'il n'y a pas de motif sérieux pour déroger ici au droit commun. Il appartiendra aux tribunaux, et en cas d'urgence, au juge des référés, de donner les solutions provisoires qui leur paraîtront justes et utiles suivant les circonstances. Puisque le bailleur peut avoir le droit de refuser, dans certain cas, l'acquéreur du fonds comme sous-locataire ou cessionnaire de bail, on ne peut admettre que, dans tous les cas, malgré son refus, l'acheteur d'un fonds entrera en possession provisoirement, en attendant le jugement de la contestation. »

Quelle que soit la valeur de ces considérations, votre commission estime qu'il est préférable de maintenir la disposition finale de l'article 9.

La juridiction saisie sera le plus souvent le tribunal civil, qui ne statue pas avec la même célérité que la juridiction commerciale. A Paris et dans les tribunaux chargés d'affaires, la décision se fera longtemps attendre. Si le bailleur, dont le refus peut dissimuler une arrière pensée, n'est pas intéressé à la prompte solution du litige, il pourra s'efforcer de traîner l'affaire en longueur ; et pendant ce temps, que deviendra le fonds cédé avec le bail ? Le vendeur pourra-t-il toujours en continuer l'exploitation ? L'acquéreur ne sera-t-il pas tenté de demander la résiliation de la vente ? C'est alors le droit du propriétaire du fonds d'en disposer qui sera mis en échec.

Si l'on compare, dans le conflit de deux droits également respectables en principe, la situation du propriétaire du fonds avec celle du propriétaire de l'immeuble dans lequel il s'exploite, n'incline-t-on pas à penser que celui des deux qui est exposé au préjudice le plus grave, c'est le vendeur du fonds, qui a d'ailleurs intérêt à choisir un successeur convenable et reste tenu personnellement et solidairement avec lui à l'entière exécution du bail. En définitive, si la prétention du bailleur est admise, et si la prise de possession du fonds par l'acquéreur lui a causé un préjudice, il pourra en demander réparation au tribunal.

## CHAPITRE II

### DU NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE

### Articles 10 à 14.

Les articles 10 à 14 n'ont donné lieu à aucune observation de la part du comité de législation commerciale.

Nous nous bornons à rappeler ici, en ce qui concerne l'article 11, qu'il suffit d'indiquer dans l'acte que le matériel est compris dans le nantissement, et qu'en surplus, aux termes de l'article 18 ci-après, applicable au privilège du créancier nanti comme au privilège du vendeur, l'inscription ne doit contenir que « 5° la désignation du fonds de commerce et de ses succursales, s'il y a lieu, avec l'indication, sans description même sommaire, des éléments qui les constituent et qui sont compris dans la vente ou le nantissement ».

Des objections, au contraire, se sont élevées au sein du comité contre l'article 15, qui étendait au profit du vendeur du fonds, en cas de détournement ou de destruction du matériel, les sanctions de l'article 400 du code pénal prévues d'abord dans l'intérêt seulement du créancier nanti, l'article 400 visant le détournement du gage et le vendeur n'ayant sur le fonds qu'un privilège et non un droit réel de gage. Néanmoins, le comité avait été d'avis d'assimiler le cas du vendeur privilégié au cas du créancier nanti et d'approuver la disposition projetée.

Cette disposition devant s'appliquer à la vente comme au nantissement, il a paru à votre commission qu'il y avait lieu de la reporter au chapitre 3, dispositions communes à la vente et au nantissement, où elle deviendra l'article 17 de la section I (nouvelle) de ce chapitre, intitulée : titres à ordre, assurances, pénalités. C'est là que, pour ne donner lieu à aucune objection, nous proposons un nouveau texte.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS COMMUNES A LA VENTE ET AU NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE

*Section I. — Titres à ordre, Assurances. Pénalités.*

### Article 15.

Cet article, dans ses cinq premiers paragraphes, est la reproduction littérale de l'article 19 de la loi du 17 mars 1909; il a été analysé et commenté dans le rapport du 1er juillet 1914, paragraphes 62 et 63.

Deux pages y ont été ajoutées.

Le paragraphe 6 laisse au tiers porteur la faculté, qu'il tient de l'article 164 du code de commerce, d'exercer immédiatement son action en garantie contre les endosseurs; mais s'il poursuit la vente du fonds de commerce grevé de son privilège, il a paru juste de décider qu'il ne peut exercer son recours contre les endosseurs et les débiteurs qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix.

Le paragraphe 7 est ainsi conçu : « Les établissements publics de crédit peuvent recevoir, avec dispense d'une des signatures exigées gar leurs statuts, les effets de commerce souscrits en conformité du présent article et de l'article 43 ci-après. »

Cette disposition se retrouve dans les diverses lois relatives aux warrants (loi du 18 mai 1858, art. 11 — warrants sur marchandises déposées dans les magasins généraux; loi du 30 avril 1906, art. 9 — warrants agricoles: loi du 10 avril 1913, art. 9 — warrant hôtelier). Les deux dernières de ces lois visent des warrants garantis par un privilège sur des objets restés en la possession du débiteur; le privilège du vendeur du fonds et celui du créancier nanti inscrit sur le fonds, attachés aux effets de commerce souscrits en représentation du prix ou de la créance, offrent des garanties égales, sinon supérieures.

L'extension proposée est donc justifiée.

Elle crée pour les établissements de crédit une simple faculté, leur laissant le soin d'examiner, dans chaque cas particulier, si le privilège attaché à la créance leur présente un supplément de garantie équivalant à une troisième signature.

### Article 16 (nouveau).

« Les créanciers privilégiés sur un fonds de commerce ont sur les indemnités d'assurances, en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les objets assurés, en conformité des dispositions de l'article 2 de la loi du 19 février 1889. »

Le texte de l'article 2 de la loi du 19 février 1889 est général et vise les privilèges et hypothèques qui grèvent les objets assurés. Il a paru, néanmoins, utile de s'y référer dans une loi d'affaires comme celle-ci, et de rappeler aux intéressés qu'en cas de sinistre survenu il sera prudent d'en aviser sans retard la compagnie d'assurances, en faisant opposition entre ses mains sur l'indemnité qui peut être due.

### Article 17.

Au texte de l'article 15 (devenu l'art. 17), votre commission a cru devoir susbtituer le texte suivant :

« Le propriétaire d'un fonds de commerce qui a acheté à crédit ou donné en nantissement le matériel qui en dépend, et qui l'aura détourné, dissipé ou volontairement détérioré, sera poursuivi sous l'inculpation d'abus de confiance et frappé des peines prévues par les articles 406 et 408 du code pénal. »

Le code pénal (art. 406 et 408) punit l'abus de confiance commis au préjudice d'un propriétaire par celui qui est simple possesseur ou détenteur de la chose, à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement.

Telle n'est pas l'hypothèse de l'article 17, dans laquelle la destruction ou le détournement du matériel sont commis, par celui qui en est propriétaire et qui en a conservé la possession, au préjudice soit du vendeur du fonds, soit du créancier nanti.

L'article 17 crée donc une incrimination spéciale, un nouveau délit d'abus de confiance, ainsi que l'on fait les lois du 18 juillet 1898 et 30 avril 1906 sur le warrant agricole.

Si le vendeur du fonds n'a pas, comme le créancier, un droit de gage, il a un privilège sur le fonds vendu et sur le matériel qui en dépend et il doit pouvoir compter que l'acquéreur ne le fera pas disparaître en fraude de ses droits.

Le droit de gage du créancier nanti sur le matériel du fonds resté en sa possession n'est, d'ailleurs, pas un gage au sens des articles 2076 du code civil et 92 du code de commerce; c'est, en réalité, une hypothèque mobilière; et il semble juste d'assurer la même protection au vendeur privilégié et au créancier nanti, inscrits sur le fonds.

*Section II. — Formalités et durée de l'inscription. — Obligations du greffier.*

### Articles 18 à 28.

Le comité de législation commerciale a donné sans débat un avis favorable à l'ensemble des modifications proposées dans cette section du chapitre III.

Il est cependant d'avis qu'il y a lieu de compléter, pour plus de précision, l'article 20 (ancien 18) et de modifier l'article 22 (ancien 21).

Mais avant d'aborder ces deux points, nous devons faire connaître les modifications que la commission a cru devoir apporter au paragraphe 2 de l'article 18, qui détermine les énonciations que les borderaux d'inscriptions doivent contenir.

### Article 18.

Les greffiers des tribunaux de commerce se sont plaints avec raison de la longueur excessive de certains bordereaux qui, surchargés de développements inutiles quand ils ne sont pas frustratoires, présentent le double inconvénient d'être moins clairs et d'occasionner aux greffiers, pour la seule transcription au registre spécial, une dépense supérieure à l'émolument d'un franc qui leur est alloué par inscription et qui correspond surtout à leur responsabilité.

Accorder aux greffiers un salaire proportionnel au nombre des rôles que représenteraient les bordereaux, ce serait les bordereaux, ce serait légaliser et probablement aggraver l'abus qu'il vaut mieux faire cesser.

C'est dans ce but qu'après ces mots du paragraphe 2 de l'article 18 « ils (les bordereaux) contiennent » nous avons ajouté « exclusivement » et qu'au 4° de ce même paragraphe nous avons fait suivre les mots : « avec l'indication » de ceux-ci : « sans description même sommaire ».

Ces prescriptions ne s'appliquent qu'à l'inscription, les parties restant libres de rédiger comme elles l'entendent l'acte de vente ou de nantissement.

### Article 19.

Sans changement.

### Article 20 (§ 3).

L'article correspondant (18, § 3), soumis au comité, contenait une disposition nouvelle d'après laquelle le greffier mentionnait en marge de l'inscription d'office du privilège du vendeur les demandes formées en vue de la vente de fonds de commerce.

Le comité a approuvé la disposition, dont le but est d'éviter des poursuites parallèles; mais il l'a considérée comme incomplète et manquant de sanction, ajoutant qu'il fallait préciser qu'une seconde poursuite ne peut avoir lieu alors qu'une première poursuite a déjà fait l'objet d'une mention, et disposer par suite que le greffier devra refuser de mentionner la seconde poursuite.

Votre commission a reconnu la justesse de l'observation et en a tenu compte; elle a décidé, en outre, que les demandes tendant à la vente judiciaire d'un fonds seraient mentionnées, non en marge de l'inscription du privilège du vendeur, qui peut n'avoir pas été prise, mais sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce, ce qui facilitera d'ailleurs les recherches du greffier.

Le paragraphe 3 nouveau de l'article 20 a donc été ainsi rédigé :

« La demande en réalisation d'un fonds de commerce, formée soit par le débiteur, soit par l'un de ses créanciers, doit être, à peine de non-recevabilité, mentionnée sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce, au vu de l'original ou de la copie de l'exploit. Lorsqu'une demande ainsi mentionnée est encore pendante ou a reçu satisfaction, toute demande nouvelle est irrecevable. »

Sur la réquisition de l'administrateur désigné, le greffier mentionne également sur le même registre la date du jugement ordonnant la vente du fonds, ainsi que les nom et adresse de l'administrateur.

La disposition du paragraphe 4 permettra à l'administrateur, en se faisant délivrer une copie de la mention, de justifier de sa qualité, sans attendre l'enregistrement du jugement exécutoire sur minute.

De même les créanciers, avant de pratiquer une saisie-exécution, pourront savoir si un jugement ordonnant la vente du fonds n'a pas été déjà rendu.

### Article 21.

Sans changement.

### Article 22.

Le rapport du comité, en ce qui concerne l'article 22 (ancien 21), s'exprime ainsi :

« L'article 21 vise le cas où un jugement rendu par défaut ordonne la radiation d'une inscription. Il a pour but d'éviter les difficultés bien connues résultant, d'une part, des articles 164 et 548 (code de procédure), qui exigent pour l'exécution d'un jugement par défaut que celui-ci soit à l'abri de l'opposition, et, d'autre part, de l'article 158 du code de procédure qui veut, pour que le jugement soit à l'abri de l'opposition, qu'il soit exécuté. En présence de ces textes, comment arriver à la radiation de l'inscription, en vertu d'un jugement par défaut ? »

On use en pratique d'un artifice : on exécute d'abord le jugement en ce qui concerne le payement des frais; si on ne peut le faire, on dresse un procès-verbal de carence et on le signifie au défaillant en personne; en pareil cas l'article 159 du code de procédure civile permet de considérer l'opposition comme n'étant plus recevable. Mais si on ne peut notifier à la personne même du défaillant, on est dans un grand embarras. L'article 21 nouveau permet d'en sortir en disposant que l'exécution du jugement par défaut résultera suffisamment du procès-verbal de carence fait au domicile élu par le créancier dans son inscription et dénoncé au parquet.

« Le comité a été d'avis que ce système est compliqué et coûteux. Il a pensé qu'on pourrait, en dérogeant ici au droit commun, comme ont déjà fait un grand nombre de lois spéciales, soumettre l'opposition à un délai fixe après lequel il serait procédé à la radiation. On donnerait, par exemple, un délai d'un mois à partir de la signification au domicile réel et au domicile élu. Ne pourrait-on même supprimer le droit d'opposition, comme le fait la loi du 17 mars 1909, article 15 (art. 23 ci-après), en ce qui concerne le jugement qui ordonne la vente du fonds? »

Des deux solutions indiquées, la première a semblé préférable à votre commission, la radiation de l'inscription pouvant entraîner la perte du droit de créancier. Dans l'hypothèse prévue à l'article 15 précité, le créancier saisissant et le débiteur saisi sont présents, et si l'un ou l'autre fait défaut, on doit présumer que c'est volontairement. Il arrive assez souvent, au contraire, que le créancier inscrit qui a été désintéressé sans donner mainlevée régulière de son inscription, a quitté son ancien domicile et n'a pas fait connaître le nouveau.

La disposition finale du paragraphe 1er de l'article 22 est modifiée et rédigée ainsi qu'il suit :

« L'opposition au jugement rendu par défaut ne sera recevable que dans le mois qui suivra la signification dudit jugement au créancier, à son domicile réel et au domicile élu dans l'inscription ».

Articles 23 et 24.

Sans changement.

Article 25 (§ 3).

La modification apportée au paragraphe 3, qui substitue ces mots : « Le notaire » à ceux-ci : « L'officier public » sera expliquée sous l'article 32, paragraphe 5.

Articles 26 et 27.

Les additions au texte de ces deux articles sont la conséquence de l'article 43 (nouveau) qui réglemente la vente à crédit de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce.

Article 28.

Sans changement.

*Section III. — De la réalisation du gage et de la purge des créances inscrites.*

Art. 29 (nouveau).

Cet article est ainsi conçu :

« Toute dette garantie par un privilège inscrit sur tout ou partie d'un fonds de commerce peut toujours, nonobstant toute convention contraire, être remboursée par anticipation, en prévenant le créancier un mois d'avance. »

Il y a lieu de favoriser l'extinction aussi rapide que possible de privilèges qui nuisent au crédit du commerçant ou de l'industriel.

Articles 30 et 31,

Sans changement.

Article 32 (ancien 30, § 5).

Le comité fait remarquer que le texte proposé laisse sans solution la question de savoir si les commissaires priseurs ont qualité pour vendre des fonds de commerce. Il a été d'avis qu'il y a lieu de résoudre définitivement la question, et il a maintenu la solution par lui admise en 1913, d'après laquelle les notaires seuls doivent être chargés des ventes judiciaires de fonds de commerce.

Votre commission croit devoir se rallier à cette solution, par ce motif que les notaires ont seuls qualité pour la vente des éléments incorporels du fonds.

Le paragraphe 5 est complété en ce qui concerne les machines et appareils visés à l'article 43, et, en outre, dans sa disposition finale, afin de mieux définir et préciser les pouvoirs de l'administrateur.

PARAGRAPHE 9 (nouveau).

Il a paru intéressant de donner au commerçant qui s'aperçoit qu'il ne peut plus continuer son exploitation sans aggraver sa situation, la faculté de demander, avant toute poursuite de saisie-exécution, comme il le pourrait après (art. 32, § 1er), la vente judiciaire de son fonds.

Le comité n'a pas été d'avis d'admettre cette disposition. La règle posée pour les immeubles par l'article 743, paragraphe premier du code de procédure doit, dit-il, s'appliquer aussi aux autres biens, notamment aux fonds de commerce. Ce n'est pas le rôle des tribunaux de faire procéder en pareil cas à des ventes aux enchères, alors qu'il n'y a d'ailleurs ni faillite ni liquidation judiciaire.

Votre commission croit devoir maintenir le texte proposé. Il ne peut donner lieu à des abus. Le tribunal appréciera la situation du débiteur; il tiendra compte de sa bonne foi, pour lui épargner le désagrément et les frais d'une saisie exécution.

Cette disposition présente le double avantage de mettre le commerçant honnête et malheureux à l'abri du soupçon d'avoir tiré bénéfice de la vente hâtive de son fonds, et d'éviter les complications coûteuses et longues d'une surenchère.

Pour tenir compte d'une observation du comité de législation, la fin du paragraphe 5 est ainsi modifiée :

« L'adjudication a lieu en sa présence; il peut la requérir si le débiteur poursuivi, ayant lui-même fait ordonner la vente, néglige d'y faire procéder; il reçoit le prix (le reste sans changement) ».

Les articles 33 à 40 n'ont donné lieu à aucune observation de la part du comité de législation commerciale.

Une explication est toutefois nécessaire en ce qui concerne l'article 35, paragraphe premier.

Ce paragraphe, à la différence de l'article 18, paragraphe 2 de la loi du 17 mars 1909, ne vise pas le paragraphe 8 de l'article 32 (art. 13 de la loi de 1909), aux termes duquel le tribunal statue par jugement non susceptible d'opposition. Cette disposition, en effet, ne doit pas s'appliquer quand la vente du fonds est ordonnée accessoirement à une condamnation. Autrement, le créancier pourrait faire vendre le fonds sans attendre le jugement définitif.

Il est à peine besoin de faire remarquer que l'addition au premier paragraphe de l'article 37 des mots « ou des transcriptions » est la conséquence du nouvel article 43.

*Section IV. — Classement des privilèges spéciaux sur les fonds de commerce. — Vente à crédit de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce.*

Articles 41 à 43.

Cette section ne comprenait que deux articles (39 et 40) dans la nouvelle rédaction soumise au comité de législation commerciale, qui n'a présenté d'observations que sur l'article 40, lequel avait un double objet: dans ses quatre premiers paragraphes, il réglementait, en le soumettant à la publicité, le droit de revendication du locateur d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce; et dans un cinquième paragraphe, il rendait opposable aux tiers et à la faillite le privilège et l'action résolutoire du vendeur à terme d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce, par des notifications aux créanciers déjà inscrits sur le fonds, et par la transcription de l'acte de vente sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce de la situation du fonds.

Cette dernière disposition, à raison de son importance et des développements qu'elle a reçus, fait maintenant l'objet d'un article distinct, l'article 43.

En ce qui concerne le droit de revendication du locateur d'objets mobiliers, le comité a fait remarquer que les objets loués ne pouvant être immeubles par destination et ne pouvant par suite être frappés par les hypothèques qui grèvent l'immeuble, il y avait lieu de supprimer dans le paragraphe premier de l'article 40 (art. 42 nouveau) les mots : « et s'il y a lieu, sur l'immeuble dans lequel il est exploité », et de modifier en conséquence le paragraphe 2, ce qui a été fait.

Votre commission avait présenté au comité de législation commerciale les considérations suivantes à l'appui du garagraphe 5 nouveau de l'ancien article 40, devenu l'article 43.

« Le nouveau paragraphe est relatif à la vente à tempérament, connue dans la pratique des affaires sous le nom de location-vente, et pour laquelle le fournisseur de matériel remet l'objet en location à son client pour un nombre d'années déterminé, avec stipulation qu'à l'expiration du bail le locataire de l'objet pourra s'en rendre acquéreur, le plus souvent moyennant une soulte, sans rapport avec la valeur de l'objet.

« Ce contrat hybride qui présente, il faut le reconnaître, certains avantages, a donné lieu à des abus et, par suite, à de très nombreuses décisions judiciaires. Les plus nombreuses de beaucoup, analysant les contrats, y ont reconnu tous les caractères de la vente et ont rejeté les demandes en revendications des fournisseurs.

« Il a paru à votre commission qu'il n'y avait pas lieu de conserver une forme de contrat qui a donné lieu à tant de difficultés, et de soumettre aux mêmes règles des conventions qui peuvent différer notablement entre elles.

« Il a semblé préférable d'obliger les parties à se placer nettement dans le cadre du contrat de vente, sans recourir à la fiction d'une location se transformant à un moment donné en une vente. De quoi s'agit-il, si l'on va au fond des choses? D'une vente à terme, avec des modalités particulières pour le payement du prix.

« Pourquoi ne pas dire que le privilège et l'action résolutrice du vendeur seront opposables aux tiers, s'ils ont été régulièrement publiés et si l'acte de vente satisfait à certaines conditions destinées à assurer la moralité du contrat? C'est ce qu'on s'était proposé de faire par le texte suivant :

« Lorsque le prix de la vente à terme d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce a été converti en un nombre déterminé de versements périodiques, comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement du prix, le privilège et l'action résolutoire du vendeur sont opposables aux tiers, si l'acte de vente indique le prix principal de la vente et le taux de l'intérêt qui a servi de base à la détermination du nombre et de l'importance des versements successifs, et si, en outre, l'acte a été notifié et transcrit au greffe, conformément aux paragraphes précédents, Toutefois, le vendeur ne peut exercer l'action résolutoire qu'à la charge de tenir compte à l'acquéreur ou à ses créanciers de la partie du prix déjà amortie, et il n'exerce son privilège que jusqu'à concurrence de ce qui lui reste dû en principal. ».

« Ce texte permet aux parties d'échelonner les versements périodiques (mensualités ou annuités) en se réglant sur les usages de l'industrie.

« D'autre part, l'intérêt étant libre en matière commerciale, les parties peuvent en fixer le taux à un chiffre qui tienne compte de l'usure normale des objets, s'ils n'ont déjà fixé le prix en conséquence. Lorsque s'exercera l'action résolutoire, si le taux d'intérêt paraît excessif aux juges, ils pourront en conclure que le vendeur a voulu se couvrir d'avance même de l'usure résultant d'un usage abusif, et refuser d'allouer les dommages-intérêts qui pourraient être réclamés de ce chef : mais leur pouvoir d'appréciation reste entier en ce qui concerne les dommages-intérêts ».

La commission n'avait pas cru devoir limiter la disposition aux machines et appareils employés dans les diverses industries à l'exemple des lois belge et italienne, estimant qu'il y avait une limitation précise et suffisante dans les mots « objets mobiliers servant à l'exploitation du fonds ».

Saisi de cette importante question, le comité de législation commerciale a donné son avis dans des termes que nous nous faisons un devoir de reproduire :

« Dans le cas de vente à tempérament (ou par amortissement) d'objets servant à l'exploitation d'un fonds de commerce, l'article 40, paragraphe 5, admet le privilège et l'action résolutoire du vendeur si l'acte de vente a été notifié et transcrit, à la charge par le vendeur de tenir compte à l'acquéreur ou à ses créanciers de la partie du prix déjà amortie. Quelques-uns des membres du comité ont soutenu qu'il n'y a pas lieu d'admettre ici un privilège et une action résolutoire, qui ne sont pas admis dans tous les cas de vente à terme ordinaire, Le comité a été cependant d'avis d'approuver la disposition. Mais il a pensé qu'il serait utile de bien préciser, comme on l'a fait pour le vendeur du fonds de commerce à l'article 3 *in fine*, que l'article 550, paragraphe, 6, du code de commerce ne s'applique pas. »

Le dernier et nouveau paragrahe de l'article 40 constitue, en effet, une nouvelle dérogation au principe de l'article 550. Pour donner satistaction à l'observation du comité, le texte de la commission est ainsi complété : « Le privilège et l'action résolutoire du vendeur sont opposables aux tiers et à la faillite, par dérogation à l'article 550, paragraphe 6, du code de commerce; si l'acte de vente, etc. »

Le comité a été, en outre, d'avis qu'il serait préférable de restreindre la règle ici admise aux cas de vente de machines, comme l'ont fait les lois belge et italienne, et de limiter aussi, à l'exemple de ces lois, à deux ou trois ans seulement, l'exercice du privilège et de l'action résolutoire.

La commission, qui attache un grand prix à l'adhésion donnée par le comité de législation commerciale au principe de la disposition nou-

velle du paragraphe 5, s'est efforcée d'entrer dans les vues du comité et a examiné avec un grand soin la double question de la limitation de la durée du privilège et de la détermination des objets auxquels la disposition doit s'appliquer.

La loi belge accorde aux fournisseurs « de machines et appareils employés dans les établissements industriels » un privilège de courte durée, deux ans à partir de la livraison, à la condition que l'acte de vente ait reçu une publication analogue à celle qu'instituent, pour la location d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce les quatre premiers paragraphes de l'article 40.

La loi italienne (Code de commerce, art. 773) déclare privilégiées les créances ayant pour objet le prix non payé des machines d'une valeur importante employées dans une exploitation industrielle ou agricole, dans les trois années qui ont précédé la déclaration de faillite, et ce également à condition d'une transcription de l'acte de vente au tribunal de commerce.

Ces deux législations accordent donc un privilège d'une durée restreinte à tous les fournisseurs de matériel industriel, sans envisager la forme sous laquelle la vente a été consentie ou les modalités de cette vente.

La commission, au contraire, subordonne le principe à des règles précises, qui ont pour but d'assurer la moralité du contrat.

M. Laurent (*Principes du droit civil français*, tome 33, p. 519 et suiv., édit. de 1878) commente ainsi l'article 20 de la loi belge du 16 décembre 1851 : « L'intérêt de l'industrie exigeait cette exception. La prospérité d'un établissement industriel dépend de la perfection de ses machines ; il fallait donc faciliter aux fabricants les moyens de se procurer les meilleures et de les conserver ; or, le moyen le plus efficace consiste à assurer aux vendeurs et aux créanciers le payement de leurs créances, en maintenant leur privilège malgré l'immobilisation.

« Cependant le privilège n'est pas maintenu pour toujours, c'est-à-dire aussi longtemps que le vendeur ou le mécanicien ne sont pas payés ; la loi dispose que le privilège est maintenu pendant deux ans à partir de la livraison.

« Pourquoi le privilège est-il limité à deux ans, alors que la créance n'est pas acquittée et ne s'éteint que par la prescription de trente ans ? Le législateur, nous en avons déjà fait la remarque, cherche à concilier les divers intérêts en conflit en matière de privilèges. La loi déroge au droit commun en faveur de ceux qui fournissent ou conservent les machines ; cette dérogation a pour objet d'assurer leur payement ; or, le crédit que le vendeur et le créancier font au fabricant (à l'industriel) ne dure pas trente ans, le législateur se règle sur les usages du commerce ; c'est au créancier privilégié de réclamer son payement dans ce délai. »

C'est en se réglant sur les usages du commerce, selon l'expression même de M. Laurent, que la commission, admettant le principe de la limitation de la durée du privilège, la fixe à cinq années, avec ce tempérament, toutefois, qu'en cas de saisie des machines et appareils ou de faillite du débiteur survenues dans ce délai le privilège continuera à subsister jusqu'après la distribution du prix de la revente.

Dans les très nombreuses affaires où des contrats de location-vente ont été soumis à l'appréciation des tribunaux, les payements ont été parfois échelonnés sur plus de cinq années ; mais il a paru à votre commission qu'on pouvait renfermer dans cette limite la période d'amortissement de prix même élevés de machines et appareils.

En ce qui concerne la détermination des objets auxquels doit s'appliquer la nouvelle disposition du paragraphe 5, votre commission s'est ralliée à l'avis du comité en restreignant l'application, comme la loi belge, aux machines et appareils, et en écartant l'énonciation trop générale d' « objets mobiliers » servant à l'exploitation d'un fonds. Cette dernière expression embrassait les objets de toute nature faisant partie du matériel d'un fonds de commerce ; et chacun de ces objets, considéré individuellement, serait tombé sous l'application de la nouvelle disposition. Un même fonds aurait pu se trouver grevé ainsi de nombreux privilèges portant sur des objets particuliers, de nature très diverse, alors qu'il est souhaitable que le nombre de ces privilèges spéciaux soit limité.

Le comité de législation a fait une dernière observation dont il importe de tenir compte ; il considère qu'il est nécessaire d'exclure expressément comme nulles toutes clauses contraires à la loi qui seraient stipulées au profit du vendeur, notamment la clause d'après laquelle, à défaut de payement d'un terme échu, le vendeur pourrait reprendre l'objet vendu sans avoir rien à restituer des sommes déjà reçues par lui.

Le vendeur à crédit de machines et appareils peut rester le créancier direct de l'acheteur et faire l'opération avec ses propres moyens.

Il pourra aussi recevoir son payement d'un tiers, qui sera subrogé dans ses droits, action résolutoire et privilège.

Il pourra également, si l'acquéreur a consenti à souscrire des effets de commerce en représentation du prix, recevoir son payement d'un particulier ou d'un banquier au profit duquel il endossera les effets et qui sera ainsi subrogé dans ses droits, action et privilège.

Lorsque le vendeur reçoit son payement d'un tiers intervenant à l'acte de vente, la commission décide que la subrogation sera de droit et n'aura pas besoin d'être expresse. Mais si le vendeur n'est pas désintéressé totalement et reste créancier d'une partie du prix, il exerce ses droits pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un payement partiel, à moins de convention contraire (art. 1252 du code civil). Et même si le tiers a désintéressé entièrement le vendeur et par suite est subrogé dans tous ses droits, action et privilège, le vendeur n'est garant de la solvabilité du débiteur que s'il s'y est expressément engagé (art. 1694 du code civil).

Si, au contraire, le vendeur s'est fait souscrire par l'acquéreur des effets de commerce en représentation du prix et s'il veut les escompter, il les endosse au profit du particulier ou du banquier qui lui en remet le montant, et il reste garant du payement à l'échéance, et soumis au recours des endosseurs successifs (art. 164 et 187 du code de commerce).

C'est sous cette dernière forme surtout que pourra se développer la vente à crédit de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce. Les tiers auront la certitude que l'opération est loyale, que le vendeur ne s'en désintéresse pas, et que sa garantie personnelle s'ajoute à celle qui résulte de la valeur de l'objet vendu.

Deux questions restent à examiner :

1° Commet, à défaut de payement du prix à l'échéance, le vendeur ou le créancier subrogé dans ses droits pourra-t-il exercer l'action résolutoire ou faire vendre les objets grevés de son privilège, pour être payé sur le prix ?

2° Comment s'exercera son droit de préférence sur le prix, lorsque les machines et appareils seront vendus séparément du fonds de commerce ?

Sur la première question, il convient de reconnaître que l'exercice de l'action résolutoire doit être entouré de certaines garanties, et qu'en outre les formes prescrites par la loi du 17 mars 1909 (art. 15 et suivants) et par la présente proposition de loi (art. 32 et suivants) pour la vente des fonds de commerce, ne peuvent s'appliquer dans tous les cas aux machines et appareils visés par l'article 43 de la proposition.

Si ces objets peuvent être détachés du fonds sans entraîner une dépréciation notable de la valeur des autres éléments qui le constituent, il y a lieu d'organiser, pour la réalisation de ce gage spécial, sur lequel le vendeur a des droits qui priment ceux de tous les autres créanciers inscrits sur le fonds, une procédure simplifiée, rapide et peu coûteuse, présentant néanmoins des garanties sérieuses pour les créanciers privilégiés sur le fonds, qui peuvent venir en second rang sur le prix de la vente. Tel est l'objet du paragraphe 6 de l'article 43.

En ce qui concerne l'action résolutoire, pour laquelle aura pu opter le vendeur ou le créancier subrogé dans ses droits, il a paru juste d'en soumettre l'exercice aux mêmes conditions que l'exercice de l'action résolutoire du vendeur du fonds de commerce (art. 3, §§ 4 et 5 de la présente proposition de loi). Ainsi le décide le paragraphe 4 de l'article 43.

Sur la seconde question (répartition du prix des machines et appareils vendus séparément du fonds), la commission a été amenée aussi à une simplification de la procédure.

Un juge-commissaire désigné par le jugement qui ordonne la vente fera la répartition du prix en se conformant aux dispositions du paragraphe 7.

*Section V. — De la distribution du prix.*

La nouvelle rédaction de la commission (19 juin 1915), qui a été soumise à l'examen du comité de législation commerciale, différait en plusieurs points du texte du premier rapport de M. Cordelet, en date du 1er juillet 1914.

Le rapport du comité en donne une analyse exacte, que nous nous bornons à reproduire :

« A la requête des intéressés, le président nomme un administrateur et un juge commissaire. Le premier fait opérer la consignation du prix et, s'il y a lieu, des effets de commerce qui peuvent en représenter une partie. Il peut être chargé par l'acquéreur de faire lui-même la consignation. Il veille ensuite au payement des effets de commerce consignés lors de leur échéance et à la consignation des sommes ainsi recouvrées (art. 41). L'administrateur doit déposer au greffe, en vue de la distribution, les copies des oppositions, inscriptions, significations de cessions, et rechercher sur les livres du vendeur s'il n'y a pas d'autres créanciers. Le juge fixe le jour où les créanciers devront se présenter pour former leurs demandes de collocations. Ils sont convoqués par lettres du greffier ; des insertions sont faites si la somme dépasse 2,000 fr. Tout créancier peut remettre à l'administrateur sa demande de collocation (art. 42).

« Les intéressés se réunissent au jour convenu devant le juge qui peut se faire assister de l'administrateur ; procès-verbal est dressé de la comparution des parties et de la remise des productions et titres ; forclusion est prononcée contre les non-produisants. Dans la quinzaine, le juge dresse un projet de répartition. Il y comprend les sommes exigibles et les sommes à échoir si le prix non exigible est représenté en partie par des effets de commerce non échus, et si l'acquéreur consent à les diviser entre les créanciers colloqués, des effets nouveaux sont substitués aux anciens, et sont endossés par le vendeur, ou sur son refus, par l'administrateur. Dans la huitaine de dépôt du projet de répartition les intéressés sont invités à en prendre communication et à faire leurs contredits. A défaut de contredits, le règlement devient définitif (art. 43). Si, dans la quinzaine, il y a des contredits, le juge dépose son rapport sur les contredits dans la quinzaine suivante et renvoie les parties devant le tribunal. Le jugement n'est pas susceptible d'opposition (art. 44). Au cas où il y a des effets de commerce non échus représentant une partie du prix et où l'acquéreur n'a pas consenti à les comprendre dans la répartition, le juge fait des répartitions successives sur les bases arrêtées lors du premier règlement ; cependant les créanciers forclos lors de ce premier règlement peuvent être admis aux répartitions nouvelles (art. 45). Les articles 46 et 47 sont relatifs à l'appel et au règlement définitif. »

Le comité fait suivre cette analyse d'observations critiques que nous allons examiner, dans l'ordre même où elles sont présentées.

1° « L'article 41 ne reproduit pas la disposition des textes précédemment proposés, d'après laquelle il n'y a lieu à distribution en justice qu'à défaut de distribution faite à l'amiable par les intéressés eux-mêmes. Il a paru au comité qu'il est nécessaire de la rétablir. »

La commission donne satisfaction au comité sur ce point.

2° « Le comité a considéré comme tout à fait essentielle l'organisation d'une tentative de règlement amiable par le juge-commissaire, analogue à celle qu'a organisé l'article 750 du code de procédure en matière d'ordre, ou à celle qu'a prescrite l'article 30 de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime. Dans la rédaction proposée par la commission du Sénat, il y a toujours un règlement provisoire après demande en collocation, et ce règlement provisoire est toujours suivi de notifications et de délais pour contredits. Il n'y a aucune raison pour ne pas organiser pour les fonds de commerce un essai de règlement amiable fait sans procédure ni frais, par le juge-commissaire : l'institution de l'ordre amiable est une des meilleures de notre procédure. Le système proposé aboutirait à de grands frais pour toutes les distributions de prix de fonds de commerce, même s'il s'agit de petites sommes. Le comité de législation a été à l'unanimité d'avis de modifier sur ce point la rédaction proposée. »

Sur ce point encore satisfaction est donnée au comité : lors de la première réunion des créanciers, s'il y a entente entre les parties, le

juge-commissaire dresse le procès-verbal de la distribution amiable du prix (art. 46 *in fine*).

3° « Le comité a été d'avis, comme il l'a été déjà en 1913, qu'au lieu d'organiser un règlement provisoire suivi de dénonciations et de contredits, il est préférable de renvoyer de suite les parties devant le tribunal, qui jugera après rapport du juge-commissaire. Si l'on objecte que chaque créancier doit avoir connaissance des productions des autres créanciers et du rapport du juge, il est facile d'organiser au greffe la communication avant l'audience des diverses productions et du rapport du juge-commissaire, sans imposer les formalités compliquées du règlement provisoire et des contredits ».

La commission, de son côté, persiste à penser qu'il ne suffit pas que les demandes en collocation aient été mises au greffe à la disposition des intéressés et qu'un rapport soit présenté à l'audience.

Il lui paraît indispensable qu'au vu de ces demandes, souvent très nombreuses, un état de répartition soit dressé par le juge et communiqué aux intéressés sans déplacement; c'est par ce moyen seulement qu'il sera possible à chaque créancier de prendre sérieusement communication des productions des autres créanciers et des pièces à l'appui, et de formuler en connaissance de cause leurs réclamations, après une première appréciation par le juge-commissaire des prétentions respectives des parties. Les frais afférents à l'état de répartition lui-même seront peu élevés, et quant à l'avis aux créanciers d'en prendre communication, avis donné d'ailleurs par simples lettres recommandées du greffier, il serait également nécessaire pour les avertir du dépôt au greffe du rapport du juge-commissaire, qui tiendrait lieu, en réalité, de l'état de répartition.

La procédure instituée par les articles 30 et suivants de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime a lieu, il ne faut pas l'oublier, devant le tribunal civil avec le concours des avoués.

Avec l'état de répartition établi préalablement par le juge, tout sera plus clair et les créanciers seront moins exposés à des surprises.

« 4° La majorité du comité a été d'avis que les distributions faites en justice ne peuvent porter que sur des sommes exigibles et consignées. C'est ainsi que les dispositions du code de procédure et celles relatives aux consignations ont envisagé la distribution par contribution; c'est ainsi que la pratique est depuis longtemps établie. Il est difficile d'admettre la distribution judiciaire des sommes qui ne seront exigibles qu'après plusieurs années; si le débiteur de la somme distribuée n'est pas en état de payer à l'échéance tous les bordereaux de collocation, on verra certains créanciers plus diligents recevoir le montant de leurs bordereaux et d'autres ne pouvoir se faire payer aucune partie de leurs collocations: tout l'équilibre de la contribution disparaît »

Nous répondons. l'objection s'appliquerait également à une distribution faite à l'amiable.

Les collocations de chaque créancier portent sur chacune des échéances successives; il dépend des créanciers de se présenter le jour même de l'échéance; le débiteur, selon une expression courante, fait son échéance, ou il ne la fait pas.

Il ne s'expose pas à voir les créanciers qui ne seraient pas payés provoquer la déclaration de sa faillite pour obliger au rapport ceux qui auraient reçu le montant de leurs collocations.

« Le plus souvent, dit-on, il ne peut, en fait, s'agir devant le juge que de sommes exigibles et consignées. Dans les ventes faites par autorité de justice, le prix est payable à brève échéance. Dans les ventes amiables suivies de purge, l'acquéreur a offert le payement immédiat de son prix. »

Les ventes forcées de fonds de commerce sont rares; les ventes amiables, suivies de la surenchère du dixième ouverte aux seuls créanciers inscrits, sont plus rares encore; et s'il s'agit de la surenchère du sixième, l'adjudication a lieu aux mêmes conditions et délais que la vente sur laquelle la surenchère est intervenue (art. 7).

En temps normal, 50,000 à 60,000 ventes de fonds de commerce sont, chaque année, soumises à la formalité de l'enregistrement.

Par rapport à ce nombre, celui des ventes forcées ou sur surenchère du dixième est infime.

Les inscriptions de privilèges de vendeurs au greffe du tribunal de la Seine ont été, en 1912, de 10,090, en 1913 de 10,744.

Du 1er mai 1914 au 1er août suivant, dernier trimestre normal avant la guerre, il a été déposé au greffe du tribunal de commerce de la Seine, 3,138 inscriptions de privilège de vendeur, ce qui correspondrait à 12,552 pour l'année entière, en temps normal.

Sur ces 3,138 inscriptions de privilège de vendeur, qui ne sont prises que lorsqu'une partie au moins du prix est payable à terme, 2,306. soit près des trois quarts, comportent des échéances représentées par des effets de commerce, et le surplus des échéances sans billets. Si le prix a été payé comptant, c'est que le fonds n'est pas grevé d'inscriptions ou que l'acquéreur en a fait son affaire.

Sur 12,000 ventes environ donnant lieu chaque année à une inscription de privilège de vendeur, au greffe du tribunal de commerce de la Seine, on peut donc affirmer que, dans près de 9,000 environ, le prix ou la portion du prix payable à terme sont représentés par des effets de commerce.

Dans un peu plus de 3,000, le prix ou la portion du prix non exigible est payable à des échéances plus ou moins éloignées, réglées par l'acte de vente.

Ces chiffres font apparaître tout l'intérêt de la question.

Faut-il donc laisser en dehors du projet de distribution judiciaire toutes ces sommes non exigibles et par suite non susceptibles de consignation ?

La pratique, ici, a ouvert la voie au législateur ; elle n'a pas hésité à procéder à des distributions de sommes non exigibles même représentées par des effets de commerce.

Il y a de sérieux avantages à l'usage très général qui s'est établi de régler en effets de commerce la portion du prix non payée comptant et d'en opérer la distribution en divisant chaque effet au prorata des collocations. Le prix tout entier est attribué aux créanciers ; ils reçoivent pour la portion du prix exigible et consignée un bordereau sur la caisse des dépôts, et pour le surplus des effets à ordre sur l'acquéreur, portant intérêts, dont ils peuvent faire usage.

« En admettant, dit le rapport du comité, qu'on doive distribuer des parties du prix non exigibles, il a été observé par quelques membres du comité qu'il n'y avait pas lieu d'y comprendre les effets de commerce que l'acheteur du fonds a pu remettre au vendeur. La distribution judiciaire porte sur une somme d'argent, le créancier colloqué a pour titre la décision du juge, laquelle est suivie d'un bordereau de collocation ; sans doute, si le créancier colloqué, le vendeur et l'acquéreur sont d'accord, il peut y avoir endossement au profit du créancier, à concurrence de sa collocation de billets signés par l'acquéreur au vendeur. Il n'appartient pas au juge d'imposer ces arrangements particuliers.

« Les textes proposés sont d'ailleurs sur ce point très obscurs. L'article 43, paragraphe 4, paraît dire que le consentement de l'acquéreur est seul nécessaire pour cette opération ; l'article 45 paraît, au contraire, exiger le double consentement de l'acquéreur et du vendeur.

« Le comité, ayant admis que la distribution ne doit avoir pour objet que des sommes consignées, n'a pas cru devoir se prononcer sur ce point. »

Il semble bien que, dans le comité, une minorité au moins n'était pas opposée à l'idée de comprendre dans la distribution en justice des sommes non exigibles et partant non consignées.

L'objection qu'il n'y a pas d'exemple ne peut pas prévaloir contre la pratique qui n'a pas hésité à en reconnaître la nécessité, en présence de ce fait incontestable que, dans presque toutes les ventes de fonds de commerce pouvant donner lieu à une distribution par contribution, le prix est en majeure partie payable à des échéances échelonnées souvent sur plus de cinq années.

Quelle est alors la situation des créanciers chirographaires du vendeur? Très souvent leur débiteur n'avait d'autre actif appréciable que le fonds lui-même, dont il s'est dessaisi.

Leur véritable gage, c'est le prix de la vente, une créance contre l'acquéreur garantie par un privilège. Le créancier chirographaire colloqué dans la distribution est subrogé dans ce privilège jusqu'à due concurrence et devient ainsi lui-même un créancier privilégié, armé d'un titre exécutoire, le bordereau délivré contre l'acquéreur, sans renoncer à ses droits contre son débiteur originaire.

Son intérêt à la distribution immédiate et intégrale du prix est évident. Des répartitions successives au fur et à mesure des échéances donneraient lieu à des complications et à des frais qu'il importe d'éviter.

La distribution comprendra donc le prix tout entier : la partie du prix exigible et déjà consignée au moment du règlement définitif, et aussi le surplus du prix payable aux échéances fixées par le contrat, qu'il soit ou non représenté par des effets de commerce. On appliquera, s'il y a des effets de commerce, le procédé ingénieux imaginé par la pratique, qui donne à chaque créancier autant de titres à ordre qu'il y a d'effets, c'est-à-dire d'échéances, et lui facilite ainsi les moyens d'en tirer parti.

L'unique objection, c'est que cela ne peut se faire que du consentement du vendeur et de l'acquéreur, de l'acquéreur surtout.

En ce qui concerne le vendeur, son intérêt lui commande de se prêter à une combinaison qui lui assure des délais de la part de ses créanciers, ceux-là même qu'il a consentis à son acquéreur. Au surplus, s'il s'y refuse, les collocations emportent, jusqu'à due concurrence, transfert aux créanciers, sans novation, de sa créance privilégiée contre l'acquéreur, avec son caractère de créance à ordre ; l'administrateur peut donc recevoir de la loi le mandat d'endosser, au refus du vendeur, les nouveau effets souscrits par l'acquéreur.

La question se réduit dès lors, en définitive, à savoir si l'acquéreur peut être tenu de souscrire de nouveaux effets, qui n'ajoutent rien à sa dette et lui laissent tout le bénéfice des délais de payement qu'il a stipulés ; les frais mêmes de timbre des nouveaux effets ne sont pas à sa charge et sont employés en frais de distribution.

Ce qu'il faut voir, c'est que l'aliénation du fonds modifie gravement la situation des créanciers chirographaires. Leurs créances exigibles leur donnaient le droit de poursuivre la vente judiciaire du fonds, dont le prix eût été immédiatement exigible; l'aliénation du fonds les met en présence du nouveau détenteur qui leur opposera tous les délais qu'il s'est fait consentir.

Pour lui en maintenir le bénéfice, n'est-on pas en droit d'exiger de lui qu'il se prête à la souscription de nouveaux effets, et d'attacher à son refus, comme sanction, l'exigibilité immédiate de son prix? Telle est la disposition de l'article 53 paragraphe 3;

6° « La rédaction proposée, dit le rapport du comité, comporte dans tous les cas la nomination d'un administrateur. Le comité a considéré que le rôle ainsi confié à l'administrateur se comprend bien dans tous les cas où la distribution a lieu après vente en justice, celle-ci ayant nécessité la nomination d'un administrateur. Pour les cas où la distribution a lieu après une vente ordinaire, le comité a été d'avis que la nomination d'un administrateur doit être facultative et non imposée; autrement, on grèverait les petites distributions de frais excessifs; dans des cas nombreux, de petites sommes peuvent être distribuées sans qu'il soit besoin d'un administrateur ».

Pour tenir compte de l'observation autant que possible, la commission a fait une distinction entre les ventes dont le prix, tout entier exigible, a été consigné, et celles dans lesquelles une partie du prix est payable à terme.

Dans le premier cas, les deux conditions exigées par le rapport du comité étant remplies, la nomination d'un administrateur n'est pas indispensable et reste facultative pour le juge; dans le second, au contraire, la distribution, pour éviter des répartitions successives, devant comprendre même la portion du prix payable à des termes non échus, la nomination d'un administrateur s'impose, pour veiller à la consignation, au fur et à mesure des échéances et jusqu'au règlement définitif, des sommes payables à terme, représentées ou non par des effets de commerce.

La nouvelle rédaction présente, au point de vue pratique, des avantages certains. Trop souvent les intéressés, par ignorance ou crainte des responsabilités, hésitent à prendre une initiative qui les oblige à des démarches multiples. Les créanciers se déchargent les uns sur les autres du soin de faire à l'acquéreur la sommation de consigner. Les choses seront facilitées, s'il suffit au créancier de présenter au président du tribunal une requête à l'effet de nommer un administrateur qui, sous la surveillance d'un juge commis par la même or

donnance, fera opérer la consignation et veillera à sa régularité. Il est naturel, dès lors, que la nomination de l'administrateur ait lieu dès le commencement de la procédure.

L'acquéreur lui-même pourra, s'il le préfère, et il en sera souvent ainsi, charger l'administrateur d'opérer pour son compte la consignation, en lui remettant contre reçu les sommes exigibles, ainsi que les oppositions et notifications de transports faites entre ses mains.

La consignation opérée, l'administrateur se fera remettre par la caisse des dépôts et consignations copies des oppositions, significations de transports, états d'inscriptions et de transcriptions annexées au procès-verbal de la consignation, et un duplicata du certificat de consignation, et il déposera le tout entre les mains du greffier du tribunal de commerce.

Devant le tribunal civil, les formalités de consignations et d'ouverture de la distribution par contribution sont contrôlées ou accomplies par l'avoué du créancier qui a pris l'initiative de la poursuite. L'administrateur désigné par le président du tribunal de commerce sur simple requête remplira un rôle analogue.

7° « Le comité a été d'avis que toute distribution, même d'une somme inférieure à 2,000 francs, doit être annoncée par une insertion dans un journal : c'est le seul moyen de prévenir les créanciers non opposants, et les frais peuvent en être très réduits. »

La commission s'est rangée à cet avis et a rédigé en conséquence le paragraphe 3 de l'article 45 ;

8° « L'article 48 nouveau (art. 54 du texte du présent rapport) n'admet pas qu'il puisse y avoir lieu à ouverture d'une distribution de prix d'un fonds de commerce après déclaration de faillite : il ne peut y avoir de distribution suivie parallèlement à une procédure de faillite que si celle-ci est survenue après la consignation. C'est en ce sens déjà qu'avait été rédigée la proposition de loi de M. Cordelet en 1912. Le comité avait admis, au contraire, que les créanciers inscrits sur le fonds étant en dehors de la faillite, il y a lieu à distribution à leur profit malgré la faillite déclarée. Et la rédaction proposée en 1914 par la commission du Sénat était en ce sens. Aucune raison n'est donnée du retour fait par la commission en 1915 à la rédaction primitive. Le comité ne peut que maintenir l'avis qu'il a précédemment donné sur ce point ; d'après lui, il y a lieu dans tous les cas à distribution séparée du prix du fonds au profit des créanciers inscrits ; si, après collocation des créanciers inscrits, il reste des fonds à distribuer, ils sont versés à la masse de la faillite. »

C'est cette solution, plus conforme au texte et à l'esprit des articles 503 et 546 du code de commerce, que consacre l'article 54 du texte du présent rapport (art. 48 de la nouvelle rédaction du 19 juin 1915 soumise au comité).

DISPOSITION GÉNÉRALE

« Le comité n'a pas été d'avis d'admettre l'article 49 (art. 55 du texte du présent rapport) d'après lequel, toutes les fois que le dernier jour d'un délai prévu par la présente loi est un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au lendemain. La disposition de l'article 1033, paragraphe 5, code de procédure, lui a paru suffisamment large. »

La commission, se référant aux motifs exposés pages 23 et suivantes du rapport du 1er juillet 1914, croit devoir maintenir l'article 55, dont la disposition, d'un caractère très pratique, lui a été suggérée par la chambre des notaires de Paris.

## PROPOSITION DE LOI

### CHAPITRE 1er

#### DE LA VENTE DES FONDS DE COMMERCE

**Art. 1er.** — Le privilège du vendeur d'un fonds de commerce n'a lieu que si la vente a été constatée par un acte authentique ou sous seing privé, dûment enregistré, et que s'il a été inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité. Le vendeur doit faire connaître dans l'acte et dans l'inscription la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénoms, profession et domicile de son auteur, à moins qu'il ne déclare avoir créé le fonds.

*L'acte de vente doit contenir la date*, la durée, le loyer et les autres conditions essentielles du bail cédé avec le fonds. Il doit, s'il est sous signatures privées, être enregistré au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds de commerce avant son dépôt au domicile élu, effectué en exécution de l'article 7, paragraphe 1er, ci-après, et ce à peine de nullité de la formalité du dépôt.

Le privilège ne porte que sur les éléments du fonds énumérés dans la vente et dans l'inscription et, à défaut d'indication précise, que sur l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage.

Des prix distincts sont établis pour les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises.

Le privilège qui garantit chacun de ces prix et les charges, ou ce qui en reste dû, s'exerce distinctement sur les prix respectifs de la revente afférents aux marchandises, au matériel et aux éléments incorporels du fonds.

Nonobstant toute convention contraire, les payements partiels s'imputent d'abord sur le prix des marchandises, ensuite sur le prix du matériel. Toutefois, les parties peuvent imputer autrement, d'un commun accord, les payements comptant.

Il y a lieu à ventilation du prix de revente mis en distribution, s'il s'applique à un ou plusieurs éléments non compris dans la première vente.

Art. 2.— Les créances privilégiées sur les fonds de commerce, indépendamment de celle du vendeur, sont : 1° la créance des échangistes pour les soultes ; 2° la créance du donateur pour les charges et prestations imposées au donataire ; 3° les créances des copartageants pour soulte et retour de lots et prix de licitation ; 4° les créances résultant de l'option pour la conservation d'un fonds de commerce faite, soit par un époux survivant, en vertu d'une clause de son contrat de mariage, soit par un associé, en vertu d'une convention statutaire d'attribution.

Les privilèges et actions résolutoires des échangistes et du donateur sont soumis à toutes les règles prescrites pour le privilège et l'action résolutoire du vendeur. Le privilège des copartageants et celui résultant de l'option visée ci-dessus suivent les mêmes règles que celui du vendeur.

Art. 3 (ancien art. 2). — L'inscription doit être prise, à peine de nullité, dans les vingt jours de la date de la prise de possession du fonds, obligatoirement fixée par le contrat ; et, en matière de partage, de licitation ou d'option pour la conservation d'un fonds faite par l'époux survivant, dans les vingt jours de la date de l'acte. Elle est valablement prise nonobstant toute aliénation du fonds et prime toute inscription prise dans le même délai du chef de l'acquéreur ; elle est opposable à la faillite et à la liquidation judiciaire de l'acquéreur, ainsi qu'à sa succession bénéficiaire ou vacante.

L'action résolutoire doit, pour produire effet, être mentionnée et réservée expressément dans l'inscription. Elle ne peut être exercée au préjudice des tiers après l'extinction du privilège. Elle est limitée, comme le privilège, aux seuls éléments qui ont fait partie de la vente.

En cas de résolution judiciaire ou amiable de la vente, le vendeur est tenu de reprendre tous les éléments du fonds qui ont fait partie de la vente, même ceux pour lesquels son privilège et l'action résolutoire sont éteints, mais seulement jusqu'à concurrence du prix de la vente en ce qui concerne les marchandises. Il est comptable de la valeur des éléments incorporels du fonds, du matériel et des marchandises au moment de sa reprise de possession d'après l'estimation qui en sera faite par expertise contradictoires, amiable ou judiciaire, sous la déduction de ce qui pourra lui rester dû par privilège sur les prix respectif des éléments incorporels du fonds, des marchandises et du matériel, le surplus, s'il y en a, devant rester le gage des créanciers inscrits et, à défaut des créanciers chirographaires.

Le vendeur qui exerce l'action résolutoire doit la notifier aux créanciers inscrits sur le fonds, et aux vendeurs à crédit de machines et appareils servant à l'exploitation du fonds visés dans l'article 43, au domicile par eux élu dans leurs inscriptions ou transcriptions. Le jugement ne peut intervenir qu'après un mois écoulé depuis la notification.

Le vendeur qui a stipulé lors de la vente que, faute de payement dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, ou qui en a obtenu de l'acquéreur la résolution à l'amiable, doit notifier aux créanciers inscrits, aux domiciles élus, la résolution encourue ou consentie qui ne deviendra définitive qu'un mois après la notification ainsi faite.

Toute résolution judiciaire ou amiable de la vente sera publiée par celui qui l'aura obtenue, dans le mois du jour où elle est définitive, dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal où le fonds est situé ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement.

Lorsque la vente d'un fonds est poursuivie aux enchères publiques, soit à la requête d'un syndic de faillite, de tous liquidateurs ou administrateurs judiciaires, soit judiciairement à la requête de tout autre ayant droit, le poursuivant doit notifier la poursuite aux précédents vendeurs du fonds et aux vendeurs à terme de machines et appareils servant à son exploitation, au domicile élu dans leurs inscriptions ou transcriptions, avec déclaration que, faute par eux d'intenter l'action résolutoire dans le mois de la notification, ils seront déchus, à l'égard de l'adjudicataire, du droit de l'exercer.

L'article 550, paragraphe 6, du code du commerce n'est applicable ni au privilège ni à l'action résolutoire du vendeur d'un fonds de commerce.

Art. 4 (ancien art. 3). — Toute vente ou toute cession à titre onéreux de fonds de commerce, consentie même sous condition ou sous la forme d'un autre contrat, tout apport de fonds dans une société commerciale ou civile ; toute donation ou tout legs avec charges et toute attribution de fonds de commerce par partage avec soulte ou par licitation doivent être, dans les dix jours de la date fixée pour la prise de possession, publiés à la diligence de l'acquéreur et à défaut, de l'ancien propriétaire, sous forme d'extrait ou d'avis, dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal où le fonds est situé ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement.

L'extrait ou avis indique la nature ou la date du contrat, les noms, prénoms et domicile de l'ancien et du nouveau propriétaire, la nature et le siège du fonds, la date fixée par le contrat pour la prise de possession, le délai ci-après fixé pour les oppositions et une élection de domicile dans le ressort du tribunal. Si l'acte de vente ou l'extrait qui en a été publié ne contiennent pas la date de la prise de possession, la publication est nulle.

Le changement de date de la prise de possession depuis la publication de l'extrait rend également nulle la publication.

Dans les dix jours qui suivent l'insertion au journal local, la publication sera renouvelée dans un bulletin bi-hebdomadaire, annexe au *Journal officiel*. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède. Il sera justifié des insertions par un exemplaire du numéro du journal ou du bulletin portant la signature de l'imprimeur légalisée par le maire dans le mois de la date de chaque exemplaire.

Dans dix jours au plus tard après la seconde publication, tout créancier de l'ancien propriétaire, que sa créance soit ou non exigible, pourra former au domicile élu, par simple acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, opposition au payement du prix ; l'opposition, à peine de nullité, énoncera le chiffre et les causes de la créance et contiendra une élection de domicile dans le ressort du tribunal de la situation du fonds. Le bailleur ne peut former opposition pour loyers en cours ou à échoir, et ce, nonobstant toutes stipulations contraires. Aucun transport amiable ou judiciaire du prix ou de partie du prix, ne sera opposable aux créanciers qui se seront ainsi fait connaître dans ce délai.

La demande en mainlevée d'opposition est portée, suivant les distinctions établies dans l'article 631 du code de commerce, soit devant le tribunal de commerce, soit devant le tribunal civil de la situation du fonds.

Néanmoins, en cas d'opposition au payement du prix, le vendeur pourra, en tout état de cause, après l'expiration du délai de dix jours, se pourvoir en référé devant le président du tribunal civil afin d'obtenir l'autorisation de toucher son prix malgré l'opposition, à la condition de verser à la caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un tiers commis à cet effet une somme suffisante, fixée par le juge des référés, pour répondre éventuellement des causes de l'opposition dans le cas où il se reconnaîtrait ou serait jugé débiteur. Le dépôt ainsi ordonné sera affecté spécialement, aux

mains du tiers détenteur, à la garantie des créances pour sûreté desquelles l'opposition aura été faite, et privilège exclusif de tout autre leur sera attribué sur ledit dépôt, sans que, toutefois, il puisse en résulter transport judiciaire au profit de l'opposant ou des opposants en cause à l'égard des autres créanciers opposants du vendeur, s'il en existe. A partir de l'exécution de l'ordonnance de référé, l'acquéreur sera déchargé et les effets de l'opposition seront transportés sur le tiers détenteur.

Le juge des référés n'accordera l'autorisation demandée que s'il lui est justifié par une déclaration formelle de l'acquéreur mis en cause, faite sous sa responsabilité personnelle et dont il sera pris acte, qu'il n'existe pas d'autres créanciers opposants que ceux contre lesquels il est procédé. L'acquéreur, en exécutant l'ordonnance, ne sera pas libéré de son prix à l'égard des autres créanciers opposants antérieurs à ladite ordonnance, s'il en existe.

Si l'opposition a été faite sans titre et sans cause ou est nulle en la forme, et s'il n'y a pas instance engagée au principal, le vendeur pourra se pourvoir en référé devant le président du tribunal civil, à l'effet d'obtenir l'autorisation de toucher son prix malgré l'opposition.

L'acquéreur qui, sans avoir fait, dans les formes prescrites, les publications ou qui, soit avant l'expiration du délai de dix jours, soit au mépris des inscriptions ou oppositions, aura payé son vendeur, ne sera pas libéré à l'égard des tiers. Il en sera de même au cas où l'acquéreur n'aurait pas déposé son contrat au domicile élu conformément à l'article 7, paragraphe premier ci-après.

Art. 5. — Si la vente ou cession d'un fonds de commerce comprend des succursales, l'inscription et la publication prescrites par les articles 3 et 4 doivent être faites également dans chacun des ressorts où ces succursales ont leurs sièges.

Si une succursale forme l'objet unique de la cession, la publication doit être faite dans le ressort du tribunal où se trouve l'établissement principal et dans le ressort de la situation de la succursale, avec élection de domicile dans chacun desdits ressorts.

Art. 6. — En cas de vente d'un fonds de commerce sans situation fixe, l'inscription du privilège du vendeur est prise sur le registre tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le vendeur a son domicile ou sa résidence fixe d'après la déclaration qu'il en a faite, conformément à l'article 1er de la loi du 16 juillet 1912, et dont il sera fait mention dans l'acte. Les publications prescrites par l'article 4 dans une feuille locale sont faites dans un journal d'annonces légales du ressort de ce tribunal ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement.

La déclaration d'un nouveau domicile ou d'une nouvelle résidence doit faire connaître le lieu où la précédente déclaration a été reçue ; elle ne produit ses effets qu'à partir du jour où elle a été mentionnée en marge de la précédente ; les deux premiers paragraphes de l'article 20 deviennent alors applicables.

Art. 7 (ancien art. 5). — Pendant les vingt jours qui suivent la seconde publication, l'acquéreur est tenu de laisser en dépôt au domicile élu un des originaux ou une expédition de l'acte de vente ou de cession, et il est tenu de le communiquer, ainsi que les oppositions qu'il a reçues, à tout créancier inscrit ou opposant et au vendeur, qui peuvent en prendre communication sans déplacement et copie s'ils le jugent utile. L'acquéreur ou son mandataire le droit d'exiger des créanciers et du vendeur auxquels la communication a été faite, une décharge sur papier libre et sans frais indiquant les pièces communiquées et la date à laquelle la communication a eu lieu.

Si le prix ne suffit pas à désintéresser les créanciers inscrits et ceux qui se sont révélés par des oppositions au plus tard dans le délai fixé par l'article 4, ces créanciers peuvent former, dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai d'opposition, en se conformant aux prescriptions de l'article 40 ci-après, une surenchère du sixième du prix principal du fonds de commerce, non compris le matériel et les marchandises. Toutes les dispositions de l'article 40 ci-après non contraires à celles du présent article sont au surplus applicables à la surenchère du sixième,

Les délais d'opposition et de surenchère ne courent pas dans le cas où le dépôt ou la communication soit de l'acte de vente, soit des oppositions, n'aurait pas eu lieu ou aurait été incomplet.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire du vendeur, tout créancier et le syndic ou le liquidateur peuvent former la surenchère du sixième dans les quarante jours qui suivent la liquidation judiciaire ou la faillite. Le paragraphe 10 de l'article 40 n'est pas applicable à la surenchère ainsi formée par le syndic ou le liquidateur judiciaire.

Le surenchérisseur ne peut pas empêcher par un désistement l'adjudication publique, si ce n'est du consentement de tous les créanciers inscrits et de tous les créanciers opposants.

La surenchère du sixième n'est pas admise après la vente judiciaire d'un fonds de commerce ou la vente poursuivie à la requête d'un syndic de faillite, de liquidateurs et d'administrateurs judiciaires, ou de copropriétaires indivis du fonds, faite aux enchères publiques et conformément à l'article 34 de la présente loi.

L'officier public commis pour procéder à la vente doit n'admettre à enchérir que des personnes dont la solvabilité lui est connue, ou qui ont déposé soit entre ses mains, soit à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation spéciale au payement du prix, une somme dont l'importance est déterminée par le jugement qui ordonne la vente du fonds et ne peut être inférieure à la portion du prix de la première vente stipulée payable comptant. Cette disposition n'est pas applicable au surenchérisseur.

L'adjudication sur surenchère du sixième a lieu aux mêmes conditions et délais que la vente sur laquelle la surenchère est intervenue. Si l'acquéreur est dépossédé par suite de la surenchère, il doit, sous sa responsabilité, remettre les oppositions formées entre ses mains à l'adjudicataire, sur récépissé, dans la huitaine de l'adjudication, s'il ne les a pas fait connaître antérieurement par mention insérée au cahier des charges; l'effet de ces oppositions est reporté sur le prix de l'adjudication. Faute de satisfaire à cette obligation ou de déclarer qu'il n'a reçu aucune opposition, il est passible de tous dommages-intérêts envers l'adjudicataire, qui fera publier l'adjudication prononcée à son profit aux frais dudit acquéreur surenchéri, et pourra, dans tous les cas, prélever le coût de la publication sur son prix.

Art. 8. — Dans la quinzaine au plus tard de la publication de l'acte constatant l'apport en société d'un fonds de commerce, effectuée conformément à l'article 4 de la présente loi, tout créancier non inscrit de l'associé qui a fait l'apport, si cet apport est rémunéré exclusivement ou partiellement par des droits sociaux, fera connaître au greffe du tribunal de commerce de la situation du fonds sa qualité de créancier et la somme qui lui est due ou, si la somme n'est pas liquide, les causes de sa créance. Il lui sera délivré par le greffier un récépissé de sa déclaration.

Tout créancier qui a fait la déclaration prescrite par le paragraphe précédent peut, à moins que la société n'offre le payement de la valeur du fonds d'après expertise, poursuivre contre son débiteur la vente du fonds devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, suivant les règles des articles 32, paragraphes 5, 6, 7 et 8, et 34 de la présente loi.

Si la publication de l'acte constatant l'apport n'a pas eu lieu conformément à l'article 4 et dans les délais fixés par ledit article, les créanciers de l'apporteur pourront, sans déclaration préalable de leurs créances au greffe et à défaut de payement ou de l'offre par la société de payer la valeur du fonds d'après expertise, en poursuivre la vente comme il est dit ci-dessus.

Art. 9. — En cas de location industrielle ou commerciale, les dispositions de l'article 1717 du code civil demeurant applicables.

Toutefois, si le bail stipule que la sous-location ou la cession du bail peut avoir lieu avec le consentement du bailleur ou au profit d'une personne agréée par lui, le bailleur ne peut refuser d'accepter comme sous-locataire ou cessionnaire du bail la personne à laquelle le fonds de commerce a été transmis, à moins de motifs graves dont il devra saisir le tribunal civil ou le juge de paix, suivant leur compétence respective, dans la huitaine de la notification qui lui aura été faite par le locataire. L'acquéreur pourra entrer en possession à la date fixée par son contrat et y sera maintenu si le bailleur succombe dans son action.

## CHAPITRE II

### DU NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE

Art. 10. — Les fonds de commerce peuvent faire l'objet de nantissements sans autres conditions et formalités que celles prescrites par la présente loi.

Le nantisssement d'un fonds de commerce ne donne pas au créancier gagiste le droit de se faire attribuer le fonds en payement et jusqu'à due concurrence.

Art. 11. — Sont seuls susceptibles d'être compris dans le nantissement soumis aux dispositions de la présente loi comme faisant partie d'un fonds de commerce : l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage; le mobilier commercial, le matériel ou l'outillage servant à l'exploitation du fonds, même s'ils sont immeubles par destination ; les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels, et généralement les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique qui y sont attachés.

Le certificat d'addition postérieur au nantissement qui comprend le brevet auquel il s'applique suivra le sort de ce brevet et fera partie, comme lui, du gage constitué.

A défaut d'indication de chacun des éléments ci-dessus dans l'acte qui le constitue, le nantissement ne comprend que l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage.

Si le nantissement porte sur un fonds de commerce et ses succursales, celles-ci doivent être désignées par l'indication précise de leur siège.

Art. 12. — Le contrat de nantissement est constaté par un acte authentique ou par un acte sous seing privé dûment enregistré. Le propriétaire du fonds doit faire connaître dans l'acte la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénoms, profession et domicile de son auteur.

Le privilège résultant du contrat de nantissement s'établit par le seul fait de l'inscription sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité. S'il s'agit d'un fonds sans situation fixe, l'article 6 est applicable à l'inscription du privilège.

La même formalité devra être remplie au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est située chacune des succursales du fonds comprises dans le nantissement.

Art 13. — L'inscription doit être prise, à peine de nullité du nantissement, dans la quinzaine de la date de l'acte constitutif. Elle est valablement prise, dans ce délai, contre la succession bénéficiaire ou vacante du constituant.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, les articles 446, 447 et 448, paragraphe 1er du code de commerce sont applicables au nantissements de fonds de commerce.

Art. 14. — Le rang des créanciers gagistes entre eux est déterminé par la date de leurs inscriptions. Les créanciers inscrits le même jour viennent en concurrence.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS COMMUNES A LA VENTE ET AU NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE

*Section I. — Titres à ordre. — Assurances. — Pénalités.*

Art. 15. — Si le titre d'où résulte le privilège inscrit est à ordre, la négociation par voie d'endossement emporte la translation du privilège.

Lorsque partie du prix ou de la créance est représentée par des effets de commerce souscrits ou acceptés par l'acquéreur ou par l'emprunteur à l'ordre du vendeur ou du créancier nanti, ces effets doivent être mentionnés dans l'acte de vente ou de nantissement, avec indication de leur montant et des dates d'échéance; ils seront causés valeur en prix de fonds de commerce ou en prêt garanti par nantissement. Le premier endossement devra mentionner la date, le volume et le numéro de l'inscription du privilège.

Le privilège inscrit au greffe profite aux porteurs desdits effets, à la condition que tous les endos précédant la cession à leur profit aient été effectués en conformité de l'article 137 du code de commerce.

Tous les porteurs de ces effets viennent en concurrence pour l'exercice de leur privilège, quelle que soit l'échéance des effets dont ils sont porteurs.

Toute antériorité stipulée par le vendeur ou le créancier nanti à son profit ou concédée par lui à un tiers ne sera pas opposable aux porteurs réguliers desdits effets, à moins qu'elle n'ait été portée à leur connaissance par une mention inscrite sur les effets.

Le tiers porteur qui fait procéder à la vente du fonds de commerce grevé de son privilège, ne peut exercer son recours contre les endosseurs et contre le débiteur qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix.

En cas d'insuffisance du prix pour désintéresser le vendeur ou le créancier subrogé dans ses droits, un délai d'un mois lui est imparti à partir du règlement définitif de la distribution pour exercer son recours contre les endosseurs.

Les établissements publics de crédit peuvent recevoir avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts les effets de commerce souscrits en conformité du présent article et de l'article 43 ci-après.

Art. 16. — Les créanciers privilégiés sur un fonds de commerce ont sur les indemnités d'assurances, en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les objets assurés, conformément à l'article 2 de la loi du 19 février 1889.

Art. 17. — Le propriétaire d'un fond de commerce qui a acheté à crédit ou donné en nantissement le matériel qui en dépend, et qui n'aura détourné, dissipé ou volontairement détérioré, sera poursuivi sous l'inculpation d'abus de confiance et frappé des peines prévues par l'article 406 du code pénal. Il pourra être fait apolication de l'article 463 du code pénal.

*Section II. — Formalités et durée de l'inscription. — Obligations du greffier.*

Art. 18. — Le vendeur ou le créancier gagiste pour inscrire leur privilège, représentent, soit eux-mêmes, soit par un tiers, au greffier du tribunal de commerce, l'un des originaux de l'acte de vente ou du titre constitutif du nantissement s'il est sous seing privé ou une expédition s'il existe en minute. L'acte de vente ou de nantissement sous seing privé reste déposé au greffe.

Il est joint deux bordereaux écrits sur papier libre; l'un d'eux peut être porté sur l'original ou sur l'expédition du titre; ils contiennent exclusivement :

1° Les noms, prénoms et domiciles du vendeur, du précédent propriétaire, son auteur, et de l'acquéreur; ou les noms, prénoms et domiciles du créancier et du débiteur, ainsi que du propriétaire du fonds, si c'est un tiers; leur profession, s'ils en ont une;

2° La date et la nature du titre en vertu duquel l'inscription est prise et, en cas de vente ou cession, la date fixée pour la prise de possession, la date et la nature du titre d'acquisition du vendeur ou cédant;

3° Les prix de la vente établis distinctement pour le matériel, les marchandises et les éléments incorporels du fonds ainsi que les charges évaluées, s'il y a lieu, ou le montant de la créance exprimée dans le titre, les conditions relatives aux intérêts et à l'exigibilité;

4° La désignation du fonds de commerce et de ses succursales, s'il y a lieu, avec l'indication, sans description même sommaire, des éléments qui les constituent et sont compris dans la vente ou le nantissement, la nature de leurs opérations et leur siège, sans préjudice de tous autres renseignements propres à les faire connaître; si la vente ou le nantissement s'étend à d'autres éléments du fonds de commerce que l'enseigne, le nom commercial, le droit au bail et la clientèle, ces éléments doivent être nommément dégignés, avec la date et le numéro du dépôt en ce qui concerne les marques de fabrique et les dessins ou modèles industriels;

5° Election de domicile par le vendeur ou le créancier gagiste dans le ressort du tribunal de la situation du fonds.

Les ventes ou cessions de fonds de commerce comprenant des marques de fabrique et de commerce, des dessins ou modèles industriels, ainsi que les nantissements de fonds qui comprennent des brevets d'invention ou licences, des marques ou des dessins et modèles, doivent, en outre, être inscrits à l'office national de la propriété industrielle, sur la production du certificat d'inscription délivré par le greffier du tribunal de commerce dans la quinzaine qui suivra etle inscription, à peine de nullité, à l'égard des tiers, des ventes, cessions ou nantissements en ce qu'ils s'appliquent aux brevets d'invention et aux licences, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels. L'inscription a l'office national de la propriété industrielle a lieu, à défaut d'inscription du privilège au greffe du tribunal de commerce, sur la présentation de l'acte stipulant un prix payé comptant ou contenant une renonciation expresse du vendeur à inscrire son privilège.

Les brevets d'invention compris dans la cession d'un fonds de commerce restent soumis pour leur transmission aux règles édictées par la section IV du titre II de la loi du 5 juillet 1844.

Art. 19. — Le greffier transcrit sur son registre le contenu des bordereaux et remet au requérant tant l'expédition du titre, s'il existe en minute, que l'un des bordereaux au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

Art. 20. — Il mentionne en marge des inscriptions les antériorités, les subrogations et radiations totales ou partielles dont il lui est justifié. Les antériorités et les subrogations ne peuvent résulter que d'actes authentiques ou d'actes sous seing privé dûment enregistrés.

La date des mentions détermine le rang des créanciers subrogés ou des cessionnaires d'antériorité dans leurs rapports entre eux.

La demande en réalisation d'un fonds de commerce, formée soit par le débiteur, soit par l'un de ses créanciers, doit être, à peine de non-recevabilité, mentionnée sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce, au vu de l'original ou de la copie de l'exploit. Lorsqu'une demande, ainsi mentionnée, est encore pendante ou a reçu satisfaction, toute demande nouvelle est irrecevable.

Sur la réquisition de l'administrateur désigné, le greffier mentionne également sur le même registre la date du jugement ordonnant la vente, ainsi que les nom et adresse de l'administrateur.

Art. 21. — L'inscription conserve le privilège pendant cinq années à compter du jour de sa date; son effet cesse si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai.

Les tiers porteurs des effets représentant le prix ou la créance privilégiée auront le droit, dans le même délai, d'opérer le renouvellement de l'inscription à concurrence du montent des effets dont ils seront porteurs, à défaut par le vendeur ou le créancier de l'avoir fait.

L'inscription garantit au même rang que le principal deux années d'intérêts, sans préjudice des inscriptions portant privilège à compter de leur date qui seront prises pour les intérêts autres que ceux conservés par la première inscription.

Art. 22. — Les inscriptions sont rayées, soit du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, soit en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée. L'opposition au jugement rendu par défaut ne sera recevable que dans le mois qui suivra la signification dudit jugemeni au créancier, à son domicile réel et au domicile élu dans l'inscription.

A défaut de jugement, la radiation totale ou partielle ne peut être opérée par le greffier que sur le dépôt d'un acte authentique de consentement à la radiation, donné par le créancier ou son cessionnaire régulièrement subrogé et justifiant de ses droits.

Il ne pourra être consenti de main levée sans payement, lorsque des effets de commerce auront été souscrits par l'acquéreur ou l'emprunteur, pour la partie du prix ou de l'obligation représentée par ces effets.

Le notaire chargé de dresser l'acte de mainlevée totale ou partielle de l'inscription devra se faire représenter, en même temps que l'acte de vente ou de nantissement, et pourra conserver pour sa décharge soit la totalité des effets énoncés auxdits actes, soit les effets échus à la date de la mainlevée partielle.

La radiation totale ou partielle de l'inscription prise à l'Office national sera opérée sur la production du certificat de radiation délivré par le greffier du tribunal de commerce.

Art. 23. — Lorsque la radiation, non consentie par le créancier, est demandée par voie d'action principale, cette action est portée devant le tribunal de commerce du lieu où l'inscription a été prise.

Si l'action a pour objet la radiation d'inscriptions prises dans des ressorts différents sur un fonds et ses succursales, elle est portée pour le tout devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve l'établissement principal.

Art. 24. — La radiation est opérée au moyen d'une mention faite par le greffier en marge de l'inscription.

Il en est délivré certificat aux parties qui le demandent.

Art. 25. — Les greffiers des tribunaux de commerce sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent soit l'état des inscriptions existantes, avec les mentions d'antériorité, de radiations partielles et de subrogations partielles ou totales, soit un certificat qu'il n'en existe aucune ou simplement que le fonds est grevé.

Un état des inscriptions ou mentions effectuées à l'office national de la propriété industrielle doit de même être délivré à toute réquisition.

Le notaire commis pour procéder à la vente d'un fonds de commerce peut, s'il le juge utile, se faire délivrer par le greffier copie des actes de vente sous seing privé déposés au greffe et concernant ledit fonds. Il peut également se faire délivrer expédition des actes authentiques de vente et de location concernant ce fonds.

Art. 26. — Dans aucun cas, les greffiers nu peuvent refuser ni retarder les inscriptions ni la délivrance des états ou certificats requis.

Ils sont responsables de l'ommission sur leurs registres des inscriptions, transcriptions ou mentions requises en leur greffe et du défaut de mention dans leurs états ou certificats d'une ou plusieurs inscriptions ou mentions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provint de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

Art. 27. — Le droit d'inscription de la créance du vendeur ou du créancier gagiste est fixé à 5 centimes par 100 fr. sans addition d'aucun décime. Il sera perçu, lors de l'enregistrement de l'acte de vente, sur le prix ou la portion du prix non payée et, lors de l'enregistrement du contrat de nantissement, sur le capital de la créance.

Le droit d'inscription dû pour les inscriptions prises en renouvellement sera perçu par l'administration de l'enregistrement sur la présentation des bordereaux, avant leur dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Sont affranchis du timbre : le registre des inscriptions tenu par le greffier en exécution de l'article 19, les bordereaux d'inscription, les reconnaissances de dépôts, les états, certificats, extraits et copies dressés en exécution de la présente loi, le registre des transcriptions d'actes de location d'objets mobiliers ou de vente à crédit de machines et appareils, tenu en exécution des articles 42 et 43, le registre des mentions prescrites par l'article 20, paragraphe 3, et les copies qui en seront requises, ainsi que les pièces produites pour obtenir l'accomplissement d'une formalité et qui restent déposées au greffe, et les copies qui en seront délivrées en exécution de l'article 25, paragraphe 3, à la condition que ces pièces mentionnent expressément leur destination.

Les bordereaux d'inscription, ainsi que les états ou certificats et copies de transcriptions et mentions ou d'actes de vente sous seing privé, délivrés par les greffiers, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Art. 28. — Le droit d'enregistrement auquel seront assujettis les actes de consentement à mainlevées totales ou partielles d'inscription est fixé à 2 centimes et demi par 100 fr du montant des sommes faisant l'objet de la mainlevée, sans addition d'aucun décime, et la formalité de la radiation au greffe du tribunal de commerce ne donnera lieu à aucun droit.

S'il y a seulement réduction de l'inscription, il ne sera perçu qu'un droit de 2 fr. par chaque acte, sans que ce droit puisse excéder, toutefois, le droit proportionnel qui serait exigible sur la mainlevée totale.

*Section III. — De la réalisation du gage et de la purge des créances inscrites.*

Art. 29. — Toute dette garantie par un privilège inscrit sur tout ou partie d'un fonds de commerce peut toujours être remboursée par anticipation, en prévenant le créancier un mois d'avance, nonobstant toute convention contraire.

Art. 30. — En cas de déplacement du fonds

de commerce, les créances inscrites deviendront de plein droit exigibles si le propriétaire du fonds n'a pas fait connaître aux créanciers inscrits, quinze jours au moins d'avance, par lettres recommandées avec avis de réception, son intention de déplacer le fonds et le nouveau siège qu'il entend lui donner, et si l'absence de notification n'a pas permis aux créanciers de satisfaire aux prescriptions du paragraphe suivant.

Dans la quinzaine de l'avis du déplacement à eux notifié ou dans la quinzaine du jour où ils auront eu connaissance du déplacement, le vendeur ou le créancier gagiste doivent faire mentionner, en marge de l'inscription existante, le nouveau siège du fonds, et si le fonds a été transféré dans un autre ressort, faire reporter à sa date l'inscription primitive avec l'indication du nouveau siège, sur le registre du tribunal de ce ressort.

Le déplacement du fonds de commerce, sans le consentement du vendeur ou des créanciers gagistes, peut, s'il en résulte une dépréciation du fonds, rendre leurs créances exigibles.

L'inscription d'un nantissement peut également rendre exigibles les créances antérieures.

Les demandes en déchéance du terme formées en vertu des deux paragraphes précédents devant le tribunal de commerce sont soumises aux règles de procédure édictées par le paragraphe 8 de l'article 32 ci-après.

Art. 31. — Le propriétaire qui poursuit la résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions, ou l'expulsion, en référé, du locataire pour défaut de payement des loyers, doit notifier sa demande aux créanciers antérieurement inscrits au domicile élu par eux dans leurs inscriptions. Le jugement ou l'ordonnance ne peut intervenir qu'après un mois écoulé depuis la notification.

La résiliation amiable du bail ne devient définitive qu'un mois après la notification qui en a été faite aux créanciers inscrits, aux domiciles élus.

Art. 32. — Tout créancier qui exerce des poursuites de saisie-exécution, et le débiteur contre lequel elles sont exercées, peuvent demander devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds, la vente du fonds de commerce du saisi avec le matériel et les marchandises qui en dépendent. Le débiteur qui requiert la vente de son fonds est tenu de déposer au greffe du tribunal, à l'appui de sa demande son acte d'acquisition, son bail et, s'il y a lieu, ses polices d'assurances, pour être mises par le greffier à la disposition, soit de l'administrateur provisoire, soit de l'officier public commis pour dresser le cahier des charges,

Sur la demande du créancier poursuivant, le tribunal de commerce ordonne qu'à défaut de payement dans le délai imparti au débiteur, la vente du fonds aura lieu à la requête dudit créancier, après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 34 de la présente loi.

Il en sera de même si, sur l'instance introduite par le débiteur, le créancier demande à poursuivre la vente du fonds.

S'il ne le demande pas, le tribunal de commerce fixe le délai dans lequel, à partir du jugement, la vente du fonds devra avoir lieu à la requête du débiteur, suivant les formes édictées par l'article 34 ci-après, et il ordonne que, faute par le débiteur d'avoir fait procéder à la vente dans ledit délai, les poursuites de saisie-exécution seront reprises et continuées sur les derniers errements.

Il nomme un administrateur provisoire du fonds, fixe les mises à prix, détermine les conditions principales de la vente, commet pour y procéder un notaire qui dresse le cahier des charges. S'il fixe des mises à prix distinctes pour les éléments incorporels du fonds, les marchandises, le matériel et spécialement les machines et appareils visés à l'article 43, le prix de l'adjudication sur réunion de tous les éléments constitutifs du fonds sera ventilé, s'il y a lieu, en prenant pour base les mises à prix. Des mises à prix distinctes sont fixées pour les éléments incorporels du fonds et pour les machines et appareils mentionnés ci-dessus s'il est décidé que le matériel et les marchandises seront pris par l'adjudicataire à dire d'experts. L'administrateur prend immédiatement possession du fonds, en dresse l'inventaire et en continue ou surveille l'exploitation; il accomplit tous actes conservatoires utiles. L'adjudication a lieu en sa présence et il peut la requérir si le débiteur poursuivi, ayant lui-même fait ordonner la vente, néglige d'y faire procéder; il reçoit le prix de l'adjudication pour en opérer la consignation; il fait, à défaut de l'adjudicataire, les publications prévues à l'article 4 et reçoit les oppositions à son domicile.

La publicité extraordinaire, lorsqu'elle est utile, est réglée par le jugement ou, à défaut, par ordonnance du président du tribunal de commerce rendue sur requête.

Le tribunal peut, par la décision rendue, autoriser le poursuivant, s'il n'y a pas d'autre créancier inscrit ou opposant, et sauf prélèvement des frais privilégiés au profit de qui de droit, à toucher le prix directement et sur sa simple quittance, soit de l'adjudicataire, soit de l'officier public vendeur, selon les cas, en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance en principal, intérêts et frais.

Le tribunal de commerce statue, dans la quinzaine de la première audience, par jugement non susceptible d'opposition, exécutoire sur minute. Le débiteur ne peut, à compter du jour du jugement, aliéner le fonds de commerce, à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de le faire prononcer, à moins que la vente n'ait eu lieu du consentement du créancier saisissant, des créanciers inscrits sur le fonds et de l'administrateur. L'appel du jugement n'est suspensif qu'en ce qui concerne la vente du fonds; le débiteur qui a demandé la vente de son fonds, ou qui ne s'est pas opposé à la demande du créancier saisissant, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement. L'appel est formé dans la quinzaine de la signification du jugement; l'administrateur est mis en cause et il est statué sommairement par la cour dans le mois; l'arrêt, non susceptible d'opposition, est exécutoire sur minute.

Tout commerçant, avant d'être l'objet de poursuites de saisie-exécution, peut présenter requête au tribunal de la situation du fonds, à l'effet d'obtenir la mise en vente de son fonds aux enchères publiques. Le tribunal, après l'avoir entendu, ordonne, s'il y a lieu, la vente du fonds et désigne un administrateur provisoire. Les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article et l'article 34 sont applicables à la vente ainsi ordonnée.

Art. 33. — Le vendeur et le créancier gagiste inscrits sur un fonds de commerce peuvent également, même en vertu de titres sous seing privé, poursuivre la vente du fonds qui constitue leur gage, même s'il est réduit à l'un ou plusieurs des éléments incorporels, quinze jours après sommation de payer faite au débiteur et au tiers détenteur, s'il y a lieu, demeurée infructueuse.

La demande est portée devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, lequel statue comme il est dit aux paragraphes 5, 6, 7 et 8 de l'article précédent.

Art. 34. — Le poursuivant ou l'administrateur fait sommation au propriétaire du fonds et aux créanciers inscrits antérieurement à la décision qui a ordonné la vente, au domicile élu par eux dans leurs inscriptions, quinze jours au moins avant la vente, de prendre communication du cahier des charges, de fournir leurs dires et observations et d'assister à l'adjudication, si bon leur semble.

La vente a lieu dix jours au moins après l'apposition d'affiches indiquant : les noms, professions, domiciles du poursuivant et du propriétaire du fonds, la décision en vertu de laquelle on agit, une élection de domicile dans le lieu où siège le tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds, les divers éléments constitutifs dudit fonds, la nature de ses opérations, sa situation, les mises à prix, les lieu, jour et heure de l'adjudication, les nom et domicile de l'officier public commis et dépositaire du cahier des charges.

Ces affiches sont obligatoirement apposées, à la diligence de l'officier public, à la porte principale de l'immeuble et de la mairie de la commune où le fonds est situé, du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le fonds et de l'officier public commis.

L'affiche sera insérée, dix jours aussi avant la vente, dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal de commerce et, à défaut, du tribunal de l'arrondissement où le fonds est situé.

La publicité sera constatée par une mention faite dans le procès-verbal de vente.

Il sera statué d'urgence, par jugement exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel, sur les moyens de nullité de la procédure de vente antérieure à l'adjudication et sur les dépens; ces moyens devront être opposés, à peine de déchéance, huit jours au moins avant l'adjudication.

Art. 35. — Le tribunal de commerce, saisi de la demande en payement d'une créance se rattachant à l'exploitation d'un fonds de commerce, peut, s'il prononce une condamnation et si le créancier le requiert, ordonner par le même jugement la vente du fonds. Il statue dans les termes des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 32 ci-dessus et fixe le délai après lequel, à défaut de payement, la vente pourra être poursuivie.

Les dispositions de l'article 34 sont applicables à la vente ainsi ordonnée par le tribunal de commerce.

Art. 36. Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, le fonds sera vendu à sa folle enchère, selon les formes prescrites à l'article 34 ci-dessus.

Le fol enchérisseur est tenu, envers les créanciers du vendeur et le vendeur lui-même de la différence entre son prix et celui de la revente sur folle enchère, sans pouvoir réclamer l'excédent s'il y en a.

Art. 37. — Il ne sera procédé à la vente séparée d'un ou plusieurs éléments d'un fonds de commerce grevé d'inscriptions, poursuivie soit sur saisie exécution, soit en vertu de la présente loi, que dix jours au plus tôt après la notification de la poursuite aux créanciers qui se seront inscrits quinze jours au moins avant ladite notification, au domicile élu par eux dans leurs inscriptions. Pendant ce délai de dix jours, le propriétaire du fonds ou tout créancier inscrit, que sa créance soit ou non échue, pourra assigner les intéressés devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds, pour demander qu'il soit procédé à la vente de tous les éléments du fonds, à la requête du poursuivant ou à sa propre requête, dans les termes et conformément aux dispositions des articles 32, 33 et 34 ci-dessus.

Le matériel et les marchandises seront vendus en même temps que le fonds sur des mises à prix distinctes, ou moyennant des prix distincts, si le cahier des charges oblige l'adjudicataire à les prendre à dire d'experts.

Il y aura lieu à ventilation du prix pour les éléments du fonds non grevés des privilèges inscrits.

Art. 38. — Aucune surenchère n'est admise lorsque la vente a eu lieu dans les formes prescrites par les articles 7, 32, 33, 34, 35, 37 et 40.

Art. 39.— Les privilèges du vendeur et du créancier gagiste suivent le fonds où les éléments incorporels du fonds en quelques mains qu'ils passent.

Lorsque la vente du fonds n'a pas eu lieu aux enchères publiques en vertu et conformité des articles 7. 32, 33, 34, 35, 37 et 40 de la présente loi, l'acquéreur qui veut se garantir des poursuites des créanciers inscrits est tenu, à peine de déchéance, sans atteindre la poursuite ou dans la quinzaine de la sommation de payer à lui faite, de notifier à tous les créanciers inscrits, au domicile par eux élu dans leurs inscriptions :

1° Les nom, prénoms et domicile du vendeur, la désignation précise du fonds, les prix distincts des éléments incorporels, du matériel et des marchandises, ou l'évaluation du fonds en cas de transmission à titre gratuit, par voie d'échange ou par voie de reprise, sans fixation de prix, en vertu de convention de mariage, les charges, les frais et loyaux coûts exposés par l'acquéreur ;

2° Un tableau sur trois colonnes contenant : la première, la date des ventes ou nantissements antérieurs et des inscriptions prises ; la seconde, les noms et domiciles des créanciers inscrits ; la troisième, le montant des créances inscrites, avec déclaration qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes inscrites jusqu'à concurrence de son prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles. La notification contiendra élection de domicile dans le ressort du tribunal de commerce de la situation du fonds.

Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait divers éléments d'un fonds, les uns grevés d'inscriptions, les autres non grevés, situés ou non dans le même ressort, aliénés pour un seul et même prix ou pour des prix distincts, le prix de chaque élément sera déclaré dans la notification, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Art. 40. — Tout créancier inscrit sur un fonds de commerce peut, lorsque l'article 38 n'est pas applicable, requérir sa mise aux en-

chères publiques, en offrant de porter le prix principal, non compris le matériel et les marchandises, à un dixième en sus et de donner caution pour le payement des prix et charges ou de justifier de solvabilité suffisante.

Cette réquisition, signée du créancier, doit être, à peine de déchéance, signifiée à l'acquéreur et au débiteur précédent propriétaire dans la quinzaine des notifications, avec assignation devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, pour voir statuer, en cas de contestation, sur la validité de la surenchère, sur l'admissibilité de la caution ou la solvabilité du surenchérisseur, et voir ordonner qu'il sera procédé à la mise aux enchères publiques du fonds avec le matériel et les marchandises qui en dépendent, et que l'acquéreur surenchéri sera tenu de communiquer son titre et l'acte de bail ou de cession de bail à l'officier public commis. Le délai de quinzaine ci-dessus n'est pas susceptible d'augmentation à raison de la distance entre le domicile élu et le domicile réel des créanciers inscrits.

A partir de la signification de la surenchère, l'acquéreur, s'il est entré en possession du fonds, en est de droit administrateur séquestre et ne pourra plus accomplir que des actes d'administration. Toutefois, il pourra demander au tribunal de commerce, à tout moment de la procédure, la nomination d'un autre administrateur; cette demande peut également être formée par tout créancier.

Le surenchérisseur ne peut, même en payant le montant de la soumission, empêcher par un désistement l'adjudication publique, si ce n'est du consentement de tous les créanciers inscrits.

Les formalités de la procédure et de la vente seront accomplies à la diligence du surenchérisseur et, à son défaut, de tout créancier inscrit ou de l'acquéreur, aux frais, risques et périls du surenchérisseur et sa caution restant engagée, selon les règles prescrites par les articles 32, paragraphes 5, 6, 7 et 8; 34 et 37, paragraphe 3, ci-dessus.

A défaut d'enchère, le créancier surenchérisseur est déclaré adjudicataire.

L'adjudicataire est tenu de prendre le matériel et les marchandises existant au moment de la prise de possession, aux prix fixés par une expertise amiable ou judiciaire, contradictoirement entre l'acquéreur surenchéri, son vendeur et l'adjudicataire, sans que l'estimation du matériel puisse être en aucun cas inférieure au prix fixé dans la vente.

Il est tenu, au delà de son prix d'adjudication, de rembourser à l'acquéreur dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux des notifications, ceux d'inscriptiption et de publicité prévus par les articles 3, 4 et 5 ci-dessus, et à qui de droit ceux faits pour parvenir à la revente.

L'article 36 est applicable à la vente et à l'adjudication sur surenchère.

L'acquéreur surenchéri, qui se rendra adjudicataire par suite de la revente sur surenchère, aura son recours tel que de droit contre le vendeur pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre et pour l'intérêt de cet excédent à compter du jour de chaque payement.

Le paragraphe 9 de l'article 7 ci-dessus est applicable à la surenchère du dixième.

*Section IV. — Classement de privilèges spéciaux sur fonds de commerce. Vente à crédit de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce.*

Art. 41. — En cas de conflit entre un vendeur ou un créancier nanti inscrit sur un fonds de commerce et un créancier ayant hypothèque sur le matériel d'exploitation du fonds devenu immeuble par destination, le prix du matériel se distribue entre ces créanciers d'après les dates respectives de leurs inscriptions, sauf en ce qui concerne les hypothèques dispensées d'inscription pouvant grever l'immeuble, auquel cas leur rang sera déterminé comme il est dit à l'article 2135 du code civil. Le vendeur du fonds de commerce peut faire valoir son privilège à la date de la vente, s'il l'a inscrit dans le délai fixé par l'article 3.

En cas de conflit entre le bailleur de l'immeuble garni par le matériel servant à l'exploitation du fonds de commerce et le vendeur ou le créancier nanti, le privilège du bailleur l'emporte, si le bail a acquis date certaine avant l'inscription du privilège du vendeur ou du créancier nanti; s'il est postérieur en date, le bailleur n'a privilège avant les créanciers inscrits que pour six mois de loyers échus, six mois de loyers en cours et six mois à échoir à partir de l'expiration du semestre courant. Il en est de même en ce qui concerne les marchandises en cas de conflit entre le bailleur et le vendeur du fonds.

Les commis employés à l'exploitation d'un fonds de commerce ont privilège sur le prix, avant les créanciers inscrits sur le fonds, pour les salaires acquis pendant les deux mois qui ont précédé la vente du fonds. Les salaires acquis aux ouvriers pendant le mois qui a précédé la vente sont admis au même rang.

Art. 42. — Le droit de revendication du locateur d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce est opposable aux créanciers déjà inscrits sur ce fonds, si, à défaut d'une reconnaissance écrite de la part de ces créanciers, l'acte qui constate la location et contient une désignation précise des objets leur a été notifié par exploit d'huissier ou par lettre recommandée, avec avis de réception, au moment de l'apport desdits objets dans le fonds.

La transcription de l'acte de location sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est situé, le rend opposable aux créanciers inscrits postérieurement.

La transcription a lieu sur la représentation au greffier de deux originaux de l'acte de location s'il est sous seing privé, ou d'une expédition s'il existe en minute.

Le greffier certifie la transcription au pied de l'expédition, ou de l'un des originaux de l'acte s'il est sous seing privé, l'autre original restant déposé au greffe, il délivre, s'il en est requis, copie des transcriptions, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

Art. 43. — Lorsque le prix de la vente à crédit de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce a été converti en un nombre déterminé de versements périodiques comprenant l'intérêt et l'amortissement du prix, stipulé payable dans le délai de cinq ans au plus, le privilège et l'action résolutoire du vendeur sont opposables aux tiers et à la faillite, par dérogation à l'article 550, paragraphe 6 du code de commerce, si l'acte de vente, qui doit contenir une élection de domicile dans le ressort du tribunal de la situation du fonds, indique le prix principal de la vente et le taux de l'intérêt qui ont servi de base à la détermination du nombre et de l'importance des versements successifs, et si, en outre, l'acte a été notifié aux créanciers déjà inscrits, par exploit d'huissier, au moment de l'apport des machines et appareils dans le fonds, et s'il a été transcrit sur le registre spécial visé par l'article 42, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 dudit article. Toutefois, le vendeur ne peut exercer l'action résolutoire qu'à la charge de tenir compte à l'acquéreur ou à ses créanciers de la portion du prix déjà amortie, et il n'exerce son privilège que pour ce qui lui reste dû en principal, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient lui être dus.

Sont nulles toutes clauses contraires aux prescriptions ci-dessus.

La durée du privilège et de l'action résolutoire est limitée à cinq années à partir de la transcription de l'acte de vente; toutefois, en cas de saisie pratiquée sur les machines et appareils ou de faillite du débiteur déclarée même après l'expiration des cinq années, le privilège continuera à subsister jusqu'après la distribution des deniers.

Les articles 3 paragraphes 4 et 5, 15, 16 et 17 ci-dessus sont applicables à la vente à crédit, prévue par le présent article, de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce.

Si l'acte de vente constate que le vendeur reçoit son payement d'un tiers présent à l'acte, celui-ci est subrogé de droit dans le privilège et l'action résolutoire du vendeur. Si l'acquéreur a souscrit des effets de commerce en représentation du prix, le vendeur les endosse au profit du tiers qui l'a désintéressé.

A défaut de payement à l'échéance, le vendeur, ou le créancier subrogé dans ses droits, s'il veut réaliser son gage, doit, quinze jours après la sommation de payer faite au débiteur, et au tiers détenteur s'il y a lieu, demeurée infructueuse, poursuivre contre le débiteur, devant le tribunal de commerce au greffe duquel la vente a été transcrite, la vente publique des machines et appareils qui en ont fait l'objet, et mettre en cause le bailleur de l'immeuble où le fonds est situé, les créanciers nantis inscrits sur le fonds et les créanciers hypothécaires inscrits sur l'immeuble.

Le tribunal, par jugement non susceptible d'opposition, exécutoire sur minute, décide si les machines et appareils seront détachés du fonds et vendus séparément, ou si, à raison de la dépréciation qui en résulterait pour les autres éléments du fonds, ils seront vendus avec le fonds, conformément aux dispositions des articles 15, paragraphes 5, 6, 7 et 8, 16 et 17 de la loi du 27 mars 1909, sur mise à prix distincte ou pris par l'adjudicataire à titre d'experts.

Si les machines et appareils doivent être vendus séparément du fonds, le jugement n'est pas susceptible d'appel; le tribunal désigne l'officier public qui procédera à la vente, fixe la mise à prix, les conditions de publicité ainsi que le délai dans lequel la vente aura lieu; il désigne également un juge-commissaire pour faire ultérieurement la répartition du prix.

Le juge ainsi commis fera convoquer devant lui, par lettres du greffier recommandées avec avec avis de réception, le débiteur, le vendeur ou le créancier subrogé dans ses droits, s'il s'est fait connaître, et les créanciers privilégiés en second rang sur le prix visés au paragraphe précédent; un avis inséré par les soins du greffier dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou, à défaut, de l'arrondissement, invitera à se faire connaître au greffe les créanciers pouvant prétendre à un droit de priorité sur le privilège du vendeur. Au jour fixé, le juge par ordonnance exécutoire par provision et nonobstant appel, attribue aux créanciers de priorité et au vendeur ou au créancier subrogé dans ses droits s'il s'est fait connaître, les sommes qui leur sont dues, et colloque ensuite, suivant leur rang, les créanciers privilégiés en second rang. S'il y a un reliquat, il est mis en réserve pour être distribué suivant la procédure réglée par les articles 44 et suivants.

L'acte de vente à crédit de machines et appareils destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce est enregistré au droit proportionnel réduit de 1 fr. par 100 fr., préalablement à sa transcription sur le registre spécial du greffe.

Le jugement qui ordonne la vente des machines et appareils à défaut de payement du prix est enregistré au droit fixe de 5 fr.

Le droit à percevoir sur la vente est fixé à 50 centimes par 100 fr., et le droit à percevoir sur la répartition du prix à 25 centimes par 100 fr.

*Section V. — De la distribution du prix.*

Art. 44. — Lorsque le prix de la vente est définitivement fixé, s'il est en totalité exigible et si, à défaut d'entente pour en opérer la distribution amiable, la consignation en a été effectuée par l'acquéreur, à la charge des oppositions faites entre ses mains, ainsi que des significations de transports ou des inscriptions et transcriptions grevant le fonds ou les machines et appareils en dépendant, l'acquéreur lui-même, le vendeur ou tout créancier, en déposant au greffe un duplicata du certificat de consignation et copies des pièces y annexées, présente requête au président du tribunal de commerce à l'effet de commettre un juge devant lequel les créanciers sont convoqués.

Art. 45. — Le juge-commissaire dans la quinzaine du dépôt des pièces au greffe, fixe le jour auquel les créanciers devront présenter leur demande en collocation. Le greffier convoque le vendeur, l'acquéreur et les créanciers, par lettre recommandée, aux domiciles élus dans les inscriptions, transcriptions et oppositions, et aux domiciles réels en France; il exige de la poste un avis de réception des lettres adressées à domicile élu.

La convocation indique la nature et la situation du fonds dont le prix est en distribution, les noms, prénoms, domiciles de l'ancien et du nouveau propriétaire, le montant de la somme à distribuer, le jour, l'heure et le lieu de la réunion, l'état sommaire des oppositions, inscriptions et transcriptions, avec mention nes sommes dues à chaque créancier d'après les oppositions, les inscriptions et transcriptions et l'obligation de se présenter devant le juge et de déposer entre ses mains une demande de collocation avec pièces à l'appui, contenant élection de domicile dans le ressort du tribunal; elle mentionne expressément que les créanciers non produisants ne seront pas compris dans la répartition.

Un avis contenant les mêmes énonciations que la convocation est inséré, par les soins du

greffier, dans l'un des journaux imprimés au lieu où siège le tribunal et, s'il n'y en a pas, dans un journal de l'arrondissement.

La convocation et l'avis doivent précéder de vingt jours au moins celui de la réunion, sans augmentation du délai à raison des distances. Cette réunion devra avoir lieu au plus tôt à l'expiration du mois qui suivra le dépôt des pièces au greffe et au plus tard avant la fin du mois suivant.

Pendant ce délai tout créancier, même non opposant ni inscrit, peut présenter au greffe, avec pièces à l'appui, sa demande de collocation contenant élection de domicile dans le ressort du tribunal; il doit, dans tous les cas, remettre ses pièces au juge-commissaire, au plus tard le jour fixé pour la réunion. Les demandes en collocation et les pièces produites à l'appui sont affranchies du timbre et de l'enregistrement.

Art. 46.— La réunion des créanciers est présidée par le juge-commissaire, qui peut, s'il le juge convenable, se faire assister d'un administrateur nommé par le président du tribunal, pour l'établissement de l'état de répartition et toute autre partie des opérations de distribution.

Au jour fixé par l'ordonnance de convocation, le juge dresse procès-verbal de la comparution des parties et de la remise des productions et titres. Il constate que les créanciers inscrits et opposants ont été convoqués et qu'avis a été donné par la poste de la réception des lettres adressées à domicile élu. Il déclare forclos les créanciers non produisants. Il entend les observations des parties comparentes ou de leurs mandataires et, s'il y a entente, dresse le procès-verbal de la distribution amiable du prix.

Art. 47.— A défaut de règlement amiable, le juge dépose au greffe, dans la quinzaine, un projet de répartition.

Dans la huitaine du dépôt au greffe de ce projet, chaque créancier produisant en est avisé par simple lettre du greffier, au domicile élu dans la demande en collocation; le débiteur et l'acquéreur en sont avisés dans la même forme à leur domicile réel.

L'avis du greffier prévient les intéressés qu'il leur est accordé un délai de quinzaine pour prendre communication sans frais au greffe du projet de répartition des demandes en collocation et des pièces qui y sont jointes, et pour élever, s'il y a lieu, tous contredits sur le projet de répartition.

Les contredits sont transcrits et signés par leurs auteurs à la suite du projet de répartition.

Tout créancier pourra se faire délivrer à ses frais par le greffier une copie ou un extrait sur papier non timbré du projet de répartition des demandes en collocation et des pièces y jointes, ainsi que du rapport du juge-commissaire prévu par l'article suivant.

Le délai de quinzaine expiré sans contredit de la part d'aucun des créanciers comparants, du vendeur ou de l'acquéreur, le règlement devient de plein droit définitif, même si le vendeur a fait défaut.

Les frais de justice sont prélevés par privilège. Le juge prononce la mainlevée des inscriptions, transcriptions et oppositions sur les sommes mises en distribution, et ordonne la délivrance des bordereaux de collocation.

Même s'il y a contredits, il peut être procédé provisionnellement à un règlement partiel en faveur de tout créancier ayant une cause de préférence, dont la demande n'est contestée ni quant au rang ni quant au chiffre.

Le règlement définitif ou partiel donne lieu à un droit d'enregistrement, payé par le greffier, de 25 centimes p. 100 sur le montant des sommes réparties.

Art. 48. — S'il y a contredits sur le projet de répartition du juge-commissaire, celui-ci dépose un rapport sur les contredits dans la quinzaine qui suivra l'expiration du délai accordé aux créanciers, au débiteur et à l'acquéreur pour contredire, et il renvoie toutes les parties devant le tribunal.

Les créanciers sont avisés au domicile élu dans leur demande en collocation, le débiteur et l'acquéreur à leur domicile réel, par lettre recommandée du greffier deux jours au moins avant l'audience. Le tribunal statue dans la quinzaine. Le jugement, non susceptible d'opposition, sera exécuté à l'expiration des délais d'appel, s'il est susceptible d'appel et immédiatement s'il ne l'est pas. Le tribunal peut mettre à la charge des contredisants tout ou partie des dépens postérieurs à l'avis du dépôt du projet de répartition. Les frais employés en frais privilégiés de distribution sont taxés dans le jugement.

Art. 49. — L'appel du jugement qui statue sur les contredits n'est recevable que si la somme contestée excède 1,500 fr., quel que soit d'ailleurs le montant des créances des contestants et des sommes à distribuer. Il ne peut être interjeté que dans la quinzaine de l'enregistrement du jugement. Il sera jugé dans le mois par la cour comme affaire sommaire, sans autre procédure que les conclusions motivées de la part des contestants et des contestés. L'arrêt, non susceptible d'opposition, contient liquidation des frais et est exécutoire sur minute. Il est signifié, dans les quinze jours de sa date, à l'avoué le plus ancien seulement; la signification à avoué fait courir les délais de pourvoi en cassation.

Art. 50. — Dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai d'appel, et, s'il y a appel, dans les huit jours de l'arrêt, le juge déjà désigné dresse l'état définitif des créances colloquées en principal, intérêts et frais; il est procédé ensuite comme il est dit à l'article 47, paragraphe 7.

Art. 51. — Lorsque le prix de la vente est définitivement fixé, et si une partie du prix est payable à terme, l'acquéreur, le vendeur ou tout créancier, à défaut d'entente entre les créanciers inscrits et opposants pour la distribution amiable du prix, présente une requête au président du tribunal de commerce, à l'effet de faire commettre un administrateur chargé, sous la surveillance d'un juge-commissaire, nommé par la même ordonnance exécutoire sur minute, de faire opérer la consignation du prix et d'ouvrir la distribution.

L'administrateur, par lettre recommandée, requiert l'acquéreur de consigner dans la quinzaine la partie exigible de son prix et le surplus au fur et à mesure de l'exigibilité, à la charge de toutes les oppositions faites entre ses mains ainsi que des cessions qui lui auront été notifiées, et des inscriptions ou transcriptions grevant le fonds ou les machines et appareils en dépendant.

Le préposé de la caisse des dépôts annexera à son procès-verbal les oppositions, significations de transport et états d'inscriptions et transcriptions qui devront lui être remis lors de la consignation.

Lorsqu'une partie du prix est représentée par des effets de commerce non échus l'acquéreur est tenu de les consigner en même temps que la portion exigible du prix; ces effets lui seront restitués par la caisse au fur et à mesure des échéances contre consignation de leur montant.

L'acquéreur peut, s'il le préfère, effectuer la remise des prix, effets et pièces ci-dessus entre les mains de l'administrateur, qui lui en donnera décharge et devra en effectuer, dans la huitaine, le dépôt à la caisse au nom de l'acquéreur. Si l'acquéreur n'a pas fait, dans le délai imparti, la consignation ou chargé l'administrateur de l'effectuer, ou s'il n'effectue pas régulièrement le versement à la caisse des sommes payables à terme, devenues exigibles avant le règlement définitif de la contribution, l'administrateur aura mission de poursuivre, par toutes les voies de droit, la consignation des sommes exigibles.

L'administrateur pourra mettre en cause, s'il y a lieu, tout détenteur des fonds, effets et pièces, et le faire condamner solidairement avec l'acquéreur au payement de la portion exigible du prix et à la remise, sous astreinte, des effets et pièces nécessaires à la consignation.

Si l'acquéreur a satisfait à la réquisition de l'administrateur, les frais exposés par la nomination de celui-ci ainsi que ses frais et honoraires sont taxés par le juge-commissaire pour être compris dans les frais de distribution; dans le cas contraire, ces frais sont mis à la charge de l'acquéreur et s'il y a lieu, du détenteur des fonds, effets et pièces, qui les auront nécessités.

Art. 52. — La consignation du prix ou de la portion du prix exigible, s'il y a lieu, des effets de commerce effectuée, l'administrateur se fait remettre par la caisse des dépôts, la copie des opérations, significations de transport, inscriptions ou transcriptions annexées au procès-verbal de la consignation, et il en fait le dépôt au greffe, en indiquant la date de nomination et le nom du juge-commissaire.

L'administrateur a le droit de convoquer le vendeur et de lui faire produire ses livres et les factures des fournisseurs, afin de vérifier si, en dehors des créanciers inscrits ou opposants, il n'existe pas d'autres créanciers. S'il en existe, il fera connaître au greffier leurs nom et adresse.

Ces formalités remplies, il sera ensuite procédé conformément aux articles 45 à 50, sauf les modifications résultant de l'article 53 ci-après.

Art. 53. — Lorsqu'une partie du prix est payable à des termes non échus, les créanciers privilégiés, non désintéressés sur la portion exigible du prix, sont colloqués, suivant leur rang sur les premières sommes à échoir, et les créanciers chirographaires sur chacune des autres échéances au prorata de leurs créances reconnues.

Les bordereaux de collocation sont délivrés sur la caisse des dépôts et consignations pour les sommes consignées et sur l'acquéreur pour les dividendes exigibles aux échéances fixées par l'acte de vente.

Si la portion du prix non consignée est représentée par des effets de commerce, l'acquéreur est tenu, à peine d'exigibilité immédiate de leur montant, de les diviser en autant de coupures qu'il y a de créanciers; le vendeur doit endosser les nouveaux effets substitués aux anciens, et s'il s'y refuse les endossements sont valablement effectués par l'administrateur. Les frais de timbre des nouveaux effets sont employés en frais de distribution.

Le juge ordonne la restitution par la caisse des dépôts à l'acquéreur des anciens effets de commerce et la remise à chaque créancier, pour lui tenir lieu de bordereau, des nouveaux effets représentant son dividende, signés de l'acquéreur et régulièrement endossés par le vendeur ou à son défaut par l'administrateur. Ces effets emportent translation sans novation du privilège du vendeur au profit des porteurs, à concurrence de leur montant.

L'administrateur devra renouveler l'inscription de privilège du vendeur avant sa péremption, pour la partie du prix restant due.

Art. 54. — Au cas de faillite, la procédure de distribution, réglée par les articles 44 et suivants de la présente loi, n'a lieu qu'en ce qui concerne les créanciers inscrits. S'il y a un reliquat après collocation des créanciers inscrits, il est versé à la masse de la faillite.

Les articles 446 à 449 du code de commerce sont inapplicables aux collocations obtenues en vertu de la présente loi.

Art. 55. — Toutes les fois que le dernier jour d'un délai prévu par la présente loi sera un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain.

Art. — 56. — Sont abrogés : le paragraphe ajouté à l'article 2075 du code civil par la loi du 1er mars 1898, les lois du 17 mars 1909 et du 1er avril 1909, et la loi du 31 juillet 1913.

Art. 57. — La présente loi sera exécutoire six mois après sa promulgaton et, dans ce délai, un règlement d'administration publique déterminera toutes les mesures d'exécution de la loi en revisant le règlement d'administration publique du 8 août 1909, en le modifiant s'il y a lieu, et le complétant, notamment en ce qui concerne la création d'un bulletin spécial, annexe au *Journal officiel*, la transcription sur un registre du greffe des actes de locotion d'objets mobiliers ou de vente de machines et appareils servant à l'exploitation d'un fonds de commerce, les émoluments dus aux greffiers pour la transcription d'actes de location d'objets mobiliers ou de vente à terme de machines et appareils ci-dessus visés, la certification de la transcription au pied de l'acte transcrit, les mentions prescrites par l'article 20; pour les copies qui peuvent en être requises et pour les divers actes de la procédure de distribution du prix de fonds de commerce.

Art. 58. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les paragraphes 1, 3, 4, 5 et 6 de l'article 1er, l'article 2, les paragraphes 1, 2, 3 et 8 de l'article 3, les articles 27, 28 et 30, paragraphes 1 et 2, 33, 34, 35, 37 à 40 de la présente loi sont applicables aux ventes de fonds de commerce antérieures à la promulgation de la loi du 17 mars 1909 si les vendeurs ont fait inscrire leur privilège dans le mois de cette promulgation.

L'article 3, paragraphes 4, 5, 6 et 7, les articles 15, paragraphe 1er, 25, 26, 30, paragraphes 3, 4 et 5, 31, 32, 36 à 40, sont applicables dans

tous les cas aux ventes antérieures à la promulgation de la loi du 17 mars 1909.

Les créanciers gagistes inscrits antérieurement à la promulgation de la loi du 17 mars 1909 dont l'inscription n'énonçait pas ce qui leur tait dû en principal et les conditions relatives aux intérêts et à l'exigibilité, et qui ne l'ont pas régularisée dans les six mois de la promulgation de la loi en la renouvelant conformément à l'article 24 de cette loi, ou par une mention en marge de l'inscription existante, ne peuvent opposer leur inscription aux créanciers qui ont satisfait aux prescriptions de ladite loi.

Les inscriptions de nantissement prises avant la promulgation de la loi du 17 mars 1909 et dont la durée a été limitée à cinq années, à partir de ladite promulgation, sont périmées si elles n'ont été renouvelées avant l'expiration des cinq années.

La disposition de l'article 4, paragraphe 5, qui ne permet pas au bailleur de former opposition sur le prix du fonds pour loyers en cours ou à échoir, est applicable aux oppositions non validées par décisions judiciaires devenues définitives avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1913.

## ANNEXE N° 439

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1918, par M. Guillaume Chastenet sénateur (1).

Messieurs, le projet de budget de l'Algérie pour l'exercice 1918, tel qu'il est sorti des délibérations des assemblées financières algériennes, s'équilibrait ainsi :

| | |
|---|---|
| Recettes | 179.859.921 |
| Dépenses | 179.857.985 |
| Excédent | 1.936 |

Mais le Gouvernement a distrait, tant en recettes qu'en dépenses, une somme de 20 millions qui avait été incorporée au budget ordinaire par les délégations financières et qui avait pour objet de permettre l'achat et la revente de denrées pour le ravitaillement de la population civile. Il a estimé que le but poursuivi par les délégations serait mieux atteint en joignant ces opérations à celles qui font l'objet du compte spécial hors budget déjà ouvert par le décret du 4 janvier 1916, et qui visait exclusivement les céréales. La Chambre a déjà approuvé cette manière de voir et votre commission ne peut que s'y ranger à son tour.

Le budget de 1918 se trouve ainsi ramené aux chiffres suivants :

| | |
|---|---|
| Recettes | 159.859.921 |
| Dépenses | 159.857.985 |
| Excédent | 1.936 |

Le chiffre des dépenses présente une augmentation de 27,777,333 fr. par rapport à 1917, qui se décompose en 12,277,333 fr. pour le budget ordinaire, et 15,500,000 fr. pour le budget extraordinaire.

### Budget extraordinaire.

L'augmentation de 15,500,000 fr. se rapporte pour 500,000 fr. à des travaux de colonisation imputables sur le reliquat de l'emprunt de 1908, pour 10 millions aux travaux de chemins de fer sur les réseaux rachetés par l'Algérie, somme qui constitue la première tranche de l'emprunt de 20 millions autorisé par la loi du 30 novembre 1916; pour 5 millions, enfin, à l'achèvement des lignes de chemin de fer comprises au programme de l'emprunt de 1908 dont le montant doit être prélevé sur un nouvel emprunt actuellement soumis à la sanction du Parlement.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que la somme globale de 15,500,000 francs ne représente pas exactement la différence entre les crédits des budgets extraordinaires de 1918 et de 1917, en raison des chapitres de travaux ne comportant qu'une inscription pour mémoire, et dont la dotation est assurée au moyen du report, par décret, des reliquats des exercices précédents.

### Budget ordinaire.

Dégagé des recettes et dépenses extraordinaires, le budget se présente comme il suit :

| | |
|---|---|
| Recettes | 142.800.921 |
| Dépenses | 142.807.985 |
| Excédent | 1.936 |

*Dépenses.*

L'augmentation de 12,277,333 fr. par rapport à 1917 porte principalement sur la dette qui prend près de 7,500,000 fr., dont 6 millions destinés au remboursement à la banque de l'Algérie de l'avance pour achat de navires nécessaires à l'exploitation des chemins de fer du réseau de l'Etat; elle porte aussi particulièrement sur les services de l'instruction publique, des finances et des postes, télégraphes et téléphones. Parmi les crédits de la section des finances on trouve une somme de 1,975,000 fr. destinés au payement du dernier terme exigible pour régler l'acquisition du domaine de l'Abra, acheté il y a plusieurs années par l'Algérie, dans le but d'assurer l'alimentation en eau, et, par suite, la mise en valeur de toute une région.

*Recettes.*

Les deux dépenses de 6 millions et 1,975,000 francs citées plus haut, sont couvertes par des recettes correspondantes. 6 millions, d'une part, exactement compensés par un remboursement du budget des chemins de fer de l'Etat, et 1,900,000 fr. de l'autre, que l'on attend de la revente partielle du domaine de l'Abra.

Il restait donc à faire face à environ 5 millions. Ce déficit s'augmentait, d'autre part, de la disparition des droits à l'exportation autorisés, pour les années 1916 et 1917 seulement, par le décret du 28 décembre 1915 — près de 4 millions — qui avaient été institués en attendant que puisse être établie la contribution foncière sur les immeubles non bâtis, et d'une somme de 500,000 fr. représentant la diminution apportée, en vertu des dispositions de la loi du 23 juillet 1904, au montant de la subvention annuelle versée au budget de l'Algérie, par la métropole, à titre de participation dans le service de la garantie des chemins de fer d'intérêt général,

Etant donné que, par ailleurs, les augmentations et diminutions provenant d'une revision des évaluations des recettes se compensaient approximativement, on se trouvait en présence d'un déficit réel de 8,300,000 fr. environ. Les assemblées financières ont demandé à l'impôt cette différence.

| | |
|---|---|
| La contribution foncière sur les propriétés non bâties nouvellement créée fournit | 3.361.100 |
| La contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, impôt nouveau | 1.950.000 |
| Certaines modifications à la législation des patentes | 75.744 |
| Le relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques | 2.422.500 |
| L'élévation du droit de consommation de l'alcool porté de 245 à 290 fr. | 495.000 |
| Au total | 8.304.344 |

La loi de décentralisation financière du 19 décembre 1900 a donné aux assemblées financières algériennes le pouvoir de voter les modalités des impôts et taxes à établir en Algérie, le Parlement se réservant le droit d'autoriser annuellement la perception des recettes du budget spécial. C'est pourquoi la Chambre et le Sénat ne sont pas appelés à se prononcer sur les textes visant les créations ou modifications qui viennent d'être énumérées.

Les quelques légers changements à la législation des patentes, le relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, l'élévation du droit de consommation de l'alcool n'appellent aucune observation particulière.

A propos de l'institution de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, la question a été soulevée devant le conseil d'Etat de savoir si le produit n'en devrait pas être attribué au budget général, au lieu d'aller au budget spécial de l'Algérie. Mais elle n'a pu être résolue que par la négative, puisque le Parlement n'avait inséré aucune disposition dans ce sens lors de l'élaboration de la loi. L'Algérie était donc fondée à user du droit que lui confère la loi de 1900 en établissant à son profit la contribution provisoire. Les modalités de l'impôt sont, d'ailleurs, la reproduction fidèle de celles qui ont été adoptées en France. Le conseil d'Etat a cru devoir, néanmoins, proposer au Gouvernement d'excepter de son homologation les articles 11 et 18 de la décision des délégations financières algériennes du 5 avril 1917 relative à cette contribution. L'article 11 prévoyait l'institution d'une commission supérieure qui, à la différence des commissions du premier degré, simples organes administratifs chargés d'établir les bases de l'impôt, présentait le caractère d'une juridiction chargée de trancher des litiges souverainement et en dernier ressort.

Le conseil d'Etat a estimé que si les délégations pouvaient, sans dépasser les limites de compétence tracées par l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, créer des commissions de premier degré dont la mission est bornée à l'établissement de l'assiette de l'impôt, il ne leur appartenait pas d'instituer, ainsi que l'a fait le législateur pour la métropole, un organe spécial chargé de statuer souverainement, sauf recours au conseil d'Etat pour excès de pouvoir ou violation de loi, sur les litiges auxquels peut donner lieu l'établissement de la contribution. La création de cet organe ayant pour conséquence de dessaisir en Algérie les conseils de préfecture investis du droit de statuer en matière de contributions directes sur les réclamations soulevées par les contribuables et ceux-ci se trouvant ainsi privés partiellement du droit d'appel devant le conseil d'Etat, une modification aussi profonde dans le fonctionnement des juridictions administratives de la colonie ne saurait être l'œuvre que d'une autorité législative, c'est-à-dire d'après la constitution algérienne et suivant les cas, soit du chef de l'Etat, soit du Parlement.

De même, pour l'article 18, qui punissait de peines d'emprisonnement les contribuables ayant employé des manœuvres frauduleuses pour dissimuler ou tenter de dissimuler leurs bénéfices, le conseil d'Etat a pensé que l'institution de pénalités de cet ordre dépassait les attributions purement fiscales que les délégations financières tiennent de l'article 10 de la loi de 19 décembre 1900. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que ces assemblées ne sont pas appelées à jouer en Algérie le même rôle que le Parlement dans la métropole. Aux termes du décret du 23 août 1898 et de la loi du 19 décembre 1900, leur mission est strictement limitée, au vote des recettes et des dépenses du budget de la colonie, sans pouvoir s'étendre, en l'absence d'un texte formel, à aucun autre objet. Elles sont enfermées dans les limites de leur spécialité et n'ont pas, même pour les propres affaires de l'Algérie, cette vocation générale conférée en matière communale aux conseils municipaux par l'article 61 de la loi du 5 avril 1884 et, pour les affaires départementales, aux conseils généraux de la métropole par l'article 48, paragraphe 5, de la loi du 10 août 1871 et, par extension, aux conseils généraux de l'Algérie par l'article 48, paragraphe 4, du décret du 23 septembre 1875.

C'est donc à bon droit que le conseil d'Etat a laissé à l'autorité qualifiée pour légiférer en Algérie le soin de décider à la fois sur la question des sanctions pénales et sur la création d'une commission supérieure. Quelle était cette autorité ? La question ne saurait faire doute. En matière algérienne, le pouvoir législatif est exercé par le chef de l'Etat. Tel est le principe incontestable et reconnu à la fois par la doctrine et par la jurisprudence. L'article 25 de la loi du 24 avril 1833 et l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, rendu pour son exécution, ont placé d'une manière expresse nos possessions de l'Afrique du Nord sous le régime des décrets. La chambre civile de la cour de cassation, par un arrêt du 10 décembre 1877, a proclamé le droit pour le Président de la République de modifier par un décret une loi antérieure, cette loi fût-elle un code et, de son côté, le conseil d'Etat, à diverses reprises, notamment par un arrêté du 16 janvier 1903, a reconnu que la délégation législative donnée au chef de l'Etat par la loi du 24 avril 1833 est générale et absolue.

Cette règle constitutionnelle pour l'Algérie ne souffre d'exception que pour les matières sur lesquelles le Parlement a légiféré spécialement pour l'Algérie ou dans le cas où il a déclaré expressément applicable à l'Algérie une loi métropolitaine. On estime alors que la déléga-

(1) Voir les nos 406, Sénat, année 1917, et 3688-3852 et in-8° n° 828. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

tion donnée au chef de l'Etat est désormais retirée quant à ces matières. Or, en ce qui concerne la loi du 1er juillet 1916, le Parlement n'en a envisagé l'application que dans la métropole. Les droits du Président de la République restaient donc entiers et il avait pleine qualité pour reprendre, dans un décret de propre mouvement, les dispositions que le conseil d'Etat avait écartées de la décision des délégations financières. C'est ce qui a été fait. Dans un décret du 22 décembre paru à la suite du décret d'homologation de la décision susvisée, toutes les dispositions de cette décision qui, dans les articles 6, 8, 10, 13, 15 et 17 mettaient en jeu la commission supérieure ont été groupées sous l'article 5 et les pénalités sous l'article 7. Quant à la composition de la commission supérieure, le Gouvernement adoptant la manière de voir du conseil d'Etatet pour maintenir l'unité de doctrine et de jurisprudence s'est borné à l'article 3 à étendre la compétence de la commisssion supérieure créée par la loi du 1er juillet 1916, aux litiges résultant de l'application à l'Algérie de la contribution sur les bénéfices de guerre. Ces deux décrets ont été publiés au *Journal officiel* du 23 décembre 1917.

Par contre, la décision des délégations financières algériennes du 3 avril 1917 instituant la contribution foncière des propriétés non bâties n'a soulevé aucune observation du Conseil d'Etat. Toutefois, s'inspirant des débats qui au cours de la séance du 22 novembre dernier ont eu lieu à la Chambre des députés au sujet des 50 centimes généraux sans affectation spéciale sur le montant de cette contribution dont l'Algérie s'est réservé le profit pour assurer l'équilibre de son budget de 1918, la haute Assemblée a pris acte des declarations du Gouvernement et n'a homologué que pour un an les dispositions de l'article 16 de la décision des assemblées algériennes relatif à la perception des 50 centimes dont il s'agit.

La création de la contribution foncière sur les propriétés non bâties revêt une importance particulière, car elle marque une étape nouvelle dans la vie fiscale de l'Algérie, en demandant une participation directe aux charges du budget, à la terre qui en était jusqu'ici exempte.

Depuis de nombreuses années la question était étudiée ; mais elle est de celles qui sont longues à résoudre. Dès 1912, cependant, les délégations financières, aussi bien celle des colons que celle des non-colons, avaient décidé en principe l'établissement du nouvel impôt. En 1914, à la veille de la guerre, les opérations préalables d'évaluation des propriétés non bâties étaient entreprises, d'après des méthodes analogues à celles qui ont été employées en France lors de l'opération qui a abouti à faire de la contribution foncière non bâtie un impôt de quotité. Mais, comme le cadastre n'existe pour ainsi dire pas en Algérie, on s'est trouvé contraint de demander aux propriétaires une déclaration de la consistance de leurs propriétés, se référant aux indications des plans du service topagraphique. Les travaux en étaient rendus d'autant plus laborieux ; on prévoyait cependant leur achèvement pour l'année 1918.

L'ouverture des hostilités vint les interrompre et devant l'incertitude de la date à laquelle le nouvel impôt pourrait fonctionner, les assemblées financières votèrent, à titre essentiellement transitoire, sous forme de taxe à la sortie, une contribution qui atteignait des produits du sol et, partant, le sol lui-même.

Des procédés simplifiés d'évaluation ont permis d'inscrire néanmoins parmi les recettes de l'Algérie pour 1918 la contribution foncière basée sur la valeur locative des immeubles. L'impôt en principal est de 4 p. 100 du revenu imposable, celui-ci étant des trois quarts de la valeur locative.

Il convient de remarquer ici que l'imposition nouvelle ne porte que sur les terres appartenant à des européens ou sur celles qui, bien qu'étant la propriété d'indigènes, sont exploitées par des européens.

Les indigènes supportent des impôts spéciaux sur les cultures et sur les animaux qui tiennent lieu pour eux d'impôt foncier. Mais il est décidé en principe, sur les indications très nettes du Parlement, et l'administration algérienne ainsi que les délégations financières et le conseil supérieur y sont tout décidés, que les impôts arabes cesseront d'être perçus au moment où, après la fin des hostilités, il sera possible d'apprécier exactement la situation financière. Dès lors, toutes les terres indigènes seront soumises à leur tour à la contribution foncière des propriétés non bâties et l'assimilation fiscale sera assurée.

L'inscription du produit du nouvel impôt au projet de budget de 1918 présente une particularité qu'il importe de signaler, car elle a été la cause, à la Chambre d'une discussion assez étendue.

La contribution foncière, dont le principal est perçu au profit de l'Etat, doit donner lieu, d'une manière générale, sous forme de centimes additionnels, à des impositions au profit des départements et des communes. Aussi le conseil d'Etat dans le décret d'homologation dont on trouvera le texte au 70 du 23 décembre 1917, a-t-il cru devoir comme nous l'avons indiqué plus haut n'homologuer l'article 16 relatif à la perception de 50 centimes généraux au profit de l'Algérie que jusqu'au 31 décembre 1918.

Le projet de loi adopté par la Chambre et dont le vote nous est proposé, comporte seulement des impositions au profit de l'Algérie et des communes.

En voici l'explication :

Les ressources des départements en Algérie consistent principalement dans l'attribution qui leur est faite, en vertu du décret du 22 octobre 1875, des cinq dixièmes des impôts arabes, en attendant que le régime des contributions directes y soit institué. Cette attribution d'une partie de l'impôt arabe est appelé à disparaître sous peu avec l'impôt lui-même.

D'autre part, l'Algérie, qui comptait parmi les recettes de son budget de 1917 une somme de près de quatre millions au titre des taxes à la sortie, ne prévoit tirer du principal de la contribution foncière qui les remplace que 2,142,000 fr. C'était accorder à la terre une faveur par trop considérable que de lui bonifier cette différence.

Ces deux considérations ont amené l'administration à proposer de percevoir provisoirement, et jusqu'à la fin des hostilités, 50 centimes additionnels généraux au principal de la contribution qui, en l'absence de centimes départementaux, constituent, avec le principal et les centimes qui pourront être appelés par les communes, une charge sensiblement égale à celle qui résultait des taxes à la sortie.

Le budget de l'Algérie cessera de percevoir les 50 centimes généraux dès la clôture des hostilités, époque qui coïncidera avec la suppression des impôts arabes, et les départements, à qui sera accordée alors la faculté de voter des centimes, trouveront dans cette nouvelle ressource une compensation partielle à la disparition des cinq dixièmes de l'impôt arabe. Le surplus leur sera fourni par des centimes aux divers impôts cédulaires sur les revenus dont la création est à l'étude.

Cette question de l'attribution à l'Algérie de centimes généraux a soulevé au sein des délégations financières, puis du conseil supérieur, des débats prolongés et animés. Le résultat en a été heureux, car il a amené ces assemblées et l'administration à envisager d'une façon complète quelle serait, après la guerre, la situation financière et fiscale non seulement de l'Algérie, mais aussi des départements et des communes.

Il a été démontré que des trois ordres de budget envisagés, ceux des départements avaient le moins souffert du conflit actuel. Les budgets communaux sont assez touchés ; mais ils ont reçu déjà, du fait du relèvement de la taxe d'octroi de mer sur les sucres, un important appoint ; les centimes sur le foncier non bâti qui vont leur échoir donneront des ressources qui permettront d'attendre la création du régime définitif des contributions directes en Algérie. Analogue à celui de la France continentale, celui-ci pourra être inauguré dès la fin de la guerre.

Mais si la situation des départements et des communes paraît être hors de cause, il est loin d'en être de même pour celle de l'Algérie.

La prospérité budgétaire qui a marqué la période de 1900, depuis l'octroi de l'autonomie budgétaire, jusqu'à 1914, a permis l'exécution de travaux se montant, tant sur l'emprunt que sur les excédents de fonds de réserve et sur le budget ordinaire, à près de 400 millions. Les sommes consacrées ainsi à l'extension de l'outillage économique n'ont pas tardé à porter leurs fruits et l'on n'en saurait trouver de meilleur indice que dans l'accroissement du commerce total spécial de l'Algérie — importations et exportations — qui n'atteignait pas 600 millions en 1900 et s'est élevé à environ 1,300 millions en 1913.

Des résultats aussi heureux permettaient d'en escompter d'autres pour l'avenir à la veille de l'ouverture des hostilités, les assemblées financières, poursuivant la voie où elles s'étaient engagées, avaient élaboré tout un nouveau programme de travaux, s'élevant à 450 millions.

La guerre a interrompu brusquement cette situation florissante et le budget de l'Algérie, qui depuis son institution avait produit 113 millions d'excédents, s'était soldé en déficit pour chacun des exercices 1914-1915-1916. On escompte qu'il en sera de même en 1917. Au total, le déficit réel est d'environ 60 millions pour ces quatre exercices.

Les profondes modifications que la guerre apportera dans l'ordre de choses établi provoqueront d'importants changements dans les finances de l'Algérie. Elle aura tout d'abord à faire face aux dépenses que la guerre aura directement créées, ensuite à celles qui en seront la conséquence indirecte. Elle voudra enfin poursuivre son œuvre méthodique d'organisation économique.

Parmi ces trois ordres de dépenses, les unes devront être couvertes par les ressources du budget ordinaire, les autres par l'emprunt ; mais c'est encore le budget ordinaire qui en supportera les annuités.

En dehors du déficit à combler, on peut citer :

Au titre des dépenses temporaires :

Les indemnités à servir aux propriétaires lésés par le moratorium, les sommes que le budget devra supporter du fait de l'exploitation déficitaire de ses chemins de fer, en régie, ou concédés sous le régime de la garantie d'intérêts ; la participation dans la reconstitution des départements envahis ;

Au titre des dépenses permanentes :

Les annuités des emprunts à venir, la réalisation du nouveau programme de l'instruction publique européenne et indigène, l'institution de l'assistance aux vieillards et aux aliénés, des retraites ouvrières et paysannes, l'augmentation à laquelle on doit s'attendre de la dotation des services publics, l'augmentation de la participation dans les frais des services maritimes postaux, enfin l'extension aux dépenses occasionnées par la guerre actuelle de la contribution de l'Algérie aux charges militaires de la métropole.

D'après les évaluatisns faites, et qui s'approchent de la vérité autant qu'on peut le faire en cette matière, l'ensemble de ces dépenses se traduirait par une inscription de crédits annuels nouveaux de 175 à 200 millions, qui nécessiterait un appel correspondant de ressources.

L'ensemble des impôts actuellement demandés aux contribuables algériens est de 130 millions environ.

D'autre part, si l'on appliquait à l'Algérie les mêmes impositions que dans la métropole (1) on obtiendrait une plus-value qui n'atteindrait pas 28 millions par rapport aux recouvrements actuels.

Pour aider à l'effort qu'elle devra demander au contribuable, l'administration algérienne compte sur sa participation aux bénéfices des exploitations minières et pétrolifères de son sol.

Il est hors de doute que les charges considérables auxquelles auront à faire face dans l'avenir les budgets, aussi bien de la métropole que de l'Algérie et des colonies, ne pourront être supportées par les contribuables que si la fortune publique croît en proportion des besoins de l'Etat. Ce résultat doit être attendu d'une mise en valeur et d'une exploitation intensives des richesses naturelles du sol et du sous-sol de la France continentale et de tous les territoires qui sont sous sa domination.

En devenant prospère, l'Algérie contribuera aux charges générales résultant de la guerre, par une participation directe sous forme d'inscription de crédits au profit de la métropole, et par un accroissement continu de ses échanges avec elle.

C'est en faisant un juste appel à ces deux sources de revenus et en proportionnant l'importance que l'on arrivera à obtenir le maximum du concours que la France est en droit de demander à l'Algérie, sans l'atteindre dans ses œuvres vives.

On doit reconnaître que les comptes rendus des assemblées algériennes témoignent du

(1) On a fait état ici de la suppression des impôts arabes et de l'institution des impôts cédulaires : mais on suppose le maintien des taxes communales spéciales à l'Algérie telles que l'octroi de mer et la taxe sur les loyers.

désir qu'à l'Algérie d'apporter ce concours en prenant toute sa part dans les charges de la mère-patrie.

Les différents articles du projet de loi ne nécessitent pas d'autres explications que celles qui ont été précédemment développées; votre commission a en conséquence l'honneur de vous proposer l'adoption du texte des articles du projet.

Elle vous demande, toutefois, d'apporter une modification au libellé de l'état A, constituant le tableau des contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes à imposer pour l'exercice 1918, et de l'état C, constituant le tableau n° 1 des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée pour l'exercice 1918, conformément aux lois législatives, au profit du budget de l'Algérie.

La Chambre a, en effet, voté le libellé suivant :

ÉTAT A. — § 1er. Contributions directes.

Contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties). (Lois des 23 décembre 1884 et 20 juillet 1891, décrets des 18 décembre 1895, 30 novembre 1916 et décret homologuant la décision des délégations financières en date du 3 avril 1917).

. . . . . .

Contributions extraordinaires sur les bénéfices de guerre. (Décret homologuant la décision des délégations financières en date du 5 avril 1917) ;

50 centimes généraux sans affectation spéciale sur le montant du principal de la contribution foncière des propriétés non bâties. (Décret homologuant la décision des délégations financières en date du 3 avril 1917).

. . . . . .

3 1/2 centimes pour non-valeurs sur le montant principal de la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties), des impositions départementales et communales et des frais de perception des impositions communales (lois des 23 décembre 1884, art. 13, 20 juillet 1891, art. 6).

. . . . . .

Frais d'avertissement (loi du 15 mai 1818, art. 50 et 51).

. . . . . .

ÉTAT C. — § 1er. Impôts et revenus.

*1° Produits de l'enregistrement et du timbre.*

. . . . . .

droits de mutation des navires; actes concernant le ravitaillement de la population. (Décret homologuant les décision des délégations financières en date du 3 avril 1917.)

. . . . . .

*4° Contributions diverses.*

Taxe sur les alcools soumis à l'octroi de mer (loi du 26 janvier 1892, etc. . . . . et décret homologuant la décision des délégations financières en date du 3 avril 1917).

**§ 2. Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.**

*1° Produit des postes.*

Taxes des lettres, cartes postales, papiers d'affaires, journaux, échantillons et imprimés de toute nature et droit de transport en valeurs déclarées, lettres et boîtes (services intérieur, franco-colonial et international) décret du 2 messidor an XII (art. 1er, etc., . . . . . Décret homologuant la décision des délégations financières en date du 3 avril 1917).

. . . . . .

*2° Produits des télégraphes.*

Taxes de la télégraphie privée française et internationale (loi du 21 mars et décret du 16 avril 1878, etc. . . . . Décret homologuant la décision des délégations financières en date du 3 avril 1917).

. . . . . .

*3e Produits des téléphones*

Taxe des conversations téléphoniques intérieures (Décret du 7 mai 1901 et loi des finances du 30 mars 1902, art, 31 ; décret du 14 mai 1913 ; décret homologuant la décision des délégations financières en date du 3 avril 1917).

. . . . . .

On remarquera qu'aucune date n'est mentionnée pour les décrets concernant l'homologation :

1° De la décision des délégations financières du 3 avril 1917 relative à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties ;

2° De la décision du 5 avril 1917 relative à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre ;

3° Des décisions des délégations financières du 3 avril 1917 relatives aux droits de mutations des navires et aux actes concernant le ravitaillement de la population ;

4° De la décision des délégations financières du 7 avril 1917 relative au relèvement du droit de consommation sur les alcools ;

5° De la décision du 3 avril 1917 des délégations financières relative au relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques.

En fait, les décrets d'homologation relatifs à la contribution foncière sur la propriété bâtie et la contribution sur les bénéfices de guerre n'étaient pas intervenus au moment où la Chambre a autorisé la perception des recettes. Il s'ensuit que cette Assemblée a autorisé la perception de deux impôts à une date où ceux-ci n'étaient pas encore légalement établis.

Votre commission ayant désiré entendre à ce sujet les explications du Gouvernement, M. le ministre de l'intérieur nous a fait connaître que la formule générale : « Décret homologuant la décision des délégations financières en date du... » était employée depuis plusieurs années déjà afin de permettre au Gouvernement de saisir la Chambre des députés, conformément au désir qui lui en est exprimé par la commission du budget, dès le mois de juillet, avant la séparation des Chambres, à un moment par conséquent où la loi du 19 décembre 1900, laissant les assemblées algériennes libres de disposer des six premiers mois de l'année pour voter le budget de l'Algérie, son département n'est pas encore en mesure d'obtenir du conseil l'homologation des décisions des délégations financières.

M. le ministre nous a fait remarquer qu'à son avis l'une des principales causes des frottements qui se produisent dans les rouages compliqués du budget de l'Algérie et retardent la publication des décrets d'homologation, c'est à la section des finances du Conseil d'Etat, où viennent aboutir, pour y devenir exécutoires, toutes les décisions des délégations financières, l'absence d'un représentant du ministre des finances de l'Algérie qualité qui a été dévolue au ministre de l'intérieur par la loi du 19 décembre 1900 portant création du budget spécial. L'exécution de cette loi, a ajouté M. le ministre, pourrait comporter pour lui la nécessité d'être représentée comme ministre des finances algériennes devant la haute Assemblée. Il ne s'agirait point évidemment de créer un nouveau poste de conseiller d'Etat en service extraordinaire au ministère de l'intérieur, il suffirait, ainsi que cela a été fait dans d'autres départements ministériels, pour le service des mines par exemple, d'appeler, par décret, le chef du service des affaires algériennes à prendre part, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée du Conseil d'Etat et des sections administratives où seront discutées les affaires intéressant l'Algérie. Le ministre a déclaré vouloir s'entendre à cet égard avec son collègue M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Sans méconnaître la valeur des explications qui vous ont été apportées par M. le ministre de l'intérieur, ce dernier est tombé d'accord avec votre commission pour reconnaître qu'on ne saurait vous demander d'accorder un pareil blanc-seing.

Votre commission estime que son droit de regard serait mis en échec si elle n'était pas à même d'étudier les textes après leur homologation par décret en conseil d'Etat — ainsi que le veut la loi de 1900 — notamment lorsque ces textes instituent deux impôts nouveaux aussi importants que ceux qui sont inscrits au projet du budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1918.

Elle vous propose en conséquence de compléter en vue de leur régularisation les tableaux des états A et C ainsi qu'il suit :

ÉTAT A. — § 1er. Contributions directes.

Contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) (Lois des 23 décembre 1884 et 20 juillet 1891 ; décrets des 18 décembre 1895, 30 novembre 1916 et 21 décembre 1917).

. . . . . .

Contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (Décret du 22 décembre 1917).

50 centimes généraux sans affectation spéciale sur le montant principal de la contribution foncière des propriétés non bâties (Décret du 22 décembre 1917).

. . . . . .

3 1/2 centimes pour non-valeurs sur le montant du principal de la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties), des impositions départementales et communales et des frais de perception des impositions communales (Lois des 23 décembre 1884, art. 13. 20 juillet 1891, art. 6 et décret du 22 décembre 1917).

. . . . . .

Frais d'avertissement (Loi du 15 mai 1918, art. 50 et 51 et décret du 22 décembre 1917).

ÉTAT C. — § 1er. Impôts et revenus.

*1° Produit de l'enregistrement et du timbre.*

. . . . . .

Droits de mutation des navires ; actes concernant le ravitaillement de la population (décret du 21 septembre 1917).

. . . . . .

*4° Contributions diverses.*

Taxe sur les droits soumis à l'octroi de mer (loi du 26 janvier 1892, etc..... et décret du 6 décembre 1917).

**§ 2.— Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.**

*1° Produits des postes.*

Taxes des lettres, cartes postales, papiers d'affaires, journaux, échantillons et imprimés de toute nature et droit des transports des valeurs déclarées. — Lettres et boîtes. (Services intérieur, franco-colonial et international) (Décret du 2 messidor an XII (art. 1er), etc..... décret du 29 septembre 1917).

*2° Produits des télégraphes*

Taxes de la télégraphie privée française et internationale (loi du 21 mars et décret du 16 avril 1818 ; etc..... décret du 19 septembre 1917).

*3° Produits des téléphones*

Taxes des conversations téléphoniques intérieures (décret du 7 mai 1901 et loi des finances du 30 mars 1902 (art. 31) ; décret du 15 mai 1913 ; décret du 19 septembre 1917).

## PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes énoncées à l'état A annexé à la présente loi seront établies, pour 1918, au profit de l'Algérie, conformément aux lois et règlements existants.

Art. 2. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état B annexé à la présente loi seront établis, pour 1918, conformément aux lois et règlements existants, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 3. — Le maximum des centimes ordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'article 58 du décret du 23 septembre 1875, est fixé, pour l'année 1918 : 1° à 25 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties ; 2° à 1 centime sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 4. — En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1918, à titre d'imposition spéciale, 7 centimes additionnels aux contributions foncières (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 5. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'article 40 du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 17 septembre 1898, est fixé, pour l'année 1918, à 12 centimes additionnels aux

contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 6. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 du décret du 23 septembre 1875 ou déclarées obligatoires par des lois spéciales, est fixé, pour l'année 1918, à 2 centimes.

Art. 7. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1918, à 5 centimes sur la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties).

Art. 8. — Le maximum des centimes extraordinaires et des centimes pour insuffisance de revenus que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux en vertu de l'article 42 du décret du 23 septembre 1875, ne pourra dépasser, en 1918, 20 centimes.

Art. 9. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 20 centimes.

Art. 10. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes, des taxes y assimilées et des contributions arabes, à établir, pour l'exercice 1918, en conformité de la présente loi.

Art. 11. — Est également autorisée, pour 1918, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état C annexé à la présente loi.

Art. 12. — Exception faite pour les centimes ordinaires qui, établis en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, sont perçus conformément aux lois annuelles d'autorisation des recettes uniquement sur la contribution foncière, les centimes additionnels communaux portent également sur toutes les contributions directes.

Art. 13. — En matière de contribution foncière, les centimes additionnels perçus au profit des communes sont supportés également par les propriétés bâties et par les propriétés non bâties. Ils sont calculés, en ce qui touche la contribution foncière des propriétés non bâties, sur le principal réel.

Art. 14. — Toutes les dispositions contraires à celles qui font l'objet des articles 12 et 13 de la présente loi sont abrogées.

Art. 15. — Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées, pour l'exercice 1918, par les lois de finances relatives au budget de l'Algérie, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois ans, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

## ANNEXE N° 440

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales ; 2° à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série C et les pouvoirs des membres de la Chambre des députés ; 3° à ajourner les élections départementales, communales, consulaires et de prud'hommes, Présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Jules Pams, ministre de l'intérieur (1). — (Renvoyé à la commission des finances.) Urgence déclarée.

(1) Voir les nos 3998-4065 et in-8° n° 856. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

## ANNEXE N° 441

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés concernant la régularisation du décret du 25 juin 1917 portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1917, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

## ANNEXE N° 442

Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.) Urgence déclarée.

## ANNEXE N° 443

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Victor Boret, ministre de l'agriculture et du ravitaillement, et par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice (3). — (Renvoyé à la commission, nommée le 16 décembre 1915, chargée de l'examen du projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage.)

## ANNEXE N° 444

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Victor Boret, ministre de l'agriculture et du ravitaillement, et par M. L.-L. Klotz, ministre des finances. (4) — (Renvoyé à la commission, nommée le 16 décembre 1915, chargée de l'examen du projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage.

## ANNEXE N° 445

(Sesion ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 19 mars 1917 concernant la procédure pour la liquidation des successions, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat. (5) — (Renvoyée à la commission des finances.

(1) Voir le n° 3592-4027 et in-8° n° 859. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3050-3582-3797-4037 et in-8° n° 857. — 11e lég. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 3933-4083, et in-8° n° 860. — 11e législ., — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 3932-4063-4109 et in-8° n° 849. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 4044-4085 et in-8° n° 852. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

## ANNEXE N° 446

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au département des affaires étrangères et un cadre complémentaire au service des archives, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyé à la commission des finances).

## ANNEXE N° 447

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de reconnaître aux femmes salariées de mobilisés le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de dix jours de leurs maris, transmise par M. le président de la Chambre des députés, à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission de l'armée.)

## ANNEXE N° 448

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Georges Clemenceau, président du conseil, ministre de la guerre, et par M. J. Pams, ministre de l'intérieur (3). — (Renvoyé à la commission de l'armée.) (Urgence déclarée).

## ANNEXE N° 419

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919, par M. Paul Strauss, sénateur (4). — (Urgence déclarée).

Messieurs d'impérieuses nécessités militaires font un devoir au Gouvernement et au Parlement de procéder, à bref délai, au recensement et à la revision de la classe 1919. Ce n'est pas sans des motifs pressants que de telles décisions sont prises à l'égard des jeunes classes qui représentent les plus chères espérances de la Nation.

Votre commission de l'armée est unanime à penser que, dans les circonstances actuelles, le maximum d'efforts et de préparatifs militaires s'impose pour le salut de la patrie et la victoire de la cause du droit. Cette nouvelle charge, s'ajoutant à tant d'autres, confère au Gouvernement un surcroît d'autorité pour établir, dans le concert des alliés, la péréquation des efforts et l'équivalence des sacrifices.

La jeune classe 1919, prête à faire vaillamment son devoir comme ses devancières, toujours à l'honneur et au combat, ne sera incorporée que par la volonté du Parlement, en conformité des précédents établis depuis l'année 1915.

Ces jeunes gens seront visités par les conseils de revision avec toutes les garanties d'un examen minuteux. La Chambre a encore ren-

(1) Voir les nos 3859-4012 et in-8° n° 851. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2855-3999 et in-8° n° 848. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 3978-4067 et in-8° n° 862. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 448, Sénat années 1917, et 3978-4067 et in-8 n° 862. — 11e législ. — de la Chambre des députés).

forcé ces garanties, faites pour discerner avec une scrupuleuse équité les inaptes temporaires ou définitifs au service armé, par l'adoption d'amendements inspirés d'une préoccupation de justice à laquelle la défense nationale est la première à trouver son compte.

## EXAMEN DES ARTICLES

### Article 1er.

Les tableaux de recensement de la classe 1919 seront dressés, publiés, affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites, de telle manière que l'unique publication qui en sera faite ait lieu, au plus tard, le troisième dimanche qui suivra la promulgation de la présente loi.

Le délai d'un mois, prévu à l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 6 de la loi du 7 août 1913 est, par exception, réduit à dix jours.

Cette disposition est identique à celles qui ont présidé aux opérations administratives de recensement des classes précédemment appelées à fournir leur apport héroïque à la défense de la patrie.

### Article 2.

Les ajournés des classes 1913 à 1918 et les exemptés de la classe 1918 seront convoqués devant les conseils de revision de la classe 1919.

Le Gouvernement a considéré que la revision de la classe 1919 était manifestement propice, pour des motifs d'intérêt public, à un nouvel examen des ajournés des classes 1913 à 1917, pour lesquels la loi du 13 avril 1916 a posé le principe d'une visite périodique, ainsi que des ajournés et des exemptés de la classe 1918.

Pour cette dernière catégorie de jeunes gens, aucune objection n'a été faite, un délai d'un an séparant leur nouvelle visite de leur comparution devant les conseils de revision.

Il en a été autrement devant la Chambre, en ce qui concerne la visite projetée des ajournés des classes 1913 à 1917. Un vif débat, qui s'est terminé par le rejet de l'amendement de M. Etienne Rognon, s'est engagé sur cet objet.

Dans son rapport, M. Louis Deschamps s'était d'avance efforcé de dissiper toutes craintes à cet égard :

« On ne peut prétendre, tout d'abord, a-t-il écrit, qu'en agissant ainsi, on manque à des engagements qui auraient été pris à l'égard des ajournés et des exemptés. La loi du 13 avril 1916, qui a fixé leur situation, a décidé dans son article 3 qu'ils devraient, en principe, passer un conseil de réforme tous les ans ; il n'y a donc aucun engagement formel dont ils puissent se réclamer et rien, en droit, n'empêche qu'ils soient soumis en janvier 1918 à l'examen qu'ils auraient pu passer au mois d'avril ou de mai. »

Les travaux préparatoires, qui ont précédé le vote définitif de la loi du 13 avril 1916, ne laissent aucun doute sur la pensée du législateur, tout au moins sur celle du Sénat ; il suffit de relire les fortes observations présentées à la séance du Sénat du 11 avril 1916 par M. Henry Chéron, rapporteur de la commission de l'armée.

Il n'est pas superflu de rappeler que le Gouvernement, dans son projet, avait demandé que la visite eût lieu tous les six mois. La Chambre n'admit pas cette proposition tandis qu'au contraire, devant le Sénat, cette durée approximative d'un an fit l'objet des réserves les plus formelles.

Voici en quels termes s'exprima l'honorable rapporteur :

« Le ministre de la guerre avait introduit dans le projet soumis à la Chambre une disposition aux termes de laquelle les hommes visés par la loi nouvelle seraient soumis à un examen périodique devant les commissions spéciales de réforme tous les six mois. Ce délai était déjà excessif, en temps de guerre, c'est-à-dire à un moment où il faut veiller à ce qu'aucune ressource n'échappe à la défense nationale.

« Cependant, la Chambre a étendu ledit délai à un an.

« Nous ferons remarquer : 1° que c'est là un texte inopérant puisque le nouvel examen au bout d'une année est déjà prescrit par la loi du 7 août 1913 ; 2° que fixer un délai d'une année entre les visites périodiques en temps de guerre constitue une garantie un peu illusoire pour la défense nationale ; 3° qu'on fait ainsi aux ajournés une situation très différente de celle des inaptes qui sont visités tous les deux mois et de celle des auxiliaires qui peuvent l'être à tout moment. Sans doute, le cas n'est-il pas tout à fait le même, mais il y a là vraiment une trop grande différence de traitement.

« Devions-nous, à cause de ce point défectueux de la loi, renvoyer le texte à la Chambre des députés ? Nous ne l'avons pas pensé... »

A la deuxième séance de la Chambre du 28 décembre 1917, en réponse à MM. Etienne Rognon, le marquis de l'Estourbeillon, Cazassus, M. le rapporteur Deschamps a soutenu avec force une thèse concordante ; il a justement fait ressortir qu'en se présentant devant le conseil de revision, au lieu d'être examinés par une commission de réforme, les intéressés auront, en plus, des garanties nouvelles.

En effet, tel qu'il se comporte actuellement, le conseil de revision offre les plus grandes garanties de compétence et d'impartialité. A plus forte raison, ces garanties seront-elles accrues à la suite des améliorations introduites dans son fonctionnement par les amendements de MM. Navarre et Doizy, adoptés par la Chambre, et que nous vous proposons de ratifier. Ces amendements prennent place à l'article 3 : ils font passer de la commission spéciale de réforme au conseil de revision des améliorations dont les ajournés et les exemptés conserveront le profit.

Les jeunes conscrits de la classe 1917 bénéficieront, comme leurs aînés et camarades des précédents conseils de revision, de toutes ces améliorations, destinées à la fois à sauvegarder la santé publique et à accoître la valeur qualitative de l'armée combattante.

### Article 3.

Les conseils de revision de la classe 1919 ne seront pas assistés d'un sous-intendant militaire.

En cas de nécessité absolue, le préfet pourra déléguer le sous-préfet pour présider, dans son arrondissement, les opérations du conseil de revision.

Il pourra être formé, en cas de besoin, deux ou plusieurs conseils de revision par département.

Les médecins assistant le conseil de revision auront voix délibérative.

Les conseils de revision devront suivre rigoureusement les indications de l'instruction sur l'aptitude physique au service militaire.

Cet article maintient, comme précédemment depuis la guerre, la renonciation à la présence au conseil de revision d'un sous-intendant militaire, la suppléance éventuelle du préfet par le sous-préfet dans la présidence des opérations du conseil.

L'article prévoit, par dérogation aux prescriptions de la loi de recrutement, la constitution, en cas de besoin, de deux ou plusieurs conseils de revision par département.

Ce dispositif aura tout ensemble pour résultat d'accélérer les opérations et de les rendre plus efficaces par un examen plus attentif des conscrits.

Désormais, dans les conseils de revision, aux termes de l'amendement de MM. Navarre et Doizy, voté par la Chambre en accord avec le Gouvernement et la commission de l'armée, les médecins assistant le conseil de revision auront voix délibérative. Les représentants du corps médical n'apporteront que plus de scrupule et de conscience dans l'exercice de leur mandat, qui leur confère une part croissante d'autorité et de responsabilité.

De plus, également sur l'initiative de M. Doizy et par analogie avec la jurisprudence prescrite pour les commissions spéciales de réforme des exemptés et réformés, les conseils de revision devront se conformer rigoureusement aux prescriptions de l'instruction sur l'aptitude physique au service armé.

Le rapporteur de la commission de l'armée de la Chambre a insisté sur l'examen concomitant des deux médecins. Il n'est pas superflu de rappeler à cet égard que, pour la revision de la classe 1918, la désignation d'un médecin spécialiste des maladies de cœur a été prescrite.

Il convient de ne point perdre de vue les termes de l'arrêté du 9 avril 1915, reproduit pour la formation de la classe 1918.

« Les présidents des conseils de revision rappelleront fréquemment à ces conseils et aux médecins experts que l'examen des jeunes gens de la classe 1918 doit avoir lieu avec le plus grand soin en raison même de l'âge de ces jeunes gens dont beaucoup n'ont pas encore atteint le développement physique seul susceptible d'offrir des garanties de résistance à l'épreuve du service militaire. Une sélection sévère devra donc être faite, comme s'il s'agissait de choisir parmi les jeunes gens examinés des engagés volontaires, lesquels doivent présenter les mêmes conditions d'aptitude physique que les appelés d'âge normal.

« Les médecins apporteront une attention particulière à la recherche de tous les signes de vigueur fonctionnelle insuffisante de l'organisme, et s'attacheront spécialement à découvrir les symptômes de tuberculose ou même de simple prédisposition à cette maladie. Ils prendront toujours connaissance, pour s'éclairer, des certificats médicaux présentés par les intéressés. »

L'arrêté, publié au *Journal officiel* du 26 février 1917, est toujours en vigueur, en ce qui concerne la visite à domicile de certaines catégories d'exemptés et de réformés atteints d'infirmités objectivement constatées et énumérées.

Bref, et sans insister plus qu'il ne convient, l'ensemble des précautions anciennes ou nouvelles, en vue d'opérer la sélection équitable et judicieuse des aptitudes au service armé, est de nature à prémunir dans la mesure du possible contre les diagnostics hasardeux et contre les risques d'erreurs, la visite d'incorporation devant, plus tard, constituer un nouveau filtre à l'effet d'éviter les admissions injustifiées.

### Article 4.

Les commissions médicales militaires, prévues à l'article 10 de la loi du 7 août 1913, ne seront pas constituées pour la revision de la classe 1919.

Les décisions des conseils de revision de la classe 1919, à l'égard des classes dans les 3e et 4e catégories (ajournés et exemptés), seront acquises sans l'intervention de la commission spéciale de réforme prévue par l'article 9 de la loi du 7 août 1913.

Cet article reproduit purement et simplement les articles similaires des lois précédentes sur le recensement et la revision des jeunes classes au cours de la guerre.

### Article 5.

Une loi spéciale fixera l'appel sous les drapeaux du contingent formé par les hommes de la classe 1919, les ajournés des classes 1913 à 1918, les exemptés de la classe 1918.

A la demande de la commission de l'armée de la Chambre, le Gouvernement s'est rallié à la méthode antérieurement suivie, d'après laquelle l'appel sous les drapeaux ne peut être ordonné qu'en vertu d'une loi spéciale.

Les ajournés et les exemptés, qui auront été reconnus aptes au service armé, suivront, pour l'appel sous les drapeaux, le sort de la classe 1919.

### Article 6.

La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

Cet article n'a pas besoin de commentaires.

Telles sont, messieurs, les dispositions du projet de loi d'intérêt national que nous vous proposons d'adopter d'urgence, dans un sentiment unanime de patriotisme confiant.

En conséquence, votre commission a l'honneur de vous prier de vouloir bien adopter le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les tableaux de recensement de la classe 1919 seront dressés, publiés, affichés dans chaque commune, suivant les formes prescrites, de telle manière que l'unique publication qui en sera faite ait lieu, au plus tard, le troisième dimanche qui suivra la promulgation de la présente loi.

Le délai d'un mois, prévu à l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 6 de la loi du 7 août 1913, est, par exception, réduit à dix jours.

Art. 2. — Les ajournés des classes 1913 à 1918 et les exemptés de la classe 1918 seront convoqués devant les conseils de revision de la classe 1919.

Art. 3. — Les conseils de revision de la classe 1919 ne seront pas assistés d'un sous-intendant militaire.

En cas de nécessité absolue, le préfet pourra déléguer le sous-préfet pour présider, dans son arrondissement, les opérations du conseil de revision.

Il pourra être formé, en cas de besoin, deux ou plusieurs conseils de revision par département.

Les médecins assistant le conseil de revision auront voix délibérative.

Les conseils de revision devront suivre rigoureusement les indications de l'instruction sur l'aptitude physique au service militaire.

Art. 4. — Les commissions médicales militaires, prévues à l'article 10 de la loi du 7 août 1913, ne seront pas constituées pour la revision de la classe 1919.

Les décisions des conseils de revision de la classe 1919, à l'égard des hommes classés dans les 3e et 4e catégories (ajournés et exemptés), seront acquises sans l'intervention de la commission spéciale de réforme prévue par l'article 9 de la loi du 7 août 1913.

Art. 5. — Une loi spéciale fixera l'appel sous les drapeaux du contingent formé par les hommes de la classe 1919, les ajournés des classes 1913 à 1918, les exemptés de la classe 1918.

Art. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

## ANNEXE N° 450

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales ; 2° à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série C et les pouvoirs des membres de la Chambre des députés ; 3° à ajourner les élections départementales, communales, consulaires et de prud'hommes, par M. Henry Chéron, sénateur. (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement a déposé aujourd'hui sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 24 décembre 1917 et tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales ; 2° à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série C et les pouvoirs des membres de la Chambre des députés ; 3° à ajourner les élections départementales, communales, consulaires et de prud'hommes.

Ce projet, vu l'urgence, a été renvoyé à la commission des finances. C'est elle, d'ailleurs, qui avait déjà examiné les projets analogues antérieurement votés.

En effet, messieurs, les divers Gouvernements ayant depuis trois ans, reconnu l'impossibilité de procéder à des élections pendant la guerre, des lois émanant de leur initiative ont prorogé les mandats électifs venant à expiration et ont ajourné, soit les opérations de revision des listes électorales, soit la convocations des collèges électoraux.

C'est ainsi qu'une loi du 30 septembre 1915 a sanctionné un décret du 11 novembre 1914 ajournant jusqu'à une date qui sera fixée par décret après cessation des hostilités, les élections des présidents, juges et juges suppléants des tribunaux de commerce et a maintenu jusqu'à cette époque dans leurs fonctions les magistrats consulaires au exercice.

La même loi a ratifié un décret du 9 janvier 1915 prenant les mêmes mesures à l'égard des membres des tribunaux de commerce d'Algérie.

Un décret du 20 novembre 1914 et un décret du 24 novembre de la même année ratifié par la loi du 10 avril 1915 ont pris des mesures identiques pour les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures et les membres des conseils de prud'hommes.

Une loi du 24 décembre 1914 a décidé que les opérations de revision des listes électorales pour l'année 1915, seraient ajournées jusqu'à la cessation des hostilités. L'article 2 de cette loi disposait que, pendant la même période et jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait autorisé la convocation des collèges électoraux ; il ne serait procédé à aucune élection législative, départementale, communale et consulaire. Cette loi était applicable à l'Algérie et aux colonies. Une loi semblable à celle qui vient d'être définie est intervenue en 1916 (15 avril) et en 1917 (14 mars) pour ajourner les opérations de revision des listes électorales et les élections qui auraient pu avoir lieu pendant lesdites années.

La loi du 15 avril 1916 contenait des dispositions spéciales à raison de ce que le renouvellement de la totalité des conseils municipaux et celui de la première série des conseils généraux devait avoir lieu pendant ladite année.

La prorogation des pouvoirs des sénateurs de la série B, pouvoirs qui venaient normalement à expiration en janvier 1915, avait été décidée par une loi du 24 décembre 1914, dont il convient de rappeler ici les termes :

« *Art. 1er.* — Les pouvoirs des sénateurs représentant les départements compris dans la série B sont prorogés. Une loi ultérieure déterminera la date à laquelle aura lieu le renouvellement de cette série.

« *Art. 2.* — Il ne sera pourvu aux vacances survenues par suite de décès ou de demission de sénateurs des autres séries qu'au moment du renouvellement de la série B.

« *Art. 9.* — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies. »

Par conséquent, en vertu des lois ci-dessus, toutes les opérations de revision des listes électorales ont été successivement ajournées. Les pouvoirs de la série B du Sénat, ceux des conseillers municipaux, des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement de la première série, ainsi que ceux des membres des chambres de commerce et des juges consulaires ont été prorogés jusqu'à ce qu'une loi ultérieure fixe la date du renouvellement. Aucune élection complémentaire ne doit avoir lieu jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait assuré la convocation des collèges électoraux. Il doit être, dans l'état actuel des textes, pourvu aux vacances existant au Sénat, au moment du renouvellement de la série B.

La série C du Sénat devait être renouvelée en janvier 1918. Il faut donc qu'en ce qui la concerne, une loi de prorogation des pouvoirs intervienne avant le 31 décembre courant. D'autre part, les pouvoirs normaux de la Chambre des députés expireront au mois de mai 1918. Là encore une prorogation est indispensable.

C'est l'objet essentiel du projet aujourd'hui soumis à vos délibérations.

Messieurs, la prorogation des mandats dans les diverses assemblées électives a été rendue nécessaire par une raison légale et par une raison de fait.

Aux termes de l'article 2 de la loi organique du 30 novembre 1875, les militaires ou assimilés de tous grades ou de toutes armes, des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. La loi ne fait exception que pour ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé régulier.

Par conséquent, notre loi organique électorale interdit le vote des militaires.

Si cette mesure avait paru déjà nécessaire en temps de paix, combien elle se justifie à plus forte raison en temps de guerre ! Dans notre pays, les élections ne se font qu'à la suite de réunions publiques et de polémiques électorales. Voit-on l'armée livrée à de pareilles causes de dissensions à une heure où se joue l'existence même de la patrie sur les champs de bataille ?

Et, d'autre part, qui oserait songer à procéder à une consultation nationale, sans y convier ceux qui, par leur héroïsme, ont conquis le plus de titres à parler au nom du pays ?

Dès lors, les mandataires en fonctions devaient poursuivre leur tâche, sous peine de laisser la nation sans régime représentatif, par conséquent sans contrôle et sans administration régulière. Ce fut la raison des lois que nous avons rappelées plus haut.

Elle n'a rien perdu de sa valeur.

Nous vous demandons donc, messieurs, sans plus de commentaires, de voter un projet qui est motivé par des circonstances exceptionnelles et par le souci de la bonne administration du pays. Le contrôle parlementaire, nécessaire en tout temps dans un régime de liberté, est particulièrement indispensable pendant la guerre et à une heure où se décident les destinées de la France. Quand on connaîtra plus tard les travaux des deux Assemblées, il est permis d'affirmer, du reste, qu'ils répondront, dans la confiance publique, à ce que la nation attendait de leur vigilance, de leur dévouement et de leur patriotisme.

Votre commission vous propose, en conséquence, d'adopter sans modifications le projet de loi voté par la Chambre des députés.

### PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les opérations de revision des listes électorales pour l'année 1918 sont ajournées jusqu'à la cessation des hostilités.

Art. 2. — Les pouvoirs des sénateurs représentant les départements compris dans la série C sont prorogés. Une loi ultérieure déterminera la date à laquelle aura lieu le renouvellement de cette série.

Il ne sera pourvu aux vacances survenues dans les séries que lors du premier renouvellement sénatorial.

Art. 3. — Les pouvoirs des membres de la Chambre des députés sont prorogés. Une loi ultérieure déterminera la date à laquelle auront lieu les élections générales.

Il ne sera procédé à aucune élection partielle avant le renouvellement intégral.

Art. 4. — Pendant l'année 1918 et jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait autorisé la convocation des collèges électoraux, il ne sera procédé à aucune élection départementale, communale, consulaire ou de prud'homme.

Art. 5. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

## ANNEXE N° 451

(Session ord. — Séance du 29 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1917, au titre du budget du ministère de l'agriculture, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la Commission des finances.) (Urgence déclarée.)

## ANNEXE N° 452

(Session ord. — Séance du 30 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1917, au titre du budget du ministère de l'agriculture, par M. Gustave Lhopiteau, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

## ANNEXE N° 453

(Session ord. — Séance du 31 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918 ; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances (3). — (Urgence déclarée.)

(1) Voir les nos 440, Sénat, année 1917, et 3993-4065 et in-8° n° 856. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

(1) Voir les nos 3895-4003-4003, et in-8° n° 869. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 451, Sénat, année 1917, et 3895-4008-4093 et in-8° n° 869. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 437-438, Sénat, année 1917 ; et 3941-4025-4040-4053-4054-4061-4073-4080 et annexe, 4159-4160 et in-8° n° 855-870. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

# ANNEXE N° 454

(Session ord. — Séance du 31 décembre 1917.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés autorisant le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à acquérir les immeubles sis aux numéros 20, 22 et 24 du boulevard Morland et aux numéros 5, 7 et 9 de la rue Sully, en vue de réaliser l'isolement de la bibliothèque de l'Arsenal, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

# ANNEXE N° 455

(Session ord. — Séance du 31 décembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 de crédits provisoires applicables au mois de janvier, de février et de mars 1918 ; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans sa séance de ce matin, la Chambre s'est prononcée sur le projet de loi des crédits provisoires applicables aux services civils, qui a été voté par le Sénat dans sa séance d'hier soir.

Elle a repris, en ce qui concerne la contribution sur les bénéfices de guerre, le tarif qu'elle avait précédemment adopté et qui était le suivant :

50 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables inférieure à 100.000 fr. ;

60 p. 100 sur la fraction comprise entre 100.000 fr. et 250.000 fr. ;

70 p. 100 sur la fraction comprise entre 250.000 fr. et 500.000 fr. ;

80 p. 100 sur la fraction supérieure à 500.000 fr.

Elle a repris, en outre, tous les articles que vous aviez disjoints, relatifs à l'institution d'une taxe successorale, à la revision des droits de sucession et de donation, à la suppression de la vocation héréditaire des collatéraux au delà du quatrième degré et à la répression de la fraude.

Elle a enfin apporté une très légère modification de style à l'article 16 que vous aviez adopté hier, laquelle, d'ailleurs, ne change rien au sens des prescriptions édictées par ledit article.

Votre commission des finances, après en avoir rapidement délibéré, a l'honneur de vous apporter des décisions transactionnelles, qu'elle a l'espoir de voir ratifier par la Chambre des députés.

Nous vous demandons, en premier lieu, de maintenir votre décision précédente en ce qui concerne la contribution sur les bénéfices de guerre.

Le tarif, auquel vous vous êtes précédemment arrêtés, qui tient compte du rapport entre le bénéfice supplémentaire et le bénéfice normal, est en effet beaucoup plus rationnel que celui de la Chambre. Nous rappelons que ce texte avait été adopté sur l'amendement de l'honorable M. Chéron, d'accord avec le Gouvernement.

Votre commission, renonçant pour partie aux disjonctions que vous aviez prononcées dans votre séance d'hier, vous propose d'accepter l'article qui institue une taxe successorale. Elle reconnaît que le principe sur lequel repose cette taxe est équitable. Il est juste que la richesse acquise par un citoyen soit d'autant plus frappée après sa mort que, en raison du petit nombre d'enfants qu'il laisse ou même de leur absence, il a été moins atteint par l'ensemble des impôts indirects qui pèsent sur les familles nombreuses.

Nous vous demandons d'adopter le tarif des droits de mutation par décès voté par la Chambre des députés, en apportant cependant un correctif proposé par l'honorable M. Chéron et destiné à favoriser les petites parts successorales jusqu'à 10,000 fr., lorsque le total de la succession ne dépasse pas 25,000 fr. Il est inutile de développer les raisons d'ordre familial et social qui justifie cette atténuation de l'impôt, qui fait l'objet d'un article additionnel sous le n° 12.

La commission vous propose corrélativement l'adoption de l'article 13, qui réduit le montant des droits de succession pour les héritiers pères de plus de trois enfants, ainsi que l'article 14 qui surélève le tarif des droits de donation et l'article 15 qui dispose que, pour l'application des nouveaux tarifs, il doit être tenu compte des enfants morts victimes de la guerre.

Par l'article 15 voté par la Chambre, sont exemptés de la taxe successorale et du relèvement des droits sur les successions et donations, les dons et legs recueillis par les départements, communes et établissements publics et d'utilité publique. Nous acceptons cet article, en excluant de la faveur qu'il accorde, en ce qui concerne la taxe successorale, les établissements d'utilité publique.

Nous adhérons à la limitation de la vocation héréditaire des parents collatéraux, en l'arrêtant au sixième degré, au lieu du quatrième. Toutefois, sur l'amendement de l'honorable M. Chéron, nous admettons les parents collatéraux à succéder jusqu'au douzième degré, lorsque le défunt n'était plus capable de tester.

Quant aux dispositions votées par la Chambre relatives aux mesures contre les fraudes fiscales, la commission persiste à vous en proposer la disjonction pour les raisons qui ont été déjà données dans notre précédent rapport et développées à la tribune du Sénat, à savoir que la complexité et la technicité juridique de ces dispositions en rendent nécessaire une étude réfléchie et approfondie.

Nous en demandons le renvoi à une commission spéciale.

Telles sont, messieurs, les décisions de votre commission des finances. En les soumettant à votre ratification, elle signale au Gouvernement l'esprit de conciliation dont elle a fait preuve. Elle lui rappelle les conditions vraiment regrettables dans lesquelles cette Assemblée a été appelée à se prononcer sur les dispositions financières et les innovations fiscales les plus importantes qui lui aient été soumises depuis le début de la guerre.

En répondant à l'appel qui lui est fait, le Sénat accomplit, en la circonstance, un effort patriotique que la Chambre des députés ne manquera pas, nous l'espérons du moins, d'apprécier. Ainsi sera solutionné le différend qui a séparé les deux Assemblées.

Par ces motifs, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### TITRE Ier.

**Budget ordinaire des services civils et budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils.**

§ 1er. — *Crédits accordés.*

. . . . . .

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

I. — IMPÔTS DIRECTS

Art. 4. — Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de la loi du 1er juillet 1916, modifié par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916, pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est remplacé par la tarification suivante, en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917 ;

50 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables inférieure ou égale à 250,000 fr.

60 p. 100 sur la fraction excédant 250,000 fr.

Lorsque, après l'application de ces taux, la part des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires restant à la disposition du contribuable excédera 500,000 fr., il sera effectué, sur cette part, un nouveau prélèvement réglé comme suit ;

En ce qui concerne les bénéfices exceptionnels, 50 p. 100.

En ce qui concerne les bénéfices supplémentaires :

Jusqu'à concurrence d'une somme égale au bénéfice normal, 20 p. 100.

Au-dessus de cette somme, 40 p. 100.

Toutefois, les taux fixés par la présente loi ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises créées à partir du 1er janvier 1916, qui resteront soumises aux taux fixés par les lois des 1er juillet et 30 décembre 1916.

Il en sera de même pour les contribuables habituellement domiciliés en pays envahis, n'ayant pas exploité une entreprise quelconque avant le 1er janvier 1916.

. . . . . .

II. — AUTRES IMPÔTS ET REVENUS

Art. 10. — Dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés, il est perçu, indépendamment des droits auxquels les mutations par décès de biens, meubles ou immeubles, sont assujetties, une taxe progressive et par tranches sur le capital net global de la succession.

Cette taxe est fixée ainsi qu'il suit sans addition d'aucun décime :

| TARIF APPLICABLE A LA FRACTION comprise entre | NOMBRE D'ENFANTS LAISSÉS PAR LE DÉFUNT | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Trois enfants vivants ou représentés. | Deux enfants vivants ou représentés. | Un enfant vivant ou représenté. | Point d'enfant vivant ni représenté. |
| | p. 100. | p. 100. | p. 100. | p. 100. |
| 1 et 2.000 francs ..... | 0 25 | 0 50 | 1 | 2 |
| 2.001 et 10.000 — ..... | 0 50 | 1 » | 2 | 4 |
| 10.001 et 50.000 — ..... | 0 75 | 1 50 | 3 | 6 |
| 50.001 et 100.000 — ..... | 1 » | 2 » | 4 | 8 |
| 100.001 et 250.000 — ..... | 1 25 | 2 50 | 5 | 10 |
| 250.001 et 500.000 — ..... | 1 50 | 3 » | 6 | 12 |
| 500.001 et 1.000.000 — ..... | 1 75 | 3 50 | 7 | 14 |
| 1.000.001 et 2.000.000 — ..... | 2 » | 4 » | 8 | 16 |
| 2.000.001 et 5.000.000 — ..... | 2 25 | 4 50 | 9 | 18 |
| 5.000.001 et 10.000.000 — ..... | 2 50 | 5 » | 10 | 20 |
| 10.000.001 et 50.000.000 — ..... | 2 75 | 5 50 | 11 | 22 |
| Au delà de 50.000.000 — ..... | 3 » | 6 » | 12 | 24 |

Sont applicables à la taxe établie par le présent article les dispositions qui régissent la liquidation, le payement et le recouvrement des droits de mutation par décès, ainsi que les pénalités pour défaut de déclaration dans le délai, omission ou fausse évaluation. Le payement de la totalité de la taxe est effectué par les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel, dans les mêmes délais que les droits de mutation par décès, et sauf leur recours contre les autres ayants droit, qui sont

(1) Voir les nos 4095-4152 et in-8 n° 872 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 437-438-453, Sénat, année 1917 ; 3941-4025-4040-4053-4054-4061-4073-4080 et *annexe* 4159-4160 et in-8° nos 855 et 870 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

tenus de supporter la taxe proportionnellement à leur part dans la succession.

Art. 11. — Les droits de mutation par décès établis par l'article 2 de la loi de finances du 25 février 1901, l'article 10 de la loi de finances du 30 mars 1902 et l'article 10 de la loi de finances du 8 avril 1910 sont fixés aux taux ci-après, sans addition d'aucun décime, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit :

| INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ | TARIF APPLICABLE A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 fr. et 2,000 fr. | 2,001 et 10,000 fr. | 10,001 et 50,000 fr. | 50,001 et 100,000 fr. | 100,001 et 250,000 fr. | 250,001 et 500,000 fr. | 500,001 et 1,000,000 de francs. | 1,000,001 et 2,000,000 de francs. | 2,000,001 et 5,000,000 de francs. | 5,000,001 et 10,000,000 de francs. | 10,000,001 et 50,000,000 de francs. | Au delà de 50,000,000 de francs. |
| | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. | p. 100. fr. c. |
| Ligne directe descendante au 1er degré.. | 1 » | 2 » | 3 » | 4 » | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » |
| Ligne directe descendante au 2e degré... | 1 50 | 2 50 | 3 50 | 4 50 | 5 50 | 6 50 | 7 50 | 8 50 | 9 50 | 10 50 | 11 50 | 12 50 |
| Ligne directe descendante au delà du 2e degré | 2 » | 3 » | 4 » | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » |
| Ligne directe ascendante au 1er degré... | 2 50 | 3 50 | 4 50 | 5 50 | 6 50 | 7 50 | 8 50 | 9 50 | 10 50 | 11 50 | 12 50 | 13 50 |
| Ligne directe ascendante au 2e degré... | 3 » | 4 » | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » | 14 » |
| Ligne directe ascendante au delà du 2e degré | 3 50 | 4 50 | 5 50 | 6 50 | 7 50 | 8 50 | 9 50 | 10 50 | 11 50 | 12 50 | 13 50 | 14 50 |
| Entre époux | 5 » | 6 » | 7 » | 8 » | 9 » | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » | 14 » | 15 » | 16 » |
| Entre frères et sœurs | 10 » | 11 » | 12 » | 13 » | 14 » | 15 » | 16 » | 17 » | 18 » | 19 » | 20 » | 21 » |
| Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces | 15 » | 16 » | 17 » | 18 » | 19 » | 20 » | 21 » | 22 » | 23 » | 24 » | 25 » | 26 » |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains | 20 » | 21 » | 22 » | 23 » | 24 » | 25 » | 26 » | 27 » | 28 » | 29 » | 30 » | 31 » |
| Entre parents au delà du 4e degré et entre personnes non parentes | 25 » | 26 » | 27 » | 28 » | 29 » | 30 » | 31 » | 32 » | 33 » | 34 » | 35 » | 36 » |

Art. 12. — Les taux des droits de mutation antérieurs à la présente loi sont maintenus à l'égard des fractions de part nettes comprises entre 1 fr. et 10,000 fr., si le montant total de la succession ne dépasse pas 25,000 fr.

Art. 13. — Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire, aura quatre enfants ou plus vivant au moment de l'ouverture des droits à la succession, les droits à percevoir en vertu de l'article 11 ci-dessus seront diminués de 10 p. 100 pour chaque enfant en sus du troisième, sans que la réduction totale puisse excéder 50 p. 100.

Art. 14. — Les droits d'enregistrement des donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, tels qu'ils sont établis dans l'article 18 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'article 11 de la loi de finances du 8 avril 1910, seront perçus d'après les quotités ci-après, sans addition d'aucun décime :

| INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ | | | TARIF |
|---|---|---|---|
| | | | p. 100. |
| En ligne directe | donations-partages faites conformément aux articles 1075 et 1076 du code civil par les père et mère et autres acendants | entre plus de deux enfants vivants ou représentés | 2 50 |
| | | entre deux enfants vivants ou représentés | 4 50 |
| | donations par contrats de mariage à des descendants | plus de deux enfants vivants ou représentés | 4 50 |
| | | deux enfants vivants ou représentée | 5 50 |
| | | un enfant vivant ou représenté | 6 50 |
| | autres donations | plus de deux enfants vivants ou représentés | 6 50 |
| | | deux enfants vivants ou représentés | 8 50 |
| | | un enfant vivant ou représenté | 10 50 |
| Entre époux | par contrat de mariage | | 8 » |
| | hors contrat de mariage | plus de deux enfants vivants ou représentés issus du mariage | 6 50 |
| | | deux enfants vivants ou représentés issus du mariage | 10 » |
| | | un enfant vivant ou représenté issu du mariage | 13 50 |
| | | sans enfant vivant ou représenté issu du mariage | 17 » |
| Entre frères et sœurs | par contrat de mariage aux futurs | | 13 » |
| | hors contrat de mariage | | 23 » |
| Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces | par contrat de mariage aux futurs | | 15 » |
| | hors contrat de mariage | | 25 » |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains | par contrat de mariage aux futurs | | 17 » |
| | hors contrat de mariage | | 27 » |
| Entre parents au delà du 4e degré et entre personnes non parentes | par contrat de mariage aux futurs | | 21 » |
| | hors contrat de mariage | | 31 » |

Art. 15. — Pour l'application des tarifs édictés par les articles 10 et 14 qui précèdent, doit être ajouté au nombre des enfants vivants ou représentés du défunt ou du donateur tout enfant du défunt ou du donateur mort victime de la guerre dans les conditions fixées par les nos 1, 2 et 3 du premier alinéa de l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914.

Toutefois, le bénéfice de cette disposition est subordonné à la production du certificat de l'autorité militaire prévu au second alinéa du même article de la loi du 26 décembre 1914.

Art. 16. — Les départements, communes, établissements publics sont exemptés, pour les legs qu'ils recueillent, du payement de la taxe successorale établie par l'article 10 ci-dessus.

Les dons et legs faits aux départements, communes, établissements publics ou d'utilité pu-

blique demeurent soumis, en ce qui concerne les droits d'enregistrement, aux tarifs édictés par les lois antérieures.

Art. 17. — A l'expiration du délai de six mois après la cessation des hostilités, le paragraphe premier de l'article 755 du code civil sera ainsi modifié :

« Les parents collatéraux au delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt.

« Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré, lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale. »

. . . . . .

. . . . . .

Art. 26. — Tout vendeur, tout acquéreur ou consommateur, qui auront contrevenu aux dispositions des articles 23, 24 et 25 de la présente loi ou du règlement d'administration publique, seront punis d'une amende de 6 p. 100 de la somme sur laquelle l'impôt n'aura pas été régulièrement acquitté, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 fr. en principal.

Le recouvrement du droit simple est poursuivi contre le vendeur, sauf le recours de celui-ci contre l'acquéreur ou le consommateur.

L'amende prévue au paragraphe 1er du présent article pourra, à chaque récidive, être majorée de 25 p. 100.

Les contraventions sont constatées au moyen de procès-verbaux par les agents de l'enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes, des douanes et des octrois. Il leur est attribué un dixième des amendes recouvrées.

L'action de l'administration se prescrit par trois ans à compter de la découverte de l'infraction.

Les instances sont introduites et jugées suivant les formes prescrites par l'article 76 de la loi du 28 avril 1816.

. . . . . .

. . . . . .

## ANNEXE N° 392

(Session ord. — Séance du 29 novembre 1917.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la **création d'un registre du commerce**, par M. Astier, sénateur (1).

Messieurs, le Gouvernement soumet à l'examen de votre commission un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à instituer en France un registre du commerce.

Déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 17 octobre 1916, ce projet a été rapporté par l'honorable M. Serre le 1er février 1917 et adopté sans discussion le 30 mars suivant.

Le registre de commerce, qui existe déjà dans de nombreuses législations étrangères, peut être défini un document destiné à recevoir le nom des commerçants, des sociétés ou des établissements commerciaux, ainsi que tous renseignements relatifs à ceux-ci et de nature à intéresser les tiers.

Si dans tous les pays, il peut être considéré comme un instrument de publicité, il est, en outre, dans certaines législations, créateur de droits particuliers en ce sens que l'inscription sur le registre du commerce confère à celui qui s'est fait immatriculer la qualité de commerçant avec les avantages qui peuvent en résulter pour lui à divers points de vue (juridiction, compétence, preuve, etc.).

L'institution du registre de commerce n'a pas de précédent en France et il ne semble pas que rien de semblable ait jamais existé dans notre droit. On le trouve au contraire depuis longtemps dans la plupart des législations étrangères.

En France, la question n'est cependant pas tout à fait nouvelle et peut-être nous sera-t-il permis de rappeler que, dès 1901, c'est-à-dire depuis plus de quinze ans déjà, nous en avons, dans notre rapport à la Chambre sur le budget du ministère du commerce, tracé les grandes lignes. Dès ce moment, l'institution du registre du commerce rencontrait de nombreuses approbations, mais sa création était réclamée pour des raisons différentes de celles du projet dont vous êtes saisis. A cette époque, le registre du commerce apparaissait comme la conséquence de l'institution des firmes transmissibles et comme un moyen de protéger le nom commercial contre le fléau de l'homonymie.

Les idées ont depuis évolué. On a surtout voulu voir dans le registre du commerce un instrument de publicité permettant de fournir sur tous les établissements commerciaux des renseignements précis. Les événements auxquels nous assistons et qui nous montrent la place importante et souvent peu connue prise par les étrangers et notamment par nos ennemis sur le marché français, n'ont pas été sans contribuer à hâter l'étude et la mise au point de la question.

Il ne nous paraît pas inutile de placer sous vos yeux, dans un exposé rapide, la genèse du projet de loi sur lequel vous êtes appelés à vous prononcer. Un aperçu de la législation étrangère en la matière complétera une documentation que nous voudrions, bien que brève, aussi complète que possible.

Sans vouloir rechercher jusque dans l'Italie du moyen-âge les origines historiques du registre du commerce, il est cependant intéressant d'observer que cette institution est née du développement remarquable du commerce dans la péninsule et du besoin de distinguer dès cette époque les commerçants des non-commerçants.

La prospérité des cités marchandes des bords de la Méditerranée avait provoqué un important mouvement dans les législations italiennes au point de vue des usages commerciaux et peut-être l'institution du registre du commerce a-t-elle été introduite en Allemagne par les nombreux marchands que la Bavière et la Souabe envoyaient régulièrement à Venise et à Florence à la faveur du trafic considérable pratiqué alors entre les Etats de l'Allemagne du Nord et les cités du nord de la Lombardie.

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse très vraisemblable, il faut reconnaître que les indices du registre du commerce qu'on retrouve en Allemagne à cette époque ne sont que des organes de publicité.

C'est également un organe de publicité qu'il faut surtout voir dans le premier registre du commerce dont on peut, avec certitude, noter l'existence. Nous le trouvons en Suisse, où il apparaît avec le règlement de Genève de 1698. Obligatoire, d'après ce document, pour les commerçants, l'inscription l'est aussi pour ceux qui ont une part dans les sociétés.

En même temps qu'il disparaît du canton de Genève au début du XIXe siècle, il persiste, au contraire, au cours de ce même siècle, dans les cantons de Lucerne, Saint-Gall, Shaffhouse, Zurich, etc.

Sans entrer dans de longs développements au sujet des données qu'on trouve en Allemagne sur le registre du commerce au cours de la seconde moitié du dix-huitième siècle dans l'ordonnance sur le change de Francfort de 1739, d'Augsbourg (1778) et de Bavière (1785), il n'est pas sans intérêt de constater que le registre du commerce, né à l'origine du besoin de distinguer les commerçants des non-commerçants, s'est transformé peu à peu jusqu'à devenir un document tendant à centraliser les données éparses de la publicité commerciale. Dans leur évolution progressive, les législations modernes ont paru manifester une tendance contraire et, prenant comme point de départ les exigences de la publicité, elles ont évolué vers l'idée d'établir une distinction entre commerçants et non-commerçants.

L'examen rapide des législations existantes nous permettra d'asseoir notre opinion sur d'intéressantes constatations.

### LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Les législations étrangères sur le registre du commerce se répartissent en deux groupes, comprenant l'un les législations qui procèdent de l'Espagne, l'autre celles qui sont inspirées de la législation allemande.

Les premières considèrent plutôt le registre du commerce comme un instrument de publicité, les secondes comme un moyen d'individualiser les établissements commerciaux et d'en prolonger l'existence dans l'avenir.

#### *Législations procédant de l'Espagne.*

L'Espagne, qui semble avoir, elle aussi, utilisé dès le moyen-âge le registre du commerce, a réglementé, dans le code de 1829, les caractères de cette institution.

Dans ce code, l'inscription au registre du commerce est considérée comme une condition *sine qua non* de la qualité du commerçant. Plus libéral, le code de 1885 regarde comme commerçants tous ceux qui font des actes de commerce leur profession habituelle. L'inscription au registre n'est obligatoire que pour les sociétés commerciales.

Le registre est avant tout un instrument de publicité, permettant de trouver des renseignements sur la vie commerciale, et même sur la vie civile des inscrits. Il est tenu au chef-lieu de chaque province par un registrador.

En Italie, le registre du commerce est prévu par l'article 24 du code de commerce, il comprend les noms des commerçants qui ont présenté leurs livres et l'inscription n'a aucun caractère obligatoire. Le registre n'a pas d'autre prétention que celle d'un organe de publicité. Il peut être consulté sans frais.

Au Portugal, le registre du commerce se rapproche du registre espagnol dont il adopte les traits principaux. Il en diffère par la reconnaissance de la perpétuité de la firme, celle-ci ne pouvant toutefois, à la différence de ce que nous trouverons dans la législation allemande, servir de signature aux cessionnaires de l'établissement commercial.

L'influence espagnole s'est fait surtout sentir hors d'Europe, dans les législations sud-américaines, où le registre du commerce s'est répandu et où l'institution a été même très sensiblement améliorée.

Au Chili, le registre du commerce, institué par le code de 1865, offre un caractère de généralité qui mérite d'être souligné. Il doit mentionner tout ce qui peut impliquer une responsabilité du mari à l'égard de la femme. C'est d'ailleurs, à vrai dire, moins un registre du commerce qu'un casier civil.

Au Mexique, le registre du commerce (code de 1889), n'est qu'un des nombreux organes de publicité mis à la disposition des intéressés.

La législation sud-américaine, de beaucoup la plus digne de remarque au point de vue du registre du commerce, est la législation de la république Argentine. Le système instauré par le code de 1889 est un système mixte comprenant une inscription générale et une immatriculation spéciale.

Cette dernière est subordonnée, à l'imitation du code portugais de 1833, à une sorte d'examen portant sur la capacité juridique du commerçant à inscrire, sur son crédit, son honorabilité, etc. Elle crée, en outre, au profit de l'inscrit, une présomption de commercialité.

La législation argentine marque ainsi une orientation plus nette que les précédentes. Ici, le registre du commerce ne se borne plus à être seulement un organe de publicité, mais encore un moyen d'établir une démarcation très nette entre le commerçant et le non commerçant.

Par là, elle se rapproche beaucoup des législations inspirées de l'Allemagne et dont nous allons maintenant aborder succinctement l'examen.

#### *Législation allemande et ses dérivés.*

Le pays où le registre du commerce a trouvé sa formule la plus complète est, sans contredit, l'Allemagne. Le code de 1861 et le code de 1897 contiennent sur cette institution des données fort précises et fort étudiées.

Le principe général de cet organisme est formulé dans le titre spécial du code de 1861, mais c'est surtout dans le code de commerce de 1897 qu'il a trouvé tous ses développements.

Il est à remarquer, tout d'abord, que le registre du commerce, le Handels-Register, est aux mains de l'autorité judiciaire et non de l'administration. En outre, la demande d'inscription est soumise à une sorte d'examen préalable, sensiblement analogue à celui qui existe dans le même pays pour les brevets d'invention et pour les marques. Ce sont, dans tout l'empire, les tribunaux de bailliage qui ont la surveillance et la tenue du registre.

Le législateur allemand, ainsi que nous le constaterons, n'a pas vu seulement dans le registre du commerce un organe de publicité. A ce point de vue même cependant, son utilité ne lui a pas échappé et il a organisé, en

(1) Voir les nos 174, Sénat, année 1917, et 2492-2946 et in-8° n° 680, — 11e législ. de la Chambre des députés.

quelque sorte, une publicité à trois degrés. La première consiste dans la faculté dont disposent les intéressés de prendre directement et personnellement connaissance du registre ; la seconde, dans la possibilité d'obtenir la délivrance de copies certifiées conformes ; la troisième, enfin, résulte de la publicité, dans le *Moniteur de l'empire*, des renseignements contenus dans le registre du commerce.

Ces renseignements ainsi reçus au tribunal de chaque bailliage sont centralisés ensuite dans un registre central à Berlin.

Le registre du commerce ne comprend pas tous les commerçants. Le code de 1897 distingue, en effet, ce qu'on pourrait appeler les commerçants complets (vollkaufleute) et les petits commerçants (minderkaufleute). Les premiers seuls doivent obligatoirement faire inscrire leurs firmes, les autres n'y sont pas tenus.

Il existe, en outre, une catégorie de personnes qui, bien que n'étant pas, à proprement parler, commerçantes, peuvent se faire inscrire sur le registre du commerce. On les distingue sous le nom de commerçants facultatifs (kannkaufleute).

Les indications à porter ne sont pas les mêmes pour les commerçants exerçant individuellement leur profession que pour les sociétés. Alors que les premiers sont tenus d'indiquer seulement leur firme, leurs succursales, l'ouverture du concours sur les biens du commerçant en cas de faillite, le siège de l'entreprise, les sociétés doivent fournir des indications beaucoup plus détaillées, modifications intervenues dans la raison sociale, mentions de l'admission ou du départ d'un nouveau membre dans la société en nom collectif ou en commandite simple. Pour la société anonyme, il est nécessaire d'inscrire les noms des membres de la direction, la désignation des liquidateurs, etc., en un mot tous les renseignements que peuvent avoir intérêt à connaître ceux qui ont à entrer en relations soit avec le commerçant, soit avec la société.

Une des caractéristiques du registre du commerce allemand est l'intime relation qu'il a avec la firme. Et cela se conçoit aisément lorsqu'on sait ce qui, d'après l'article 15 du code de 1861, constitue la firme : « La firme est le nom sous lequel un commerçant exerce sa profession et signe dans ses affaires ».

La firme peut être constituée soit par un nom de personne, par l'indication de l'objet de l'entreprise, ou même par un nom de fantaisie. Le commerçant qui exerce individuellement sa profession ne peut avoir d'autre firme que son nom ou son prénom, exception faite du cas où il y a un homonyme. Dans ce cas, la firme doit être nettement distinguée par une addition qui évite toute confusion. Deux entreprises différentes ne peuvent, en effet, être exploitées sous la même raison sociale.

Le principe qui domine la firme dans la législation allemande, c'est qu'elle doit être vraie, c'est-à-dire que les principes qui la composent doivent être conformes à la réalité.

Ce principe, cependant se trouve atteint par ce qu'on est convenu d'appeler la « perpétuité de la firme ». Les Allemands ont estimé qu'au point de vue commercial en général, et en particulier au point de vue du commerce d'exportation, il importe de conserver à une entreprise le nom qu'elle a illustré et auquel elle a donné une grande réputation sur les marchés. Aussi le législateur a-t-il admis la possibilité, pour celui qui acquiert un fonds de commerce, de continuer l'exploitation de l'établissement sous le nom, sous la firme de ses prédécesseurs. L'acquéreur, non seulement fait le commerce sous le nom du cédant, mais encore il signe du nom de son prédécesseur.

Les inscriptions portées sur le registre du commerce permettent aux tiers qui ont à traiter avec la firme de savoir exactement à qui ils ont affaire. A ce point de vue, le registre n'est autre chose qu'un instrument de publicité.

Il en va tout autrement en ce qui touche les effets de l'inscription sur le registre au point de vue de la détermination de la commercialité. L'inscription, en effet, offre un moyen très net de distinguer les commerçants des non-commerçants. C'est en Allemagne le critérium de la commercialité et, à ce point de vue, elle offre l'avantage d'éviter les discussions qui se produisent en France sur l'énumération des professions commerciales, telles qu'elles résultent des articles 632 et 633 du code de commerce.

Suisse. — On rattache souvent au système allemand le registre du commerce tel qu'il existe en Suisse en vertu des dispositions incluses dans le code fédéral des obligations de 1881. Il faut reconnaître cependant que si elle a, en cette matière, certaines affinités d'origine avec la législation allemande, la législation suisse s'en écarte d'autre part sur certains points fondamentaux.

Remarquons, tout d'abord, qu'elle ne se propose pas, à l'encontre du régime allemand, de tracer une démarcation nette entre les commerçants et les non-commerçants. Cela ressort à l'évidence de ce fait que « même les non-commerçants » peuvent se faire inscrire sur le registre du commerce : « Toute personne capable de s'obliger par contrat, dit l'article 865 du code fédéral des obligations, a le droit de se faire inscrire sur le registre du commerce du lieu où elle demeure ».

Cette faculté réservée aux non-commerçants, devient pour les commerçants une obligation. Ils sont tenus de se faire immatriculer.

Quant aux non-commerçants, leur immatriculation n'a pas, comme on pourrait le croire, pour effet de leur conférer la qualité de commerçant. Elle implique seulement pour eux une soumission plus grande aux règles du change et aux dispositions relatives à la poursuite pour dettes.

Sous réserve de cette particularité qui a d'ailleurs son importance, puisque presque tout le monde peut en user, le registre du commerce suisse apparaît surtout comme un organe de publicité.

Il comprend en fait trois registres : un registre général destiné à recevoir les inscriptions obligatoires ; un registre spécial affecté aux inscriptions volontaires dont il a été question ci-dessus ; enfin un troisième réservé aux procurations non commerciales.

Chaque inscription donne lieu au payement d'une taxe minime.

Le registre du commerce est tenu sans frais à la disposition du public et les renseignements qu'il contient sont publiés dans la feuille officielle suisse du commerce.

Lorsqu'une personne, tenue à l'inscription se refuse à la réclamer, l'immatriculation a lieu d'office et des sanctions pénales ou civiles peuvent lui être appliquées.

Les indications fournies par le registre du commerce, en ce qui concerne les sociétés, sont en Suisse particulièrement complètes et précises. En ce qui touche les firmes, leur inscription au registre du commerce en indique le titulaire exact, mais le code fédéral des obligations n'a pas admis, à la différence de l'Allemagne, le principe de la firme transmissible. Lors de la cession du fonds de commerce, le nouveau titulaire ne peut continuer l'exploitation de l'entreprise commerciale sous le nom de son prédécesseur. Il ne pourra même faire suivre sa firme de l'indication « Successeur de... » qu'avec l'autorisation expresse du cédant.

La protection accordée aux firmes inscrites est analogue à celle établie en Allemagne. Elle a surtout pour effet, et c'est là un avantage précieux, d'empêcher les confusions et les homonymies.

A cet égard, le préposé au registre a un pouvoir d'appréciation et il n'inscrit une firme que si elle se différencie de celles déjà enregistrées.

Il importe de noter particulièrement une ordonnance du conseil fédéral suisse au 21 novembre 1916, qui permet à l'administration, non seulement de statuer sur l'admissibilité de certaines dénominations territoriales et nationales, telles que « Suisse » « Zurichois », accompagnant une firme, mais encore d'exiger entre autres indications celle de la nationalité pour les commerçants étrangers et pour les administrateurs de sociétés anonymes.

A côté des législations allemande et suisse, qu'il nous a paru utile d'examiner d'une manière un peu plus approfondie, il faut ranger quelques pays qui se sont inspirés également de la législation germanique.

De ce nombre est le Danemark qui, dans une loi du 1er mars 1899, a institué le registre de commerce sur lequel doivent être obligatoirement inscrits tous les commerçants. La perpétuité de la firme n'est pas admise et nul ne peut, sans y être autorisé, insérer dans sa firme le nom d'une autre personne ou le nom d'un immeuble appartenant à autrui.

L'inscription obligatoire pour tous les commerçants se retrouve également en Hongrie. Les tiers ne sont pas admis à invoquer leur ignorance d'un fait mentionné au registre du commerce. La raison de commerce est protégée par l'inscription au registre.

La Suède prévoit également — loi du 13 juillet 1837 — l'immatriculation de tout commerçant sur le registre du commerce. Un registre central existe à Stockholm. La firme est protégée, mais sans que le principe de sa perpétuité ait pu triompher. Le successeur doit faire mention de la cession de l'établissement commercial.

En Norvège (loi du 17 mai 1890), l'inscription est obligatoire pour les commerçants, et facultative pour les autres personnes.

Le registre du commerce introduit au Japon par le code de commerce de 1889 s'inspire également de la législation allemande.

De l'examen de toutes ces législations se dégage cette constatation que le registre du commerce est considéré tantôt comme un simple organe de publicité et de renseignements, tantôt comme un document qui permet, par l'immatriculation, d'obtenir la reconnaissance de la qualité du commerçant. Ses caractères varient d'ailleurs suivant les législations.

### LE REGISTRE DU COMMERCE AU MAROC

Le projet de loi, de même que le rapport de l'honorable M. Serre à la Chambre des députés, font allusion à l'institution du registre du commerce au Maroc. Il nous paraît intéressant d'entrer à ce sujet dans quelques détails.

Le registre du commerce a été introduit dans la législation marocaine par le dahir du 12 août 1913, qui forme code de commerce et qui s'est borné en général à une adoptation de la loi française. Le registre du commerce avec le chèque barré et la législation des transports terrestres, constitue, relativement au droit français, une des principales innovations du dahir chérifien.

L'état des places marocaines au point de vue commercial est encore trop peu développé pour que les auteurs du dahir aient cru pouvoir instituer certaines déclarations obligatoires ; ils se sont bornés à instituer des inscriptions facultatives, auxquelles les commerçants recourent de plus en plus dès qu'ils en aperçoivent les avantages. Ceux-ci résultent de ce fait que certains droits ne sont opposables aux tiers que s'ils ont été inscrits au registre du commerce.

Malgré son entrée en vigueur encore récente, le registre du commerce a déjà rencontré au Maroc un accueil favorable. On a même eu recours à ce registre pour la conservation des droits sur les marques de fabrique et de commerce, et le premier président de la cour d'appel du Maroc, en faisant très justement remarquer que le registre du commerce n'est pas fait pour assurer la propriété exclusive, sur le territoire du protectorat, d'une marque de fabrique, ajoutait :

« Il ne suit pas de là que l'inscription sur le registre du commerce d'une marque de fabrique soit sans utilité. Il peut se faire, d'une part, que cette marque ait des rapports étroits avec le nom commercial ou la maison de commerce qui sont directement protégés par l'article 24 du dahir de commerce. D'autre part, l'article 84 du dahir sur les contrats et obligations a prévu un certain nombre de faits constitutifs de concurrence déloyale qui trouveraient plus facilement une sanction désirable si la poursuite s'appuyait sur une inscription au registre du commerce (1) ».

Cette conception, qui fait du registre de commerce non pas seulement un instrument de publicité, mais aussi de protection de la propriété industrielle au point de vue du « nom commercial » et de la « concurrence déloyale » méritait d'être signalée.

La protection résultant pour le nom commercial de l'inscription au registre du commerce est d'ailleurs particulièrement nette. On peut dire, en présence des termes de l'article 24 du dahir de commerce qui protège directement le nom commercial et la raison de commerce, que l'inscription sur le registre est, en quelque sorte, attributive de propriété, puisqu'elle confère à celui qui a, le premier, requis l'inscription, la propriété exclusive de la raison de commerce, et que la jurisprudence admet « qu'on ne saurait sans diminuer la valeur et la force probante que le législateur a voulu donner aux inscriptions régulièrement prises au registre du commerce, admettre qu'elles peuvent être combattues par des moyens de preuve recher-

(1) Stéphane Berge. — *La justice française au Maroc.*

chés en dehors du registre du commerce lui-même (1) ».

Deux tribunaux, ceux de Casablanca et d'Oudjda, reçoivent les inscriptions au registre du commerce. L'institution fonctionne depuis près de quatre ans seulement. Plus de 300 inscriptions ont été reçues jusqu'ici.

Peut-être trouvera-t-on, *a priori*, ce nombre peu élevé. Si l'on veut bien tenir compte de l'état de développement économique encore insuffisant du Maroc et de la période de guerre au cours de laquelle ces résultats ont été constatés) on sera amené à reconnaître que le registre du commerce a été, comme l'écrit M. Stéphane Berge, une innovation fort goûtée par les commerçants du Maroc, qui y ont vu une garantie et une sécurité favorables au développement de leurs affaires.

LE REGISTRE DU COMMERCE EN FRANCE

Il faut bien reconnaître que le registre du commerce, tel qu'il existe dans certains pays étrangers, permet de reconnaître immédiatement qui est commerçant, sans qu'on risque de se heurter aux difficultés bien connues auxquelles donne lieu l'énumération incluse dans les articles 632 et 633 du code de commerce.

Il semble dès lors qu'on aurait dû être séduit en France par l'adoption d'un système de registre du commerce imité de l'Allemagne et conférant par la simple immatriculation sur ses feuillets la qualité de commerçant.

En réalité, il n'apparaît pas que, jusqu'en ces dernières années tout au moins, la question ait été envisagée sous cet angle. Les partisans français ne semblent avoir, pendant longtemps, préconisé sa création que comme un moyen d'assurer la perpétuité et la transmission de la firme, de compléter et de renforcer la protection insuffisante qu'offrent pour le nom commercial les lois du 28 juillet 1824 et du 23 juin 1858.

L'exposé des motifs du projet de loi, en dépit de son réel intérêt, ne paraît pas avoir indiqué avec une précision suffisante les idées qui ont dominé, depuis plus de quinze ans, les études relatives au registre du commerce en France. Il n'est pas douteux, en effet, que l'idée du registre du commerce n'a été que la conséquence, et en quelque sorte le corollaire, de l'institution projetée de la firme transmissible.

S'il est vrai que, dès 1879, Bozérian avait déposé au Sénat une proposition tendant à déclarer l'imprescriptibilité du nom commercial, c'est en réalité au congrès international de la propriété industrielle de 1900 que, pour la première fois, s'affirma le vœu de voir la loi française modifiée de façon à permettre la perpétuité du nom ou de la raison sociale sous lesquels une maison est connue, cette reforme étant liée à l'institution d'un registre central des raisons de commerce ou firmes.

Pour faire comprendre plus facilement le but et la portée de la double réforme ainsi proposée, il peut être bon de rappeler que les établissements industriels ou commerciaux sont désignés par le « nom patronymique » du ou des propriétaires, s'ils ne sont pas constitués en société; par une « raison sociale » quand l'établissement est la propriété d'une société en nom collectif ou en commandite; par une « raison commerciale », s'il s'agit d'une société anonyme.

Qu'un changement survienne dans la propriété de l'établissement, soit par décès, vente ou par toute autre cause, on se trouve, dans l'état actuel de notre législation, obligé d'identifier nettement le ou les nouveaux propriétaires de l'établissement. S'il n'y a qu'un propriétaire, l'ancien nom disparaît et seul subsiste celui du successeur; s'il s'agit d'une société en nom collectif ou en commandite dont la raison sociale ne peut, aux termes de l'article 21 du code de commerce, comprendre qu'un ou plusieurs noms d'associés personnellement responsables de tous les engagements, il faut modifier cette raison sociale exposée ainsi à de fréquents changements.

Quant aux sociétés anonymes, dont les raisons commerciales conservent un caractère de fixité plus marqué puisque les changements survenus dans la société n'en modifient pas le nom commercial, elles souffrent moins de l'état de choses actuel. Mais les inconvénients signalés plus haut existent néanmoins pour elles lorsqu'il s'agit d'une société qui vient à prendre la suite des affaires d'un particulier ou d'une autre société.

Ce sont ces considérations, en même temps que les enseignements découlant du succès de la législation allemande, qui avaient déterminé en France un mouvement en faveur de la transmissibilité et de la perpétuité de la firme, complétée par l'institution du registre du commerce.

Nous demandons la permission de rappeler ce que nous écrivions, il y a plus de quinze ans, au lendemain du congrès de la propriété industrielle de 1900, en insistant dans notre rapport sur le budget du ministère du commerce, sur l'urgence de la revision de l'article 21 du code de commerce :

« Les meilleurs esprits sont effrayés de l'état d'infériorité où sont à cet égard les fabricants et les commerçants français à l'encontre de leurs plus redoutables concurrents. Il est devenu impossible de méconnaître la gravité de la situation. Pendant que la perpétuité de la raison sociale permet à l'Allemand, acquéreur d'une grande maison, de suivre sans interruption le sillage tracé par le succès de son prédécesseur, l'industriel français perd un temps précieux et s'épuise en efforts réitérés pour se faire accepter comme le continuateur légitime, digne de la confiance et de l'estime dont a joui son prédécesseur. Il y a des forces perdues dont notre législation est responsable. N'est-ce pas une raison suffisante pour que le législateur intervienne en vue de l'amender au mieux des intérêts en cause ?

« Sans doute quelque hésitation s'impose quand une mesure, même très utile en théorie, n'est appuyée par aucun précédent. Mais ce n'est pas ici le cas. L'exemple de l'empire voisin graduellement arrivé à un développement industriel sur lequel il est inutile d'insister est suffisamment suggestif à des titres divers. Or, l'institution de la firme est considérée, en Allemagne, comme un auxiliaire d'une valeur inappréciable qui peut compter pour une part sérieuse dans les moyens d'action qui ont eu un résultat si favorable à ce pays. Bien loin de songer à porter atteinte au principe de la firme, on songe, au contraire, à en perfectionner le fonctionnement, imparfait à certains égards à raison de la constitution fédérative que l'empire a conservée. Cet *impedimentum* n'existant pas dans un pays profondément centralisé comme le nôtre, nous pourrions réaliser le *summum* de rendement utile de l'institution, ainsi que cela va être démontré en quelques mots.

« La perpétuité de la firme avec enregistrement au registre du commerce et transcription à chaque changement de titulaire n'a pas, en effet, pour unique objet la fondation inébranlable de grandes maisons reposant sur un long passé et marchant ainsi, avec sécurité, à la conquête d'un brillant avenir. Cette inscription au registre du commerce a, de plus, comme conséquence de préserver la firme enregistrée du danger incessant de l'homonymie, qui est le fléau du commerce honnête et la raison déterminante de vocations commerciales ne visant autre chose que la spoliation de la réputation d'autrui.

« L'inscription au registre du commerce implique, de plus, que nul ne pourra obtenir l'inscription sous une raison sociale déjà enregistrée.

« En Allemagne, la législation fédérale se heurtant à la souveraineté ombrageuse des états confédérés, la firme n'a de protection que sur une étendue territoriale plus ou moins limitée. Là est le point faible de l'institution en Allemagne. Il est à peine besoin de constater que nous pourrions à cet égard arriver immédiatement à une situation de beaucoup meilleure ».

La même idée de la création d'un registre du commerce conjuguée avec la firme transmissible se retrouve dans les principaux travaux sur la question, dans l'étude de M. Thaller sur le registre du commerce en Allemagne et en Suisse; dans les travaux de la société de législation comparée (rapport de M. Georges Maillard, 1902); dans ceux du congrès tenu à Lille par l'association française, 1902; du congrès de Paris, 1904. Même solution dans les études de la commission technique de l'office national de la propriété industrielle (rapport Claude Couhin, 1905, intitulé : « Registre central du commerce et firmes transmissibles »; dans le rapport de M. Edouard Mack à l'association française (1908), ayant pour titre : « Création d'un registre du commerce pour l'enregistrement des raisons de commerce permanentes ou firmes », etc.

La solution semble bien être alors presque unanimement adoptée. Or, le projet de loi, s'il établit le registre du commerce, est complètement muet sur la firme transmissible qui disparaît ainsi sans qu'aucune explication vienne indiquer, dans l'exposé des motifs, les raisons de cette suppression.

Nous avons cru devoir demander au ministère du commerce quelques précisions à cet égard et nous avons reçu l'intéressante réponse qui suit :

« Monsieur le rapporteur,

« Vous avez bien voulu me demander de vous faire connaître les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à limiter à la seule création du registre du commerce le projet de loi voté par la Chambre des députés alors que cette question pouvait être liée à l'institution de la firme transmissible.

« J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement, en déposant le projet de loi tendant à la création d'un registre du commerce, a été guidé par la nécessité dont l'urgence a été mise en évidence par les événements actuels d'organiser ce qu'on a pu désigner à juste titre par la dénomination d'état civil des établissements commerciaux. Les auteurs du projet de loi ont voulu organiser une publicité réellement efficace de tous les renseignements relatifs aux établissements commerciaux que les tiers ont intérêt à connaître et au premier chef de ceux qui ont trait à la nationalité des commerçants et des sociétés commerciales.

« La nécessité d'aboutir sans retard à ce résultat a amené le Gouvernement à écarter du projet de loi la question de la transmissibilité des firmes qui n'aurait pas manqué, en raison des objections qu'elle soulève, d'entraîner un retard fâcheux dans le vote de la loi en projet.

« Si, en effet, depuis plus de quinze ans l'institution du registre du commerce, dont vous avez dès 1901 tracé les grandes lignes dans votre rapport sur le budget du commerce, n'a pu recevoir la consécration législative, il faut en rechercher la cause dans ce fait que le registre du commerce était envisagé comme une conséquence de l'adoption de la firme transmissible qui, cependant, ne se trouve pas écartée et pourra faire ultérieurement l'objet de dispositions législatives spéciales s'il apparaît que son utilité l'emporte sur les difficultés qu'elle rencontre.

« Vous n'ignorez pas, en effet, qu'à la suite du vœu émis par le congrès international de la propriété industrielle de 1900, le ministère du commerce a ouvert une enquête auprès des cours d'appel, tribunaux civils et de commerce, chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures et associations industrielles et commerciales, sur l'opportunité de modifier la loi française de façon à permettre à un industriel ou commerçant de céder, en même temps que son fonds de commerce, le nom (patronymique, pseudonyme ou raison sociale) sous lequel il exerce son commerce en autorisant ses successeurs, tant médiats qu'immédiats, à se servir indéfiniment de ce nom, non seulement pour désigner l'établissement, mais encore comme signature commerciale. Dans ce système le registre du commerce n'apparaissait que comme un moyen d'assurer la transmission des raisons de commerce ou firmes en mentionnant toutes les modifications ou mutations survenues dans l'état civil des propriétaires desdites firmes.

« La majorité des corps consultés a exprimé un avis nettement défavorable à toute modification de la loi française dans le sens indiqué par le congrès.

« Les délibérations généralement assez motivées prises par ces compagnies contiennent au point de vue juridique, comme au point de vue pratique, un certain nombre d'objections qui peuvent ainsi se résumer :

« Tout d'abord, il n'apparaît pas que la réforme proposée soit d'une utilité incontestable. Il est évident qu'il y a un intérêt réel pour le successeur d'un industriel ou d'un commerçant universellement réputé à pouvoir se révéler comme tel et continuer ses opérations sous l'égide de la réputation de son prédécesseur. Mais ce résultat semble pouvoir être suffisamment atteint avec la jurisprudence française actuelle qui permet de conserver le nom com-

(1) Tribunal de première instance de Casablanca, 21 février 1917.

mercial ou la raison sociale des fondateurs d'une maison, à titre d'enseigne, en mentionnant sur les factures, imprimés, têtes de lettres, etc., la qualité « ancienne maison » et de successeur, et ainsi de bénéficier de la renommée qui s'attache aux produits fabriqués par la maison.

« Aller plus loin et autoriser les successeurs médiats ou immédiats à signer indéfiniment du nom du fondateur de la maison serait dangereux. Outre l'anomalie juridique que présenterait pour un même individu la possession simultanée de deux signatures, l'une civile, l'autre commerciale, il y a un intérêt réel pour les tiers qui traitent avec une maison et particulièrement pour les fournisseurs à connaître exactement la personnalité du commerçant responsable avec lequel ils font des affaires. C'est l'honorabilité, la probité, la fortune acquise, l'aptitude de ce commerçant pris individuellement qui constituent pour les tiers la meilleure garantie de l'accomplissement des engagements pris par une maison de commerce et il serait contraire à toute équité qu'il pût être trompé par des successeurs ou cessionnaires de bonne foi, gérant l'établissement cédé, sans faire apparaître leur propre nom.

« Le registre de commerce dont l'institution est demandée par les partisans de la réforme ne serait pas suffisant, quelle que soit sa publicité, à prévenir ces inconvénients. Le commerçant sérieux devra s'assurer, avant de traiter une affaire avec une maison, que cette maison n'a pas changé de titulaire ou que son nouveau titulaire présente tout le crédit nécessaire, d'où des pertes de temps préjudiciables à la marche rapide des opérations commerciales. En agissant autrement, il s'exposerait à de graves mécomptes.

« Au surplus, l'avantage qu'on prétend retirer de la perpétuité de la signature commerciale des fondateurs ou des premiers propriétaires d'une maison ne peut se concevoir que si l'on espère qu'en fait, malgré la grande publicité du registre du commerce, les changements survenus dans la direction de l'établissement commercial passeront souvent inaperçus. Par suite, il y aurait, en réalité, dans le système proposé, suivant un grand nombre de chambres de commerce, une « intention de dissimulation » qui est contraire aux principes de loyauté traditionnels dans le commerce français, et que certains tribunaux et cours d'appel vont même jusqu'à qualifier « d'escroquerie légale.

« D'autre part, en cas de faillite des possesseurs d'une maison de commerce usant de la signature commerciale de leurs prédécesseurs, le déshonneur rejaillirait sur ceux qui portaient jusque-là un nom honorable et qui deviendraient les victimes innocentes de cette faillite. A cette objection les auteurs de la proposition ont répondu qu'une maison serait toujours déclarée en faillite sous le nom de son titulaire actuel et qu'elle ne pourrait jamais l'être sous celui d'un précédent propriétaire. Mais plusieurs cours, tribunaux et chambres de commerce ont fait observer que ce palliatif serait insuffisant, que tous les actes destinés à donner à la faillite de la publicité devraient nécessairement mentionner le nom ou la raison sociale sous lesquels la maison a exercé le commerce, le seul qui soit vraiment connu du public et que, dès lors, pour ce public, ce serait bien plus à la maison considérée sous son nom commercial, qu'à tel ou tel possesseur occasionnel ou contractuel de ce nom, que s'appliquerait la faillite.

« A un autre point de vue, enfin, il serait à craindre que la nouvelle législation proposée ne favorisât l'acquisition par des étrangers de maisons françaises d'ancienne réputation, dont ils conserveraient la signature commerciale et qu'ils pourraient transporter ensuite dans leur pays d'origine, au grand détriment de notre industrie nationale.

« En tenant compte des objections qui viennent d'être exposées, il a semblé préférable de s'abstenir de transformer en projet de loi les propositions du congrès international de la propriété industrielle. Pour les mêmes raisons, la commission du registre du commerce de la société d'études législatives, qui, en 1914, reprit l'examen de cette question, estima qu'il convenait d'écarter de ses travaux la transmissibilité des firmes. Cette commission, présidée par M. Charles Petit, président du tribunal de commerce de la Seine, tint, à partir du 17 janvier jusqu'au 24 mars 1914, une série de séances, au cours desquelles fut étudiée l'institution d'un registre de commerce envisagé uniquement comme moyen de publicité. Les procès-verbaux des séances de la commission figurent aux nos 1, 2 et 3 (année 1914) du *Bulletin de la Société d'études législatives*. Le rapporteur de cette question devant la commission, M. Maurice Bernard, le regretté député, n'a pas eu le temps d'établir son rapport.

« Le comité de législation commerciale siégeant auprès du ministère du commerce reprit, sous la présidence de M. Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la faculté de droit de Paris, l'examen de la question sur les mêmes bases, en complétant les principes adoptés par la commission par différentes dispositions, notamment en ce qui concerne la nationalité des commerçants inscrits au registre du commerce.

« Les travaux du comité de législation commerciale menés en complet accord avec les services du ministère du commerce ne donnèrent lieu à aucun rapport. Ils aboutirent au texte du projet de loi, qui, sous réserve d'une modification de détail (extension des mentions prévues par le projet de loi aux membres des conseils de surveillance), fut adopté sans modifications par la Chambre des députés.

« Les dispositions de ce projet de loi ont reçu un accueil des plus favorables dans le monde des affaires. De très nombreuses chambres de commerce et chambres syndicales ainsi que divers groupements commerciaux, en adressant au ministère du commerce leur approbation, ont insisté pour obtenir du Parlement le vote de ce projet de loi dans le plus bref délai possible, sans réclamer en aucune façon l'institution, par ce même projet, de la transmissibilité des firmes.

« Dans ces conditions, je me plais à espérer que la commission du Sénat voudra bien, pour répondre aux préoccupations du Gouvernement et de la Chambre des députés, ainsi qu'aux vœux formulés par les commerçants français, hâter ses travaux autant qu'il sera en son pouvoir. »

Les arguments invoqués à l'encontre de la firme transmissible ne nous paraissent pas très convaincants lorsqu'on les met en balance avec les avantages que présente, notamment au point de vue du commerce d'exportation, la perpétuité de la firme. Il est permis de regretter, en effet, qu'à l'heure même où de toutes parts est proclamée l'importance capitale du commerce d'exportation, nos maisons françaises ne puissent, comme nous le disions dans notre rapport sur le budget du commerce en 1901, suivre le sillage tracé par le succès du prédécesseur, rendant ainsi instables et changeantes les raisons sociales de nos vieux établissements.

On a fait remarquer — et M. Charles Bourgoing n'a pas manqué de le faire dans son intéressant ouvrage sur le registre du commerce — que l'usage de se servir du nom du prédécesseur est courant dans le commerce parisien, où la réputation du fonds, véritable propriété commerciale, a un très grand prix. Mais ce n'est là qu'une tolérance ne reposant sur aucune base juridique et que l'adoption du principe de la transmission de la firme consacrerait utilement.

Le courant favorable qui, pendant quelques années, s'était dessiné très nettement — les études que nous avons citées en font foi — en faveur de la perpétuité de la firme s'est ralenti en ces dernières années et la conception du registre du commerce a été ramenée à celle d'une institution destinée à parer aux lacunes de notre publicité en matière commerciale.

Domaine singulièrement restreint et en importance et en intérêt, mais dont l'idée s'est surtout imposée en raison des constatations auxquelles l'état de guerre avait donné lieu en France.

Pour employer l'expression fort juste de M. Bourgoing, c'est moins en réalité la question du registre du commerce que celle du « casier commercial » qui se trouve ainsi posée, et pour montrer l'intérêt qu'elle peut présenter, il nous faut dire un mot de la confusion actuelle de notre publicité au point de vue commercial.

On conçoit tout l'intérêt pour les tiers d'être exactement renseignés sur la situation des maisons de commerce. Les mesures de publicité sont, à cet égard, un peu éparses et disparates.

Ces mesures n'ont entre elles aucune relation, aucun caractère commun ; en vertu des unes (habilitation du mineur à faire le commerce), l'autorisation nécessaire doit être affichée et enregistrée au tribunal de commerce (art. 2 du code de commerce) ; en vertu des autres (régime matrimonial des commerçants), l'affichage doit être fait dans la salle d'audience et dans les chambres de notaires ou d'avoués (art. 67 à 70 du code de commerce et 872 du code de procédure civile) ; les jugements de faillite et de liquidation judiciaire sont affichés dans la salle d'audience du tribunal de commerce et doivent être annoncés dans les journaux (art. 442 du code de commerce et loi du 4 mars 1889) ; les constitutions en nantissement des fonds de commerce sont inscrites sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal et à l'office national de la propriété industrielle s'il s'agit d'un nantissement comprenant des brevets d'invention et de marques de fabrique (loi du 1er mars 1898 et 17 mars 1909).

En ce qui concerne les sociétés, indépendamment de la publication de la notice prescrite par la loi du 30 janvier 1907 dans le *Bulletin hebdomadaire* annexé au *Journal officiel*, les sociétés par actions sont astreintes à certaines règles de publicité prescrites par la loi de 1867 : dépôt d'un exemplaire ou d'une expédition des statuts dans les greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du siège social ; insertion d'un extrait des statuts dans un journal d'annonces légales.

Cette publicité est extrêmement confuse et peu opérante ; le registre du commerce n'aurait-il d'autre résultat que la centralisation de ces renseignements et leur mise à la disposition du public qu'il réaliserait déjà un progrès sérieux.

Mais il aura une portée plus grande et des conséquences plus importantes en permettant de connaître la nationalité de tous les commerçants étrangers et de toutes les sociétés étrangères qui, avant la guerre, avaient envahi notre marché et trop souvent supplanté nos nationaux. Le projet imite à cet égard la récente législation suisse et, sur ce point, nous n'hésitons pas à lui donner notre approbation.

Nous aurions préféré voir le projet de loi sur le registre du commerce plus complet, plus efficace. Il nous aurait été agréable de voir l'immatriculation créatrice de droits particuliers, de voir instituer, dans l'intérêt de notre commerce d'exportation, la perpétuité de la firme et mettre fin au fléau de l'homonymie. Il ne nous est pas interdit de penser d'ailleurs que des propositions de loi permettront de compléter ultérieurement ce texte par l'adoption de mesures destinées à régler ces questions. Mais pour ne pas retarder dans les circonstances actuelles le vote d'un projet de loi qui présente de réels avantages pour le commerce honnête en même temps qu'il offre de nouveaux moyens de défense contre la pénétration économique de nos ennemis, nous nous rallions au texte présenté par le Gouvernement, adopté par la Chambre, et nous vous demandons de vouloir bien y donner votre approbation.

### *Commentaires des articles.*

Il nous reste, après avoir, sous les réserves que nous avons indiquées, donné notre approbation au projet de loi qui vous est soumis, à en commenter succinctement les dispositions. Cet examen vous permettra de vous prononcer en pleine connaissance de cause sur le texte.

L'article 1er dispose qu'il sera tenu un registre du commerce pour le ressort de chaque tribunal de commerce ou du tribunal civil exerçant la juridiction consulaire.

Ce registre, d'après l'article 2, sera tenu par le greffier du tribunal, sous la surveillance du président ou d'un juge spécialement désigné chaque année par celui-ci.

L'article 3 désigne les personnes qui doivent être immatriculées sur le registre. Elles sont rangées en quatre catégories :

1° Les commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal en France ;

2° Les commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal à l'étranger et une succursale ou une agence en France ;

3° Les sociétés commerciales françaises ;

4° Les sociétés commerciales étrangères ayant une succursale ou une agence en France.

L'article 4 énumère les mentions dont l'inscription est requise : nom et prénoms du commerçant, les surnoms et pseudonymes ; date et

lieu de naissance, nationalité d'origine et, au cas où il a acquis une autre nationalité, la date de l'acquisition de celle-ci; s'il est étranger, la date du décret qui l'a autorisé à établir son domicile en France; s'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, l'autorisation expresse de faire le commerce qui leur a été donnée; le régime matrimonial, l'objet du commerce; l'adresse des succursales ou agences en France ou à l'étranger; l'enseigne ou la raison de commerce de l'établissement; les nom, prénoms, date et lieu de naissance ainsi que la nationalité des fondés de pouvoir; les établissements de commerce que le déclarant a précédemment exploités ou ceux qu'il exploite dans le ressort d'autres tribunaux.

Il convient de remarquer que doit être mentionnée non seulement la nationalité du requérant, mais encore sa nationalité d'origine et, au cas où il a acquis une autre nationalité, le mode et la date de l'acquisition de celle-ci. On comprend à quelles préoccupations de brûlante actualité répond cette très utile disposition.

Nous croyons devoir déclarer, d'accord en cela avec l'honorable rapporteur du projet à la Chambre des députés, que, dans notre esprit, la mention de l'autorisation du mari ne pourra être exigée qu'autant qu'elle est expresse, et que jamais le greffier ne pourra refuser l'inscription requise par la femme, si cette autorisation n'est pas présentée.

L'article 5 prévoit que doivent être également mentionnés dans le registre :

Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription est prescrite par l'article 4; les jugements ou arrêts de séparations de biens, de corps ou de divorce; l'acte rétablissant la communauté dissoute; les inscriptions du privilège des créanciers nantis inscrits sur le fonds ainsi que leurs renouvellements et radiations; les brevets d'invention et les marques de fabrique; les jugements ou arrêts concernant les conseils judiciaires ou l'interdiction, les faillites, les liquidations, les cessions de fonds de commerce, ce qui implique naturellement pour ces dernières, dans le cas de vente faite à crédit, la mention de l'inscription du privilège du vendeur du fonds ainsi que de ses renouvellements et de sa radiation.

La chambre de commerce de Paris, dans l'intéressant rapport présenté par M. Godet sur le projet de loi, avait demandé la suppression du paragraphe de cet article, ordonnant la mention, dans le registre, des brevets et des marques de fabrique, en objectant, pour les premiers, que la publicité pourrait atteindre les exploitants quand ils sont bénéficiaires d'une licence qui, jusqu'à ce jour, n'est pas obligatoirement portée à la connaissance des tiers; et pour les marques de fabrique, en disant que la mesure proposée aurait pour effet de créer une obligation de publicité qui n'a jamais été imposée par le législateur.

La commission du commerce de la Chambre n'a pas retenu ces arguments et nous nous rallions sans réserve à sa manière de voir. Les rares inconvénients — s'il en est — auxquels peut donner lieu cette publication seront contrebalancés par les avantages d'une publicité qui permettra aux tiers de se renseigner avec plus de facilité encore sur les brevets d'invention et sur les marques et qui renforcera fort utilement la publicité moins complète qu'on pourrait le souhaiter, donnée aux brevets et aux marques de fabrique dans le bulletin officiel de la propriété industrielle.

Les articles 6 et 7 visent l'immatriculation des sociétés de commerce françaises, des changements ou modifications qu'elles subissent au cours de leur existence et l'inscription d'indications analogues à celles imposées par l'article 4 aux commerçants.

Ces déclarations, d'après les articles 8 et 9, sont exigées pour les commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal à l'étranger et une succursale ou une agence en France, ainsi que pour les sociétés de commerce étrangères ayant une succursale ou une agence en France.

L'article 10, relatif au registre central du commerce, présente une importance particulière.

Il dispose qu'un registre central du commerce est tenu pour toute la France continentale à l'office national de la propriété industrielle; le directeur de l'office est chargé de tenir ce registre.

Les greffiers qui, dans les tribunaux, auront opéré l'inscription devront, dans le mois de celle-ci, transmettre à l'office national les mentions destinées à figurer sur le registre central.

Les mentions à porter sur ce registre central comprendront seulement les nom, prénoms de chaque commerçant, le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme, avec indication de la date et du lieu de sa naissance, dans la raison sociale ou la dénomination de chaque société avec une référence au registre du commerce dans lequel le commerçant ou la société a été immatriculée.

Cette centralisation, éminemment souhaitable, permettra de trouver facilement des renseignements sur tout commerçant ou tout établissement commercial de la France continentale.

Elle complétera d'une manière très heureuse le rôle éminemment utile que remplit, depuis 1901, époque de sa création, l'office national de la propriété industrielle.

Le registre central du commerce renforcera encore l'ensemble unique de documentation qu'offre aux industriels et aux commerçants l'office national de la propriété industrielle avec le dépôt central des brevets d'invention, des marques de fabrique, des dessins et modèles et, pourrait-on ajouter, des récompenses industrielles.

Nous croyons à cette occasion devoir appeler l'attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que les services qu'on est en droit d'attendre d'un organisme de ce genre ne soient pas frappés de stérilité et d'inefficacité par suite d'un défaut de moyens matériels. Il ne suffit pas de constituer des sources de documentation particulièrement riches et précieuses. Il faut que les intéressés puissent venir y puiser facilement, en trouvant à leur disposition une organisation matérielle offrant toutes les facilités.

Ce n'est un secret pour personne que l'office national de la propriété industrielle, créé en 1901 et installé à cette époque au conservatoire des arts et métiers, est aujourd'hui tout à fait à l'étroit dans des locaux insuffisants.

Lorsqu'en 1901 il nous a été donné de rapporter le projet de loi tendant à sa création, nous n'avions pas osé espérer un développement aussi rapide correspondant à l'importance sans cesse grandissante des services qu'il a rendus au monde de l'industrie et du commerce.

Le mouvement des brevets d'invention, des marques de fabrique, des dessins et modèles, en un mot de toutes les manifestations de la propriété industrielle, a pris en ces quinze dernières années une telle ampleur, que les locaux, en présence de l'enrichissement constant des collections tenues à la disposition des intéressés, sont devenus réellement insuffisants.

Cet inconvénient, auquel il n'est pas impossible de remédier, va se trouver considérablement aggravé par le vote du projet de loi qui vous est soumis et dont d'impérieuses raisons commandent cependant, dans l'intérêt de notre commerce, de ne pas différer l'adoption.

Il ne faut pas perdre de vue que le nombre des immatriculations dont l'administration sera saisie dès la mise en vigueur de la loi peut varier entre 1 million ou 1,500.000. Il y aura toute une organisation méthodique et rationnelle à prévoir qui exigera d'importants locaux.

Il est à remarquer d'ailleurs — et c'est une considération importante dans l'état actuel des finances publiques — que l'immatriculation sur les registres du dépôt central sera génératrice de recettes relativement importantes et qu'il ne semble pas impossible de trouver une solution qui permette, tout en ménageant les deniers de l'État, comme toute administration doit le faire à l'heure actuelle, de donner à l'office national de la propriété industrielle les moyens matériels d'accomplir la mission de jour en jour plus importante dont il a la charge.

Les articles 11 à 20 renferment les dispositions générales.

L'article 11 prévoit que l'immatriculation est exigée dans tous les lieux où il existe des succursales et agences, mais il n'y a dans ce cas qu'une inscription sommaire avec référence au registre de commerce de l'établissement principal ou du siège social.

Toute inscription, aux termes de l'article 12, doit être requise dans le mois à partir de la date de l'acte ou du fait à inscrire et doit être faite, d'après l'article 13, dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi.

L'article 14 dispose que le greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises. Exception est faite pour le cas où les déclarations faites par les réquérants ne contiennent pas toutes les mentions prévues par la loi.

Il signale au président ou au juge chargé de la surveillance du registre les inexactitudes qui lui paraissent avoir été commises dans les déclarations,

Le texte de cet article indique bien quelle doit être la portée de l'inscription au registre du commerce.

Formalité purement matérielle sans pouvoir d'appréciation laissé au greffier en dehors des indications relatives aux mentions prévues par la loi. Le greffier ne peut donc sous aucun prétexte refuser l'inscription.

L'article 15 règle les formalités concernant les radiations. L'article 16 prévoit les conditions dans lesquelles toute personne peut se faire délivrer par le greffier du tribunal ou par le directeur de l'office national copie des inscriptions portées sur le registre.

L'article 17 énumère les mentions que le greffier ne doit pas porter sur les copies délivrées. Ce sont notamment celles qui concernent le nantissement des fonds de commerce quand les inscriptions du privilège des créanciers nantis inscrits sur le fonds ont été rayées ou sont périmées pour défaut de renouvellement dans les cinq ans de leur date.

Les sanctions pour défaut ou pour inexactitude d'inscriptions sont fixées par les articles 18 et 19. Le premier punit d'une amende de 16 à 200 fr. tout commerçant, gérant, etc., qui ne requiert pas dans le délai prescrit les inscriptions obligatoires. L'amende est prononcée dans ce sens par le tribunal de commerce sur la réquisition du président ou du juge chargé de la surveillance du registre. De plus, le tribunal ordonne que l'inscription omise soit faite dans la quinzaine.

Le second punit d'une amende de 100 à 2,000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vu de l'immatriculation. La condamnation est prononcée dans ce cas par le tribunal correctionnel. Les coupables peuvent en outre être temporairement privés du droit de vote et d'éligibilité pour les tribunaux, chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures et conseils de prud'hommes.

L'article 463 est d'ailleurs, aux termes de l'article 20, applicable aux délits prévus par l'article 19,

Des règlements d'administration publique sont prévus par l'article 22 pour déterminer les formes du registre du commerce, les émoluments dus au greffier et à l'office national de la propriété industrielle pour les inscriptions et pour la délivrance des extraits du registre.

L'émolument dû pour une immatriculation ou pour une inscription ne pourra, d'après ledit article, excéder un franc.

L'article 23 dispose que la loi entrera en vigueur trois mois après la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article précédent. Il y aurait intérêt à ce que ces règlements fussent rendus dans un délai aussi réduit que possible. L'article 24 est relatif à l'application éventuelle de la loi en Algérie et dans les colonies et l'article 25 renferme une disposition transitoire accordant un délai de six mois pour se conformer aux dispositions de la loi, aux établissements principaux, succursales ou agences fonctionnant en France, antérieurement à la promulgation de la loi.

Telles sont, rapidement analysées, les dispositions du projet de loi qui vous est soumis. Nous ne reviendrons pas sur les critiques qu'on pourrait adresser à la portée trop modeste de ce texte au gré de certains.

Mais dès lors qu'on partait de ce principe qu'il ne s'agissait pas de faire de l'immatriculation au registre de commerce le critérium de la commercialité, mais simplement une mesure d'ordre en quelque sorte répondant à une idée de publicité, de centralisation de renseignements commerciaux, le texte qui vous est soumis réalise à n'en pas douter un progrès fort appréciable.

Il facilitera la probité et la sécurité dans les transactions commerciales; il permettra aussi d'être fixé exactement sur l'importance des sociétés étrangères et sur leur nationalité. Nous avons souffert trop souvent de l'absence de renseignements de ce genre pour ne pas en apprécier dès maintenant toute la valeur, et c'est

pourquoi nous vous demandons d'approuver sans modifications le texte ci-après:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il sera tenu, pour le ressort de chaque tribunal de commerce ou du tribunal civil qui en tient lieu, un registre du commerce.

Art. 2. — Le greffier du tribunal est chargé de tenir ce registre, sous la surveillance du président du tribunal ou d'un juge spécialement désigné chaque année par celui-ci.

Art. 3. — Dans ce registre :

1° Sont immatriculés les commerçants français ou étrangers ayant en France soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence; les sociétés commerciales françaises, les sociétés commerciales étrangères ayant une succursale ou une agence en France;

2° Sont portées les mentions relatives à ces commerçants ou à ces sociétés dont l'inscription est prescrite par la présente loi.

*Des commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal en France.*

Art. 4. — Tout commerçant doit, dans le mois de l'ouverture de son fonds de commerce ou de l'acquisition par lui faite d'un fonds de commerce, requérir du greffier du tribunal dans le ressort duquel ce fonds est exploité, son immatriculation dans le registre du commerce.

Le requérant remet au greffier une déclaration en double exemplaire, sur papier libre et signée de lui. Cette déclaration indique :

1° Le nom de famille et les prénoms du commerçant;

2° Le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme;

3° La date et le lieu de sa naissance;

4° Sa nationalité d'origine et, au cas où il a acquis une autre nationalité, le mode et la date de l'acquisition de celle-ci;

5° Dans le cas où il est étranger, la date du décret qui l'aurait autorisé à établir son domicile en France;

6° S'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, l'autorisation expresse de faire le commerce qui lui a été donnée en vertu des articles 2 et 4 du code de commerce;

7° Le régime matrimonial du commerçant dans les cas prévus par les articles 67 et 69 du code du commerce;

8° L'objet du commerce;

9° Les lieux où sont situées les succursales ou agences du fonds de commerce en France ou à l'étranger;

10° L'enseigne ou la raison de commerce de l'établissement;

11° Les noms de famille, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que la nationalité des fondés de pouvoir avec toutes les indications prescrites par les dispositions du 4° du présent article;

12° Les établissements de commerce que le déclarant a précédemment exploités ou ceux qu'il exploite dans le ressort d'autres tribunaux.

Le greffier copie, sur le registre du commerce, le contenu de la déclaration et remet au requérant un des deux exemplaires de celle-ci au pied duquel il certifie avoir opéré cette copie.

Art. 5. — Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce :

1° Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent;

2° Les jugements ou arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce du commerçant;

3° L'acte rétablissant la communauté dissoute par la séparation de corps ou de biens prévu par l'article 1451 du code civil;

4° Le nantissement du fonds de commerce, le renouvellement et la radiation de l'inscription du privilège du créancier gagiste;

5° Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employées par le commerçant;

6° Les jugements ou arrêts nommant un conseil judiciaire au commerçant inscrit ou prononçant son interdiction, ainsi que les jugements ou arrêts de mainlevée;

7° Les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire homologuant un concordat, en prononçant la résolution ou l'annulation, déclarant l'excusabilité, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, rapportant un jugement de clôture, les jugements ou arrêts prononçant la réhabilitation;

8° La cession du fonds de commerce.

Les inscriptions au registre du commerce sont requises par le commerçant dans les cas visés par les 1°, 3°, 5° et 8° du présent article; elles le sont par le greffier du tribunal ou de la cour qui a rendu les jugements ou arrêts à mentionner dans les cas visés par les 2°, 6° et 7° du présent article. Les inscriptions sont opérées d'office par le greffier quand le jugement a été rendu par le tribunal au greffe duquel est tenu le registre du commerce, ou quand il s'agit des mentions à faire en vertu du 4° du présent article 5.

*Des sociétés de commerce françaises.*

Art. 6. — Doivent être immatriculées dans le registre du commerce du siège social les sociétés commerciales françaises en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions et anonymes.

L'immatriculation doit être requise dans le mois de la constitution de la société, soit par les gérants, soit par les administrateurs.

Les requérants produisent au greffier du tribunal du siège social une déclaration en double exemplaire, sur papier libre, signée d'eux, en même temps qu'ils font le dépôt de l'acte de société prescrit par l'article 55 de la loi du 24 juillet 1867.

La déclaration mentionne :

1° Les noms et prénoms des associés autres que les actionnaires et commanditaires, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 4;

2° La raison sociale ou la dénomination de la société;

3° L'objet de la société;

4° Les lieux où la société a des succursales ou agences, soit en France, soit en pays étranger;

5° Les noms des associés ou des tiers autorisés à administrer, gérer et signer pour la société, des membres de conseils de surveillance des sociétés en commandite, la date et le lieu de leur naissance, ainsi que leur nationalité, avec les indications prescrites par le 4° de l'article 4;

6° Le montant du capital social et le montant des sommes ou valeurs à fournir par les actionnaires et commanditaires;

7° L'époque où la société a commencé et celle où elle doit finir;

8° La nature de la société;

9° Si elle est à capital variable, la somme au-dessous de laquelle le capital ne peut être réduit.

Art. 7. — Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce :

1° Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent;

2° Les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, ainsi que la nationalité des gérants administrateurs ou directeurs nommés pendant la durée de la société, des membres des conseils de surveillance des sociétés en commandite, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 4;

3° Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employées par la société.

L'inscription est requise par les gérants ou par les administrateurs en fonctions au moment où elle doit être faite;

4° Les jugements et arrêts prononçant la dissolution ou la nullité de la société;

5° Les jugements et arrêts déclarant la société en faillite ou en liquidation judiciaire, ainsi que les jugements et arrêts s'y rattachant mentionnés dans le 7° de l'article 5.

*Des commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal à l'étranger et une succursale ou une agence en France.*

Art. 8. — Tout commerçant français ou étranger ayant un établissement principal en pays étranger et une succursale ou agence en France, doit, dans le mois qui suit l'ouverture de cette agence ou succursale, se faire immatriculer au greffe du tribunal dans le ressort duquel cette agence ou succursale est située. La déclaration à faire par lui doit contenir toutes les mentions indiquées dans l'article 4 avec l'indication du lieu du principal établissement.

Doivent être aussi mentionnés sur le registre du commerce tous les faits énumérés dans l'article 5 et les jugements ou arrêts visés par cet article quand ils ont été rendus en France ou quand ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français.

*Des sociétés de commerce étrangères ayant une succursale ou une agence en France.*

Art. 9. — Toute société commerciale étrangère qui établit une succursale ou une agence en France est soumise à l'immatriculation dans le registre du commerce.

Avant l'ouverture de cette succursale ou agence, celui qui en prend la direction doit déposer au greffe du tribunal une déclaration sur papier libre en double exemplaire, signée de lui et contenant toutes les mentions prescrites par l'article 6 de la présente loi pour les sociétés françaises. Le déclarant y ajoutera ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que sa nationalité avec toutes les mentions prescrites par le 4° de l'article 4.

Toutes les mentions dont l'inscription est exigée par l'article 7 de la présente loi pour les sociétés françaises, doivent être inscrites sur le registre.

En cas de remplacement du directeur de la succursale, les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité du nouveau directeur, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 4, doivent être inscrits dans le registre du commerce.

*Du registre central du commerce.*

Art. 10. — Un registre central du commerce est tenu pour toute la France continentale à Paris, à l'Office national de la propriété industrielle. Le directeur de l'Office est chargé de tenir ce registre.

Les mentions à y porter sont transmises à l'office par le greffier qui a opéré l'inscription dans le mois de celle-ci.

Elles consistent seulement dans les nom, prénoms de chaque commerçant, dans le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme, avec indication de la date et du lieu de sa naissance, dans la raison sociale ou la dénomination de chaque société, avec une référence au registre du commerce dans lequel le commerçant ou la société a été immatriculé.

*Dispositions générales.*

Art. 11. — L'immatriculation est exigée dans tous les lieux où il existe des succursales ou agences. Mais il suffit que dans les registres du commerce de ces lieux, le commerçant ou la société ayant son siège social en France soit mentionné au registre du commerce sous son nom, sa raison sociale ou sa dénomination avec référence au registre du commerce de l'établissement principal ou du siège social.

Les commerçants et les sociétés étrangères ayant plusieurs succursales ou agences en France ne sont soumis aux dispositions des articles 8 et 9 que dans le lieu où est située la principale de ces succursales ou agences. Dans les lieux où se trouvent d'autres succursales ou agences, il suffit que le commerçant ou la société soit mentionné au registre du commerce dans les termes indiqués dans le précédent alinéa.

Art. 12. — Toute inscription sur le registre du commerce pour laquelle un délai n'a pas été fixé par les articles précédents doit être requise dans le mois, à partir de la date de l'acte ou du fait à inscrire. Le délai court pour les jugements et arrêts du jour où ils sont rendus.

Art. 13. — Toutes les immatriculations et inscriptions au registre du commerce ont lieu après une déclaration faite dans les formes prescrites par l'article 4, 2e et dernier alinéa.

Art. 14. — Le greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises que dans le cas

où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes mentions prescrites par la loi.

Il signale au président ou au juge chargé de la surveillance du registre, les inexactitudes qui lui paraissent avoir été commises dans les déclarations.

Art. 15. — Quand un commerçant cesse d'exercer son commerce ou vient à décéder sans qu'il y ait cession de son fonds de commerce ou quand une société est dissoute, il y a lieu à la radiation de l'immatriculation. Cette radiation est opérée d'office en vertu d'une décision du juge préposé à la surveillance du registre, si elle n'a pas été requise par le commerçant ou par ses héritiers ou ou par les gérants ou administrateurs de la société en fonctions au moment de sa dissolution

Art. 16. — Toute personne peut se faire délivrer par le greffier ou par le directeur de l'office national de la propriété industrielle une copie sur timbre de dimension des inscriptions portées sur le registre. Le greffier ou le directeur de l'office certifie, s'il y a lieu, qu'il n'existe point d'inscription.

La copie est certifiée conforme soit par le président du tribunal ou par le juge chargé de la surveillance du registre, soit par le directeur de l'office national de la propriété industrielle.

Art. 17. — Les copies délivrées par le greffier ne doivent pas mentionner :

1° Les nantissements du fonds de commerce quand l'inscription du privilège du créancier gagiste a été rayée ou est périmée pour défaut de renouvellement dans le délai de cinq ans, en vertu de l'article 23 de la loi du 17 mars 1909;

2° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire quand il y a eu réhabilitation judiciaire ou légale ;

3° Les jugements d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire lorsqu'il y a eu mainlevée.

Art. 18. — Est puni d'une amende de 16 fr. à 200 fr. tout commerçant, tout gérant ou administrateur d'une société française, tout directeur de la succursale d'une société étrangère qui ne requiert pas dans le délai prescrit les inscriptions obligatoires.

L'amende est prononcée par le tribunal de commerce sur la réquisition du président ou du juge chargé de la surveillance du registre du commerce, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Le tribunal ordonne que l'inscriptiou omise sera faite dans un délai de quinzaine. Si, dans ce délai, elle n'a pas été opérée, une nouvelle amende peut être prononcée.

Dans ce dernier cas, s'il s'agit de l'ouverture en France d'une succursale d'un établissement situé à l'étranger sans déclaration préalable, le tribunal peut ordonner la fermeture de cette succursale jusqu'au jour où la formalité omise aura été remplie.

Les greffiers qui ne se conformeront pas aux obligations que leur impose la présente loi seront soumis à des poursuites disciplinaires.

Art. 19. — Toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vue de l'immatriculation ou de l'inscription dans le registre du commerce est punie d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les coupables peuvent, en outre, être privés, pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, du droit de vote et d'éligibilité pour les tribunaux et chambres de commerce, pour les chambres des arts et manufactures et pour les conseils de prud'hommes.

Le jugement du tribunal correctionnel prononçant la condamnation ordonne que la mention inexacte sera rectifiée dans les termes qu'il détermine.

Art. 20. — L'article 463 du code pénal sera applicable aux délits prévus par l'article précédent.

Art. 21. — Les dispositions de la présente loi ne portent en rien atteinte aux dispositions des lois antérieures relatives à la publicité de faits, actes ou jugements concernant les commerçants et les sociétés de commerce ; elles demeurent en vigueur avec les sanctions y attachées.

Art. 22. — Des règlements d'administration publique détermineront les formes du registre du commerce, les émoluments dus au greffier et à l'office national de la propriété industrielle pour les inscriptions et pour la délivrance des extraits du registre et statueront sur toutes les mesures utiles à l'exécution de la présente loi.

L'émolument dû pour une immatriculation ou pour une inscription ne pourra excéder un franc.

Art. 23. — La présente loi entrera en vigueur trois mois après la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article précédent.

Art. 24. — Des règlements d'administration publique fixeront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable en Algérie et dans les colonies.

*Disposition transitoire.*

Art. 25. — Les dispositions précédentes s'appliquent dans le cas où les établissements principaux, succursales ou agences fonctionnaient en France antérieurement à la promulgation de la présente loi. Les commerçants, administrateurs ou gérants de sociétés et directeurs de succursales doivent s'y conformer dans un délai de six mois à partir de sa mise en vigueur.

## ANNEXE N° 424

(Session ord. — Séance du 14 décembre 1917.)

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (acquisitions de laines pour la fabrication du drap de troupe) par M. Capéran, sénateur.

Messieurs, en temps de paix, l'administration de la guerre n'avait à se pourvoir que des quantités de laine à matelas relativement peu importantes, nécessaires à assurer l'exécution du service de couchage. Elle s'est vue, du fait de la guerre, dans l'obligation de coopérer tout d'abord à l'achat des laines exigées pour une fabrication intensive du drap de troupe, des couvertures, etc., puis amenée par la force des choses à se réserver pour les laines indigènes le quasi-monopole des acquisitions ; elle dut faire en même temps d'énormes achats à l'étranger.

Au cours des deux premières années de guerre, l'ensemble des acquisitions de laine, non compris les frais accessoires d'achat, de transport et de lavage, dépassa 220 millions, dont 180 pour les laines exotiques.

La plupart de ces laines étant à l'état brut et très peu de fabricants de drap se trouvant pourvus des installations nécessaires à leur nettoyage et dégraissage, le service de l'intendance dut en outre assumer la tâche de faire laver ces laines avant de les répartir entre les fabricants.

Nous nous trouvons donc là en présence de toute une série de contrats importants qu'il était intéressant d'étudier.

Votre commission a eu par suite à examiner deux catégories de marchés :

Les marchés de laines ;

Les marchés de lavage de laines.

Elle a l'honneur d'exposer ci-après le résultat de cet examen pour lequel elle a adopté la méthode suivante :

Il lui a paru utile de résumer dans un chapitre préliminaire quelques généralités sur les laines et de rappeler ainsi en quelques mots la signification des principaux termes usités dans le commerce des laines.

Dans les chapitres suivants, après avoir comparé les besoins militaires avec les ressources nationales, elle a cherché à en déduire la part à demander aux importations. Elle a pu ainsi suivre et juger pas à pas l'élaboration et l'exécution du programme tracé par l'administration militaire pour ses acquisitions en France, en Afrique du Nord et à l'étranger.

Les trois derniers chapitres sont consacrés à l'étude des marchés de lavage et des mesures prises par le service de l'intendance pour assurer la surveillance et l'emploi de ses laines, leur emmagasinage et leur répartition.

### CHAPITRE Ier

### Généralités sur les laines.

Pour faciliter l'exposé qui va suivre, il convient de rappeler tout d'abord, en quelques lignes, les principales caractéristiques des laines susceptibles d'être mises en œuvre pour les besoins de l'armée et l'emploi qu'on leur destine.

A) *Caractéristiques des laines.*

La toison du mouton fournit des variétés de laines très nombreuses ; on peut toutefois les ramener a deux types distincts :

Laines mérinos, fines, douces, frisées, relativement courtes, provenant de moutons originaires des régions chaudes ;

Laines communes, plus ou moins longues, d'aspect lisse et brillant, en provenance d'animaux originaires des régions froides.

Entre les deux types extrêmes se classe toute une série de variétés de qualités et par suite de valeurs très diverses, dites laines croisées provenant du mélange des races et de leur adaptation au climat de la région d'élevage. C'est ainsi qu'après la laine mérinos, on distingue par ordre de valeur dégressive : la qualité prima ou prime croisée, puis la série des croisés moyens catalogués croisés 1, 2, 3, 4, puis enfin des qualités inférieures cataloguées qualités n° 5, etc...

Dans chacune de ces diverses catégories, on distingue d'autre part les laines :

1° D'après les conditions où elles ont été récoltées :

Les laines-mères qui proviennent de la tonte des animaux adultes et vivants ;

Les laines d'agneau, récoltées avant l'âge adulte et qui sont plus courtes et plus molles que les précédentes ;

Les laines pelades ou laines de peau prises sur des animaux abattus ou morts de maladie et que l'on répartit encore suivant que le délainage a eu lieu par un procédé chimique (séjour des peaux dans l'eau de chaux, etc.) ou par un procédé mécanique (rasoir, ciseaux, etc.). Ces laines sont, en général, énervées et d'une résistance moindre.

2° D'après leur couleur :

Laines blanches, laines noires ou burelles. Laines beiges, etc. ;

3° D'après les défauts qu'elles présentent :

Les laines dites jarreuses, c'est-à-dire contenant des poils grossiers, durs et cornés, sans propriétés feutrantes et réfractaires à la teinture. Les laines crineuses qui présentent des défauts à peu près analogues. Les laines chardonneuses, crotteuses, etc. ;

4° D'après l'état où elles se trouvent au moment de l'achat :

Laines en suint, c'est-à-dire telles qu'elles tombent du mouton, avec toutes les impuretés de la bergerie ou du pâturage, qui s'ajoutent au suint proprement dit.

Laines lavées à dos, préalablement débarrassées avant la tonte, par les soins du propriétaire du troupeau et généralement par un lavage à la rivière, des impuretés les plus grossières.

Laines lavées à chaud, provenant de toisons lavées d'une manière plus ou moins complète après la tonte, dans des lavoirs spéciaux.

En général, le commerce des laines se fait surtout avec les laines en suint, et c'est après un examen, la plupart du temps assez rapide, que l'acheteur devra formuler ses offres de prix ou apprécier les prétentions du vendeur. Or, le prix des laines en suint est extrêmement variable, non seulement à cause de la variété des laines et des différences de qualité dans chaque espèce, mais aussi et surtout en raison des rendements très différents que peut donner une même qualité, ces rendements dépendant, en effet, de la quantité plus ou moins grande d'impuretés recueillies par la toison, suivant la nature du sol et le milieu dans lequel l'animal vit ou a vécu. D'autre part, par suite de son affinité pour l'eau, la laine, qu'il s'agisse de laine en suint ou de laine lavée, peut, suivant les circonstances atmosphériques, suivant les manipulations qu'elle a subies et suivant l'état des locaux où elle a été emmagasinée, présenter des écarts de poids très importants.

Il faut donc que l'acheteur soit parfaitement initié puisqu'il doit pouvoir apprécier presque au premier coup d'œil la valeur de la laine qu'on lui présente, c'est-à-dire le rendement dont cette laine est susceptible après qu'elle aura été lavée à fond et ramenée à un certain pour cent normal d'humidité. Et c'est sur ce

prix en lavé à fond, bien qu'il n'apparaisse pas dans les transactions, que se basent en réalité tous les marchés de laine. Le fait, par exemple, qu'un lot de laine croisé moyen en suint a été payé 2 fr. 20 le kilogr. ne nous apprendra rien, si nous ne savons pas d'autre part que son rendement en lavé à fond a été estimé à 38 p. 100. Avec ce renseignement complémentaire, nous savons, au contraire, que la valeur de cette laine est de 2 fr. 20: 0,38 soit 5 fr. 79 au kilogr. en lavé à fond et nous pouvons faire toutes comparaisons utiles avec d'autres marchés et avec les cours de l'époque.

Quoi qu'il en soit et quelle que puisse être la compétence des experts ou des commissionnaires chargés d'examiner et d'apprécier les lots, il est bien évident que leur estimation sera toujours plus ou moins empirique et, quel que soit leur coup d'œil professionnel, sujette à erreur; en général, quand ces commissionnaires opèrent pour leur propre compte et même pour le compte de l'Etat, ils auront une tendance, afin d'éviter tout reproche lors de la vérification de leurs expertises, à taxer les lots plutôt au-dessus de leur valeur réelle.

Lorsqu'il s'agit d'opérations d'achat ou de vente, une erreur d'estimation dans un sens ou dans l'autre n'a d'ailleurs pas une bien grand importance, le vendeur restant libre de débattre et de refuser le prix qui lui est offert.

S'il s'agit, au contraire, d'établir une comptabilité rigoureusement exacte en doit et avoir, ce qui est le cas, par exemple, lorsque l'Etat remet un stock de laine en suint à un entrepreneur de lavage ou un stock de laine lavée à un tisseur, il importe, pour que les intérêts des contractants ne puissent être lésés, que chacun d'eux sache exactement l'un ce qu'il donne, l'autre ce qu'il reçoit et, par suite, ce qu'il devra rendre.

Dans des tractations de ce genre, pour lesquelles on ne saurait se contenter d'une estimation plus ou moins précise, on détermine le rendement rigoureusement exact en lavé à foud au moyen de deux opérations essentielles: le conditionnement et le décreusage.

Le conditionnement a pour but de déterminer mathématiquement le chiffre qui doit servir de base à tous les calculs en poids concernant le lot de laine qui fait l'obet du contrat. Il consiste à fixer le poids absolument sec de la matière dont se compose le lot, puis à ajouter à ce poids celui d'une quantité d'eau déterminée correspondant à celui que contient une laine à l'état normal. La quantité d'eau ainsi ajoutée constitue ce qu'on appelle la « reprise »: le taux de reprise des laines lavées à fond aussi bien que des laines effilochées a, dans la pratique, été fixé conventionnellement à 17 p. 100. C'est cette proportion d'humidité qui est, par suite, spécifiée dans les marchés de lavage et de tissage passés par l'Etat avec les entrepreneurs auxquels il remet les laines et c'est sur une laine ainsi conditionnée à 17 p. 100 que s'établira entre l'Etat et ses contractants la balance du doit et de l'avoir.

Dans la pratique, l'opération du conditionnement ne se fait pas sur la totalité du lot; on se contente d'opérer sur un certain nombre d'échantillons de 300 à 400 grammes prélevés autant que possible de telle sorte qu'ils représentent la moyenne de la marchandise.

Les échantillons contenus dans des éprouvettes sont desséchés à l'absolu dans une étuve à 120 degrés, puis pesés au moyen d'une balance de précision.

Le décreusage a pour but de permettre de calculer la perte de poids qu'aura subie la laine lorsqu'elle aura été débarrassée, d'une manière aussi parfaite que possible, de toutes les matières grasses et terreuses qui la souillent. Ces impuretés sont enlevées par trempage, dissolution, émulsion et combinaison dans une série de bains d'eau chaude tantôt pure, tantôt additionnée d'acide chlorhydrique ou de carbonate de soude. La matière traitée est ensuite, comme précédemment, parfaitement essorée.

En comparant le poids de la laine absolument sèche obtenue après l'opération du conditionnement au poids de la même laine après décreusage, on aura la quantité de la matière grasse qui s'y trouvait contenue.

Dans les marchés passés par l'Etat, une des clauses du contrat indique la quantité de matières grasses que peut contenir les laines qu'il remet ou qu'il reçoit: cette quantité varie suivant les cas de 1 1/2 à 3 p. 100. La proportion de 3 p. 100 doit être considérée comme un maximum; si elle était dépassée, la laine ne pourrait pas être teinte dans de bonnes conditions.

Pour obtenir le rendement d'une laine avec une précision absolue, il ne resterait plus qu'à déterminer le pour cent des impuretés végétales ou animales que le décreusage n'a pu faire disparaître et qui ne pourraient être éliminées que par des procédés mécaniques. La détermination de ce rendement final rentre dans la pratique courante de la filature, et dans les contrats, il est éventuellement tenu compte de ces dernières impuretés.

### B) *Emploi des laines.*

En principe, l'emploi des laines diffère suivant leur type, leur catégorie et leur qualité dans la catégorie.

Les laines mérinos, et particulièrement les laines mérinos longues, dites hautes laines et 3/4 de laines, sont mises à part pour être peignées, et le peigné est, en général, réservé pour le tissage des étoffes solides en même temps que légères: on ne l'utilise donc pas normalement pour la fabrication du drap de troupe. L'utilisation des blouses qui sont les parties courtes et duveteuses provenant de l'opération du peignage des laines est, en principe, interdite par le cahier des charges qui régit la fabrication du drap de troupe.

Théoriquement, le drap de troupe doit être tissé avec des fils provenant de laines-mères blanches, correspondent aux types croisés numéros 3 et 4 de Roubaix. Les croisés numéros 1 et 2 sont d'ailleurs parfaitement propres à faire d'excellent drap de troupe, mais ces laines étant de qualité plus fine, sont naturellement plus chères. Exceptionnellement, on pourra employer à la fabrication le croisé numéro 5 après l'avoir préalablement amélioré par un mélange convenable avec une des qualités supérieures. Toutes les laines affectées au tissage du drap de troupe sont cardées dans des conditions déterminées par une notice annexée au cahier des charges.

Les laines bureltes ainsi que les laines jarreuses sont réservées à la fabrication des couvertures ainsi que des feutres.

Quant aux laines-renaissances ou effilochages, qui proviennent de la désagrégation d'étoffes en laine au moyen de loups ou de cardes qui en déchiquettent le tissu, leur emploi est rigoureusement interdit par le cahier des charges. Nous ne pouvons cependant nous abstenir de les mentionner; car, malgré cette interdiction, elles ont été, en fait, depuis la guerre, admises exceptionnellement dans la fabrication de certains draps et nous estimons même qu'il y aurait intérêt, à plusieurs points de vue, à en étendre l'emploi.

## CHAPITRE II

## La situation au cours des deux premières années de guerre.

### A) *Les besoins en laine.*

Dans une réponse, en date du 18 octobre 1915, faite à une question qui lui avait été posée par notre honorable président, M. Milliès-Lacroix, alors rapporteur du budget de la guerre auprès de la commission des finances du Sénat, l'administration de la guerre indiquait que les besoins militaires en laine lavée s'élevaient à environ 2,200 tonnes par mois.

Si on rapproche cette indication du programme de fabrication du drap de troupe où les nécessaires sont fixés mensuellement à 1,750,000 mètres et si l'on tient compte de ce fait qu'il faut environ 1,040 grammes (1) de laine lavée à fond pour fabriquer un mètre de drap, on constate que sur les 2,200 tonnes réclamées par l'administration militaire, 1,800 devront être réservées à l'industrie du drap de troupe, le reste, soit 400 tonnes, étant attribué en deux portions à peu près égales, l'une à la bonneterie, à la coiffure (chéchias et bérets) et aux tissus divers (bandes molletières et flanelles) et l'autre à la confection des couvertures et pour une faible part à la matelasserie.

Ces besoins correspondent, pour l'année entière, à un nécessaire d'environ 27,000 tonnes en laine lavée à fond, dont 21,600 tonnes, prélevées sur les laines de la meilleure qualité, doivent être réservées pour la fabrication du drap de troupe.

(1) En réalité, cette proportion de 1,040 grammes de laine lavée à fond paraît exagérée et l'expérience acquise tendrait à faire adopter pour les marchés actuellement en cours une quantité de un kilogr. de laine pour un mètre de drap, cette quantité ayant été reconnue comme amplement suffisante. Dans les calculs qui suivent c'est néanmoins la quantité de 1,040 grammes que nous avons adoptée, car c'est celle qui a servi de base aux contrats que nous aurons à examiner lorsque nous procéderons à l'étude des marchés de drap.

### B) *Les ressources nationales.*

D'après les renseignements fournis par l'administration de la guerre en avril 1915 à la commission de l'armée de la Chambre des députés, les magasins administratifs ne disposaient, au 1er août 1914, que d'un faible approvisionnement de laine destiné à la fabrication des matelas et traversins. Ces magasins ne contenaient aucune laine pour la fabrication du drap, la charge de se procurer cette matière première incombant entièrement aux fabricants titulaires des marchés de drap.

La quantité de laine existant chez les fabricants était approximativement, au moment de la mobilisation de 4,000 tonnes (en lavé à fond).

Les stocks existant chez les autres détenteurs de laine pouvaient être, à la même époque, évalués à environ 4.000 tonnes (en lavé à fond). Cette estimation laissait, bien entendu, en dehors du total les stocks de la région Roubaix-Tourcoing qui tombèrent, pour la plus grande partie aux mains des Allemands. Lors de la déclaration de guerre, les stocks de la région du Nord avaient d'ailleurs déjà subi d'importants prélèvements, car, d'après un rapport qui fut adressé le 16 août 1914 par la première sous-intendance de Lille, il avait été acheté sur la place de Tourcoing, quelques semaines avant la mobilisation, plus de 2.000 tonnes de laine, lesquelles furent expédiées sur Anvers soi-disant à destination des Etats-Unis et, en réalité, à destination de l'Allemagne.

Il pouvait donc y avoir, en août 1914, sur le territoire national, un disponible en laine lavée d'environ 8.000 tonnes constitué soit par des importations antérieures à la mobilisation, soit par des reliquats de la tonte de 1914 ou des années antérieures.

Telles étaient les ressources du moment présent; quant à celles que l'on pensait pouvoir, pour l'avenir, tirer du sol national, elles étaient représentées par le produit de la tonte de 1915 et des années suivantes.

Dans la réponse précitée en date du 18 octobre 1915, faite à l'honorable M. Milliès-Lacroix, l'administration militaire évaluait comme il suit les ressources annuelles en laine du territoire national :

« En temps de paix, la production de la tonte française atteignait annuellement 40 à 45.000 tonnes de laine en suint. En raison de l'état de guerre, par suite de la diminution du cheptel et de l'envahissement de la région du Nord, cette production s'est trouvée réduite à 30.000 tonnes environ. Sur ces 30,000 tonnes, 7 à 8.000 tonnes sont impropres à la fabrication du drap de troupe, reste donc environ 22 à 23,000 tonnes qui, au rendement de 40 p. 100 peuvent produire 9,000 tonnes de laine lavée ».

Ces chiffres paraissent être très voisins de la réalité et nous croyons pouvoir les adopter comme base de calcul,

On peut évaluer, en effet, à environ 16 millions de têtes au minimum la population ovine de la France au début de l'année 1914. Notre troupeau s'est trouvé réduit des 2 ou 3 millions d'ovins stationnés sur les territoires occupés par l'ennemi; il a pu en outre se trouver quelque peu diminué par des prélèvements anormaux effectués depuis la guerre; on peut donc admettre qu'il compte encore aujourd'hui environ 12 millions de têtes.

En tablant par toison, sur un poids moyen de 2 kilogr. 500, la récolte normale de la laine en suint s'élève effectivement à 30 millions de kilogr. susceptibles de produire 12,000 tonnes en lavé à fond, dont 12 p. 100 environ, soit 1,500 tonnes, ne peuvent servir, en deux portions sensiblement égales, qu'à la confection des couverture ou à la matelasserie.

Il ne resterait, en définitive, que 10,500 tonnes susceptibles d'être consacrées à l'industrie du drap. Dans ce reliquat il convient toutefois de faire encore une sous-répartition en

éliminant environ 8 0/0 de laines plus fines ou plus longues qui sont à réserver pour le peignage et la confection de draps légers ou d'articles de bonneterie. Rien, d'ailleurs, ne s'opposerait à ce que, en cas de besoin, ces laines de choix ne trouvent leur emploi dans la fabrication du drap de troupe, mais il est bien évident qu'un pareil emploi constituerait, au point de vue économique, une opération assez contestable. Cette réserve faite, nous pouvons dire, d'accord avec le service de l'intendance, qu'une exploitation méthodique des ressources du territoire est capable de fournir un appoint annuel de 9,600 tonnes propres à la fabrication du drap de troupe (1).

Les laines en provenance de nos colonies de l'Afrique du Nord ne sont pas comprises dans les chiffres qui précèdent et l'administration de la guerre ne semble pas, du moins à cette époque, avoir fait entrer en ligne de compte les ressources, bien loin pourtant d'être négligeables, qu'elle aurait pu en tirer. Ces ressources, qui représentent un contingent annuel d'au moins 3,000 tonnes en lavé à fond, et dont l'appoint aurait diminué d'autant la part à faire à l'importation, nous paraissent avoir été insuffisamment exploitées, surtout au début de la guerre.

Nous reviendrons sur cette question en étudiant les acquisitions de laines faites en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

Si, en nous limitant pour le moment aux seuls besoin de la fabrication du drap, nous mettons en face de ces besoins les ressources en laines métropolitaines propres à cette fabrication, nous constatons que le territoire français ne pourra nous fournir annuellement que 9,600 tonnes sur les 21,600 tonnes nécessaires et qu'un supplément de 12,000 tonnes devra provenir de l'extérieur.

Hâtons-nous d'ajouter que cette conclusion est d'ailleurs essentiellement théorique. En admettant, en effet, que les évaluations qui précèdent soient exactes, il ne s'ensuit pas que les 9,600 tonnes de laine de France, si elles existent, puissent être effectivement réunies, qu'aucun stock ne puisse être soustrait aux achats pour une cause quelconque et tout particulièrement qu'aucune laine utilisable pour les besoins de l'armée ne sorte de France.

Si même nous étions assurés de disposer de la totalité de ces 9,600 tonnes, nous ne nous trouverions pas pourvus, *ipso facto*, des 9 millions 200,000 mètres de drap qu'elles doivent permettre de tisser. Il nous faudrait avoir, en outre, le nombre de métiers correspondant au tissage de ces laines avec la main-d'œuvre qu'ils réclament; si ces métiers n'existent pas ou ne peuvent être mis en marche, une partie de nos laines restera inemployée et l'acquisition de cette partie deviendra dès lors inutile.

Si même nous disposions du nombre de métiers nécessaires et de tout la main-d'œuvre voulue, la question ne se trouverait pas encore complètement résolue; il faudrait, en effet, qu'une répartition convenable des stocks de laine entre les divers centres de fabrication du drap fût assurée en temps utile et qu'il ne se produisît de ce chef ni à-coups, ni temps d'arrêt.

Ce sera donc en réalité, les progrès et les fluctuations de la fabrication du drap qui régleront les besoins en laine; aussi, est-il impossible de procéder à une étude d'ensemble des achats de laine sans étudier parallèlement, tout au moins dans leurs grandes lignes, les phases par lesquelles a passé depuis le début de la guerre la fabrication du drap de troupe.

Ceci nous montre, en même temps, combien le problème à résoudre pour le service de l'intendance était, à plusieurs points de vue, complexe et il convient de ne pas oublier cette complexité maintenant que, quittant le domaine théorique, nous allons examiner les mesures d'exécution.

. . . . . .

C) *Mise en œuvre des ressources.*

En fait, la production du drap paraît avoir été entravée dans ses débuts, plutôt par l'insuffisance du nombre des métiers travaillant pour l'armée que par le manque de laine et c'est une raison de plus pour que nous prenions la production en drap comme point de départ des besoins en laine.

Nous avons vu, en effet, qu'au moment de la déclaration de guerre, il pouvait y avoir sur le territoire national un disponible en lavé à fond de 8.000 tonnes, dont la moitié environ se trouvait déjà à pied d'œuvre chez les fabricants. Si donc on eût eu immédiatement sous la main les métiers nécessaires, on eût pu tisser avec cette laine les 7 millions de mètres de drap correspondant aux besoins de quatre mois, c'est-à-dire qu'on eût été largement pourvu jusqu'à fin novembre 1914. Il suffisait par conséquent de demander à l'extérieur un appoint de 1,800 tonnes de laine en lavé à fond pour assurer la satisfaction complète des besoins en drap de l'année 1914, lesquels se montaient à 8,750,000 mètres.

Or, ainsi que le fait ressortir le tableau suivant, dont les données ont été extraites des renseignements qu'a bien voulu fournir à votre commission, le 3 février 1917 (n° 2711 5/5), M. le sous-secrétaire d'état à la guerre, les fabricants de drap du territoire national ne sont arrivés à produire du 1er août au 31 décembre 1914 que 4,708,000 mètres de drap pour la fabrication desquels il n'a été fait emploi que de 4,896 tonnes de laine.

(1) Ces chiffres, on le voit, s'appliquent uniquement aux laines-mères indigènes. Il est, en effet, nécessaire de réserver la part indispensable à la satisfaction des besoins de la population civile; cette part se trouve ainsi constituée par les laines de peaux (indigènes ou importées), les laines de choix et la plus grande partie des effilochages provenant des chiffons de laine de toute nature.

*Quantités de laines mises en œuvre par les fabricants de drap du 1er août au 31 décembre 1914.*

| RÉGIONS PRODUCTRICES | MÈTRES de drap fabriqués en 1m40 de largeur. | KILOGRAMMES de laine correspondants. | ORIGINE DES LAINES APPROVISIONNÉES | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Achetées par les fabricants. | fournies par la guerre | |
| | | | | employées au 31 décembre. | non employées au 31 décembre. |
| 3e région | 1.403.541 | 1.459.683 | » | 1.459.683 | 128.434 |
| 5e — | 161.111 | 167.555 | 167.555 | » | » |
| 9e — | 397.067 | 412.950 | 388.149 | 24.801 | » |
| 12e — | 279.907 | 291.103 | 2.254 | 288.849 | » |
| 13e — | 4.825 | 5.018 | 5.018 | » | » |
| 14e — | 1.116.646 | 1.161.312 | 477.723 | 683.589 | » |
| 16e — | 1.207.329 | 1.255.622 | 1.255.622 | » | » |
| 17e — | 122.947 | 127.865 | » | 127.865 | » |
| 18e — | 14.747 | 15.337 | 15.337 | » | 181.529 |
| Totaux | 4.708.120 | 4.896.445 | 2.311.658 | 2.584.787 | 309.963 |

Il ressort de ce tableau que sur ces 4,896 tonnes, 2,311 furent fournies par les fabricants eux-mêmes, soit par prélèvement sur leurs réserves, soit par achats dans le commerce, et que l'Etat leur céda 2,894 tonnes dont 2,584 avaient pu être transformées en drap au 31 décembre 1914.

Hâtons-nous de dire que ces diverses déductions n'ont pas, bien entendu, un caractère mathématique, notamment quant à la proportion des laines fournies par les fabricants et de celles livrées par l'Etat. Cette proportion a dû, dans la réalité, différer quelque peu des indications présentées par le tableau en raison des stocks dont certains fabricants disposaient lors de la mobilisation et des mélanges qu'ils ont été autorisés à effectuer entre leurs propres laines et les laines de l'Etat en vue de réaliser les conditionnements répondant à la qualité du drap à fabriquer. En outre, l'administration de la guerre s'est vue, sous la pression des circonstances et par dérogation aux prescriptions du cahier des charges, dans l'obligation d'admettre parfois le mélange de la laine-mère avec de la laine de peau ainsi que l'emploi des blousses et de laines d'effilochage.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que deux mois au moins sont nécessaires pour que le fabricant qui reçoit de la laine en suint puisse transformer cette laine en drap fini. Il est donc certain que le 31 décembre 1914 des quantités de laines plus ou moins importantes étaient en cours de transformation dans les usines et ne figurent pas dans le tableau qui précède.

Les conclusions qui découlent de nos statistiques ne doivent pas être prises au pied de la lettre et on ne saurait les accueillir que dans leur ensemble: elles donnent cependant sur la situation générale un aperçu très suffisamment exact. Elles font nettement ressortir, par exemple, que des trois plus grands centres de fabrication des draps, l'un, celui de la 3e région, a dû être alimenté, sinon totalement, du moins presque totalement en laines cédées par l'Etat; que celui de la 16e région s'est complètement pourvu par ses propres moyens et, qu'enfin celui de la 14e région a fourni presque autant de laine qu'il en a reçu lui-même de l'Etat. Tout en nous renseignant sur l'emploi, la répartition et la consommation des laines, elles nous permettent de mesurer l'importance

des acquisitions faites par l'administration de la guerre en 1914.

Quant à leur origine, les 2.894 tonnes de laine qui ont été ainsi cédées par l'Etat à l'industrie se répartissent comme il suit :

| | | |
|---|---|---|
| Achats à l'intérieur..... | 890 | tonnes. |
| Réquisitions..... | 115 | — |
| Achats à l'étranger..... | 1.889 | — |

Nous ne nous arrêterons pas ici sur le déficit de 4 millions de mètres de drap qui résultait de la situation que nous venons d'exposer, cette question rentrant dans le cadre des études sur les marchés de drap; notons seulement en passant que l'administration de la guerre parvint à le combler en grande partie à l'aide d'expédients : achats à l'intérieur de draps non réglementaires et de velours, achats de draps étrangers.

En tous cas, il y a lieu d'en déduire que, à la fin de 1914, les stocks de laine existant sur le territoire national ne se trouvaient pas épuisés en totalité et que, compte tenu des besoins des fabriques de draps civils, qui sont plutôt alimentées en laines de peaux et dont beaucoup avaient d'ailleurs cessé de fonctionner, il pouvait rester encore un disponible de 4 à 5,000 tonnes.

Ainsi que le fait ressortir le tableau ci-après, la production du drap de troupe a suivi, au cours du 1er semestre 1915, une marche nettement ascendante et, si l'on admet que le déficit de 1914 a pu être totalement comblé grâce aux expédients employés, on voit que les besoins du semestre, qui se montaient à 10,500,000 mètres ont même été légèrement dépassés par la production des usines et il convient de rendre ici hommage au zèle déployé et à la méthode suivie par le service de l'intendance en vue d'obtenir cet heureux résultat.

Aux 11 millions de mètres de drap ainsi fabriqués correspondent théoriquement 11,469 tonnes de laines, dont 6,096 furent achetées par les fabricants eux-mêmes et 5,373 leur furent procurées par l'Etat.

*Quantités de laines mises en œuvre par les fabricants de drap au cours du 1er semestre 1915.*

| RÉGIONS PRODUCTRICES | MÈTRES de drap fabriqués. | KILOGRAMMES de laine correspondants. | ORIGINE DES LAINES APPROVISIONNÉES | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Achetées par les fabricants. | Fournies par la guerre | |
| | | | | employées au 30 juin. | non employées au 30 juin. |
| Région nord..... | 1.003 | 1.043 | 1.043 | » | » |
| 3e région..... | 3.251.514 | 3.331.575 | 1.813.627 | 1.567.948 | » |
| 5e — ..... | 517.327 | 538.020 | 461.648 | 76.372 | » |
| 9e — ..... | 788.879 | 820.434 | 311.983 | 503.451 | » |
| 11e — ..... | 24.300 | 25.272 | 25.272 | » | » |
| 12e — ..... | 664.583 | 680.766 | 5.720 | 675.046 | » |
| 13e — ..... | 14.211 | 14.779 | 14.779 | » | » |
| 14e — ..... | 2.474.250 | 2.573.220 | 503.897 | 2.069.323 | » |
| 15e — ..... | 5.127 | 5.332 | 5.332 | » | » |
| 16e — ..... | 2.856.413 | 2.970.670 | 2.913.750 | 56.920 | » |
| 17e — ..... | 402.246 | 418.336 | » | 418.336 | 208.308 |
| 18e — ..... | 37.762 | 39.272 | 39.272 | » | » |
| Totaux..... | 11.027.615 | 11.468.719 | 6.096.323 | 5.372.396 | 208.308 |

Au cours du 2e semestre 1915, la production en drap continue à progresser et les besoins se trouvent, cette fois, nettement dépassés.

*Quantités de laines mises en œuvre par les fabricants de drap au cours du 2e semestre 1915.*

| RÉGIONS PRODUCTRICES | MÈTRES de drap fabriqués. | KILOGRAMMES de laine correspondants. | ORIGINE DES LAINES APPROVISIONNÉES | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Achetées par les fabricants. | Fournies par la guerre | |
| | | | | employées au 31 décembre. | non employées au 31 décembre. |
| Région Nord..... | 4.004 | 4.164 | 4.164 | » | » |
| 3e région..... | 3.708.466 | 3.856.805 | 2.879.512 | 977.293 | » |
| 5e — ..... | 515.780 | 536.411 | 370.591 | 165.820 | » |
| 9e — ..... | 899.898 | 935.894 | 641.745 | 294.149 | » |
| 11e — ..... | 46.311 | 48.163 | 48.163 | » | » |
| 12e — ..... | 722.723 | 751.632 | 12.963 | 738.669 | » |
| 13e — ..... | 16.566 | 17.229 | 17.229 | » | » |
| 14e — ..... | 2.833.430 | 2.946.767 | 402.515 | 2.544.252 | » |
| 15e — ..... | 6.234 | 6.483 | 6.483 | » | » |
| 16e — ..... | 3.367.205 | 3.501.893 | 2.943.634 | 558.259 | » |
| 17e — ..... | 691.289 | 722.061 | » | 722.061 | 26.594 |
| 18e — ..... | 41.231 | 42.880 | 10.343 | 32.537 | » |
| Totaux..... | 12.856.137 | 13.370.382 | 7.337.342 | 6.033.040 | 26.594 |

On est, en effet, arrivé à produire 12,856,000 mètres de drap représentant un excédent de 2,356,000 mètres par rapport aux besoins.

Cette production a absorbé 13,370 tonnes de laine, dont 7,337 furent réunies par les fabricants et 6,033 achetées par l'Etat.

Les fabriques de la 3e région qu'il avait fallu complètement alimenter en 1914, ont pu se procurer au moins la moitié de leurs matières premières pendant le premier semestre 1915 et les deux tiers pendant le deuxième semestre. Celles de la 16e région qui ont continué à se

pourvoir elles-mêmes à peu près totalement au début de 1915, comme en 1914, ont dû être un peu aidées à la fin de 1915. Celles de la 14e région qui, en 1914, avaient participé pour une moitié à l'achat des laines, ne purent se procurer elles-mêmes, en 1915, que le cinquième de leurs besoins.

Pour l'ensemble de l'année 1915, le service de l'intendance dut, au total, acheter 11,640 tonnes de laines en lavé à fond. D'après les renseignements qui ont été fournis par ce service à votre commission l'origine de ces laines a été la suivante :

| | |
|---|---|
| Achats à l'intérieur..... | 1.196 tonnes. |
| Réquisitions..... | 232 tonnes. |
| Achats à l'étranger..... | 10.212 — |

Au cours de ces dix-sept premiers mois de guerre, la production en drap des fabriques nationales s'est élevée à 28,592,000 mètres ne présentant qu'un déficit de 1,158,000 mètres par rapport aux besoins qui se montaient à 29.750.000 mètres. Or, ce déficit, qui s'était produit dès 1914, fut, nous l'avons vu, en partie comblé par des achats de velours et de draps non réglementaires, et si l'on ajoute qu'au cours de ces dix-sept mois, l'administration de la guerre acheta à l'étranger environ 22 millions de mètres de drap, on peut en conclure qu'à la fin de l'année 1915, le service de l'intendance disposait dans ses magasins d'une réserve de draps correspondant sensiblement aux besoins d'une année.

L'importance de cette réserve, qui n'avait pas échappé à l'attention du service de l'intendance, devait naturellement amener ce service à diminuer quelque peu la production des tissages nationaux au cours de l'année 1916 et à mettre radicalement fin aux importations de draps étrangers; aussi, comme on peut s'en convaincre par les chiffres du tableau ci-après, la production au cours du premier semestre de l'année 1916 fut-elle strictement limitée à la hauteur des besoins normaux.

| RÉGIONS PRODUCTRICES | MÈTRES de drap fabriqués. | KILOGRAMMES de laine correspondants. | ORIGINE DES LAINES APPROVISIONNÉES | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Achetées par les fabricants. | Fournies par la guerre | |
| | | | | employées au 30 juin. | non employées au 30 juin. |
| Région Nord..... | 14.885 | 15.480 | 7.080 | 8.400 | » |
| 3e région..... | 2.559.314 | 2.661.687 | 1.423.889 | 1.237.798 | » |
| 5e — ..... | 537.539 | 559.040 | 455.003 | 104.037 | » |
| 9e — ..... | 714.169 | 742.736 | 80.403 | 662.333 | » |
| 11e — ..... | 33.811 | 35.163 | 35.163 | » | » |
| 12e — ..... | 587.245 | 610.735 | » | 610.735 | 38.966 |
| 13e — ..... | 14.082 | 14.645 | 13.512 | 1.133 | » |
| 14e — ..... | 2.310.011 | 2.402.443 | 653.524 | 1.748.919 | » |
| 15e — ..... | 4.321 | 4.494 | 4.494 | » | » |
| 16e — ..... | 3.001.132 | 3.121.177 | 1.603.138 | 1.518.039 | » |
| 17e — ..... | 697.117 | 725.002 | 300.051 | 424.951 | » |
| 18e — ..... | 20.642 | 21.468 | 21.468 | » | » |
| Totaux..... | 10.494.298 | 10.914.070 | 4.597.725 | 6.316.345 | 38.966 |

Il fut tissé au cours de ce semestre 10,494,000 mètres de drap alors qu'il en fallait 10,500,000 : on ne saurait serrer de plus près la réalisation d'un programme.

Dans l'ensemble, les laines furent fournies en partie sensiblement égales par les fabricants et par l'Etat — l'origine des 6,355 tonnes de laine approvisionnées par l'Etat se répartissant comme suit :

| | |
|---|---|
| Achats à l'intérieur..... | 718 tonnes. |
| Réquisitions ..... | 30 — |
| Achats à l'étranger..... | 2.524 — |

A ce premier total de 3,272 tonnes, il convient d'ajouter 3,083 tonnes (en lavé à fond) de la tonte de 1916 dont la réquisition générale avait été décidée et que le service de l'intendance avait déjà pu recueillir au cours du deuxième trimestre 1916.

A la date du 30 juin 1916, l'administration de la guerre avait d'autre part acheté environ 54 tonnes de laines-renaissances.

Enfin, en dehors des 14,655 tonnes de laines étrangères qu'il avait déjà remises aux fabricants de draps, le service de l'intendance avait encore acquis par les soins de ses comités d'achat environ 8.000 et quelques tonnes (en lavé à fond) de laines exotiques dont 2,000 tonnes étaient en cours de traitement chez les laveurs et 6,000 se trouvaient soit dans les magasins, soit en stock flottant, soit en instance d'embarquement dans les ports étrangers.

Pour les deux premières années de guerre, le bilan des opérations relatives à l'acquisition des laines au compte de l'Etat et de l'emploi de ces laines se traduit, en définitive, comme il suit :

**Acquisition des laines.**

| | |
|---|---|
| Achats à l'intérieur..... | 2.805 tonnes. |
| Réquisitions au jour le jour. | 350 — |
| Réquisition générale de la tonte de 1916 au cours du deuxième semestre 1916..... | 3.083 — |
| Achat de laines-renaissances. | 54 — |
| Achat de laines exotiques... | 22.730 — |
| | 29.022 tonnes. |

**Emploi des laines.**

Laine remise aux fabricants pour la fabrication du drap ;

| | |
|---|---|
| En provenance du marché de l'intérieur..... | 6.238 tonnes. |
| De provenance exotique..... | 14.655 — |
| Stock emmagasigné ou flottant..... | 6.059 — |
| Stock en cours de lavage..... | 2.000 — |
| Cessions au service de santé. | 70 — |
| | 29.022 tonnes. |

De leur côté, au cours de ces deux mêmes années, les fabricants de drap ont acquis et mis en œuvre pour les besoins militaires 20,343 tonnes de laine,

Dans leur ensemble, en y ajoutant les laines que se sont procurées directement les industriels, les acquisitions de laine se sont élevées à 50,000 tonnes en nombre rond du 1er août 1914 au 30 juin 1916 dont 41,000 tonnes avaient été transformées en drap à cette dernière date.

Dans les pages qui vont suivre, nous examinerons successivement les méthodes adoptées par l'administration de la guerre pour s'approvisionner, les divers modes d'acquisition auxquels elle a eu recours ainsi que le prix de revient des laines ainsi approvisionnées.

## CHAPITRE III

### Les acquisitions de laines à l'intérieur.

A) *Période des achats et des réquisitions partielles.*

« L'administration militaire » répondait la direction de l'intendance le 14 avril 1915 à une question que lui avait posée la commission de l'armée de la Chambre, « n'a pas acheté de laine en France, depuis le début de la guerre, pour la fabrication du drap ; les fabricants ont acheté directement aux détenteurs la laine qui pouvait leur être nécessaire ».

On constate, en effet, qu'au cours de la première année de guerre l'administration militaire a cherché à limiter autant que possible ses achats de laines en France.

Désireuse de voir les fabricants de drap se pourvoir eux-mêmes, dans toute la mesure possible, de la matière première qui leur était nécessaire, elle n'a pas voulu les concurrencer sur le marché national.

L'action de l'administration militaire s'est limitée, en principe, à l'organisation des achats à l'étranger tout en cherchant à interdire les exportations de laine de France, dans l'espoir que les détenteurs de laine iraient fatalement livrer le produit de leur récolte ou de leurs achats chez les industriels spécialisés dans la fabrication pour l'armée.

A vrai dire, le service de l'intendance était, jusqu'à la fin de novembre 1916, assez mal armé pour s'opposer aux exportations de laines. Le décret du 31 juillet 1914 (*Journal officiel* du 1er août 1914) portant prohibition de sortie ou de réexportation de certains produits et objets, ne mentionnait pas les laines. Ce ne fut qu'à la date du 23 novembre qu'un décret vint prohiber la sortie de certaines catégories : laines en masses, laines peignées ou cardées, déchets de laines, etc., et, le 21 décembre, un second décret étendit cette prohibition aux laines de toute nature, à l'exception des rognures de chiffons neufs et des laines d'effilochage. Ultérieurement, la loi du 16 avril 1915 (*Journal officiel* du 18 avril) ratifia et convertit en loi les deux décrets précédents ; enfin, une série de dépêches ministérielles (4 novembre 1915, 19 janvier, 5 février, et 22 juillet 1916) indiqua aux fonctionnaires de l'intendance les formalités qu'ils avaient à remplir pour la sortie des laines mérinos longues (3/4 laines et hautes laines) qui n'étant pas normalement utilisées dans la fabrication du drap de troupe, pouvaient exceptionnellement être l'objet d'autorisations d'exportation dans les pays alliés et dans certains pays neutres.

Mais, pendant les quatre premiers mois de guerre, faute de dispositions explicites à cet égard, le service de l'intendance ne pouvait, en réalité, s'opposer aux exportations des laines qu'en opérant la réquisition aux ports d'embarquement ou aux gares frontières de tous les stocks de laines paraissant utilisables pour les

besoins de l'armée. Il se peut donc, et c'est ce qui paraît s'être effectivement produit, que des sorties se soient effectuées par certaines voies où la surveillance s'est trouvée moins rigoureuse.

Quoi qu'il en soit, et si l'administration militaire a cherché à s'en tenir autant qu'elle a pu à la règle qu'elle s'était tracée en laissant les fabricants de draps se procurer leur laine en tout ou partie par l'intermédiaire de leurs acheteurs habituels, elle n'en a pas moins été amenée, par la force des choses, à passer un certain nombre de marchés pour acheter des laines à l'intérieur.

On relève sur les états périodiquement fournis par le service de l'intendance à votre commission, que ces contrats ont été particulièrement nombreux au cours des derniers mois de 1914, période pendant laquelle il fallut parer de toute urgence aux besoins des centres de fabrication de drap, alors que l'administration ne disposait pas encore des laines exotiques dont elle avait prescrit l'achat. Nombre de réquisitions portant sur des laines en transit et qui furent opérées à cette époque, furent d'ailleurs transformées en achats à l'amiable à la suite d'ententes intervenues avec les propriétaires de ces laines.

Du fait de ces causes diverses, le service de l'intendance acheta en 1914, soit en suint, soit en lavé, des stocks de laines dont le total représente environ 1.050 tonnes en lavé à fond et pour lesquelles il déboursa 4,225,000 fr., ce qui représente un prix de revient moyen de 4 fr. 02 le kilogr., frais de lavage non compris, et de 4 fr. 32 le kilogr. avec le lavage. Dans ces totaux, les réquisitions entrent pour un neuvième environ.

Ces quantités et prix d'achat sont très sensiblement les mêmes que ceux (1,005 tonnes × 4,50) qui figurent sur les relevés récapitulatifs fournis par votre commission en février 1917 par le service de l'intendance; il convient, en effet, de faire la part de l'indécision que présente la totalisation des acquisitions, du fait de certains marchés passés en 1914 et qui n'ont été complètement exécutés qu'en 1915.

Etant donnée la variété des laines que l'on rencontre sur le marché et le rendement si variable de cette matière première, votre commission s'est trouvée naturellement dans l'impossibilité, quand bien même elle eût pu avoir en mains des échantillons prélevés sur tous les lots achetés, d'apprécier si les prix payés correspondaient bien à la valeur de la marchandise acquise par l'Etat. Elle ne peut que se borner à constater qu'aucun des écarts que présentent ces prix, d'un marché à un autre, ne paraît à première vue inexplicable et que ces prix sont dans leur ensemble, inférieurs au prix du croisé 4 de France en juillet 1914.

Il est vrai que le croisé 4 de France ne fait l'objet d'aucune cote officielle, mais il résulte de renseignements concordants recueillis par la section technique de l'intendance, qu'en juillet 1914 le prix moyen du suint de France était de 2 fr. à 2 fr. 10. D'autre part, une expérience de rendement moyen, faite en juillet 1914 sur un lot important de 600,000 kilos composé en parties égales de laines du Vexin, de la Brie, de la Beauce et du Berry, c'est-à-dire de la moyenne des bonnes laines de France convenant à la fabrication du drap de troupe, a donné un rendement moyen de 40,65 p. 100.

Dans ces conditions, le prix de 2 fr. 10 payé pour une laine en suint correspond à un prix en lavé à fond de 5 fr. 16 auquel il y a lieu d'ajouter 30 centimes pour frais de triage, lavage, manutention et transport.

Pendant l'année 1915, l'arrivée des laines exotiques dont le service de l'intendance s'est trouvé abondamment pourvu par l'entremise des organes acheteurs dont nous parlerons plus loin, aurait dû avoir pour contre-partie une diminution des achats faits en France, mais, d'autre part, l'extension très rapide prise par la fabrication du drap de troupe fit naître des besoins urgents. Aussi enregistre-t-on des achats à l'intérieur pour une somme de 7,187 millions de francs représentant 1.400 tonnes de laines; dans ces totaux, la réquisition qui, au cours du 4e trimestre 1915, porta sur tous les stocks restant de la tonte de 1915, entrait pour 1/7 et le prix de revient moyen de ces acquisitions s'établit aux environs de 5 fr. 13, encore légèrement inférieur au cours que nous avons déterminé plus haut.

Les achats de laine à l'intérieur devaient sensiblement diminuer en 1916, par suite de la réquisition, opérée fin 1915, du reliquat de la dernière tonte et de l'organisation méthodique d'une réquisition générale des laines de la tonte de 1916. Ils ne portèrent guère que sur des stocks industriels et commerciaux constitués avant le 1er février 1916.

Ces achats, qui se sont élevés à 3,802,000 fr., ne paraissent pas avoir dépassé 750 tonnes en lavé à fond et encore y trouve-t-on comprises 257 tonnes provenant de laines de Tunisie. Leur prix moyen s'établit aux environs de 5 fr. 20, mais il est en réalité très au-dessus de cette moyenne si on ne considère que les laines de France, lesquelles n'ont pas été payées moins de 5 fr. 50 à 5 fr. 90 et la moyenne ne se trouve abaissée que grâce à l'acquisition des laines tunisiennes, dont le prix de revient fut de 4 fr. 20 (en lavé à fond).

La méthode consistant à procéder à la réquisition générale des laines semble être devenue aujourd'hui le mode normal d'acquisition des produits de la fonte française et s'être définitivement substituée, tout au moins en ce qui concerne les laines de France, aux procédés des achats de gré à gré ou des réquisitions partielles.

b) *Période des réquisitions générales.*

Nous venons de voir que, en dehors des circonstances urgentes et des cas où il devenait indispensable de faire acte de puissance publique, l'administration de la guerre s'était, dès l'abord, posé comme règle de ne pas s'immiscer dans les transactions intéressant les laines sur le marché intérieur.

Nous la voyons faire la sourde oreille ou opposer des fins de non recevoir aux arguments qui la sollicitaient de procéder à des achats en grand. C'est ainsi que votre commission a trouvé, notamment dans les archives de la direction de l'intendance de la 3e région, une succession de rapports portant les dates de décembre 1914, janvier et avril 1915, dans lesquels le directeur de cette région faisait ressortir l'opportunité de ce procédé et esquissait tout un système basé sur le principe des achats à commission et de l'organisation de zones pour ces achats.

« Je persiste à croire, concluait le dernier de ces rapports, que l'Etat en organisant pour son compte les achats de laine de France, en utilisant pour ces achats tous les négociants habitués à les faire, en délimitant soigneusement leurs zones d'opérations pour éviter leur concurrence mutuelle, en leur donnant une limite de prix bien précise, pourrait s'approvisionner dans des conditions avantageuses.

« Dès à présent, on signale les velléités d'achat de certains spéculateurs qui sont tentés d'escompter le besoin dans lequel l'administration pourra se trouver à un moment donné de se procurer une matière première de première nécessité.

« Peut-être est-il encore temps d'agir et d'acheter avec le minimum de frais l'aliment indispensable aux fabriques de drap de troupe. Mais il est évident qu'il n'y a plus un instant à perdre. »

Ces suggestions, qui devaient prévaloir quelques mois plus tard et furent mises en pratique en février 1916 dans la forme même où elles avaient été préconisées par l'auteur du rapport, ne parurent pas acceptables en avril 1915.

« Il ne saurait être question, pour l'administration, répond le ministre à la date du 12 avril 1915, de se substituer aux fournisseurs pour obtenir les laines qui leur sont nécessaires et qu'il leur appartient de se procurer directement.

« L'Etat se borne à faire des achats à l'étranger poua permettre de venir en aide aux fabricants qui ne pourraient se procurer directement les laines dont ils ont besoin ; à cet effet, ces derniers peuvent passer à leur gré, soit des marchés de fournitures, soit des marchés à façon. Les mesures prises auront certainement pour résultat d'éviter la hausse que des spéculateurs pourraient essayer de provoquer sur les laines de France ».

Ces mesures, qui consistaient surtout à s'opposer aux exportations, ne furent malheureusement pas suffisantes pour empêcher en même temps la hausse et éviter les accaparements ; aussi, le service de l'intendance se vit-il bientôt amené à penser que les propositions qu'il n'avait pas voulu accueillir dès l'abord étaient les seules susceptibles de mettre fin à la spéculation. Nous estimons pour notre part qu'il est fort regrettable pour le Trésor que cette vérité n'ait pas été comprise six mois plus tôt alors qu'il eût été possible de s'assurer dans des conditions économiques la totalité de la tonte de 1915.

A vrai dire, l'opération pouvait être grosse de conséquences et on ne pouvait pas s'y lancer à la légère. Les objections ne manquaient pas.

Il fallait tenir compte tout d'abord de la difficulté de trouver les compétences nécessaires aux achats, du désarroi qu'eussent apporté sur le marché des prix mal établis, des soins spéciaux que réclament la conservation et l'emmagasinage des laines en suint, etc.

Il était à craindre, d'autre part, que la seule annonce des intentions de l'Etat de se rendre acquéreur de la totalité des laines sur le marché intérieur n'eût pour effet d'accroître les exigences des vendeurs.

On devait enfin s'attendre à se voir concurrencer par des acheteurs décidés à acquérir de la laine à n'importe quel prix, soit pour les besoins de l'industrie civile, soit pour spéculer sur la hausse inévitable.

L'administration de la guerre se vit dès lors amenée à conclure que pour entrer dans la nouvelle loi qui lui paraissait s'imposer, la mesure opportune était la réquisition immédiate et simultanée de tous les stocks de laine propre à la fabrication du drap de troupe.

Cette décision se traduisit par un télégramme du 30 septembre 1915 enjoignant aux directeurs de l'intendance des régions de l'intérieur de faire procéder à la réquisition de tous les stocks de laine lavée ou en suint, y compris les laines de peau lavées de bonne qualité. Une dépêche ministérielle du 10 octobre 1915 vint régler les mesures de détail afférentes à cette réquisition. En fait, la majeure partie des réquisitions opérées se transforma en achats à l'amiable, d'accord avec les détenteurs des laines.

Etant donné l'époque tardive où cette mesure était prise, si elle pouvait enrayer, dans une certaine mesure, la spéculation qui s'était affirmée dès le début de 1915, elle ne put empêcher qu'on ne payât un prix élevé une marchandise qui avait déjà quitté les mains des producteurs pour passer dans celle des négociants, et l'Etat dut nécessairement subir la hausse que ceux-ci avaient déjà contribué à créer. Alors que les mille tonnes (en lavé à fond) achetées ou requises au cours des trois premiers trimestres de 1915 avaient été soldées au prix moyen de 5 fr. le kilogr., les 400 tonnes recueillis au quatrième trimestre furent payées 5 fr. 39 le kilogr. en moyenne. La hausse s'accentua encore au début de l'année suivante, à mesure que les stocks s'épuisaient et les 468 tonnes acquises pendant le premier trimestre 1916 atteignirent le prix moyen de 5 fr. 81.

Les opérations furent conduites par les autorités régionales et locales qui avaient été invitées à s'entourer des conseils des experts désignés par le comité lainier pour déterminer les qualités auxquelles devaient s'appliquer les réquisitions.

Quoi qu'il en soit, la réquisition décidée en septembre 1915, bien que tardive, avait cependant donné d'appréciables résultats et, d'autre part, l'ascension rapide des cours des laines exotiques rendait plus impérieuse la nécessité de s'assurer l'acquisition de toutes les laines de France à provenir de la totalité de la tonte de 1916.

Cette opération se présentait comme singulièrement plus complexe et ardue que celle qui avait été pratiquée à la fin de l'année précédente. Il s'agissait, en effet, de réquisitionner cette fois une quantité totale de 9,000 tonnes (en lavé à fond) chez tous les cultivateurs et éleveurs, d'estimer leur qualité et leur rendement, de fixer le prix, de payer et d'expédier une infinité de petits lots épars dans les campagnes. Si l'on considère que la conservation des laines de France est assez délicate, que ces laines s'échauffent avec une grande facilité, surtout dans les premières semaines qui suivent la tonte, on voit combien il était nécessaire d'opérer avec célérité et méthode.

Il ne pouvait donc être question de confier, comme en 1915, ces multiples opérations aux soins des autorités régionales et locales. On résolut alors de faire appel à tous les acheteurs habituels de laines de France et de les charger, dans les régions mêmes où chacun d'eux avait l'habitude d'opérer, d'examiner, d'expertiser, d'expédier et, autant que possible, de payer les laines réquisitionnées.

Une dépêche ministérielle du 28 février 1916 posa le principe de la réquisition générale frappant les laines de la tonte de 1916 et une instruction du 29 mars suivant prescrivit les

mesures préparatoires en vue de faciliter et de hâter l'exécution des opérations des commissionnaires : recherche des locaux, recensement préalable des laines à requérir, fixation des points de rassemblement et des gares d'expédition, dispositions à prendre pour les payements, etc.

Contrairement à ce qui avait été décidé à la fin de 1915, la réquisition portait exclusivement sur les laines de tonte de l'année courante. Les reliquats de la tonte de 1915, les stocks industriels et commerciaux constitués avant le 1er février 1916, pas plus que les laines de peaux n'étaient compris dans la réquisition. Le but de cette mesure était de laisser les ressources nécessaires aux industriels du drap travaillant pour la population civile ; or, ces ressources, étant donné que les importations allaient pour les besoins des particuliers, se trouver à peu près réduites à néant en raison des difficultés sans cesse accrues des transports maritimes, provenaient surtout de la région de Mazamet, où se faisait en grand le délainage des toisons et le lavage des laines de peaux. Des évaluations faites par le comité consultatif de l'intendance, il résultait que si ces laines de peaux étaient laissées à leur disposition, les industriels français pourraient trouver sur le marché de Mazamet des éléments suffisants pour alimenter leurs usines, à conditions toutefois que les autorisations d'exporter fussent mesurées avec toute la prudence qu'exigeait la situation.

D'autre part, des ordres étaient donnés pour que fût laissée aux éleveurs, conformément aux usages locaux une petite quantité de la laine de leurs troupeaux, destinée au filage et au tissage familiaux

On réussit à s'assurer le concours d'une vingtaine de commissionnaires acheteurs remplissant les conditions recherchées et les zones d'achat furent réparties entre ces commissionnaires. Quant à la commission qui devait leur être acquise, elle était variable suivant que les laines qu'ils pourraient recueillir auraient été achetées et payées par eux, ou suivant que ces laines auraient été simplement réquisitionnées ; pour les intéresser à la réussite de leurs opérations d'achat, la rétribution fixée par les ordres de commission variait, suivant les contrats passés avec les commissionnaires, de 12 centimes à 137 millimes par kilogr. de suint en cas d'achat amiable, et de 9 centimes à 103 millimes en cas de réquisition.

Un tarif général des prix à offrir par les commissionnaires fut établi en se basant sur les qualités des laines et leurs rendements. En principe, les prix pratiqués au cours de la campagne précédente furent majorés de 10 p. 100, cette bonification, qui représentait une augmentation moyenne de 25 p. 100 sur les prix d'avant-guerre, paraissant suffisante pour compenser les frais supplémentaires supportés par les éleveurs du fait du renchérissement général des denrées et de la main-d'œuvre. La laine de Beauce, qui peut être considérée comme le type par excellence des laines de France, et qui valait 2 fr. le kilogr. en juin 1914, pouvait ainsi être payée à raison de 2 fr. 50 le kilogr., ce qui, pour un rendement de 45 p. 100, correspondait au prix de 5 fr. 55 en lavé à fond, frais de lavage et de transport non compris. Dans ce décompte, la laine lavée à fond était supposée conditionnée au taux de 17 p. 100 d'humidité avec une proportion de 1 1/2 p. 100 de matières grasses.

L'état ci-après fait ressortir, pour chacune des zones d'achat attribuées aux différents commissionnaires, les résultats obtenus soit à l'amiable, soit par réquisition, les sommes payées aux vendeurs et les commissions allouées aux acheteurs.

| ZONES D'ACHAT PAR COMMISSIONNAIRE | QUANTITÉS de laines acquises (en tonnes). | | SOMMES payées aux vendeurs. | COMMISSIONS allouées. |
|---|---|---|---|---|
| | Achetées. | Requises. | | |
| Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Inférieure, Calvados, Eure (en partie), Mayenne, Manche | 1.575 | 14 | 3.446.000 » | 216.488 » |
| Aisne (en partie), Aube (en partie), Marne (en partie), Meuse, Seine-et-Marne (en partie), Yonne (en partie), Isère | 1.178 | 28 | 2.602.000 » | 168.516 » |
| Aisne (en partie), Seine-et-Marne (en partie) | 484 | 7 | 1.102.000 » | 67.087 » |
| Aube (en partie), Marne (en partie),, Haute-Marne (en partie), Eure (en partie) | 642 | 9 | 1.552.000 » | 91.756 » |
| Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Charente, Charente-Inférieure, Meurthe-et-Moselle | 206 | 6 | 600.000 » | 35.368 » |
| Eure-et-Loir (en partie), Oise, Seine-et-Marne (en partie) | 1.336 | 6 | 3.037.000 » | 187.669 » |
| Eure-et-Loir (en partie), Loiret, Loir-et-Cher (en partie) | 1.489 | 5 | 3.167.000 » | 204.205 » |
| Sarthe | » | 72 | » | 9.628 » |
| Seine, Seine-et-Oise, Indre-et-Loire | 686 | 5 | 1.522.000 » | 92.593 » |
| Maine-et-Loire, Haute-Marne (en partie), Haute-Saône, Côte-d'Or (en partie), Vosges, Dordogne | 104 | 83 | 248.000 » | 28.295 » |
| Cher, Loir-et-Cher (en partie), Vienne | 761 | » | 1.701.000 » | 96.391 » |
| Allier, Nièvre, Côte-d'Or (en partie), Yonne (en partie), Haute-Vienne | 1.040 | » | 2.300.000 » | 144.000 » |
| Eure (en partie), Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Lozère, Ardèche, Drôme, Basses-Alpes (en partie), Hautes-Alpes (en partie) | 1.126 | 7 | 2.460.000 » | 151.845 » |
| Cantal (en partie), Loire, Haute-Loire | 214 | » | 436.000 » | 27.332 » |
| Cantal (en partie), Corrèze, Lot | 148 | » | 340.000 » | 23.113 » |
| Creuse, Indre, Puy-de-Dôme | 685 | » | 1.520.000 » | 92.200 » |
| Aveyron | 727 | 2 | 1.348.000 » | 94.724 » |
| Gers, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées | 1.075 | 13 | 2.054.000 » | 135.631 » |
| Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Tarn, Ariège, Aude, Hérault (en partie), Pyrénées-Orientales | 1.137 | » | 1.793.000 » | 138.449 » |
| Hérault (en partie), Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Basses-Alpes (en partie), Var, Alpes-Maritimes | 2.004 | 30 | 3.683.000 » | 283.880 » |
| Ain, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Saône-et-Loire | 56 | 1 | 171.000 » | 8.219 » |
| Totaux | 16.673 | 288 | 35.082.000 » | 2.297.419 » |

L'opération ne s'exécuta naturellement pas sans susciter quelques conflits et amener réclamations. Certains éleveurs se plaignirent du peu de célérité apporté à les débarrasser d'une marchandise dont la conservation est difficile à assurer ; les prix-limites furent parfois jugés insuffisamment rémunérateurs ; l'évaluation du rendement probable des laines suscita quelques contestations ; enfin quelques rares propriétaires refusèrent de livrer les laines réquisitionnées aux commissionnaires chargés de leur enlèvement. Il faut reconnaître cependant que le système adopté fit ses preuves et que le but que se proposait l'administration de la guerre fut à peu près atteint dans son ensemble, puisque sur 17,000 tonnes de laine brute recueillies, les quantités non réglées à l'amiable s'élevèrent à peine à 300 tonnes, soit à moins de 1,71 p. 100.

Pour la collecte de ces 17,000 tonnes, il fut payé aux commissionnaires une somme totale de 2,297,000 fr. Les sommes acquises à chacun d'eux varient entre 8,000 et 284,000 fr. Si on rapproche les frais de commission des frais d'achat qui se montèrent à 35,082,000 fr. et si on suppose que les 300 tonnes réquisitionnées furent soldées sensiblement aux mêmes prix, soit 660,000 fr., on voit que les commissions dépassèrent les 6 p. 100 du prix d'achat, ce taux nous paraît exagéré, surtout étant donné, comme nous le verrons plus loin, que pour les achats de laine exotique la commission a varié en 1914 de 1 p. 100 à 2 p. 100 du montant des factures pour les achats effectués à Buenos-Ayres, que la commission payée aux agents du comité lainier opérant en Australie et en Nouvelle-Zélande a été d'environ 2 1/2 p. 100 en 1915 et 1916 et que le même taux de 2 1/2 p. 100 de la valeur de la marchandise achetée sans frais a été également concédé à la mission opérant en Patagonie en 1916. Il peut paraître, d'autre part, excessif qu'un seul acheteur au cours d'une campagne d'achat puisse acquérir sur l'Etat une créance de 284,000 fr.

Si nous considérons maintenant les quantités recueillies, il apparaît que les dispositions prises par le service de l'intendance pour empêcher la fuite de la matière première n'ont pas été suffisamment sévères puisqu'une assez grande quantité de laine a pu finalement rester entre les mains des éleveurs ou des négociants. En supposant un rendement de 45 p. 100, les 17,000 tonnes de laine en suint recueillies ne représentent en effet que 7,650 tonnes en lavé à fond, alors que la totalité de la récolte avoisine 10,000 tonnes.

En raison de la hausse continue des laines exotiques et des qualités de la laine de France qui la rendent particulièrement propre à la fabrication du drap de troupe, il est à désirer qu'à l'avenir aucune parcelle de la tonte de France ne puisse irrégulièrement échapper aux acheteurs qui opèrent pour le compte de l'Etat.

Pour la réquisition de la tonte de 1917, décidée en principe dès le début de décembre 1916, l'administration de la guerre a semblé vouloir profiter de l'expérience acquise au cours de l'année précédente : une instruction en date du 12 décembre 1916 a codifié les règles de détail à appliquer pour le rassemblement des laines et assurer leur payement immédiat et des mesures rigoureuses ont été prises pour assurer un contrôle efficace sur la circulation des laines. Tout en respectant l'usage des prélèvements familiaux exceptionnellement autorisés dans certaines régions, on a étroitement réglementé ces prélèvements afin d'éviter les

nombreux abus auxquels cette tolérance avait donné lieu en 1916.

On a enfin décidé pour tenir compte du renchérissement général et de la hausse générale du cours des laines de majorer de 15 p. 100 les prix-limites de 1916, ce qui revient à admettre le prix arrondi de 2 fr. 90 le kilogr. en suint, correspondant au prix de 6 fr. 44 en lavé à fond.

Il faut espérer que ces mesures, étant donné surtout les nouveaux sacrifices qu'elles comportent, seront rigoureusement appliquées et porteront leur fruit.

## CHAPITRE IV

## Les achats de laines dans l'Afrique du Nord.

### a) *Les laines algériennes.*

Les types de laine que l'on trouve en Algérie sont fort nombreux ; on peut cependant les ramener aux deux types principaux que nous avons déjà signalés :

Les laines arabes se rapprochant de la laine mérinos, souples, frisées, courtes ou demi-longues ;

Les laines kabyles, à mèches longues, lisses et droites, plus grossières et plus rudes que les premières.

Dans les usages commerciaux algériens on adopte, en général, une autre classification qui comprend d'ailleurs indifféremment les deux types, car elle ne distingue les laines que d'après leur propreté ; laines indigènes peu soignées, mais de beaucoup les plus nombreuses, apportées sur le marché par les bergers arabes ou kabyles ; laines colons, sensiblement plus propres, provenant d'animaux élevés par les colons européens.

La plus grande part des laines indigènes n'est pas apportée sur le marché par les propriétaires eux-mêmes, mais par des intermédiaires, la plupart habiles pratiquants de l'usure, qui se sont assuré dès le début de l'hiver la propriété de la tonte en offrant des avances aux indigènes toujours à court d'argent. Ces intermédiaires, qui ont généralement payé la laine le tiers de sa valeur marchande, cherchent en outre à tromper leurs acheteurs par des maquillages plus ou moins habiles qui alourdissent les toisons ou par des erreurs de pesée.

Il est certain que ces coutumes un peu spéciales avaient pu jeter quelque discrédit sur les laines algériennes et empêcher dans une certaine mesure une demande très active de la part des acheteurs français : ce sont pourtant, en réalité, de fort bonnes laines, particulièrement propres à faire du drap de troupe et dont les rendements sont parfois supérieurs à ceux de certaines laines de France ; l'expérience a prouvé, en effet, que ce rendement varie de 30 à 48 p. 100. Les laines les plus fines et les plus soyeuses sont originaires des régions d'Aflou, de Laghouat et de Biskra mais ces laines sont en général chargées de saletés et parfois chardonneuses. Les qualités les plus rudes et communes, parfois même jarreuses, proviennent des régions montagneuses du nord de l'Algérie.

On rencontrait évidemment plus de difficulté à évaluer de prime abord avec exactitude les ressources lainières de l'Algérie et aucun renseignement précis ne permettait notamment de déterminer la proportion que les laines jarreuses et chardonneuses représentent par rapport à l'ensemble du stock, mais si nous voulons bien admettre que l'administration militaire ne pouvait préciser toute l'étendue des ressources lainières de l'Algérie, il ne nous paraît cependant pas admissible qu'elle ne les ait pas exploitées plus largement avant la fin de l'année 1915.

Le 7 novembre 1914, le général commandant l'Afrique du Nord était invité par télégramme à acheter au mieux tous les stocks de laines propres à la fabrication du drap de troupe. A cette époque la totalité des lots de la tonte de 1914 avait déjà trouvé preneurs et le service de l'intendance ne guère mettre la main que sur quelques stocks que leurs détenteurs se préparaient à emporter à l'étranger. On ne put se procurer ainsi que la quantité à peu près insignifiante de 121 tonnes en suint dont 54 dans le département d'Alger et 67 dans le département d'Oran ; en ce qui concerne le département de Constantine (et ce résultat nous laisse quelque peu sceptique) aucune laine parmi les stocks encore disponibles ne fut reconnue propre à la fabrication du drap de troupe. Les prix d'achat en suint varièrent de 1 fr. 45 à 1 fr. 80 le kilogr.

On avait donc acquis en tout et pour tout 55 tonnes en lavé à fond.

En 1915, aucun effort sérieux ne paraît avoir été fait par le service local de l'intendance pour s'assurer une part vraiment importante de la récolte de l'année. En Algérie comme en France, on paraît avoir voulu abandonner le marché aux acheteurs habituels et laisser le soin aux fabricants métropolitains de se procurer eux-mêmes, si bon leur semblait, les laines de l'Algérie.

Les quelques trop rares achats qui furent effectués de janvier à octobre procurèrent environ 1.000 tonnes en suint payées à des prix variant de 1 fr. 89 à 2 fr. 10 le kilogr.

D'octobre à décembre, en même temps qu'on opérait en France la réquisition des stocks restants de la tonte de 1915, on procéda en Algérie à des achats complémentaires qui permirent de réunir 900 tonnes en suint au prix de 1 fr. 75 à 2 fr. 05 le kilogr.

En définitive, sur l'ensemble de la tonte de 1915, l'autorité militaire ne s'assura la propriété que de 855 tonnes de laines en lavé à fond, et ce total peut, étant donné les ressources en laine de l'Afrique, paraître tout à fait insuffisant.

Ce n'est qu'en 1916 que l'on constate un réel effort pour arriver enfin à de meilleurs résultats. En même temps que l'autorité militaire prescrivait dans la métropole la réquisition générale des laines de la tonte de 1916, elle procédait en Algérie, dès le début de l'année, à l'achat direct à caisse ouverte, dans la plupart des lieux de production, de toutes les laines susceptibles d'être employées à la fabrication du drap de troupe.

Les achats furent effectués dans les centres habituels du commerce par quatorze commissions de réception d'une composition analogue à celle que prévoit le règlement sur le service de l'habillement et dont le nombre correspondait à celui des centres commerciaux.

Les quantités réunies en suint et les prix moyens payés s'élevaient :

Dans les départements :

D'Alger à 2334 tonnes payées à 1 fr. 70 le kilogr. ;

D'Oran à 1,122 tonnes payées à 1 fr. 66 le kilogr. ;

De Constantine à 730 tonnes payées à 1 fr. 80 le kilogr.

Dans ces prix se trouve compris le transport des lieux d'achat aux ports d'embarquement.

Les rendements en lavé furent dans leur ensemble très voisins de 45 p. 100 et les expériences de « décreusage » faites par la Chambre de conditionnement de Mazamet ont permis de constater que les taux d'estimation des experts acheteurs algériens étaient très sensiblement exacts.

Au total, l'opération produisait donc à l'Etat environ 1,884 tonnes en lavé à fond dont le prix de revient moye était sensiblement de 3 fr. 80 le kilogr.

Si l'on ajoute à ce prix de revient les frais divers d'achat se montant à 7 millimes et le fret payé s'élevant à environ 19 centimes, on obtient un prix de revient final inférieur à 4 fr., alors qu'à cette époque les laines de France étaient payées 5 fr. 50 et les laines exotiques à des prix sensiblement plus élevés. Par rapport aux prix des seules laines de France, on avait donc réalisé un bénéfice de 1 fr. 50 par kilogr., soit, même en tenant compte de la supériorité des laines françaises comme qualité et rendement, un un bénéfice supérieur à 2 millions.

Ce rapide aperçu nous montre combien il est désirable que l'exploitation des laines algériennes se poursuive avec méthode et que l'Etat se rende acquéreur de leur totalité.

En 1916, les commissions paraissent s'être montrées trop rigoureuses particulièrement dans le département de Constantine. Elles refusèrent, au total, environ 1,650 tonnes de laines en suint qu'elles estimèrent trop grossières ou trop jarreuses pour faire du drap de troupe, mais qui auraient été d'un excellent emploi pour la fabrication des couvertures.

Or, il se produisit ce fait très regrettable, c'est que les toisons refusées furent ultérieurement vendues au commerce local à des prix notablement supérieurs à ceux payés par les commissions militaires pour les laines de qualité supérieure.

Il est permis d'espérer que l'expérience acquise sera mise à profit et que la campagne d'achat de 1917 donnera, quant aux quantités achetées, des résultats sensiblement supérieur

### B) *Les laines tunisiennes.*

Les caractéristiques des laines tunisiennes sont, d'une manière générale, analogues à celles des laines algériennes, tout ce que nous avons dit au sujet des secondes peut s'appliquer aux premières.

Les quantités achetées en 1914 par les soins du service de l'intendance de l'Afrique du Nord furent trop peu importants pour être mentionnées.

En 1915, ces quantités dépassèrent à peine 50 tonnes de laines en suint.

Plus méthodiquement conçus en 1916, les achats s'élevèrent à 800 tonnes en suint.

Dans l'ensemble, le prix de revient de ces laines en lavé à fond, d'après les indications données à votre commission par la direction de l'intendance, s'établit à 4 fr. 20 le kilogr., chiffre sensiblement le même que celui des laines algériennes et leur acquisition représentait une économie d'environ 500,000 fr. vis-à-vis des prix d'acquisition des laines de France.

Comme en Algérie, les achats n'avaient porté en Tunisie que sur les laines-mères ; les laines de peaux et les débris qui furent laissés pour compte atteignirent de ce fait des prix fabuleux qui jetèrent la perturbation sur le marché indigène. Aussi, dès décembre 1916, la commission centrale des réquisitions de la régence exprimait-elle le vœu que, lors des opérations de 1917, l'intendance militaire fît porter ses achats sur l'ensemble de la production tunisienne, laines-mères, laines de peaux et débris de tontes, sous réserve d'approvisionner ultérieurement l'industrie indigène tunisienne.

### C) *Les laines marocaines.*

Les laines marocaines présentent les mêmes caractéristiques que les laines algériennes et tunisiennes. L'incertitude des statistiques ne pouvait évidemment permettre d'escompter pour le Maroc la réalisation d'un contingent nettement déterminé ; toutefois en se basant sur le chiffre des exportations normales, il eût été possible de fixer ce contingent aux environs de 2,000 tonnes de laines en suint.

Il ne semble pas que l'exploitation de cette richesse lainière ait été sérieusement envisagée par le service de l'intendance avant le début de 1916. Par une note du 2 février 1916, le commissaire résident général était invité à prendre les mesures propres pour assurer la mise à la disposition de l'administration militaire de la totalité des laines marocaines susceptibles d'être employées à la fabrication des draps de troupe et à interdire rigoureusement toute exportation de ces laines.

La sortie des laines du Maroc étant prohibée à dater du 20 mars par arrêté présidentiel du 2 mars 1916, le service local de l'Intendance prit aussitôt les mesures voulues pour réaliser les achats. Comme en Algérie, le mode de réalisation adopté fut l'achat par les soins de commissions de réception opérant dans les divers centres avec le concours d'experts désignés par l'administration militaire. Deux commissions, présidées chacune par un officier de complément idoine en la matière, et comprenant un membre civil et un officier d'administration du service de l'habillement opérèrent l'une dans les subdivisions de Rabat, Fez et Meknès, l'autre dans les subdivisions de Casablanca, de Marrakech et du Radla-Zaian. Leurs opérations commencées le 25 avril, se poursuivirent jusqu'à la fin de l'année 1916.

Les quantités réalisées dépassaient à la fin d'octobre 2,600 tonnes en suint payées au prix moyen de 1 fr. 85 le kilogr., auquel s'ajoutèrent 25 centimes de frais divers et de dépenses de fret. Le rendement fut voisin de 45 p. 100 et l'opération se traduisit en définitive par l'acquisition de 1,170 tonnes de laine lavée rendues à Marseille au prix moyen de 4 fr. 66 le kilogr.

On avait donc ainsi réalisé une économie de 85 centimes au kilogr. par rapport aux laines de France, soit une économie de 980,000 fr. pour l'ensemble de l'opération.

Mais il convient de retenir qu'à cette date, la

campagne d'achat n'était pas encore terminée et que le service de l'intendance du Maroc estimait que les reliquats qui restaient à acquérir permettraient d'atteindre 3,000 tonnes en suint. On peut donc fixer à 1 million au moins en nombre rond l'économie procurée en 1916 au Trésor par l'acquisition des laines marocaines.

Il résulte de ce rapide exposé qu'en 1916, année au cours de laquelle l'administration militaire envisagea pour la première fois l'exploitation méthodique des ressources lainières de l'Afrique du Nord, cette exploitation, malgré les tâtonnements inhérents à une première campagne d'achats, procura à l'armée 3,600 tonnes (en lavé à fond) d'une laine possédant toutes les qualités requises pour la fabrication du drap de troupe, d'un prix de revient moyen (4 fr. 50) déjà inférieur à celui des laines de la métropole (5 fr. 50) et à plus forte raison à celui des laines exotiques (7 fr. 50) acquises en 1916.

En se rendant acquéreur de ces 3,600 tonnes de laines d'Afrique, l'Etat a diminué d'autant les importations de laines exotiques: il a, de ce chef, réalisé en 1916 une économie de 10 millions 800,000 fr. tout en réduisant de 27 milions le montant de ses achats à l'étrager. Mais ces heureux résultats, susceptibles d'être améliorés encore en 1917, auraient dû être obtenus dès 1915 si l'administration militaire avait fait preuve de plus de décision.

A la date du 24 janvier 1917, le ministre a décidé qu'il serait procédé en 1917 dans l'Afrique du Nord è l'acquisition de la totalité des laines de tonte aussi bien des laines pour matelas et couverture que des laines propes à la fabrication du drap de troupe. Pour éviter des fraudes qu'il serait très difficile de déjouer, il a été également décidé de comprendre dans les achats les parties basses des toisons et les laines pelades provenant du délainage des peaux après abat.

## CHAPITRE V

### Les achats de laines exotiques

Nous avons vu qne, d'après les évaluations de l'administration militaire, les ressources en laine existant à l'intérieur à l'époque de la mobilisation, tant chez les fabricants de drap que chez les divers détenteurs de laines, pouvaient s'élever à 8,000 tonnes en laver à fond.

Nous avons calculé d'autre part que les ressources normales de la tonte annuelle, susceptibles d'être réunies pour l'ensemble de la France et de l'Afrique du Nord, représentent sensiblement 13,200 tonnes en lavé à fond.

Nous avons enregistré enfin, d'après les renseignements fournis à votre commission par la direction de l'intendance, que les acquisitions sur le marché intérieur effectuées tant par l'Etat que par les tisseurs, au cours du premier semestre 1916, avaient permis de recueillir et de mettre en œuvre pendant ce même semestre 8,400 tonnes en lavé à fond.

On disposait par suite, au cours des 23 premiers mois de la guerre, de 29,600 tonnes de laines qui pouvaient être consommées avant toute laine d'importation.

Les nécessaires, à raison de 1,800 tonnes par mois, s'élevant pour cette période de 23 mois à 41,400 tonnes, l'appoint en laines étrangères pouvait dès lors être limité à 11,800 tonnes.

Le contingent à demander à l'extérieur était encore susceptible de diminution au cas où le nombre et l'activité des métiers nationaux travaillant pour l'armée ne serait pas suffisants pour assurer le tissage de la totalité du drap figurant au programme. Nous avons constaté au deuxième chapitre de cette étude qu'il se produisit effectivement, au début de la guerre, un certain déficit dans la production du drap et que les fluctuations de cette production au cours de la période de vingt-trois mois que nous envisageons. se traduisirent finalement par une diminution de 1,200 et quelques tonnes dans le total des nécessaires en laines. Ce total s'est trouvé de ce fait abaissé à 40,200 tonnes.

Si donc la totalité des 29,600 tonnes de laines indigènes et coloniales avait pu être intégralement employée, il n'aurait été nécessaire de mettre en œuvre que 10,600 tonnes de laines étrangères.

La série des tableaux présentés dans notre premier chapitre, tableaux établis d'après les renseignements fournis par le service de l'intendance, nous montrent qu'au lieu de 29,600 tonnes de laines françaises, on en mit en réalité en œuvre que 26,600 dont 6,250 avaient été acquises par l'Etat, ou par marchés, ou par réquisition, et 20,350 avaient été achetées par les fabricants eux-mêmes.

Il ne faudrait d'ailleurs pas conclure du rapprochement de ces chiffres (29,600-26,600) que, à l'exception de 3,000 tonnes, la totalité des ressources lainières françaises et africaines s'est trouvée, pendant la période considérée, intégralement utilisée à la fabrication des draps destinés à l'armée. Une telle conclusion serait bien loin d'être exacte, car les laines fournies par les fabricants et employées par eux au tissage du drap de troupe, soit seules, soit après mélange avec les laines qui leur avaient été fournies par l'Etat, n'étaient pas toutes des laines-mères. En fait, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, certains contrats ont admis le mélange, dans une proportion déterminée, de laines de peaux avec les laines mères et d'autres marchés ont prévu le mélange avec la laine-mère d'une certaine quantité de laine renaissance; l'administraiion militaire a, pour sa part, acquis elle-même et remis à ses fabricants de drap plus de 50 tonnes de laines renaissances provenant du délainage de rognures de drap et plus de 650 tonnes de laines de peaux.

Il n'est évidemment pas possible de chercher à déterminer avec quelque exactitude le nombge de tonnes de laines de peaux ou de laines-renaissances qui ont pu ainsi se substituer à un poids égal de laines-mères restées sans emploi; mais on peut affirmer que ce nombre est loin d'être négligeable ; or, il ne faut pas oublier que chaque tonne de laine indigène ou africaine restée inemployée a dû être remplacée par une tonne de laine exotique et que chaque fois que l'on a fait entrer en France, mille tonnes de laines exotiques, on a imposé au Trésor un supplément de dépenses de 2 millions en le forçant peut-être à exporter 7,5000,000 fr. d'or, ou tout au moins en diminuant d'autant son solde créditeur,

Hâtons-nous d'ailleurs d'ajouter que nous sommes loin de condamner le procédé qui consiste à remplacer dans le tissage des draps de troupe un certain pour cent de laine-mère par de la laine-renaissance; nous estimons, au contraire, qu'avec une réglementation sagement établie, on obtiendrait ainsi un drap qui ne perdrait rien en clos et en solidité. L'adoption de cette mesure, si elle avait été prise dès le début de la guerre, aurait conservé bien des millions au Trésor français ; mais cela, bien entendu, sous la condition expresse que non seulement les importations de laines-mères étrangères auraient eté réduites dans la même proportion, mais encore que toutes les laines-mères françaises ou africaines auraient été intégralement utilisées. Nous n'insisterons pas davantage ici sur cette importante question que votre commission se réserve d'étudier plus en détail au cours de son examen des marchés passés pour la fourniture du drap de troupe, mais il demeure malheureusement établi, ainsi que nous l'avons déjà constaté en examinant les acquisitions faites tant en France que dans l'Afrique du Nord, que plusieurs milliers de tonnes de laine des tontes de 1915 et de 1916 ont réussi à se soustraire aux achats, voire même à la réquisition, et nous voulons espérer qu'il n'en sera plus ainsi à l'avenir.

Quoi qu'il soit et, malgré l'emploi qui fut fait des laines de peaux et des laines-renaissances, le déficit se trouvait accru de 3,000 tonnes du fait de l'exploitation incomplète des ressources indigènes et il fallut élever de 10,600 à 14,000 tonnes le contingent étranger indispensable à assurer la fabrication au cours des vingt-deux premiers mois de guerre. Ce fut, en effet, comme l'indiquent les tableaux du premier chapitre, un nombre de tonnes très voisin de ce chiffre qui semble avoir remis aux fabricants et avoir été transformé en drap au 31 juin 1916.

Il fallut d'autre part acquérir la matière première nécessaire pour assurer une fabrication non interrompue et, à la fin du premier semestre 1916, les achats de laines exotiques s'étaient élevés à 23,000 tonnes en nombre rond qui se trouvaient *grosso modo* réparties comme suit :

| | |
|---|---|
| Déjà employées au tissage.... | 14.000 tonnes. |
| En cours d'emploi chez les tisseurs..... | 500 — |
| En cours de lavage..... | 2.000 tonnes. |
| En stock emmagasiné ou flottant de 6 à..... | 7.000 — |

Voyons maintenant quels ont été les procédés employés par l'administration militaire pour se procurer ces laines étrangères.

On sait que les laines exotiques propres à la fabrication du drap de troupe se trouvent principalement dans l'Amérique du Sud et en Australie.

Les laines de l'Amérique proviennent de l'Argentine, de l'Uruguay et des provinces du Sud. Le marché de ces laines qui se tient à Buenos-Ayres commence en novembre, après la tonte, et dure généralement jusqu'en mars.

Le marché australien s'ouvre et se ferme aux mêmes dates que le marché argentin. Mais en réalité une grande partie des laines de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est vendue sur le marché de Londres.

On trouve également des laines dans les Indes et en Asie mineure ; mais ces laines sont impropres à la fabrication du drap de troupe, on ne s'en est procuré que pour la fabrication des couvertures et nous les passerons ici sous silence.

D'une manière générale, les laines exotiques sont vendues en suint, allotie par catégories après un triage préalable. Les balles renferment ainsi des qualités nettement déterminées, ce qui permet, la plupart du temps, de faire immédiatement une estimation assez précise de leur rendement.

#### A) *Achats effectués en 1914.*

Dans les derniers mois de 1914, nous voyons opérer deux missions pour le compte du département de la guerre, l'une sur le marché de Londres, l'autre sur le marché de Buenos-Ayres.

A Londres, les achats commencent dès le 15 septembre 1914 et se terminent en janvier 1915. La mission réussit à se procurer 2,030 tonnes de laines-mères en suint. D'après les états récapitulatifs fournis à votre commission par le service de l'intendance, le rendement de ces laines aurait été de 50 p. 100 et le prix de revient des 1,015 tonnes en lavé à fond s'établirait à 4 fr. 90. Ce prix qui, apparemment ne tient pas compte des divers frais d'achat, doit être rectifié, car, d'après les états de liquidation dont nous avons pris connaissance, ces 1,015 tonnes de laines ont été payées 6,625,000 francs y compris la commission, mais les frais de transport non compris. Dans ces conditions, le prix de revient réel du kilogr. en lavé à fond s'établirait à 6 fr. 52.

Les laines recueillies sur le marché de Londres furent assez rapidement amenées à Bordeaux où les deux tiers environ avaient été reçus avant la fin de l'année 1914.

A Buenos-Ayres, un certain nombre d'acheteurs à commission opérant sous la direction d'un officier d'administration du service de l'intendance furent chargés de recueillir des croisés en suint des types 1, 2 et 3 et plus exceptionnels de la laine prime et prime croisée et du croisé 4.

D'une manière générale, il fut attribué aux acheteurs une commission variant de 1 p. 100 à 2 p. 100 sur le montant de leurs factures d'achat et 1 p. 100 supplémentaire pour frais de réception, d'emballage et d'embarquement, les balles de laines étant livrables bord à Buenos-Ayres. Les frais de transport de Bahia-Blanca à Buenos-Ayres, les droits de statistique et le transport en France restaient à la charge de l'Etat français.

Au cours du quatrième trimestre, la mission de Buenos-Ayres a réuni 7,541 tonnes de laines en suint pour l'acquisition desquelles le Trésor paya 20,949,000 fr. Le service de l'intendance ayant évalué uniformément à 50 p. 100 le rendement de ces laines, leur prix de revient en lavé à fond, transport en France non compris, s'élève à 5 fr. 54 le kilogr. Pour la plupart, ces laines furent dirigées sur Bordeaux, une partie seulement sur Marseille.

Dans leur ensemble, les achats effectués en 1914 sur les marchés de Londres et de Buenos-Ayres avaient procuré 4,786 tonnes de lavé à fond au prix de revient moyen de 5 fr. 75 frais de transpor en sus,

#### B) *Les achats effectués en 1917.*

La mission de Buenos-Ayres continua à opérer en 1915 sur les mêmes bases qu'en 1914.

De janvier à fin août, cette mission recueillit 4,474 tonnes (en lavé à fond) qui furent payées 26,983,000 fr.; leur prix de revient moyen au kilogr. frais de transport en France non compris, se montant à 6 fr. 02.

Les achats à commission sur le marché de Londres ainsi que sur les lieux de production d'Australie ou de Nouvelle-Zélande, furent confiées, en 1915, à un comité lainier, ayant son siège à Paris, dont les agents furent chargés de toutes les opérations d'achat, d'emballage et de transport jusqu'à un port français.

Les achats devaient être renfermés dans un prix maximum en lavé à fond fixé, d'après les cours commerciaux, par l'administration de la guerre, qui remboursait aux commissionnaires tous leurs débours sur la production des pièces justificatives correspondantes.

Il fut d'autre part payé aux commissionnaires une commission de 75 fr. par tonne et éventuellement une prime supplémentaire de 15 fr. par tonne pour les lots dont la qualité et le prix de revient étaient très avantageux pour l'Etat.

Quant à la finesse des laines, et cette disposition s'applique à peu de chose près à tous les achats de laine exotiques, les qualités à réunir devaient présenter les proportions suivantes :

| | |
|---|---|
| Mérinos | 10 p. 100 |
| Croisé 1 | 15 — |
| Croisé 2 | 30 — |
| Croisé 3 | 35 — |
| Croisé 4 | 10 — |

Le groupement des commissionnaires en comité avait l'avantage de centraliser les achats, d'éviter qu'ils ne se fissent une concurrence susceptible d'augmenter les prix et de faciliter d'autre part leurs relations avec l'administation militaire.

Furent réunies au cours de l'année 1915, par les soins du comité lainier, 2,618 tonnes (en lavé à fond) sur le marché de Londres, payées 15,674,000 fr. au prix moyen de 6 fr. le kilogr. et 3,772 tonnes sur le marché australien payées 24,120,000 fr. au prix moyen de 6 fr. 39 le kilogr.

Ces prix représentent uniquement les sommes déboursées pour les achats à l'exclusion de tous les frais accessoires et des dépenses de transports.

Dans leur ensemble les achats effectués en 1915 sur les marchés de Londres, d'Australie et de Buenos-Ayres ont procuré 10,864 tonnes de lavé à fond au prix de revient moyen de 6 fr. 14 le kilogr, frais d'achat et de transport en sus.

C) *Achats effectués au premier semestre 1916.*

Au cours de l'année 1916, le comité lainier continua ses achats sur le marché de Londres ainsi qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande et, se substituant à la mission de Buenos-Ayres, il étendit ses opérations au marché de l'Argentine et de l'Amérique du Sud. Le contrat fixant son rôle sur ce nouveau champ d'action prévoit que le transport de Buenos-Ayres en France sera fait par les soins de l'Etat français ; tous les frais accessoires d'achat sont remboursés sur pièces justificatives et il est alloué au comité lainier une commission de 2 p. 100 calculée sur la valeur de la marchandise achetée, sans frais. Un sous-comité représente à Buenos-Ayres le comité de Paris, il y reçoit les ordres d'achat de l'administration militaire et en assure l'exécution.

4.180 tonnes en lavé à fond furent de la sorte réunies sur les divers marchés au cours du premier semestre 1916, au prix moyen de 7 fr. 44 le kilogr. frais accessoires en sus et furent payées 31,103,000 fr.

D'autre part, une mission particulière opérant en Patagonie et sur les territoires de la Terre de Feu et de la République Argentine, au sud de la limite septentrionale du territoire de Santa-Cruz, y acheta au cours du premier semestre 1916, 2,900 tonnes en lavé à fond moyennant 22,065.000 fr., ce qui représente un prix de revient moyen légèrement supérieur à 7 fr. 60.

En ce qui concerne la mission de Patagonie, ce prix de revient s'entend par kilogr. de lavé à fond rendu quai port français, tous frais compris, sauf la commission fixée à 2 1/2 p. 100 de la valeur de la marchandise achetée sans frais.

Il convient de retenir que les prix pratiqués au premier semestre 1916 ont été très sensiblement dépassés au second semestre. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les limites de prix fixés le 14 février 1916 et leur dernière revision qui porte la date du 30 décembre de la même année :

| | | 14 FÉVRIER 1916 | | 30 DÉCEMBRE 1916 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Toisons. | Pièces. | Toisons. | Pièces. |
| | | fr. c. | fr. c. | fr. c. | fr. c. |
| Le kilogramme en lavé à fond..... | Croisé n° 1..... | 8 15 | 7 65 | 9 40 | 8 95 |
| | Croisé n° 2..... | 7 85 | 7 50 | 9 20 | 8 75 |
| | Croisé n° 3..... | 7 45 | 7 10 | 8 90 | 8 45 |
| | Croisé n° 4..... | 6 75 | 6 45 | 8 » | 7 55 |

On constate que la dernière hausse de 1916 dépassait de plus de 1 fr. par kilogr. en lavé à fond les premiers prix pratiqués au début de l'année.

Nous avons groupé ci-dessous par millésime dans un tableau synoptique tous les achats de laines exotiques faits aux cours des 23 mois sur lesquels a porté notre étude :

| MILLÉSIME | ORGANE ACHETEUR | NOMBRE de tonnes achetées en lavé à fond. | SOMMES payées. | PRIX DE REVIENT par marché d'origine. | PRIX DE REVIENT moyen par millésime. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | francs. | fr. c. | fr. c. |
| 2e semestre 1914..... | Commission de Londres..... | 1.015 | 6.625.000 | 6 52 | |
| | Commission de Buenos-Ayres..... | 3.771 | 20.949.000 | 5 54 | |
| | Totaux de 1914..... | 4.786 | 27.574.000 | | 5 75 |
| Année 1915..... | Commission de Buenos-Ayres..... | 4.474 | 26.983.000 | 6 02 | |
| | Comité lainier : | | | | |
| | Achats à Londres..... | 2 618 | 15.674.000 | 6 » | |
| | Achats en Australie..... | 3.772 | 24.120.000 | 6 39 | |
| | Totaux de 1915..... | 10.864 | 66.777.000 | | 6 14 |
| 1er semestre 1916..... | Comité lainier : | | | | |
| | Achats à Londres..... | 665 | 4.912.000 | 7 38 | |
| | Achats en Australie..... | 1 .529 | 11.645.000 | 7 61 | |
| | Achats en Argentine..... | 1.986 | 14.546.000 | 7 32 | |
| | Commission de Patagonie..... | 2.900 | 22.065.000 | 7 60 | |
| | Totaux de 1916..... | 7.080 | 53.168.000 | | 7 50 |
| | Totaux généraux..... | 22.730 | 147.519.000 | | |

Ce tableau nous montre des laines en hausse constante et nous savons que cette hausse s'est notablement accentuée depuis le 1er juillet 1916. Il est, on le voit, inutile d'insister davantage sur l'intérêt que présente pour les finances publiques la réduction au minimum du contingent de laines à demander à l'étranger.

## CHAPITRE VI

### Les marchés de lavage.

Le lavage des laines est une opération qui a pour objet de les débarrasser de la matière grasse dont elles sont imprégnées et que l'on désigne sous le terme général de suint.

En réalité, le suint renferme une série de produits très divers que l'on peut cependant grouper en deux catégories :

1° Les produits solubles à l'eau pure représentés par des sels acides, des sels potassiques, et quelques acides dont les principaux sont les acides acétique, oléique et stéarique ;

2° Les produits insolubles à l'eau pure constitués par des acides gras, éthers, sels, etc., mais qui peuvent être dissous, saponifiés ou émulsionnés dans le carbonate de soude.

En fait, le matériel nécessaire pour faire fonctionner une usine de lavage est fort peu compliqué :

Après un triage sommaire à la main des impuretés les plus grossières, la laine est plongée pendant un quart d'heure dans un bain de carbonate de soude à 1 p. 100 additionné de savon maintenu à la température de 50 degrés. De la cuve de dessuietage, elle passe, après un compressage qui a pour effet d'écraser les parties crotteuses et d'en faciliter l'élimination, dans des bains à courant d'eau circulaire où elle est mécaniquement mise et tenue en mouvement, à l'aide de fourches articulées et rincée à grande eau. Le rinçage est suivi d'un essorage, puis d'un séchage soit à l'air chaud, soit à l'air libre.

Dans les grandes installations industrielles, on se sert d'un matériel de type classique dit Leviatham avec colonnes de lavage, qui permet d'opérer sur de grosses masses de laines et aussi de récupérer les sous-produits. Les premiers lavages à l'eau chaude laissent, en effet, un important résidu de carbonate de potasse qui peut être recueilli après calcination. Les bains alcalins sont traités par l'acide sulfurique et fournissent de grandes quantités de matières grasses (laconine, etc.) utilisables dans l'industrie.

Cet outillage plus perfectionné se trouvait plus particulièrement dans les usines du nord de la France dont nous sommes aujourd'hui privés et actuellement il ne nous reste plus guère que des installations de fortune où l'on se contente d'effectuer le lavage au moyen d'une série de cuves en bois ou en ciment et on jette les sous-produits à la rivière. Alors que le prix des graisses a quadruplé et que nous nous trouvons même forcés d'en importer (1) on perd ainsi une manière aujourd'hui particulièrement précieuse ; votre commission croit devoir appeler tout particulièrement l'attention de l'administration de la guerre sur cette importante question ; si même les services de la guerre ne peuvent trouver à employer la totalité des matières grasses qui sont actuellement perdues, il importe au plus haut point, dans l'intérêt général, de les récupérer désormais ; cette récupération, qui peut d'ailleurs être réalisée sans grands frais, nous paraît devoir être à l'avenir imposée à tous les titulaires des marchés de lavage.

Au début de la guerre, l'éventualité de la cession aux fabricants de drap de troupe de laines préalablement lavées n'avait été envisagée que comme tout à fait exceptionnelle.

En principe, les laines devaient être lavées par les fabricants eux-mêmes en vertu de leurs contrats de fourniture ou de fabrication et le marché des laines n'ayant subi au début aucune entrave, les industriels déjà titulaires de contrats, tout en intensifiant leur production, réussirent à se conformer sur ce point aux errements du temps de paix, même dans les cas où, pour leur venir en aide, l'Etat leur fournissait des laines.

Mais l'intensité de la production augmentant de mois en mois et le nombre des fabricants de drap sollicités de traiter avec l'administration militaire s'accroissant d'une manière continue, il devint bientôt d'autant plus difficile pour ces industriels de se procurer les quantités de laines lavées répondant aux besoins de la filature et du tissage que les principaux centres de lavage existant dans les régions du Nord se trouvèrent bientôt au pouvoir de l'ennemi. Le service de l'intendance put, il est vrai, se procurer sur le marché argentin au cours du 1er semestre 1916 environ 2,000 tonnes de laine lavée mais les laines lavées exotiques se faisaient de plus en plus rares et on ne trouvait plus guère sur les marchés étrangers que des laines en suint qui venaient encore grossir le stock des laines de la tonte indigène dont la réquisition totale avait été décidée.

La question du lavage des laines se posa donc assez vite et prit de suite un caractère aigu.

Dès le mois de novembre 1914, la direction de l'intendance demandait télégraphiquement aux régions productrices de lui faire connaître dans quelle mesure les fabriques de drap militaire étaient outillées pour le lavage des laines en suint et quel était d'autre part le rendement journalier des établissements spécialisés dans le lavage des laines.

En juin 1915, une dépêche ministérielle prescrivait à toutes les régions de lui signaler les entreprises de lavage n'ayant pas de marchés passés avec l'administration militaire et qui seraient suseeptibles d'être utilisées.

Des renseignements ainsi recueillis, il résultait que, en septembre 1915, la production journalière de tous les lavages sis sur le territoire national non envahi s'élevait à 124 tonnes de laines lavée, soit environ 3.100 tonnes par mois. Sur cette production mensuelle, la moitié environ, c'est-à-dire 1.500 tonnes, étaient représentées par les laines-mères lavées pour le compte de l'Etat soit en vertu de contrats de lavage directs, soit par l'intermédiaire des fabricants de drap de troupe titulaires de marchés ; l'autre moitié constituée à peu près exclusivement en laines de peaux allait à l'industrie ou au commerce civil national.

Les besoins de l'administration militaire s'élevant par mois à 2,200 tonnes, dont 1,800 pour l'industrie du drap, il en résultait un déficit mensuel en laine lavée d'environ 300 tonnes, soit 3,600 tonnes pour l'année entière.

Ce déficit pouvait d'ailleurs être comblé ou bien en réquisitionnant la production totale des industries ne travaillant encore que partiellement pour l'armée, ou bien en prenant des mesures pour remettre en action des usines momentanément arrêtées,

En fait, grâce aux efforts déployés par les sous-intendants régionaux, on réussit, comme nous allons le voir, à assurer au cours de 1916 par de nouveaux contrats, les lavages supplémentaires répondant aux besoins.

#### A) *Marchés de lavage passé en 1914 et 1915.*

Le relevé des états des marchés passés en 1914 et 1915 qui nous a été produit par la direction de l'intendance fait ressortir que jusqu'au 31 décembre 1914, l'administration de la guerre n'avait passé de marchés de lavage qu'avec une dizaine de fournisseurs, marchés en exécution desquels il lui avait été livré environ 6,700 tonnes de laine lavée et pour lesquels elle avait déboursé environ 2,200,000 francs, ce qui donnait un prix de revient moyen se rapprochant sensiblement de 0 fr. 33 par kilo de laine.

La plupart de ces marchés, en dehors de quelques dépenses accessoires, prévoyaient une rémunération de 30 centimes par kilogr. ; mais l'un d'entre eux, de beaucoup le plus important, puisque le titulaire reçut à lui seul près de 1,800,000 francs pour l'exécution de son contrat au cours de cette période, après avoir avoir débuté comme les autres à 30 centimes obtint à l'occasion du renouvellement de ce premier marché des majorations qui portèrent ce prix d'abord à 40 centimes puis à 45 centimes.

L'importance de cette succession de marchés, les prix relativement élevés qui furent consentis au fournisseur et quelques incidents qui se sont produits au cours de leur passation a retenu plus particulièrement l'attention de votre commission qui a cru devoir les examiner plus en détail et résumer ci-après le résultat de cet examen.

A la fin d'octobre 1914, des offres étaient faites au sous-intendant militaire, directeur de la section technique, par un industriel de la région d'Orléans qui possédait des attaches dans la région de Mazamet où il s'était assuré le concours d'une vingtaine d'usiniers.

Jusqu'alors l'industrie mazametaine, spécialisée dans le délainage des peaux de mouton et dans le lavage des laines de peaux n'avait pas été directement utilisée par l'Etat.

M. X... proposait de classer, trier et laver les laines moyennant une rétribution de 30 centimes par kilogr. en lavé à fond.

Par dépêche du 19 novembre 1914, le ministre prescrivait au sous-intendant militaire de Castres de passer un marché de lavage portant sur 380 tonnes de laines emmagasinées à Bordeaux.

Le 1er décembre, le marché était passé avec M. X... qui, pour le prix de 30 centimes s'engageait, en outre, à assurer les transports de la gare de Mazamet aux établissements de lavages et *vice versa*. Le 31 décembre, un avenant portait ce marché à 500 tonnes.

Le 3 février 1915, le sous-intendant local passait avec M. X... un second marché pour 1.000 tonnes, mais le prix du kilogr. en lavé à fond était porté à 40 centimes. Ce marché spécifiait, d'autre part, que les traitements spéciaux que pouvaient nécessiter les laines feutrées, les parties chardonneuses et crotteuses, les écarts, etc., seraient comptés à part et remboursés sur production de la facture commerciale. Ce marché était complété le 1er avril par un avenant portant sur une nouvelle quantité de 1,000 tonnes.

Le 14 mai, M. X... commençait l'exécution d'un troisième marché comprenant 2,000 tonnes pour lesquelles le prix pour les transport, classement, triage et lavage, était porté à 45 centimes. Il y était stipulé, en outre, un prix forfaitaire de 10 centimes par kilogr. de laine à défeutrer, de 5 centimes par kilogr. de battage et d'appropriation des écarts et de 6 centimes pour le triage et l'emballage des laines chardonneuses qui devaient être rendues avant lavage à l'administration militaire. Les traitements spéciaux en dehors de ceux prévus ci-dessus devaient encore être décomptés à un prix à fixer d'un commun accord.

On appréciera combien les conditions faites à l'intendance par les marchés des 3 février et 14 mai, et surtout par le dernier de ces marchés, étaient onéreuses pour l'Etat et avantageuses pour le fournisseur, si l'on considère que les laveurs, et particulièrement ceux de Mazamet, titulaires de marchés à 30 centimes et à des prix inférieurs, exécutent sans aucun supplément de prix ces diverses opérations accessoires qui se présentent à peu près inévitablement au cours de tout lavage de laines en suint.

Cette particularité ne paraît pas d'ailleurs avoir échappé à la direction de l'intendance puisque par bordereau n° 32.987 5/5 du 16 juillet, le ministre formulait au sujet du projet de marché en date du 14 mai, les observations suivantes :

« Le projet de marché ci-joint n'est pas approuvé en raison du prix beaucoup trop élevé (45 centimes le kilogr.), très sensiblement supérieur aux prix acceptés par des entrepreneurs d'autres régions. De nouvelles propositions seront soumises d'urgence. »

Cette décision ministérielle fut modifiée le 22 juillet par le directeur de l'intendance de la 16e région au sous-intendant militaire directeur de l'arrondissement de drap de Castres qui la communiqua lui-même le 24 juillet au fondé de pouvoir de M. X...

Le fondé de pouvoir répondait le 28 juillet :

« Le prix à forfait de 45 centimes pour les nombreuses manipulations et le cautionnement a été discuté et entendu depuis deux mois et demi. Il est spécial à la région de Mazamet par les difficultés et frais de toutes sortes, les quantités, assurances, risques, etc. Le marché est en outre exécuté aux trois quarts. Il ne peut être modifié. On ne peut rien y changer ni dans la forme ni dans le fond. »

Nous ignorons sous quelle forme cette réponse du fondé de pouvoir de M. X... a été transmise au ministre, aucune trace de cette transmission n'ayant été retrouvée dans les archives de la 16e région. Quoi qu'il en soit, le directeur de l'intendance de la région avisait, le 13 septembre, le sous-intendant de Castres que le marché du 14 mai était approuvé (1).

D'autre part, par dépêche n° 43.340 5/5 du 28 septembre, le ministre faisait connaître au sous-intendant militaire directeur de l'arron-

(1) Le service de santé notamment a acheté des stocks considérables de lanoline, principalement en Angleterre.

dissement de fabrication de drap de Castres qu'il l'autorisait, « étant donnés les besoins pressants de l'administration, à faire commencer les opérations de lavage toutes les laines qui seront remises à l'entreprise X... aux conditions du marché du 14 mai (!) en attendant l'approbation du nouveau marché à intervenir ».

Ce nouveau projet de marché pour 3,000 tonnes porte la date du 5 septembre. En le transmettant le 10 septembre au misnistre de la guerre, 5e direction, le directeur de l'intendance de la 16e région exprimait l'avis suivant :

« Le prix proposé de 45 centimes le kilogr. de laine lavée peut paraître élevé.

« L'administration serait ainsi amenée à payer 45 centimes un travail évalué 30 centimes dans le décompte du prix de revient de la fabrication du drap de troupe (dépêche n° 9,881 5/5 du 13 mars 1915).

« Des offres ont, au surplus, été faites dans la région par de petits industriels, il est vrai, au prix de 20 centimes et 25 centimes le kilogramme.

« L'écart entre ces prix et celui demandé par M. X... ne s'explique vraisemblablement que par ce fait que cet industriel ne semble posséder dans la région aucun établissement de lavage de laines, mais se borne à répartir l'exécution du service entre les différentes usines liées à lui par des sous-traités, de telle sorte que les dépenses normales d'un contrat de cette nature se trouvent forcément majorées de la valeur de la rémunération du concours de cet industriel.

« Il faut reconnaître que le système appliqué présente certains avantages :

« 1° La garantie d'un seul entrepreneur paraissant offrir une surface considérable, au lieu de l'émiettement des responsabilités résultant de multiples contrats ;

« 2° La simplification de la mise en marche des usines groupées, dont la surveillance ne peut cependant être efficace qu'à la condition de s'exercer sur chacun des établissements du groupement, ce qui paraît difficile à réaliser dans la situation actuelle ;

« 3° La simplification du service de répartition du travail, d'expédition, de classement et de triage.

« On peut regretter à ce point de vue que des mesures n'aient pas été prises en vue d'assurer directement ces opérations, rendues ainsi onéreuses, même compte tenu des économies résultant de la réduction du personnel à employer.

« En raison de l'urgence de la continuité des besoins, il ne saurait être question, à mon avis, de se priver dès maintenant des services de cet entrepreneur ; j'estime, toutefois, que M. X... pourrait être invité à consentir une réduction sur le prix indiqué qui paraît dépasser la valeur des services rendus. »

Tel ne fut pas l'avis du ministre qui avait cependant refusé dès l'abord son approbation au marché du 14 mai en raison de son prix beaucoup trop élevé. Le 3 octobre 1915, sous le n° 43,845 5/5, le ministre répondait en effet au directeur de l'intendance de la 16e région :

« Ledit marché sera approuvé au nom du ministre par le directeur de l'intendance de la 16e région.

« En ce qui concerne les remarques formulées au sujet du marché dont il s'agit :

« 1° Prix de façon du marché. — Le prix de 45 centimes peut paraître élevé si on le juge isolément sans tenir compte des circonstances particulières dans lesquelles il est pratiqué :

« Ce prix comprend, outre le coût du lavage proprement dit, le triage, le transport à l'arrivée, l'emballage et le transport au départ.

« Or, à Mazamet, les lavages sont de petites usines égrenées le long de la rivière, séparées par de grandes distances et qui n'exécutent pas en général le cycle complet des opérations nécessaires.

« Les unes laveront, mais ne trieront pas ou ne sècheront pas, très peu font l'emballage ; d'où la nécessité d'une personne de direction qui répartit les laines suivant les possibilités des usines, les centralise à nouveau pour effectuer les opérations de finissage et d'emballage et s'occupe aussi de tous les nombreux et divers transports entre ateliers, lavage et gare.

« On conçoit que, dans ces conditions, l'Etat ne peut s'adresser à tous les petits entrepreneurs de Mazamet qu'avec l'aide d'un organe de centralisation qui est, en l'espèce, fourni par M. X... Si l'Etat devait se substituer à ce dernier, il en résulterait pour lui une complication très grande, et de nombreuses difficultés que M. X... évite, par la très grande connaissance qu'il possède de la place de Mazamet sur laquelle il fait des affaires analogues depuis de longues années. Si l'on se privait de l'organisation de cet industriel, il faudrait avoir sur place un personnel très important, et il ne serait pas du tout certain qu'on obtienne le rendement voulu. »

« 2° Prix offerts par les industriels de la région. — Les prix de 20 centimes ou 25 centimes cités ne paraissent pas comprendre le triage, mais seulement le lavage proprement dit. Ces prix seraient-ils même sûrement obtenus aujourd'hui avec les hausses incessantes de toutes les matières premières ? Comprennent-ils l'emballage et les transports, sont-ils consentis pour un lavage conforme à celui exigé par l'administration militaire ? Autant de questions qui n'apparaissent pas et qui cependant sont essentielles pour pouvoir apprécier la valeur réelle des prix cités.

« 3° Il a été répondu plus haut à l'objection présentée en ce qui concerne le rôle de M. X... comme répartiteur et organe de centralisation chargé de servir de liaison entre l'industrie de Mazamet et l'administration militaire.

« Quant à la démarche qui consisterait à l'inviter à consentir une réduction sur le prix indiqué qui paraît dépasser la valeur des services rendus, il y a lieu de remarquer que cette démarche a été tentée par le sous-intendant de Castres, non seulement pour le marché en cause, mais encore pour le marché précédent, et que ce n'est qu'après discussion très serrée qu'il est apparu que M. X... n'accepterait sûrement pas un prix inférieur à celui de 45 centimes qui lui a été consenti.

« En résumé, tel qu'il fonctionne, le centre de lavage de Mazamet est la ressource la plus sérieuse dont dispose le service de l'intendance pour le lavage de ses laines, et cette opération devient de jour en jour plus difficile et plus pressante. »

Cette décision du ministre, qui constituait un très chaud plaidoyer en faveur de M. X..., était sans réplique et le service de l'intendance n'avait qu'à s'incliner. C'est ce qu'il fit et un avenant, en date du 3 février 1916, au marché du 5 septembre accrut de 1.000 tonnes les quantités à laver au prix de 45 centimes le kilogr., augmenté de toutes les dépenses accessoires forfaitairement prévues.

Il en est finalement résulté que, au cours de la période d'une année, en exécution de son marché du 3 février 1915 et de l'avenant du 3 février 1916, M. X... a livré en lavé 2,000 tonnes à 40 centimes et 6,000 tonnes à 45 centimes (sans tenir compte de toutes les recettes accessoires qui lui ont été payées sur prix forfaitaire) et que, en jouant le simple rôle d'intermédiaire, il a réalisé un bénéfice personnel de 1,100,000 fr. en dehors de ceux qu'ont dû réaliser de leur côté les laveurs de Mazamet.

Nous admettons volontiers, d'accord avec le directeur de l'intendance de la 16e région, que l'entretion d'un personnel militaire spécial chargé de remplacer M. X... dans ses fonctions de répartiteur et d'organe de centralisation eût été loin de coûter une pareille somme. Le fait est d'autant plus certain que ce personnel qui a été créé depuis lors au centre de lavage de Mazamet se compose en tout et pour tout de 2 officiers d'administration du service de l'intendance, de 4 militaires et de 8 femmes ce qui représente une dépense annuelle de 20 à 25,000 fr. tout au plus.

Nous partageons également l'avis du directeur de l'intendance de la 16e région qui, dans un rapport général, en date du 20 décembre 1916, adressé au ministre (inspection générale de l'habillement), faisait remarquer que « les tractations généralement entamées directement par M. X... avec la section technique du ministère, ne revêtaient souvent la forme de projets de contrat qu'après l'expiration du marché précédent et alors que d'importantes quantités de laines avaient déjà été lavées au titre du marché à intervenir. L'administration se trouvait par là même dans une assez fausse situation vis-à-vis de l'entrepreneur pour discuter ses prétentions. »

Le 17 avril 1917, le sous-intendant directeur du centre de fabrication de Castres transmettait à la direction de l'intendance de la 16e région :

1° Une lettre de M. X... faisant connaître qu'il était disposé à passer un nouveau marché de lavage de laines au prix de 53 centimes le kilogr. ;

2° Des lettres de divers industriels mazametais déclarant accepter les lavages au prix de 33 centimes le kilogr.

Il ajoutait : « En ce qui concerne l'entreprise X..., il me paraît qu'il n'y a pas lieu de passer un nouveau marché au prix de 45 centimes le kilogr. en raison :

« 1° De l'organisation actuelle du centre de lavage de Mazamet qui permet d'éviter les frais accessoires d'une organe centralisateur ;

« 2° De l'expérience acquise et de la présence d'agents techniques ;

« 3° D'offres de marchés à 38 centimes recueillies des laveurs eux-mêmes. »

Il est regrettable que l'expérience à acquérir ait coûté aussi cher à l'Etat qui aurait réalisé plus d'un million d'économies en décidant un an plus tôt l'organisation à Mazamet d'un centre technique de surveillance.

B) *Marchés de lavages passés en 1916.*

Nous avons vu plus haut que pour combler le déficit en laines lavées constaté à la fin de l'année 1915, il était nécessaire d'obtenir en 1916, afin de se trouver en mesure d'assurer une fabrication non interrompue du drap de troupe dans les conditions prévues au programme, un supplément mensuel d'environ 300 tonnes.

Le tableau ci-après indique les marchés nouveaux passés par l'administration de la guerre dans les diverses régions, au cours de l'année 1916, et la production minima imposée à chacun des divers contractants.

*Marchés de lavage passés en 1916.*

| RÉGIONS | DATE des marchés. | NOMBRE de marchés. | PRODUCTION mensuelle minima. | PRIX du kilogramme en lavé à fond. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | tonnes. | fr. c. | |
| Grand Marché de Paris | Janvier. | 1 | 24 | 0 34 | Toiles d'emballage fournies par l'Etat. |
| Région Nord | Novembre. | 1 | 20 | 0 38 | |
| 3e région | Avril. | 1 | 12 | 0 36 | Y compris les toiles d'emballage. |
| | | | | 0 345 | Toiles d'emballage fournies par l'Etat. |
| | Décembre. | 1 | 50 | 0 38 | Y compris les toiles d'emballage. |
| | | | | 0 35 | Toiles d'emballage fournies par l'Etat. |
| 7e région | Octobre. | 1 | 25 | 0 40 | Y compris les toiles d'emballage. |
| 12e région | Juillet. | 1 | 7 | 0 34 | Toiles d'emballage fournies par l'Etat. |
| 14e région | Avril. | 1 | 10 | 0 31 | Toiles d'emballage fournies par l'Etat. |
| | | | | 0 32 | Y compris les toiles d'emballage. |

| RÉGIONS | DATE des marchés. | NOMBRE de marchés. | PRODUCTION mensuelle minima. | PRIX du kilogramme. en lavé à fond. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | tonnes. | fr. c. | |
| 15e région | Janvier. | 1 | 10 | 0 26 | |
| | Février. | 1 | 12 | 0 27 | |
| | Octobre. | 1 | 48 | 0 40 | |
| | Mars. | 1 | 25 | 0 38 | |
| | Avril. | 1 | 50 | 0 38 | |
| | Mai. | 3 | 117 | 0 38 | |
| 16e région | Juin. | 1 | 40 | 0 38 | |
| | Juillet. | 3 | 75 | 0 38 | Toiles d'emballage fournies par l'Etat. |
| | Août. | 2 | 37 | 0 38 | |
| | Septembre. | 1 | 12 | 0 38 | |
| | Novembre. | 1 | 48 | 0 38 | |
| 18e région | Avril. | 1 | 20 | 0 30 | |
| | Mai. | 1 | 20 | 0 30 | |
| 19e région | Décembre. | 1 | 200 | 0 53 | |
| 21e région | Avril. | 1 | 25 | 0 36 | Y compris les toiles d'emballage. |

On voit, d'après les dates auxquelles ces marchés ont été conclus et en admettant que les nouvelles entreprises n'aient pu atteindre leur plein rendement que dans le mois suivant la conclusion des marchés, que les tonnes supplémentaires de laine lavée procurées à l'administration de la guerre par les nouveaux contrats ont pu être de :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| En février | 34 | ..... | = | 34 |
| Mars | 34 | + 12 | = | 46 |
| Avril | 46 | + 25 | = | 71 |
| Mai | 71 | + 117 | = | 188 |
| Juin | 188 | + 137 | = | 325 |
| Juillet | 325 | + 40 | = | 365 |
| Août | 365 | + 82 | = | 447 |
| Septembre | 447 | + 37 | = | 484 |
| Octobre | 484 | + 12 | = | 496 |
| Novembre | 496 | + 73 | = | 569 |
| Décembre | 569 | + 68 | = | 637 |
| | | | | 3.662 |

Soit un total de 3,662 tonnes qui correspond effectivement aux 300 tonnes par mois dont l'appoint avait été reconnu nécessaire; le problème avait donc pu être résolu sans recourir à aucune mesure coercitive.

On constate que les prix consentis pour le kilogramme de laine lavée (sans emballage) qui était de 30 centimes ou très voisin de 30 centimes au cours des premiers mois de l'année s'est progressivement élevé jusqu'à 38 centimes au cours des derniers mois, ces prix ne présentant d'ailleurs entre eux que des différences minimes que justifient apparemment des situations particulières.

Un seul marché passé au prix de 53 centimes (sans emballage) avec un établissement algérien a retenu notre attention en raison de l'élévation du prix consenti à l'entrepreneur.

Ce marché, où l'on voit intervenir directement l'inspecteur général de l'habillement comme représentant le ministre, concède à un industriel de Marseille le soin de prendre en gare dans les environs d'Alger, de loger, classer, trier, laver par le système dit « Leviatham » et presser la presque totalité des laines que l'administration de la guerre pourra acquérir en Algérie en 1917, dans une usine que l'entrepreneur s'est engagé à construire spécialement à cet effet.

La production minimum est fixée par le contrat à 200 tonnes par mois et la laine rendue en balles pressées à la densité de 200 kilogr. par mètre cube. Mais l'administration militaire doit fournir la toile nécessaire à l'emballage.

Ce prix de 53 centimes par kilogr. de lavé paraît très élevé. Si on recherche, en effet, les charges supplémentaires qui différencient ce contrat de la généralité des marchés de lavage et notamment d'un marché passé à Marseille au prix de 40 centimes avec le même industriel, on constate que ces charges consistent uniquement à transporter les laines de l'usine à la gare voisine, à laver après triage les laines chardonneuses et à assurer le pressage en balles des laines lavées. Ce supplément de travail vaut-il vraiment 13 centimes par kilogr., ce qui, pour les 3,250 tonnes de laines algériennes en lavé à fond dont l'usine devait opérer le lavage en 1917, représente un supplément de recette pour l'entreprise et par suite un surcroît de dépense pour l'Etat s'élevant à 325,000 fr.

Les nombreux usiniers de Mazamet qui ont contracté avec l'Etat au prix de 0 fr. 38 assurent à leurs frais le charroi des laines en suint de la gare de Mazamet à leurs usines; les balles de laine lavées sont ensuite ramenées et chargées sur wagons par leurs soins en gare de Mazamet et le coût de ces charrois calculé sur un lot de 29,000 kilos en lavé à fond ne paraît pas avoir dépassé 2 centimes par kilogr.

Le pourcentage des laines chardonneuses à soumettre à un lavage spécial après triage est en général assez peu élevé. Quant à l'opération du pressage avant l'emballage, elle est des plus simples.

Il en résulte donc que l'administration de la guerre s'est montrée beaucoup trop généreuse en admettant un relèvement de 13 centimes pour compenser ces diverses opérations.

Il est vrai qu'en effectuant le lavage des laines d'Algérie avant de les transporter en France, on économise la moitié du prix du fret qu'il fallait payer lorsqu'on les transportait en suint; mais cette économie, qui est d'ailleurs loin de se monter à 10 centimes par kilogr., ne devrait pas être laissée en bénéfice à l'entrepreneur.

Votre commission a cherché à se rendre compte, à l'aide de documents qu'elle a puisés dans les centres de lavage existant auprès des centres de fabrication de drap, du prix de revient réel des opérations de lavage exécutées à la fin de 1916 ou au début de l'année 1917.

Les calculs dont nous avons groupé ci-dessous les résultats sont basés sur des données recueillies à Elbeuf et à Vienne pour des usines de production moyenne et à peu près similaire, travaillant presque exclusivement pour l'armée, et à Mazamet sur l'ensemble des opérations concernant un lot de 29 kilogr. provenant de laines-mères de Patagonie. Les calculs ont d'ailleurs été faits très largement en forçant généralement le dernier chiffre.

| NATURE DE LA DÉPENSE | CENTRE d'Elbeuf | CENTRE de Vienne. | CENTRE de Castres. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | fr. c. | fr. c. | fr. c. | |
| Charbon | (1) 0 15 | (1) 0 09 | (1) 0 08 | (1) Charbon à raison de 1 k. 300 pour laver et sécher 1 kilogr. de laine payé : à Elbeuf, 110 fr. la tonne; à Vienne, 65 fr. 50; à Castres, 50 fr. |
| Carbonate de soude | (2) 0 06 | (2) 0 05 | (2) 0 06 | (2) Prix du carbonate de soude : à Elbeuf, 26 fr. 50 pour 100 kilogr.; à Castres, 26 fr. 50; à Vienne, 23 fr. 50. |
| Main-d'œuvre | 0 10 | 0 13 | 0 10 | |
| Amortissement du matériel | 0 01 | 0 03 | 0 02 | |
| Loyer | » | 0 017 | 0 017 | |
| Contributions et assurances | » | 0 005 | 0 009 | |
| Eclairage | 0 05 | 0 01 | 0 002 | |
| Huile de graissage et accessoires divers | » | 0 005 | 0 004 | |
| Frais généraux et de direction | » | 0 03 | 0 032 | |
| Charrois | » | » | 0 02 | |
| Totaux | 0 37 | 0 367 | 0 344 | |

En nous reportant au tableau des marchés de lavage, nous constatons que les marchés passés dans les 3e, 14e et 16e régions dans le courant de 1916, c'est-à-dire à une époque où les cours du charbon et des matières premières étaient un peu moins élevés, se rapprochent très sensiblement des chiffres ci-dessus. Il ne semble donc pas que, dans leur ensemble, les marchés de lavage donnent lieu à critique, si toutefois des mesures sérieuses ont été prises par le service de l'intendance pour s'assurer que toutes les laines qu'il a données à laver lui ont été rendues et qu'elles lui ont été rendues dans les limites de conditionnement et de dégraissage spécifiées par les marchés.

Cette condition nous amène à examiner ces mesures.

## CHAPITRE VII

### Mesures de surveillance et de contrôle.

Nous avons vu que l'administration de la guerre avait été amenée par la force des choses à se procurer de grandes quantités de laines exotiques et à réquisitionner la totalité de la tonte française pour s'assurer des ressources en laines-mères correspondant aux besoins des tisseurs. Ces achats et ces réquisitions avaient comme conséquence d'obliger le service de l'intendance à passer des marchés de lavage afin de pouvoir procurer de la laine lavée aux fabricants ne possédant pas d'installation de lavage ou ne possédant qu'une installation insuffisante pour alimenter leurs métiers.

L'intendance a dû, par suite, remettre toutes ces laines ou gratuitement aux entrepreneurs de lavage à façon, ou à titre remboursable aux fabricants de drap qui pouvaient laver eux-mêmes leurs laines.

Dans ces deux cas, s'ouvrait entre l'Etat et ses fournisseurs un compte doit et avoir qui devait faire ressortir que l'entrepreneur de lavage avait bien rendu en lavé toute la laine qu'il avait reçu en suint, que le fabricant de drap à façon l'avait effectivement transformée en tissu, et que le titulaire d'un marché de fourniture de drap avait bien remboursé une somme exactement correspondante au poids réel de la laine en lavé.

On appréciera toute l'importance de cette comptabilité si l'on se souvient qu'au cours des deux premiers mois de guerre l'Etat dut faire assurer le lavage de 33,3.0 tonnes de laines exotiques en suint et de 12,476 tonnes de laines indigènes dont l'ensemble représentait une valeur de plus de 131 millions.

Les dispositions à prendre en vue d'assurer l'établissement de ce compte d'emploi paraissent avoir été précisées pour la première fois par une dépêche n° 29,783 5/5 en date du 29 juin 1915 que le ministre adressait aux directeurs de l'intendance d'un certain nombre de régions.

Cette dépêche était ainsi conçue :

« En raison des quantités de laines que l'administration militaire donne à laver et de la valeur de la matière, il y a un intérêt convenable à ce que les opérations de lavage soient suivies avec le plus grand soin. Afin de permettre un contrôle indispensable, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un modèle chiffré du registre qui doit être tenu par chaque entrepreneur, titulaire d'un marché de lavage, et servir à l'enregistrement des mouvements de matières premières entre l'administration militaire et l'entrepreneur ou en sens inverse.

« Les prescriptions de détail relatives à la tenue et à la conservation du registre sont indiquées sur la feuille de tête du modèle, et devront être reproduites au recto du premier feuillet de chaque registre.

« Un double de ce registre sera d'ailleurs tenu par le sous-intendant militaire chargé de la surveillance de l'entreprise.

« Je vous prie de vouloir bien donner des instructions nécessaires pour que ces prescriptions soient strictement observées et que les inscriptions soient vérifiées avec tout le soin nécessaire. »

Ces prescriptions étaient ultérieurement complétées et détaillées dans une instruction en date du début de novembre 1915 relative au contrôle et à l'emploi des laines appartenant à l'Etat.

Le poids de la laine fournie en suint aux entrepreneurs devait être pris en charge ou remboursé par eux à l'état lavé d'après le rendement annoncé par les experts ou, à défaut d'accord sur ce point, par une expérience préalable de rendement et de décreusage dont les détails étaient minutieusement prévus.

Afin de pouvoir justifier à tout moment de l'emploi des laines qui leur sont délivrées, le registre, qui doit être tenu par tous les titulaires de marchés à façon, fait connaître la date d'entrée des divers lots, leur poids en suint et leur rendement en lavé.

Les dispositions ainsi prescrites étaient de nature à sauvegarder très efficacement les intérêts de l'Etat si elles avaient été appliquées dans toutes leurs conséquences ; malheureusement, l'administration de la guerre a reculé devant ces conséquences et il nous semble que ce recul est de nature à léser gravement les intérêts de l'Etat.

Etant donné que les laines fournies par l'Etat aux entrepreneurs étaient prises en charge par eux à l'état lavé et d'après leur rendement exact, il était absolument logique et nous estimons même qu'il était nécessaire que cette condition fût désormais inscrite très explicitement dans les contrats et qu'aucun lot de laine en suint ne leur fût, par suite, délivré sans que le rendement de ce lot n'eût été parfaitement déterminé au préalable.

Il était, d'autre part, également nécessaire qu'une clause du contrat vînt déterminer le montant de l'imputation à faire à l'entrepreneur pour tout kilogr. de laine en lavé à fond reconnu manquant.

Or, à l'exception d'un seul dont nous allons parler, ces deux clauses ne se rencontrent dans aucun marché de lavage. On se contente d'y spécifier que les laines remises par le service de l'intendance sont pesées contradictoirement avec l'entrepreneur, mais on ne définit pas le rapport qui doit exister entre le poids du suint ainsi constaté et celui du lavé qui doit être rendu à l'administration militaire.

Bien plus, ce manque de précision est voulu et systématique. Dans un marché de lavage passé le 6 avril 1916 en plein accord avec un industriel de Lyon, le sous-intendant directeur de l'arrondissement de draps de Vienne avait inséré ces deux clauses qui avaient pour effet d'assurer l'exécution rigoureuse des dispositions de la dépêche de juin 1915 et de l'instruction du mois de novembre de la même année ; il y était spécifié notamment : d'une part, que, dans le cas où l'entrepreneur n'accepterait pas le rendement déclaré par les experts militaires, il serait procédé à ses frais à des épreuves de lavage à fond, de conditionnement et de détermination de la proportion de matières grasses ; d'autre part, que le montant des remises devrait être au moins égal au montant des prises en charge, toute différence en dessous étant imputée à l'entrepreneur au prix de 8 fr. le kilogr. de laine lavée à fond reconnue manquante.

Or, la teneur de ce marché, qui fut néanmoins approuvé le 18 mai 1916, après autorisation du ministre, par le directeur de l'intendance de la 14e région donna lieu de la part de l'inspection générale de l'habillement aux observations suivantes :

« La clause spéciale de prise en charge insérée dans le marché X... avec obligation pour l'entrepreneur de rendre un poids de laine lavée égal au rendement de l'évaluation des experts, ou, en cas de contestation de ce rendement, celui qui résulterait d'une expérience de lavage et de conditionnement, n'a été introduite jusqu'ici dans aucun autre marché, et ne figure pas, d'ailleurs, dans le modèle-type de contrat de lavage de laine du ministère de la guerre ; c'est à ce titre d'expérience qu'elle a été admise dans le marché X...

« L'inspection générale de l'habillement est d'avis que, d'une manière générale, il n'y a pas lieu d'insérer cette clause dans les nouveaux marchés de lavage pouvant éventuellement être passés.

« En effet, d'une part, l'évaluation de rendement ne saurait, quelle que soit la compétence de ces experts, avoir un caractère de précision absolue ; d'autre part, une expérience de lavage et de conditionnement ne portant que sur de faibles quantités de laine, qui ne peuvent jamais représenter d'une façon parfaite l'intégralité du lot, est sujette à multiplier les causes d'erreur et ne peut donner non plus un rendement mathématique pouvant être appliqué avec certitude à l'ensemble du lot soumis au lavage. C'est ce que paraît admettre le directeur de l'intendance de la 14e région, en proposant une tolérance de 3 p. 100 comme écart acceptable entre le rendement réel trouvé par le laveur et le rendement résultant des épreuves de lavage et de conditionnement.

« Il en résulte fatalement que le laveur sera tenté, toutes les fois que le rendement réel du lavage sera supérieur au rendement imposé et pris en charge, de conserver pour lui l'excédent de laine pour compenser les pertes qu'il aura à subir dans le cas où le rendement réel d'un lot se trouvera inférieur au rendement prévu. Il paraît à craindre même que, dans le cas où le rendement obtenu sera inférieur au rendement prévu, le laveur ne préfère combler la différence avec une laine de qualité quelconque, plutôt que de supporter l'imputation du manquant.

« L'inspection générale de l'habillement craint que la prise en charge obligatoire des laines par les laveurs, avec obligation de rendre un poids de laine lavée déterminé d'avance, ne soit la source de malfaçons ou de fraudes au moins aussi dangereuses que celles auxquelles peut donner lieu le système actuel consistant à remettre des laines en suint aux laveurs et à les astreindre à remettre, quel qu'il soit, le produit intégral du lavage.

C'est dans une surveillance étroite des lavages que paraît consister le moyen le plus efficace pour déjouer toute fraude et empêcher tout détournement. La comparaison du rendement réel obtenu par les laveurs avec le rendement d'évaluation des experts ou le rendement résultant d'expériences préalables de lavage et de conditionnement, servira utilement au service local de l'intendance pour orienter ses investigations, provoquer toutes explications nécessaires et organiser les mesures de surveillance qui paraîtront nécessaires ; mais il paraît préférable de continuer à ne faire de cette comparaison qu'un moyen de contrôle assurément très efficace, et d'obliger les entrepreneurs à rendre, après un lavage effectué dans les meilleures conditions possibles et étroitement surveillé, l'intégralité des laines provenant des opérations, sans qu'ils aient à se préoccuper d'un rendement quelconque.

Toutefois, l'inspection générale de l'habillement ne voit aucun inconvénient à ce que les propositions du directeur de l'intendance de la 14e région soient mises en application, à titre d'essai, dans le marché X... et, éventuellement, dans les nouveaux marchés de lavage pouvant être passés dans la 14e région, mais elle émet un avis défavorable à l'adoption, d'une manière générale, pour tous les lavages, des mesures proposées. »

Ces observations ne nous paraissent en aucune façon concluantes, la prise en charge obligatoire des laines par les laveurs avec obligation de rendre un poids de laine lavée déterminé d'avance n'est nullement exclusive d'une surveillance étroite des lavages et il appartient précisément à cette surveillance d'empêcher que les excédents dans le rendement ne puissent être conservés par un laveur indélicat ou que les déficits ne puissent être comblés avec des laines d'une qualité quelconque.

La surveillance constituerait alors un moyen de contrôle qui ajouterait sa garantie aux garanties déjà assurées par les clauses du contrat alors qu'avec le système adopté par l'inspection générale de l'habillement, système qui recule devant les conséquences de l'instruction ministérielle, la surveillance devient la seule garantie. Or, si l'on s'est rendu compte ainsi que nous l'avons pu faire nous-même, sur place, de la multiplicité des tâches qui incombent au personnel de direction d'un centre de fabrication de drap, si l'on envisage le nombre des établissements de tissage et de lavage répartis souvent sur plusieurs départements, alors que souvent les communications sont lentes ou insuffisantes, on n'hésitera pas à conclure que la surveillance sur laquelle on entend faire uniquement reposer les intérêts de l'Etat sera le plus souvent à peu près inexistante et illusoire.

Lorsque même cette surveillance a été effectivement exercée et qu'elle a été ainsi à même de constater que les intérêts de l'Etat se trouvaient lésés, ces constatations, étant donné l'absence de toute clause contractuelle réservant les droits de l'Etat et prévoyant des sanctions pécuniaires, ont été inopérantes. Cette conclusion ressort très nettement du rapport

l'ensemble établi à la fin de 1916 par le sous-intendant directeur du centre de fabrication de drap de Vienne.

Il a été donné de constater pour certains entrepreneurs, relate ce rapport, « que leurs rendements, pour des lots identiques étaient notablement inférieurs, en des propartions variant de 3 à 9 p. 100, à ceux obtenus chez d'autres laveurs, ou chez des fabricants après épreuves de lavage ».

On voit que, dans ce cas, le déficit a été dûment constaté par l'organe chargé de la surveillance; quelles sanctions a-t-on pu prendre contre les entrepreneurs ? La suite du rapport va nous l'apprendre :

« Les différences étant restées inexpliquées, nous avons dû, suivant les instructions de l'autorité supérieure, restreindre au strict minimum les opérations de ces industriels vis-à-vis desquels l'Etat n'est d'ailleurs pas engagé à fournir des quantités déterminées de suint et qui n'ont fait aucun frais spécial d'installation, justifiant l'allocation d'un tonnage minimum ».

Le sous-intendant directeur a évidemment pensé, comme le pense également votre commission, qu'une pareille sanction était insuffisante et il s'était préoccupé d'en établir de plus efficaces pour l'avenir.

« Comme conséquence du conflit avec les entrepreneurs, nous avons passé, à titre d'expérience, le marché X... qui contenait une clause de garantie de rendement, avec sanction de remboursement des manquants constatés.

« Les instructions générales de l'inspection générale de l'habillement, parvenues en dernier lieu le 16 juillet 1916, nous ont mis dans l'obligation de suvreiller les rendements des laveurs, sans recourir à la garantie préalable ».

On voit que les services locaux ne demandent qu'à bien faire, mais il est indispensable de leur mettre en main une arme suffisante, sinon leur bonne volonté restera stérile et on risque fort de les décourager. Il est, en tout cas, bien certain qu'aujourd'hui les intérêts de l'Etat sont, sur ce point, très insuffisamment sauvegardés.

Il convient d'ajouter que quelque insuffisant que puisse être ce contrôle, il n'a été d'ailleurs prescrit et généralisé qu'à dater du deuxième semestre 1915. Jusqu'à cette époque, l'administration centrale ne paraît pas en avoir envisagé la nécessité et il a dépendu de l'initiative des services régionaux de lui assurer tant bien que mal une existence plus ou moins tardive.

Nous extrayons du rapport général établi par l'arrondissement de fabrication de drap de la 3e région, qui ne fut définitivement organisé que le 2 novembre 1915, le passage suivant :

« Du jour de la mobilisation au mois d'avril 1915, la chambre de commerce d'Elbeuf fut considérée comme mandataire de l'administration de la guerre pour tout ce qui concerne la fabrication du drap et fut chargée à ce titre de la réception de toutes les matières premières fournies par l'administration de la guerre et de leur distribution entre les fabricants.

« La comptabilité de ces matières lui fut également confiée jusqu'en décembre 1915.

« Pendant cette période notamment, le rendement des laines en suint établissant les créances de l'Etat, était accusé par le fabricant lui-même, d'après le rendement résultant de sa fabrication après teinture.

« Au mois d'avril 1915, il fut décidé que ces rendements seraient à l'avenir déterminés par les soins de l'intendance au moyen de prélèvements sur les lots de laine en suint délivrés aux fabricants et sur lesquels auraient lieu les opérations de rendement (lavage, séchage, battage et conditionnement).

« Un détachement de commis fut envoyé à cet effet à Elbeuf sous la surveillance d'un sergent et un sergent à Louviers ».

Loin de nous de suspecter en quoi que ce soit la bonne foi de la chambre de commerce d'Elbeuf qui, par son zèle et son initiative, a rendu à l'administration de la guerre, tout particulièrement pendant les premiers mois de la guerre, les plus signalés services; nous ne mettons pas davantage en cause celle des fabricants de la 3e région dont l'activité au-dessus de tout éloge a pourvu le service de l'habillement de plus de 11 millions de mètres de drap au cours des deux premières années de guerre, Si nous citons ce cas concret, et qui d'ailleurs n'est pas le seul, c'est parce qu'il est tout particulièrement frappant.

L'Etat doit toujours être à même de contrôler les opérations où ses intérêts sont engagés et de les contrôler d'une manière efficace. Cette nécessité s'impose d'autant plus, alors qu'il s'agit d'une matière première d'un prix élevé et qui, en raison de son affinité pour l'eau, peut présenter des écarts de poids très importants.

Il est regrettable qu'une vérité aussi élémentaire ait pu rester aussi longtemps dans l'oubli.

## CHAPITRE VIII

### Emmagasinage. — Répartition et transport des laines.

En se faisant pourvoyeur de laines, l'Etat n'avait pas seulement à exercer une surveillance très rigoureuse sur les entreprises de lavage et de tissage et tout particulièrement sur celles de ces dernières entreprises travaillant à façon, mais le rôle qu'il assumait ainsi lui imposait d'autre part la tâche d'assurer l'emmagasinage de ses laines, leur répartition entre les laveurs et les tisseurs et les transports qui en étaient la conséquence.

Ces diverses tâches sont, sans aucun doute, fort complexes, étant donnés les stocks considérables qui sont en jeu, tout particulièrement au cours de la période des achats à l'étranger ou de la réquisition consécutive à la tonte indigène. On ne saurait donc être surpris si le service de l'intendance n'a pas pu toujours s'en tirer sans accroc. Aussi n'est-ce pas sans admettre toutes les circonstances atténuantes que votre commission a cru devoir signaler les fausses manœuvres particulièrement caractéristiques parmi celles qu'elle a eu l'occasion de relever au cours de son examen.

#### A). — *Emmagasinage des laines.*

Au mois d'août 1915, la quantité de balles de laines exotiques arrivées dans la place de Bordeaux était si considérable qu'il devint matériellement impossible de les emmagasiner dans des locaux couverts et on avait dû se contenter de les protéger avec des bâches après les avoir déposées sur le sol même des quais, faute d'avoir pu trouver en nombre suffisant les poutres et les planches nécessaires pour les isoler. L'emploi de plateaux isolateurs avait dû d'ailleurs être abandonné par suite de leur résistance insuffisante pour supporter des poids aussi lourds.

Cette situation s'aggrava encore par suite des pluies incessantes et il en résulta qu'un stock important provenant du vapeur *Amiral-Jauréguiberry* qui avait déjà subi un commencement d'avarie par l'eau de mer fut signalé comme fortement compromis.

En vue de décongestionner le magasin général de Bordeaux, le ministre prescrivit d'importantes expéditions sur diverses régions.

Votre commission ayant été informée de ces faits a demandé au ministre de lui faire connaître le montant des avaries constatées lors de la prise en charge de ces laines par les divers destinataires et l'emploi qui en avait pu être fait suivant leur état d'avarie.

A la date du 12 septembre 1917, sous le n° 23297 5/5, le ministre a fait connaître que les expéditions prescrites en vue de décongestionner le magasin général de Bordeaux s'étaient élevées à 11,637 balles représentant 4,602 tonnes en suint.

30 balles qui paraissaient être les plus atteintes furent extraites du lot provenant de l'*Amiral-Jauréguiberry* et dirigées sur un lavage à proximité de Bordeaux. Après traitement, on constata une moins-value de 872 kilogr. 500 de laine lavée équivalant à 1,745 kilos de laine en suint. Le prix des laines en suint étant de 2 fr. 75 le kilogr., le service de l'intendance évalue à 4,798 fr. le montant de l'avarie. Cette évaluation est évidemment trop faible car le prix de 2 fr. 75, nous l'avons dit précédemment, ne tient pas compte des frais de transport.

2,162 balles du même lot furent dirigées sur Marseille où elles furent classées et triées. Après classement, 1,194 balles reconnues intactes furent réexpédiées sur Mazamet et Annonay pour y être lavées. Après triage 157 tonnes reconnues saines, 124 tonnes demi avariées et 32 tonnes très avariées furent lavées en partie à Mazamet, en partie à Marseille. Le montant de l'avarie constatée représentait 25,202 fr.

Les laines demi avariées purent être utilisées pour la fabrication du drap de troupe. Les laines très avariées durent être versées dans la qualité couverture et employées comme telles.

Le ministre ajoute que, des renseignements qui lui ont été fournis par les autres régions ayant reçu des laines du magasin général de Bordeaux en août et septembre 1915, il résulte que, malgré les traces de mouillures relevées sur bon nombre de balles, les laines, une fois lavées, ont été reconnues propres à la fabrication du drap de troupe.

Il y a lieu d'espérer que cette leçon ne sera pas perdue et que l'administration militaire saura désormais prendre, en temps utile, les mesures nécessaires pour qu'une matière première aussi précieuse que la laine puisse être toujours emmagasinée dans des conditions telles que sa conservation soit parfaitement assurée.

#### B) *Répartition et transport.*

Dans nombre de cas, et plus particulièrement au début de la guerre, furent expédiées, sur les centres de tissage, des laines impropres à la fabrication du drap et qu'il fallut soit renvoyer à leur point de départ, soit réexpédier à d'autres établissements.

C'est ainsi, par exemple, que la 3e région signalait au ministre le 3 décembre 1914 que sur 2,452 balles de laines arrivées à Elbeuf, 472 balles (soit environ 93 tonnes en suint) étaient absolument inemployables pour le tissage. A cette époque, les magasins de la Chambre de commerce d'Elbeuf étaient déjà encombrés de laines inutilisables qui lui avaient été expédiées de Bordeaux. Sur la proposition du service régional de l'intendance, ces laines furent triées ; celles qui furent reconnues utilisables pour la fabrication des couvertures furent dirigées sur la maison centrale de Fontevrault ; 23 tonnes environ furent réexpédiées à Bordeaux ; le reste dut être vendu par les domaines.

Quelques mécomptes du même genre amenaient, d'autre part, l'administration à reconnaître que, en raison des particularités de l'outillage ou des procédés de fabrication, toute laine, bien que propre au tissage, n'était pas susceptible d'utilisation par tous les appareils. Aussi, pour éviter à l'avenir les transports inutiles, une circulaire ministérielle n° 117 5/5 du 2 janvier 1915, adressée aux généraux commandant les régions de l'intérieur prescrivait-elle les précautions suivantes :

« Pour me permettre d'effectuer une répartition judicieuse des laines achetées, en envoyant à chaque fabricant un lot se rapprochant le plus possible du type qui lui convient, je vous prie de vouloir bien envoyer à la section technique de l'intendance un échantillon d'environ 500 grammes de laines employées, en temps ordinaire, par les fabricants de drap de votre région. »

Les opérations de lavage ont également donné lieu à nombre de fausses manœuvres.

Nous avons déjà vu qu'à la suite des avaries constatées à Bordeaux en août et septembre 1915, d'importants stocks de laines en suint furent transportés tout d'abord à Marseille pour faire ensuite retour au centre de lavage de Mazamet.

Vers la même époque (dépêche n° 4393/B du 20 octobre 1915, adressée par l'inspection générale de l'habillement au directeur de l'intendance de la 14e région), on fit rétrograder d'urgence sur Mazamet 997 balles de laine en suint en provenance de Bordeaux et qui avaient été entreposées à Estressin près de Lyon, pour être lavées par les soins de la 14e région.

Ces quelques exemples nous donnent une idée des chassés-croisés regrettables qui se sont produits alors qu'une crise des transports sévit gravement sur le territoire national. Votre commission croit devoir insister très vivement auprès de l'administration de la guerre pour que la répartition des laines en suint aussi bien que celle des laines après lavage soit prévue avec le plus grand soin et suivant une rigou-

reuse méthode, de manière à ne nécessiter que le minimum de transports.

### Conclusions.

De l'exposé qui vient d'être fait, se dégage tout d'abord une première impression d'ensemble.

Contrairement à ce que votre commission a eu le regret de constater à l'occasion d'autres acquisitions importantes, l'administration de la guerre a su, cette fois, prendre comme point de départ les besoins à satisfaire ; après avoir comparé ces besoins aux ressources, elle a établi un programme dont elle a soigneusement et rigoureusement assuré l'exécution. En ce qui concerne plus particulièrement les achats des laines exotiques, nous la voyons suivre attentivement les cours commerciaux et modifier judicieusement ses prix-limite en conformité de ces cours ; il convient de reconnaître que là elle a opéré aussi commercialement qu'il était possible. D'une manière générale, les laines fournies, notamment celles dont votre commission a eu l'occasion d'examiner quelques lots, soit en magasin, soit dans les centres de lavage ou de tissage, étaient, au dire des professionnels qui les ont réceptionnées ou qui les ont mises en œuvre, d'une qualité répondant bien à l'emploi que l'on voulait en faire; certaines étaient même d'une qualité très supérieure et auraient pu, dans d'autres circonstances, être plus utilement employées.

En monopolisant en quelque sorte les laines indigènes au profit de l'Etat, en se rendant acquéreur de stocks énormes de laines exotiques, en assurant le lavage de presque toutes ces laines pour en assurer ensuite la répartition suivant les besoins, le service de l'intendance a centralisé entre ses mains toute une série d'opérations nouvelles avec lesquelles il n'était aucunement familiarisé, On peut dire que dans l'ensemble, ce service a pu remplir la tâche très complexe que les circonstances l'ont amené à assumer ; il est donc équitable de se montrar indulgent en présence des quelques erreurs, des quelques fausses manœuvres que votre commission a eu l'occasion de relever au cours de l'examen auquel elle a procédé.

Si elle a cru devoir souligner ces erreurs, ce n'est point pour atténuer l'impression élogieuse qu'elle vient d'exprimer: c'est dans la conviction que ses critiques pourront servir à empêcher le retour des fautes commises, à améliorer certaines parties du service encore défectueuses, à renoncer à certains errements.

En s'appliquant à examiner de très près l'utilisation plus ou moins complète par l'administration de la guerre de toutes les laines récoltées aussi bien en France que dans l'Afrique du Nord, votre commission s'est rendu compte que jusqu'à la fin de 1916, époque à laquelle elle a dû, faute de documents suffisamment complets, arrêter son étude, cette utilisation a été insuffisante.

Il semble tout d'abord que le service de l'intendance se soit rallié trop tardivement à l'idée de la réquisition générale de la tonte de France ; en laissant au marché français, jusque vers la fin de 1915, une liberté à peu près absolue, malgré certaines suggestions qui paraissaient judicieuses, l'intendance a, dans une certaine mesure, favorisé la spéculation et a sa part de responsabilité dans les accaparements et dans la hausse qui en fut la conséquence. Le mal était déjà fait lorsque fut décidée la réquisition générale de la tonte de 1916.

Tout en admettant que l'administration militaire ne pouvait pas avoir des données absolument précises sur les quantités de laines susceptibles d'être récoltées dans l'Afrique du Nord, on doit regretter cependant que les efforts faits pour exploiter méthodiquement le marché africain aient été également tardifs. En 1916, année au cours de laquelle on envisagea pour la première fois la possibilité de cette exploitation, on réussit, malgré les tâtonnements inhérents à toute opération nouvelle, à réunir près de 4,000 tonnes en lavé à fond d'une laine possédant toutes les qualités requises pour la fabrication du drap de troupe et dont le prix de revient moyen, transports compris, était inférieur de 1 fr. par kilogr. à celui des laines de la métropole, de 3 fr. à celui des laines étrangères.

En se rendant acquéreur de ces 4,000 tonnes, l'administration de la guerre a diminué d'autant les importations. Tout en réalisant ainsi une économie de plus de 10 millions, elle a réduit de 27 à 28 millions le montant de nos achats à l'étranger ; mais cet heureux résultat, qu'il aura été apparemment possible d'améliorer encore en 1917, aurait pu être obtenu dès 1915, si l'administration militaire avait fait preuve de plus de décision et il aurait été encore sensiblement accru si un certain nombre de tonnes de la tonte française n'avaient pas échappé aux acquisitions faites pour le compte de l'armée.

La hausse persistante et continue des laines exotiques fait ressortir tout l'intérêt que présente pour les finances publiques la réduction au strict minimum du contingent à demander à l'extérieur. A égalité de prix, cette mesure s'imposerait déjà, puisqu'elle permettrait de conserver en France une partie du précieux métal qu'on s'est vu contraint de faire passer à l'étranger ; elle s'impose d'autant plus que les laines françaises, qui possèdent d'ailleurs par excellence toutes les qualités requises pour la fabrication du drap de troupe nous reviennent beaucoup moins cher que les laines exotiques.

Les importations pourraient être encore sensiblement diminuées en rendant réglementaire le mélange dans une proportion déterminée, de laines-renaissances aux laines-mères qui, jusqu'à ce jour, ont été trop exclusivement employées.

Votre commission a signalé en passant que les installations presque toutes de fortune, qui se sont montées pour suppléer aux usines de lavages plus perfectionnées de la région du Nord, ne sont pas outillées pour assurer la récupération des sous-produits et particulièrement des graisses très abondantes que l'on laisse couler à la rivière.

Alors que le prix des graisses a quadruplé et que nous nous voyons contraints d'en importer, il est inadmissible qu'on puisse ainsi laisser perdre une matière particulièrement précieuse. Votre commission croit devoir appeler tout particulièrement l'attention du ministre de la guerre sur cette question. Il importe au plus haut point, dans l'intérêt général, de récupérer désormais toutes les matières grasses.

En ce qui concerne les opérations du lavage des laines, l'attention de votre commission a été retenue plus particulièrement par deux contrats :

Au cours de l'année 1915, le marché de lavage de beaucoup le plus important a été passé à un prix dépassant au kilogr. de 15 centimes environ ceux qui avaient été consentis aux autres laveurs et le bénéficiaire de ce marché, qui n'était, en réalité, qu'un intermédiaire faisant travailler des sous-traitants, put réaliser de ce fait un bénéfice qui doit dépasser un million.

L'administration de la guerre justifie, à vrai dire, cette situation privilégiée, en faisant ressortir que le titulaire du marché remplissait d'autre part un rôle de centralisateur et de répartiteur que le service de l'intendance ne pouvait alors exercer lui-même faute d'un organe *ad hoc*. Votre commission déplore la création trop tardive de cet organe dont l'existence aurait permis à l'Etat d'économiser un million.

L'étude approfondie de ce marché a révélé, en outre, que la procédure suivie pour sa passation jointe aux lenteurs administratives a placé le ministre devant le fait accompli et l'a mis dans l'impossibilité de refuser son approbation ou d'obtenir des conditions moins onéreuses pour le Trésor. Lorsque le service central voulut discuter les prétentions de l'entrepreneur celui-ci lui objecta, en effet, que le marché se trouvait déjà aux trois quarts exécuté.

Un autre marché passé en 1916, pour assurer le lavage en Algérie même, de la presque totalité de la tonte algérienne, a également retenu l'attention en raison de son prix élevé de 53 centimes au kilogr., alors que la majorité des contrats de lavage passés en France prévoyaient une rémunération de 38 centimes. Or, les quelques charges supplémentaires qui différencient ce contrat de la généralité des marchés de lavage ne justifient pas un écart aussi considérable. Du fait de l'exécution du lavage sur le territoire algérien, l'Etat qui aura désormais à transporter des laines lavées au lieu de transporter des laines brutes verra, il est vrai, ses frais de transport par mer diminuer de 50 p. 100; mais cette économie, d'ailleurs inférieure à 10 centimes par kilogr., n'aurait pas dû être laissée comme bénéfice à l'entrepreneur.

Les mesures prises par le service de l'intendance en vue de s'assurer que toutes les laines qu'il remet à une entreprise lui sont effectivement rendues dans les limites de conditionnement et de dégraissage spécifiées par les contrats paraissent insuffisantes.

La direction de l'intendance n'a pas voulu qu'il fût introduit dans les contrats une clause de style spécifiant que le rendement de tout lot serait rigoureusement déterminé au moment de sa remise à l'entrepreneur et que le montant de la reprise devrait être au moins égal au montant de la remise, toute différence en moins étant imputée à l'entrepreneur. Elle a objecté que l'évaluation préalable du rendement ne saurait être faite avec une précision absolue et que, notamment, le laveur serait, dès lors, tenté ou de s'approprier les excédents en cas d'évaluation trop faible, ou de combler les déficits avec des laines d'une qualité quelconque en cas d'évaluation trop forte. S'appuyant sur ce raisonnement, elle a décidé que les laveurs ne devaient être astreints qu'à la remise, quel qu'il pût être, du produit intégral du lavage. Elle ajoute que c'est dans une surveillance étroite que réside le moyen le plus efficace pour déjouer toute fraude et empêcher tout détournement.

Ces raisons n'ont pas paru concluantes à votre commission qui estime que l'obligation de rendre un poids de laine déterminé à l'avance n'est nullement exclusive d'une surveillance étroite des entreprises. Cette surveillance qui s'impose dans tous les cas, constitue, au contraire, un moyen de contrôle ajoutant sa garantie aux garanties déjà données par les clauses du contrat. Actuellement, étant donné d'ailleurs que la surveillance est souvent impossible et par là même tout à fait incomplète pour ne pas dire illusoire, les intérêts de l'Etat sont très insuffisamment sauvegardés.

Enfin, votre commission a été amenée à constater que, quelque imparfaites que soient les mesures de contrôle aujourd'hui en vigueur, elles n'ont été prises que fort tardivement ; dans nombre de tissages importants, au cours de la première année de guerre, le rendement des laines en suint établissant les créances de l'Etat a été accusé par les fabricants eux-mêmes. De tels faits se passent de commentaires.

Votre commission croit devoir encore noter, en terminant, un certain nombre de fausses manœuvres plus particulièrement caractérisées qui se sont produites au cours des opérations d'emmagasinage, de répartitition et de transport des laines.

Du fait de l'encombrement du magasin général de Bordeaux, le service régional se vit dans l'obligation d'entreposer des stocks importants sans abri et sur le sol même des quais. Lorsque ces stocks furent expédiés sur les centres de lavage, on constata de sérieuses avaries.

Dans nombre de cas, et plus particulièrement au début de la guerre, furent expédiées sur des centres de tissage des laines impropres à la fabrication du drap et qu'il fallut réexpédier soit à leur point de départ, soit sur d'autres établissements ou encore faire vendre par les domaines.

Nous citerons enfin que pour alimenter sans interruption les lavages de Mazamet, ordre fut donné à la région de Lyon de renvoyer dans ce centre des laines qui lui avaient été expédiées de Bordeaux.

Votre commission insiste très vivement pour que des erreurs de ce genre soient évitées désormais. Etant donnée la crise que subissent les transports, la plus stricte méthode doit être apportée dans les répartitions de matières premières et tout transport inutile absolument évité.

Votre commission propose de condenser ces diverses conclusions dans la résolution suivante :

### PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat, tout en reconnaissant le soin et la méthode apportés par l'administration de la guerre pour se procurer les laines nécessaires à l'armée, regrette que le Gouvernement n'ait pas pris les mesures voulues pour réaliser les économies résultant :

D'une exploitation plus complète des res-

sources lainières indigènes et coloniales permettant de réduire au strict minimum les importations onéreuses de laines étrangères;

De la récupération des matières grasses provenant du désuintage des laines, qui ont été jusqu'ici à peu près totalement perdues et inutilisées.

Il l'invite. d'autre part :

A réparer le préjudice causé aux finances publiques par la passation de certains contrats de lavage trop onéreux;

A sauvegarder les intérêts du Trésor en instaurant un contrôle suffisamment efficace de l'emploi des matières premières remises aux entrepreneurs;

A assurer la répartition de ces matières premières en évitant tout transport inutile.

## ANNEXE N° 456

(Session ord.— Séance du 31 décembre 1917.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.) — (Urgence declarée.)

## ANNEXE N° 457

(Session ord. — Séance du 31 décembre 1917).

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et ds mars 1918; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, par M. Millisè-Lacroix, sénateur. — (Urgence déclarée) (1).

Messieurs, je vous rappelle que la Chambre des députés s'était refusée à accepter la plupart des décisions que le Sénat avait prises dans sa séance d'hier soir.

Elle avait repris le tarif qu'elle avait précédemment adopté en ce qui concerne la contribution sur les bénéfices de guerre; elle avait maintenu toutes les dispositions dont nous avions proposé la disjonction : taxe successorale, majoration des droits de succession et de donation, mesures contre la fraude.

Dans un but de transaction, vous aviez accepté la création de la taxe successorale, le relèvement des droits ee succession, en le corrigeant toutefois pour les petites parts successorales dans les faibles successions, l'augmentation des droits de donation. Vous aviez accepté également de limiter la vocation héréditaire des collatéraux au sixième degré. Mais vous aviez, par contre, persisté à reprendre le tarif que vous aviez déjà voté pour la contribution sur les bénéfices de guerre et à disjoindre les mesures relatives à la répression de la fraude, parmi lesquelles je signalerai l'inventaire des coffres-forts après décès, l'affirmation sous serment de la sincérité des déclarations, la prorogation des délais de prescription de l'action en recouvrement des droits applicables aux successions non déclarées, etc., etc.

La Chambre a ratifié, sauf en ce qui concerne la contribution sur les bénéfices de guerre, les décisions que vous aviez prises, et, notamment, accepté la disjonction de tous les articles relatifs à la répression des fraudes.

En ce qui concerne la contribution sur les bénéfices de guerre, elle a repris son ancien texte.

Il faut reconnaitre qu'elle a ainsi montré, grâce, je dois le dire, aux efforts de M. le ministre des finances, un esprit sincère de conciliation. C'est pourquoi nous avons l'honneur de vous proposer, malgré l'amour-propre que nous pourrions avoir à maintenir le texte voté par deux fois par le Sénat, sur la taxe sur les bénéfices de guerre, de vous rallier à la décision de la Chambre.

Au surplus, il faut bien qu'on sache qu'entre le texte de la Chambre et celui du Sénat, il n'y a, si je puis m'exprimer ainsi, qu'une différence de style plutôt que de rendement.

D'après les calculs auxquels je me suis livré, en effet, j'avais constaté que l'amendement de M. Chéron aurait produit, dans la plupart des cas, dans les cas surtout où les bénéfices sont le plus considérables, un rendement plus important que le texte adopté par la Chambre.

Dans ces conditions, nous aurions mauvaise grâce à maintenir nos votes précédents, et c'est pourquoi nous avons l'honneur de vous proposer de bien vouloir adopter le texte voté par la Chambre des députés.

## PROJET DE LOI

### TITRE 1er

**Budget ordinaire des services civils et budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils.**

§ 1er. — *Crédits accordés.*

. . . . . .

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

1. — IMPÔTS DIRECTS

Art. 4. — Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de la loi du 1er juillet 1916, modifié par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916, pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est fixé comme suit, en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1917 ;

50 p. 100 sur la fraction des bénéfices imposables inférieure à 100,000 fr.

60 p. 100 sur la fraction comprise entre 100,000 francs et 250,000 fr.

70 p. 100 sur la fraction comprise entre 250,000 francs et 500,000 fr.

80 p. 100 sur la fraction supérieure à 500,000 francs.

Toutefois, les taux fixés par la présense loi ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises créées à partir du 1er janvier 1916, qui resteront soumises aux taux fixés par les lois des 1er juillet et 30 décembre 1916.

Il en sera de même pour les contribuables habituellement domiciliés en pays envahis, n'ayant pas exploité nne entreprise quelconque avant le 1er janvier 1916.

. . . . . .

(1) Voir les nos 437-438-453-455, Sénat, année 1917, et 3941-4025-4040-4053-4054-4061-4073-4080 et *annexe*, 4159-4160-4162-4168 et in-8° nos 855-870-876 — 11e législ. de la Chambre des députés.

(1) Voir les noo 437-438-453-455-456, Sénat, année 1917, et 3941-4025-4040-4053-4054-4061-4073-4080 et annexe 4159-4160-4162-4168 et in-8° nos 855-870-et 876. — 11e légis. — de la Chambre des députés.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.